

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU PAYS D'AIX

Date de Publication : 17/01/2019

N° : 2019/112

Les Délibérations
Conseil du 21 juin 2018

Recueil des délibérations du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018

Institution

2018 CT2 205

Désignations au sein des commissions spécialisées du Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°HN 088-219/16/CM le Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 a délégué, en vertu de la loi NOTRe, un ensemble de compétences au territoire pour lesquelles ce dernier a souhaité organiser un processus décisionnel qui repose sur des commissions thématiques dans les domaines de compétences transférées.

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a ainsi procédé à la création des commissions thématiques du Territoire par la délibération n°2016_CT2_026 du 21 avril 2016 :

la Commission « **développement économique, emploi et agriculture** »

la Commission « **aménagement de l'espace et mobilité** »

la Commission « **environnement et déchets** »

la Commission « **habitat et politique de la ville** »

la Commission « **culture et sports** »

la Commission « **ressources et moyens** »

Les commissions comprennent 44 membres titulaires parmi les conseillers de territoire, représentant chacune des communes membres.

Par ailleurs, les commissions comprennent 44 membres suppléants parmi les conseillers de territoire ou à défaut parmi les membres des conseils municipaux, selon la même répartition par commune.

Le nombre de représentants par commune au sein des commissions tient compte de leur population respective. Aussi, la commune d'Aix-en-Provence compte 4 sièges, les communes de Vitrolles, Gardanne, Les Pennes-Mirabeau, Pertuis et Bouc-Bel-Air disposent chacune de deux sièges et les autres communes disposent chacune d'un siège.

Suite aux transferts de certaines compétences communales à la Métropole au sein des Conseils de Territoire et plus particulièrement du Territoire du Pays d'Aix, dans un souci d'efficacité, deux des commissions thématiques existantes ont été modifiées par délibération n°2018_CT2_110 du Conseil de Territoire du 15 mai 2018.

Ainsi, la Commission « aménagement de l'espace et mobilité » est devenue la Commission « Mobilité et Infrastructures de Transports ».

La Commission « habitat et politique de la ville » est devenue la Commission « Habitat, Urbanisme et Aménagement ».

Certaines communes ont souhaité modifier leur(s) représentant(s) aux dites commissions, d'autres les ont maintenu.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2016_CT2_026 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 avril 2016 portant création des commissions thématiques du Territoire ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2016_CT2_038 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juin 2016 relative à la composition des commissions thématiques ;
- La délibération n°2018_CT2_110 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018, relative à la modification des Commissions thématiques du Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de mettre à jour la liste des représentants de ces deux commissions.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la désignation des représentants titulaires et suppléants pour la Commission Mobilité et Infrastructures de Transports, ainsi que pour la Commission Habitat, Urbanisme et Aménagement pour l'ensemble des communes membres du Territoire du Pays d'Aix.

1. Choix des modalités de scrutin :

Il est proposé de ne pas procéder au scrutin secret pour la désignation des représentants du Territoire

du Pays d'Aix au sein des commissions spécialisées.

Vote sur la proposition :

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire approuve à l'unanimité la proposition et décide de ne pas procéder au scrutin secret.

2. Désignation des membres :

Une liste comprenant les représentants titulaires et suppléants pour les commissions spécialisées « mobilité et infrastructures de transports » et « habitat, urbanisme et aménagement » a été proposée :

COMMISSION MOBILITE ET INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS		
COMMUNES	MEMBRES TITULAIRES	MEMBRES SUPPLEANTS
Aix-en-Provence	Alexandre GALLESE	Jacques BOUDON
Aix-en-Provence	Dominique AUGÉY	Claude MAIRA
Aix-en-Provence	Brigitte DEVEJA	Corinne LAUSSAUD
Aix-en-Provence	Jean-Marc PERRIN	Eric CHVALER
Beaurecueil	Joël MANCEL	Jacky DURAND
Bouc-Bel-Air	Joseph CASSORD	Colette TOULLEC
Bouc-Bel-Air	Monique SALOMON	Yann PERTUISSEL
Cabriès	Marie-Claude FLAMENT	Nadia TRAIAR
Châteauneuf-le-Rouge	Michel BOULAN	Alain ROUARD
Coudoux	Guy BARRET	Sophie MASSEGLIA
Eguilles	Robert DAGORNE	Michèle GRAZIANO
Fuveau	Daniel GOURAND	Jean-Paul BLAIS
Gardanne	Nathalie NERINI	Alain BAGNIS
Gardanne	Yveline PRIMO	Dider TOUAT
Grèbasque	Daniel BREAT	Jean-Luc FERNANDEZ
Jouques	Guy ALBERT	Jacques ROUGIER
Lambesc	Mireille AMEN	Rosaline RUCHON
La Roque d'Anthéron	Jean-Pierre SERRUS	Philippe VANHALST
Le Puy-Sainte-Réparate	Jean-Claude NICOLAUD	Frédéric PAPFALARD
Le Tholonet	Michel LESIER	Patrick HAUBMAN
Les Pennes Mirabeau	Monique SUSA	Alain AURELLE
Les Pennes Mirabeau	Dominique BUCCI	Gérard PATOT
Meyrargues	Andrée LALAIZE	Sandra THOMANN
Meyrault	Joseph-Marie SANTINI	Jean-Pascal GOURNES
Mimot	Georges CRISTIAN	Lorline BELARBI
Pertuis	Jean-Jacques DIAS	Roger PELLEN
Pertuis	Jean-Michel APPLANAT	Annie AMAROUCHÉ
Peysier	Christian BURLE	André MAUNIER
Peysieles-en-Provence	Olivier FREGAC	Xavier FOUAT
Puyfoubert	Frédéric GOURNES	Jean-François LECLEIC
Rognes	Marie-Josée LARAS	Jean-François CORNO
Rousset	Jean-Pierre DESCHER	Jean GASCUEL
Saint-Antonin-sur-Bayon	Christian DELAVET	Véronique MICHEL
Saint-Cannat	Jacky GERARD	Mireille CATELIN
Saint-Estève-Janson	Martine CESARI	Jean-Pierre GUERRERO
Saint-Marc-Jaumegarde	Régis MARTIN	Emmanuelle HARTMANN
Saint-Paul-lès-Durance	Roger PIDOT	Michèle CASTRO
Sintiane-Collongue	Philippe ARDHUIN	Philippe CHANTRAINE
Trets	Jean-Claude FERAUD	André IGARDI
Vauvenargues	Philippe CHARRIN	Claude AGAZZI
Venelles	Arnaud MERCIER	Suzanne LAURIN
Ventabren	Claude FUPPI	Joseph RIGART
Vitrolles	Loïc GACHON	Jean-Claude MONDOLONI
Vitrolles	Pascal MORRELLI	Didier SAURA

COMMISSION HABITAT, URBANISME ET AMENAGEMENT		
COMMUNES	MEMBRES TITULAIRES	MEMBRES SUPPLEANTS
Aix-en-Provence	Sophie JOISSAIS	Sylvain DION
Aix-en-Provence	Alexandre GALLESE	Charlotte de BUSSCHERE
Aix-en-Provence	Noëlle COCCOLINI-JOUFFRET	Sylvaine DI CARO
Aix-en-Provence	Odile BONTHOUX	Claude MAIRA
Beaurecueil	Joël MANCEL	Martine MURA
Bouc-Bel-Air	Monique SALOMON	Marie-Christine RODRIGUEZ
Bouc-Bel-Air	Richard MALLIE	Yann PERTUISSEL
Cabriès	Frédéric MORLOT	Pablo de LARD
Châteauneuf-le-Rouge	Michel BOULAN	Alain ROUARD
Coudoux	Guy BARRET	Jeanne BELLANTE
Eguilles	Robert DAGORNE	Benoit COLSON
Fuveau	Daniel GOURAND	Marielle VEUILLET
Gardanne	Nathalie NERINI	Françoise BARBE
Gardanne	Jeannot MENPI	René PARLANI
Grèbasque	Miria BLANCHERE	Jean-Luc TURZO
Jouques	Guy ALBERT	Jacques ROUGIER
Lambesc	Mireille AMEN	Louis-Hervé TRELLU
La Roque d'Anthéron	Paul GAILLARD	Philippe VANHALST
Le Puy-Sainte-Réparate	Jean-Claude NICOLAUD	Gilbert ARAMENSAUD
Le Tholonet	Michel LESIER	Henri PABET
Les Pennes Mirabeau	Monique SUSA	Annie MARTIN
Les Pennes Mirabeau	Michel AMEL	Rosane CALAFAT
Meyrargues	Andrée LALAIZE	Sandra THOMANN
Meyrault	Jean-Pascal GOURNES	Rémy IMBERT
Mimot	Georges CRISTIAN	Lorline BELARBI
Pertuis	Jean-Michel APPLANAT	Martine FROMONT
Pertuis	Fabien PEREZ	Henri LAFON
Peysier	Christian BURLE	André MAUNIER
Peysieles-en-Provence	Olivier FREGAC	Gaëtan MUSELET
Puyfoubert	Frédéric GUINIERI	Jean-François LECLEIC
Rognes	Chantal SCHOTT	Jean-François CORNO
Rousset	Jean GASCUEL	Claude FLAMENT
Saint-Antonin-sur-Bayon	Christian DELAVET	Véronique MICHEL
Saint-Cannat	Jacky GERARD	Yves FALCHI
Saint-Estève-Janson	Jean-Pierre GUERRERO	Martine CESARI
Saint-Marc-Jaumegarde	Régis MARTIN	Jérôme GALINIER-VARRAIN
Saint-Paul-lès-Durance	Roger PIDOT	Romain BUCHAUT
Sintiane-Collongue	Philippe ARDHUIN	Philippe CHANTRAINE
Trets	Jean-Claude FERAUD	Marie-Claude MUSSO
Vauvenargues	Philippe CHARRIN	Jacques CRACOWSKI
Venelles	Arnaud MERCIER	Eric FAILLART
Ventabren	Claude FUPPI	Yann VILLARET
Vitrolles	Pascal MORRELLI	Marie-Thérèse THIBAUT
Vitrolles	Jean-Claude MONDOLONI	Laila ATTAF

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Sont proclamés élus en qualité de membres titulaires et suppléants des commissions spécialisées « mobilité et infrastructures de transports » et « habitat, urbanisme et aménagement » :

COMMISSION MOBILITE ET INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS		
COMMUNES	MEMBRES TITULAIRES	MEMBRES SUPPLEANTS
Aix-en-Provence	Alexandre GALLESE	Jacques BRIDOUX
Aix-en-Provence	Dominique AUGEY	Claude MAINA
Aix-en-Provence	Brigitte DEVEA	Corinne JAUSAUD
Aix-en-Provence	Jean-Marc PERRIN	Eric CHEVALER
Beauregard	Jacques GASSARD	Jacques GASSARD
Bouc-Bel-Air	Monique SALOMON	Yann PERTUSSEL
Calviès	Maria-Claude FLAMANT	Nadia TRAUNAR
Châteauneuf-le-Rouge	Michel BOULAN	Alain ROUARD
Croixon	Guy BARRET	Alain ROUARD
Eguilles	Robert DAGORNE	Michèle GRADIANO
Foreau	Daniel GOURAND	Jean-Paul BLAIS
Gardanne	Nathalie NERIN	Alain BAGNIS
Gardanne	Yveline PRIMO	Didier TOUAT
Gréasque	Didier BRAY	Jean-Luc FERNANDEZ
Jouques	Guy ALBERT	Jacques ROUGIER
Lambesc	Mireille AMEN	Roselyne RUCHON
La Roque d'Anthéron	Jean-Pierre SERRUS	Philippe VARNHALST
Le Puy-Sainte-Réparate	Jean-Claude NICOLAOU	Frédéric PAPFALARDI
Le Tholonet	Michel LESIER	Patrice HADJAMANN
Les Pennes Mirabeau	Monique SLISSA	Alain AURELLE
Les Pennes Mirabeau	Dominique BUCCI	Gérard PATOT
Meyrargues	André LALAUZE	Sandra THOMANN
Mayreuil	Joseph-Marie SANTINI	Jean-Pascal GOURNIES
Misou	Georges CRISTIAN	Lorline BELLAIR
Pertuis	Jean-Jacques DIAS	Roger PELLENC
Pertuis	Jean-Michel APPLANAT	Annie AMAROUCHÉ
Payrissat	Christian BURLE	André MAURIER
Peypolles-en-Provence	Olivier FREDERIC	Yves FALCOT
Puylobier	Frédéric GUERRIER	Jean-François LECLEIC
Rognes	Maria-Josée LARAS	Jean-François CORNO
Roussat	Jean-Pierre DESCHER	Jean GASCUEL
Saint-Antoine-sur-Boyon	Christine DELAVET	Véronique MICHEL
Saint-Cannat	Jacques GERARD	Jérôme CALAFAT
Saint-Etienne-Janson	Martine CESARI	Jean-François GUERRIER
Saint-Marc-Jaumegarde	Régis MARTIN	Emmanuelle HARTMANN
Saint-Paul-lès-Durance	Roger PIZOT	Michèle CASTRO
Simiane-Colongue	Philippe ARDHUIN	Philippe CHANTRENE
Trets	Jean-Claude FERAUD	André PIREN
Vauvenargues	Philippe CHARBON	Claude AGAZZI
Ventabren	Arnaud MERCIER	Suzanne LAUREN
Vitrolles	Claude FLUPPI	Joseph RICART
Vitrolles	Loïc GACHON	Jean-Claude MONDOLONI
Vitrolles	Pascal MORBELL	Didier SAURA

COMMISSION HABITAT, URBANISME ET AMENAGEMENT		
COMMUNES	MEMBRES TITULAIRES	MEMBRES SUPPLEANTS
Aix-en-Provence	Sophie JOISSANS	Sylvain DUON
Aix-en-Provence	Alexandre GALLESE	Charlotte de BUSCHÈRE
Aix-en-Provence	Noëlle COCCOLINI-JOUFFREY	Sylviane de CARO
Aix-en-Provence	Océane BONTHOUX	Claude MAINA
Bouc-Bel-Air	Jacques GASSARD	Yann PERTUSSEL
Bouc-Bel-Air	Monique SALOMON	Yann PERTUSSEL
Calviès	Richard MAILLE	Yann PERTUSSEL
Châteauneuf-le-Rouge	Frédéric MORLOT	Pablo de LARD
Croixon	Michel BOULAN	Alain ROUARD
Eguilles	Guy BARRET	Alain ROUARD
Foreau	Robert DAGORNE	Benoît COLON
Gardanne	Daniel GOURAND	Martine BELLAIR
Gardanne	Nathalie NERIN	Frédérique BARRE
Gardanne	Yveline PRIMO	René PARLANI
Gréasque	Mireille AMEN	Jean-Luc TURZO
Jouques	Guy ALBERT	Jacques ROUGIER
Lambesc	Mireille AMEN	Louis-Henri TRELLU
La Roque d'Anthéron	Jean-Pierre SERRUS	Philippe VARNHALST
Le Puy-Sainte-Réparate	Jean-Claude NICOLAOU	Gilbert ARDENGAUD
Le Tholonet	Michel LESIER	Henri PARET
Les Pennes Mirabeau	Monique SLISSA	Annie MARTIN
Les Pennes Mirabeau	Michel ANRIEL	Rosanne CALAFAT
Meyrargues	André LALAUZE	Sandra THOMANN
Mayreuil	Jean-Pascal GOURNIES	Rémy IMBERT
Misou	Georges CRISTIAN	Lorline BELLAIR
Pertuis	Jean-Michel APPLANAT	Martine PROGNANT
Pertuis	Fabien PEREZ	Henri LARON
Payrissat	Christian BURLE	André MAURIER
Peypolles-en-Provence	Olivier FREDERIC	Gaëtan MUSELET
Puylobier	Frédéric GUERRIER	Jean-François LECLEIC
Rognes	Charles PIZOT	Jean-François CORNO
Roussat	Jean GASCUEL	Claude FLAMANT
Saint-Antoine-sur-Boyon	Christine DELAVET	Véronique MICHEL
Saint-Cannat	Jacques GERARD	Yves FALCOT
Saint-Etienne-Janson	Jean-Pierre GUERRIER	Martine CESARI
Saint-Marc-Jaumegarde	Régis MARTIN	Jérôme GALINIER-IBARRAIN
Saint-Paul-lès-Durance	Roger PIZOT	Romain BUCHAULT
Simiane-Colongue	Philippe ARDHUIN	Philippe CHANTRENE
Trets	Jean-Claude FERAUD	Maria-Claude FLAMANT
Vauvenargues	Philippe CHARBON	Jacques CRACOWSKI
Ventabren	Arnaud MERCIER	Eric PALLART
Vitrolles	Claude FLUPPI	Yann VILLARET
Vitrolles	Pascal MORBELL	Mario-Thérèse TRIBAUT
Vitrolles	Jean-Claude MONDOLONI	Léa ATTAF

2018 CT2 206

Approbation du document "Ambition 2040 : 12 engagements pour une métropole à vivre"

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, créée au 1^{er} janvier 2016, doit élaborer un Projet métropolitain conformément à l'article L5218-7 du CGCT. Elle souhaite en faire le projet collectif de ce grand territoire et entend porter une ambition partagée et des priorités fortes. Il s'agit là de doter l'ensemble des politiques sectorielles et projets conduits par la Métropole d'une inspiration stratégique de long terme.

Sa forme et son contenu n'étant pas codifiés, la Métropole Aix-Marseille-Provence a fait le choix de concevoir ce Projet comme un large processus

d'appropriation des enjeux métropolitains et de co-construction et de s'appuyer sur des méthodes d'animation originales et participantes : le concept de « La Fabrique du Projet ».

La « Fabrique » incarne trois finalités de cette démarche inédite :

- affirmer une étape de « fabrication » des contenus comme un temps de dialogue et d'échanges nécessaire ;
- favoriser une expression libre, sans a priori, pour définir l'ambition, le cap de ce Projet métropolitain ;
- organiser un dialogue créatif, une co-construction entre élus et représentants du monde socio-économique (Conseil de développement), avec l'appui de la sphère technique.

Ainsi, depuis le lancement de la démarche par le Président de la Métropole en février 2017, de nombreuses rencontres associant largement les élus et le Conseil de développement, avec l'appui des techniciens de la Métropole et des agences d'urbanisme, ont été organisées sur l'ensemble du territoire et dans des formats variés : Ateliers d'intelligence collective organisés à thecamp, réunions du Groupe de travail de la Conférence des Maires, rencontres des Conseils de territoire, assemblées plénières du Conseil de développement, Débat avec les CIQ, Conférence-débat à la Foire de Marseille, réunions de l'Equipe-Projet et Collectifs Managers de la Métropole, etc.

Pour préparer le Projet métropolitain, la Métropole ne partait pas d'une feuille blanche et a puisé dans les documents et schémas déjà approuvés (Agenda mobilité, Agenda du développement économique) et dans le vivier du « futur engagé », c'est-à-dire de l'ensemble des projets avancés par les collectivités et les forces vives depuis plusieurs années.

Ce foisonnement de format et d'acteurs a permis de :

- s'accorder sur un diagnostic transversal des enjeux à travers 7 paradoxes métropolitains ;
- définir des valeurs, socles d'une identité commune ;
- établir une ambition globale pour amplifier la création d'emploi et offrir une qualité de vie au quotidien à l'ensemble des habitants ;
- énoncer 12 engagements métropolitains qui placent le citoyen au cœur du Projet et sont autant de priorités qui doivent guider l'ensemble des politiques territoriales à l'œuvre pour leur permettre de « Vivre mieux », de « Vivre monde », de « Vivre ensemble » et de préserver et valoriser « l'art de Vivre » Aix-Marseille Provence.

Ce riche matériau, travaillé au sein de la « Fabrique du Projet », est l'essence d' « Ambition 2040 : 12 engagements pour une métropole à vivre », document qui pose les fondements du Projet métropolitain et fixe le cap pour bâtir d'ici 25 ans une Métropole ouverte, solidaire et responsable où il fait bon vivre.

Le Projet métropolitain étant vu comme un processus continu, ce document représente l'atteinte d'un premier pallier, posant la pierre angulaire d'une démarche appelée à se poursuivre par d'autres étapes. Dans le même esprit d'échange et de co-construction, il s'agira de décliner ces 12 engagements en objectifs quantifiés, en démarches stratégiques, en déclinaisons territorialisées et en projets concrets.

Ce document se veut également une base de dialogue et de rapprochement avec l'Etat et l'ensemble des partenaires institutionnels de la Métropole pour obtenir leur soutien technique et financier dans la mise en œuvre des engagements du Projet métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt d'une démarche transversale de connaissance et d'appropriation des enjeux à la grande échelle ;
- La nécessité qu'Aix-Marseille-Provence définisse une stratégie d'ensemble, ambitieuse, lisible et partagée à même de garantir son attractivité et le bien-être de ses habitants ;

Délibère

Article unique :

Est approuvé le document « Ambition 2040 : 12 engagements pour une métropole à vivre » ci-annexé.

Après avoir pris connaissance du rapport :

- **Le Conseil de Territoire est réservé sur le contenu du document dans lequel figure un objectif de 0,8 % de croissance démographique ; ce dernier paraît trop ambitieux notamment dans la mesure où certains documents d'urbanisme votés et applicables ne sont pas à ce niveau.**

- **Le Conseil de Territoire prend acte du rapport et le transforme en délibération.**

Ressources – Finances

2018 CT2 207

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 53 logements sociaux « Lesseps » située Avenue de Tübingen à Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 53 logements sociaux « Lesseps » située Avenue de Tübingen à Aix-en-Provence.

Portée par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, cette opération d'un montant total de 9 422 988 € est financée par un emprunt de 5 837 294 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la ville d'Aix-en-Provence.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 3 210 511,70 €.

L'analyse financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal effectuée à partir du bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 487 619 273 € et un passif réel (dettes) correspondant à 326 522 450 €. L'actif net comptable s'élève donc à 161 096 853 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 20 185 945 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n°FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération n°FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 75017 en annexe signé entre la SA HLM Nouveau Logis Provençal et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 5 837 294 € souscrit par la SA HLM Nouveau Logis Provençal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 75017.

Ce prêt, constitué de sept lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 53 logements collectifs « Lesseps » située Avenue de Tübingen à Aix-en-Provence.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Nouveau Logis Provençal dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole

Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Nouveau Logis Provençal est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Nouveau Logis Provençal opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de six logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Nouveau Logis Provençal.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie avec la SA HLM Nouveau Logis Provençal, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 208

AVIS - Affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2017 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément aux textes en vigueur, l'arrêté des comptes de l'établissement public de coopération intercommunale de la Métropole Aix-Marseille-Provence et plus particulièrement du Territoire du Pays d'Aix a été approuvé par le vote du compte administratif le 17 mai 2018.

Il a permis d'une part de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions.

BUDGETS	Résultats 2017		Résultat de clôture de la section de fonctionnement	Résultat de clôture de la section d'investissement	Part affectée à l'investissement	Solde à reporter en fonctionnement
	Fonctionnement	Investissement				
SPANC	4 850,01		69 461,60			69 461,60
AMENAGEMENT	45 924,75	178 102,55	-12 847,42	415 335,81		-12 847,42
SPED	4 630 070,77	-2 717 151,19	7 654 892,87	-1 004 526,22	2 223 000,00	5 431 892,87

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération du Conseil de Métropole du 18 mai approuvant les comptes administratifs des budgets annexes 2017 du Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Il est proposé d'affecter l'excédent de fonctionnement des budgets annexes de la collecte et traitement des déchets, de l'assainissement non collectif :

La procédure mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à affecter en priorité pour couvrir le besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire, soit être conservé au fonctionnement.

Les affectations des résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

Les résultats de clôture de l'exercice 2017 du compte de gestion des budgets annexes de Territoire du Pays d'Aix sont les suivants :

BUDGET ANNEXE COLLECTE ET TRAITEMENT DES DÉCHETS

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 7 654 892,87 € est destiné à couvrir le reliquat de déficit de la section d'investissement d'un montant de 1 004 526,22 €.

Une dotation complémentaire en réserve est constituée à hauteur de 1 218 473,78 €.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du budget supplémentaire 2018 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 2 223 000,00 € imputé en recette d'équipement sur la nature 1068 « autres réserves ».

Le reliquat 5 431 892,87 € est reporté en section de fonctionnement.

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 69 461,60 € en l'absence de section d'investissement est inscrit en report à nouveau en section de fonctionnement.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du budget supplémentaire 2018 à une inscription en recette d'un montant de 69 461,60 € sur la nature 002 « excédent reporté ».

Article 2 :

Sont approuvés, comme suit, les résultats de l'exercice 2017 pour le budget annexe de l'aménagement :

BUDGET ANNEXE DE L'AMÉNAGEMENT

Le résultat de fonctionnement présente un déficit de clôture de fonctionnement -12 847,42 €, qui sera reporté au compte 002 « déficit reporté » au budget supplémentaire 2018.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 415 335,81 € qui sera reporté au compte 001 « excédent reporté » au budget supplémentaire 2017.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 209

AVIS - Budget supplémentaire 2018 - Budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole a adopté le 14 décembre 2017, le Budget Primitif 2018 des Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aix.

Ce Budget Primitif peut être corrigé en cours d'année tout en respectant les principes relatifs à la préparation, au vote et au maintien de l'équilibre du budget. A cet effet, il existe des décisions

modificatives parmi lesquelles celle dénommée « budget supplémentaire ».

Le budget supplémentaire est une décision modificative particulière : il s'agit d'un acte d'ajustement et de reports. Sa présentation est en tout point identique à celle du Budget Primitif.

Le budget supplémentaire a pour objet essentiel de reprendre les résultats constatés à la clôture de l'exercice précédent et apparaissant au compte administratif

1 – Service Public d'Assainissement Non Collectif (S.P.A.N.C)

Le vote du compte administratif 2017 laisse apparaître un excédent global de clôture de 69.461,60 €.

Le présent budget supplémentaire permet de :

- reprendre le résultat de la section d'exploitation (+69.461,60 € sur la nature 002) ;
- affecter ce résultat au financement de dépenses supplémentaires :

Fourniture de petit entretien (chapitre 011 – nature 6063) : + 69.461,60 €

Il convient aujourd'hui d'ajuster les prévisions telles que détaillées ci-dessous

Autres charges exceptionnelles – reversement subventions (chapitre 67 – nature 678) : + 200 000 €

Autres produits exceptionnels – remboursement subventions (chapitre 77 – nature 778) : +200 000 €

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à : 269.461,60 €

La section d'investissement n'est pas mouvementée

2 – Service Public d'Elimination des Déchets (S.P.E.D.)

Après vote du compte administratif 2017, l'affectation du résultat à constater au Budget Supplémentaire est la suivante :

→ Résultat de fonctionnement reporté (01/002)
: + 5 431 892,87€
- Solde d'exécution de la section d'investissement (01/001) : - 1 004 526,22 €
- Excédent de fonctionnement capitalisé (01/1068) : + 2 223 000,00 €

Le tableau détaillé relatif au Budget Supplémentaire 2018 du S.P.E.D. est joint en annexe au présent rapport.

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à : 6 188 975,87 €

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à : 1.200.000,00 €

3 – Budget Annexe de l'Aménagement

Le vote du compte administratif 2017 laisse apparaître :

- Un résultat de fonctionnement reporté (01/002) : - 12.847,52 €
- Un solde d'exécution de la section d'investissement (01/001) : 415.335,81 €

- Variation des encours de stock de production (71355) + 12.847,52 €
- Travaux (3354) + 12.847,52 €

Et d'ajuster la participation du Budget Général « Autres dettes GFP de rattachement ».

L'équilibre du Budget supplémentaire du Budget Annexe de l'Aménagement se présente ainsi ;

Aussi, il convient d'ajuster les écritures de stock de la manière suivante :

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2018				
-- Budget Annexe de l'Aménagement --				
SECTION DE FONCTIONNEMENT				
DEPENSES				
Chapitre	Article	Ligne de crédit	Libellé	B.P. 2018
002	002		Résultat de Fonctionnement reporté	12 847,52
	71355		Variation des stocks de terrains aménagés	-
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT				12 847,52
RECETTES				
Chapitre	Article	Ligne de crédit	Libellé	B.P. 2018
042	71355		Variation des stocks de terrains aménagés	12 847,52
	7015		Vente de terrains aménagés	-
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT				12 847,52
SECTION D'INVESTISSEMENT				
DEPENSES				
Chapitre	Article	Ligne de crédit	Libellé	B.P. 2018
040	3555		Stocks de terrains aménagés	12 847,52
16	168751		Remboursement Avance du Budget Principal	192 448,29
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT				205 295,81
RECETTES				
Chapitre	Article	Ligne de crédit	Libellé	B.P. 2018
001	001		Solde d'exécution section d'investissement	415 335,81
16	168751		Avance du Budget Principal	- 210 040,00
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT				205 295,81

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à : 12.847,52 €

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à : 205.295,81 €

4 – Budgets Annexes de l'Eau et de l'Assainissement

La compétence Eau et Assainissement a été transférée à la Métropole le 1^{er} janvier 2018.

Le 14 décembre 2017 a été adopté le premier Budget annexe métropolitain relatif à cette compétence.

Il convient aujourd'hui d'ajuster les prévisions telles que détaillées ci-dessous :

4.1. Budget Annexe de l'Assainissement en DSP

FONCTIONNEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
	BS 2018		BS 2018
Charges à caractère général (chapitre 011)	220 210	Produits des services (chapitre 70)	- 536 800
Charges de personnel (chapitre 012)	180 000	Participations et subventions (chapitre 74)	18 350
Autres charges de gestion courante (65)	- 70 800	Autres produits de gestion courante (75)	- 10 000
Intérêts de la dette (Chapitre 66)	- 20 200		
Charges exceptionnelles (67)	- 24 500		
Dotations aux provisions et dépréciations (68)	- 68 000	Amortissements des subventions transférables (chapitre 042)	81 000
Dotation aux amortissements (chapitre 042)	408 700		
Virement à la section d'investissement (chapitre 023)	- 1 072 860		
Total Dépenses	- 447 450	Total Recettes	- 447 450
INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
	BS 2018		BS 2018
Capital de la dette (chapitre 16)	87 700	Virement de la section de Fonctionnement (chapitre 021)	- 1 072 860
		Ressources Propres	
Total Dette	87 700	Total Ressources Propres	- 1 072 860
Amortissement des subventions transférables (chapitre 040)	81 000	Dotations aux amortissements (chapitre 040)	408 700
Dépenses d'équipement	17 455 440	Subventions / participations	4 306 989
Subventions d'investissement	76 902	Emprunt	14 058 213
Total Dépenses	17 701 042	Total Recettes	17 701 042

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à : 447.450,00 €

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à : 17.701.042,00 €

4.2. Budget Annexe de l'Assainissement en Régie

La compétence Eau et Assainissement a été transférée à la Métropole le 1er janvier 2018.
Le 14 décembre 2017 a été adopté le premier Budget annexe métropolitain relatif à cette compétence.

Il convient aujourd'hui d'ajuster les prévisions telles que détaillées ci-dessous :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
DEPENSES				RECETTES			
CHAP	CPTE		B.S. 2018	CHAP	CPTE		B.S. 2018
011	6287	Remboursement de frais aux communes membres	970 098	70	7087	Rembours. de frais par les communes membres	934 303
012	6215	Remboursement frais de personnel exerçant compétence	280 736				
042	6811	Dotation aux amortissements	4 000	042	777	Quote part des subventions transférables	11 000
023	023	Virement à la section d'Investissement	- 309 531				
Total Dépenses			945 303	Total Recettes			945 303
DEPENSES D'INVESTISSEMENT							
DEPENSES				RECETTES			
CHAP	CPTE		B.S. 2018	CHAP	CPTE		B.S. 2018
				021	021	Virement de la section de Fonctionnement	- 309 531
040	13918	Subventions d'équipement transférables	11 000	040	281532	Dotations aux amortissements	4 000
16	1641	Remboursement capital - Autres dettes	-	16	1641	Emprunt et dette	1 108 463
23	238	Dépenses d'équipement	791 932				
23	238	Travaux d'urgence (enveloppe globalisée)					
Total Dépenses			802 932	Total Recettes			802 932

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à : 945.303 €

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à : 802.932 €

4.3. Budget Annexe de l'Eau en DSP

La compétence Eau et Assainissement a été transférée à la Métropole le 1er janvier 2018.
Le 14 décembre 2017 a été adopté le premier Budget annexe métropolitain relatif à cette compétence.

Il convient aujourd'hui d'ajuster les prévisions telles que détaillées ci-dessous :

FONCTIONNEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
	BS 2018		BS 2018
Charges à caractère général (Chapitres 011)	- 242 930	Produits des services (Chapitre 70)	- 1 083 400
Charges de personnel (Chapitre 012)	- 25 000	Participations et subventions (Chapitre 74)	- 66 900
Autres charges de gestion courante (65)	200	Autres produits de gestion courante (chapitre 75)	12 900
Intérêts de la dette (Chapitre 66)	26 040		
Autres dépenses (Chapitres 67,68 et 022)	- 180 535		
Dotation aux amortissements (Chapitre 042)	- 11 770	Amortissements des subventions transférables (Chapitre 042)	61 585
Virement à la section d'Investissement (Chapitre 023)	- 641 820		
Total Dépenses	- 1 075 815	Total Recettes	- 1 075 815
INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
	BS 2018		BS 2018
Capital de la dette (Chapitre 16)	48 630	Virement de la section de Fonctionnement (Chapitre 021)	- 641 820
		Ressources Propres	
Total Dette	48 630	Total Ressources Propres	- 641 820
Amortissement des subventions transférables (Chapitre 040)	61 585	Dotations aux amortissements (Chapitre 040)	- 11 770
Dépenses d'équipement	12 665 500	Subventions / participations	4 293 043
		Emprunt d'équilibre	9 136 262
Total Dépenses	12 775 715	Total Recettes	12 775 715

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à : 1 075 815 €

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à : 12 775 715 €

4.4. Budget Annexe de l'Eau en Régie

La compétence Eau et Assainissement a été transférée à la Métropole le 1er janvier 2018.

Le 14 décembre 2017 a été adopté le premier Budget annexe métropolitain relatif à cette compétence.

Il convient aujourd'hui d'ajuster les prévisions telles que détaillées ci-dessous :

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2018 -- BUDGET ANNEXE EAU REGIE --

FONCTIONNEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
	B.S. 2018		B.S. 2018
Dépenses liées à l'exercice de la compétence	155 952	Produits liés à l'exercice de la compétence	168 573
Charges de personnel	436 736	Subventions et participations	382
Intérêts de la dette	-	Autres produits	25 552
Autres dépenses	-		
Dotation aux amortissements	83 167	Subventions transférables	-
Virement à la section d'Investissement	- 481 352		
Total Dépenses	194 503	Total Recettes	194 503

INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
	B.S. 2018		B.S. 2018
Capital de la dette	-	Virement de la section de Fonctionnement	- 481 352
		Ressources propres	
Total Dette	-	Total Ressources Propres	- 481 352
Subventions d'équipement transférables	-	Dotations aux amortissements	83 167
Dépenses d'équipement	2 427 885	subventions / participations	
		Emprunt d'équilibre	2 826 070
Total Dépenses	2 427 885	Total Recettes	2 427 885

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à : 194.503 €

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à : 2.427.885 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° FAG 034-3053/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le Budget Primitif 2018 des Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Les Budgets Supplémentaires 2018 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix sont adoptés, par nature, tel qu'ils vous sont présentés ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable

sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 210

AVIS - Ouvertures, modifications et affectations d'AP/CP - Budget Principal Métropolitain - Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisation déterminées, acquises ou réalisées, ou à des subventions d'équipement versées à des tiers.

Les articles L2311-3 et R2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales précisent que la section d'investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme.

Celles-ci constituent la limite supérieure des engagements juridiques pluriannuels qui peuvent être pris.

Elles demeurent valables jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation et peuvent être révisées.

Il convient aujourd'hui d'ouvrir, de modifier et d'affecter les autorisations de programme suivantes.

1 -OUVERTURE D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME

DIRECTION DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU PLUVIAL

Transfert compétence Pluvial (DI909)

Dans le cadre du transfert de la compétence pluviale à la Métropole Aix Marseille Provence, et suite à l'approbation des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et des conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée, il est proposé d'ouvrir une Autorisation de Programme.

Les crédits de paiement relatifs à cette autorisation de programme proposent pour l'exercice 2018 d'intégrer l'ensemble des opérations engagées et transférées.

Les crédits de paiement pour les années suivantes correspondent au montant évalué par la CLECT

Pour ces raisons, il convient donc aujourd'hui d'ouvrir et d'affecter une autorisation de programme d'un montant total de 11 804 000 € avec un CP 2018 de 6 130 000 € et un CP 2019 de 5 674 000 €.

Transfert compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie (DI908)

Dans le cadre du transfert de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) à la Métropole Aix Marseille Provence, il est proposé d'ouvrir une Autorisation de Programme.

Les crédits de paiement relatifs à cette autorisation de programme proposent pour l'exercice 2018

d'intégrer l'ensemble des opérations engagées et transférées.

Les crédits de paiement pour les années suivantes correspondent au montant évalué par la CLECT

Pour ces raisons, il convient donc aujourd'hui d'ouvrir et d'affecter une autorisation de programme d'un montant total de 800 000 € avec un CP 2018 de 400 000 € et un CP 2019 de 400 000 €.

DIRECTION DE L'INSERTION ET DE L'EMPLOI :

Participation à la construction du siège de l'association Aix Multi Services (DI3481/EST)

L'association Aix Multi Services intervient depuis plus de 20 ans dans le secteur de l'insertion par l'activité économique (chantiers d'insertion), à travers ses activités dans les espaces verts et naturels du Pays d'Aix.

Avec un Conseil d'Administration bénévole et une équipe de permanents en charge de l'encadrement et de l'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi, elle accueille plus de 80 salariés polyvalents par an. Durant leur contrat de travail, les salariés peuvent mobiliser des formations qualifiantes et des ateliers pour préparer leur sortie à l'emploi.

A ce titre AMS est devenu un acteur essentiel en termes d'utilité sociale et environnementale pour le territoire du pays d'Aix.

Actuellement installée provisoirement à la Pauliane, l'association est impactée par les travaux du campus universitaire et doit quitter ses locaux avant la fin de l'année 2018.

De façon à renforcer son développement, AMS porte actuellement le projet de construction de son siège et de ses locaux d'exploitation. Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a manifesté sa volonté de voir aboutir ce projet.

Ce projet est évalué à 625 313 € et des demandes de participation ont été sollicitées auprès de l'Etat, de la Région PACA, du Département des Bouches-du-Rhône et de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A ce jour le Département s'est engagé à hauteur de 200 000 € et l'Etat (FDI) pour 15 000 € (financement de l'étude d'architecture).

Le conseil de Territoire du Pays d'Aix souhaite s'engager quant à lui à hauteur de 200 000 €.

Il convient donc aujourd'hui d'ouvrir et d'affecter une autorisation de programme d'un montant total de 200 000 € avec un CP 2018 de 150 000 € et un CP 2019 de 50 000 €.

DIRECTION DE LA VOIRIE

Opération Aix Pioline Bastide de Verdache (DI350AP3/EST)

Dans le cadre de la réhabilitation de la zone commerciale de la Pioline, des études sont menées depuis 2 ans pour améliorer et sécuriser le secteur. Aux abords de cette voirie, de nombreux permis sont sortis et les constructions nouvelles modifient les usages.

Il est donc devenu nécessaire de prévoir des accotements ou de les mettre aux normes afin de sécuriser les cheminements piétons.

Ainsi un programme de réhabilitation de la ZA de la Pioline est soumis pour approbation au Conseil de Territoire du 21 juin 2018.

Ce programme nécessite l'ouverture et l'affectation d'une AP de 1 100 000€ avec un CP 2018 de 1 000 €.

Opération « les Pennes Mirabeau / PUP les Rigons Plan de campagne » (DI343AP4/BPMF)

Suite au transfert de la compétence Urbanisme au 1er janvier 2018, les PUP (Projet Urbain Partenarial) des communes sont de fait transférés à la Métropole. Par délibération du 22 mars 2018, la Métropole indiquait que les PUP signés par les communes avant 2018 continueraient d'être gérés par les communes à l'exception de ceux compris dans les périmètres de zones d'activités métropolitaines ou des opérations d'aménagements métropolitaines.

Le PUP des RIGONS étant intégralement situé sur la zone commerciale de Plan de Campagne, il est aujourd'hui nécessaire de reprendre ce projet.

Le montant estimé à ce jour des travaux et dépenses afférentes s'élève à 13 700 000 €.

Ce programme nécessite l'ouverture et l'affectation d'une AP de 13 700 000 € avec un CP 2018 de 500 000 €.

Par ailleurs, le PUP est une procédure d'urbanisme qui permet aux collectivités de percevoir des participations en substitution de la taxe d'aménagement. Sur le PUP des Rigons, les participations des aménageurs privés s'élèveraient à 9,2 M€.

Il convient donc d'ouvrir également une autorisation de programme en recettes de 9,2 M€ avec un crédit de paiement 2018 de 84.000 €. (RI343AP4-BPMF)

Opération « toutes Communes / Travaux ZAE » (DI336AP/BPMF)

Suite aux transferts des ZAE à la Métropole au 1er janvier 2018, et face à l'impossibilité de rendre effectif le transfert à cette date, des conventions de gestion ont été passées avec les 24 communes concernées.

En ce qui concerne les coûts d'investissement, la convention prévoit que les communes doivent solliciter la Métropole pour obtenir une validation et

contractualiser avec elle via une convention de Maîtrise d'ouvrage déléguée. Ainsi plusieurs communes ont d'ores et déjà sollicité le Territoire du Pays d'Aix.

Il s'avère donc nécessaire de prévoir les financements afin de pouvoir honorer les conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée.

Ce programme nécessite l'ouverture et l'affectation d'une AP de 500 000 € avec un CP 2018 de 50 000 €.

Opération d'aménagement « Vitrolles / PUP les Bords de l'Etang » (DI312AP - BPMF)

L'opération d'aménagement des Bords de l'Etang à Vitrolles a été déclarée d'intérêt métropolitain lors du Conseil du 19 octobre 2017. Ce projet est mis en œuvre dans le cadre d'un PUP (Projet Urbain Partenarial), pour lequel la Métropole est compétente depuis le transfert de la compétence urbanisme au 1^{er} janvier 2018.

Par délibération du 22 mars 2018, la Métropole a confirmé que les PUP signés par les communes avant 2018 continueraient d'être gérés par les communes à l'exception de ceux compris dans les périmètres de zones d'activités métropolitaines ou des opérations d'aménagements métropolitaines.

Le PUP des Bords de l'Etang doit donc être inscrit dans le BPMF du territoire. Le montant des travaux nécessaires à l'opération s'élève à 5 640 000 € TTC.

Ce programme nécessite l'ouverture et l'affectation d'une AP de 5 640 000 € avec un CP 2018 de 1 105 000 €.

Le PUP permet aux collectivités de percevoir des participations aux équipements publics, réalisés pour les besoins de l'opération. Ces participations se substituent à la taxe d'aménagement. Les recettes du PUP des Bords de l'Etang s'élèvent à 3 500 000 € HT.

Il convient donc d'ouvrir également une autorisation de programme en recettes de 3,5 M€ avec un crédit de paiement 2018 de 1 191 000 €. (RI312AP – BPMF)

AP	TOTAL AP	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021
AP Dépenses	5 640 000	1 105 000	3 840 000	695 000	
AP Recettes	3 500 000	1 191 000	1 472 000	500 000	337 000

Opération d'aménagement « ZAC Pallières 2 » (DI343AP5 - BPMF)

L'opération d'aménagement de la ZAC Pallières 2 aux Pennes-Mirabeau a été déclarée d'intérêt métropolitain lors du Conseil du 19 octobre 2017. Cette opération est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires. La Métropole se substituera à la Commune dans le contrat de concession d'aménagement. Pour les années à venir il est nécessaire de prévoir des avances de trésorerie remboursable à l'opération, **ce qui nécessite**

l'ouverture et l'affectation d'une autorisation de programme de 600 000€ avec un crédit de paiement 2018 de 300 000€ et un crédit de paiement de 300 000€ en 2019.

2 –MODIFICATIONS ET CLOTURE D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME

Direction de l'urbanisme

Afin d'optimiser la gestion budgétaire, il convient de réunir les deux autorisations de programme PLU Communes et PLUI actuelles au sein d'une seule AP « PLUI » tout en y intégrant les crédits relatifs aux transferts de compétence évalués par la CLECT.

Pour ce faire il convient d'une part de **clôturer l'autorisation de programme codifiée DI719AP2** « PLUI reprise des procédures communales... » d'un montant de 1 500 000 € (RAF : 1 500 000€) et d'autre part **d'augmenter et d'affecter l'autorisation de programme codifiée DI719AP** « PLUI accompagnement transfert de compétence » de + 2 055 000 € pour la porter à un montant global de 4 055 000 € (intégration de l'AP DI719AP2 +1.5M€ et du transfert CLECT +555 000 €).

DI719AP « PLUI... »

AP initial : 2 000 000 €

Modification : + 2 055 000

AP après augmentation : 4 055 000 €

Déjà financé au 31/12/2017 : 66 600 €

CP 2018 : 1 655 000 €

CP 2019 : 1 050 000 €

Reste à financer : 1 283 400 €

Direction du Technopole de l'Arbois

Opération pérennisation du patrimoine bâti Arbois

L'installation généralisée d'un dispositif d'Alarme anti-intrusion et de contrôle d'accès sur 12 bâtiments gérés par le Technopole de l'Arbois est nécessaire pour sécuriser le site du Petit Arbois. Ce dispositif se substitue à des prestations de gardiennage 24h/24h et 7j/7j actuellement en place. Le budget prévisionnel est de + 90 000 € pour la partie des bâtiments relevant du champ de la TVA et de

+ 120 000 € pour les bâtiments non assujettis.

Aussi il convient d'augmenter et d'affecter les AP suivantes :

DI9045TT/EST :

AP initial : 450 000 €
Modification : + 90 000 €
AP après augmentation : 540 000 €

CP 2018 : 448 000 €

Reste à Financer : 92 000 €

DI9045HT/EST :

AP initial : 150 000 €

Modification : + 120 000 €
AP après augmentation : 270 000 €

CP 2018 : 150 000 €
Reste à Financer : 120 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° HN 040-173/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant intégration de la situation des Autorisations de Programme et d'Engagement au 31/12/2015 dans la gestion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 062-3081/17/CM. du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant ouverture, modification et clôture d'autorisation de programme au Budget Primitif Métropolitain Fractionné, Territoire du Pays d'Aix.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les ouvertures des autorisations de programme du Territoire du Pays d'Aix et leur affectation telles que proposées ci-dessus.

Article 2 :

Sont approuvées les modifications des autorisations de programme du Territoire du Pays d'Aix et leur affectation telles que proposées ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72

Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 211

AVIS - Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Rectificatif du Compte Administratif et du Compte de Gestion de l'exercice 2017 du budget annexe service public d'élimination des déchets du Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le rapport du compte administratif de l'exercice 2017 et le rapport du compte de gestion de l'exercice 2017 relatifs au budget annexe du service public d'élimination des déchets du Territoire du Pays d'Aix, suite à une erreur de plume au niveau du montant des opérations budgétaires en recettes de fonctionnement, doit être à nouveau soumis à approbation.

En effet, il fallait lire pour le total des opérations budgétaires en recettes de fonctionnement un montant de 68 859 554,61 € au lieu de 68 859 594,61 € soit une différence de 40,00 €.

L'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, telles qu'elles apparaissent dans le Compte de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont désormais identiques à celles constatées dans le Compte Administratif de l'exercice 2017 pour ce budget annexe.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans le Compte Administratif et le compte de gestion précités, de prendre la délibération ci-après

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives relatifs à l'exercice 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification du résultat de clôture de l'exercice inscrit dans le Compte Administratif 2017 et le compte de gestion 2017 dont les montants sont retranscrits ci-après

TABLEAU D'EXÉCUTION DU BUDGET ANNEXE COLLECTE ET TRAITEMENT DES DÉCHETS

SOLDE CRÉDITEUR : 6 650 366,65 euros

	RÉSULTATS A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2016	PART AFFECTÉE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2017	RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2017	RÉSULTATS DE CLÔTURE 2017
INVESTISSEMENT	1 712 624,97		- 2 717 151,19	- 1 004 526,22
FONCTIONNEMENT	6 281 799,83	3 258 977,73	4 630 070,77	7 654 892,87
TOTAL	7 994 424,80	3 258 977,73	1 912 919,58	6 650 366,65

Article 2 :

Il est constaté, pour le Compte Administratif Annexe Collecte et traitement des déchets, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

En recettes de
68 859 554,61 euros
Reprise des résultats antérieurs
4 737 447,07euros
En dépenses de
66 946 635,03 euros
Solde
6 650 366,65 euros

Il est constaté, pour le Compte de gestion Annexe Collecte et traitement des déchets, le résultat de clôture pour l'exercice 2017 :

Section d'investissement
-1 004 526,22 euros
Section de fonctionnement
7 654 892,87 euros
Solde
6 650 366,65 euros

Article 3 :

L'article 1 de la délibération n° FAG 030-3800/18/CM relative au vote du compte administratif de l'exercice 2017 des budgets annexes du

Territoire du Pays d'Aix, ainsi que l'article 1 de la délibération n° FAG 021-3791/18/CM relative au vote du compte de gestion de l'exercice 2017 des budgets annexe du Territoire du Pays d'Aix, soumises au vote lors de la séance du 17 mai 2018 du Conseil de la Métropole, sont en partie rapportés.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 212

Budget Supplémentaire 2018 - Etat spécial de Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire a adopté le 14 décembre 2017 le Budget Primitif 2018 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Ce Budget a été amendé par une Décision Modificative n°1 adoptée le 15 mars 2018 par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Ce Budget Primitif peut être corrigé en cours d'année tout en respectant les principes relatifs à la préparation, au vote et au maintien de l'équilibre du budget. A cet effet, il existe des décisions modificatives parmi lesquelles celle dénommée « budget supplémentaire ».

Il s'agit d'un acte d'ajustement, sa présentation est en tout point identique à celle du Budget Primitif.

Le Budget Primitif étant un document prévisionnel, il est nécessaire d'ajuster les prévisions en cours d'année.

Les dotations de gestions étant figées pour l'année, le financement des dépenses supplémentaires ne peut être assuré que par des suppressions de crédits antérieurement votés.

1 – Section de Fonctionnement

La loi de Finances pour 2018 a introduit le principe d'une contractualisation entre l'Etat et les collectivités locales dont le but est de limiter l'évolution des dépenses de fonctionnement de ces dernières.

Dans ce cadre, les collectivités concernées doivent contraindre l'évolution annuelle de leurs dépenses de fonctionnement à 1,2% ; la métropole aurait obtenu par dérogation + 1,35%.

Le Budget Primitif 2018 de la Métropole, tel qu'il a été voté, ne respecte pas cette contrainte d'évolution des dépenses ; la diminution à entreprendre sur le périmètre Budget Principal/E.S.T. pour 2018 est évaluée à 60 M€.

L'objectif cible fixé aux territoires est de **10% sur les dépenses de fonctionnement, soit 3,4 M€** pour le Pays d'Aix.

Cette économie devra être réalisée sur la base d'une réduction des prestations de services ou des subventions essentiellement.

Les propositions de réduction de dépenses faites par les services s'élèvent à -2 M€, représentant 5,9 % de baisse par rapport au B.P. 2018. La dotation de gestion locale est donc réduite d'autant.

La section de Fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à - 2 017 464 €

2 – Section d'Investissement

Les demandes s'équilibrent d'une direction à l'autre.

Grands Projets : - 775 000 € (décalage divers projets)

Infrastructures de travaux : + 143 000 € (Les Pennes Mirabeau, Pôle d'activités d'Aix-en-Provence...)

Voiries : - 10 000 € (retard dans des études)

Agriculture : + 25 000 € (acquisition mobilière Halle Terre de Provence)

Habitat : + 1 402 000 € (PASS FONCIER, subvention logements sociaux)

Opérations d'aménagement : - 150 000 € (décalage opérations)

Valorisation territoire Iter : + 1 250 000 € (Citée de l'Energie)

Insertion Emploi : + 150 000 € (siège AMS)

Technopole Arbois : + 10 000 € (pérennisation patrimoine bati HT et TTC)

Bâtiments : virements équilibrés pour la piscine de Pertuis et la médiathèque de Pertuis

Enseignement Supérieur et Recherche : - 2 045 000 € (décalage opérations)

Culture : + 155 000 € (Fondation Vasarely)

Environnement : + 390 000 € (RTI, PIDAF, écochèque)

Grand Site Sainte Victoire : mouvements équilibrés pour la valorisation et préservation du territoire

Sports : 70 000 € (subventions grands opérateurs et complexe du Farigoulier à Pertuis)

Suite aux transferts de compétences et à l'évaluation de la CLECT il convient d'inscrire en dépenses et en recettes les montants suivants :

- Direction de l'eau, de l'assainissement et du pluvial :

- Pluvial : + 6 130 000 €

- DECI : + 400 000 €

- Direction de l'urbanisme :

- PLUI : + 555 000 €

La section d'Investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 7 085 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FAG 031-3050/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le Budget Primitif 2018 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° 2018_CT2_075 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mars 2018 approuvant la décision

modificative n°1 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération n° FAG 012-3595/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant la décision modificative n°1 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix
- L'avis de la Commission de Territoire Ressources et Moyens du 12 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est adopté, par nature, le Budget Supplémentaire 2018 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix.

- Considérant que le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a sollicité à plusieurs reprises les services métropolitains afin que lui soient transmises des informations sur les réductions envisagées par l'ensemble des Conseils de Territoire et les services centraux en fonctionnement pour satisfaire aux exigences de l'Etat sur la réduction du budget de fonctionnement de la Métropole en vue de la contractualisation ;
- Considérant que le Conseil de Territoire n'a pas été rendu destinataire de l'ensemble des informations permettant de statuer en connaissance de cause ;
- Considérant par ailleurs que l'augmentation des recettes d'investissement envisagées dans ce budget supplémentaire correspondent à de réelles charges d'investissement, même si les charges estimées sont supérieures au montant proposé de Dotation globale d'investissement ;

Monsieur Gérard BRAMOULLÉ, rapporteur, propose de voter « contre » le B.S de l'Etat Spécial du Territoire en section de fonctionnement et propose un vote « pour » la section d'investissement du B.S de l'Etat Spécial du Territoire telle que présentée dans le rapport.

Vote sur la proposition du rapporteur

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	4
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

ARDHUIN Philippe - BALDO Edouard -
CASTRONOVO Lucien-Alexandre - de
BUSSCHERE Charlotte

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité la proposition du rapporteur ci-jointe et la transforme en délibération.

Ressources - Ressources humaines

2018 CT2 213

Ajustements de l'organigramme du Pôle Urbanisme et Aménagement du Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Pôle contribue à la définition du projet global de la Métropole Aix-Marseille-Provence et à sa mise en œuvre stratégique sur les politiques publiques d'aménagement, d'urbanisme, d'habitat et de politique de la ville. Il met en œuvre les actions métropolitaines sur le Territoire en veillant au respect des orientations stratégiques transversales. Le Pôle est composé de 6 Directions :

- La Direction Appui aux Communes et Ressources
- La Direction de l'Urbanisme
- La Direction de l'Habitat
- La Direction de la Politique de la Ville
- La Direction des Opérations d'Aménagement
- La Direction des Gens du Voyage

Cette organisation a été actée lors du précédent Conseil de Métropole

Dans le cadre du transfert des compétences ayant eu lieu le 1^{er} janvier 2018 des communes vers la Métropole, des conventions ont été conclues avec les communes pour assurer la continuité des services publics. Il a été décidé de mettre fin à ces conventions concernant les compétences Politique de la Ville et PLU et documents associés au 30 juin 2018 et de procéder aux transferts effectifs des missions et des agents des communes.

Des directions du pôle sont directement impactées par ces transferts et des ajustements sont nécessaires.

1- La Direction Appui aux Communes et Ressources

La Direction Appui aux Communes et Ressources a pour missions principales, d'assurer les fonctions supports administratives, et d'ingénierie pour l'ensemble des directions du Pôle, d'assurer le suivi du SCOT du Pays d'Aix, d'animer le réseau des DGS et d'apporter un appui de proximité aux communes.

Compte tenu du transfert de la compétence PLU et documents associés il est proposé que cette direction s'appuie sur deux services du fait de l'accroissement d'activités au niveau gestion et des missions nouvelles relatives à la production en régie de planches graphiques des PLU communaux et des travaux inhérents :

- un service gestion et administration qui met en œuvre les fonctions supports administratives : gestion du budget et des CCPD, gestion des ressources humaines, administration générale, commande publique, et une cellule ressources documentaires ;
- un service études et analyses de données qui assure le suivi du SCOT du Pays d'Aix, participe à l'élaboration du SCOT et du PLH métropolitains, produit des analyses et des documents graphiques pour l'ensemble des directions du Pôle, contribue à l'élaboration du PLUi du Territoire et produit et intègre dans le SIG, les évolutions des documents d'urbanisme des 36 communes.

2- La Direction de l'Urbanisme

Le besoin de cette nouvelle Direction découle de la prise de compétence PLU et documents associés des communes par la Métropole. Elle sera prioritairement composée d'agents transférés par les communes membres du Territoire et des ajustements sont nécessaires pour prendre en considération les qualifications de agents transférés.

Il est proposé que cette direction s'appuie sur deux directions adjointes avec la répartition des missions suivantes :

- la Direction Adjointe PLUi et Proximité composée du Service études, du Service Projets et Proximité, du Service suivi des procédures et du service ADS. Elle élabore le PLU intercommunal du Pays d'Aix en lien avec l'AUPA, met en œuvre les procédures communales, et assure l'instruction des actes du Droit des Sols pour le compte des communes qui ont conventionné avec la Métropole ;

- la Direction Adjointe Projet Urbain et Contentieux qui participe à l'élaboration du PLUi, est composée du Service Planification de la Ville d'Aix-en-Provence qui met en œuvre les modifications des documents d'urbanisme de la ville et le Service Contentieux et Veille Juridique qui assure la gestion des recours gracieux et des contentieux des communes du Territoire.

3- La Direction des Opérations d'Aménagement

La Direction des Opérations d'aménagement a pour missions principales la traduction en programmes opérationnels des décisions politiques en matière de création de zones d'activités et de projets d'habitat. Elle est chargée de leur conception, leur mise en œuvre et de leur suivi.

Par ailleurs, depuis le 1^{er} janvier 2018, date de la prise de compétence PLU et documents associés des communes par la Métropole, la Direction pilote et met en œuvre les dispositifs contractuels que sont les Projets Urbains Partenariaux et il est nécessaire d'absorber cette nouvelle charge.

Il est proposé que la direction s'appuie sur :

- le service de l'aménagement opérationnel
- la cellule pré-opérationnelle et procédures
- la cellule gestion des PUP

4- La Direction de la Politique de la Ville

La Direction de la Politique de la Ville a pour missions principales le pilotage du Contrat de Ville du Territoire du Pays d'Aix et les projets de renouvellement urbain sur les communes d'Aix-en-Provence et de Vitrolles.

La Direction s'étioffe du transfert de compétences qui sera effectif à la fin des conventions de gestion au 30 juin et du personnel des communes.

Il est proposé que la direction s'appuie sur deux services :

- un service cohésion sociale en charge du pilotage et de la coordination du contrat de ville du Territoire. Dans le cadre des transferts de compétences il assure le volet animation de territoire sur les quartiers prioritaires.
- un service rénovation urbaine intégrée en charge des projets de rénovation urbaine de la ville d'Aix-en-Provence et de la ville de Vitrolles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2018_CT2_077 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mars 2018 approuvant l'organigramme détaillé des services du Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'ajuster l'organigramme du Pôle Urbanisme et Aménagement.

Délibère

Article unique :

Sont approuvés les ajustements de l'organigramme du Pôle Urbanisme et Aménagement du Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Aménagement du territoire - Prospective et aménagement de l'espace / SCOT

2018_CT2_214

AVIS - Approbation de la convention d'intervention foncière en phase impulsion-réalisation entre la Métropole, l'EPF PACA et la Commune de Mimet – Sites Les Chênes, Notre Dame des Anges et Balotesti

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence a engagé avec l'Établissement Public Foncier PACA (EPF PACA) un partenariat dont l'objectif principal est de mobiliser du foncier afin de répondre aux enjeux des politiques sectorielles relatives au champ de compétence de l'aménagement de l'espace, et plus prioritairement, aux thématiques de développement de l'habitat et des activités économiques.

La Commune de Mimet, carencée en logements locatifs sociaux, a initié avec l'État en 2016, une réflexion sur les sites potentiels d'accueil de logements. Dans ce cadre, le secteur des Chênes a été identifié et a fait l'objet d'une étude de faisabilité. Il s'agit d'un secteur d'une superficie de 2 hectares, situé à l'ouest du centre ancien, en continuité immédiate d'espaces pavillonnaires bâtis. Cet espace, classé en zone 1AU au plan local d'urbanisme, a vocation à accueillir une opération d'habitat mixte comprenant 73 logements dont 25 logements locatifs sociaux.

Par ailleurs, à cette même occasion, deux sites d'une contenance moindre, Notre Dame des Anges et Balotesti, ont été identifiés afin de compléter l'offre en logements locatifs sociaux sur le territoire communal.

En décembre 2016, la Commune de Mimet a signé avec l'État un contrat de mixité sociale portant sur les trois sites susvisés.

Par la suite, afin d'accompagner la Commune dans la réalisation de ces projets, l'EPF PACA et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont convenu de s'associer dans le cadre d'une convention d'intervention foncière afin de confier à l'opérateur foncier une mission d'impulsion et de réalisation foncières sur lesdits secteurs.

Cette démarche conventionnelle est conduite en application des principes suivants : la Commune assure le pilotage des opérations d'aménagement, l'EPF PACA et la Métropole intervenant en appui technique et en ingénierie. L'EPF PACA conduit les démarches d'acquisition des terrains et la Métropole se porte caution pour le rachat éventuel des tenements fonciers.

S'agissant des principales modalités juridiques et financières, la convention prendra effet à compter

de sa signature et prendra fin au 31 décembre 2022. La garantie de rachat est fixée dans la présente convention à 3 millions d'euros. Elle correspond au montant prévisionnel nécessaire pour réaliser l'ensemble de la maîtrise foncière des sites.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant

- Qu'il convient que l'EPF PACA conduise une mission foncière sur les secteurs dits Les Chênes, Notre Dame des Anges et Balotesti.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'intervention foncière en phase impulsion-réalisation entre la Métropole, l'EPF PACA et la Commune de Mimet.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et toutes les pièces liées à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 215

AVIS - Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) tripartite entre la Métropole, la Commune de Meyreuil et EDELIS - Eco Quartier Ballon

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 3 juillet 2017, le Conseil Municipal de Meyreuil a approuvé le dossier de Projet Urbain Partenarial PUP Ballon, actualisé par délibération en date du 12 décembre 2017.

Ce dossier comporte notamment le programme des équipements publics à mettre en place dans la zone 5AU de Ballon, pour permettre le développement de son urbanisation, conformément aux possibilités offertes par la modification n°8 du PLU approuvée également le 3 juillet 2017 et à la modification simplifiée en cours d'approbation. Conformément à l'article L332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le montant des participations du PUP a été calculé en répartissant le coût des travaux selon les principes de proportionnalité et de nécessité.

Ces participations sont adossées à la surface de plancher générée par chaque projet :

- 80€/m² de sdp pour les logements locatifs sociaux,
- 180€/m² pour les logements en accession en collectifs ;
- 200€/m² pour les maisons individuelles groupées en accession ;
- 250€/m² pour les lots à bâtir (120 m² de sdp par lot).

Par ailleurs, en vertu de l'article L332-11-4 du Code de l'Urbanisme, la Commune a décidé d'exonérer de taxe d'aménagement, pendant 10 ans, les constructions édifiées dans le périmètre du PUP.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six

anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente depuis le 1er janvier 2018 en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU).

En conséquence du transfert de compétence portant sur le PLU, la Métropole est seule habilitée à compter du 1er janvier 2018 à conclure des conventions de projet urbain partenarial en application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme.

Par délibération, en date du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la poursuite par les communes de la mise en œuvre des PUP dont les périmètres et les conventions ont été approuvés avant le 1er janvier 2018. Il a également été décidé de conclure des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans les périmètres des PUP qui comprennent des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage relève de la Métropole et des communes.

Ces conventions ont pour objectif d'établir un interlocuteur unique en confiant aux communes à la fois la maîtrise d'ouvrage des travaux de réalisation des équipements publics situés dans le périmètre du PUP et la perception des participations versées par les aménageurs et constructeurs en les affectant à la réalisation de chaque catégorie d'équipements (ceux relevant de la compétence des communes et ceux relevant de la compétence de la Métropole pour l'eau, l'assainissement et le pluvial).

La convention de TTMO relative au PUP de l'Ecoquartier Ballon a donc été approuvée par le Conseil de la Métropole lors de cette même séance du 22 mars 2018, puis par la Commune lors du Conseil Municipal du 30 mars 2018.

Cette convention prévoit donc, dans son plan de financement les participations du PUP liées aux équipements de maîtrise d'ouvrage Métropole (objet du présent contrat) ainsi que leur perception par la commune de Meyreuil.

Dans le cadre de ce PUP, la société EDELIS souhaite construire sur l'îlot 5 un programme de 40 logements, dont 32 collectifs en accession et 8 villas individuelles également en accession à la propriété, pour une surface de plancher totale de 2 736 m².

Il convient donc aujourd'hui d'approuver la convention tripartite PUP ci-jointe, qui détermine la participation du constructeur aux équipements publics rendus nécessaires par son programme de construction, et ainsi de poursuivre cette opération d'aménagement. Cette participation s'élève à 495 947 € et sera versée directement à la Commune de Meyreuil.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 001-3517/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018, approuvant de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs aux compétences Eau et Assainissement et aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;
- La délibération n°URB 012-3646/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 sur le Projet Urbain Partenarial PUP et la poursuite des opérations engagées par les communes.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'opération du PUP Eco quartier Ballon a été engagée avant le 1^{er} janvier 2018.
- Que l'opération nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics financés par un PUP.
- Qu'une convention de TTMO pour ces travaux a été signée entre la Métropole et la Commune de Meyreuil.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole, la Commune de Meyreuil, et la société EDELIS pour la mise en œuvre du programme sur l'îlot 5 de l'Ecoquartier Ballon.

Article 2 :

Les constructions édifiées dans le périmètre du PUP sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pour une durée de 10 ans.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention PUP ainsi que tout document afférent à cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 216

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Roque d'Anthéron - Modification simplifiée n°1 - Bilan de la mise à disposition et approbation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolce Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Le Conseil municipal de La Roque d'Anthéron a approuvé le 20 octobre 2016 son Plan Local d'Urbanisme. Par délibération du 13 décembre 2017, le Conseil Municipal de La Roque d'Anthéron a pris acte de l'initiative du maire d'engager une procédure de modification simplifiée de son plan local d'urbanisme et a fixé les modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°1 de son Plan Local d'Urbanisme.

Cette procédure de modification simplifiée a été sollicitée afin de :

1 – Ajuster les orientations d'aménagement et de programmation suivantes :

2. OAP les Aires ;
3. OAP Est du Parc du Château.

2 – Ajuster certaines dispositions du règlement :

- Article 11 ;
- Zone 1AUh ;
- Evolutions mineures visant à améliorer l'instruction des autorisations d'urbanisme.

Les pièces du PLU qui font l'objet de modifications sont :

- La pièce N°1. Rapport de présentation complétée par la notice de présentation de la modification simplifiée
- La pièce N°3. Orientations d'Aménagement de Programmation
- La pièce N°4. Règlement

Ces adaptations relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

Par délibération du 13 décembre 2017, la commune de La Roque d'Anthéron a autorisé la Métropole à poursuivre et achever la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU qu'elle avait préalablement engagée.

Par délibération du 15 février 2018, la Métropole a acté la reprise de cette procédure.

Bilan de la mise à disposition du public :

Celle-ci s'est déroulée de la façon suivante :

- Un dossier comprenant le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs, le registre permettant au public de formuler ses observations et les avis émis des personnes associées mentionnées aux articles L 132-7, L 132-9 et L 132-11 du Code de l'Urbanisme a été mis à disposition pendant 1 mois, du 21 février 2018 au 22 mars 2018 inclus,
 - en Mairie - 2 avenue de l'Europe Unie - 13640 LA ROQUE D'ANTHERON, aux horaires d'ouverture du public du lundi au mercredi de 8h30 à 11h30 et de 14h00 à 16h00, le jeudi de 8h30 à 11h30 et de 14h00 à 19h00, et le vendredi de 8h30 à 13h30.

- au siège du Territoire du Pays d'Aix – Hôtel de Boadès – 8 place Jeanne d'Arc – 13626 AIX-EN-PROVENCE aux horaires d'ouverture du public soit du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et 14h00 à 17h00.
- Le dossier a été également consultable sur le site internet de <http://www.ville-laroquedantheron.fr/>, durant la même période.
- Un avis au public est paru dans les annonces légales de l'édition Bouches-du-Rhône de « La Provence » du 13 février 2018.

A l'issue de la mise à disposition, des observations ont été portées aux registres :

- 11 observations ont été formulées ;
- 7 sur le registre déposé en mairie ;
- 2 courriers adressés au Territoire du Pays d'Aix et consignés sur le registre déposé au siège du conseil de territoire ;
- 2 courrier adressés à la commune et consignés au registre déposé en mairie de la Roque d'Anthéron.

Un courrier est également arrivé hors délai au Territoire du Pays d'Aix.

Les observations portent sur les points suivants :

- 6 observations portent sur le caractère inondable de la zone 1AUhb dite « Est du Parc du Château » ;
- 1 observation porte sur les incidences paysagère de la zone d'urbanisation 1AUhb dite « Est du Parc du Château » ;
- Les autres observations sont sans rapport avec l'objet de la modification.

Concernant la zone 1AUhb dite « Est du Parc du Château », la commune souhaite préciser que la modification simplifiée n'aggrave pas le risque d'inondation ni le nombre de logements envisagés mais améliore la prise en compte du paysage. En effet, la modification simplifiée vise uniquement à prendre en compte les résultats de l'étude réalisée par le CAUE 13 après l'approbation du PLU afin de préciser les principes d'insertion architecturale, urbaine et paysagère de la future opération de logements.

Par ailleurs, la commune rappelle que, consciente de l'enjeu relatif au risque de ruissellement sur plusieurs sites à enjeu de développement, elle a réalisé une étude hydraulique dans le cadre de l'élaboration de son PLU. Les secteurs d'urbanisation retenus sont situés en zone d'aléas modérés pour lesquels il est possible d'assurer la sécurité des biens des personnes grâce à des prescriptions d'urbanisme adaptées (Cf. règlement). Ces zones, situées en continuité des espaces urbanisés existants, à proximité des équipements publics et sur des espaces de moindre enjeu agricole, ont été retenus comme espace d'urbanisation prioritaire.

Le dossier de projet de modification simplifiée du PLU a été adressé aux personnes publiques associées par courrier en recommandé avec accusé de réception le 12 février 2018 conformément à l'article L153-40 du Code de l'Urbanisme.

Aucune observation n'a été formulée par les personnes publiques associées.

Le projet de modification simplifiée n°1 a fait l'objet d'un examen au cas par cas auprès de la Mission Régionale d'Autorité environnementale qui a conclu que la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Par délibération en date du 26 avril 2018, la commune de La Roque d'Anthéron a émis un avis favorable sur le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de La Roque d'Anthéron tel qu'annexé à la présente.

Monsieur le Président précise que compte tenu des avis des personnes publiques associées, des observations formulées pendant la mise à disposition du public et des réponses apportées par la commune de La Roque d'Anthéron, aucune modification n'a été apportée au dossier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la

Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- la délibération n° 131/17 du conseil municipal de La Roque d'Anthéron du 13 décembre 2017 prenant acte de l'initiative du maire d'engager la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU et définissant les modalités de la mise à disposition du public
- La délibération n° 134/17 du conseil municipal de La Roque d'Anthéron du 13 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole Aix Marseille Provence de la procédure engagée par délibération du conseil municipal du 13 décembre 2017 ;
- La délibération n° URB 013-3571/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune en date du 13 décembre 2017 ;
- La notification du projet de modification simplifiée aux Personnes Publiques Associées conformément aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme du 12 février 2018 ;
- La délibération n° 62/18 du conseil municipal de la Roque d'Anthéron du 26 avril 2018 donnant un avis favorable sur le Projet de modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le présent bilan de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée.
- L'absence de modification apportée au dossier de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Roque d'Anthéron suite aux observations formulées pendant la mise à disposition du public, et aux avis des Personnes Publiques Associées susmentionnées.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de La Roque d'Anthéron, telle qu'annexée à la présente.

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :

- affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en mairie de La Roque d'Anthéron,
- mention de cet affichage sera inséré dans un journal diffusé dans le département.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 217

Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau - Révision allégée n°2 - Définition des modalités de collaboration avec la commune

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la révision allégée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) des Pennes-Mirabeau a fait l'objet : d'une modification n°1 approuvée le 30 juin 2013, d'une modification n°2 approuvée le 25 septembre 2015, puis d'une modification n°3 approuvée le 22 décembre 2016 ainsi qu'une modification n°4 approuvée le 30 novembre 2017 et d'une révision allégée n°1 approuvée à la même date. Enfin, le Plan Local d'Urbanisme (PLU) a fait l'objet d'une déclaration de projet approuvée le 21 décembre 2017 ainsi qu'une modification n°5 approuvée la même date.

Par délibération de la commune des Pennes-Mirabeau du 10 avril 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de prescrire la révision

allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné dans le but d'ouvrir à l'urbanisation le secteur dit des Sybilles, actuellement en zone AUIII afin de permettre le développement économique de la Commune. Ce secteur, étant idéalement situé à proximité des axes autoroutiers et fortement recherché par les entreprises. Il s'inscrit dans un espace urbanisé proche de l'Agavon, Pallières et en continuité de la zone des Estroublans sur les communes limitrophes.

Dans la mesure où cette révision ne porte pas atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable, il convient de prescrire une procédure de révision dite « allégée ».

En effet, conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme, « *lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durable, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.* »

Une conférence intercommunale du Territoire doit ainsi être organisée, au cours de laquelle sont examinées les modalités à retenir pour la mise en œuvre de cette collaboration.

Dès lors, Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix a invité le Maire des Pennes-Mirabeau à participer à cette conférence.

Au cours de cette conférence qui s'est tenue le 21 juin 2018, les propositions formulées ont été examinées.

Les modalités de collaboration avec la commune des Pennes-Mirabeau, débattues en conférence intercommunale, ont été finalisées comme suit :

Deux réunions ont été prévues afin d'examiner :

- 1 - Les propositions de la traduction réglementaire du projet de la révision allégée.
- 2 - Les éventuelles adaptations du projet de révision allégée après enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération cadre n° URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération de la commune des Pennes-Mirabeau en date du 10 avril 2018 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de révision allégée du PLU ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau en vigueur ;
- L'avis de la Commission de Territoire Aménagement de l'Espace et Mobilité du 19 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune des Pennes-Mirabeau a sollicité l'engagement d'une procédure de révision allégée n°2 de son PLU.
- Que des modalités de collaboration entre la Métropole – Territoire du Pays d'Aix et la commune des Pennes-Mirabeau doivent être arrêtées par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix conformément à l'article L134-13 du Code de l'Urbanisme.

Délibère

Article unique :

Sont arrêtées les modalités de collaboration entre la Métropole – Territoire du Pays d'Aix et la commune des Pennes-Mirabeau dans le cadre de la révision allégée n°2 du PLU de la commune des Pennes-Mirabeau, telles que présentées ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37

Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 218

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau - Révision allégée n°2 - Engagement

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la révision allégée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) des Pennes-Mirabeau a fait l'objet : d'une modification n°1 approuvée le 30 juin 2013, d'une modification n°2 approuvée le 25 septembre 2015, puis d'une modification n°3 approuvée le 22 décembre 2016 ainsi qu'une modification n°4 approuvée le 30 novembre 2017 et d'une révision allégée n°1 approuvée à la même date. Enfin, le Plan Local d'Urbanisme (PLU) a fait l'objet d'une déclaration de projet approuvée le 21 décembre 2017 ainsi qu'une modification n°5 approuvée la même date.

Par délibération de la commune des Pennes-Mirabeau du 10 avril 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de prescrire la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné dans le but d'ouvrir à l'urbanisation le secteur dit des Sybilles, actuellement en zone AUIII afin de permettre le développement économique de la Commune.

Ce secteur, étant idéalement situé à proximité des axes autoroutiers et fortement recherché par les entreprises. Il s'inscrit dans un espace urbanisé proche de l'Agavon, Pallières et en continuité de la zone des Estroublans sur les communes limitrophes.

Dans la mesure où cette révision ne porte pas atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable, il convient de prescrire une procédure de révision dite « allégée ».

En effet, conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme, « lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. »

Dans le cadre de cette révision allégée, les objectifs de la révision ainsi que les modalités de concertation doivent être définis, conformément aux articles L103-2, L103-3, L153-11 et L153-33 du Code de l'Urbanisme.

1 - Les objectifs poursuivis par la révision allégée :

Il s'agit d'ouvrir à l'urbanisation le secteur dit des Sybilles, actuellement en zone AUIII afin de permettre le développement économique de la Commune. Ce secteur, étant idéalement situé à proximité des axes autoroutiers et fortement recherché par les entreprises. Il s'inscrit dans un espace urbanisé proche de l'Agavon, Pallières et en continuité de la zone des Estroublans sur les communes limitrophes.

2 – Les modalités de concertation

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation dès l'approbation de la présente délibération sur le site internet du Conseil de Territoire, et dans un journal diffusé dans le département
- Mise à disposition au service urbanisme de la commune, situé 22 rue Saint Dominique – Les Cadeneaux – 13170 LES PENNES-MIRABEAU, d'un registre destiné à recueillir les observations du public
- Mise à disposition d'une adresse électronique destiné à recueillir les observations du public
- Mise à disposition au service urbanisme de la commune, situé 22 rue Saint Dominique – Les Cadeneaux – 13170 LES PENNES-MIRABEAU, et sur le site internet du Territoire d'un dossier des études en cours, complété au fur et à mesure de l'évolution de ces études, jusqu'à ce que le Conseil de la Métropole tire le bilan de la concertation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- Le délibération de la commune des Pennes-Mirabeau en date du 10 avril 2018 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de révision allégée du PLU ;
- La délibération du Conseil de Territoire du 21 juin 2018 arrêtant les modalités de la collaboration ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes Mirabeau en vigueur.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que la commune des Pennes-Mirabeau a sollicité l'engagement d'une procédure de révision allégée du PLU pour ouvrir à l'urbanisation le secteur dit des Sybilles, actuellement en zone AU11 afin de permettre le développement économique de la Commune. Ce secteur, étant idéalement situé à proximité des axes autoroutiers et fortement recherché par les entreprises. Il s'inscrit dans un espace urbanisé proche de l'Agave, Pallières et en continuité de la zone des Estroublans sur les communes limitrophes.
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'urbanisme pour y procéder par voie de révision allégée.

Délibère

Article 1 :

Est prescrite la révision selon la procédure de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme.

Article 2 :

Sont fixés les objectifs de la révision allégée tels qu'exposés ci-dessus.

Article 3 :

Sont définies les modalités de concertation telles que présentées ci-dessus.

Article 4 :

La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un délai d'un mois au siège de la Métropole et en Mairie des Pennes-Mirabeau. Mention de cet affichage sera insérée dans un journal, conformément à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 219

Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau - Révision allégée n°3 - Définition des modalités de collaboration avec la commune

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la révision allégée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) des Pennes-Mirabeau a fait l'objet : d'une modification n°1 approuvée le 30 juin 2013, d'une modification n°2 approuvée le 25 septembre 2015,

puis d'une modification n°3 approuvée le 22 décembre 2016 ainsi qu'une modification n°4 approuvée le 30 novembre 2017 et d'une révision allégée n°1 approuvée à la même date. Enfin, le Plan Local d'Urbanisme (PLU) a fait l'objet d'une déclaration de projet approuvée le 21 décembre 2017 ainsi qu'une modification n°5 approuvée la même date.

Par délibération de la commune des Pennes-Mirabeau du 10 avril 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de prescrire la révision allégée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné dans le but de transformer la zone NT où est située la ferme pédagogique, en zone A afin de permettre le développement de l'activité agricole dans ce secteur.

Dans la mesure où cette révision ne porte pas atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable, il convient de prescrire une procédure de révision dite « allégée ».

En effet, conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme, *« lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durable, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. »*

Une conférence intercommunale du Territoire doit ainsi être organisée, au cours de laquelle sont examinées les modalités à retenir pour la mise en œuvre de cette collaboration.

Dès lors, Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix a invité le Maire des Pennes-Mirabeau à participer à cette conférence.

Au cours de cette conférence qui s'est tenue le 21 juin 2018, les propositions formulées ont été examinées.

Les modalités de collaboration avec la commune des Pennes-Mirabeau, débattues en conférence intercommunale, ont été finalisées comme suit :

Deux réunions ont été prévues afin d'examiner :

- 1 - Les propositions de la traduction réglementaire du projet de la révision allégée.
- 2 - Les éventuelles adaptations du projet de révision allégée après enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération cadre n° URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération de la commune des Pennes-Mirabeau du 10 avril 2018 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de révision allégée n°3 du PLU ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau en vigueur ;
- L'avis de la Commission de Territoire Aménagement de l'Espace et Mobilité du 19 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune des Pennes-Mirabeau a sollicité l'engagement d'une procédure de révision allégée n°3 de son PLU.
- Que des modalités de collaboration entre la Métropole – Territoire du Pays d'Aix et la commune des Pennes-Mirabeau doivent être arrêtées par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix conformément à l'article L134-13 du Code de l'Urbanisme.

Délibère

Article unique :

Sont arrêtées les modalités de collaboration entre la Métropole – Territoire du Pays d'Aix et la commune des Pennes-Mirabeau dans le cadre de la révision allégée n°3 du PLU de la commune des Pennes-Mirabeau, telles que présentées ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 220

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau - Révision allégée n°3 – Engagement

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la révision allégée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) des Pennes-Mirabeau a fait l'objet : d'une modification n°1 approuvée le 30 juin 2013, d'une modification n°2 approuvée le 25 septembre 2015, puis d'une modification n°3 approuvée le 22 décembre 2016 ainsi qu'une modification n°4 approuvée le 30 novembre 2017 et d'une révision allégée n°1 approuvée à la même date. Enfin, le Plan Local d'Urbanisme (PLU) a fait l'objet d'une déclaration de projet approuvée le 21 décembre 2017 ainsi qu'une modification n°5 approuvée la même date.

Par délibération de la commune des Pennes-Mirabeau du 10 avril 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de prescrire la révision allégée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné dans le but de transformer la zone NT où est située la ferme pédagogique, en zone A afin de permettre le développement de l'activité agricole dans ce secteur.

Dans la mesure où cette révision ne porte pas atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable, il convient de prescrire une procédure de révision dite « allégée ».

En effet, conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme, « lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. »

Dans le cadre de cette révision allégée, les objectifs de la révision ainsi que les modalités de concertation doivent être définis, conformément aux articles L103-2, L103-3, L153-11 et L153-33 du Code de l'Urbanisme.

1 - Les objectifs poursuivis par la révision allégée :

Il s'agit de transformer la zone NT où est située la ferme pédagogique, en zone A afin de permettre le développement de l'activité agricole dans ce secteur.

2 – Les modalités de concertation

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation dès l'approbation de la présente délibération sur le site internet du conseil de Territoire, et dans un journal diffusé dans le département
- Mise à disposition au service urbanisme de la commune, situé 22 rue Saint Dominique – Les Cadeneaux – 13170 LES PENNES-MIRABEAU, d'un registre destiné à recueillir les observations du public
- Mise à disposition d'une adresse électronique destiné à recueillir les observations du public
- Mise à disposition au service urbanisme de la commune, situé 22 rue Saint Dominique – Les Cadeneaux – 13170 LES PENNES-MIRABEAU, et sur le site internet du Territoire d'un dossier des études en cours, complété au fur et à mesure de l'évolution de ces études, jusqu'à ce que le Conseil de la Métropole tire le bilan de la concertation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- Le délibération de la commune des Pennes-Mirabeau en date du 10 avril 2018 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de révision allégée du PLU ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018 arrêtant les modalités de la collaboration ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau en vigueur.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la commune des Pennes-Mirabeau a sollicité l'engagement d'une procédure de révision allégée n°3 de son PLU pour transformer la zone NT où est située la ferme pédagogique, en zone A afin de permettre le développement de l'activité agricole dans ce secteur.
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de révision allégée.

Délibère

Article 1 :

Est prescrite la révision selon la procédure allégée n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme.

Article 2 :

Sont fixés les objectifs de la révision allégée tels qu'exposés ci-dessus.

Article 3 :

Sont définies les modalités de concertation telles que présentées ci-dessus.

Article 4 :

La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un délai d'un mois au siège de la Métropole et en Mairie des Pennes-Mirabeau. Mention de cet affichage sera insérée dans un journal,

conformément à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 221

Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau - Révision allégée n°4 - Définition des modalités de collaboration avec la commune

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la révision allégée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) des Pennes-Mirabeau a fait l'objet : d'une modification n°1 approuvée le 30 juin 2013, d'une modification n°2 approuvée le 25 septembre 2015, puis d'une modification n°3 approuvée le 22 décembre 2016 ainsi qu'une modification n°4 approuvée le 30 novembre 2017 et d'une révision allégée n°1 approuvée à la même date. Enfin, le Plan Local d'Urbanisme (PLU) a fait l'objet d'une déclaration de projet approuvée le 21 décembre 2017 ainsi qu'une modification n°5 approuvée la même date.

Par délibération de la commune des Pennes-Mirabeau du 10 avril 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de prescrire la révision allégée n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné dans le but d'étendre la zone du Rouit, en zone A, afin de prendre en compte la réalité du terrain et le potentiel agronomique de ce secteur.

Dans la mesure où cette révision ne porte pas atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable, il convient de prescrire une procédure de révision dite « allégée ».

En effet, conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme, « lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durable, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. »

Une conférence intercommunale du Territoire doit ainsi être organisée, au cours de laquelle sont examinées les modalités à retenir pour la mise en œuvre de cette collaboration.

Dès lors, Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix a invité le Maire des Pennes-Mirabeau à participer à cette conférence.

Au cours de cette conférence qui s'est tenue le 21 juin 2018, les propositions formulées ont été examinées.

Les modalités de collaboration avec la commune des Pennes-Mirabeau, débattues en conférence intercommunale, ont été finalisées comme suit :

Deux réunions ont été prévues afin d'examiner :

- 1 - Les propositions de la traduction réglementaire du projet de la révision allégée.
- 2 - Les éventuelles adaptations du projet de révision allégée après enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération cadre n° URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération de la commune des Pennes-Mirabeau du 10 avril 2018 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de révision allégée du PLU ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau en vigueur ;
- L'avis de la Commission de Territoire Aménagement de l'Espace et Mobilité du 19 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune des Pennes-Mirabeau a sollicité l'engagement d'une procédure de révision allégée n°4 de son PLU.
- Que des modalités de collaboration entre la Métropole – Territoire du Pays d'Aix et la commune des Pennes-Mirabeau doivent être arrêtées par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix conformément à l'article L134-13 du Code de l'Urbanisme.

Délibère

Article unique :

Sont arrêtées les modalités de collaboration entre la Métropole – Conseil de Territoire du Pays d'Aix et la commune des Pennes-Mirabeau dans le cadre de la révision allégée n°4 du PLU de la commune des Pennes-Mirabeau, telles que présentées ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 222

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau - Révision allégée n°4 - Engagement

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la révision allégée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) des Pennes-Mirabeau a fait l'objet : d'une modification n°1 approuvée le 30 juin 2013, d'une modification n°2 approuvée le 25 septembre 2015, puis d'une modification n°3 approuvée le 22 décembre 2016 ainsi qu'une modification n°4 approuvée le 30 novembre 2017 et d'une révision allégée n°1 approuvée à la même date. Enfin, le Plan Local d'Urbanisme (PLU) a fait l'objet d'une déclaration de projet approuvée le 21 décembre 2017 ainsi qu'une modification n°5 approuvée la même date.

Par délibération de la commune des Pennes-Mirabeau du 10 avril 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de prescrire la révision allégée n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné dans le but d'étendre la zone du Rouit, en zone A, afin de prendre en compte la réalité du terrain et le potentiel agronomique de ce secteur.

Dans la mesure où cette révision ne porte pas atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable, il convient de prescrire une procédure de révision dite « allégée ».

En effet, conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme, « lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,

une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. »

Dans le cadre de cette révision allégée, les objectifs de la révision ainsi que les modalités de concertation doivent être définis, conformément aux articles L103-2, L103-3, L153-11 et L153-33 du Code de l'Urbanisme.

1 - Les objectifs poursuivis par la révision allégée :

Il s'agit d'étendre la zone du Rouit, en zone A, afin de prendre en compte la réalité du terrain et le potentiel agronomique de ce secteur.

2 – Les modalités de concertation

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation dès l'approbation de la présente délibération sur le site internet du conseil de Territoire, et dans un journal diffusé dans le département

- Mise à disposition au service urbanisme de la commune, situé 22 rue Saint Dominique – Les Cadeneaux – 13170 LES PENNES-MIRABEAU, d'un registre destiné à recueillir les observations du public

- Mise à disposition d'une adresse électronique destinée à recueillir les observations du public

- Mise à disposition au service urbanisme de la commune, situé 22 rue Saint Dominique – Les Cadeneaux – 13170 LES PENNES-MIRABEAU, et sur le site internet du Territoire d'un dossier des études en cours, complété au fur et à mesure de l'évolution de ces études, jusqu'à ce que le Conseil de la Métropole tire le bilan de la concertation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision allégée

des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- Le délibération de la commune des Pennes-Mirabeau en date du 10 avril 2018 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de révision allégée du PLU ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018 arrêtant les modalités de la collaboration ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau en vigueur.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la commune des Pennes-Mirabeau a sollicité l'engagement d'une procédure de révision allégée n°4 de son PLU pour étendre la zone du Rouit, en zone A, afin de prendre en compte la réalité du terrain et le potentiel agronomique de ce secteur.
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de révision allégée.

Délibère

Article 1 :

Est prescrite la révision selon la procédure allégée n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme.

Article 2 :

Sont fixés les objectifs de la révision allégée tels qu'exposés ci-dessus.

Article 3 :

Sont définies les modalités de concertation telles que présentées ci-dessus.

Article 4 :

La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un délai d'un mois au siège de la Métropole et en Mairie des Pennes-Mirabeau. Mention de cet affichage sera insérée dans un journal, conformément à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72

Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 223

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Paul-Lez-Durance - Elaboration du PLU – Approbation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

1°) Contexte institutionnel

Depuis le 1er janvier 2018, et conformément à l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole exerce la compétence en matière de plan local d'urbanisme et des documents en tenant lieu.

La commune de Saint-Paul-Lez-Durance a délibéré en date du 30 octobre 2017 afin de demander la poursuite de la procédure d'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme entamée le 29 juillet 2014.

Par délibération en date du 15 février 2018, la Métropole a accepté de terminer la procédure engagée.

2°) Rappel de la procédure antérieure :

La commune de Saint-Paul-Lez-Durance a adopté son plan d'occupation des sols par une délibération en date du 16 août 1983.

Ce document a fait l'objet, depuis son élaboration, de plusieurs révisions (la dernière datant du 30 décembre 2009) et modifications.

Afin d'actualiser les perspectives d'évolution et de développement de la commune, et afin de rendre ce document conforme aux derniers textes applicables, issus des lois SRU du 13 décembre 2000, « Grenelle II » du 12 juillet 2010, et ALUR du 24 mars 2014, **le conseil municipal a prescrit la révision générale de son plan d'occupation des sols, et sa transformation en plan local d'urbanisme, par une délibération en date du 29 juillet 2014.**

Cette délibération assignait au plan l'objectif de traduire pour les 15 prochaines années le projet communal, en veillant notamment à prendre en compte la gestion des risques naturels et technologiques, à préserver les espaces naturels et agricoles, à mieux maîtriser la consommation foncière pour prendre en compte les enjeux

environnementaux, à favoriser le maintien de la mixité sociale, et à permettre un développement du territoire harmonieux, et respectueux du cadre de vie.

Cette délibération fixait également les modalités de la concertation, qui consistaient notamment en un affichage de la délibération de prescription pendant toute la durée des études ; en articles dans le bulletin municipal et sur le site internet de la commune ; en réunions avec les associations et les groupes économiques ; en affichages dans les lieux publics (tableaux d'affichage en mairie, panneaux lumineux) ; et en la mise à disposition d'un dossier en mairie. Le public a eu, pendant toute la durée de la concertation, la possibilité d'écrire au maire ; des permanences hebdomadaires ont été tenues en mairie dans la période d'un mois précédant l'arrêt du projet de plan par le conseil municipal ; et deux réunions publiques ont été organisées, la première sur le PADD ; la seconde pour la présentation du projet de PLU tel qu'il était supposé être arrêté par le conseil municipal.

Les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables ont été débattues lors de la séance du 1er février 2017.

Il se décline en principes de développement, et comporte trois orientations générales d'aménagement :

1°) Affirmer l'identité du village provençal, capitale de l'atome (poursuivre la valorisation du cœur du village ; conforter les pôles existants autour du canal ; valoriser les abords paysagers du village) ;

2°) Conjuguer croissance modérée et attractivité (poursuivre le développement économique en lien avec le CEA et ITER, faire des énergies un vecteur d'attractivité et d'animation, relier les différents pôles du territoire) ;

3°) Valoriser les atouts du cadre de vie (préserver les espaces naturels, agricoles, et les paysages ; agir dans le respect des éléments naturels) ;

Le taux de croissance annuel moyen étant de 1,07 %, la commune envisage de passer à 1.100 habitants d'ici 2030, soit 163 habitants accueillis sur 15 ans, qui nécessiteraient la création de 120 à 125 logements.

Le projet s'articule autour de l'aménagement de différents secteurs : le quartier des Lauves, comme nouveau quartier d'habitat et son complexe social-sportif-culturel ; le renouvellement du centre du village ; la réhabilitation du parc résidentiel de loisirs ; la densification du centre villageois ; l'extension des zones d'activités économiques ; la création et l'aménagement des espaces de mobilités (berges du canal, connexions interquartier) ; de la prise en compte des risques de toute nature pour définir les espaces habités et les extensions possibles de l'habitat existant.

Par une délibération en date du 26 juillet 2017, le conseil municipal a approuvé le bilan de la concertation, et arrêté le projet de plan local d'urbanisme.

Le conseil municipal a constaté que les modalités de la concertation, telles qu'elles ont été prévues par la délibération du 29 juillet 2014, ont bien été respectées ; et que les observations du public ont bien été prises en compte.

Il a encore constaté que l'élaboration du PLU a été menée en étroite collaboration avec les services de l'Etat, l'intégralité des personnes publiques associées, ainsi que le CEA et ITER. Ces derniers ont été associés à l'élaboration du document d'urbanisme, le CEA Cadarache et l'Organisation ITER France, en raison du poids économique que ces structures ont sur le développement du territoire régional, national et international mais également en raison de l'occupation foncière du territoire qu'ils représentent (plus de 40% de la surface communale).

Toutes les personnes publiques associées ont été consultées pendant toute l'élaboration du PLU.

Le projet de plan arrêté a été soumis, pour avis, aux personnes publiques associées à son élaboration.

Conformément à l'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme, et suite au transfert de la compétence en matière de plan local d'urbanisme à la métropole, la commune a donné son autorisation à cette dernière pour achever la procédure, et par une délibération en date du 30 octobre 2017.

Les personnes publiques associées ont émis un avis sur le projet de plan.

Ces avis sont tous répertoriés dans le tableau de synthèse faisant partie du dossier soumis à votre approbation, dans lequel leur sens est résumé. Une note expose les éléments de réponse aux recommandations de la MRAe.

La présente délibération se concentrera en particulier sur l'avis du préfet, et sur celui du CEA. L'avis rendu par le Préfet (extrait) :

« L'analyse des documents constituant le projet de PLU arrêté me conduit à émettre un avis favorable assorti d'un certain nombre d'observations qui sont détaillées en annexe.

(...)

Le projet de PLU présenté est de qualité, car il permet de répondre aux besoins de production de logement à l'horizon du PLU en demeurant dans l'enveloppe urbaine existante, tout en s'inscrivant dans le respect des grands principes de politiques publiques d'aménagement.

En cela, le projet de PLU de la commune de Saint-Paul-Lez-Durance traduit un projet de développement cohérent avec la réalité de votre territoire.

Outre les observations de l'avis détaillé qui suit, certains aspects du projet se doivent d'être particulièrement complétés ou amendés :

- L'évaluation environnementale qui ne couvre pas l'ensemble du territoire et présente des insuffisances pour apprécier l'impact du choix d'ouverture à l'urbanisation de certains secteurs notamment vis à vis du réseau Natura 2000, ce qui relève bien du PLU et pas seulement des futurs projets.

- La prise en compte de plusieurs observations relatives aux risques naturels

- Le règlement en zone agricole qui autorise les ICPE

Je vous invite donc à poursuivre le travail d'élaboration du PLU de la commune de Saint-Paul-Lez-Durance et à améliorer votre projet de PLU en apportant, avant approbation, les modifications et compléments sur l'ensemble des points soulevés dans cet avis. »

Les avis et remarques des personnes publiques associées et consultées :

- celles qui concernent les activités nucléaires (CEA Cadarache et ITER) implantées en zone UN et la façon dont elles sont analysées, présentées et justifiées dans le document du PLU :

- la prospective des activités nucléaires et les surfaces foncières nécessaires qui seraient consommées pour répondre à ce besoin de développement en zone UN,

- les incidences de ce développement, par accroissement des personnes présentes sur le site, sur les capacités disponibles en matière d'eau potable et d'assainissement,

- la gestion des risques naturels et leur mise en adéquation avec le zonage et les autorisations de construire,

- les incidences environnementales et paysagères de ces projets de développement : notamment le pôle EnDurance Energies (programme de zone partenariale d'activités économiques, entre le CEA et la Métropole) et le programme de parcs photovoltaïques (Mégasol).

- celles qui concernent le territoire communal dans son ensemble :

- compléments en matière d'analyse paysagère et environnementale, et précisions quant aux préconisations d'aménagement dans certains secteurs (OAPh1 - Le Collet des Lauves, OAPe3 - Le Castellet, OAPa4 - La cascade du l'Abéou) :

- étoffer l'analyse Natura 2000

- proposer des mesures de réductions et d'évitements complémentaires sur les OAP les plus sensibles (OAPh1, OAPa4)

- intégrer les éléments d'analyse existants pour le site d'ITER

- mise en cohérence des prescriptions graphiques et des prescriptions écrites relatives à la trame verte et bleue, au regard du projet de PLU

- précisions à apporter en matière sanitaire : ajustement du zonage d'assainissement (il s'agit d'une erreur matérielle graphique)

- mise à jour des servitudes d'utilité publique jointes en annexe du PLU pour les gestionnaires RTE (lignes électriques) et GRTgaz (canalisations de gaz naturel)

- prise en compte des règles (écrites et graphiques) du POS modifié en septembre 2012 pour la réalisation d'une microcentrale solaire photovoltaïque au droit de la boucle de l'échangeur de Cadarache (Escota) : Zone NDie du POS modifié

- mise à jour des Emplacements réservés (ER) du Conseil Départemental

- ajustement de quelques points réglementaires en zone A et N, et relatifs à l'architecture et au patrimoine en zone urbaine.

Enquête publique :

L'enquête publique s'est tenue du 30 novembre au 30 décembre 2017.

Considérant que les modalités prévues pour l'enquête publique ont été respectées ; que des réponses satisfaisantes ont été apportées aux observations du public par le responsable du projet ; et que le zonage sera adapté pour le site CEA-ITER, **le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sur le projet de plan, le 12 février 2018.**

Le dossier d'enquête publique comportait un document intitulé « Document d'informations complémentaires au public ». Ce document présentait l'ensemble des réponses qui seraient apportées aux remarques des PPA, sous la forme d'un tableau du type remarques/réponses, en vue d'informer le public des modifications qui seraient apportées au projet de PLU arrêté pour son approbation, à l'issue de l'enquête publique.

Modifications du plan après l'enquête :

Suite à l'enquête publique, et pour tenir compte des avis émis au cours de celle-ci, ainsi que des avis des personnes publiques associées, la commune a modifié son projet de plan sur plusieurs points.

Ces modifications procèdent toutes de l'enquête, ou des avis des personnes publiques associées, et n'amènent pas de modification de l'économie générale du PLU, elles participent à l'amélioration de la prise en considération des risques, des espaces naturels et du paysage.

Le rapport de présentation, le zonage, le règlement et les OAP ont été amendés dans le respect du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du projet de PLU arrêté.

Les modifications ou compléments apportés au projet de PLU sur la base des avis des personnes publiques associées

Les modifications dont il s'agit pour pour effet de corriger des incohérences, de compléter le diagnostic pour mieux comprendre le territoire ou mieux justifier les choix du projet, et de tenir compte de certaines remarques pertinentes des personnes publiques et services consultés ainsi que des observations résultant de l'enquête publique.

Sont annexés à la présente délibération :

- Un tableau de prise en compte des avis des personnes publiques associées est annexé à la présente délibération. Ce document qui comporte une explication des observations qu'il est souhaitable de

prendre en compte et des ajustements nécessaires à apporter au dossier de PLU a été joint au dossier soumis à l'enquête publique.

- Une note exposant les éléments de réponse aux recommandations de la MRAe, prises en considération dans le dossier de PLU pour approbation.
- Les modifications ou compléments apportés au projet de PLU suite à l'enquête publique et sur la base des recommandations du commissaire enquêteur.

En ce qui concerne les remarques du public celles-ci ont été prises en compte à chaque fois qu'elles respectent les orientations du PADD, qu'elles répondent à l'intérêt général, qu'elles permettent une meilleure cohérence entre les réalités du territoire et le projet, de corriger des erreurs matérielles ou encore qu'elles suscitent une meilleure justification des choix.

Les modifications ont été apportées comme résumé dans le tableau joint en annexe.

Approbation du plan local d'urbanisme :

En cet état, vu la procédure antérieure, compte-tenu de l'avis favorable du commissaire-enquêteur, des personnes publiques associées, et compte-tenu des modifications apportées au plan après l'enquête publique, je vous propose d'approuver le plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Paul-Lez-Durance.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° 55/2014 du 29 juillet 2014 du Conseil municipal de Saint-Paul-Lez-Durance prescrivant l'élaboration de son plan local d'urbanisme, et fixant les modalités de la concertation;
- La délibération n°06/2017 du 1er février 2017 du Conseil municipal de Saint-Paul-Lez-Durance relative au débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables ;
- La délibération n° 44/2017 du 26 juillet 2017 du Conseil municipal de Saint-Paul-Lez-Durance relative au bilan de la concertation et à l'arrêt du projet de plan ;

- La délibération n° 51/2017 du 30 octobre 2017 du Conseil municipal de Saint-Paul-Lez-Durance autorisant la Métropole à achever cette procédure ;
- Les avis des personnes publiques associées ;
- Les observations recueillies au cours de l'enquête publique ;
- Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur ;
- Les modifications apportées au plan après l'enquête, qui procèdent de cette dernière et ne remettent pas en cause son économie générale.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Le dossier de PLU arrêté.
- Les avis des personnes publiques associées, les observations recueillies au cours de l'enquête publique ainsi que le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur.
- Les modifications apportées au plan après l'enquête, qui procèdent de cette dernière et ne remettent pas en cause son économie générale.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Paul-Lez-Durance.

Article 2 :

Le plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Paul-Lez-Durance approuvé sera tenu à la disposition du public.

Article 3 :

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :

- affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en mairie de Saint-Paul-Lez-Durance,
- mention de cet affichage sera inséré dans un journal diffusé dans le département.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 224

AVIS - Plan Local d'urbanisme de la commune de Peyrolles-en-Provence - Modification n°1 – Approbation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolce Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération n°DE 2017-03-039 du 9 mars 2017, la Commune de Peyrolles-en-Provence a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Par délibération n°DE 2017-09-124 du 18 septembre 2017, la Commune de Peyrolles-en-Provence a lancé la procédure de modification n°1 de son P.L.U. Elle a ensuite délibéré le 20 novembre 2017 pour que cette procédure soit poursuivie et achevée par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole a délibéré le 15 février 2018 pour poursuivre la modification n°1 du PLU de la commune de Peyrolles-en-Provence.

Cette procédure de modification a été sollicitée afin de :

- 1- Des compléments d'études permettent d'alléger le règlement de la zone inondation dans les fonds de vallon.

- 2- Parc photovoltaïque flottant : suite à une erreur par omission dans le règlement, alors que le PPAD dans son orientation 1 prévoit dans la zone des Chapeliers, le développement d'énergie solaire, il convient de revoir le règlement afin d'autoriser un tel projet.
- 3- Il convient de prévoir des précisions concernant l'application du PAC Incendie zones F1 et F2 dans son zonage.
- 4- Il convient d'adapter le règlement des zones N et A dans certains secteurs, notamment le secteur Loubatas.
- 5- Il convient de vérifier que les équipements publics d'infrastructures contre l'incendie sont bien autorisés dans tous les secteurs de la Commune.
- 6- Prendre en compte les dernières évolutions concernant la construction des logements sociaux.
- 7- Concernant les zones F1p, celles-ci doivent prévoir le maintien d'activités existantes sans possibilité de création nouvelle, mais avec possibilité d'extension modérée.

Les pièces du PLU (ou du POS) qui font l'objet de modifications sont :

- le Règlement
- les documents graphiques.

Ils ont été adaptés pour prendre en compte les évolutions proposées.

Ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du Plan Local d'Urbanisme relèvent du champ d'application de la procédure de modification telle que le prévoit le Code de l'urbanisme.

Le projet de modification a été notifié aux Personnes Publiques Associées et 7 ont répondu formellement.

Par arrêté n° A2017-12-558 du 6 décembre 2017, la maire de la commune de Peyrolles-en-Provence a prescrit l'ouverture et organisé les modalités de l'enquête publique.

Le commissaire enquêteur a été désigné par décision du Président du Tribunal Administratif de Marseille le 15 novembre 2017 ; l'enquête s'est déroulée du 28 décembre 2017 au 30 janvier 2018, soit pendant 34 jours consécutifs.

Durant toute la période de l'enquête, un dossier était consultable en mairie et il comportait les éléments suivants :

- DOSSIER PRINCIPAL :
 - pièce n°1 rapport de présentation – **notice explicative**
 - pièce n°2 projet d'aménagement et de développement durable
 - pièce n°3 **orientations d'aménagement et de programmation**
 - pièce n°4.1 **règlement écrit**

- pièce n°4.2 **documents graphiques : plan de zonage Nord – Echelle : 1/5000^{ème}**
- plan de zonage Sud – Echelle : 1/5000^{ème}**
- plan de zonage centre – Echelle : 1/5000^{ème}**
 - pièce n°4.3 liste des emplacements réservés
- ANNEXES :
 - droit de préemption
 - secteur affectés par le bruit au voisinage des infrastructures de transports terrestres
 - servitudes d'utilité publiques
 - gazoduc et zone de danger
 - ZPPAUP
 - annexes sanitaires
 - Plan de Prévention du Risque Naturel d'Inondation de la Durance
 - **étude du risque naturel d'inondation du réal et des ruisseaux du Concors – Etude hydrauliques**
 - risque de sismicité – mouvement de terrains
 - risque de retrait – gonflement des argiles
 - **aléa feu de forêt**
 - patrimoine archéologique
 - règlement de collecte des ordures ménagères
 - plans des réseaux de l'ASA

N.B : les pièces en gras sont celles objet de la modification

Cinq permanences ont été tenues :

- mercredi 3 janvier de 9h à 12h
- lundi 8 janvier de 14h à 17h
- vendredi 19 janvier de 14h à 17h
- vendredi 26 janvier de 14h à 17h
- mardi 30 janvier de 14h à 17h (clôture de l'enquête)

Le dossier était également consultable sur le site internet de la commune à l'adresse suivante : <http://www.peyrolles-en-provence.fr>

Pour s'exprimer, le public avait la possibilité de :

- consigner ses observations sur le registre d'enquête à disposition en complément du dossier de modification ;
- adresser par voie postale un courrier à la mairie ;
- écrire un mail à l'adresse suivante : enquetepublique.modification1plu@mairie-peyrollesenprovence.fr.

32 personnes sont venues en mairie et 26 observations ont été déposées sur le registre, 11 lettres ont été remises, 1 a été envoyée par voie postale et 7 par mails.

OBSERVATIONS DU PUBLIC ET REPONSES

A l'issue de l'enquête publique, les observations / avis émis peuvent se regrouper dans les 5 catégories suivantes :

1. Risque inondations des fonds de vallons au sud du canal EDF (9 demandes et observations)

Elles contestent toutes les conclusions des études hydrauliques et sont principalement motivées par les conséquences dommageables sur la valeur des propriétés qui sont concernées par les aléas en particulier les parcelles classées en zone rouge.

Les requérants contestent l'étude de modélisation hydraulique réalisée par AquaGéoSphère car elle ne prend pas en compte les relevés topographiques effectués par un géomètre expert et demandent des explications sur les critères retenus pour le calcul des débits, à savoir

- valeur de la crue de référence
- valeur du coefficient de ruissellement qui induit la valeur du débit et de la vitesse d'écoulement.

Ils souhaitent que soit effectuée une étude de modélisation hydraulique avec les relevés de l'épisode pluvieux de 1993 et estiment le coefficient de ruissellement de 18 % trop élevé.

Réponse :

Ces risques avaient déjà fait l'objet d'études hydrauliques avant l'adoption du PLU initial et à la suite des contestations de nouvelles études ont été commandées en accord avec la population concernée.

Ces études dont la méthodologie et les résultats ont été validées par les services de l'État, ont été retranscrites dans la modification du PLU

Le maire de Peyrolles-en-Provence, qui n'a pas de compétences techniques dans ce domaine, estime s'être entouré de toutes les garanties.

De ce fait, les modalités réglementaires et cartographiques inscrites dans la présente modification du PLU sont maintenues.

2. Risque incendie

La modification n°1 du PLU vise à traduire le Porter A Connaissance (PAC) de l'Etat dans le document d'urbanisme, notamment pour le risque feu de forêt, en identifiant des zonages spécifiques F1 et F2.

Les 4 observations consignées visent soit le maintien ou non de la parcelle en zone à indice F1, secteur particulièrement exposé au risque, soit la possibilité d'extension ou de développement d'activités dans ce secteur à risque.

Réponse :

La cartographie du classement des risques feu de forêt issue du PAC de l'État a été validée par ses représentants. Le règlement est celui du PAC et ne peut faire l'objet d'aucune adaptation. Il y est particulièrement prescrit que dans les zones F1, il

ne peut pas y avoir d'augmentation de la capacité d'hébergement.

De ce fait, les modalités réglementaires et cartographiques inscrites dans la présente modification sont maintenues.

3. Zone agricole

Les 5 demandes sur ce thème visent essentiellement le déclassement de parcelle de la zone agricole à la zone constructible.

Réponse :

Le PLU approuvé en 2017 a fait l'objet d'un accord avec la Commission Départementale de Protection des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (CDPENAF) et ne permet pas au stade actuel de reclasser en zone urbaine des parcelles actuellement en zone agricole.

Pour la zone du Bosquet qui suscite plusieurs demandes reconventionnelles de constructibilité, il est indiqué que la servitudes AS1/18/1834 de protection du captage datant de 2005, de la compétence de l'État, impose une contrainte supplémentaire.

De ce fait, les modalités réglementaires et cartographiques du PLU approuvé en 2017 et non concernées par la présente modification du PLU sont maintenues.

4. Mixité sociale

Demande formulée par un promoteur immobilier marseillais spécialisé dans le logement social qui s'étonne que la COGEDIM, promoteur qui va intervenir dans l'OAP des Rivaux, fasse du 100 % de logements sociaux dans cette opération.

Réponse :

La mixité sociale pour laquelle un promoteur s'inquiète sera strictement respectée à l'OAP des Rivaux avec un pourcentage de 100 % de logements locatifs sociaux.

Cette disposition reste inchangée.

5. Demandes diverses (10 demandes)

Elles tiennent à la constructibilité de certaines zones, en particulier dans le secteur du Bosquet, ou à la mise en œuvre d'opérations particulières dans le cadre des orientations d'aménagement et de programmation (OAP), telles le tracé de la future voie de contournement.

Elles ne sont pas en rapport avec le projet de modification n°1 du PLU.

Réponse :

Même si ces demandes sont sans lien réel avec la modification en cours, les réponses suivantes ont été apportées.

Dans la zone du Bosquet, les règles de constructibilité sont régies par la ZPPAUP du 09 août 1988 ainsi que par les prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France au titre de la co-visibilité avec le château et il ne peut y être dérogé.

D'autre part, dans un projet d'ensemble toute construction d'une maison individuelle n'est pas interdite mais elle doit s'y intégrer.

Les zones constructibles ne peuvent pas affecter les espaces boisés classés (EBC) ni les périmètres de protection des risques feu de forêt.

Enfin, les projets de voie de contournement et la zone d'activités des Iscles ne font pour l'instant l'objet d'aucune programmation.

OBSERVATIONS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES (PPA) ET REPONSES :

7 avis formels ont été reçus. Globalement, ils sont favorables sous réserves de certains demandes de prise en compte de remarques et de modifications de certaines dispositions du règlement relativement mineures :

- Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône souhaite que l'article 2,8 du règlement de la zone N (secteur NC) qui autorise les installations de production énergétiques flottantes, particulièrement photovoltaïques, n'obère pas les possibilités techniques futures d'expérimentation de réaménagement agricole y compris après carrière en eau.
- Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine demande que l'article 2,8 du règlement de la zone N soit complété par la mention de conditionner la création d'installation de production d'énergie à une bonne intégration paysagère du projet dans le site (préservation de la qualité paysagère des bords de Durance).
- SDIS 13 demande 2 modifications du règlement écrit :
 - titre I Chap.1 art. 9.3 : au lieu de « ...impactées par les aléas risques d'incendie de feu de forêt » écrire « impactées par le risque incendie feu de forêt »,
 - titre I Chap.2 insérer un art. 9.5 « Défense extérieure contre l'incendie » : « toute nouvelle délivrance d'autorisation d'urbanisme est subordonnées à une conformité préalable avec le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie en vigueur ».
- Société du canal de Provence, afin de pouvoir réaliser les extensions de réseaux sur la commune de Peyrolles-en-Provence, demande de supprimer les EBC sur la parcelle boisée B531 ou à minima au niveau du chemin sur cette parcelle ainsi qu'au niveau du site de Tremasse pour la réalisation d'un réservoir et pour l'utilisation du chemin.
- GRT gaz mentionne que les zones de danger n'auront officiellement une valeur de servitude d'utilité publique qu'après l'arrêté préfectoral correspondant et modifie l'adresse par : Pôle Exploitation Rhône méditerranée.

Réponse :

Il est précisé que la suppression d'un EBC ne relève pas d'une procédure de modification mais d'une procédure de révision.

Par ailleurs, il sera procédé à l'ajustement précis de la zone sans EBC en fonction du cadastre.

AVIS MOTIVE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR :

- Le public, qui a marqué un vif intérêt pour le projet de modification n° 1 du P.L.U., a pu s'exprimer librement et complètement et notamment auprès du commissaire enquêteur,
- Les réponses apportées par l'autorité organisatrice répondent de manière détaillée et circonstanciée aux questions soulevées,
- Les Personnes Publiques Associées ont été régulièrement informées du projet de modification n° 1 du P.L.U. et qu'elles ont toutes émises un avis favorable moyennant quelques modifications formelles qui tendent à améliorer le règlement écrit et que je recommande de suivre,
- Le projet de modification n° 1 du P.L.U. est conforme aux objectifs du PADD ainsi qu'à ceux d'économie et de protection des espaces agricoles et naturels,
- Au surplus les mesures retenues dans le projet n'entraînent aucune extension de zones urbaines au détriment des zones agricoles ou naturelles.
- Les risques d'inondations des fonds de vallons au Sud du canal EDF ont fait l'objet d'études hydrauliques poussées qui ont recueilli l'assentiment des services de l'État et qui montrent que certaines zones présentent un risque inondation et ruissellement élevé et qu'il importe désormais de traduire ces risques sur la carte de zonage et dans le règlement,
- L'implantation d'installations de production énergétique au secteur des Chapeliers est un choix particulièrement pertinent tant au plan de l'aménagement de cette zone qu'au plan du développement durable et qu'outre qu'il ne consomme pas d'espaces terrestres, il est susceptible d'apporter des compensations financières intéressantes pour la Commune,
- La présentation d'une cartographie superposant le zonage du P.L.U. avec le zonage du Porter A connaissance de l'État (PAS incendie) va concourir à l'amélioration de l'information de la population de la Commune de Peyrolles-en-Provence,
- Le projet vise à maîtriser l'urbanisation, renouvellement urbain et nouvelles opérations, et propose des orientations d'aménagement pour l'organisation des espaces afin de mettre en adéquation espace, dessertes, équipements, environnement, espaces libres et vie locale,
- Le projet définit, dans le cadre des opérations de constructions la part convenable de logements sociaux au regard du développement démographique souhaité,
- Les rectifications mineures envisagées dans le règlement sont bienvenues car concourent à sa meilleure lisibilité et le complètent utilement.

En conséquence, le Commissaire Enquêteur a donné un avis favorable au projet de modification.

Monsieur le Président précise quelles sont les modifications apportées au projet de modification de Plan Local d'Urbanisme (ou POS) suite aux observations formulées pendant l'enquête publique, et aux avis des Personnes Publiques Associées :

Les modifications concernent:

- **le règlement de la zone N - secteur des Chapeliers** - l'article 2.8 troisième alinéa (p.131) *« les installations de production énergétique flottantes en particulier celles photovoltaïques flottantes dans les conditions et selon les critères déterminés par une autorisation environnementale »* est complété à la demande de la Chambre d'agriculture et du Service Territorial de l'Architecture et du patrimoine de la manière suivante *« dans la mesure où elles n'obèrent pas les possibilités techniques futures d'expérimentation de réaménagement agricoles y compris après carrière en eau et à condition d'une bonne intégration paysagère garante de la qualité paysagère des bords de la Durance. »*
- **les dispositions générales**,
à la demande du SDIS :
 - a. au titre I Chapitre 1 article 9.3 (p.11) *« ...impactés par les aléas risques d'incendie feu de forêt »* est remplacé par *« ...impactés par le risque incendie de forêt »*
 - b. au titre I du Chapitre 2, il est inséré à la fin de l'article 9.3 *« dans le cadre de la défense extérieure contre l'incendie, toute nouvelle délivrance d'autorisation d'urbanisme est subordonnée à une conformité préalable avec le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie en vigueur. »*
à la demande de GRT Gaz :
 - c. au titre I Chapitre 1 article 9.5 (p.11) ainsi qu'au chapitre des zones UE 4.2.4 (p.70) et AUE 4.2.4 (p.99), il est mentionné que *« les zones de danger n'auront officiellement une valeur de Servitude d'Utilité Publique qu'après l'arrêté préfectoral correspondant. »*

Par ailleurs, l'adresse est modifiée comme suit : Pôle Exploitation Rhône Méditerranée.

Monsieur le Président propose au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'approuver la délibération ci-après.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n° DE 2017-09-124 du conseil municipal de Peyrolles-en-Provence du 18 septembre 2017 engageant la procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme
- L'arrêté n° A2017-10-253 du Maire de Peyrolles-en-Provence du 10 octobre 2017 engageant la modification n°1 du Plan Local d'urbanisme de la commune de Peyrolles-en-Provence ;
- La délibération n° DE 2017-11-140 du conseil municipal de Peyrolles-en-Provence du 20 novembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole AMP de la procédure engagée par délibération en date du 18 septembre 2017 ;
- La délibération n° URB 011-3569/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune du 18 septembre 2017 ;
- L'arrêté n° A 2017-12-558 du Maire de Peyrolles-en-Provence du 06 décembre 2017 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La notification du projet de modification simplifiée aux Personnes Publiques Associées conformément aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme ;
- L'avis du commissaire enquêteur du 27 février 2018, sur le projet de modification

n°1 du Plan Local d'Urbanisme ou POS de la commune de Peyrolles-en-Provence ;

- La délibération n° DE 2018-05-065 du conseil municipal de Peyrolles-en-Provence du 14 mai 2018 donnant un avis favorable sur le Projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'avis favorable du commissaire enquêteur.
- Les modifications apportées au projet de modification suite aux observations formulées pendant l'enquête publique, et aux avis des Personnes Publiques Associées susmentionnées.

Délibère

Article unique:

Est approuvée la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Peyrolles-en-Provence, telle qu'annexée à la présente.

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :

- affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en mairie de Peyrolles-en-Provence,
- mention de cet affichage sera inséré dans un journal diffusé dans le département.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 225

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyreuil - Modification simplifiée n°2 - Bilan de la mise à disposition et approbation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolice Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Le conseil municipal de la commune de Meyreuil a approuvé le 22 mars 2013 son Plan Local d'Urbanisme. Par délibération du 12 décembre 2017, le conseil municipal de Meyreuil a pris acte de l'initiative du maire d'engager une procédure de modification simplifiée de son plan local d'urbanisme et a fixé les modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°2 de son Plan Local d'Urbanisme.

Cette procédure de modification simplifiée a été sollicitée afin de compléter le rapport de présentation du PLU, pour sa partie "indicateurs de suivi" du Plan Local d'Urbanisme (PLU). Seul le rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme sera modifié.

Ces adaptations relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

En date du 12 décembre 2017, le conseil municipal de la commune de Meyreuil a saisi le Conseil de Territoire du Pays d'Aix afin qu'il demande à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'achever la procédure de modification simplifiée N°2 du Plan Local d'Urbanisme.

Bilan de la mise à disposition du public :

Celle-ci s'est déroulée de la façon suivante :

- Un dossier comprenant le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs, le registre permettant au public de formuler ses observations et les avis émis des

personnes associées mentionnées aux articles L 132-7, L 132-9 et L 132-11 du Code de l'Urbanisme a été mis à disposition pendant 1 mois, du 17 avril 2018 au 17 mai 2018 inclus, en Mairie de Meyreuil, Hôtel de Ville, allée des Platanes, 13590 MEYREUIL, aux horaires d'ouverture du public et au siège du Territoire du Pays d'Aix situé Hôtel de Boades, 8 place Jeanne d'Arc 13626 Aix-en-Provence, aux horaires d'ouverture du public.

A l'issue de la mise à disposition, aucune observation n'a été portée aux registres ni par courrier

Le dossier de projet de modification simplifiée n°2 du PLU a été adressé aux personnes publiques associées avant la mise à disposition du public par courrier en recommandé avec accusé de réception conformément à l'article L153-40 du Code de l'Urbanisme.

Aucune observation n'a été formulée par les Personnes Publiques associées.

Monsieur le Président précise que compte tenu de l'absence d'observation pendant la mise à disposition du public, aucune modification n'a été apportée au dossier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la

Métropole, le Conseil de Territoire et leurs Présidents respectifs ;

- La délibération n° 2017-DGS-DEL-119 du conseil municipal de la commune de Meyreuil du 12 décembre 2017 prenant l'initiative d'engager la procédure de modification simplifiée n°2 de son Plan Local d'Urbanisme et fixant les modalités de mise à disposition du public du dossier ;
- La notification du projet de modification simplifiée aux Personnes Publiques Associées conformément aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme;
- La délibération n° 2017-DGS-DEL-119 du conseil municipal de la commune de Meyreuil du 12 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure engagée par délibération du conseil municipal en date du 12 décembre 2017 ;
- La délibération n° URB 013-3571/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune en date du 12 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Le présent bilan de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée.
- L'absence d'observation.

Délibère

Article Unique :

Est approuvée la modification simplifiée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Meyreuil, telle qu'annexée à la présente.

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :

- affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en mairie de Meyreuil,
- mention de cet affichage sera inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 226

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyreuil - Modification simplifiée n°3 - Bilan de la mise à disposition et approbation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Le conseil municipal de la commune de Meyreuil a approuvé le 22 mars 2013 son Plan Local d'Urbanisme. Par délibération du 12 décembre 2017, le conseil municipal de la commune Meyreuil a pris acte de l'initiative du maire d'engager une procédure de modification simplifiée de son Plan Local d'Urbanisme et a fixé les modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°3 de son Plan Local d'Urbanisme.

Cette procédure de modification simplifiée a été sollicitée afin de compléter le règlement de la zone N du Plan Local d'Urbanisme. Seul le règlement du Plan Local d'Urbanisme sera modifié.

Ces adaptations relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

En date du 12 décembre 2017, Le Conseil municipal de la commune de Meyreuil a saisi le

Conseil de Territoire du Pays d'Aix afin qu'il demande à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'achever la procédure de modification simplifiée N°3 du Plan Local d'Urbanisme.

Bilan de la mise à disposition du public :

Celle-ci s'est déroulée de la façon suivante :

- Un dossier comprenant le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs, le registre permettant au public de formuler ses observations et les avis émis des personnes associées mentionnées aux articles L 132-7, L 132-9 et L 132-11 du Code de l'Urbanisme a été mis à disposition pendant 1 mois, du 17 avril 2018 au 17 mai 2018 inclus, en Mairie de Meyreuil, Hôtel de Ville, allée des Platanes, 13590 MEYREUIL, aux horaires d'ouverture du public et au siège du Territoire du Pays d'Aix situé Hôtel de Boades, 8 place Jeanne d'Arc 13626 Aix-en-Provence, aux horaires d'ouverture du public .

A l'issue de la mise à disposition, aucune observation n'a été portée sur les registres ni par courrier.

Le dossier de projet de modification simplifiée n°3 du PLU a été adressé aux personnes publiques associées avant la mise à disposition du public par courrier en recommandé avec accusé de réception conformément à l'article L153-40 du Code de l'Urbanisme.

Aucune observation n'a été formulée par les Personnes Publiques associées.

Monsieur le Président précise que compte tenu de l'absence d'observation pendant la mise à disposition du public, aucune modification n'a été apportée au dossier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n°2017-DGS-DEL-119 du conseil municipal de la commune de Meyreuil du 12 décembre 2017 prenant l'initiative d'engager la procédure de modification simplifiée n°2 de son Plan Local d'Urbanisme et fixant les modalités de mise à disposition du public du dossier ;
- La notification du projet de modification simplifiée aux Personnes Publiques Associées conformément aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme ;
- La délibération n°2017-DGS-DEL-119 du conseil municipal de la commune de Meyreuil du 12 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure engagée par délibération du conseil municipal en date du 12 décembre 2017 ;
- La délibération n° URB 013-3571/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune du 12 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Le présent bilan de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée.
- L'absence d'observation.

Délibère

Article Unique:

Est approuvée la modification simplifiée n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Meyreuil, telle qu'annexée à la présente.

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :

- affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en mairie de Meyreuil,

- mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 227

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyreuil - Modification simplifiée n°4 - Bilan de la mise à disposition et approbation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolice Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Le conseil municipal de la commune de Meyreuil a approuvé le 22 mars 2013 son Plan Local d'Urbanisme. Par délibération du 12 décembre

2017, le conseil municipal de la commune Meyreuil a pris acte de l'initiative du maire d'engager une procédure de modification simplifiée de son Plan Local d'Urbanisme et a fixé les modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°4 de son Plan Local d'Urbanisme.

Cette procédure de modification simplifiée a été sollicitée afin de modifier la servitude de mixité sociale de la zone 5AU du Plan Local d'Urbanisme (transfert d'un îlot de construction vers un autre). Le règlement et le document graphique du Plan Local d'Urbanisme seront modifiés.

Ces adaptations relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

En date du 12 décembre 2017, le Conseil municipal a saisi le Conseil de Territoire du Pays d'Aix afin qu'il demande à la Métropole Aix-Marseille-Provence qu'elle achève la procédure de modification simplifiée N°4 du Plan Local d'Urbanisme.

Bilan de la mise à disposition du public :

Celle-ci s'est déroulée de la façon suivante :

- Un dossier comprenant le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs, le registre permettant au public de formuler ses observations et les avis émis des personnes associées mentionnées aux articles L 132-7, L 132-9 et L 132-11 du Code de l'Urbanisme a été mis à disposition pendant 1 mois, du 17 avril 2018 au 17 mai 2018 inclus, en Mairie de Meyreuil, Hôtel de Ville, allée des Platanes, 13590 MEYREUIL, aux horaires d'ouverture du public et au siège du Territoire du Pays d'Aix situé Hôtel de Boades, 8 place Jeanne d'Arc 13626 Aix-en-Provence, aux horaires d'ouverture du public.

A l'issue de la mise à disposition, aucune observation n'a été portée sur les registres ni par courrier.

Le dossier de projet de modification simplifiée n°4 du PLU a été adressé aux personnes publiques associées avant la mise à disposition du public par courrier en recommandé avec accusé de réception conformément à l'article L153-40 du Code de l'Urbanisme.

Aucune observation n'a été formulée par les Personnes Publiques associées.

Monsieur le Président précise que compte tenu de l'absence d'observation pendant la mise à disposition du public, aucune modification n'a été apportée au dossier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° 2017-DGS-DEL-119 du conseil municipal de la commune de Meyreuil du 12 décembre 2017 prenant l'initiative d'engager la procédure de modification simplifiée n°2 de son Plan Local d'Urbanisme et fixant les modalités de mise à disposition du public du dossier ;
- La notification du projet de modification simplifiée aux Personnes Publiques Associées conformément aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme ;
- La délibération n° 2017-DGS-DEL-119 du conseil municipal de la commune de Meyreuil du 12 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure engagée par délibération du conseil municipal du 12 décembre 2017 ;
- La délibération n° URB 013-3571/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune en date du 12 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Le présent bilan de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée.
- L'absence d'observation.

Délibère

Article Unique:

Est approuvée la modification simplifiée n° 4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyreuil, telle qu'annexée à la présente.

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :

- affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en mairie de Meyreuil,
- mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 228

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Peynier - Modification n°1 – Engagement

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan local d'Urbanisme de la commune de Peynier a fait l'objet d'une révision générale approuvée par délibération du 21 mars 2017 et d'une modification simplifiée n°1 approuvée par délibération en date du 27 décembre 2018.

Par courrier de la commune de Peynier du 13 avril 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter du Président l'engagement d'une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné afin de notamment :

- Corriger des erreurs techniques (recalage des espaces boisés classés, réaffichage et modification d'emplacements réservés au bénéfice du Département ou de la commune).
- Modifier des polygones d'implantation du Domaine des Michels.
- Ajouter des Emplacements Verts Protégés (EVP).

Les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de modification conformément aux dispositions des articles L.153-36 et suivants.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE)
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Peynier du 13 avril 2018 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification du PLU ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Peynier en vigueur.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la commune de Peynier a sollicité l'engagement d'une procédure de modification du PLU pour permettre notamment de corriger des erreurs techniques (recalage des espaces boisés classés, réaffichage et modification d'emplacements réservés au bénéfice du Département ou de la commune), modifier des polygones d'implantation du Domaine des Michels, et ajouter des Emplacements Verts Protégés (EVP).
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de modification.

Délibère

Article unique :

Est sollicité du Président de la Métropole l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Peynier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 229

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès - Modification n°2 - Engagement

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan local d'Urbanisme de la commune de Cabriès a été approuvé par délibération du 23 mars 2017.

Par courrier de la commune de Cabriès du 20 avril 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter du Président, l'engagement d'une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné afin de notamment :

- ouvrir à l'urbanisation le secteur de Lagremeuse pour la réalisation notamment d'équipements tels que le centre de secours du service départemental d'incendie et de secours,
- ouvrir à l'urbanisation la parcelle cadastrée section BV n°2 en vue de la réalisation de la halle des producteurs et classée actuellement en zone 2AUzs.

Les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de modification conformément aux dispositions des articles L.153-36 et suivants.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE)
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Cabriès du 20/04/2018 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification du PLU ;

- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès en vigueur.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que la commune de Cabriès a sollicité l'engagement d'une procédure de modification du PLU pour permettre notamment d'ouvrir à l'urbanisation le secteur de Lagremeuse pour la réalisation entre autres d'équipements tels que le centre de secours du service départemental d'incendie et de secours ainsi que la parcelle cadastrée section BV n°2 en vue de la réalisation de la halle des producteurs actuellement classée en 2AUzs.
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de modification.

Délibère

Article unique :

Est sollicité du Président de la Métropole l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 230

AVIS - Approbation des conditions de transfert de l'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain "Projet Urbain Partenarial du Secteur des Bords de l'Etang-Quartier du Lion" sur la commune de Vitrolles

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis sa création au 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme », en vertu de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Ce même article précise que l'intérêt métropolitain doit être défini au plus tard deux ans après la création de la métropole, soit au 1er janvier 2018 pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, à défaut, la Métropole exerce l'intégralité des compétences soumises à la définition de l'intérêt métropolitain.

La délibération du Conseil Métropolitain référencée « URB 023-2781/17/CM » du 19 octobre 2017 a défini les critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement. Au vu de ces critères, cette même délibération a reconnu d'intérêt métropolitain des projets et opérations d'aménagement ; ainsi, en accord avec la commune de Vitrolles, l'opération d'aménagement du Projet Urbain du Secteur des Bords de l'Etang/Quartier du Lion a été déclarée d'intérêt métropolitain.

Il convient donc de dresser le bilan patrimonial et financier de l'opération afin de fixer les conditions matérielles dans lesquelles s'effectuera le transfert effectif de l'opération ainsi que le périmètre et la date du transfert de charges, de produits et de responsabilités qui en découlent. Une délibération concordante de la Commune de Vitrolles sera prise pour acter ces conditions.

I. Présentation de l'opération

Le PLU de la commune approuvé 28 novembre 2013 définit une Orientation d'Aménagement et de Programmation sur le secteur « Les Bords de l'Etang / quartier du Lion » intitulé « l'OAP des Salins ».

Ce terrain entièrement minéralisé de 74 000 m², était anciennement occupé par des hangars constituant les anciens entrepôts de l'aéroport.

Ce secteur contraint par son positionnement (déconnecté de son environnement, accès peu sécurisé) présente cependant des enjeux de requalification urbaine. L'objectif étant de réaliser un quartier mixte permettant de compléter le quartier des Bords de l'Etang,

L'OAP définit les éléments de programmation suivants :

- Production de logement collectif intégrant une certaine diversité en termes de typologies et de formes urbaines favorisant la mixité sociale et intergénérationnelle ;

- Production d'équipements publics – un groupe scolaire – ;
- Développement de surfaces commerciales ;
- Aménager un axe de desserte permettant de desservir de manière sécurisée le quartier des Bords de l'Etang ;
- Développement d'activités économiques types services, tertiaires ...

Ainsi, et dans le respect des principes programmatiques de l'OAP, l'opération d'aménagement du secteur des Bords de l'Etang/Quartier du Lion, située sur la parcelle cadastrée BE n°284 à Vitrolles prévoit la réalisation d'un programme de construction comprenant environ 500 logements collectifs, des commerces et des activités économiques.

Pour accompagner le programme de construction, un programme des équipements publics a été défini. Il prévoit :

- la réalisation de la voirie primaire et de ses réseaux,
- la réalisation d'un carrefour d'accès sur la route départementale,
- l'aménagement d'une promenade belvédère,
- l'aménagement du chemin des oiseaux,
- un groupe scolaire et le financement de berceaux.

Pour financer les équipements publics nécessaires à la mise en œuvre du projet, la commune a instauré un périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) sur le périmètre annexé à la délibération et signé des conventions de PUP avec la société SNC CODEDIM PROVENCE le 3 juillet 2015 (pour la 1^{er} tranche) et le 15 décembre (pour la 3^{ème} tranche) et avec la Société SNC Provence Etoile (2^{ème} tranche) le 14 décembre 2017.

La Commune de Vitrolles a confié la réalisation des travaux de VRD et d'aménagement des espaces publics à la SPLA du Pays d'Aix par convention notifiée le 30 décembre 2015. Le démarrage des travaux est prévu en octobre 2018.

L'intérêt métropolitain de l'opération confère à la métropole la maîtrise d'ouvrage des travaux de VRD et d'aménagement des espaces publics à l'intérieur du périmètre transféré. Cependant, la Commune reste le maître d'ouvrage du groupe scolaire et des berceaux, par ailleurs dimensionné au-delà des besoins générés par le projet. La Métropole se substitue à la commune dans les contrats et conventions liées au PUP et percevra les participations afférentes aux équipements dont elle a la maîtrise d'ouvrage. Les participations du PUP liées à la réalisation du groupe scolaire seront affectées à la Commune.

II. Bilan Financier

Le coût total de l'opération arrêté sur l'annexe financière du PUP s'élève à 13 700 409€ HT.

La participation prévisionnelle de l'opérateur définit dans la convention de PUP s'élève à 6 823 929 €,

dont 1 175 608 € d'apport en nature, et 5 648 320,73 € en numéraire calculée sur la base du montant estimatif des travaux, soit 123,06 € HT par m² de surface de plancher autorisé.

Ainsi, le reste à charge prévisionnel pour les collectivités s'élève à 6 876 480€.

Le programme des équipements publics comprend :

- Des travaux liés à l'aménagement de voirie (maîtrise d'ouvrage métropole)
 - Aménagement du carrefour d'accès sur la RD
 - Création d'une voie de desserte primaire de 492ml
 - Création d'une promenade belvédère de 745ml
 - Création d'espaces verts sur la promenade

- Création d'une placette
- Extension voie primaire pour raccordement sur chemin des oiseaux 110ml

- Des travaux liés à la desserte en réseau : eau potable, eaux usées, assainissement, ERDF (maîtrise d'ouvrage métropole)

- La construction d'un groupe scolaire et le développement de berceaux (maîtrise d'ouvrage ville)

La répartition entre la Métropole et la commune de Vitrolles des dépenses prévisionnelles du PUP et des recettes prévisionnelles affectées conformément au contrat de PUP en vigueur est la suivante :

	METROPOLE		VILLE		TOTAL GENERAL	
	Dépenses métropole HT	Recettes métropole HT	Dépenses Ville HT	Recettes ville HT	Dépenses HT	Recettes HT
1-VRD et AMENAGEMENT ESPACES PUBLICS	4 593 276	3 553 873			4 593 276	3 553 873
2- EQUIPEMENTS PUBLICS DE SUPERSTRUCTURE			7 300 000	2 400 000	7 300 000	2 400 000
3- ACQUISITION FONCIERE			1 255 537	518 915	1 255 537	518 915
4-FRAIS DIVERS (MOD; Frais financiers, ...)	339 096	229 779	212 500	121 361	551 596	351 140
TOTAL GENERAL DU PUP DES BORDS DE L'ETANG	4 932 372	3 783 652	8 768 037	3 040 276	13 700 409	6 823 928

Les dépenses engagées par la commune à la date du transfert

La commune a versé un montant de 225 000 € TTC à la SPLA du Pays d'Aix. Ce montant correspond à l'avance octroyée dans le cadre de la convention qui leur a été confiée pour la réalisation des travaux.

La commune a également confié une prestation de référencement de réseaux avant travaux sur la RD20 dans le cadre du PUP et s'est ainsi acquittée d'une facture d'un montant de 3 780€ TTC.

A l'arrêt des comptes, le montant des dépenses de la Commune relatives à l'opération est de 228 780€ TTC. La métropole prendra à sa charge ces dépenses en remboursant ce montant à la ville de Vitrolles, les recettes du PUP affectées à ces dépenses étant perçues par la Métropole.

Les recettes perçues par la commune à la date du transfert

La commune de Vitrolles a délivré plusieurs permis de construire aux opérateurs et à ce titre a commencé à percevoir des participations au titre de la convention de PUP.

A l'arrêt des comptes, la commune a perçu un montant de 2 626 838,76 €.

La commune a également reçu la participation en nature pour le foncier évalué à 1 175 608€ HT par

acte notarié. La commune conserve cet apport en nature (terrain d'assiette du groupe scolaire).

Conclusion du bilan financier

La commune ayant déjà :

- perçu un montant de 3 802 446,76€ de participations en nature et en numéraire au titre du PUP
- dépensé un montant de 228 780€ TTC

La Métropole est donc redevable à la Commune de 228 780€ TTC. Le remboursement sera effectué au plus tard le 30 septembre 2018.

La ville ayant perçu plus de participations que ce qui est prévu dans la répartition, un remboursement d'un montant de 762 170€ sera versé par la Ville à la Métropole au plus tard le 30 septembre 2018.

Une autorisation de programme sera créée par délibération sur le BPMF Aménagement du Conseil de territoire du Pays d'Aix d'un montant de 5 640 000 euros en dépenses et d'un montant de 3 500 000 euros en recettes pour les dépenses à réaliser sur le budget général de la collectivité. Les dépenses et recettes en matière d'eau seront inscrites pour un montant équivalent de 70.000 € HT sur le budget annexe correspondant, le contrat de PUP prévoyant un financement à 100% de ces dépenses. De manière identique, les dépenses et recettes en matière d'assainissement seront inscrites pour un montant équivalent de 230.000 €

HT sur le budget annexe correspondant, le contrat de PUP prévoyant un financement à 100% de ces dépenses.

III. Le bilan patrimonial

La convention PUP prévoit un apport en nature du foncier par l'opérateur correspondant à l'assiette de la voirie et au foncier nécessaire à la construction de l'école. Cet apport a été valorisé à 1 175 608€ HT. Le transfert de propriété à la commune de Vitrolles est entériné par acte authentique.

Au vu du planning prévisionnel des travaux, les travaux voirie devraient être finalisés avant le transfert de la Voirie à la Métropole, la voirie sera remise à la commune.

En conséquence de quoi, il n'y aura pas de foncier à transférer dans le cadre de l'opération d'aménagement du secteur des Bords de l'étang Quartier du Lion à Vitrolles.

IV. Les marchés et contrat en cours

Au titre de l'article L5217-5 du CGCT, la Métropole est substituée de plein droit pour l'exercice des compétences transférées, aux communes membres [...], dans l'ensemble des droits et obligations attachés aux biens mis à disposition [...] ainsi que pour toutes leurs délibérations et tous leurs actes. Le transfert de l'opération entraîne de droit le fait que les contrats soient transférés et exécutés dans les conditions antérieures.

En l'espèce, la Métropole devient titulaire à la date du transfert :

- du contrat de PUP et des conventions signées
 - o avec la société SNC CODEDIM PROVENCE le 3 juillet 2015 et une deuxième intervenue le 15 décembre 2017 (correspondant aux tranches 1 et 3 du PUP)
 - o Avec la société SNC Provence Etoile (représentée par la SNC Cogédim Provence) le 14 décembre 2017 (tranche 2 du PUP)

La Métropole fera le nécessaire auprès de SNC COGEDIM pour percevoir le versement du solde de la participation prévisionnelle d'un montant de 3 021 481€.

Un protocole d'accord sera conclu entre la Commune et la Métropole pour fixer les conditions de mise en œuvre du programme des équipements publics prévus dans le PUP.

- de la convention signée avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la réalisation des travaux de VRD et d'aménagement des espaces publics de l'opération des Bords de l'Etang, notifiée à la SPLA le 30 décembre 2015. La Métropole devra verser à la SPLA,

sur justification, le solde de la convention à l'issue du transfert.

De plus, un avenant tri-partite sera conclu avec la SPLA pour acter de ce transfert et organiser les conditions de suivi du chantier et la réception des ouvrages.

V. Les contentieux en cours

Il n'y a pas de contentieux en cours sur cette opération.

Ainsi, il convient d'acter les modalités financières et patrimoniales du transfert de l'opération « PUP secteur des Bords de l'Etang – Quartier du Lion » sur la commune de Vitrolles. Les flux financiers interviendront dans le strict respect des obligations en matière de TVA tant du point de la Commune que de celui de la Métropole.

Par ailleurs afin d'établir et fixer les engagements respectifs de la commune de Vitrolles et de la Métropole et les modalités partenariales pour la mise en œuvre et le suivi de l'opération d'aménagement, il a été convenu de signer un protocole d'accord annexé à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération cadre relative à l'intérêt métropolitain n° MET 17/3162/CM du 30 mars 2017
- La délibération relative à la définition de l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme n° MET 17/4627/CM du 19 octobre 2017.

Où il est rapporté ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la Métropole a défini les critères de l'intérêt Métropolitain ;
- Que l'opération répond à des enjeux structurants mettant en œuvre des orientations métropolitaines notamment en

matière d'aménagement, d'équilibre social de l'habitat et de politique de la ville ;

- Que l'opération prend en compte dans la définition des enjeux et des objectifs de programmation l'articulation habitat-transport et la mise en œuvre de démarches environnementales ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé, en accord avec la commune de Vitrolles, le transfert de l'opération d'aménagement « PUP secteurs des Bords de l'Etang » à la Métropole dont le périmètre figure en annexe de la présente.

Article 2 :

Est acté le transfert effectif de cette opération à compter de la date la plus tardive du retour du contrôle de légalité des délibérations de la Commune et de la Métropole.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le protocole d'accord entre la Métropole et la Commune formalisant les engagements des parties pour la mise en œuvre du PUP secteurs des Bords de l'Etang à Vitrolles.

Article 4 :

Est approuvé le remboursement à la commune de Vitrolles par la Métropole d'un montant de 228 780 € au plus tard le 30 septembre 2018.

Article 5 :

Est pris acte de l'engagement à venir de la commune de Vitrolles consistant à rembourser au plus tard au 30 septembre 2018 à la Métropole un montant de 762 170€.

Article 6 :

Les crédits de paiement nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole 2018 (BPMF Aménagement du CT du Pays d'Aix) les crédits de paiement nécessaires :

- en dépense, nature 238 pour un montant de 1 105 000 €
- en recette, nature 1348 pour un montant de 1 191 000 €

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 231

AVIS - Approbation de l'avenant n°2 avec la Ville de Vitrolles et la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la réalisation de l'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain "Projet Urbain Partenarial du Secteur des Bords de l'Etang/Quartier du Lion" sur la commune de Vitrolles

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis sa création au 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence exerce la compétence « définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme », en vertu de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Ce même article précise que l'intérêt métropolitain doit être défini au plus tard deux ans après la création de la métropole, soit au 1er janvier 2018 pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, à défaut, la Métropole exerce l'intégralité des compétences soumises à la définition de l'intérêt métropolitain.

La délibération du Conseil Métropolitain référencée « URB 023-2781/17/CM » du 19 octobre 2017 a défini les critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement. Au vu de ces critères, cette même délibération a reconnu d'intérêt métropolitain des projets et opérations d'aménagement ; ainsi, en accord avec la commune de Vitrolles, l'opération d'aménagement du Projet Urbain du Secteur des Bords de l'Etang/Quartier du Lion a été déclarée d'intérêt métropolitain.

L'opération d'aménagement du secteur des Bords de l'Etang/Quartier du Lion, située sur la parcelle cadastrée BE n°284 à Vitrolles prévoit la réalisation d'un programme de construction comprenant environ 500 logements collectifs, des commerces et des activités économiques.

Pour accompagner le programme de construction, un programme des équipements publics a été défini.

Il prévoit :

- la réalisation de la voirie primaire et de ses réseaux,
- la réalisation d'un carrefour d'accès sur la route départementale,

- l'aménagement d'une promenade belvédère,
- l'aménagement du chemin des oiseaux,
- un groupe scolaire et le financement de berceaux.

La Commune de Vitrolles a confié la réalisation des travaux de VRD et d'aménagement des espaces publics à la SPLA du Pays d'Aix par convention notifiée le 30 décembre 2015. Le démarrage des travaux est prévu en octobre 2018.

Les modalités du transfert de cette opération font l'objet de délibérations concordantes de la Commune et de la Métropole et fixe la date de transfert effective de la Maîtrise d'ouvrage de cette opération à la Métropole.

Cependant, la Commune est jusqu'au 31 décembre 2019 compétente en matière de voirie, et se verra remettre les ouvrages liés à la voirie réalisés dans le cadre cette convention

Il convient donc dans ce contexte de signer un avenant n°2 tripartite à la convention afin d'acter le transfert de Maîtrise d'ouvrage de cette opération à la Métropole et de conforter le rôle la Ville de Vitrolles dans la convention en tant que futur gestionnaire des ouvrages voiries.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole au Conseil de Territoire ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix le 21 juin 2018 ;
- La délibération cadre relative à l'intérêt métropolitain n° MET 17/3162/CM du 30 mars 2017 ;
- La délibération relative à la définition de l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme n° MET 17/4627/CM du 19 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,
Considérant**

- Que le transfert de l'opération d'aménagement Projet urbain partenarial du secteur des Bords de l'Etang/ Quartier

du Lion » à Vitrolles induit un transfert de maîtrise d'ouvrage de l'opération

- Que la ville de Vitrolles et la SPLA Pays d'Aix Territoire ont signé une convention pour la réalisation de l'opération d'aménagement « Quartier du Lion/ secteurs des Bords de l'Etang » à Vitrolles
- Qu'au vu de ses compétences de la ville de Vitrolles est amenée à co-piloter la mise en œuvre de la dite convention

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la réalisation de l'opération d'aménagement « Quartier du Lion/ secteurs des Bords de l'Etang » à Vitrolles.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 232

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pertuis - Modification n°2 - Délibération motivée d'ouverture à l'urbanisation

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et

de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Par délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2015, la Ville de Pertuis a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU). Le PLU a fait l'objet d'une première modification approuvée le 04 juillet 2017.

Par délibération du 5 décembre 2017, le Conseil Municipal de Pertuis a engagé une procédure de modification n°2 de son PLU.

Par délibération du 5 décembre 2017, la commune de Pertuis a autorisé la Métropole à poursuivre et achever la procédure de modification n°2 du PLU qu'elle avait préalablement engagée.

Par délibération du 15 février 2018, la Métropole a acté la reprise de cette procédure.

Pertuis, en tant que principal pôle urbain du Val de Durance, à proximité immédiate du Centre d'Études Atomiques (CEA) de Cadarache et du projet ITER, occupe une place stratégique dans le développement économique de la partie Nord de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le PLU comprend une zone A Urbaniser différée à vocation d'activités économiques, désignée AUE, s'inscrivant dans la continuité de la zone d'activités existante (zone UE du PLU). Cette zone AUE, d'une superficie totale de 99,34 hectares, est scindée en deux secteurs, l'un à l'Ouest et au Sud de la zone d'activités existante, l'autre à l'Est (cf. figure 1 en annexe).

Le secteur AUE d'extension Est de la zone d'activités s'inscrit entre la zone d'activités existante et la plaine agricole de Pertuis. Il couvre une superficie d'environ 29 hectares.

Plusieurs entreprises sont présentes au sein de la zone UE, en limite Nord de la zone AUE d'extension Est de la zone d'activités. Parmi elles, la société Eurodia, spécialisée dans la fourniture de solutions process adaptées aux spécificités de diverses industries (industrie laitière et fromagère, industrie vinicole, industrie sucrière et amidonnière, chimie verte), porte en partenariat avec l'entreprise Fujifilm un important projet de développement de membranes de filtrations innovantes. Dans le cadre de leurs programmes d'innovation et de développement, la société Eurodia est aujourd'hui à la recherche d'espace disponible proche de leurs

ateliers, dont elle doit rapidement augmenter la capacité de fabrication.

Dans ce contexte, la société Eurodia s'est notamment rapprochée d'un propriétaire foncier limitrophe de leur site d'implantation actuel en vue de pouvoir procéder le plus rapidement possible à l'extension de leur surface d'ateliers. Un accord a été trouvé entre la société Eurodia et ce propriétaire foncier pour permettre la réalisation de ce projet d'extension.

Toutefois, le terrain dudit propriétaire foncier est inclus dans la zone AUE du PLU de Pertuis, dont le règlement dispose qu'elle « correspond à une zone à urbaniser à vocation d'activités économiques insuffisamment équipée dont l'ouverture à l'urbanisation est soumise à modification ou révision du PLU ».

À l'image de nombreuses communes du territoire métropolitain, Pertuis présente depuis plusieurs années un déficit chronique de foncier à vocation d'activités économiques immédiatement disponible. En effet, la quasi-totalité des terrains des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) « Saint-Martin » et « Terre du Fort » constituant la zone d'activité existante de la plaine de Pertuis, sont déjà bâtis. D'autres terrains, non bâtis, situés en zone potentiellement constructible du PLU (zone UE), sont actuellement gelés par l'application du Plan de Prévention des Risques inondations de la Durance. Ainsi, l'offre locale en terrains à vocation économique et immédiatement constructibles, est très faible, voire inexistante.

Aussi, afin de permettre la faisabilité du projet d'extension de l'entreprise Eurodia, et parallèlement de « libérer » un peu de foncier constructible à destination d'accueil de nouvelles activités économiques, il convient aujourd'hui d'ouvrir à l'urbanisation une partie de la zone AUE du PLU.

L'ouverture à l'urbanisation envisagée s'étend sur une superficie d'environ 1,4 hectare ; elle aboutit à un reclassement de plusieurs parcelles de zone AUE en zone UE (cf. figure 2 en annexe). À noter que les terrains concernés sont immédiatement desservis ou très proches de l'ensemble des réseaux techniques (eau potable, assainissement collectif, électricité...). Pour certains d'entre eux artificialisés en tout ou partie, les terrains compris dans le périmètre d'extension de la zone constructible n'ont d'ores et déjà plus de vocation agricole.

Cette ouverture à l'urbanisation entre dans le cadre de la procédure de modification n°2 du PLU de Pertuis, engagée par délibération du Conseil Municipal du 5 décembre 2017 et transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence le 1^{er} janvier 2018. Le présent rapport est donc sans incidence financière particulière pour la collectivité délibérante.

Conformément à l'article L.153-38 du Code de l'Urbanisme, cette ouverture à l'urbanisation doit faire l'objet d'une « délibération motivée de l'organe délibérant de l'établissement public compétent » justifiant « l'utilité de cette ouverture au regard des

capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n° 17 DU 387 du conseil municipal de Pertuis du 5 décembre 2017 engageant la procédure de modification n°2 du PLU et donnant son accord pour la poursuite par la Métropole Aix Marseille Provence de la procédure engagée par délibération du conseil municipal du 5 décembre 2017 ;
- La délibération n° URB 011-3569/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune en date du 13 décembre 2017 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Aménagement de l'espace et Mobilité du 19 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La rareté de foncier à vocation d'activité économique immédiatement disponible sur Pertuis compte tenu du PLU en vigueur et des différentes contraintes s'imposant au territoire communal (risques naturels, desserte par les réseaux techniques, zones de protection environnementale...).
- Les besoins des entreprises locales déjà implantées dans la zone d'activités économiques de la plaine de Durance et d'autres entreprises en recherche de foncier pour leur développement.
- L'opportunité d'étendre la zone constructible à vocation d'activités économiques à l'Est de la zone d'activités existante, dans un secteur moyennement contraint par le Plan de Prévention des Risques inondations de la Durance, disposant d'un raccordement aisé aux réseaux techniques et ne présentant pas d'enjeux agricoles majeurs.

Délibère

Article 1 :

Compte tenu de la situation de la Ville de Pertuis en matière d'offre et de demande de foncier constructible à vocation d'activités économiques (rareté de l'offre, importance de la demande), l'utilité d'une ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone AUE en zone UE du PLU est justifiée.

Article 2 :

Au regard des caractéristiques des terrains concernés par l'ouverture à l'urbanisation (desserte par les réseaux, occupation du sol, inondabilité...), la faisabilité opérationnelle de projets d'implantation d'activités économiques au sein du périmètre ouvert à l'urbanisation est actée.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ressources – Finances

2018 CT2 233

Approbation de la prolongation du reversement aux communes de la taxe d'aménagement pour les autorisations d'urbanismes délivrées après le 1er janvier 2018

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application du Code général des collectivités territoriales, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence perçoit la taxe d'aménagement depuis le 1^{er} janvier 2016.

Cependant, la loi NOTRe du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République a prévu pour la Métropole d'Aix-Marseille Provence un transfert progressif des compétences communales dont l'exercice est financé, en particulier, par le produit de la taxe d'aménagement.

L'article L.331-2 du code de l'urbanisme prévoit la possibilité pour la Métropole de reverser le produit de la taxe d'aménagement aux communes, compte tenu de la charge des équipements publics relevant de leurs compétences, notamment, la voirie, les espaces publics, les crèches, les écoles primaires et les autres équipements publics de proximité.

Du fait de ce transfert progressif de compétences, le pacte de gouvernance financier et fiscal approuvé le 30 juin 2016 a prévu que « La taxe d'aménagement perçue en vue de financer les actions et opérations contribuant à la réalisation des objectifs définis à l'article L.121-1 du code de l'urbanisme, c'est-à-dire contribuer au financement des équipements publics, **est reversée a minima jusqu'au 1^{er} janvier 2018 et au-delà jusqu'à échéance des sommes dues au titre des années précédentes, aux communes compétentes dès la réception de la notification du versement**».

Les services de la Métropole ont mis en œuvre cette prescription du pacte et effectuent les reversements de taxe d'aménagement pour chaque commune, sur la base des relevés transmis par les services de l'Etat.

Suite à l'adoption de la loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain, le transfert des compétences en matière de création et d'aménagement de voirie et d'espaces publics ne sera réalisé qu'à partir du 1^{er} janvier 2020.

Nonobstant les transferts de compétences intervenus au 1^{er} janvier 2018, les communes vont continuer à supporter les charges d'équipement qui sont financées par le produit de la taxe d'aménagement.

En conséquence, les communes doivent continuer à bénéficier de la perception de **l'intégralité du produit de la taxe d'aménagement correspondante aux autorisations d'urbanisme délivrées à partir de 2018 et les années suivantes.**

A partir de 2020, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sera compétente sur l'ensemble de son territoire en matière de voirie et d'espaces publics. Ce n'est qu'à partir de cette date que la charge de ces équipements publics éligibles à la taxe d'aménagement pourra être répartie entre la Métropole et les communes. Un travail associant Métropole et communes devra être mené pour déterminer la répartition du produit de la taxe d'aménagement.

Telles sont les raisons pour lesquelles le Conseil de territoire du Pays d'Aix demande à la Métropole d'Aix-Marseille Provence d'approuver une prolongation du reversement de la totalité du produit de la taxe d'aménagement aux communes concernées pour les autorisations d'urbanisme délivrées à partir de l'année 2018 et les années suivantes, selon le même dispositif adopté à l'occasion du pacte de gouvernance financier et fiscal approuvé le 30 juin 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain et notamment son article 76 modifiant l'article L5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a demandé à la Métropole Aix-Marseille-Provence par délibération en date du 15 mai 2018, d'approuver une prolongation du reversement de la totalité du produit de la taxe d'aménagement aux communes concernées pour les autorisations d'urbanisme délivrées à partir de l'année 2018 et les années suivantes, selon le même dispositif adopté à l'occasion du pacte de gouvernance financier et fiscal approuvé le 30 juin 2016. A partir de 2020, un travail associant Métropole et communes devra être mené pour déterminer la répartition du produit de la taxe d'aménagement.

Article 2 :

Le Président du Conseil de Métropole n'a, ni accusé réception de cette délibération, ni répondu à la demande et par conséquent, n'a pas souhaité inscrire cette proposition à l'ordre du jour du Conseil de Métropole. Le conseil de territoire du Pays d'Aix rappelle que la CLETC a l'obligation de chiffrer à l'euro près, les charges qui entraînent un montant d'Attribution de Compensation pour les communes. Le même mécanisme devrait être appliqué pour retenir une partie du produit de la taxe d'aménagement sur les communes, alors même que cette taxe sert aux communes à aménager des infrastructures de service public. D'autre part, la Métropole propose de retenir une part majoritaire de cette taxe d'aménagement au motif qu'elle doit servir à financer une partie des aménagements passés sous compétence métropolitaine. Au nom du parallélisme des formes avec la CLETC, le Conseil de Territoire s'oppose formellement à ce que les communes soient ponctionnées d'une partie du produit de cette taxe avant qu'une évaluation rigoureuse permette de chiffrer avec précision les aménagements relevant de compétences métropolitaines et ceux qui relèvent des compétences communales.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Aménagement du territoire - Déplacements, mobilité, transports et infrastructures

2018 CT2 234

Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public pour l'exploitation du réseau de transport de voyageurs Aix en Bus

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération N°2011A121, le Conseil de Communauté du 13 juillet 2011 a approuvé le choix de l'entreprise KEOLIS, le contrat de Délégation de Service Public et ses annexes, relatifs à l'exploitation du service public de transport urbain de voyageurs du Réseau Aix en Bus pour une durée de huit ans.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen du rapport d'activité 2017 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains, dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°2011A121 du Conseil de Communauté du 13 juillet 2011 approuvant le choix de l'entreprise KEOLIS, le contrat de Délégation de Service Public et ses

annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;

- La délibération N°2012A092 du Conseil de Communauté du 12 juillet 2012 de présentation du rapport annuel 2011 du délégataire;
- La délibération N°2012A094 du Conseil de Communauté du 12 juillet 2012 approuvant l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- La délibération N°2013A048 du Conseil de Communauté du 28 mars 2013 approuvant l'avenant n°2 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- La délibération N°2014A179 du Conseil de Communauté du 10 octobre 2013 approuvant l'avenant n°3 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- La délibération N°2013A178 du Conseil de Communauté du 10 octobre 2013 approuvant le protocole transactionnel relatif au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- La délibération N°2014A148 du Conseil de Communauté du 3 juillet 2014 approuvant l'avenant n°4 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- La délibération N°2015A009 du Conseil de Communauté du 19 février 2015 approuvant l'avenant n°5 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- La délibération N°2015A138 du Conseil de Communauté du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n°6 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- La délibération N°TRA006-602/16/CM du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016 approuvant l'avenant n°7 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- La délibération N°TRA015-2071/17/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2017 approuvant l'avenant n°8 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- La délibération N°TRA009-2748/17/CM du 19 octobre 2017 approuvant l'avenant n°9 au contrat de Délégation de Service Public

et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;

- La délibération N° TRA 010-3634/18/CM du 22 mars 2018 approuvant l'avenant n°10 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2017 jointe en annexe ;
- Le Procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 15 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2017 a été remis par la Société Keolis Pays d'Aix

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2017, remis par la Société Keolis Pays d'Aix.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2018 CT2 235

Approbation des tarifs des abonnements scolaires applicables à partir de l'année scolaire 2018-2019

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération du 15 décembre 2016 le transfert de compétence de transport interurbain du Département des Bouches-du-Rhône, à compter du 1er janvier 2017.

La Métropole devient donc sur son ressort territorial Autorité Organisatrice de la mobilité et à ce titre organise les services de transport suivants :

- Transport routier de personnes non urbain ;
- Transport routier de personnes, urbain au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L1231-2 du Code des Transports et dans les conditions réglées par son décret ;
- Transport scolaire au titre de l'article L311-8 du Code des Transports.

A ce dernier titre, 85 000 élèves sont pris en charge par la Métropole et ses prestataires.

Cette unification des transports scolaires sous l'autorité de la Métropole met en relief une tarification complexe et très hétérogène sur l'ensemble de son territoire.

Afin de la simplifier, de l'harmoniser et la rendre plus juste sans pour autant mettre en péril le financement des transports métropolitains, la création d'un véritable pass scolaire est proposée, fondée sur deux tarifs cibles **annuels** :

- Un tarif à 220 euros pour les élèves circulant sur le réseau RTM (Marseille, Allauch, Plan de Cuques, Septèmes-les-Vallons) mais aussi sur tous les réseaux de transports publics du territoire métropolitain
- Un tarif à 60 euros pour les élèves circulant sur tous les réseaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence (hors réseau RTM historique)

Ces deux abonnements annuels seront proposés à tous les enfants et adolescents résidant sur le territoire métropolitain et scolarisés dans les établissements primaires et secondaires sans aucune restriction d'usage ni de distance entre le domicile et l'établissement où l'élève est scolarisé.

Plus que de simples titres scolaires, ces pass constituent de véritables titres de libre circulation sur les réseaux Métropolitains, valables toute l'année (vacances scolaires comprises) et sur toutes les lignes. Cela encouragera une fréquentation accrue des transports publics. La distinction entre la zone couverte par le réseau RTM historique et le reste de la Métropole se justifie par la densité bien plus élevée des services de transports qui y sont proposés.

Afin de faciliter l'accès aux transports pour les plus défavorisés, il est prévu 2 types de réduction :

- 50% pour les élèves boursiers, ou bénéficiaires de la CMU C
- 20% pour les élèves issus de familles nombreuses (3 enfants et plus)

Le montant des indemnités kilométriques versées aux familles qui ne peuvent utiliser un transport collectif restera fixé à 0,12 euro par kilomètre. Le remplacement de la carte pour perte et vol (duplicata) est fixé à 10€.

Cette harmonisation a également comme objectif de préserver le niveau actuel des recettes de transports scolaires pour maintenir, voire développer l'offre de service dans le cadre d'un budget annexe des transports de la Métropole maîtrisé.

Il faut à cet égard rappeler que les recettes issues de ces abonnements ne couvrent à ce jour qu'une faible partie des dépenses réalisées par la Métropole pour le transport des élèves vers les établissements scolaires.

Néanmoins, compte tenu des augmentations sensibles que devront notamment financer certaines familles qui aujourd'hui payent la carte scolaire 10€ ou moins, il est proposé une mise en œuvre d'un tarif qui convergerait sur les 4 prochaines années. Un tarif qui sera progressif pour les abonnements actuels entre 10 et 60 € et dégressif pour les abonnements actuels entre 60 et 170 €. Cf tableau ci-dessous

ABONNEMENT 2017	ABONNEMENT 2018	ABONNEMENT 2019	ABONNEMENT 2020	ABONNEMENT 2021
0,00€	20,00	30,00	45,00	60,00
10,00€	20,00	30,00	45,00	60,00
50,00€	60,00	60,00	60,00	60,00
103,00€	92,00	81,00	70,00	60,00
170,00€	140,00	110,00	80,00	60,00
<u>Combiné RTM & interurbain / 90€</u>	<u>115,00</u>	<u>150,00</u>	<u>185,00</u>	<u>220,00</u>
<u>RTM /220€</u>	<u>220,00</u>	<u>220,00</u>	<u>220,00</u>	<u>220,00</u>

** Ce tableau porte sur la base du plein tarif, le pourcentage selon le type de réduction s'appliquera sur le montant progressif.*

Tant que la gratuité est en vigueur sur les communes du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, elle s'applique pour les élèves circulant à l'intérieur de cette zone. Néanmoins, les nouveaux tarifs s'appliqueront pour ceux qui se déplaceront dans la Métropole à l'extérieur de ce périmètre.

Les communes qui le souhaitent pourront prendre en charge en tout ou partie le coût des abonnements des élèves de leur ressort. Cette prise en charge est organisée par la convention approuvée le 22 Mars 2018, en Conseil Métropolitain.

De plus, les Conseils de Territoires qui délibéreront en ce sens pourront prendre en charge en tout ou partie le coût des abonnements des habitants de leur ressort territorial. Les montants correspondants seront ainsi soustraits de la dotation du Budget Général Métropolitain aux Etats Spéciaux des Territoires (E.S.T.) concernés et ajoutés à la participation d'équilibre du Budget Général vers le Budget Annexe Transports.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports et notamment l'article L311-8
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant

- Que la tarification scolaire actuelle héritée du passé est diverse et très hétérogène.
- Que sa complexité la rend peu lisible pour une grande partie des familles et particulièrement inéquitable.
- Qu'il est souhaitable d'encourager un usage plus large et plus fréquent des transports publics par les jeunes usagers
- Qu'il est convenu donc d'harmoniser et de simplifier cette tarification à partir de la rentrée scolaire 2018 en créant un

abonnement progressif ou dégressif annuel convergent vers 60€ valable en dehors du réseau RTM et un à 220€ valable sur tous les réseaux de transport de la responsabilité de la Métropole

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les tarifs des abonnements scolaires applicables pour l'année 2018 et suivantes

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2018 et suivants de la Métropole : Section de Fonctionnement en recettes : Nature 7061 – en Dépenses : Nature 611 – Sous-Politique C260.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2018 CT2 236

AVIS - Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Ingerop - Horizon Conseil - Gautier + Conquet & Associés - Ginger CEBTP concernant le marché relatif à la mission de maîtrise d'œuvre pour le projet de création du BHNS d'Aix-en-Provence - L'Aixpress

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et le parc relais du Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Le marché n°2015M083 relatif à la maîtrise d'œuvre des études et du suivi de la réalisation de l'opération de BHNS d'Aix-en-Provence, a été notifié au groupement d'entreprises constitué des sociétés Ingerop – Horizon Conseil – Gautier + Conquet & Associés – Ginger CEBTP en date du 21 décembre 2015, pour un montant forfaitaire provisoire de 2 749 145.00 euros HT (dont 1 102 515.00 euros HT au titre de la tranche ferme et 1 646 630.00 euros HT au titre des tranches conditionnelles).

Un premier avenant a été notifié le 1er août 2016 au groupement. Cet avenant n°1, sans incidence financière sur le contrat, a confirmé le coût d'objectif de l'opération fixé à 54 970 000.00 € HT.

Un avenant n°2 est en cours de notification avec le groupement de maîtrise d'œuvre. Cet avenant n°2 à venir prend en compte notamment les évolutions de programme apparues dans le cadre des études de conception et les demandes d'investissements connexes demandées par la Ville d'Aix-en-Provence.

Cet avenant n°2 intègre une incidence financière de 124 395.58 €.HT (soit 4.52% du marché).
Le nouveau montant forfaitaire de rémunération du marché de maîtrise d'œuvre est de 2 873 540.58 €.HT.

La tranche ferme comprenant les études d'Avant-Projet (sous l'appellation M1 dans le présent marché) a démarré à la date de notification du marché pour une durée globale de 150 jours.

Parmi les missions intégrées dans cette phase d'étude, le groupement de maîtrise d'œuvre devait réaliser une étude sur la restructuration du réseau de transport en interaction avec la ligne du BHNS.

Lors de l'exécution de cette mission, un différend est apparu entre le MAITRE D'OUVRAGE et le MAITRE D'OEUVRE concernant le périmètre des études à réaliser sur cette problématique de la restructuration du réseau de bus.

Précisément, ce différend tient dans l'interprétation des clauses contractuelles du marché de maîtrise d'œuvre, lesquelles indiquaient que la mission complémentaire relative à l'étude de la restructuration du réseau de bus portait sur « les lignes en interaction avec la ligne de BHNS ».

Cette notion d'interaction, non explicitée dans les autres dispositions du marché, est entendue, pour le MAITRE D'OUVRAGE, comme visant exhaustivement l'ensemble des interfaces directes ou indirectes entre la ligne de BHNS L'AIXPRESS et le réseau de transport actuel.

A l'inverse, le Maître d'œuvre défend qu'au sens des dispositions contractuelles, le périmètre d'études ne porte que sur les interfaces directes entre la ligne B de BHNS L'AIXPRESS et les autres lignes de bus, excluant ainsi certaines lignes, et notamment celles qui se limitent à traverser le tracé du BHNS sans points d'échanges, comme par exemple les lignes interurbaines.

Le Maître d'œuvre soutient donc qu'il ne lui incombe aucunement d'intégrer au périmètre d'études sur la restructuration du réseau de bus, l'ensemble des lignes en interaction directe ou indirecte avec la ligne de BHNS L'AIXPRESS, tandis que le Maître d'ouvrage considère que le périmètre de l'étude de restructuration du réseau de bus demandée au maître d'œuvre n'a de sens que si elle intègre l'ensemble des interfaces directes et indirectes qu'entretient la ligne de BHNS L'AIXPRESS avec les autres lignes de bus, et qu'elle doit donc s'entendre suivant cette acception.

Ainsi, le Maître d'œuvre a présenté par écrit sa requête mettant en avant son interprétation précitée tout en motivant une demande d'indemnisation financière évaluée à 120 000,00 € TTC.

Aussi, afin de clore ce différend relatif à l'interprétation peu évidente des clauses du marché de maîtrise d'œuvre sur le périmètre d'études de la restructuration du réseau de bus lors la mise en

service du BHNS, les parties décident de trouver un accord amiable et conclure le présent protocole transactionnel.

Ce dernier précise selon quelle acceptation doit être entendu le périmètre de l'étude relative à la restructuration du réseau de bus, et acte les concessions réciproques auxquelles concèdent les parties pour mettre en œuvre les dispositions contractuelles ainsi éclairées, à savoir :

- le versement par la Métropole au groupement de maîtrise d'œuvre d'une indemnité de 62 640 euros toutes taxes comprises, couvrant les conséquences de l'imprécision du marché sur ce point (ateliers de concertation, réunions publiques, réunions de coordination interservices, reprises),
- la renonciation par le groupement de maîtrise d'œuvre sur la demande initiale de 120.000 euros toutes taxes comprises ainsi qu'à tout autre recours,
- la reprise de ses études par le groupement de maîtrise d'œuvre pour y intégrer le périmètre d'études dans son acception élargie, et le renoncement à tous recours sur le sujet.

En ce sens, le protocole transactionnel négocié entre les parties met définitivement un terme au différend né entre elles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment les articles 2044 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole-Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le marché n°2015M083 relatif à la maîtrise d'œuvre des études et du suivi de la réalisation du BHNS d'Aix-en-Provence ;
- Les échanges formalisés entre le groupement d'entreprises et la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la demande de rémunération complémentaire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Ingerop – Horizon Conseil – Gautier + Conquet & Associés – Ginger CEBTP relatif au marché n°2015M083.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de la conclusion d'un protocole transactionnel avec le groupement Ingerop – Horizon Conseil – Gautier + Conquet & Associés – Ginger CEBTP, afin de régler le différend né dans le cadre de l'exécution du marché n° 2015M083.

Article 2 :

Est approuvé le contenu du protocole transactionnel ci-annexé prévoyant notamment le versement d'une indemnité transactionnelle de 62 640,00 euros toutes taxes comprises, au groupement Ingerop (mandataire) Horizon Conseil – Gautier + Conquet & Associés – Ginger CEBTP, titulaire du marché susvisé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Budget Annexe Transports – Section Investissement - nature 2031 - N°OP 2017266300 de l'opération BHNS.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 237

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 modifiant la date de réception des ouvrages de la convention de réalisation du parc relais ouest enterré d'Aix-en-Provence dit "Lieutenant-Colonel Jeanpierre" avec la SPLA "Pays d'Aix Territoires"

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Cette opération vise à améliorer les conditions de déplacements sur le territoire du Pays d'Aix dans un objectif de liaison efficace de transport en commun permettant de relier entre eux les grands équipements et les différents quartiers. Desservant les grands quartiers d'habitat social de la commune (Le Jas de Bouffan, Encagnane), du centre-ville (gares, Rotonde), des facultés, cette ligne de BHNS reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais. Sa réalisation s'accompagnera d'un certain nombre d'aménagements, dont :

- L'insertion de voies cyclables et piétonnes intégrées au tracé ;
- Le réaménagement du réseau d'assainissement avec la création de bassins de rétention,
- La requalification des voiries et espaces publics traversés (places, abords de voies, giratoires, parcs et jardins) et des lieux desservis.

En 2015, la Communauté du Pays d'Aix (CPA) a approuvé une convention avec la SPLA "Pays d'Aix Territoires" pour la réalisation du parc relais ouest enterré sur la commune d'Aix-en-Provence, parc relais dit du « Lieutenant-colonel Jeanpierre ».

L'article 4 « délais d'exécution » de la convention stipule que la S.P.L.A Pays d'Aix Territoires devra avoir assuré la réception des ouvrages objet de l'opération et les remettre à la CPA au plus tard au dernier trimestre de l'année 2018 ».

La complexité des procédures administratives dont dépendait la délivrance de l'autorisation de construire du parking enterré (modification du PLU d'Aix-en-Provence et convention de Transfert Temporaire de Maitrise d'Ouvrage entre le Département et la Métropole en particulier) a rendu cette date impossible à tenir et l'Ordre de Service de démarrage des travaux n'a pu être donné qu'à la

fin du mois de janvier 2018 pour une durée contractuelle de 16 mois.

L'objet de cet avenant entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SPLA « Pays d'Aix Territoires » est donc de modifier les dispositions de l'article 4 de la convention « délais d'exécution » en portant la date de réception des ouvrages au plus tard au 31 décembre.2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2010_A112 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 24 juin 2010 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service ;
- La délibération n°2015_A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;
- La délibération n° TRA 007-1929/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'opération de BHNS ;
- La délibération n°2015_B338 du Conseil Communautaire du 10 juillet 2015 relative à l'approbation de la convention pour la réalisation du parc relais Ouest enterré, de l'aménagement du carrefour Route de Galice/avenue Picasso et des liaisons douces vers le Stade Maurice David.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé modifiant les dispositions de l'article 4 de la convention « Délais d'exécution » avec une date de réception des ouvrages portée au plus tard le 31 décembre 2019.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018_CT2_238

AVIS - Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec l'Etat relative à l'aménagement de voies réservées aux transports en commun et d'une bretelle de sortie réservée aux transports en commun sur l'Autoroute A516

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice unique des transports et de la Mobilité Durable, est compétente en matière d'organisation des transports sur son périmètre. A ce titre elle réalise et exploite les équipements nécessaires à l'exercice de ces missions.

Le 24 juin 2010, le Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix a approuvé la création de l'itinéraire de transport en commun BHNS ligne A entre la gare routière d'Aix en Provence et le pôle d'échange de Plan d'Aillane.

Le programme de cet itinéraire prévoit notamment la réalisation de voies réservées aux transports en commun sur l'Avenue Muret et l'A516 (dans les 2 sens) et d'une bretelle de sortie dédiée aux

transports en commun afin de relier l'A516 au carrefour giratoire Georges Noël (Avenue Camp de Menthe / Chemin des Aubépines).

Ces aménagements impactent des ouvrages qui appartiennent à l'Etat représenté par la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée (DIRMED) et doivent être réalisés pour partie sur le domaine public routier national.

La finalité de ces travaux étant au bénéfice de l'organisation des transports, il est proposé d'approuver la convention opérant le transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage de l'Etat- DIRMED à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour la réalisation :

- Des modifications de géométrie du carrefour A516 – Avenue Jean Giono liées à la réalisation de couloirs bus sur l'Avenue Mouret dans les 2 sens entrant et sortant d'Aix-en-Provence
- De voies réservées aux transports en commun sur l'A516 dans les 2 sens ;
- De la bretelle de sortie dédiée aux transports en commun entre l'autoroute A516 et le carrefour Giratoire Georges Noël et des équipements de contrôle et de signalisation nécessaire à son bon fonctionnement.

Le montant des travaux de 560 000 € HT.

L'entretien de la bretelle sera réalisé par l'Etat-DIRMED suivant les termes de la convention de transfert temporaire de Maîtrise d'ouvrage. Cet équipement représente une augmentation du linéaire des infrastructures entretenues par l'Etat. A ce titre la convention prévoit le versement d'une somme proportionnelle aux surfaces supplémentaires à entretenir pour une période de 30 ans.

Pour cette opération cette somme est estimée de 49 350 € TTC. Ce montant sera ajusté en fin de chantier en fonction de la surface réellement réalisée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi 54-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et ses rapports

avec la maîtrise d'œuvre privée (dite loi MOP) ;

- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il est nécessaire de réaliser les travaux d'aménagement de l'Autoroute A516 et de la bretelle de sortie dédiée aux transports en commun entre l'Autoroute A516 et le carrefour giratoire Georges Noël et d'approuver la convention afférente de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre l'Etat (Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée) et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre l'Etat (Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée) et la Métropole Aix-Marseille-Provence, relative aux travaux d'aménagement de l'Autoroute A516 et de la bretelle de sortie dédiée aux transports en commun entre l'Autoroute A516 et le carrefour giratoire Georges Noël, et le versement de la somme définie dans la convention pour l'entretien sur 30 ans.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toute disposition y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires à l'opération 2017266500 – BHNS LIGNE A – ITINÉRAIRE BUS RD9-A51 sont inscrits au budget Transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence - sous les imputations suivantes : Natures : 21745-21753 - Sous-politique : C210

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 239

Approbation du tarif annuel étudiant, stagiaire de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans, du réseau urbain des Bus de l'Etang

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole dans la perspective d'harmoniser progressivement la tarification propose pour plus de cohérence d'adapter le profil requis pour bénéficier de la tarification jeune- 26 ans appliquée sur le réseau Bus de l'Etang.

La tarification jeune – 26 ans de la gamme tarifaire urbaine du réseau des Bus de l'Etang sera désormais réservée aux étudiants, stagiaire de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans, le niveau de tarif est inchangé à 17 € mensuel et 170 € annuel. Ces abonnements permettent une libre circulation uniquement sur le réseau des Bus de l'Etang.

Il convient donc par la présente délibération d'adapter le profil requis pour bénéficier de cette tarification tel que décrit ci-dessus.

Les conseils de territoire Marseille-Provence, du Pays d'Aix et du Pays Salonais délibérant en ce sens, pourraient prendre en charge en tout ou partie le coût des abonnements annuel étudiants, stagiaires de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans de leur ressort territorial. Les montants correspondants seraient ainsi soustraits de la dotation du Budget Général Métropolitain aux Etats Spéciaux des Territoires (E.S.T.) concernés et reversés au Budget Annexe des Transports dans le cadre de la subvention d'équilibre.

Les communes qui le souhaiteraient pourraient également prendre en charge en tout ou partie le coût des abonnements étudiants de leur ressort. Cette prise en charge devra faire l'objet de conventions avec la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la Métropole dans la perspective d'harmoniser progressivement la tarification propose pour plus de cohérence d'adapter le profil requis pour bénéficier de la tarification jeune- 26 ans appliquée sur le réseau Bus de l'Etang.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification du profil requis pour bénéficier de la tarification jeune – 26 ans du réseau urbain des Bus de l'Etang à compter du 1^{er} septembre 2018 comme suit :

Nouveau profil jeune – 26 ans	Tarifs (inchangés)
étudiants, stagiaires de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans	Abonnement annuel : 170 €
	Abonnement mensuel : 17 €

Article 2 :

Les conseils de territoire Marseille-Provence, du Pays d'Aix et du Pays Salonais délibérant en ce sens, pourraient prendre en charge en tout ou partie le coût des abonnements annuel étudiants, stagiaires de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans de leur ressort territorial. Les montants correspondants seraient ainsi soustraits de la dotation du Budget Général Métropolitain aux Etats Spéciaux des Territoires (E.S.T.) concernés et reversés au Budget Annexe des Transports dans le cadre de la subvention d'équilibre.

Les communes qui le souhaiteraient pourraient également prendre en charge en tout ou partie le coût des abonnements étudiants de leur ressort. Cette prise en charge devra faire l'objet de conventions avec la Métropole.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2018 CT2 240

Approbation de tarifs urbains, étudiants, stagiaires de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans, des réseaux Aix en Bus et Pays d'Aix Mobilité

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole dans la perspective d'harmoniser progressivement la tarification propose pour plus de cohérence d'adapter le profil requis pour bénéficier de la tarification jeune- 26 ans appliquée sur le réseau Aix en Bus et Pays Aix Mobilité

En effet, le tarif jeune- 26 ans actuel sur ce réseau d'un montant de 100 € dispose d'un profil qui doit être harmonisé au niveau métropolitain comme suit :

Gamme tarifaire	Profil actuel jeune-26 ans	Nouveau profil
Aix en Bus et Pays d'Aix Mobilité	Réservé aux élèves du secondaire, SEGPA, étudiants, apprentis et personnes en formation (auprès d'établissement public ou privé sous contrat ou hors contrat relevant du Ministère de l'Education Nationale, d'Agriculture ou de la Santé). Etre âgé de moins de 26 ans (le jour de l'achat du titre), être résidant et scolarisé sur le territoire du Pays d'Aix.	étudiants, stagiaire de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans

Les caractéristiques du titre jeune – de 26 ans restent inchangées : Abonnement annuel de libre circulation sur tout le réseau Pays d'Aix Mobilité et Aix en Bus (hors Diablines et services de soirée Aix en Bus). Valable tous les jours du 1er septembre de l'année N au 31 août de l'année N+1.
Le montant de l'abonnement annuel à 100€ reste inchangé.

Le Conseil de territoires du Pays d'Aix délibérant en ce sens pourrait prendre en charge en tout ou partie le coût des abonnements annuel étudiants, stagiaires de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans de son ressort territorial. Les montants correspondants seraient ainsi soustraits de la dotation du Budget Général Métropolitain aux Etats Spéciaux des Territoires (E.S.T.) concernés et reversés au Budget

Annexe des Transports dans le cadre de la subvention d'équilibre.

Les communes qui le souhaiteraient pourraient également prendre en charge en tout ou partie le coût des abonnements étudiants de leur ressort. Cette prise en charge devra faire l'objet de conventions avec la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1111-8 et R1111-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la Métropole dans la perspective d'harmoniser progressivement la tarification propose pour plus de cohérence d'adapter le profil requis pour bénéficier de la tarification jeune- 26 ans appliquée sur le réseau Aix en Bus et Pays Aix Mobilité

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification du profil requis pour bénéficier de la tarification jeune- 26 ans prévues dans les gammes tarifaires des réseaux Aix en Bus et Pays d'Aix Mobilité comme suit :

Gamme tarifaire	Profil actuel jeune-26 ans	Nouveau profil
Aix en Bus et Pays d'Aix Mobilité	Réservé aux élèves du secondaire, SEGPA, étudiants, apprentis et personnes en formation (auprès d'établissement public ou privé sous contrat ou hors contrat relevant du Ministère de l'Education Nationale, d'Agriculture ou de la Santé). Etre âgé de moins de 26 ans (le jour de l'achat du titre), être résident et scolarisé sur le territoire du Pays d'Aix.	étudiants, stagiaire de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans

Les caractéristiques du titre jeune – de 26 ans restent inchangées : Abonnement annuel de libre circulation sur tout le réseau Pays d'Aix Mobilité et Aix en Bus (hors Diablines et services de soirée Aix en Bus). Valable tous les jours du 1er septembre de l'année N au 31 août de l'année N+1.

Article 2 :

Le Conseil de territoires du Pays d'Aix délibérant en ce sens pourrait prendre en charge en tout ou partie le coût des abonnements annuel étudiants, stagiaires de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans de son ressort territorial. Les montants correspondants seraient ainsi soustraits de la dotation du Budget Général Métropolitain aux Etats Spéciaux des Territoires (E.S.T.) concernés et reversés au Budget Annexe des Transports dans le cadre de la subvention d'équilibre.

Les communes qui le souhaiteraient pourraient également prendre en charge en tout ou partie le coût des abonnements étudiants de leur ressort. Cette prise en charge devra faire l'objet de conventions avec la Métropole.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

Aménagement du territoire - Entrées de ville et voiries communautaires

2018 CT2 241

AVIS - Approbation de l'avenant n°2 à la convention de financement des travaux entre la

Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix et la Société ASF pour la réalisation de la bretelle autoroutière A51 Nord/A8 Ouest

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Contexte :

Les autoroutes entre l'A8 et l'A51 se croisent sur la commune d'Aix-en-Provence mais l'échange entre ces deux autoroutes se fait encore partiellement par des voiries locales. Pour résoudre cette problématique, l'État a réalisé des études pour compléter l'échangeur et réaliser la liaison entre l'A51 Nord et l'A8 Ouest dans les deux sens. Ces études ont abouti à un programme en 2011 faisant état d'un budget de 60M€HT y compris les acquisitions foncières, dont 44M€ de travaux répartis comme suit :

- 13M€HT pour la 1ere bretelle (sens Gap/Avignon),
- 31M€HT pour la 2eme bretelle (sens Avignon/Gap).

Face aux difficultés pour engager cette opération, la Communauté du Pays d'Aix décidait par délibération du Conseil communautaire du 15 janvier 2014, de son engagement dans le financement de la 1ère bretelle évaluée à 13M€, comme participation au projet global de complément d'échangeur.

Rappel :

Une première convention d'étude a été notifiée le 23 avril 2014, ayant pour objet la réalisation des démarches administratives, les acquisitions foncières et la réalisation des études.

Par délibération n°2015_A322 du Conseil communautaire du 17 décembre 2015, la Communauté du Pays d'Aix validait le programme niveau Avant Projet de cette bretelle ainsi que la convention de financement des travaux pour un montant de 12,55M€HT. Cette convention a été notifiée à la Société ASF le 22 décembre 2015.

Lors de la réalisation des études niveau Projet, la société ASF a présenté des propositions de surcoûts et de modifications de programme. Ces éléments comprenaient :

- Les surcoûts liés aux prescriptions SNCF : pour un montant de 450 000 € HT,
- Les surcoûts liés aux mesures compensatoires pour la déconstruction de la passerelle : 200 000 € HT ,
- Les surcoûts liés aux prescriptions de l'ABF : 150 000 € HT ,
- Les surcoûts liés à l'élargissement du gabarit à 13m du passage au-dessus du chemin des Aubépines, largeur minimum pour assurer le gabarit de la voie future : 80 000 € HT.

Ces modifications ont été validées par la délibération VOI 0003-2238/17/BM du Bureau de la Métropole du 29 juin 2017. L'avenant n°1 comprenant ces modifications et intégrant

l'augmentation de l'enveloppe de 880 000€HT et la portant ainsi à 13,43M€HT a été notifié le 9 novembre 2017 aux ASF.

Problématique de la passerelle piétonne :

La passerelle existante fait obstacle à la réalisation de la bretelle, aussi, pour maintenir les gabarits routiers sur la future bretelle, il est nécessaire de démolir la passerelle et de la reconstruire mais plus haute. Dans ces conditions, le programme initial prévoyait de la reconstruire conforme à l'existant c'est-à-dire avec une largeur de 3m.

La ville d'Aix-en-Provence, dans le cadre de la politique de la ville, accordant une place importante à cette passerelle, a souhaité profiter de sa reconstruction pour l'élargir et la passer à 5m afin de lui donner plus d'attractivité et de confort pour les usagers.

Face aux surcoûts qui ont été validés dans l'avenant 1, indispensables pour la réalisation de la bretelle dans de bonnes conditions, la Métropole n'avait pas choisi de retenir l'élargissement de la reconstruction de la passerelle comme cela avait été demandé par la commune.

Ainsi, face aux investissements conséquents déjà supportés par le Territoire du Pays d'Aix, la ville d'Aix-en-Provence a souhaité attribuer un fond de concours à la Métropole pour financer le surcoût lié à la surlargeur. La convention a fait l'objet d'une validation par délibération n° VOI 002-2237/17/BM du 13 juillet 2017 et a été notifiée à la ville le 6 novembre 2017.

Objet de l'avenant 2 :

Il est aujourd'hui nécessaire de confirmer aux ASF la reconstruction de cette passerelle à 5m de large et d'augmenter l'enveloppe de l'opération pour prévoir son financement. L'enveloppe est augmentée de 507K€HT la portant ainsi à 13,937M€HT.

Cette dépense sera transparente pour la Métropole puisque la ville lui a attribué un fond de concours de 507k€HT également.

Financement :

Par délibération n°2015_A234 du Conseil communautaire du 12 novembre 2015, la Communauté du Pays d'Aix validait le montant de l'AP allouée à cette opération pour un montant de 23 M€. Ce montant d'AP est suffisant pour couvrir l'augmentation liée à l'avenant n°2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2015_A322 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant l'Avant Projet de la 1ère bretelle ainsi que la convention de financement des travaux pour un montant de 12,55M€HT ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°VOI 003-2238/17/BM du Bureau de la Métropole du 13 juillet 2017 approuvant l'avenant 1 à la convention de travaux entre la Métropole et les ASF portant son montant à 13,43M€HT;
- La délibération n°VOI 002-2237/17/BM du Bureau de la Métropole du 13 juillet 2017 approuvant la convention de fonds de concours de 507k€HT entre la ville d'Aix-en-Provence et la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que la prise en compte de la surlargeur de la passerelle n'entraîne pas de surcoût pour la Métropole, puisque la ville d'Aix-en-Provence lui a attribué un fond de concours du même montant.

Délibère

Article 1 :

Le programme de l'opération est modifié en intégrant la reconstruction de la passerelle à 5m de largeur utile au lieu de 3m et pour un surcoût de 507k€HT (option 1 de la convention).

Le nouveau coût de l'opération est de 13,937M€HT.

Article 2 :

Sont approuvés les termes de l'avenant n°2 à conclure entre la société ASF et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer l'avenant n°2 à la convention ainsi que tous les documents afférents.

Article 4 :

Les sommes nécessaires à la prise en compte de cet avenant sont disponibles sur l'AP de l'opération n°2017-3, et les crédits sont disponibles sur l'État spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 242

AVIS - Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Département de Vaucluse pour la réalisation de l'entrée de ville Est de Pertuis Route de la Bastidonne

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence relative à l'aménagement des « Entrées de ville », la Communauté du Pays d'Aix s'était engagée dans l'opération de l'entrée Est de la commune de Pertuis sur la route de la Bastidonne.

Le Département de Vaucluse et la Commune de Pertuis ayant chacun leur domaine de compétence sur le même secteur, il était convenu entre les différentes parties, que le Département de Vaucluse, maître d'ouvrage principal, porterait l'ensemble de l'opération.

En effet, en application des dispositions des articles L.5216-7-1 et L.5215-27 du CGCT, il est prévu qu'une collectivité peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public.

D'autre part, l'article 2 II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée prévoit que lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrage relèvent simultanément de la compétence

de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage.

Condition de réalisation :

Le Département de Vaucluse assure la maîtrise d'ouvrage de la totalité de l'opération, pour son compte et pour le compte de la Métropole et de la commune de Pertuis.

Condition financières :

Le coût de l'opération global est évalué à 2 040 520 €HT.

La part due par la Métropole est évaluée à 836 613,20 €HT (ce qui représente 41%).

La part due par la Commune est évaluée à 265 267,60 €HT (ce qui représente 13%).

La part due par le Département est évaluée à 938 639,20 €HT (ce qui représente 46%).

Modalités de financement :

La Métropole se libérera des sommes dues au fur et à mesure de l'avancement des travaux et sur justificatifs fournis par le Département en fonction des pourcentages estimatifs de participation de chacun.

La répartition définitive sera arrêtée en appliquant les pourcentages définis ci-dessus aux dépenses effectives des travaux dans la mesure où le programme n'a pas subi de modification substantielle et où le montant prévisionnel des travaux n'a pas été atteint.

Toute évolution à la hausse du montant de l'opération nécessitera la modification des pourcentages qui devront être recalculés en fonction des travaux et des compétences de chacun.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.;
- la délibération n°2015_A280 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant la révision de l'autorisation de programmes 50 AP GLOBALE pour la porter à un montant de 76M€ ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de financement et de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au département de Vaucluse pour la réalisation de l'entrée de ville Est de Pertuis route de la Bastidonne.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la présente convention et tous les documents afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires à la réalisation de cette opération sont inscrits sur l'Etat spécial de Territoire du Pays d'Aix, service 5A – AP Globale pour le programme des entrées de ville.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 243

AVIS - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération d'Entrée de Ville de Pertuis, avenue Jean Moulin et route de la Tour d'Aigues

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements

qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Programme :

Le programme de l'opération d'Entrée de Pertuis a été validé par délibération n°2015_B418 du Bureau communautaire de la CPA du 24 septembre 2015, pour un montant d'opération de 1,3 M € HT.

Le projet est situé au Nord de la commune de Pertuis et s'étend sur environ 300 mètres depuis le giratoire du boulevard des Jardins jusqu'au carrefour des RD9 et RD956 route de la Tour d'Aigues.

Cette entrée de ville a pour objet de sécuriser le carrefour des deux départementales ainsi que la circulation automobile et de prolonger les voies piétonnes et cycles jusqu'au collège voisin.

Le programme du projet se caractérise donc comme suit :

- création d'un carrefour giratoire sur les RD9/RD956 ;
- réalisation d'un terre-plein central ;
- création de trottoirs aux normes et de pistes cyclables ;
- traitement des accès privés à la voie publique ;
- traitement du réseau pluvial de la voie ;
- requalification paysagère des espaces résiduels ;
- adaptation de l'éclairage public et de la signalisation horizontale et verticale.

Financement :

L'estimation de cette opération s'élève à 1.300.000 € HT, soit 1.560.000 € TTC dont 1.400.000 € TTC de travaux.

La voirie sur laquelle seront réalisés les travaux étant départementale, le Conseil Départemental de Vaucluse s'est d'ores et déjà proposé de participer au financement des travaux de réalisation de la couche de roulement, dont le montant reste encore à définir. Par ailleurs, le Conseil Départemental de Vaucluse est sollicité à hauteur du montant maximum autorisé dans le cadre de l'appel à projets 2018-2020.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	Taux SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 84 «Appel à Projets 2018-2020»		100 000€
Métropole Aix-Marseille-Provence		1 200 000€*
Conseil Départemental 84 : Participation à la Couche de Roulement		À déterminer

* Le montant supporté par la Métropole sera diminué du montant de la participation du Conseil Départemental de Vaucluse pour la couche de roulement lors que celui ci sera arrêté.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Départemental de Vaucluse et de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_B418 du Bureau communautaire de la CPA du 24 septembre 2015 approuvant le programme de travaux et le budget prévisionnel de l'opération ;
- La délibération n°2015_A280 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant la révision de l'autorisation de programmes 50 AP GLOBALE pour la porter à un montant de 76M€ ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Réalisation de l'entrée de ville de Pertuis avenue Jean Moulin et route de la Tour d'Aigues.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, le Conseil Départemental de Vaucluse, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer tout document afférent à cette délibération.

Article 3 :

La recette éventuelle correspondante sera constatée sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 244

Approbation du programme de travaux de l'entrée de ville Est de Pertuis - Route de la Bastidonne

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence relative à l'aménagement des « Entrées de ville », la Communauté du Pays d'Aix avait souhaité s'engager dans l'opération de l'entrée Est de la commune de Pertuis sur la route de la Bastidonne.

La route de la Bastidonne étant une route départementale, la RD973, le Territoire du Pays d'Aix travaille depuis de nombreuses années avec le département de Vaucluse pour aboutir à un projet sur ce secteur.

Cette voirie fait partie du réseau structurant du département et à ce titre elle dispose de caractéristiques très routières avec une plateforme large comprenant des accotements et des fossés. Aujourd'hui l'urbanisation s'est beaucoup développée et le profil de la voie est inadapté aux besoins nouveaux du quartier avec des flux piétons et cycles de plus en plus importants.

Ainsi le Territoire du Pays d'Aix, le département de Vaucluse et la commune de Pertuis ont œuvré conjointement pour aboutir à un projet commun en intégrant les compétences de chacun :

- Le département de Vaucluse s'engage dans la requalification de cette voie pour reprendre l'assainissement pluvial ainsi que la structure complète de la chaussée et procéder à l'enfouissement des réseaux aériens. Sa part d'opération est estimée à 950 000 €HT.
- La commune de Pertuis souhaite participer à cette opération en finançant le mobilier urbain. Le montant de sa participation est estimé à 265 000 €HT.
- Le Territoire du Pays d'Aix prend en charge le réaménagement de la voirie et des accotements ainsi que l'éclairage public. Sa participation est estimée à 850 000 €HT.

Le projet global du département, de la ville et du Territoire du Pays d'Aix est évalué au total à 2 065 000 €HT.

Aujourd'hui, il est proposé que le Territoire du Pays d'Aix valide le programme de son opération.

Programme des travaux de l'entrée de ville :

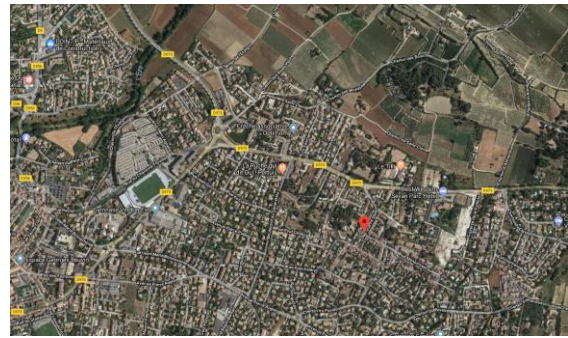
Le projet est situé à l'Est de la commune de Pertuis sur la RD973 et s'étend sur environ 680 mètres depuis le giratoire Georges Pompidou jusqu'à la rue des 4 saisons.

Cette entrée de ville a pour objet de sécuriser la voie et de créer des cheminements pour les modes doux avec la réalisation de trottoirs et de pistes cyclables.

Le programme de l'entrée de ville se caractérise donc comme suit :

- reprise du profil de la voirie ;
- traitement des accès privés à la voie publique ;
- création de trottoirs aux normes ;
- création de pistes cyclables ;
- requalification paysagère des espaces résiduels ;
- adaptation de l'éclairage public et de la signalisation horizontale et verticale.

L'estimation de ces travaux s'élève à 850.000 € HT, soit 1 020 000 €TTC.



Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil du Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- la délibération n°2015_A280 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant la révision de l'autorisation de programmes 50 AP GLOBALE pour la porter à un montant de 76M€ ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix notamment en matière d'Entrées de Ville ;
- L'avis de la Commission Aménagement de l'Espace et Mobilité du 19 juin 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme des travaux de l'entrée de ville Est de Pertuis route de la Bastidonne pour un montant de 850.000 € HT, soit 1 020 000 €TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires à la réalisation de cette opération sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, service 5A – AP Globale.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et politique de la ville - Habitat

2018 CT2 245

AVIS - Opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis – Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires - Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 (CRAC 2017)

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Pays d'Aix accompagne et soutient la ville de Pertuis depuis 2003 dans la rénovation de son cœur de ville. Une convention publique d'aménagement s'est achevée le 31 décembre 2010, elle a permis de réhabiliter des immeubles anciens, d'améliorer le fonctionnement urbain et la qualité de l'espace public, mais aussi de préparer, grâce aux acquisitions foncières réalisées, le traitement futur des îlots très dégradés situés dans le périmètre de la convention.

L'action engagée dans le centre historique de Pertuis se poursuit sous la forme d'une nouvelle opération d'aménagement, dénommée « concession d'aménagement pour l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis » depuis 2011.

Cette opération a été confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour une durée initiale de quatre ans, prorogée jusqu'au 31 décembre 2020.

Au regard des travaux restant à réaliser dans le programme de la concession et de la modification de celui-ci conformément aux propositions énoncées dans la note de conjoncture ci-jointe, il

est nécessaire de prolonger de trois ans la durée sans toutefois augmenter la participation du concessionnaire. Le montant global de la concession reste sur le budget arrêté en 2014. Cette prolongation de la durée et la modification du programme feront l'objet d'un avenant n° 3 au traité de concession.

Dans le cadre du traité de concession, le concessionnaire est chargé de :

- Assurer la maîtrise foncière et la libération des terrains inclus dans le périmètre opérationnel et nécessaires à la réalisation de l'opération,
- Mettre en œuvre toutes les formalités administratives, légales et réglementaires et produire les compléments techniques concourant à la réalisation de l'opération,
- Assurer la réalisation des études liées à la mise en œuvre de l'opération,
- Assurer la maîtrise d'ouvrage aux fins de réalisation des travaux et équipements concourant à la réalisation de l'opération,
- Assurer la commercialisation,
- Assurer la gestion administrative, financière et comptable de l'opération et mobiliser les financements appropriés.

La SPLA assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni 5 fois durant l'exercice écoulé et du comité de pilotage qui s'est réuni 4 fois en 2017.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 28 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques,

ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,

- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 18 avril 2018 présente le CRAC 2017.

Compte rendu de l'année 2017

L'essentiel des dépenses de l'opération en 2017 a concerné la finalisation de l'étude urbaine autour de la médiathèque des Carmes, place de la Diane dans le but de valoriser ce pôle culturel et créer des axes de circulations piétons. Une étude technique d'aménagement de la butte du Barry a également été menée en 2017 ainsi que des frais de gestion, d'entretien et les honoraires.

Le montant prévisionnel des dépenses pour 2017 s'élevait à 1 744 276 € pour un montant réalisé de 435 870 €, ce différentiel s'explique par le report sur 2018 de deux acquisitions ainsi que la non acquisition de la station essence (impasse Silvy) qui sera réalisée par la ville pour un montant de 483 300 € et aussi du décalage du démarrage de l'aménagement de la Butte du Barry, des places et rues pour un montant de 805 347 €.

Les recettes 2017 se composent essentiellement de deux postes : des cessions d'immeubles ayant permis la création de logements et la restructuration d'espaces publics et la participation du concédant.

Le montant prévisionnel des recettes s'élevait à 1 832 900 € pour un montant perçu de 1 637 170 €, ce qui s'explique par la non réalisation de certaines cessions sur l'année 2017 : cessions des immeubles situés dans l'îlot Vinoly (pour du logements locatifs social), dans l'îlot de l'Ange (locatif intermédiaire et accession) et 53 rue notre dame.

Evolution du bilan

Le nouveau bilan prévisionnel est inférieur au bilan approuvé dans le CRAC 2016, avec une diminution des dépenses et des recettes de 1 605 353 € dans les mêmes proportions. Cette diminution des recettes s'explique notamment par l'aménagement de la place de la Diane qui en imposant la démolition d'un îlot, supprime des recettes de cession.

Les dépenses sont diminuées du fait d'acquisitions foncières qui n'ont pas eu lieu, par la baisse des honoraires en expertises foncières et techniques et par la diminution du poste travaux.

La durée de la concession comme indiqué dans le bilan ci-joint est prolongée de trois années, soit jusqu'en 2023 afin de permettre la réalisation du

programme de travaux prévu dans l'avenant n° 3 au traité de concession. Cette prolongation fonctionne à budget constant du fait de la diminution du poste travaux. Néanmoins, l'augmentation de la durée de la concession engendre la rémunération supplémentaire du concessionnaire sur 3 ans à hauteur d'environ 500 000 €. L'optimisation des postes de dépenses de l'opération permet d'absorber une partie de cette rémunération.

Ainsi, l'augmentation de la durée de la concession ne nécessitera qu'une augmentation de 150 000 € de la participation du concédant. Ces modifications feront l'objet d'un avenant n°3.

La ville de Pertuis versera à l'opération une participation de 100 000 € par an, soit 300 000 € sur les trois années.

La participation d'équilibre du concédant pour l'année 2017 s'élève à 1 393 300€ et sera versée à la SPLA après l'adoption du présent CRAC.

Perspectives 2018

Conformément au bilan présenté, en 2018 les actions suivantes se poursuivront :

- Finalisation de la commercialisation des immeubles 53 et 83 rue Notre Dame et de la tranche 2 de l'îlot de l'Ange,
- Acquisition à l'amiable de deux immeubles, situés 36 rue Murette et 46 rue Durance,
- Recherche de relogement d'un commerce situé dans l'îlot Murette,
- Démarrage des Travaux d'aménagement pour la rue François Morel et la place des Barres,
- Consultation des entreprises pour les travaux des rues Colbert et Danton et démarrage des travaux,
- Consultation des entreprises pour les travaux de mise en valeur des remparts de l'îlot des Escourts et de l'aménagement de l'esplanade de la Dévalade et démarrage des travaux,
- Poursuite des études techniques pour l'aménagement de la Butte du Barry et la mise en valeur des remparts.

Sont présentés ci-joint les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2017, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L 300-4 et suivants ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2010_A194 du Conseil communautaire de la CPA du 10 décembre 2010 déclarant d'intérêt communautaire la convention de concession d'aménagement relative à la rénovation du cœur de ville de Pertuis ;
- La délibération n°2013_A284 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 adoptant l'avenant n°2 à la concession, apportant des modifications au programme, au périmètre et à la durée de l'opération ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2017 de l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis ci-joint.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Le procès verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires en date du 18 avril 2018 présentant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2017 de la concession de l'opération rénovation du cœur de ville de Pertuis.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC 2017) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire.

Article 3 :

Le montant de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2018 s'élève à 1 393 300 €, et sera versée après l'approbation du présent CRAC 2017 sur la ligne 15983, nature 20421 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 246

Opération du Centre Ancien de Trets - Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires - Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 (CRAC 2017)

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération d'aménagement du Centre Ancien de Trets, concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis décembre 2013, poursuit le programme de réhabilitation de logements et d'espaces publics engagé dans le cadre d'opération d'aménagement antérieure.

Dans le cadre du traité de concession, le concessionnaire est chargé :

- de la maîtrise foncière ;
- des formalités légales, réglementaires et techniques liées à la réalisation de l'opération ;
- de la réalisation des études ;
- de la maîtrise d'ouvrage aux fins de réalisation des travaux et équipements prévus dans le programme ;
- de la commercialisation du stock foncier ;
- de la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

La SPLA assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni 2 fois durant l'exercice écoulé et du comité de pilotage, réuni 2 fois.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 31 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 18 avril 2018 présente le CRAC 2017.

Compte rendu de l'année 2017

Durant l'année 2017, les actions suivantes ont été menées :

- Travaux : réception des travaux de confortement et de désamiantage du cœur d'îlot « Brossolette », lancement et attribution du marché de travaux pour la requalification des rues Bert et Grande Pujade ;
- Obtention du permis de construire pour la réalisation du passage vers le jardin des remparts en rez-de-chaussée de l'immeuble 10, Rue Borde ;
- Gestion immobilière et locative du stock foncier (5 immeubles, dont 3 sont occupés par des locataires) ;
- Préparation de la cession de cinq immeubles à Grand Delta Habitat, et signature d'un compromis de vente pour deux d'entre eux ;
- Obtention du permis de construire pour l'aménagement de 8 logements et d'un équipement public dans la Maison Seigneuriale.

Les dépenses réalisées en 2017 sont conformes aux prévisions. L'écart d'environ 30 000 € correspond à une réduction du poste de travaux et d'honoraires.

Les recettes perçues en 2017 correspondent à la participation de la Métropole et les produits financiers.

Evolution du bilan

Le nouveau bilan prévisionnel est stable par rapport au bilan approuvé du CRAC 2016. Les dépenses

(4,5 millions d'euros) diminuent de 30 000 €, suite à l'ajustement du montant des travaux.

Perspectives 2018

En 2018, l'objectif est de finaliser la cession du stock foncier avec notamment la conclusion des cessions d'immeubles à Grand Delta Habitat, et la recherche d'une nouvelle solution de commercialisation de la Maison Seigneuriale.

Il est également prévu de réaliser les travaux pour le passage sous l'immeuble 10 rue Borde, et la requalification des rues Bert et Grande Pujade.

Les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2017, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération sont joints en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2013_A168 du Conseil communautaire de la CPA du 10 octobre 2013 déclarant d'intérêt communautaire l'opération Centre Ancien de Trets ;
- La délibération n°2013_A169 du Conseil communautaire de la CPA du 10 octobre 2013 concédant l'opération Centre Ancien à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015_B351 du Bureau communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 qui modifie la participation financière du concédant ;
- La délibération n°DEVT 007-2603/17/BM du Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant l'avenant n°2 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires dans le cadre de l'opération Centre Ancien de Trets ;
- Le Compte Rendu Annuel de la Collectivité 2017 de l'opération Centre Ancien à Trets ci-joint ;

- L'avis de la Commission de Territoire Habitat et Politique de la Ville du Territoire du 14 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le procès verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires en date du 18 avril 2018 présentant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2017 de l'opération du Centre Ancien de Trets.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC 2017) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération d'aménagement du Centre Ancien de Trets.

Article 2 :

Madame le Président du territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 247

Attribution de subventions d'équipement aux communes du Tholonet, de Trets et de Puyloubier dans le cadre des opérations façades

Madame le Président soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

Afin de maintenir la population résidente et d'attirer de nouveaux résidents, une attention particulière doit être apportée aux centres anciens afin de les préserver et les mettre en valeur notamment pour résorber la vacance et améliorer leur aspect architectural.

Dans sa délibération n°2002_A020 du 25 mars 2002, le Conseil communautaire de la CPA a mis en place un fonds d'intervention venant en appui des "opérations façades" initiées par les communes.

Suite à cette délibération, il a été établi que l'aide apportée par le Pays d'Aix représente le quart de la subvention versée par la commune aux propriétaires. La participation du Pays d'Aix est versée directement à la commune sur présentation de justificatifs.

Trois demandes ont été reçues par le Pays d'Aix. Au vu des justificatifs fournis, la participation du Pays d'Aix au titre des opérations façades est sollicitée à hauteur de 21 300€ pour les communes du Tholonet, de Trets et de Puyloubier :

Commune	Nbre de façades	Montant des Travaux subventionnables	Montant total de la subvention	Montant de la subvention accordée Par la commune	Montant de la subvention accordée Par le Pays d'Aix
LE THOLONET	4	49 502 €	24 751 €	19 801 €	4 950 €
TRETS	12	72 470 €	36 239 €	27 180 €	9 059 €
PUYLOUBIER	7	58 322 €	36 453 €	29 162 €	7 291 €
TOTAL	23	180 294 €	97 443 €	76 143 €	21 300 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2002_A020 du Conseil communautaire de la CPA du 25 mars 2002 relative à l'aide aux propriétaires engageant des travaux de ravalement de façades ;
- La délibération cadre n°2010_A091 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative aux fonds de concours incitatifs ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat et Politique de la Ville du 14 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'aider les communes à préserver leur centre ancien en venant en appui de leurs opérations façades.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une aide d'un montant de 4 950 euros à la commune du Tholonet, une aide d'un montant de 9 059 euros à la commune de Trets et une aide de 7 291 euros à la commune de Puyloubier dans le cadre des opérations façades.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne budgétaire 4451 (fonction 50 - nature 2041412).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 248

Intervention financière en faveur de propriétaires privés en matière de travaux d'assainissement non collectif

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a décidé de mettre en place un dispositif d'aide aux propriétaires qui engageraient des travaux sous injonction de mise en conformité des installations d'assainissement non-collectif et donnant lieu à un financement de l'Agence de l'Eau (délibérations n°2014_A114 du Conseil communautaire de la CPA du 22 mai 2014 et n° 2015_A328 du 17 décembre 2015).

Le programme d'aide financière de l'Agence de l'Eau aux particuliers est animé et géré par le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) du Pays d'Aix.

Il permet aux propriétaires de bénéficier d'une aide forfaitaire de 3 000 € pour la réhabilitation d'une installation ce qui correspond à 30 % du montant moyen des travaux de réhabilitation d'une installation.

Les propriétaires concernés par le dispositif d'aide complémentaire à la réhabilitation des installations d'assainissement sont ceux :

- dont les installations d'assainissement non collectif sont non-conformes et présentent un danger pour la santé des personnes ou un risque environnemental avéré au sens de l'annexe 2 de l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

- dont les constructions ne possèdent aucune installation d'assainissement en infraction à l'article L1331-1-1 du Code de la santé publique.

Ce dispositif d'aide financière à la réhabilitation des installations les plus défectueuses présentant un risque sanitaire s'inscrit dans la continuité du contrôle périodique de bon fonctionnement des installations d'assainissement non collectif fait par le SPANC, dans un souci d'amélioration du parc d'installation et de limitation de leur impact environnemental.

L'aide forfaitaire proposée en complément du financement de l'Agence de l'Eau est attribuée aux propriétaires modestes et très modestes (selon le plafond de ressources de l'Anah en vigueur au 01/01/2018). Elle s'élève à :

- 2 000 euros pour les propriétaires très modestes,
- 1 000 euros pour les propriétaires modestes.

L'ensemble des aides perçues par le bénéficiaire ne pourra dépasser 80% d'aides publiques.

Au vu des dossiers transmis par le SPANC, 6 propriétaires sont concernés par ces aides, recensés dans le tableau ci-joint.

NOM DU BENEFICIAIRE	ADRESSE DES TRAVAUX	CP	COMMUNE	Type Dossier	MONTANT FACTURES HT	AIDES AGENCE DE L'EAU	AIDES PAYS D'AIX	TOTAL AIDES PUBLIQUES	% AIDES PUBLIQUES
MICHAU	175 chemin de La campagne celony	13090	AIX EN PROVENCE	PO TM	10 788 €	3 000 €	2 000 €	5 000 €	46%
MARDERO	11 impasse Du jas bassas	13710	FUVEAU	PO MO	10 232 €	3 000 €	1 000 €	4 000 €	39%
DAVI - HADJICOSTA	12 chemin des Jais des prés neuf	13850	GREASQUE	PO MO	6 200 €	3 000 €	1 000 €	4 000 €	65%
TCHAKAMIAN	Hameau de belles - Collé blanche	13490	JOUQUES	PO TM	6 000 €	3 000 €	1 800 €	4 800 €	80%
AZZOPARDI	RN7 - QUARTIER LIBRAN	13410	LAMBESC	PO TM	21 545 €	3 000 €	2 000 €	5 000 €	23%
CHEVRIER	450 chemin De la boucharde	13530	TRETS	PO MO	7 600 €	3 000 €	1 000 €	4 000 €	53%
TOTAL					62 345 €	18 000 €	8 800 €	27 000 €	43%

Le montant total des dossiers pouvant bénéficier d'une aide du Pays d'Aix s'élève à 8 800 euros. Les aides seront attribuées aux propriétaires occupants aux vues des attestations de versement de l'Agence de l'Eau, l'avis d'imposition et les factures acquittées du propriétaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la santé publique et notamment l'article L 1331-1-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- L'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif des particuliers ;
- La délibération n°2014_A114 du Conseil communautaire de la CPA du 22 mai 2014 relative au principe d'intervention financière en faveur des propriétaires occupants en matière de travaux d'assainissement non collectif ;
- La délibération n°2015_A328 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relative à l'actualisation du dispositif ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat et Politique de la Ville du 14 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'inciter les propriétaires à réaliser des travaux d'assainissement non collectif.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les aides aux bénéficiaires dont la liste est présentée dans le tableau ci-dessus pour un montant total de 8 800 euros.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer toutes les pièces afférentes à ces dossiers.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne budgétaire 2912 (fonction 552 - nature 20422).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 249

Attribution de subventions nominatives dans le cadre de l'accession à coût maîtrisé

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le soutien à l'accession à coût maîtrisé à la propriété est un des enjeux forts sur le Territoire du Pays d'Aix.

C'est pourquoi, depuis 2009, un dispositif destiné aux primo accédants (sous conditions de ressources) pour l'acquisition d'un logement dans le neuf ou dans l'ancien a été mis en place sur le Pays d'Aix.

Ce dispositif se décline en deux types d'aides :

- **Un prêt « bonifié » à hauteur de 25 000€ sur 12 ans**
Aide plafonnée à 4 000 € versée à tout organisme bancaire qui a la charge de la valoriser sous la forme d'un prêt bonifié. Cette aide permet le financement, en amont, des intérêts à percevoir par l'organisme bancaire. Le montant de ces intérêts est calculé sur la base du taux de swap amortissable « FGAS » (Fonds de Garantie de l'Accession Sociale). Publié chaque trimestre, il permet le calcul de la subvention à verser et constitue un « taux de référence ».
Aujourd'hui, le prêt bonifié est mis en œuvre par le Crédit Foncier, partenaire bancaire du Pays d'Aix.
- **Une aide directe à la personne**
Portée par le notaire de l'opération (l'aide doit être mentionnée dans l'acte notarié qui précisera qu'elle sera restituée en cas de vente du logement sans motif légitime dans les 5 ans ayant suivi son achat), le montant de cette aide s'élève aujourd'hui à **2 500€** au lieu de 4 000 € proposé initialement (délibération n°2017_CT2_197 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017 relative à l'ajustement des modalités d'intervention du dispositif d'aide à l'accession à la propriété).

Ces deux types d'aides, non cumulables entre elles, sont attribuées aux primo-accédants répondant aux critères d'éligibilité définis par le Pays d'Aix.

Les bénéficiaires doivent notamment :

- Ne pas être propriétaire de leur résidence principale depuis plus de deux ans ;
- Acheter un bien au titre de leur résidence principale sur l'une des 36 communes du Pays d'Aix ;
- Respecter les plafonds de ressources du Prêt Accession Sociale (PAS) en vigueur (revenus fiscaux de référence de l'année n-2) ;
- Être bénéficiaire du Prêt à Taux Zéro (PTZ) ;
- Être issus en priorité du parc locatif social (public ou privé conventionné social).

En application de ce qui précède, et après examen des dossiers, il est proposé d'attribuer :

- 25 aides directes à la personne, soit un montant de 62 500 euros ;
- 10 prêts bonifiés au Crédit Foncier, soit un montant maximum de 40 000 euros.

Toutes les aides proposées à l'approbation du Conseil de Territoire sont décrites dans les tableaux annexés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment l'article L.312-2-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_A252 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 relative au dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017_CT2_197 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017 relative à l'ajustement des modalités d'intervention du dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;

- L'avis de la Commission de Territoire Habitat et Politique de la Ville du 14 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'accession à coût maîtrisé est une des priorités du Territoire en matière de politique locale de l'Habitat.

Article 1 :

Est approuvé, dans le cadre des aides directes à la personne, le versement de subventions d'un montant total de 62 500 euros aux 25 primo accédants mentionnés dans le tableau ci-annexé par le biais de leurs notaires.

Article 2:

Est approuvé, dans le cadre de la convention de partenariat avec le Crédit Foncier, le versement d'une subvention globale maximale de 40 000 euros pour la mise en œuvre de 10 prêts bonifiés correspondant au projet d'acquisition de l'accédant cité dans le tableau ci-annexé.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer toutes les pièces afférentes à ces dossiers.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3347 (553-20422).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 250

Attribution de la subvention pour l'année 2018 à l'association HandiToit Provence dans le cadre de la convention de partenariat 2016/2018

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis 2002, la Communauté du Pays d'Aix a pris l'engagement d'une prise en compte globale de l'intégration des personnes à mobilité réduite pour mettre en œuvre une politique volontaire en faveur des personnes à mobilité réduite et des personnes handicapées. « Les collectivités locales jouent un rôle essentiel pour garantir l'accès à ces droits fondamentaux. L'accessibilité du cadre de vie est une condition indispensable pour permettre l'autonomie des personnes handicapées en vue de leur intégration sociale, et professionnelle. Les collectivités qui participent à l'aménagement de l'environnement doivent tout mettre en œuvre pour assurer à l'ensemble des citoyens et donc aux personnes handicapées, la possibilité de circuler librement et d'utiliser les services ouverts au public» (délibération n°2002_A122 du Conseil communautaire du 15 juillet 2002).

En mars 2012, la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité (CIAPH) a conduit au sein de son groupe de travail « Habitat » une étude sur l'adaptation au handicap des logements du parc social de la Communauté du Pays d'Aix. Il ressortait de cette étude la nécessité de soutenir les bailleurs dans la production de logements adaptés et accessibles.

Dans son projet de deuxième Programme Local de l'Habitat, la Communauté du Pays d'Aix a notamment souhaité mieux répondre aux besoins spécifiques des personnes en situation de handicap :

- En favorisant le maintien des personnes à domicile,
- En augmentant les capacités d'accueil des établissements spécialisés,
- En développant l'offre de logements adaptés mais aussi en favorisant les mises en accessibilité d'entrées d'immeubles au sein du parc locatif social.

L'association HandiToit Provence, créée le 22 mars 2002 a pour objet de rendre possible le choix des personnes handicapées de vivre seules, ou en famille, dans un logement individuel en milieu ordinaire, adapté à leurs besoins, afin de disposer d'une plus grande autonomie.

HandiToit Provence est déjà signataire de nombreuses conventions de partenariat avec le Conseil Régional PACA, les Conseils Départementaux des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse, ainsi qu'avec la plupart des bailleurs sociaux de la région.

Depuis 2012, le Pays d'Aix a souhaité établir un partenariat avec HandiToit Provence qui permet de soutenir le territoire à travers différentes actions :

1) Favoriser le développement d'une offre de logements adaptés neufs ou réhabilités en intégrant les préconisations de HandiToit Provence.

2) Identifier les besoins en logements adaptés aux personnes en perte d'autonomie.

3) Favoriser le rapprochement entre l'offre et la demande de logements adaptés sur le territoire du Pays d'Aix.

Pour cela, l'association met à disposition les outils qu'elle a développés, à savoir :

- La base de données HandiToit Provence, actualisée régulièrement, des demandeurs de logement en situation de handicap ;
- Le « Questionnaire recherche logement » édité et diffusé par l'association. L'annuaire HandiToit Provence comprend 430 acteurs qui reçoivent systématiquement les offres de logements adaptés et orientent vers l'association les dossiers des personnes en situation de handicap dont ils ont connaissance via ce questionnaire ;
- Le « Cahier de Préconisations HandiToit » destiné aux bailleurs et professionnels du bâtiment ;
- Des avis techniques aux bailleurs ;
- Le site internet www.logementadapte13.org.

Lors du Conseil de Territoire du 12 octobre 2016, le Pays d'Aix a confirmé ce partenariat par le biais d'une convention sur la période 2016/2018 en attribuant une subvention annuelle de 8 000€ (délibération n° 2016_CT_172).

Le bilan de l'année 2017 fait état :

- de 198 ménages en situation de handicap, identifiés sur la base de données HandiToit Provence, recherchant un logement adapté sur le Pays d'Aix ;
- de statistiques relatives au profil du public demandeur et à mobilité réduite ;
- Une part importante de la demande émane de personnes seules (39%) ;
- Le nombre de couple avec enfants est également important puisqu'il représente 21 % des demandeurs ;
- 50 % des locataires sont issus du parc social (50 % d'entre eux expriment un besoin de déménager du fait du manque d'accessibilité de leur logement). 28% sont locataires dans le parc privé, 14,4 % sont hébergés, 1 % sont propriétaires ;
- 40 % des personnes en situation de handicap utilisent un fauteuil roulant et 36 % disposent d'une aide aux déplacements (canne, déambulateur...) ;

- La typologie de logement la plus recherchée est le type 2 ;
- Sur 97 logements adaptés à venir dans la Métropole, 34 % sont situés sur le Territoire du Pays d'Aix (doublement des logements engagés au regard de l'année 2016) ;
- Les personnes identifiées par HandiToit résident principalement sur les villes d'Aix-en-Provence, Gardanne, Vitrolles et Pertuis. Ces communes sont également les plus demandées.

En 2017, 31 bailleurs sociaux sont partenaires de l'association et 16 d'entre eux sont présents sur le territoire du Pays d'Aix tels que ERILIA, Maison Familiale de Provence, Promologis ou Logis Méditerranée.

Budget de l'action :

Conformément à l'article 4 de la convention, la participation annuelle du Pays d'Aix s'élève à 8 000 €. Cette aide financière sera versée selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 70 % de l'enveloppe annuelle prévue ;
- Le solde de 30 % sur présentation du rapport d'activité annuel, du compte de résultat annuel et du bilan descriptif et chiffré de l'action réalisée sur l'année signé par le trésorier et le président de l'association. Les pièces nécessaires au solde du mandatement de la subvention devront parvenir au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné. Au-delà, cette subvention sera considérée comme caduque.

Le bilan définitif devra être fourni au plus tard le 31 mars de l'exercice N+1.

- Pour 2018 :

N° GU	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Oui/nonConvention d'objectifs
2018_00383	Association HandiToit Provence	Développement de la plateforme du logement adapté sur le territoire du Pays d'Aix pour favoriser l'accès au logement des personnes en situation de handicap	8 000 €	298 000 €	8 000 €	8 000 €	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2005-102 du 11 février 2005 modifiée pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- La délibération n°2002_A122 du Conseil communautaire de la CPA du 15 juillet 2015 relative à la prise en compte globale de l'intégration des personnes à mobilité réduite ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2016_172 du Conseil de Territoire du 12 octobre 2016 relative à l'approbation d'une convention de

partenariat avec l'association HandiToit Provence ;

- L'avis de la Commission de Territoire Habitat et Politique de la Ville du 14 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de favoriser l'autonomie de vie des personnes handicapées en les accompagnant dans la recherche d'un logement adapté et sécurisé.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé, dans le cadre de la convention de partenariat, le versement d'une subvention d'un montant de 8 000 € à l'association HandiToit Provence au titre de l'année 2018.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer toutes les pièces afférentes à ces dossiers.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 1016 (50-65748).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et politique de la ville – Politique de la ville / Cohésion sociale

2018 CT2 251

AVIS - Approbation du Rapport Politique de la Ville 2017

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale urbaine organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, six contrats de ville ont été signés sur le territoire de la Métropole au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville .

Concernant la Métropole Aix-Marseille- Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 59 et comptent 300 000 habitants :

- 38 pour le Contrat de Ville Marseille Provence : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons , soit 244 000 habitants . A ceux-ci s'ajoutent 3 quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

- 4 pour le contrat de Ville du Pays d'Aix : 4 à Aix en Provence, 1 à Gardanne ,1 à Pertuis et 2 à Vitrolles, soit 23220 habitants.
- 4 pour le Contrat de Ville du Pays Salonais : 2 à Berre –L'Etang et 2 à Salon de Provence, soit 8000 habitants. A ceux-ci s'ajoute 1 quartier de veille à Salon de Provence
- 1 pour le Contrat de Ville du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, situé à Aubagne et comptant 2300 habitants. A ceux-ci s'ajoutent 3 quartiers de veille également à Aubagne.
- 3 pour le Contrat de Ville Istres Ouest Provence : 1 à Istres et 2 à Miramas, soit 10 400 habitants. A ceux-ci s'ajoutent 7 quartiers dits de veille : 4 à Port Saint Louis du Rhône, 1 à Istres et 2 à Miramas.
- 5 pour le Contrat de Ville du Pays de Martigues : 3 à Martigues, 2 à Port de Bouc soit 11 800 habitants. A ceux-ci s'ajoutent 5 quartiers de veille : 4 à Martigues et 1 à Port de Bouc.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le pilotage stratégique des Contrats de Ville sur les quartiers prioritaires, afin de garantir une coordination et une cohérence territoriale.

Dans sa rédaction issue de la loi n° 2014-173 , le décret n°2015-1118 du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la Politique de la Ville prévu aux articles L1111-2 et L 1811-2 du code général des collectivités territoriales , paru au Journal Officiel du 5 septembre 2015 prévoit que

« Dans les communes et établissements publics de coopération intercommunale(EPCI) signataires d'un Contrat de Ville, le maire et de le président de l'EPCI sont tenus de présenter annuellement à leur assemblée délibérante respective un rapport sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville, les actions qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmation de nature à améliorer cette situation.

Ce rapport est débattu au sein du conseil municipal et du conseil communautaire.

Les conseils citoyens présents sur le territoire concerné sont consultés en amont sur le projet du rapport. Le présent décret précise le contenu et les modalités d'élaboration de ce rapport annuel »

Les six rapports ci-annexés sont relatifs à la mise en œuvre opérationnelle en 2017 des Contrats de Ville par la Métropole Aix- Marseille-Provence.

Ils décrivent notamment la mise en œuvre en 2017 des contrats de ville sur chaque conseil de territoire,

l'évolution de la situation dans les quartiers prioritaires, l'articulation entre les actions menées au niveau des différents volets du contrat de ville, et s'il y a lieu avec les opérations d'aménagement au titre du Programme National de Renouvellement Urbain, l'accompagnement des conseils citoyens et l'ingénierie mobilisée.

Ils ont été soumis à l'ensemble des conseils municipaux compétents dont les avis, le cas échéant, sont joints en annexe.

Ils ont été présentés aux conseils citoyens existants sur les territoires concernés dont les avis, le cas échéant, sont joints en annexe.

Au regard du caractère transversal de la politique de la ville, le projet métropolitain déterminera les modalités selon lesquelles les compétences de la Métropole concourent aux objectifs de cohésion sociale et territoriale.

De même, le pacte de gouvernance, financier et fiscal adopté par la métropole par délibération du 30 juin 2016 participe déjà de la solidarité territoriale dans une logique de redistribution financière mais également de développement d'un projet métropolitain.

Le principe d'une évaluation à mi-parcours des contrats de ville a donc été validée à l'échelle de la Métropole par délibération du 13 juillet 2017 avec une seule évaluation pour les six territoires, copilotée par la Métropole et l'Etat, en associant l'ensemble des partenaires des contrats et les conseils citoyens.

La délibération du conseil métropolitain du 19 octobre 2017 a approuvé une convention de partenariat entre le Groupement d'intérêt Public du Centre de Ressource pour la Politique de la Ville PACA, la Métropole et l'Etat pour la réalisation de cette évaluation intermédiaire.

Cette évaluation s'appuiera sur des outils d'observation du territoire, l'analyse et l'évaluation des politiques conduites dans le cadre de la programmation annuelle, un zoom territorial sur une ou des actions spécifiques financées par les crédits spécifiques de la Politique de la Ville.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- Les articles L1111-2 et L 1811-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La signature des six contrats de ville entre les conseils de territoires et l'ensemble des partenaires ;
- La délibération du 13 juillet 2017 du conseil métropolitain ;
- La délibération du 19 octobre du conseil métropolitain ;
- Les avis des conseils municipaux des communes concernés ;
- les avis des conseils citoyens des territoires concernés.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'en application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, il est nécessaire d'engager un débat sur le Rapport Politique de la Ville.
- Le rapport Politique de la ville pour 2017 des six Conseils de Territoire.

Délibère

Article unique :

Est pris acte de la tenue du débat sur le rapport Politique de la Ville 2017 pour les quartiers prioritaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ci-annexé.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 252**Attribution de subventions aux opérateurs du Pays d'Aix oeuvrant dans le champ de la Prévention de la Délinquance**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le territoire du Pays d'Aix, différentes associations développent des projets spécifiques dans le champ de la Prévention de la Délinquance.

A ce titre, 4 structures sollicitent des aides financières destinées à soutenir les actions qui s'inscrivent soit dans le contrat de ville communautaire, pour les communes d'Aix-en-

Provence, Gardanne, Pertuis et Vitrolles, soit dans les dispositifs de soutien à la programmation des Comités Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), ou dans d'autres dispositifs non contractuels sur des communes dont les actions ont besoin d'être soutenues.

Il est proposé d'attribuer ces subventions pour un montant total de 32 132 €.

Cette proposition s'inscrit dans le prolongement des actions soutenues par le Pays d'Aix selon les 2 axes d'intervention suivants :

- Accès au droit et aide aux victimes
- Médiation, information et communication

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80 %, après notification de la subvention et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBVENTION SOLLICITÉE	SUBVENTION PROPOSÉE	CONV OUI/ NON
Axe 1 : Accès au droit et aide aux victimes							
2018-00242	ACCUEIL ET INFORMATION DE TOUS LES ETRANGERS (AITE)	Faciliter l'accès au droit des étrangers et personnes d'origine étrangère – Aix en Provence	2 000 €	83 470 €	4 000 €	1 800 €	NON
2018-00243	ACCUEIL ET INFORMATION DE TOUS LES ETRANGERS (AITE)	Faciliter l'accès au droit des étrangers et personnes d'origine étrangère – Pertuis (Maison de la citoyenneté et de l'égalité)	2 000 €	6 000 €	2 000 €	1 800 €	NON
2018-00244	ACCUEIL ET INFORMATION DE TOUS LES ETRANGERS (AITE)	Faciliter l'accès au droit des étrangers et personnes d'origine étrangère – Gardanne (Maison du droit et du citoyen)	2 000 €	2 000 €	2 000 €	1 800 €	NON
2018-00486	ACCES AU DROIT DES ENFANTS ET DES JEUNES (ADEJ)	Droit au quotidien - Vitrolles	3 000 €	11 000 €	2 000 €	2 000 €	NON
2018-00487	ACCES AU DROIT DES ENFANTS ET DES JEUNES (ADEJ)	Droit au quotidien – Aix en Provence	1 000 €	6 000 €	1 000 €	900 €	NON
2018-00488	ACCES AU DROIT DES ENFANTS ET DES JEUNES (ADEJ)	Droit au quotidien – Gardanne	2 000 €	5 000 €	2 000 €	1 800 €	NON
Sous total axe 1					13 000 €	10 100 €	

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBVENTION SOLLICITÉE	SUBVENTION PROPOSÉE	CONV OUI/ NON
Axe 1 : Accès au droit et aide aux victimes							
2018-00242	ACCUEIL ET INFORMATION DE TOUS LES ETRANGERS (AITE)	Faciliter l'accès au droit des étrangers et personnes d'origine étrangère – Aix en Provence	2 000 €	83 470 €	4 000 €	1 800 €	NON
2018-00243	ACCUEIL ET INFORMATION DE TOUS LES ETRANGERS (AITE)	Faciliter l'accès au droit des étrangers et personnes d'origine étrangère – Pertuis (Maison de la citoyenneté et de l'égalité)	2 000 €	6 000 €	2 000 €	1 800 €	NON
2018-00244	ACCUEIL ET INFORMATION DE TOUS LES ETRANGERS (AITE)	Faciliter l'accès au droit des étrangers et personnes d'origine étrangère – Gardanne (Maison du droit et du citoyen)	2 000 €	2 000 €	2 000 €	1 800 €	NON
2018-00486	ACCES AU DROIT DES ENFANTS ET DES JEUNES (ADEJ)	Droit au quotidien - Vitrolles	3 000 €	11 000 €	2 000 €	2 000 €	NON
2018-00487	ACCES AU DROIT DES ENFANTS ET DES JEUNES (ADEJ)	Droit au quotidien – Aix en Provence	1 000 €	6 000 €	1 000 €	900 €	NON
2018-00488	ACCES AU DROIT DES ENFANTS ET DES JEUNES (ADEJ)	Droit au quotidien – Gardanne	2 000 €	5 000 €	2 000 €	1 800 €	NON
Sous total axe 1					13 000 €	10 100 €	

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBVENTION SOLLICITÉE	SUBVENTION PROPOSÉE	CONV OUI/ NON
Axe 2 : Médiation, information et communication							
2018-00136	MEDIANCE 13	Accueil de proximité – Aix-en-Provence	5 000 €	47 600 €	20 000 €	4 500 €	NON
2018-00049	Groupe ADDAP 13	Chantiers éducatifs rémunérés – Aix-en-Provence	6 200 €	35 178 €	7 119 €	5 580 €	NON
2018-00050	Groupe ADDAP 13	Animations préventives hors temps scolaire – Aix-en-Provence	3 000 €	15 677 €	3 580 €	2 700 €	NON
2018-00051	Groupe ADDAP 13	Chantiers éducatifs rémunérés - Vitrolles	1 500 €	11 005 €	2 153 €	1 350 €	NON
2018-00052	Groupe ADDAP 13	Chantiers éducatifs rémunérés - Gardanne	3 000 €	11 743 €	5 182 €	2 700 €	NON
2018-00054	Groupe ADDAP 13	Animations préventives hors temps scolaire - Gardanne	780 €	5 590 €	1 556 €	702 €	NON
2018-00055	Groupe ADDAP 13	URBAN SPORT TRUCK	5 000 €	76 444 €	6 000 €	4 500 €	NON
Sous total axe 2					45 590 €	22 032 €	
TOTAL AXE 1 + AXE 2					58 590 €	32 132 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La signature du Contrat de Ville de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix le 30 juin 2015 ;
- Le Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2013-2015 (STSPD) de la commune d'Aix-en-Provence, signée le 10 octobre 2014 et prorogé jusqu'en 2017, par délibération du 3 décembre 2015 ;
- Le Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2013-2016 (STSPD) de la commune de Gardanne ;
- Le Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2013-2017 (STSPD) de la commune de Pertuis, signée le 02 avril 2013 ;
- Le Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2013-2017 (STSPD) de la commune de Vitrolles, signée le 11 décembre 2013 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat et Politique de la Ville du 14 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution des subventions 2018 pour un montant total de 32 132,00 € aux bénéficiaires suivants :

- ACCUEIL ET INFORMATION DE TOUS LES ETRANGERS (AITE)
- ACCÈS AU DROIT DES ENFANTS ET DES JEUNES (ADEJ)
- GROUPE ADDAP 13
- MEDIANCE 13

Le solde de la subvention sera liquidé conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole notamment sur production :

- du compte de résultat final de l'action, signé et certifié par le Président et le Trésorier de l'association. Ce compte de résultat sera établi dans la même forme que le budget prévisionnel de l'action. Il prendra en compte les ressources et les dépenses réelles afférentes à cette seule opération ;
- d'un bilan qualitatif et quantitatif de l'action conventionnée, à savoir, les moyens mis en place pour développer les axes d'intervention inscrits dans la convention ;

- des derniers bilans et compte de résultat connus de l'association, certifiés par un commissaire aux comptes ou un expert comptable.

Si les dépenses justifiées s'avèrent inférieures au montant subventionnable, le montant définitif de la subvention est calculé au prorata du montant des dépenses justifiées, rapportées au montant subventionnable et dans la limite de la subvention votée.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix est autorisée à prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont affectés en autorisations d'engagement sur le service 7D «Prévention de la Délinquance» chapitre 65 du budget de la Métropole 2018.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et politique de la ville - Gens du Voyage

2018 CT2 253

AVIS - Délégation de Service Public pour l'animation et la gestion des Aires d'Accueil des Gens du Voyage du Territoire du Pays d'Aix - Examen des Rapports d'Activités et des Comptes de Résultats du délégataire de l'exercice 2017 afférents aux Aires d'Accueil d'Aix-en-Provence, Le Réaltor, de Fuveau / Meyreuil, Rives Hautes et de Bouc-Bel-Air/Simiane-Collongue, La Malle

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Cette Délégation de Service Public, confiée à l'Association ALOTRA, est régie dans le cadre d'une convention d'affermage d'une durée de 7 ans qui a pris effet le 1^{er} janvier 2011. Son objet a trait à la gestion, à l'organisation ainsi qu'à la mise en œuvre de l'animation et des actions socio-éducatives des trois Aires d'Accueil pour les Gens du Voyage du Territoire du Pays d'Aix indiquées en objet.

Afin de permettre la vérification optimale, du fonctionnement, des conditions financières et des dispositions techniques de ce service délégué, le délégataire doit fournir à l'autorité délégante, au plus tard le 1^{er} mai de chaque exercice, les Rapports d'Activités idoines. Ceux ci se composent notamment des comptes-rendus techniques, des comptes de résultats financiers, ainsi que tout élément permettant une analyse précise de cette délégation.

Par souci de lisibilité et d'efficacité, les Rapports d'Activités consolidés spécifiques aux trois Aires d'Accueil, joints à cet exposé, sont accompagnés, de leurs synthèses respectives et d'un rapport synthétique global.

Conformément à la législation en vigueur, l'Aire d'Accueil d'Aix-en-Provence, Le Réaltor, agréée Centre Social par la C.A.F, l'Aire d'Accueil de Fuveau/Meyreuil, Rives Hautes et l'Aire d'Accueil de Bouc Bel Air/Simiane Collongue, La Malle, poursuivent leurs multiples missions auprès des voyageurs tout en assurant des relations constantes avec les services Métropolitains du Territoire du

Pays d'Aix, les partenaires institutionnels et les services publics de proximité.

Dans le domaine de la gestion sociale, malgré la mise en service tardive en date du 22 Mars 2017 de la nouvelle Aire d'Accueil d'Aix en Provence, Le Réaltor 80 places, les animations, les actions en matière de santé et scolarisation ainsi que les mesures de soutien et d'accompagnement des familles, mises en œuvre sur les trois sites dans le cadre du Projet Social, traduisent certaines avancées significatives dans les quatre secteurs contractualisés, sommairement énumérés ci-après :

- **Accueil et suivi des familles :** accompagnements socio-éducatif et administratif, domiciliations, instructions des dossiers RSA et des prestations sociales, accès à l'emploi et à la formation, etc.
En 2017, dans ce secteur ont été engagés **3 004** entretiens et interventions auprès des familles (+ 31,17%).
- **Santé et prévention :** consultations médicales, prévention et dépistages, sensibilisation aux violences, sensibilisation en faveur de l'hygiène et de l'éducation à la santé, etc....
Bien que les permanences PMI soient provisoirement suspendues pour des raisons de sécurité, **124** personnes ont participé aux actions engagées en 2017 dans le domaine de la santé et de la prévention (-8,14%) .
- **Scolarisation et soutien scolaire :** inscriptions en établissements scolaires, cours de soutien, liaison avec le CNED et le CASNAV, ateliers d'alphabétisation et de soutien à la parentalité, etc...
En 2017, **438** enfants ont bénéficié des actions en faveur de la scolarisation et du soutien scolaire (+26,58%).
- **Animation et accès à la culture :** organisation d'ateliers ludiques, créatifs, éducatifs et culturels, organisation de sorties, participation aux manifestations des communes (carnaval d'Aix en Provence, Salon du livre...) développement de projets spécifiques (débats, vidéo, spectacles, sports) etc....
Plus de **1 560** actions ont été engagées en 2017 sur les Aires dans les secteurs de l'animation et la culture (-4,00%).

Dans le domaine de la gestion locative une augmentation de la fréquentation est à constater. En effet, en 2017, **833** personnes ont été accueillies sur la nouvelle Aire d'Accueil Le Réaltor, de 80 places, soit **20,55 %** de plus qu'en 2016. Cette progression est générée par la forte attractivité de ce nouvel Equipement Public qui voit sa durée moyenne de séjour par famille s'établir à **44** jours par famille alors qu'elle était de **42** jours par famille en 2016.

A cette fréquentation s'ajoutent les **429** personnes accueillies en 2017 sur l'Aire d'Accueil de Fuveau/Meyreuil, Rives Hautes, qui dispose d'une capacité de seulement 23 places. Désormais concurrencée par les deux autres Aires plus récentes et de jauge supérieure, la qualité de ses équipements et de sa gestion maintiennent

néanmoins sa durée moyenne de séjour à **39** jours par famille.

Pour sa première année complète de fonctionnement, l'Aire de Bouc Bel Air/ Simiane Collongue, La Malle, a accueilli **556** personnes et voit sa durée moyenne de séjour se fixer à **50** jours par famille.

En 2017 les trois Aires du Territoire du Pays d'Aix ont donc accueilli **1 818** personnes (+25,03%), soit **845** caravanes (+37,17%). Les taux d'occupation annuels se fixent à **43 %** pour Le Réaltor, à **55 %** pour Rives Hautes et à **75 %** pour La Malle, démontrant ainsi la pertinence de la qualité de leurs installations.

Ainsi, malgré un environnement parfois particulièrement défavorable, l'occupation globale annuelle des trois Aires d'Accueil s'est établie à **24 379** journées/caravanes, en nette augmentation de **67,53 %** par rapport à 2016.

Cette fréquentation a produit une recette totale perçue auprès des usagers de **189 782 € TTC**, soit plus **106 %** par rapport à 2016. Les produits totaux des budgets d'exploitation atteignent à **759 893 € TTC**, alors que les dépenses globales idoine s'établissent à **662 816 € TTC**, dégageant ainsi un résultat global excédentaire de **97 077 € TTC**, alors que 2016 faisait l'objet d'un déficit de **27 714 € TTC**.

Il est à noter que le rapport R/D, soit : Recettes directes perçues auprès des voyageurs/Dépenses totales d'exploitation, qui caractérise toute Délégation de Service Public (DSP) se fixe à **28,63 %**. Sur le plan juridique pour ce type d'activité non commerciale, ce taux est parfaitement compatible avec la nature contractuelle de la DSP.

Ce bilan économique pourrait être plus favorable si ces Aires d'Accueil n'avaient pas à connaître régulièrement la proximité de nombreux stationnements illicites, de voyageurs s'installant en dehors des équipements prévus à cet effet ou de populations sédentarisées.

Ces occupations génèrent des charges supplémentaires (vols de fluides, dégradations,....etc), et réduisent fortement l'attractivité des Aires d'Accueil qui, le cas échéant, pourraient connaître des taux d'occupation bien plus élevés et donc des recettes plus conséquentes. Ces états de faits risquent donc de mettre en péril l'équilibre économique de la DSP de gestion des Aires d'Accueil, induisent des difficultés de gestion et posent de véritables problèmes de sécurité, de tranquillité et d'hygiène publiques.

Néanmoins pour ce qui concerne la gestion des Aires d'Accueil, il est à constater qu'au fil du temps, pour un service rendu en réelle amélioration, tant quantitative que qualitative, la participation financière du Territoire du Pays d'Aix et le coût global restant à sa charge, se sont particulièrement optimisés avec la mise en œuvre de cette D.S.P.

En 2017, la Contribution Financière forfaitaire (CFf) globale du Territoire du Pays d'Aix, afférente à la gestion et à l'animation de ces structures d'accueil s'est limitée à **141 483 € TTC**, soit **14,60 %** de moins que l'année précédente. Compte tenu des résultats financiers exposés ci avant, au titre de 2018 cette contribution financière devrait donc connaître une très forte baisse, conformément à l'application contractuelle de la formule d'ajustement du Cadre Financier de référence.

De surcroît, un mécanisme d'intéressement réparti entre le Déléataire et le Délégrant l'éventuelle recette annuelle supplémentaire perçue par le gestionnaire.

Il est à préciser qu'en 2017, le coût global annuel (Contribution Financière contractualisée + Travaux réalisés par le délégant) supporté par les finances du Territoire du Pays d'Aix, s'établit à **86 € TTC** par personne accueillie, soit une charge de **0,23 € TTC/personne/jour**.

Les propos qui précèdent démontrent, que ces trois Aires, remplissent parfaitement leur rôle d'accueil auprès des Gens du Voyage. Elles sont un lieu de ressources où les familles trouvent des avantages multiples : tissu économique important, situation sur des axes de passage, proximité des Equipements Publics, diversité des prestations, etc.

Malgré les quelques inconvénients pointés, les voyageurs font globalement part de leur satisfaction quant à l'accueil, la gestion, les services et les animations proposés. Ils souhaitent voir se développer sur la Métropole Aix-Marseille-Provence d'autres Equipements de qualité, semblables aux Aires d'Accueil construites sur le Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques ;
- La loi 2000-614 du 05 Juillet 2000 relative à l'Habitat et à l'Accueil des Gens du Voyage
- La délibération n°2010_A196 du Conseil communautaire de la CPA du 10 décembre 2010 relative à l'approbation du délégataire ;

- L'avis de la CCSPL en date du 15 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article Unique :

Il est pris acte des Rapports d'Activités annuels pour l'exercice 2017 de la Délégation de Service Public inhérente à l'animation et la gestion des Aires d'Accueil des Gens du Voyage d'Aix-en-Provence, Le Réaltor, de Fuveau/Meyreuil, Rives Hautes, de Bouc-Bel-Air / Simiane-Collongue, La Malle.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Zones d'activités

2018 CT2 254

AVIS - Approbation d'une convention de gestion de l'éclairage public entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune de Saint-Estève-Janson

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2005_A073 en date du 7 avril 2005, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, a décidé de la création de la ZAC Les Vergeras située sur la commune de Saint-Estève-Janson. Cette zone d'activité d'intérêt communautaire, devenu métropolitaine, doit être livrée d'ici la fin du premier semestre 2018.

Conformément aux compétences initiales de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, il a été indiqué dans le dossier de réalisation de la ZAC que la Commune assurerait la gestion et l'entretien de l'éclairage public implanté sur la voirie de cette zone.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue pleinement compétente pour la création, l'aménagement et la gestion des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires ou aéroportuaires. Cependant, la Métropole n'étant pas en capacité de reprendre effectivement ces compétences au 1^{er} janvier 2018, des conventions de gestion ont été établies entre les Communes concernées et la Métropole. Ces conventions visent à disposer du concours des communes concernées afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole s'organisera pour disposer des moyens humains et matériels, ainsi que des connaissances nécessaires à l'exercice des compétences transférées.

Pour autant, la ZAC Les Vergeras n'a pas été identifiée par ces conventions de gestion puisqu'elle n'était pas communale et déjà d'intérêt métropolitain.

Par ailleurs, dans le dossier de réalisation de la ZAC, il était convenu que le territoire assurerait la gestion des espaces publics, hors éclairage public, celui-ci ne relevant pas de ses compétences.

Aussi, d'un commun accord avec la Commune qui assure déjà la gestion du réseau d'éclairage public sur son territoire, il est proposé de lui confier la gestion du réseau d'éclairage public de la ZAC Les Vergeras.

Champ d'application :

Par cette convention de gestion, la Commune sera en charge de la gestion du réseau d'éclairage public sur le périmètre de la ZAC Les Vergeras.

Les missions de gestion confiées sont :

- La gestion des obligations d'un concessionnaire de réseau et notamment l'instruction des réponses aux demandes de DT/DICT pour le réseau d'éclairage public.
- La maintenance, l'entretien, le renouvellement et la réalisation des équipements et ouvrages affectés à l'éclairage public, notamment :
 - La surveillance du bon fonctionnement du réseau ;
 - Le remplacement de lanternes défectueuses ;
 - Les interventions de maintenance et réparation sur les éléments du réseau d'éclairage public, notamment candélabres et armoires d'éclairage public ;
 - La prise en charge des consommations électriques.

Modalités budgétaires, comptables et financières :

La Commune interviendra pour le compte de la Métropole, dans le respect des règles budgétaires, financières et de la comptabilité publique.

Elle ne percevra pas de rémunération pour la réalisation des missions et tâches objets de cette convention.

Cependant, afin de couvrir les coûts d'entretien générés pour les missions confiées, la Métropole versera à la Commune un montant annuel forfaitaire de 5 100 € HT.

Ce montant correspond à une évaluation du surcoût de charges que la Commune supportera pour l'exécution des missions concernées par la convention. Cette évaluation est calculée au prorata des charges qu'elle supporte pour l'exercice de ces mêmes missions à l'échelle de son territoire. Ce montant forfaitaire annuel sera versé en une seule fois.

Le forfait pour 2018 sera établi au prorata temporis en fonction de la date de réception de la ZAC.

Entrée en vigueur et durée :

Les obligations définies par la convention devront être exécutées de la date de réception des travaux de la ZAC Les Vergeras jusqu'au 31 décembre 2019 inclus, date à laquelle la convention expirera.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005_A073 du Conseil communautaire de la CPA portant approbation du bilan de la concertation, adoption du dossier de création de la ZAC, décision de création de la ZAC ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion de l'éclairage public entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune de Saint-Estève-Janson telle qu'annexée à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, service 3C.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer les conventions et les documents y afférents.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 255

AVIS - Zone d'Aménagement Concerté Bertoire 2 à Lambesc – Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires – Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 (CRAC 2017)

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération d'aménagement de la ZAC Bertoire 2 à Lambesc est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis janvier 2011 pour son aménagement et sa commercialisation. Il s'agit d'une opération de 17ha au total, dont la première tranche a permis de viabiliser 20 lots soit 5 ha de surfaces cessibles. Elle vise à accueillir notamment des entreprises artisanales et de la petite industrie.

Dans ce cadre, le traité de concession prévoit que le concessionnaire est chargé :

- de la maîtrise foncière, y compris par le biais de la mise en œuvre d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- des formalités légales, réglementaires et techniques liées à la réalisation de l'opération, (procédure Loi sur l'Eau) ;
- de la réalisation des ouvrages et équipements prévus au programme des équipements publics de la ZAC, y compris la remise des équipements à leur gestionnaire respectif ;
- de la commercialisation des lots ;
- de la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

La SPLA assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni deux fois durant l'exercice écoulé et du comité de pilotage et d'agrément qui s'est également réuni deux fois en 2017.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce la production d'un compte-rendu

annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 29 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 18 avril 2018 présente le CRAC 2017.

Compte rendu de l'année 2017

Durant l'année 2017, les actions suivantes ont été menées :

- Reprise des dégradations qui avaient été causées par des actes de malveillance sur les armoires techniques et certains regards ;
- Poursuite de la commercialisation et signature de deux promesses de vente. Par ailleurs, six nouvelles sociétés se sont positionnées fin 2017. La première tranche de la ZAC est aujourd'hui commercialisée à 80 % ;
- Poursuite des études de la deuxième tranche ;
- Prorogation de deux ans de la durée de la concession jusqu'en 2021.

Afin d'adapter la durée de la concession au rythme de la commercialisation, la durée de la concession est prorogée de 3 ans jusqu'en 2024. Le présent rapport d'activités tient compte de cette nouvelle durée.

Les dépenses 2017 sont en deçà des prévisions. En effet, le montant total des charges s'élève à 67 787€HT, pour un prévisionnel de 351 960€ HT. Cet écart provient principalement du nouveau planning

de réalisation de la deuxième tranche décalant ainsi les dépenses liées.

Les recettes sont en revanche supérieures aux prévisions. En effet, le montant total des recettes s'élève à 480 721€ au lieu des 339 750€ prévus grâce à la vente d'un plus grand nombre de lots.

Par ailleurs, une avance de trésorerie, d'un montant de 1 825 000€ a été versée en 2017 et sera remboursée au plus tard à la fin de l'opération.

Evolution du bilan

Le nouveau bilan tient compte de la prorogation de la durée de la concession de 2021 à 2024 et de la rémunération supplémentaire de la SPLA y compris pour les années prorogées par l'avenant précédent (2019 - 2021) qui n'avait pas pris en compte l'augmentation de la rémunération de la SPLA. Par ailleurs, la participation annuelle complémentaire de la Métropole jusqu'en 2024, date de fin de la concession, représente une augmentation de 207 000€ soit 525 000€ pour l'ensemble de la durée de la concession. Le montant de la participation annuelle à partir de 2019 diminuera légèrement et passera ainsi de 39 750€ à 34 500€.

La participation d'équilibre du concédant pour l'année 2018 s'élève à 39 750 €. Elle sera versée à la SPLA après l'approbation du présent CRAC.

Perspectives 2018

En 2018, la commercialisation de la première tranche devrait s'achever avec la signature des dernières promesses de ventes, et le suivi des permis de construire.

Certaines reprises des ouvrages dégradés liées au vandalisme devront être complétées.

Sont présentés ci-joint les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2017, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération du n°2005_A320 Conseil communautaire de la CPA du 8 décembre 2005 déclarant d'intérêt communautaire l'extension de la ZAC du plateau de la Bertoire à Lambesc;
- La délibération n°2006_A296 du Conseil communautaire de la CPA du 20 octobre

2006 créant la ZAC et approuvant le bilan de la concertation ;

- La délibération n°2008_A077 du Conseil communautaire de la CPA du 26 juin 2008 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération n° 2011_B010 du Bureau communautaire de la CPA du 21 janvier 2011 concédant l'aménagement de la ZAC Bertoire 2 à la SPLA ;
- La délibération n°2013_B466 du Bureau communautaire de la CPA du 7 novembre 2013 approuvant l'avenant n°1 au traité de concession ;
- La délibération n°ECO 006-1512/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n°2 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2017 de la ZAC Bertoire 2 ci-joint.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le procès verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 18 avril 2018 présentant le compte rendu annuel à la Collectivité 2017 de la ZAC Bertoire 2.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le compte rendu annuel à la collectivité (CRAC 2017) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération d'aménagement de la ZAC Bertoire 2 à Lambesc.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire.

Article 3 :

Le montant de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2018 s'élève à 39 750€, et sera versée après l'approbation du présent CRAC 2017 sur la ligne Di322AP2, nature 20422, de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75

Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 256

AVIS - Zone d'Aménagement Concerté Bertoire 2 à Lambesc - Approbation de l'avenant n°3 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La ZAC Bertoire 2 à Lambesc a été concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires en janvier 2011 par la Communauté du Pays d'Aix en vue de sa réalisation et de sa commercialisation. La première tranche de l'opération est aujourd'hui achevée et en cours de commercialisation. Les études préalables à la réalisation de la seconde tranche vont démarrer.

La concession initiale était prévue sur une période de 8 années. Toutefois, au regard de la durée des travaux d'aménagement et de l'étalement de la commercialisation des lots, un avenant de prolongation a été signé en 2017 pour une durée de deux ans portant la concession à dix années. Toutefois, cet avenant ne prenait pas en compte la rémunération supplémentaire due à la SPLA.

Aujourd'hui, compte tenu du rythme de commercialisation, il est nécessaire de proroger à nouveau de trois ans supplémentaires la durée de la convention soit jusqu'en 2024. Il convient ainsi d'ajuster en conséquence la part fixe de la rémunération de la SPLA sur la totalité des années complémentaires (2019 – 2024) et de maintenir la participation annuelle de la Métropole sur cette période.

Ainsi, l'objet du présent avenant est de modifier :

- le dernier alinéa de l'article 7.1 du traité de concession fixant la durée de la concession afin de la proroger de 3 ans.
- L'article 28,3 du traité de concession fixant la participation numéraire du concédant au coût de l'opération qui passe ainsi de 39 750€ par an à 34 500€ par an jusqu'en 2024, ce qui représente une augmentation de 207 000€. La participation du

concedant est ainsi fixée à 525 000€ pour toute la durée de la concession.

- L'article 33,1 du traité de concession fixant la rémunération du concessionnaire qui passe de 305 060€ à 495 060€ pour toute la durée de la concession.

Les autres articles du traité sont inchangés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2005_A320 du Conseil communautaire de la CPA du 8 décembre 2005 déclarant d'intérêt communautaire l'extension de la ZAC du plateau de Bertoire à Lambesc;
- La délibération n°2006_A296 du Conseil communautaire de la CPA du 20 octobre 2006 créant la ZAC et approuvant le bilan de la concertation ;
- La délibération n°2008_A077 du Conseil communautaire de la CPA du 26 juin 2008 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération n° 2011_B010 du Bureau communautaire de la CPA du 21 janvier 2011 concédant l'aménagement de la ZAC Bertoire 2 à la SPLA ;
- La délibération n°2013_B466 du Bureau communautaire de la CPA du 7 novembre 2013 approuvant l'avenant n°1 au traité de concession ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°ECO 006-1512/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n°2 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Les missions restant à réaliser sur l'opération.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 au traité de concession de la ZAC Bertoire 2.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant ainsi que tous les documents afférents à cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 257

Zone d'Aménagement Concerté Bertoire 2 à Lambesc - Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires – Agrément d'acquéreur

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la commercialisation de la première tranche de la ZAC de la Bertoire 2 située sur la commune de Lambesc et conformément au traité de concession, la SPLA Pays d'Aix Territoires sollicite un agrément d'acquéreur en vue de céder un lot à une entreprise.

La SPLA est ainsi chargée de la commercialisation des terrains en concertation avec le concedant, notamment dans le cadre des instances de suivi de la concession : comité technique et comité de pilotage. De plus, conformément à l'article 25 du traité de concession, « toutes les cessions,

concessions d'usage, locations...seront validées par le concédant par délibération de l'autorité compétente ». Préalablement à cet agrément, le comité de pilotage de la ZAC examine et donne un avis sur chaque demande d'entreprise.

Le comité de pilotage du 22 février 2018 a examiné la demande de l'entreprise suivante :

- ES SAIDI, spécialisée dans le domaine du terrassement, qui souhaite acquérir le lot 15bis d'une surface avant bornage de 1301m², au prix de 55€HT/m² soit 71 555€HT afin de construire son siège social et un atelier.

Le prix de cession de ce lot est conforme à la grille de commercialisation de la ZAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L311-6 définissant les modalités d'indication de la surface constructible au sein des CCCT ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005_A320 du Conseil communautaire de la CPA déclarant d'intérêt communautaire l'extension de la ZAC du plateau de Bertoire à Lambesc ;
- La délibération n°2006_A296 du Conseil communautaire de la CPA créant la ZAC ;
- La délibération n°2008_A077 du Conseil communautaire de la CPA approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération n°2011_B010 du Bureau communautaire de la CPA décidant la concession d'aménagement de la ZAC Bertoire 2 à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le traité de concession de l'opération à la SPLA Pays d'Aix territoires notifié le 21 avril 2011 et notamment son article 25 ;

- L'avis de la Commission de Territoire Développement Economique, Emploi et Agriculture du 6 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Comité de Pilotage du 22 février 2018 a donné un avis favorable à ce projet conformément aux critères de sélection de la ZAC de la Bertoire 2.

Délibère

Article 1 :

Est agréée la société ES SAIDI ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner, comme acquéreur du lot 15 bis sur la ZAC de la Bertoire 2 à Lambesc au prix de 55€HT/m².

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer tous les documents afférents à cette affaire et notamment le Cahier des Charges de Cession de Terrain propre à cette vente.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 258

Zone d'Aménagement Concerté du Quartier de Lenfant à Aix-en-Provence – Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires - Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 (CRAC 2017

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération d'aménagement de la ZAC de Lenfant à Aix-en-Provence est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis janvier 2010 pour son aménagement et sa commercialisation. Pour rappel, la ZAC de Lenfant est une opération de 36ha au total, qui a permis de viabiliser 13ha de surfaces cessibles.

Dans ce cadre, le traité de concession prévoit que le concessionnaire est chargé :

- de la maîtrise foncière, y compris par le biais de la mise en œuvre d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique
- des formalités légales, réglementaires et techniques liées à la réalisation de l'opération, (procédure Loi sur l'Eau) ;
- de la réalisation des ouvrages et équipements prévus au programme des équipements publics de la ZAC, y compris la remise des équipements à leur gestionnaire respectif ;
- de la commercialisation des lots ;
- de la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

La SPLA assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni une fois durant l'exercice écoulé et du comité de pilotage et d'agrément qui s'est également réuni une fois en 2017.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 29 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques,

ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,

- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 18 avril 2018 présente le CRAC 2017.

Compte rendu de l'année 2017

Durant l'année 2017, les actions suivantes ont été menées :

- Remise des ouvrages de la première tranche.
- Achèvement des travaux de la seconde tranche.
- Réception par les gestionnaires des travaux de la seconde tranche et démarrage de l'année de parfait achèvement préalable à la remise des ouvrages.
- Démarrage des travaux des espaces verts.
- Poursuite de la commercialisation de la seconde tranche.

Les dépenses 2017 sont en deçà des prévisions. En effet, le montant total des charges s'élève à 2 433 527€HT, pour un prévisionnel de 2 912 438€HT. Cet écart provient principalement de la diminution du montant des travaux, des honoraires liés et du décalage de certains travaux sur 2018.

Les recettes sont également inférieures aux prévisions, le montant total des recettes s'élevant à 1 322 502€HT au lieu des 2 947 200€HT prévus. Cela s'explique par le décalage en 2018 de la perception d'une partie des recettes foncières prévues en 2017.

Evolution du bilan

Le nouveau bilan prévisionnel de l'opération a évolué par rapport au CRAC 2016, avec une baisse prévisionnelle des dépenses de 403 000€HT, liée à la diminution du montant des travaux et des honoraires ainsi qu'au déblocage des sommes provisionnées pour l'achat d'éventuels fonciers pour la réalisation d'ouvrages supplémentaires aujourd'hui plus nécessaires.

Le montant des recettes a également évolué notamment en raison de la baisse du montant des prix des surfaces de lots situés en Espace Boisé Classé, soit une perte de 131 900€HT pour moitié compensée par la perception du remboursement ENEDIS d'un montant de 51 770€HT dans le cadre des travaux de la tranche 2.

Le résultat d'exploitation a augmenté de 350 658€HT pour atteindre 6 319 675€.

Perspectives 2018

En 2018, la commercialisation de la totalité de la ZAC devrait être achevée. Les travaux de la

deuxième tranche seront finalisés et les ouvrages remis à la Métropole.

Les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2017, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération sont joints en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations du Conseil communautaire de la CPA n°2001_A046 du 20 juillet 2001 déclarant d'intérêt communautaire l'aménagement du Quartier de l'Enfant à Aix-en-Provence et n°2006_A167 du 22 juin 2006 décidant le lancement de la procédure de ZAC ;
- La délibération n°2009_A221 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2009 créant la ZAC ;
- La délibération n°2010_A012 du Conseil communautaire de la CPA du 25 février 2010 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et son programme des équipements publics ;
- La délibération n°2010_B026 du Bureau communautaire de la CPA du 4 février 2010 concédant la réalisation de la ZAC du Quartier de l'Enfant à la SPLA ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2017 de la ZAC du Quartier de Lenfant ci-joint ;
- L'avis de la Commission de Territoire de Développement Economique, Emploi et Agriculture du 6 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le procès verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 18 avril 2018 présentant le compte rendu annuel à la Collectivité 2017 de la ZAC du Quartier de Lenfant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le compte rendu annuel à la collectivité (CRAC 2017) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération d'aménagement de la ZAC du Quartier de Lenfant à Aix-en-Provence.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 259

Zone d'Aménagement Concerté des Vergeras à Saint-Estève-Janson – Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires - Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 (CRAC 2017)

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La réalisation de la ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson a été confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires par le biais d'une concession d'aménagement notifiée en novembre 2013. Il s'agit de la création d'une zone d'activités économiques de 6 hectares qui permettra la commercialisation d'environ 19 lots allant de 1 400 à 4000 m² pour un programme d'environ 27 000m² de surface de plancher.

La SPLA s'est engagée aux côtés de la commune et du concédant dans la mise en œuvre d'une démarche HQE - Aménagement. Cette volonté d'obtenir le label HQE - Aménagement inscrit l'opération dans une démarche d'exemplarité sur le plan environnemental, de sa conception à la réalisation des travaux d'aménagement et surtout en phase d'exploitation.

Dans le cadre du traité de concession de la ZAC des Vergeras, le concessionnaire est chargé :

- d'assurer la gestion et l'entretien des biens,
- des formalités légales, réglementaires et techniques liées à la réalisation de l'opération,
- de la réalisation des ouvrages et équipements prévus au programme des équipements publics de la ZAC, y compris la remise des équipements à leur gestionnaire respectif ;
- de la commercialisation des lots ;
- de la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

La SPLA assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni deux fois durant l'exercice écoulé et du comité de pilotage qui s'est réuni également deux fois en 2017. L'opération étant en phase travaux, chaque semaine des réunions de chantier ont eu lieu depuis le démarrage du chantier en juin 2017.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 28 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- un rapport spécifique sur la mise en œuvre de la démarche environnementale de l'opération,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques,

ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,

- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 18 avril 2018 a présenté le CRAC 2017.

La démarche HQE – Aménagement :

Le site des Vergeras bénéficiant d'un environnement naturel et paysager remarquable, il a été décidé d'engager une démarche HQE - Aménagement afin de garantir une intégration optimale de l'environnement dans les principes d'aménagement de la ZAC. Un travail de définition des thématiques de développement durable à retenir pour l'opération est réalisé dès la conception du projet. La traduction technique et opérationnelle de ces cibles fera l'objet d'un suivi par Certivéa, organisme certificateur de la démarche, qui contrôlera leur mise en œuvre réelle jusqu'à la réalisation de l'opération et également après son achèvement.

La première certification HQE – Aménagement de la ZAC a eu lieu en 2015 et a été obtenue sur les phases 1 à 3 de la démarche, puis renouvelée en 2016 sur les phases 1 à 4.

Les principales cibles retenues traduites sous forme d'objectifs de développement durable dans la ZAC des Vergeras sont les suivantes :

- Assurer une continuité harmonieuse entre la ZAC des Vergeras et le tissu urbain à proximité, en intégrant l'histoire paysagère du site et la topographie au cœur de la conception du projet,
- Proposer une mixité programmatique des lots pour renforcer l'offre proposée aux entreprises,
- Intégrer une gestion alternative des eaux pluviales sur l'opération, en déclinant cet objectif sur les espaces publics et les lots privés,
- Intégrer des principes de sobriété énergétique afin de réduire les besoins et les consommations d'énergie fossile sur les lots privés et les espaces publics,
- Maîtriser l'équilibre des déblais-remblais sur ce secteur en pente,
- Encadrer la gestion des déchets en phase chantier par une charte de chantier vert pour l'aménagement des espaces publics de la ZAC,
- Proposer des espaces publics agréables et confortables pour les usagers.

Compte rendu de l'année 2017

Durant l'année 2017, les actions suivantes ont été menées :

- Analyse des offres et négociation en vue de l'attribution du marché de travaux d'aménagement des espaces publics et de viabilisation des terrains, attribution en mars 2017,
- Démarrage des travaux le 19 juin 2017 pour une durée de 11 mois,
- Adaptation de l'annexe du Cahier des Charges de Cession de Terrains (CCCT) intitulé « cahier de recommandations urbaines, architecturales paysagères et environnementales » par l'architecte de la ZAC,
- Organisation par le Territoire du Pays d'Aix le 7 décembre 2017 d'un audit de suivi pour la labellisation des phases 1 à 5 de la démarche HQE-Aménagement sous l'égide de Certivéa.

Le montant prévisionnel des dépenses pour 2017 dans le CRAC 2016 s'élevait à 1 919 979 €, or le montant réalisé est de 561 675 €. Le différentiel s'explique par le report sur 2018 du paiement d'une partie des travaux de viabilisation du site pour un montant de 1 312 42 €.

L'essentiel des recettes de l'opération en 2017 s'élève à 82 226 €, constitué d'une participation du concédant de 40 000 € et du versement du premier tiers d'une subvention du conseil départemental de 36 666 € (total de la subvention s'élevant à 110 000€) et de produits financiers.

Une avance de trésorerie de 1 million d'€ a été versée à l'opération en 2017. Elle sera remboursée au plus tard à la fin de l'opération en 2023.

Evolution du bilan

Le bilan 2017 est quasiment inchangé par rapport au bilan approuvé au CRAC 2016 et s'élève en dépenses à 2,74 M d'€ HT et en recettes à 2,78 M d'€ HT. Ce solde positif s'explique par l'attribution du marché de travaux à un coût inférieur à celui estimé en phase étude et de produits financiers.

Perspectives 2018

Les travaux de viabilisation de la ZAC ont démarré en mai 2017 et seront terminés en juin 2018. La commercialisation a d'ores et déjà commencé, deux acquéreurs de lots ont été agréés par le comité de pilotage de novembre 2017 et présentés au Conseil de Territoire du 14 février 2018.

Enfin, un nouvel audit de suivi de la démarche HQE - Aménagement en présence de Certivéa aura lieu pour valider la phase 6 de «Bilan-Capitalisation» .

Les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2017, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération sont joints en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2000_A164 du Conseil communautaire de la CPA du 18 décembre 2000 déclarant d'intérêt communautaire le projet de ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson ;
- La délibération n°2005_A073 du Conseil communautaire de la CPA du 25 mars 2005 créant la ZAC et approuvant le bilan de la concertation ;
- La délibération n°2013_B406 du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013 confiant l'aménagement de la ZAC des Vergeras à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015_B354 du Bureau communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n° 1 au traité de concession avec la SPLA ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° ECO 008-935/16/BM du Bureau de la Métropole du 17 octobre 2016 approuvant l'avenant n°2 au traité de concession avec la SPLA ;
- La délibération n° ECO 007-1191/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n° 3 au traité de concession avec la SPLA ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2017 de la ZAC des Vergeras ci-joint ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Economique, Emploi et Agriculture du 6 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le procès verbal du Conseil d'administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires en date du 18 avril 2018

présentant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2017 de la ZAC des Vergeras.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC 2017) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération d'aménagement de la ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson.

Article 2 :

Le montant de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2018 s'élève à 40 000 €, et sera versé après l'approbation du présent CRAC 2017 sur la ligne 2917, nature 20422 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 260

Zone d'Aménagement Concerté des Vergeras à Saint-Estève-Janson - Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires – Agrément d'acquéreur

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la commercialisation de la ZAC des Vergeras située sur la commune de Saint-Estève-Janson et conformément au traité de concession, la SPLA Pays d'Aix Territoires sollicite un agrément d'acquéreur en vue de céder un lot à une entreprise.

La ZAC des Vergeras, d'une superficie totale de 6 ha, est concédée à la SPLA depuis septembre 2013 pour son aménagement. Les travaux d'aménagement et de viabilisation du site ont démarré en mai 2017 et se termineront en mai 2018. La commercialisation des 19 lots disponibles à la vente est d'ores et déjà engagée. A ce jour, deux entreprises ont été agréées par le Conseil de Territoire.

La SPLA est ainsi chargée de la commercialisation des terrains en concertation avec le concédant, notamment dans le cadre des instances de suivi de la concession : comité technique et comité de pilotage. De plus, conformément à l'article 24 du traité de concession, « toutes les cessions, concessions d'usage, locations...seront validées par le concédant par délibération de l'autorité compétente ». Préalablement à cet agrément, le comité de pilotage de la ZAC examine et donne un avis sur chaque demande d'entreprise.

Le comité de pilotage de la ZAC s'est réuni le 17 avril 2018 pour analyser des demandes d'entreprises et donner un avis sur ces projets d'implantations. Ce comité a donné un avis favorable concernant la demande de l'entreprise ATELIER RENAISSANCE et demandé des compléments concernant deux autres projets présentés.

ATELIER RENAISSANCE est une entreprise dont l'activité principale est la restauration de monuments historiques et l'activité secondaire, le gardiennage de véhicules de collection. La société souhaite acquérir le lot 7 d'une surface avant bornage de 2 036 m² pour 91 620 € (soit 45 €/m²) afin d'y installer ses bureaux, ateliers de sculpture et un espace fermé pour le stationnement des véhicules en gardiennage.

Les prix de cession du lot sont conformes à la grille de commercialisation de la ZAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L311-6 définissant les modalités d'indication de la surface constructible au sein des CCCT ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la

Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération n°2000_A164 du Conseil communautaire de la CPA du 18 décembre 2000 déclarant d'intérêt communautaire le projet de ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson ;
- la délibération n°2005_A073 du Conseil communautaire de la CPA du 25 mars 2005 créant la ZAC et approuvant le bilan de la concertation ;
- La délibération n°2013_B406 du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013 confiant l'aménagement de la ZAC des Vergeras à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015_A210 du Conseil communautaire de la CPA du 8 octobre 2015 approuvant le Programme des Equipements Publics et le dossier de réalisation de la ZAC ;
- Le traité de concession de l'opération à la SPLA Pays d'Aix Territoires notifié le 20 novembre 2013 et notamment son article 24 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Economique, Emploi et Agriculture du 6 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Comité de Pilotage du 17 avril 2018 a donné un avis favorable à ce projet conformément aux critères de sélection de la ZAC des Vergeras.

Délibère

Article 1 :

La société ATELIER RENAISSANCE ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner, est agréée comme acquéreur du lot 7 au prix de 91 620 € HT sur la ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à cette affaire et notamment le Cahier des Charges de Cession de Terrain propre à ces ventes.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38

Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 261

Zone d'Aménagement Concerté de la Burlière à Trets - Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires - Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 (CRAC 2017)

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis la fin de l'année 2013, la SPLA est concessionnaire de la totalité de la ZAC de la Burlière. Il s'agit de la création d'une zone d'activités économiques en continuité de la zone commerciale existante, dont le périmètre total est de 23 hectares et qui permettra la commercialisation d'environ 12,5 hectares de terrains. Sa vocation est pour partie commerciale et pour partie industrielle et artisanale. Les lots sont à destination de petites entreprises de production et des entreprises de Trets souhaitant se délocaliser dans un espace économique approprié à leurs activités.

Dans le cadre du traité de concession de la ZAC de la Burlière, le concessionnaire est chargé :

- de la maîtrise foncière, y compris par le biais de la mise en œuvre d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- des formalités légales, réglementaires et techniques liées à la réalisation de l'opération, (procédure Loi sur l'Eau) ;
- de la réalisation des ouvrages et équipements prévus au programme des équipements publics de la ZAC, y compris la remise des équipements à leur gestionnaire respectif ;
- de la commercialisation des lots ;
- de la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

Il est également demandé au concessionnaire de mettre en œuvre une démarche de qualité environnementale sur l'opération.

La SPLA assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en

place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni 2 fois durant l'exercice écoulé et du comité de pilotage, réuni 2 fois.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 29 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 18 avril 2018 présente le CRAC 2017.

Compte rendu de l'année 2017

Durant l'année 2017, les actions suivantes ont été menées :

- Finalisation des fouilles archéologiques de la première tranche et remise du rapport au Service Régional de l'Archéologie fin 2017 ;
- Suite à la consultation d'archéologue, pour la seconde et la troisième tranche de fouilles fin 2016, l'INRAP a été retenu. Les fouilles ont été réalisées dans le courant de l'année ;
- Réalisation de la deuxième tranche de travaux, dont seuls les espaces verts sont à finaliser ;
- Poursuite de la commercialisation avec notamment la signature de 10 compromis de vente, et d'un acte authentique. Ces cessions en cours représentent au total près de 64 000 m² de terrains soit plus de la moitié de la surface cessible de la ZAC.

Les dépenses 2017 sont en deçà des prévisions. En effet, le montant total des charges s'élève à 2 908 600 €HT, pour un prévisionnel de 3 162 194€HT. Cet écart provient principalement de la diminution du montant des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre par rapport aux estimations.

Les recettes sont inférieures aux prévisions, ce qui s'explique essentiellement par le décalage de certaines cessions de lots, ainsi que par le versement du solde de la subvention de la DRAC, qui n'interviendra qu'après validation du rapport de fouilles.

Une avance de trésorerie, d'un montant de 2 000 000 € a été versée en 2017 et sera remboursée à la fin de l'opération.

Evolution du bilan

Le nouveau bilan prévisionnel de l'opération a évolué par rapport au CRAC 2016, avec une diminution prévisionnelle des dépenses de 959 114€ et une diminution des recettes de 228 857 €. L'opération étant bien avancée, le bilan a pu être réajusté en intégrant le montant des dépenses de travaux réelles des deux premières tranches, ainsi que les honoraires de maîtrise d'œuvre et d'ingénierie.

Une dernière tranche de travaux restant à réaliser, ce bilan fera de nouveau l'objet d'un ajustement en 2018.

Ainsi, la participation d'équilibre du concédant pour l'année 2018 reste inchangée et s'élève à 300 000€. Elle sera versée à la SPLA après l'approbation du présent CRAC.

Perspectives 2018

En 2018, les deux premières tranches des travaux d'aménagement seront réceptionnées et les études de projet de la troisième tranche seront engagées et suivies des travaux.

L'objectif est également de poursuivre la commercialisation de la zone en assurant notamment le suivi des permis de construire déposés par les acquéreurs et de permettre ainsi la signature d'actes authentiques.

Enfin, l'acquisition des derniers terrains nécessaires à la réalisation de voirie interne devrait aboutir.

Les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2017, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération sont joints en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2004_A180 du Conseil communautaire de la CPA du 25 juin 2004 déclarant d'intérêt communautaire la création d'une zone d'activité économique à Trets et l'extension de la Burlière ;
- La délibération n°2009_A106 du Conseil communautaire de la CPA du 26 juin 2009 créant la ZAC ;
- La délibération n° 2010_B432 du Bureau communautaire de la CPA du 29 septembre 2010 concédant l'aménagement de la première tranche de la ZAC de la Burlière à la SPLA ;
- La délibération n°2013_A265 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant le Dossier de Réalisation de la ZAC et le Programme des Équipements publics ;
- La délibération n°2013_B532 du Bureau communautaire de la CPA du 5 décembre 2013 approuvant l'avenant n°1 qui étend le périmètre de concession au périmètre de la ZAC ;
- La délibération n°2015_B353 du Bureau communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n°2 qui modifie la participation financière du concédant ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le Compte Rendu Annuel de la Collectivité 2017 de la ZAC de la Burlière ci-joint ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Economique, Emploi et Agriculture du 6 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le procès verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 18 avril 2018 présentant le compte rendu annuel à la Collectivité 2017 de la ZAC de la Burlière.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le compte rendu annuel à la collectivité (CRAC 2017) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération d'aménagement de la ZAC de la Burlière à Trets.

Article 2 :

Le montant de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2018 s'élève à

300 000 €, et sera versé après l'approbation du présent CRAC 2017 sur la ligne 334 nature 20422 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 262

Zone d'Aménagement Concerté Vitrolles CAP Horizon – Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires – Approbation du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 (CRAC 2017)

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération d'aménagement Vitrolles Cap Horizon a été déclarée d'intérêt communautaire par délibération n°2013_A114 du Conseil communautaire de la CPA du 18 juillet 2013. L'opération de la ZAC Vitrolles Cap Horizon a été concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires par décision du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2015.

Dans le cadre du traité de concession de la ZAC Vitrolles Cap Horizon, le concessionnaire est chargé de :

- Constituer le dossier de réalisation de ZAC.
- Acquérir à l'amiable auprès de l'EPF PACA les terrains nécessaires à la réalisation de l'opération selon les termes de la convention tripartite CPA /EPF/commune de Vitrolles.
- Assurer la gestion et l'entretien des biens dans les conditions décrites au titre II.

- Mettre en œuvre toutes les formalités administratives, légales et réglementaires et produire les compléments techniques concourant à la réalisation de l'opération, dans les conditions décrites au Titre III.
- Assurer la réalisation des études liées à la mise en œuvre de l'opération, conformément au Titre III.
- Assurer la maîtrise d'ouvrage aux fins de réalisation des travaux et équipements concourant à la réalisation de l'opération, dans les conditions décrites au Titre IV.
- Assurer la commercialisation dans le respect des conditions prévues au Titre V.
- Assurer la gestion administrative, financière et comptable de l'opération dans les conditions décrites au Titre VI.
- Mettre en place et animer les instances de suivi de la concession décrites à l'article 6.
- Mettre en œuvre une démarche de qualité environnementale sur l'opération telle que décrite à l'article 5.
- Proposer, préparer et assurer la mise en œuvre de tous contrats et conventions avec des tiers publics ou privés nécessaires à la réalisation de l'opération
- D'une façon générale, assurer la réalisation des études et de toutes missions nécessaires à l'exécution de ces obligations, dont la gestion et la coordination sont indispensables pour assurer la bonne fin de l'opération.
- Solliciter les subventions auxquelles l'opération peut être éligible, et fournir les pièces justificatives nécessaires au versement des subventions

La SPLA Pays d'Aix Territoires assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique et du comité de pilotage de l'opération.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte rendu annuel conforme à l'article L300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi l'article 32 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, qui ont vocation à être transmis au concédant au fur et à mesure de l'avancement de l'opération et dans les dispositions prévues aux articles précédents, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu financier comportant notamment :

- le bilan prévisionnel actualisé défini à l'article 33,
- le plan de trésorerie actualisé décrit à l'article 34,
- un tableau des acquisitions conformément au protocole passé avec l'EPF PACA /CPA, des acquisitions des propriétés publiques et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé, tel que décrit à l'article 35

- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir, relatant l'état d'avancement des différentes missions confiées au concessionnaire et leurs conditions de mise en œuvre, les procédures nécessaires à l'opération engagées et leur état d'avancement, les incidents éventuels (contentieux...).

- un rapport spécifique sur la mise en œuvre de la démarche environnementale de l'opération,

- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances prévues à l'article 31.7,

- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques en application de l'article 31.2, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,

- un planning d'opération actualisé, distinguant la partie mobilité et la partie économique.

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Compte rendu de l'année 2017 :

Foncier

Une deuxième tranche de cession, entre l'EPF PACA et la SPLA est intervenue en deux temps. Cette cession correspond à la libération d'un site par son occupant STARTEC, (départ effectif fin novembre 2017), pour un montant total de 6 998 064 €HT et une surface globale de 75 248 m² (93 €/m²) comme prévu au CRAC de 2016.

Un premier acte est intervenu le 27 juin 2017 pour un montant de 6 590 724 € HT et une surface de 70 868 m² ; et un second acte le 8 décembre 2017 pour un montant de 407 340 € HT et une surface de 4 380 m².

Par ailleurs, la mission foncière de l'EPF PACA se poursuit avec l'acquisition à l'amiable des parcelles identifiées comme nécessaires au projet et le lancement de la Déclaration d'Utilité Publique qui a été déposée le 13 octobre 2016 et le lancement de l'enquête publique devrait intervenir en juin 2018.

Concernant la libération du foncier :

- parcelle CI80 (les Bus de l'Etang - les Estroublans), cette parcelle a été acquise par l'aménageur en juillet 2016 et la libération annoncée en décembre 2017 n'est pas effective. Le site de l'Anjoly qui doit accueillir le futur dépôt de bus ne serait opérationnel qu'en 2021. Cette parcelle n'est donc pas disponible pour la mise en œuvre du projet.
- parcelle CI32 (M. MUCINESI, ferrailleur société MBR), difficulté de départ aussi pour l'occupant, son congé lui a été signifié le 31/12/2017.

- parcelle CI 81 (ancienne propriété COLAS), acquise en novembre 2017 avec un droit de jouissance jusqu'à fin 2018.

Commercialisation hors ZAC

Lot A : le promoteur REDMAN a obtenu 2 permis de construire : un pour le programme hôtelier le 20 décembre 2017 et un pour le programme de bureaux le 22 février 2018.

Lot B : le promoteur GICRAM a obtenu son permis de construire le 12 décembre 2016 pour un programme mixte bureaux et activités.

Lot C : le promoteur NEXITY NEXIMMO a obtenu son permis de construire le 21 novembre 2016 pour un programme mixte bureaux et activités.

Opération Couperigne

Les travaux de requalification des voiries et de création des bassins de rétention sont suivis par le BET SEBA.

Fin 2016, le marché de travaux du lot n°1 – terrassements, voiries et réseaux – a été attribué au groupement Guintoli – Malet – EHTP et le lot n°2 – espaces verts – à StarJardin.

La tranche ferme des travaux de requalification des voiries et de création des bassins de rétention a démarré en avril 2017.

En août 2017, la tranche optionnelle n°1 a été affermée pour la réalisation, notamment, de l'élargissement de la Draille des Tribales.

En septembre 2017, la ville de Vitrolles a demandé à la SPLA de mettre en suspend les travaux d'exutoire des eaux pluviales prévus dans cette tranche, ce qui a nécessité une prolongation du délai d'exécution des marchés de travaux de 3,5 mois. La fin des travaux interviendra donc mi-2018.

Mise en œuvre de la ZAC

Mise en compatibilité du PLU

La ville a poursuivi la mise en compatibilité du PLU avec le projet : la déclaration de projet permettant la mise en compatibilité du PLU avec l'opération Vitrolles CAP Horizon a été adoptée par le conseil municipal de la ville de Vitrolles le 15 décembre 2016 et la modification du PLU n°3 approuvée le 18 octobre 2017.

Maîtrise d'œuvre urbaine de la ZAC

Dans le cadre de la mission de Maîtrise d'Oeuvre Urbaine, l'AVP VRD a été finalisé et le dossier validé (hors gare routière, les échanges devant se poursuivre avec les services Métropole Transports) ainsi que le Cahier des Charges de Cession de Terrain (CCCT) applicable à l'ensemble de la ZAC. Le CCCT du lot n°1 a été signé le 20 octobre 2017.

Commercialisation de la ZAC

Le lot n°1 a fait l'objet d'un agrément d'acquéreur pour un binôme promoteur AKERA et occupant ASSYSTEM France (sous-traitant d'Airbus Hélicopters) lors du comité de pilotage du 17 avril 2017 et entériné par le Conseil de Territoire du 8 février 2018.

Le prix de vente de la charge foncière est de 220 €/m².

Travaux

La démolition du bâtiment industriel présent sur le futur lot n°1 a été engagée dès le départ effectif de l'entreprise STARTEC, les diagnostics et les études préparatoires ayant été assurés au préalable par différents prestataires techniques (diagnostic amiante, ...)

Maîtrise d'œuvre : CEBTP Démolition

Entreprise : société 2LTD

Dates d'exécution : préparation = 24/10/2017 au 21/11/2017 et démolition = 11/12/2017 au 09/01/2018.

Mesures environnementales – Dossier CNPN

Afin de mettre en œuvre les mesures compensatoires au titre de la préservation des espèces protégées, le bureau d'études ECOTONIA intervient depuis juillet 2016.

Sa mission a permis :

- l'intégration des recommandations nécessaires au sein des dossiers de consultations des entreprises relatifs aux travaux engagés par l'aménageur (requalification des voiries et de création des bassins de rétention de Couperigne, démolition du bâtiment industriel présent sur le lot n°1 en ZAC).
- la transmission aux constructeurs d'ores et déjà identifiés, en ZAC et hors ZAC, des cahiers des charges de prescriptions environnementales et l'engagement des missions de suivi lors des études et travaux.

Volet Transport de l'opération

Mise en place d'un groupe de travail Mobilité

La Métropole et la Région ont souhaité mettre en place, en co-pilotage, un groupe de travail ayant pour objet :

- l'établissement d'un pré-programme fonctionnel de la plate-forme multimodale positionnée sur le plateau des Estroublans,
- la proposition de plusieurs scénarios d'aménagement des accès à la gare et à la gare routière (liaison haut/bas) à travers la cuesta.

Cet engagement est associé à la mise en œuvre d'une « Convention de définition de la maîtrise d'ouvrage et du financement de l'étude de la deuxième phase du pôle d'échanges Vitrolles Aéroport Marseille Provence et sa connexion à la gare ferroviaire VAMP » signée par les partenaires financiers (Région PACA/ Métropole / ville de Vitrolles) en octobre 2017. Cette convention a permis de lancer une étude réalisée par SNCF Gare et connexion d'une durée de 4 mois. Un premier retour a été fait en décembre 2017.

Mise en place d'un groupe de travail Gare routière des Estroublans :

A l'issue de l'AVP, un groupe de travail s'est mis en place en vue de la conception d'une partie du PEM : gare routière et articulation avec le futur P+R.

Les discussions ont démarré sur la base de l'étude « Desserte et dimensionnement du pôle d'échanges

multimodal VAMP » réalisée par Horizon Conseil en 2016.

Le groupe de travail s'est réuni à 2 reprises en 2017 avec des échanges d'informations en parallèle. Les participants sont

- Métropole - Territoire du Pays d'Aix : Transports, Les Bus de l'Etang, Infrastructures communautaires, Appui aux communes
- Ville de Vitrolles
- Maîtrise d'œuvre urbaine de la ZAC

Le travail doit être poursuivi en 2018.

Subventions

La SPLA Pays d'Aix Territoire a sollicité une subvention FEDER au titre de l'appel à propositions 2016 dans le cadre du programme FEDER 2014-2020, sur les travaux de requalification des voies de la Couperigne. Un dossier a été déposé en 2016 et une subvention d'un montant de 854 370 € a été accordée le 20 novembre 2017. Les travaux doivent être réalisés dans les 3 ans suivants la notification de la subvention.

Pilotage de la concession d'aménagement

2 comités de pilotage se sont tenus en 2017 (avril et octobre).

Evolution du bilan :

Le bilan de l'opération CAP Horizon est resté stable avec un maintien des dépenses / Recettes à 77 499 913 € HT, les modifications concernent les équilibres internes du fait de l'avancement des travaux et de la concrétisation des acquisitions foncières.

Par rapport au CRAC de 2016, l'année 2017 a vu la réalisation des prévisions d'acquisitions foncières et une minoration des dépenses de travaux et d'honoraires due à la poursuite et à la fin du chantier de Couperigne reportées sur 2018.

En ce qui concerne les recettes :

- enregistrement des écarts positifs : cession du lot n°1, perception de loyers (bus de l'Etang), produits financiers et maintien du total général par minoration des recettes de cessions en fin d'opération,
- intégration de la subvention FEDER Mobilité au sein de la participation Mobilité pour un total général de participations publiques maintenu à 38 404 413 € HT (Mobilité + Aménagement).

En fonction de ces éléments, les participations pour 2018 et 2019 sont réparties comme suit :

	2018	2019
Participations Mobilité :		
Mobilité Métropole	1 200 000 € HT	1 670 000 € HT
Mobilité Etat	-	459 800 € HT
Mobilité FEDER	-	378 200 € HT
Total Mobilité	1 200 000 € HT	2 508 000 € HT
Participations Aménagement :		
Aménagement Métropole	1 111 237 € HT	131 307 € HT
Aménagement Couperigne	1 345 630 € HT	
Total Aménagement	2 456 867 € HT	131 307 € HT

Compte tenu de la complexité de l'opération et surtout des incertitudes liées au foncier, puisqu'il s'agit d'une opération en site construit et occupé, les dépenses et recettes au-delà de l'année 2019 sont théoriques et seront réajustées année par année.

Perspectives 2018 :

Acquisitions :

- en ZAC : parcelle COLAS sur les Estroublans et potentiellement acquisition de la partie Nord de la parcelle de la Région (assise du bassin de rétention actuel),
- hors ZAC : esplanade RD20 sur Couperigne.

Report d'une partie des acquisitions foncières du fait du report de la procédure de DUP.

Travaux :

- Fin du chantier de Couperigne, engagement de la libération des emprises COLAS, aménagement des abords du lot n°1 en ZAC,
- 2019 : démarrage des travaux de la ZAC : PEM (gare routière, esplanade publique, escalier de la Cuesta et parvis de la gare SNCF), création du nouveau bassin de rétention à proximité du lot n°2 et traitement de l'impasse Thalès.

Les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2016, le prévisionnel, pour les années à venir et le nouveau bilan actualisé de l'opération sont joints en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations du Conseil communautaire de la CPA n°2013_A114 du 18 juillet 2013 approuvant la réalisation de l'opération Vitrolles CAP Horizon sous forme de ZAC d'intérêt communautaire, n°2015_A076 du 21 mai 2016 créant la ZAC et n°2015_A318 du 17 décembre 2015 approuvant le dossier de réalisation ;
- La délibération n°2015_B235 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2015 approuvant le contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015_B590 du Bureau communautaire de la CPA du 26 novembre 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015_A321 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant l'avenant n°2 au contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- Le Procès Verbal du Conseil d'Administration de la SPLA du 18 avril 2018 ;
- Le Compte Rendu Annuel de la Collectivité 2017 de la ZAC CAP Horizon ci-joint ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Economique, Emploi et Agriculture du 6 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité modifié (CRAC 2017) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à la ZAC Vitrolles Cap Horizon.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 263

Zone d'Aménagement Concerté Vitrolles CAP Horizon - Agrément d'acquéreur

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la commercialisation de la ZAC CAP Horizon située sur la commune de Vitrolles, et conformément au traité de concession, la SPLA Pays d'Aix Territoires sollicite un agrément d'acquéreur en vue de céder un lot à une entreprise.

La ZAC CAP Horizon, d'une superficie de 50 ha, est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis juin 2015 pour son aménagement et sa commercialisation. Cette cession représente la première cession de la ZAC, ce qui est très emblématique car l'ensemble des travaux concernant les infrastructures de transports n'ont pas encore été réalisés.

La SPLA est chargée de la commercialisation des terrains en concertation avec le concédant, notamment dans le cadre des instances de suivi de la concession : comité technique et comité de pilotage. De plus, conformément à l'article 28 du traité de concession « toutes les cessions, concessions d'usage, locations (...) seront validées par le concédant par délibération de l'autorité compétente ».

Préalablement le comité de pilotage de ZAC examine et donne un avis sur chaque entreprise.

Par délibération n°2018_CT2_038, un agrément d'acquéreur avait été accordé à l'entreprise AKERA qui souhaitait construire des locaux pour la société ASSYSTEM France spécialisée dans l'ingénierie aérospatial. Pour cela elle souhaitait acquérir le lot

n°1 d'une superficie de 4 010 m² pour un prix de 882 200 € HT (220 €/m² HT) afin d'implanter des bureaux et des ateliers.

Aujourd'hui, la société AKERA sollicite le transfert de cet agrément d'acquéreur à une de ses filiales la société HUBSIDE Vitrolles dans les mêmes conditions.

Le prix de cession et les activités de l'entreprise qui s'installera sont conformes à la grille de commercialisation de la ZAC.

Cette demande a été examinée par le Comité de Pilotage du 14 mai 2018 qui a validé ce transfert.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire e prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L311-6 définissant les modalités d'indication de la surface constructibles des CCCT ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations du Conseil communautaire de la CPA n°2013_A114 du 18 juillet 2013 approuvant la réalisation de l'opération Vitrolles CAP Horizon sous forme de ZAC d'intérêt communautaire ; n°2015_A076 du 21 mai 2016 créant la ZAC et n°2015_A318 du 17 décembre 2015 approuvant le dossier de réalisation ;
- La délibération n°2015_B235 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2015 approuvant le contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- les délibérations HN n°088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et FAG n°002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation deu Conseil de la métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le traité de concession de l'opération à la SPLA Pays d'Aix Territoires notifié le 10 septembre 2015 et notamment son article 28 ;
- L'avis du Comité de Pilotage du 14 mai 2018 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi, agriculture du 6 juin 2018.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le comité de pilotage du 14 mai 2018 a donné un avis favorable à ce projet conformément aux critères de sélection de la ZAC CAP Horizon.

Délibère

Article 1 :

La société HUBSIDE Vitrolles ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner, est agréée comme acquéreur du lot n°1 au prix de 220€/m² HT de la ZAC CAP Horizon à Vitrolles .

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer tous les documents afférents à cette affaire et notamment le Cahier des Charges de Cession de Terrain propre à cette vente.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 264

Réhabilitation du Pôle Commercial de la Pioline à Aix-en-Provence - Approbation du programme de travaux pour la réhabilitation de la rue Bastide de Verdaches

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, le Territoire du Pays d'Aix souhaite poursuivre le processus de remise en valeur du Pôle Commercial de la Pioline et notamment prévoir la réhabilitation de la rue Bastide de Verdaches.

En 2017, une étude de faisabilité a été lancée afin de déterminer des solutions d'aménagement pour garantir la sécurité de l'ensemble des usagers : piétons, cycles, voitures et camions de livraison.

Cette étude a permis d'aboutir à la proposition d'un programme de travaux qui s'établit comme suit :

1. Voirie : aménagement selon un profil de voies asymétrique pour l'ensemble du linéaire (360 ml) de la rue de Bastide de Verdaches avec un stationnement longitudinal unilatéral organisé le long d'un des deux trottoirs, d'un côté ou de l'autre de la chaussée selon les sections. L'ensemble de la rue sera classé en zone 30. Cette mesure sera accompagnée par la création de 3 plateaux traversants (1 à chaque extrémité et un en partie centrale).
2. Éclairage public : les mâts d'éclairage public seront implantés unilatéralement sur la voie, en fond de trottoir et du même côté que l'éclairage existant à remplacer.
3. Espaces verts : des aménagements paysagers, espaces verts ou minéraux, sont prévus ponctuellement afin notamment de limiter le risque de stationnement « sauvage » sur les trottoirs.

Le coût prévisionnel de l'opération s'élève à 875 000 € HT soit à 1 050 000 € TTC.

Ce montant est composé d'une partie travaux pour un montant de 936 000 € TTC et d'une partie étude pour un montant de 114 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 6 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme de réhabilitation de cette opération, pour un montant de 875 000 HT soit 1 050 000 € TTC.

Ce montant est composé d'une partie travaux pour un montant de 780 000 € HT soit 936 000 € TTC et d'une partie étude pour un montant de 114 000 € TTC.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer les différentes pièces afférentes à ce dossier.

Article 3 :

Le financement de cette opération devra faire l'objet d'une création d'Autorisation de programme qui sera proposée au prochain Conseil de la Métropole.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 265

AVIS - Approbation des conditions de transfert de l'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain "ZAC Pallières II" sur la commune des Pennes Mirabeau

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis sa création au 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence «définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme», en vertu de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Ce même article précise que l'intérêt métropolitain doit être défini au plus tard deux ans après la création de la

métropole, soit au 1er janvier 2018 pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, à défaut, la Métropole exerce l'intégralité des compétences soumises à la définition de l'intérêt métropolitain.

La délibération du Conseil Métropolitain référencée « URB 023-2781/17/CM » du 19 octobre 2017 a défini les critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement. Au vu de ces critères, cette même délibération a reconnu d'intérêt métropolitain des projets et opérations d'aménagement ; ainsi, en accord avec la commune des Pennes Mirabeau, la ZAC Pallières II a été déclarée d'intérêt métropolitain.

Il convient donc de dresser le bilan patrimonial et financier de l'opération afin de fixer les conditions matérielles dans lesquelles s'effectuera le transfert effectif de l'opération ainsi que le périmètre et la date du transfert de charges, de produits et de responsabilités qui en découlent. Une délibération concordante de la Commune des Pennes Mirabeau sera prise pour acter ces conditions.

I. Présentation de l'opération

Afin d'anticiper une demande croissante de logements, la commune des Pennes Mirabeau a décidé d'étendre l'urbanisation du secteur des Pallières en réalisant une opération d'aménagement d'ensemble mixant habitat, commerces de proximité, activités et équipements publics. Ce projet d'extension est situé entre la partie Est du village déjà urbanisé, la ZAC Pallières 1 à l'Ouest et la zone commerciale et d'activités au Nord. D'une superficie totale d'environ 32 ha, la ZAC Pallières II a ainsi été créée en 2015 par délibération du conseil municipal des Pennes Mirabeau et concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires le 1^{er} juin 2015. Cette concession a été modifiée par un avenant n°1 du 23 novembre 2016.

Le projet vise à créer une continuité urbaine en cohérence avec le cadre général naturel et urbain existant. Il s'agit d'un véritable « morceau » de ville avec une diversité des espaces. L'organisation spatiale visera à assurer le lien avec le village et le tissu urbain limitrophe. Dans cet esprit, un concours d'urbanistes a été organisé par la SPLA en 2016 et une équipe pluridisciplinaire a été retenue par un jury présidé par le Maire des Pennes Mirabeau : l'équipe de CFL Architecture composée d'un architecte urbaniste, un paysagiste, un bureau d'études techniques (Egis) et un bureau d'études environnement (Symoé). Durant l'année 2017, la SPLA Pays d'Aix Territoires et l'équipe de CFL Architecture ont piloté les études urbaines permettant de fixer le programme d'équipements de la ZAC, finalisé le schéma d'aménagement, proposé un phasage et un bilan financier. L'ensemble de ces éléments a conduit à l'approbation du dossier de réalisation de la ZAC fin 2017.

Dans les grandes lignes le dossier prévoit

- Un programme de constructions prévisionnel total d'environ 100.000 m² de

surfaces de plancher permettant la réalisation d'environ 1000 logements.

- Environ 6000 m² de sdp pour les commerces et activités en front de RD113.
- Un Programme mixte avec 30% de logements sociaux, 10% d'accession, et 60% de libre avec une mixité des formes urbaines : habitat individuel, individuel groupés et petits collectifs.
- Des équipements publics : un groupe scolaire, une maison intergénérationnelle.
- Des aménagements paysagers qualitatifs le long des principales voiries.
- Des aménagements en lien avec le BHNS et les liaisons vers les quartiers limitrophes.

Par ailleurs, depuis 2007, le site de Pallières fait l'objet d'un partenariat conclu entre l'EPF PACA, la commune des Pennes-Mirabeau et le Pays d'Aix afin d'assurer une démarche de veille foncière sur le secteur. À cet égard, une convention d'anticipation foncière a été signée en 2007 entre ces trois acteurs. Ce conventionnement a permis à l'opérateur foncier de maîtriser sur l'ensemble du secteur, environ 6 hectares de foncier.

Par la suite, il est apparu nécessaire que l'EPF PACA poursuivre sa mission foncière par la mise en œuvre d'une procédure de déclaration d'utilité publique travaux. Ainsi, en janvier 2017, a été adoptée une nouvelle convention d'intervention foncière en phase réalisation afin que l'opérateur foncier conduise les acquisitions foncières en étant bénéficiaire de la procédure d'expropriation. S'agissant des principales modalités juridiques et financières de la convention, la Métropole Aix-Marseille Provence se porte garante des biens acquis par l'EPF PACA. La garantie de rachat est fixée dans la présente convention à 20 M€. Elle correspond au montant prévisionnel nécessaire pour réaliser l'ensemble de la maîtrise foncière du site.

Ainsi dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération, il a été décidé que l'EPF PACA continuerait sa mission foncière sur l'opération notamment par la mise en œuvre du dossier de DUP travaux.

II. Bilan Financier

Le traité de concession entre la commune des Pennes Mirabeau et la SPLA Pays d'Aix Territoires, complété par son avenant n°1, prévoit une participation du concédant à l'opération de 405.902 €, affectée au financement des études pré-opérationnelles. Cette participation a été entièrement versée par la commune des Pennes Mirabeau à ce jour. Le CRAC 2017 (compte rendu d'activités du concessionnaire) de l'opération approuvé au conseil d'administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires le 18 Avril dernier présente un bilan d'opération équilibré avec un total dépenses et recettes de 43,5 M d'€ HT. La SPLA a prévu de recourir à l'emprunt pour financer les premiers travaux de viabilisation qui démarreront en 2020.

Cependant, il est nécessaire de réaliser certaines études techniques préalablement aux travaux d'aménagement, notamment le dossier d'autorisation au titre de la Loi sur l'eau, et de désigner l'équipe d'ingénierie en charge du dossier techniques des ouvrages niveau DCE. Aussi, il sera proposé de verser une avance trésorerie remboursable de 300.000 € à la SPLA dès l'année 2018, sous réserve de la disponibilité des crédits au BPMF Aménagement du CT2, afin de garantir le planning de réalisation de l'opération.

III. Bilan patrimonial

Afin de maintenir à la fois la dynamique foncière engagée mais également la logique opérationnelle, il a été souhaité par l'ensemble des partenaires que l'EPF PACA poursuive sa mission foncière sur le périmètre de l'opération d'aménagement. La mission d'acquisition des terrains que cela soit à l'amiable ou par voie d'expropriation est donc dévolue à l'EPF PACA par le biais de la convention d'intervention foncière existante sur la ZAC. La délégation du droit de préemption à l'EPF PACA est totale sur le périmètre, l'exercice du droit de priorité lui est également délégué en vertu des dispositions de l'article L240-1 du Code de l'Urbanisme.

En vue d'assurer la maîtrise totale du foncier de la ZAC, une procédure de Déclaration d'Utilité Publique a été initiée suite à l'approbation du dossier de réalisation en vue d'une expropriation dont le bénéficiaire sera l'EPF PACA.

Il est également prévu dans le traité de concession que l'EPF PACA s'engage à céder des îlots fonciers au fur et à mesure de leur maîtrise sur la base d'un planning préalablement défini. La SPLA s'engageant de son côté à racheter le foncier à l'EPF selon des modalités à définir dans une convention tripartite à établir.

Par ailleurs, la commune des Pennes Mirabeau dispose de foncier dans le périmètre de la ZAC. Les parcelles propriété de la commune, CO 142-140-141-107-147-529-530-40-225 représentant une surface totale de 25 571m² sont libres de toute occupation. Les parcelles communales CO 533-531-532 sont occupées par du bâti. Le traité de concession (y compris dans sa forme modifié suite au transfert de la ZAC) ainsi que le bilan prévisionnel de la ZAC prévoit le rachat par l'aménageur des terrains nécessaires à la mise en œuvre de l'opération d'aménagement. Il conviendra, en concertation entre commune, Métropole et SPLA de définir les conditions précises de ce rachat.

IV. Les marchés et contrat en cours

Au titre de l'article L5217-5 du CGCT, la Métropole est substituée de plein droit pour l'exercice des compétences transférées, aux communes membres [...], dans l'ensemble des droits et obligations attachés aux biens mis à disposition [...] ainsi que pour toutes leurs délibérations et tous leurs actes.

Le transfert de l'opération entraîne de droit le fait que les contrats soient transférés et exécutés dans les conditions antérieures.

En l'espèce, les seuls contrats existants sur cette opération sont le contrat de concession entre la commune et la SPLA et la convention d'intervention foncière avec la Métropole et l'EPF PACA. Aussi afin de garantir l'association et le co-pilotage de l'opération d'aménagement par la commune et la Métropole, il a été convenu entre les parties qu'un avenant au traité de concession d'une part, substituera la métropole à la commune en tant que concédant de l'opération et d'autre part intégrera la Métropole dans les organes de suivi de la ZAC (Comité technique et comité de pilotage) aux côtés de la commune des Pennes Mirabeau et de la SPLA. Cet avenant sera présenté à un prochain Bureau de la Métropole.

V. Les contentieux en cours

Suite au lancement de la procédure de ZAC par la commune des Pennes Mirebeau, par délibération 38X15 du 26 février 2015, le conseil municipal a tiré le bilan de la concertation et par délibération 39X15 du 26 février 2015, le conseil municipal a décidé la création de la ZAC des Pallières II.

Monsieur Poussel, Madame Zografou, Monsieur Fabien, Madame Lombardo, ont adressé un recours gracieux à la commune le 19 janvier 2017, à l'encontre des délibérations susvisées, auquel une décision explicite de rejet leur a été opposée le 30 janvier 2017.

Par requête enregistrée par le Greffe du Tribunal administratif de Marseille sous le n°1701570-2 le 6 mars 2017, les requérants ont sollicité du Tribunal administratif de Marseille l'annulation des délibérations 38X15 et 39X15 du 26 février 2015 ainsi que de la décision explicite de rejet du recours gracieux.

Par jugement du 19 février 2018, le Tribunal Administratif de Marseille a rejeté la requête de Monsieur Poussel et autres.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, il convient d'acter les modalités financières et patrimoniales du transfert de la ZAC Pallières 2 sur la commune des Pennes Mirabeau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La délibération cadre relative à l'intérêt métropolitain n° MET 17/3162/CM du 30 mars 2017 ;
- La délibération relative à la définition de l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme n° MET 17/4627/CM du 19 octobre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la Métropole a défini les critères de l'intérêt Métropolitain
- Que l'opération répond à des enjeux structurants mettant en œuvre des orientations métropolitaines notamment en matière d'aménagement, d'équilibre social de l'habitat et de politique de la ville
- Que l'opération prend en compte dans la définition des enjeux et des objectifs de programmation l'articulation habitat-transport et la mise en œuvre de démarches environnementales

Délibère

Article 1 :

Est approuvé, en accord avec la Commune des Pennes Mirabeau, le transfert à la Métropole de l'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain dénommée ZAC Pallières II dont le périmètre figure en annexe de la présente.

Article 2 :

Est acté le transfert effectif de cette opération à compter de la date la plus tardive du retour du contrôle de légalité des délibérations de la Commune et de la Métropole.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à la réalisation et au suivi de ce dossier, à réaliser les formalités afférentes.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Interventions économiques

2018 CT2 266

AVIS - Attribution d'une subvention en faveur du projet immobilier porté par la société VERMILLON à Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Mis en place par la Communauté du Pays d'Aix en 2012, le dispositif d'aide à l'immobilier vise à favoriser l'ancrage des entreprises industrielles sur le territoire. Il consiste à cofinancer, à hauteur de 20 % maximum, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition ou d'extension de locaux d'activités. Cette aide est conditionnée par la création d'emplois.

1. Présentation de l'entreprise

Implantée sur le Pôle d'activités d'Aix-en-Provence, la société VERMILLON développe et fabrique des peintures et matières décoratives (chaux, béton ciré...). Elle assure également de la formation qualifiante. La S.A.R.L. VERMILLON fait partie du groupe MERCADIER qui emploie 25 personnes au total : 8 pour VERMILLON, 7 au sein de la holding BEES et 10 pour la S.A.R.L. ANTRACITE dédiée à la distribution et à l'animation des boutiques. Créé à Aix-en-Provence en 2003 par Marie et Xavier GRINDEL, ce groupe familial réalise un chiffre d'affaires de 2,8 M€ (dont 1,64 M€ pour VERMILLON). 30 % du chiffre d'affaires est réalisé à l'export.

La stratégie d'entreprise de VERMILLON est orientée vers l'innovation et la modernisation. Des investissements de R&D sont réalisés sans cesse pour mettre au point de nouvelles gammes de produits. L'entreprise bénéficie en effet d'un Crédit Impôt Recherche, et elle adhère au Centre Régional d'Innovation de Transfert de Technologie (CRITT) « Novachim » dédié au secteur Chimie, Plastique et Matériaux. Soucieuse de développer ses outils

numériques, VERMILLON est membre de la French Tech Aix-Marseille depuis 2016.

2. Le projet immobilier

Dans le cadre de son projet de développement, le groupe Mercadier a prévu d'investir dans son propre bâtiment. Le projet est porté par la SARL VERMILLON, à travers la SCI NORMAIX. Il s'agit de faire l'acquisition d'un terrain de 3.087 m² sur la ZAC de l'Enfant, au Pôle d'activités d'Aix-en-Provence, en vue d'y construire un bâtiment d'une surface de 1.500 m² répartie sur deux niveaux.

Ce bâtiment a vocation à regrouper un laboratoire de R&D, l'atelier de fabrication, le centre de formation professionnelle, une plate-forme logistique et des bureaux. Cet investissement permettra d'internaliser en totalité la fabrication et le conditionnement de produits, d'optimiser l'organisation logistique et d'accélérer le développement à l'international.

Conçu à l'aide d'un architecte, le bâtiment est à ossature bois, il répond aux normes de qualité environnementale. Le permis de construire a été accordé.

La construction du bâtiment a été chiffrée à 1.804.589 € dont 1.575.468 € éligibles répartis comme suit :

VRD	157.893 €
Locaux de stockage	456.062 €
Création d'un atelier	445.199 €
Bureaux	513.314 €
Contrôle SPS	3.000 €
 TOTAL	 1.575.468 €

Concernant les modalités de financement de cette opération, VERMILLON a engagé des négociations avec ses partenaires bancaires. Il a finalement été décidé le montage sous forme de crédit-bail. Le contrat va être signé avec CMCIC LEASE qui procédera à la signature de l'acte authentique dans le courant du 1^{er} trimestre 2018.

Des fonds propres compléteront le plan de financement.

L'emménagement dans les nouveaux locaux est prévu pour la fin de l'année 2018.

Ce projet immobilier va de pair avec une évolution de l'activité et un plan de recrutement. VERMILLON devrait en effet doubler ses effectifs d'ici 2020.

Sur cette base, il est proposé de soutenir cette opération à hauteur de 120.000 € soit 7,16 % de l'assiette éligible de 1.575.468 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2009_1717 du 30 septembre 2009 relatif aux aides à l'investissement immobilier et à la location d'immeubles accordées aux entreprises par les collectivités territoriales et leurs groupements ;
- La délibération n° 2012_A113 du Conseil communautaire de la CPA du 12 juillet 2012, relative à la mise en place d'un dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprises ;
- La délibération n° 2013_A038 du Conseil communautaire de la CPA du 28 mars 2013 relative aux modalités d'intervention en faveur de l'immobilier d'entreprise, ouvrant notamment la possibilité d'accorder une subvention aux SCI ;
- La délibération n° 2013_A162 du Conseil communautaire de la CPA du 10 octobre 2013, relative aux modalités d'intervention en faveur de l'immobilier d'entreprise ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN021 – 049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le règlement budgétaire et financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'aide à l'immobilier de 120.000 € au bénéfice de la société VERMILLON basée à Aix-en-Provence (subvention versée à la société CMCIC LEASE, Crédit-bailleur).

Article 2 :

Est approuvée la convention quadripartite correspondante, annexée au rapport.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 61-20421.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 267

AVIS - Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association EA ECO-ENTREPRISES pour sa feuille de route 2018 - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'aide aux acteurs économiques de proximité et les pôles de compétitivité fait partie de la stratégie de développement économique de la Métropole.

A ce titre, la Métropole propose de soutenir l'association EA ECO-ENTREPRISES.

Association créée en 1996, elle a pour objet de favoriser l'innovation dans le domaine de l'environnement, de promouvoir les actions de développement scientifique, technique et économique des acteurs de ce domaine, d'animer la filière par le biais de formations, de rencontres et de mises en réseau. Reconnue pour son expertise dans le domaine de l'eau, EA porte la délégation de la Région Sud du Pôle Eau depuis 2010.

Elle compte 160 membres parmi lesquels plus de 150 entreprises et présente la particularité de rassembler des TPE/PME oeuvrant dans différentes filières complémentaires (déchets, énergies renouvelables, sites et sols pollués, génie écologique, qualité de l'air..) et offre ainsi la possibilité de proposer une approche globale

interdisciplinaire propice au développement économique et à une vision systématique des problématiques de transition énergétique.

Seul cluster à rassembler différentes filières dédiées au développement durable, EA ECO-ENTREPRISES facilite la transition des territoires en valorisant les solutions opérationnelles de ses membres auprès des donneurs d'ordre publics et privés. En 2018, ses actions d'appui technique au renforcement et au développement économique des filières qu'elle accompagne se déclineront par leviers de compétitivité suivants :

- **Développement Réseau et Animation**

Participe à la mise en place par l'État de la Plateforme régionale des achats de l'État et travail de sourcing des éco-entreprises innovantes, Anime en s'appuyant sur les partenariats créés par l'association avec les autres acteurs régionaux, nationaux ou internationaux : information et sensibilisation sur des domaines réglementaires ou stratégiques, détection de besoins pouvant faire émerger des projets de R&D collaborative, identification de compétences complémentaires au sein du réseau (journées techniques, newsletter, groupes de travail, formation...).

En 2018 :

- *journées organisées sur les sujets suivants : Territoires zéro déchets, Territoires à Energie Positive, Nanomatériaux, Reconquête de fonciers, Photovoltaïque,*
- *3 Ea Business Time, dont 1 sur le Territoire du Pays d'Aix,*
- *3 rencontres DO/Eco-PME dont 1 sera dédiée à l'économie circulaire / achats*
- *1 rencontre Business « solutions environnementales pour l'industrie » en collaboration avec la CCIMP .*

- **Innovation**

Encourage la culture de l'innovation au sens large et accompagne individuellement les entreprises par la veille et diffusion des appels à projets, des montages de projets et des labellisations, financements et suivi des projets.

En 2018 : *réglementation Reach et stratégie de financement avec la présentation du dispositif PACA Emergence.*

- **Club International**

Collecte et diffuse de l'information stratégique auprès des adhérents, échange des informations, accompagne et anime à travers son club international.

En 2018 :

- réunion Côte d'Ivoire de présentation du marché et de la réglementation
- réunion sur la « stratégie de l'export »
- missions Port de Tanger ou Pollutec Maroc et Pollutec Abidjan (1ère édition fin 2018)
- **Emploi/formation**
Propose une offre de formation spécifique et accompagne les membres sur leurs problématiques RH.
En 2018 : transformation digitale des établissements et prochaine réglementation GDRR.

Pour mener à bien les actions 2018, EA ECO-ENTREPRISES sollicite une subvention de 23.000 € auprès de la Métropole et du Territoire du Pays d'Aix sur la base d'un budget prévisionnel estimé à 611 283 €, soit 3,77 % du budget.

Pour poursuivre son soutien aux associations à caractère économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence propose une subvention totale de 23 000 € qui se répartit de la façon suivante :

- 15 000 € sur le budget du Territoire du Pays d'Aix, ligne 3A/61/65748 qui présente les disponibilités nécessaires ;
- 8 000 € sur le budget principal Métropole Centralisé, sur la sous-politique B370 – chapitre 65 – fonction 61 – nature 65748 qui présente les disponibilités nécessaires.

N° GU	Porté par	Domaine d'activité	Subvention n-1	Budget global	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectif oui/non
2018/588	EA ECO-ENTREPRISES	Pôle de Compétitivité	15 000 € 3 000 €	611 823 €	15 000 € 8 000 €	15 000 € (CT2) 8 000 € (Métropole)	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que l'association EA ECO-ENTREPRISES, de par les actions qu'elle mène, contribue au développement d'une des 6 filières d'excellence du territoire métropolitain « Energie et Environnement ».

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à EA ECO-ENTREPRISES, pour l'année 2018, une subvention d'un montant total 23 000 € pour la mise en œuvre de ses actions.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative aux modalités d'attribution de la subvention.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- pour 15 000 € sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/65748 ;
- pour 8 000 € sur le Budget Principal Métropole Centralisé sur la sous politique B370 – Chapitre 65 – Fonction 61 – Nature 65748

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 268

AVIS - Attribution d'une subvention à l'association LES ENTREPRENEURIALES EN PACA

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, elle a vocation à soutenir l'action de l'association Les Entrepreneuriales en PACA qui depuis six ans met en œuvre un programme d'accompagnement à l'entrepreneuriat innovant, gratuit, pédagogique, ouvert à tous les étudiants de l'université et des écoles d'ingénieurs et écoles privées de la Métropole.

En 2017, grâce à ce dispositif, 93 étudiants issus de 19 filières universitaires ont pu expérimenter, gratuitement, hors les murs de l'école, dans le cadre d'une « formation terrain » les étapes de la création et le fonctionnement d'une entreprise.

Les bénéfices attendus pour les étudiants sont les suivants :

- Mieux connaître l'univers de l'entreprise, se découvrir des aptitudes entrepreneuriales
- Pour ceux qui ont déjà un projet, bénéficier d'un accompagnement gratuit, afin d'enrichir leur projet, le tester et le valider avec d'autres étudiants
- Gérer un projet en équipe pluridisciplinaire
- Se constituer un premier réseau professionnel
- Acquérir un bagage pour l'avenir
- Améliorer leur niveau d'employabilité
- Obtenir potentiellement un Certificat professionnel reconnu

Pendant 5 mois, les étudiants entrepreneurs réunis en équipes pluridisciplinaires (car venant d'horizons divers de l'enseignement supérieur) de 3 à 5 personnes sont accompagnés par des professionnels pendant toutes les étapes de la création pour comprendre toutes les clés du fonctionnement d'une entreprise (étude de marché, BM Canvas, stratégie commerciale et marketing, chiffre d'affaires et compte de résultat, plan de financement...). A la fin du parcours, ils doivent

rendre un business plan et un pitch vidéo de 30 secondes pour présenter leur projet.

Cette année, un volet supplémentaire sera dédié à l'innovation technologique, baptisé « Entrep digital » sur lequel porte la présente demande de subvention.

Tout projet ayant pour nature une innovation technologique sera accompagné par des experts et professionnels d'entreprises régionales du secteurs micro-électronique, électronique et applications IoT, dont les professionnels du Pôle SCS et d'ARCSIS qui sont un vivier important et incontournable qui va contribuer à aider les futurs ingénieurs et entrepreneurs à mettre en place un nouvel écosystème « économique plus innovant, pertinent, jeune et créatif ».

L'objectif de l'association pour l'année en cours est d'accompagner de 25 à 30 équipes sur le campus Aix Marseille, dont 10 à 15 équipes sur le digital (soit une cinquantaine d'étudiants des territoires d'Aix et Marseille).

Chaque équipe aura pour coach un professionnel provenant du secteur digital qui va les accompagner tout au long de son projet, faire développer l'idée au projet et ensuite à une création d'entreprise.

Les entreprises régionales seront donc les principales bénéficiaires, car elles pourront recruter des salariés beaucoup plus formés, capables de travailler en équipe avec des compétences différentes et qui auront déjà des connaissances sur le fonctionnement d'une entreprise et contribueront ainsi à renforcer le dynamisme économique de la filière sur la région.

Concrètement, le programme d'accompagnement se déroulera comme suit :

- 1) Interventions dans les universités et écoles pour recruter les futurs candidats à l'entrepreneuriat en septembre 2018.
- 2) Speed-dating en octobre réunissant de 150 à 250 étudiants intéressés par le programme au cours duquel chaque porteur de projet sélectionné constituera son équipe.
- 3) Soirée de lancement en novembre au cours de laquelle les étudiants rencontreront leur coach qui les accompagnera jusqu'en mars 2019.

L'accompagnement sera réalisé par le coach à raison d'une fois par mois minimum et par des experts qui au cours de 7 soirées Tool interviendront sur différents sujets liés à la création d'entreprise : business model, business model persona, études de marché, stratégie commerciale et marketing, compte de résultat et chiffre d'affaires, business plan, plan de financement, propriété industrielle et statuts juridiques.

- 4) En mars 2019, lors de la soirée de clôture, chaque équipe devra passer devant un jury qui évaluera son niveau d'acquisition de la démarche de création d'entreprise. Chaque étudiant recevra une attestation de participation au programme reconnaissant son potentiel pour entreprendre demain.

De plus, depuis deux ans, l'association a mis en place un processus de certification permettant aux étudiants de valider six domaines de compétence,

après leur participation au programme.

Pour les actions menées par l'association dans le cadre de ce programme d'accompagnement, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 20.000 euros, représentant 25,57 % du budget prévisionnel 2018 d'un montant de 78.200 € .

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 10.000 € seront pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- 10.000 € seront pris en charge par le Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association LES ENTREPRENEURIALES EN PACA une subvention de 20.000 €. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 10.000 € par la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- 10.000 € par le Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget principal de la Métropole sur la ligne sous-politique B320 – 61/65748.
- l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 269

AVIS - Attribution d'une subvention à l'association Incubateur Impulse - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'incubateur inter-universitaire Impulse porté par l'association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'académie d'Aix-Marseille a été créé dans le cadre de la loi sur l'innovation de 1999. Il associe l'Université Aix-Marseille, l'Université d'Avignon, le CEA, l'INSERM, le CNRS, L'Ecole Centrale Marseille, l'Ecole des Mines de Saint-Etienne, l'ENSAM, et l'IRD. Il est soutenu financièrement par le Ministère de la Recherche, les Fonds Européens et par les collectivités locales. Il fait partie du réseau national RETIS des acteurs de l'innovation.

L'incubateur inter-universitaire Impulse est une structure de détection et d'accompagnement aux

projets de création d'entreprises innovantes en liaison avec des laboratoires de recherche, portés par des chercheurs, des étudiants ou des entrepreneurs.

Sa mission consiste à :

- valoriser les résultats de la recherche publique française en les transformant en entreprises innovantes,
- apporter un soutien aux projets innovants issus de la recherche publique,
- favoriser la création d'entreprises et d'emplois,
- Sensibiliser plus largement la communauté scientifique au transfert de technologie et à la création d'entreprise.

38 % des projets incubés par Impulse concernent les sciences de la vie et de la santé, 37 % sont issus des sciences et technologies de l'ingénieur, 20 % des sciences et technologies de l'information, du numérique et 5 % des sciences humaines et sociales.

L'incubateur peut affecter une aide financière de l'ordre de 30 000 à 40 000 euros sur les projets qu'il accompagne.

L'incubateur Impulse propose un accompagnement personnalisé durant 2 ans en interne avec ses propres équipes (certifié par un label Qualité ANFOR) et dispose également de services mutualisés tels que :

- un pool d'experts au service des porteurs de projet,
- des formations à l'entrepreneuriat dédiées,
- une mise à disposition de ressources et moyens.

L'incubateur Impulse est un maillon essentiel dans la chaîne de l'innovation au sein de la Métropole d'Aix-Marseille Provence. Situé en aval des laboratoires de recherche publics, il se positionne en lien avec le dispositif Pépinières développé sur la Métropole, tant avec Grand Luminy, qu'avec Marseille Innovation sur les sciences pour l'ingénieur et le numérique, et qu'avec les pépinières innovantes du Pays d'Aix. Depuis sa création, l'incubateur Impulse a investi plus de 11 millions d'euros dans l'accompagnement de 170 projets donnant lieu à la création de 140 entreprises innovantes pour près de 800 emplois directs et 239 millions d'euros d'investissement privé cumulé sur ces entreprises.

A titre indicatif, durant l'année 2017, 19 projets, dont 10 nouveaux, ont été accompagnés avec la création de 7 entreprises et près d'une centaine d'emplois directs créés.

En complément des animations réservées aux « incubés » (demi-journée d'information une fois par mois, réunion du club des « incubés », Impulse a pu déployer une série d'actions sur le territoire en faveur de l'émergence et de la consolidation de projets d'entreprises innovantes :

- Programme d'animations récurrentes : « Rencontres d'Impulse » avec des réunions sur la valorisation à la protection de l'innovation, les dispositifs de soutien à la création et au développement d'entreprises innovantes.
- Journée portes ouvertes « Sciences et créations d'entreprises » au Technopôle de Château-Gombert qui rassemble entreprises et acteurs de l'écosystème.
- Participation aux salons et colloques professionnels.
- Participation aux assemblées des pôles de compétitivité partenaires.
- Participation aux comités de sélection du Fonds d'Innovation Marseille-Provence (dispositif de soutien aux entreprises innovantes du Conseil de Territoire Marseille-Provence).
- Participation aux comités de sélection du Dispositif d'Amorçage de Provence (dispositif de soutien aux entreprises innovantes du Conseil de Territoire du Pays d'Aix).
- Prescription de concours visant les entreprises innovantes en région et préparation de la présentation des entreprises accompagnées.

En 2018, le cœur de métier de l'incubateur restera :

- La poursuite de l'accompagnement des projets intégrés en 2016 et 2017,
- L'affectation d'une aide financière pour les projets qu'il accompagne,
- L'intégration d'une dizaine de nouveaux projets au programme d'incubation,
- L'adossement aux pépinières du territoire pour le développement des projets incubés,
- La sensibilisation et l'information auprès des universités et établissements de recherche,
- La sensibilisation, formation et information auprès des porteurs de projet,
- La sensibilisation et l'information auprès d'un large public

Le partenariat avec les pôles de compétitivité, les pépinières et la SATT Sud Est reste un axe majeur afin de mutualiser leurs solutions d'accompagnement, leur sourcing, et faire bénéficier les entreprises et les projets incubés d'une meilleure ouverture à l'international et à la collaboration technologique et commerciale.

Par ailleurs, les actions d'animation de l'année 2017 seront reconduites, et l'intégration d'une dizaine de nouveaux projets de création d'entreprises et de leur accompagnement est prévue.

Le budget prévisionnel de l'incubateur Impulse pour 2018 s'élève à 450 000 euros, si l'on ne tient pas compte de l'accompagnement financier des projets suivis.

Pour ces actions spécifiques au titre de la valorisation de la recherche publique et de sa transformation en projet d'entreprise, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille Provence à l'incubateur IMPULSE porté par l'Association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'académie d'Aix-Marseille s'élèvera à 55 000 euros, représentant 12,22 % du budget prévisionnel 2018.

Ce soutien financier se répartit comme suit :

- 30.000 € seront pris en charge par le Conseil de Territoire Marseille Provence (CT1).

- 25.000 € seront pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- L'intérêt de l'action de l'incubateur Impulse porté par l'Association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'académie d'Aix-Marseille pour la valorisation entrepreneuriale de la recherche universitaire

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Incubateur Impulse une subvention de 55.000 €.

Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 30.000 € par le Conseil de Territoire Marseille Provence (CT1)

- 25.000 € par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits d'une part, au budget principal Métropolitain 2018 du Territoire Marseille Provence (CT1) – Sous-politique B360 –

Chapitre 65 – Nature 6574 – Fonction 67 et d'autre part dans l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix (CT2) Ligne 3A/61/65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 270

AVIS - Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'animation de l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le tissu économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence est essentiellement composé de TPE et de PME. Par ailleurs, les taux de créations et de reprises d'entreprises sont parmi les plus élevés de France, tout comme le taux de disparition. Des causes ont été identifiées à ces défaillances telles que la sous-capitalisation, l'isolement, le manque de conseils, d'accompagnement, ou de formation ou encore la mauvaise évaluation des risques et des délais.

L'association dénommée : Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) a été créée en 1989 par Maria Nowak en adaptant à la France le principe du microcrédit, mécanisme financier qui a largement fait ses preuves dans les pays en voie de développement, en Asie, Afrique et Amérique Latine.

L'ADIE propose donc un accompagnement technique et financier aux porteurs d'un projet d'emploi, indépendant ou salarié n'ayant pas accès au crédit bancaire pour pouvoir le réaliser (notamment les demandeurs d'emploi et les allocataires des minimas sociaux).

La mission de l'ADIE est donc d'offrir la possibilité à un public en situation de précarité sociale et financière de créer ou de développer une entreprise grâce au microcrédit pour l'emploi indépendant ; ou bien de trouver ou se maintenir en emploi par le biais du microcrédit pour l'emploi salarié.

Les résultats 2017 :

L'ADIE a financé sur le territoire de la Métropole, au 31/12/2017, 442 personnes ; dont 325 personnes

pour un projet d'entreprise et 117 pour un projet d'emploi salarié.
Soit + 22% de personnes soutenues par rapport à 2016.

Les résultats sont ainsi ventilés par CT :

	CT Marseille Provence	CT Pays d'Aix	CT Pays d'Aubagne et de l'Etoile	CT Pays Salonnais	CT Istres Ouest Provence	CT Pays de Martigues	Total
Nombre total de personnes financées	338	30	12	27	15	20	442
Pour un projet d'entreprise	251	24	7	18	9	16	325
Pour un projet d'emploi salarié	87	6	5	9	6	4	117

Le plan d'action de l'ADIE en 2018

Les projets de création ou de développement d'entreprises :

L'implication de l'ADIE dans les projets de création ou de développement d'entreprises se fait par :

- Le microcrédit professionnel (pouvant être complété par un prêt d'honneur pour atteindre un plafond de financement à 10 000 €)
- L'accompagnement avant, pendant et après la création de l'entreprise
- Le dispositif « Je deviens Entrepreneur » qui remplace la formation Créajeunes (ce nouveau dispositif est sans limitation d'âge et est destiné à tous porteurs d'un projet d'entreprise éligible à un microcrédit et qui nécessite d'approfondir le projet avant le démarrage de l'activité)
- La micro-assurance

Le retour ou maintien en emploi salarié :

L'implication de l'ADIE auprès des personnes recherchant un emploi salarié ou souhaitant s'y maintenir se fait par :

- Le microcrédit personnel pour l'emploi (jusqu'à 5 000 €)
- Une offre de micro-assurance spécifique pour les véhicules achetés ou réparés grâce au microcrédit

Les 4 grands axes de développement de l'ADIE en 2018 :

Afin de développer ses dispositifs, l'ADIE met en place un plan d'action qui repose sur 4 grands axes tels que :

- Le maintien des relations avec les partenaires traditionnels afin de générer

des prescriptions supplémentaires et d'accroître la visibilité de son offre de services

- L'approche de nouveaux partenaires prescripteurs intervenant prioritairement dans les QPV
- La promotion de son action à destination de personnes en situation de précarité par le biais d'actions de communication grand public et d'actions de prospection ciblées :
 - Réalisation de journées portes ouvertes et d'ateliers thématiques (au sein de ses antennes physique à Marseille et Aix-en-Provence ou sur ses lieux de permanences délocalisées)
 - Réalisation de permanences hebdomadaires au Carburateur, à La Ciotat, à Aubagne et à Salon de Provence
 - Projet de mise en place d'une nouvelle permanence (mensuelle) à Martigues
 - Présence sur les salons, forums en lien avec la création d'entreprise et/ou l'emploi
- La communication autour de son action principalement lors des « rendez-vous de l'Adie » programmés en février, juin et octobre 2018.

En 2017, la Métropole Aix Marseille Provence a attribué une subvention à l'ADIE de 104 000€, répartie sur les différents Conseils de Territoires : Territoire Marseille Provence : 45 000€, Territoire du pays d'Aix : 40 000€, Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 8 000€, Territoire Istres Ouest

Provence : 5 000€ et Territoire Pays Salonais : 6 000€.

Pour 2018, il est proposé une subvention de 100.000 € répartie comme suit :

- Territoire Marseille Provence : 45 000€
- Territoire du Pays d'Aix : 40 000 €
- Territoire Pays Salonais 2 000 €
- Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 8 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la commission de cohérence et suivi des subventions aux associations.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt de soutenir la création d'entreprises par un dispositif de soutien efficace sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement pour l'animation de l'association ADIE pour un montant de 100 000€ au titre de l'année 2018 répartie ainsi :

- Territoire Marseille Provence : 45 000€
- Territoire du Pays d'Aix : 40 000 €
- Territoire Pays Salonais : 2 000 €
- Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 8 000 €

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'association ADIE.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 271

Attribution de subventions aux associations à caractère économique - Appobation d'une convention d'objectifs

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'aide aux acteurs économiques de proximité fait partie de la stratégie de développement économique retenue par le Pays d'Aix.

A ce titre, ce dernier propose de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix, des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique :

1. LA CREATION ET LE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES,

Ces associations ont pour vocation de proposer une assistance et un accompagnement aux porteurs de projets. Elles proposent un éventail de dispositifs capables d'évaluer la faisabilité du projet, sa fiabilité, sa viabilité... et permettent ainsi de limiter les risques d'échecs. Chaque association a sa spécificité et une bonne connaissance des acteurs leur permet de cerner les besoins du porteur de projet et de le diriger jusqu'à son interlocuteur privilégié.

2. LE SOUTIEN A L'INNOVATION ET AUX FILIERES D'EXCELLENCE,

La politique de soutien aux filières d'excellence se caractérise par une politique

d'accompagnement des pôles de compétitivité, structures créées par l'Etat. Mise en place en 2005, la politique des pôles de compétitivité a pour objectif de renforcer la compétitivité de l'économie française et de développer la croissance et l'emploi.

Elle encourage les démarches partenariales entre trois acteurs clés de l'innovation (les entreprises, les établissements de recherche et les organismes de formation), autour d'une stratégie commune, sur une thématique et un territoire donnés. L'Etat a commandé à ce jour deux évaluations des Pôles.

3. LE DEVELOPPEMENT DES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES

Ces associations ont pour vocation de tisser sur les zones principales d'activités des réseaux d'échanges et d'informations, de mutualiser les offres de services (déchets, transports, sécurité, emplois...). Elles sont indispensables au bon fonctionnement d'une zone.

4. ANIMATIONS, COMMUNICATION, EVENEMENTS A CARACTERE ECONOMIQUE

Il s'agit de permettre à des associations qui n'ont pas toutes un caractère strictement économique de maintenir des événements ancrés dans les communes et qui procèdent de façon indirecte au rayonnement du territoire.

Sigles :

ICE Innovation et Création d'Entreprise

PC Pôle de Compétitivité

ZA Zone d'Activité

ANIM° Animation, communication, événements à caractère économique

Le présent rapport a pour objet l'attribution de subventions d'un montant total de **84.000 € aux 4 associations suivantes** (cf. tableau en annexe) :

CCE 13 (reconversion professionnelle)	10.000 €
CCE 13 (booster son business grâce à la pépinière 4.0)	10.000 €
INITIATIVE SUD LUBERON	9.000 €
ARCSIS	45.000 €
CPME 13	10.000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n° 2010_A099 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 définissant de nouveaux critères d'attribution de subvention aux partenaires économiques ;
- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Economique, Emploi et Agriculture du 6 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribué aux 4 associations sus-mentionnées un montant total de subventions de 84.000 €.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec l'association ARCSIS.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération et notamment la convention ci-annexée.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 272

Approbation du principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux oeuvres audiovisuelles et cinématographiques

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a identifié la filière Industries créatives, dont le Cinéma et Audiovisuel, comme une filière stratégique dans le cadre de son Agenda du Développement Économique approuvé par la délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017. En effet, la filière Cinéma et Audiovisuel connaît un fort dynamisme sur le territoire métropolitain avec près de 700 tournages chaque année, dont environ 500 sur la ville de Marseille, second lieu de tournage en France après Paris.

De plus, le territoire métropolitain est fort d'équipements structurants tels que :

- Le Pôle Média de la Belle de Mai à Marseille, bâtiment dédié aux entreprises de l'audiovisuel et du multimédia et son studio de motion capture,
- Provence Studios, complexe de production intégré, et Maritima Médias, pôle multimédias d'information (télévision locale, web et radio) à Martigues,
- Une quarantaine de cinémas dont la moitié sont des cinémas d'art et essai,
- De nombreux organismes de formation spécialisés dans les métiers de la filière.

Le territoire se mobilise aussi sur différents événements comme le Festival de Cannes, le Salon des lieux de tournage à Paris, l'AFCI à Los Angeles, le Festival du film d'animation à Annecy et le MIPCom pour les contenus télévisuels et digitaux. Enfin, cette filière est porteuse de fortes retombées économiques et touristiques et représente un potentiel important en termes d'emplois avec une base de techniciens et de professionnels de plus de 1.500 références.

Dans ce cadre, le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence poursuit l'action du SAN Ouest-Provence en menant une politique de soutien en faveur des

oeuvres audiovisuelles et cinématographiques, et ce par l'attribution, après accord de la Région, d'aides financières aux sociétés de productions qui choisissent son territoire comme lieu de tournage.

Le Pays de Martigues s'est aussi engagé dans le développement de la filière cinéma et audiovisuel. Ainsi, en 2017, il a accueilli près de 70 tournages (soit une augmentation de 240% en 3 ans), grâce à une diversité de paysages, des savoir-faire et ressources humaines artistiques et techniques reconnus, un tissu actif de PME spécialisées et la présence de Provence Studios (26 000 m² de studios et d'annexes dédiées et un des plus grands fond vert de France).

La plateforme Cinéma et Audiovisuel, lancée en novembre 2016 à son initiative et qui rassemble plus de 150 professionnels et institutionnels, participe pleinement à la volonté de co-construire une stratégie de développement, de structurer et de promouvoir la filière à l'échelle métropolitaine.

Dans ce droit fil, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre l'action initiée dans ce domaine en accordant, le cas échéant, une aide financière aux sociétés de productions cinématographiques qui envisagent de tourner leurs projets sur son territoire.

Concernant le cadre juridique et la procédure applicables, il convient de préciser que l'intervention de la Métropole sera conditionnée en tout état de cause par l'intervention préalable de la Région.

En effet, les aides versées à des sociétés de productions audiovisuelles et cinématographiques constituent des aides économiques au sens des dispositions de l'article L.1511-2 du CGCT.

Or, depuis l'intervention de la loi NOTRe du 7 août 2015, la Région est la collectivité chef de file en la matière et, en tant que telle, dispose d'une capacité d'initiative exclusive.

L'article L.1511-2 du CGCT prévoit en effet que *le conseil régional est seul compétent pour définir les régimes d'aides et pour décider de l'octroi des aides aux entreprises dans la région*, mais il ajoute que *dans le cadre d'une convention passée avec la région, la métropole de Lyon, les communes et leurs groupements peuvent participer au financement des aides et des régimes d'aides mis en place par la région. (...)*

Si les communes et leurs groupements ne peuvent donc plus être auteurs d'un projet d'aides ou d'un régime d'aides, ils conservent néanmoins la possibilité de participer au financement des aides et régimes d'aides décidés par la Région, et ce en signant une convention avec celle-ci.

L'intervention de la Métropole en matière de soutien aux oeuvres audiovisuelles et cinématographiques s'inscrira donc dans ce cadre.

Concernant le soutien à la création et à la production cinématographiques et audiovisuelles, la

Région a mis en place son régime d'aides à travers la convention de coopération pour le cinéma et l'image, 2017-2019, conclue avec l'État, le Centre National du Cinéma et de l'image animée (CNC) et le Département des Alpes-Maritimes, et a adopté son cadre d'intervention en la matière.

Une société de production ne pourra donc, le cas échéant, obtenir le soutien de la Métropole que si son projet fait déjà l'objet d'un financement de la Région dans ce cadre.

Il convient de préciser qu'au plan du droit communautaire, les aides régionales ainsi accordées s'inscrivent dans le cadre du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité (règlement général d'exemption par catégorie – RGEC).

Les aides qui seront accordées par la Métropole en complément des aides régionales s'inscriront quant à elles dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis.

Chaque aide ainsi attribuée à une société de production fera donc l'objet, d'une part, d'une convention avec la société bénéficiaire définissant les conditions et modalités du versement de l'aide accordée par la Métropole et d'autre part, dans l'attente d'une éventuelle convention-cadre entre la Région et la Métropole concernant les interventions économiques, d'une convention avec la Région définissant les conditions des financements mobilisés par chacune des parties.

Il est précisé que dans un premier temps, ce dispositif sera mis en place sur les territoires d'Istres-Ouest Provence et du Pays de Martigues, mais aura bien entendu vocation à s'étendre aux autres territoires de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité ;
- Le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis ;
- La délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que la filière Cinéma et Audiovisuel a été identifiée comme une filière stratégique dans l'Agenda de Développement Economique Métropolitain.
- Qu'elle est porteuse de fortes retombées économiques et touristiques, et représente un potentiel important en termes d'emplois, avec une base de techniciens et de professionnels de plus de 1.500 références.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite affirmer sa volonté de soutenir la filière cinématographique et audiovisuel sur son territoire.
- Que l'intervention métropolitaine sera en tout état de cause complémentaire de celle de la Région en la matière.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'une intervention métropolitaine, complémentaire à celle de la Région, en faveur des oeuvres audiovisuelles et cinématographiques, par l'attribution de soutiens financiers aux sociétés de production audiovisuelles et cinématographiques ayant choisi le territoire métropolitain comme lieu de tournage.

Article 2 :

Est donnée délégation au Bureau de la Métropole pour attribuer les soutiens financiers aux sociétés de production audiovisuelles et cinématographiques et approuver les conventions qui y seront attachées.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Emploi et formation

2018 CT2 273

AVIS - Approbation de la convention annuelle 2018 entre l'Association Nationale pour la Formation Automobile et le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix pour le financement des actions de fonctionnement et d'investissement de la section automobile

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix (CFA du Pays d'Aix) est un établissement public de formation professionnelle en alternance géré par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Situé au 7 rue du Château de l'Horloge à Aix-en-Provence, le CFA du Pays d'Aix accueille à la rentrée 2017-2018 plus de 900 apprentis qui suivent des cours par alternance, en général pendant 2 ans, dans les métiers de mécanicien auto, peintre auto, carrossier auto, fleuriste, esthéticien, coiffeur, pâtissier, pâtissier – glacier – chocolatier – confiseur spécialisé, boulanger, cuisinier, cuisinier en dessert de restaurant, serveur de restaurant, vendeur alimentaire et non alimentaire, commercial (bac+2).

L'Association Nationale pour la Formation Automobile (ANFA) est un Organisme paritaire collecteur agréé (OPCA) habilité par l'État. Structure à gestion paritaire, l'ANFA finance la formation professionnelle continue du secteur de l'automobile, via les contributions financières des entreprises qui relèvent de son champ de compétences.

A ce titre, l'ANFA apporte chaque année une contribution au fonctionnement et à l'investissement de la section automobile du CFA du Pays d'Aix, dont le montant est établi en cours d'année en fonction des ressources effectivement collectées par l'ANFA au titre de la taxe d'apprentissage et des projets soumis par le CFA.

Pour l'exercice 2018, le CFA du Pays d'Aix a présenté des projets d'un montant de :

- 38 144 euros : cette recette sera constatée sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en investissement (matériel, informatique, appareillage de mesure) à la ligne 13182 - fonction 25 - nature 74718.

et :

- 9 500 euros : cette recette sera constatée sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en fonctionnement (formations délocalisées pour les classes de mécanique, carrosserie et peinture automobile) à la ligne 1661 fonction 25 nature 74718.

La présentation, sous forme de factures acquittées, des dépenses correspondant à la demande du CFA conditionne le versement effectif de l'intégralité de la subvention.

La subvention accordée est financée par la collecte de la taxe d'apprentissage, la collecte des fonds de la formation professionnelle et des fonds de taxe fiscale des entreprises.

Le présent rapport a pour objet de présenter au vote des élus Métropolitains la convention de subvention 2018.

Pour que le CFA puisse bénéficier de la subvention annuelle de l'ANFA, il convient d'approuver la convention annuelle entre l'Association Nationale pour la Formation Automobile et le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix pour le financement des actions de fonctionnement et d'investissement de la section automobile du CFA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du travail, articles 116-1 à 116-8, portant organisation des Centres de Formation d'Apprentis ;
- La loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la convention annuelle 2018 de subvention de l'ANFA au profit du CFA du Pays d'Aix et d'autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer la convention.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention annuelle entre l'Association Nationale pour la Formation Automobile et le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix pour le financement des actions de fonctionnement et investissement de la section automobile du CFA.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention annuelle de financement 2018 entre l'Association Nationale pour la Formation Automobile et la Métropole Aix Marseille Provence, au profit de la section automobile du Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix.

Article 3 :

Les recettes prévues par la convention annuelle 2018 seront constatées ainsi :

- 38 144 euros qui seront crédités sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en investissement (matériel, informatique, appareillage de mesure) à la ligne 1318 - fonction 25 - nature 1318.
- et :
- 9 500 euros qui seront crédités sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en fonctionnement (formations délocalisées pour les classes de mécanique, carrosserie et peinture automobile) à la ligne 1661 fonction 25 nature 74718.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 274

AVIS - Attribution de subventions aux opérateurs du Pays d'Aix oeuvrant dans le champ de l'Insertion et de l'Emploi

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le territoire du Pays d'Aix, différentes associations développent des projets spécifiques dans le champ de l'insertion et de l'emploi.

A ce titre, trois structures sollicitent des aides financières destinées à la création et au maintien d'étapes de parcours d'insertion à destination des demandeurs d'emploi les plus en difficulté du territoire et des participants du PLIE du Pays d'Aix. Il est proposé d'attribuer ces subventions pour un montant total de 60.000 € afin d'assurer une offre d'insertion de qualité en Pays d'Aix.

Cette proposition s'inscrit dans le droit fil des actions soutenues auparavant par la Communauté du Pays d'Aix selon les 4 axes d'intervention suivants :

- Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des demandeurs d'emploi
- Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique
- Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi
- Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres et les demandes d'emploi.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans chaque convention de partenariat, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80 %, après notification de la convention attributive de la subvention et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNEE	SUBV° N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBV° SOLLICITEE	SUBV° PROPOSEE	CONV OUI/ NON
Axe 1 : Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des publics demandeurs d'emploi							
0034	COSENS	« Vitrolles CitésLab » service d'amorçage de projets	15.000 €	38.000 €	15.000 €	15.000 €	OUI
0069	MISSION LOCALE EST ETANG DE BERRE	Booster les trajectoires professionnelles et optimiser le recrutement des jeunes du territoire	35.000 €	62.602 €	35.490 €	35.000 €	OUI
0232	ACCES CONSEIL BGE	Sensibilisation à la création d'entreprises	10.000 €	79.000 €	10.000 €	10.000 €	OUI
Axe 2 : Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique							
Axe 3 : Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi							
Axe 4 : Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres des entreprises et les demandeurs d'emploi							
TOTAL					60.490 €	60.000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt de ces demandes de subvention pour le Territoire du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions dans le champ de l'insertion et de l'emploi pour le Territoire du Pays d'Aix pour un montant total de 60.000 € répartis comme indiqué dans le tableau récapitulatif, à savoir :

- COSENS
- MISSION LOCALE EST ETANG DE BERRE
- ACCES CONSEIL BGE

Article 2 :

Est approuvée la convention annuelle d'objectifs 2018 à conclure entre et la Métropole Aix-Marseille-Provence et les associations :

- COSENS
- MISSION LOCALE EST ETANG DE BERRE
- ACCES CONSEIL BGE

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisée à prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour un montant de 60.000 € sur le service 8 « Insertion et Emploi ».

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 275

AVIS - Approbation du protocole d'accord 2018-2022 pour le 5ème Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) du Pays d'Aix - Rectificatif de la délibération n°EMP 004-2896/17/BM du 14 décembre 2017

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°EMP 004-2896/17/BM du 14 décembre 2017, le Bureau de la Métropole a approuvé le nouveau protocole du PLIE 2018-2022. Ce protocole définit les fonctions et missions du PLIE du Pays d'Aix et lui confère, pour le compte des signataires du Protocole 2018-2022, une fonction d'ingénierie technique et financière des actions et des dispositifs locaux contribuant à la mise à l'emploi de ses participants.

Conformément à l'article 11 du Protocole, le PLIE sollicite les financements des signataires du protocole, Conseil régional PACA, Conseil départemental des Bouches du Rhône, du Fonds Social Européen.

Le Conseil Régional, en date du 15 décembre 2017, a voté de nouveaux critères d'intervention au bénéfice des PLIE ce qui a eu pour conséquence une demande de modification de rédaction de l'ensemble des protocoles métropolitains votés. En effet, l'article 11 du protocole du Pays d'Aix réintroduit désormais la partie relative aux financements des signataires.

La présente délibération a donc pour objet de compléter la délibération n°EMP 004-2896/17/BM du 14 Décembre 2017 susmentionnée, comme suit :

• **Préambule :**

« Pour la Région Provence Alpes Côte d'Azur Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi NOTRe votée en aout 2015, la Région s'engage pleinement dans l'animation et la coordination des acteurs du service public de l'emploi, dont notamment, les plans locaux pour l'insertion et l'emploi.

Afin de faire face aux enjeux induits par la situation économique et sociale, la Région s'est dotée de nouveaux cadres, votés en mars 2017: le Schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation -SRDE2I- (délibération n°17-37 du 17 mars 2017) et le Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle -CPRDFOP- (délibération n°17-46 du 17 mars 2017).

Le Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle

prolonge et amplifie l'action régionale en faveur de l'emploi autour de six grandes orientations et a été élaboré afin que chaque signataire s'engage véritablement au service d'une politique d'emploi et de formation visant la réduction du taux de chômage et un meilleur accès à l'emploi durable. Il garantit la cohérence et l'efficacité de l'action publique pour les cinq prochaines années.

L'exécutif régional réaffirme ainsi sa détermination à favoriser une action de proximité et donc, à travailler en étroite coopération avec les acteurs locaux en lien avec les priorités de l'exécutif régional sur les problématiques liées à l'emploi. Les acteurs engagés au plan local en faveur de l'insertion sont les communes, les établissements publics de coopération intercommunale, les départements, la Région, les entreprises, les référents Pôle emploi et missions locales, les organismes socioprofessionnels, les structures d'insertion par l'activité économique et les réseaux associatifs aux côtés de l'État.

Les plans locaux pour l'insertion et l'emploi s'inscrivent dans les nouveaux objectifs prioritaires de l'Institution que sont les filières stratégiques et les métiers en tension. En effet, ce dispositif partenarial permet de mobiliser les acteurs sur des objectifs quantitatifs (notamment en matière de sorties vers l'emploi) et qualitatifs clairement identifiés, et sur une durée n'excédant pas cinq ans (protocoles d'accord des plans locaux d'insertion pour l'emploi).

C'est pourquoi, la Région souhaite se doter d'une nouvelle politique de soutien aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi, adossée aux objectifs stratégiques de la politique économique régionale, dans une logique de performance.

La Région sera en ce sens très attentive aux objectifs stratégiques qui seront décidés collégialement au sein des comités de pilotage avec la participation des élus régionaux. Ces derniers doivent rester positionnés comme les lieux principaux de décision, notamment sur la définition des orientations territoriales.

La Région orientera dans la durée son soutien vers les actions des plans locaux pour l'insertion et l'emploi apportant des résultats probants en termes de retour à l'emploi. »

Compte tenu de ces modifications, il convient d'approuver les termes du nouveau protocole du PLIE du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi d'orientation n°98-657 du 29 juillet 1998, relative à la lutte contre les exclusions et la circulaire DGEFP 99-40 du 21 décembre 1999 précisant que le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) constitue un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La délibération n° 2012_A182 du Conseil communautaire de la CPA du 29 novembre 2012 approuvant les termes du protocole du quatrième PLIE 2013-2017 ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°EMP 006-482/16BM du Bureau de la Métropole 30 juin 2016 autorisant le Président à solliciter des fonds européens et notamment du FSE ;
- La délibération n°EMP 004-2896/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 portant approbation du nouveau protocole pour le 5^{ème} Plan Local 2018-2022 pour l'Insertion et l'Emploi du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Est rectifiée la délibération n°EMP 004-2896/17/BM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation du Protocole d'accord 2018-2022 relatif au cinquième PLIE du Pays d'Aix, par l'intégration d'un préambule et la contribution financière de la Région Provence-Alpes-Côtes d'Azur, joint à la présente délibération.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole et tout document afférent.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des financements européens ainsi que ceux des autres partenaires financiers signataires du présent protocole.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix sur le service 9 « Fonds social Européen » chapitre 74 nature 788.

Les recettes seront constatées sur le budget de la Métropole en recettes de fonctionnement sur le service 9 « Fonds social Européen » chapitre 74 nature 788.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 276

AVIS - Approbation d'une convention de partenariat avec le CEA CADARACHE relative à la mise en œuvre de la clause d'insertion sociale dans les marchés publics du CEA sur le Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives Cadarache s'engage à utiliser le levier de la commande publique en faveur de l'insertion de publics éloignés de l'emploi, dans le cadre d'une convention de partenariat qui va permettre, grâce à la commande publique du Centre CEA de Cadarache de générer des heures de travail réservées à un public en parcours d'insertion.

En effet, le CEA Cadarache mène, dans le cadre du développement durable, une politique de promotion des achats éco et socio responsables, qui se traduit, notamment par une volonté de développement des clauses sociales dans les marchés publics, qui constitue une opportunité d'insertion professionnelle pour des publics en difficulté.

À cette fin, le CEA Cadarache a répertorié au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, une mission de « facilitateur clauses sociales » afin de faire le lien de façon cohérente entre l'acheteur public, représenté par le CEA Cadarache, les entreprises titulaires et les personnes durablement éloignées du marché du travail.

La présente convention, soumise à votre approbation, n'entraîne pour la Métropole Aix-Marseille-Provence aucun engagement financier. Il s'agit de mobiliser le public demandeur d'emploi et connaissant des difficultés d'insertion sociale et professionnelle du territoire, de manière à favoriser la construction de parcours d'insertion et l'accès à l'emploi des personnes qui en sont éloignées.

La signature de cette convention, conclue pour une période d'un an renouvelable par tacite reconduction, constitue une possibilité supplémentaire pour les habitants du territoire concerné d'accéder à l'emploi et notamment pour les personnes en accompagnement renforcé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après : **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour le territoire d'offrir à ces demandeurs d'emploi une offre variée dans les domaines de l'insertion professionnelle.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les termes de la convention de partenariat entre le Commissariat à l'Énergie Atomique et aux Énergies Alternatives de Cadarache et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Il est pris acte que cette convention de partenariat est sans incidence financière.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention de partenariat relative à la mise en œuvre de la clause sociale dans les marchés publics du Commissariat à l'Énergie Atomique et aux Énergies Alternatives de Cadarache.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 277

Attribution de subventions aux opérateurs du Pays d'Aix oeuvrant dans le champ de l'Insertion et de l'Emploi

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le territoire du Pays d'Aix, différentes associations développent des projets spécifiques dans le champ de l'insertion et de l'emploi.

A ce titre, huit structures sollicitent la participation de la Métropole pour des aides financières destinées à la création et au maintien d'étapes de parcours d'insertion à destination des demandeurs d'emploi les plus en difficulté du territoire et des participants du PLIE du Pays d'Aix. Sur une enveloppe inscrite au budget prévisionnel 2018 de 1.150.000 €, il est proposé d'attribuer des subventions pour un montant total de 294.000 €.

Cette proposition s'inscrit dans le droit fil des actions soutenues auparavant par le Pays d'Aix selon les 3 axes d'intervention suivants :

- I. Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des demandeurs d'emploi
- II. Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique
- III. Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres des entreprises et les demandeurs d'emploi

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans chaque convention de partenariat, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80 %, après notification de la convention attributive de la subvention et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNEE	SUBV° N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBV° SOLLICITEE	SUBV° PROPOSEE	CONV OUI/ NON
Axe 1 : Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des publics demandeurs d'emploi							
0217	INTER-MADE	Oser entreprendre / Starter et couveuse	45.000 €	92.513 €	45.000 €	45.000 €	OUI
0321	PAYS D'AIX INITIATIVE	CitésLab Gardanne 2018	30.000 €	12.770 €	5.500 €	5.500 €	OUI
0322	PAYS D'AIX INITIATIVE	CitésLab Aix 2018	-	50.554 €	24.500 €	24.500 €	OUI
0556	ACCES INFORMATIQUE MULTIMEDIA	Parcours d'ateliers bureautiques	15.000 €	13.669 €	6.000 €	6.000 €	NON
Axe 2 : Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique							
0415	PARTAGE ET TRAVAIL	Premier accueil Aix-en-Provence	36.000 €	64.200 €	36.000 €	36.000 €	OUI
0416	PARTAGE ET TRAVAIL	Antenne Vitrolles	30.000 €	71.100 €	30.000 €	30.000 €	OUI
Axe 3 : Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi							
Axe 4 : Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres des entreprises et les demandeurs d'emploi							
0093	CITE DES METIERS DE MARSEILLE	Animation territoriale	80.000 €	100.128 €	80.000 €	60.000 €	OUI
0162	CBE SUD LUBERON	Animation du dialogue social territorial local et actions pour l'emploi	7.000 €	27.000 €	7.000 €	7.000 €	OUI
0163	CBE SUD LUBERON	Un pas vers l'emploi SENIORS	5.000 €	94.000 €	10.000 €	10.000 €	OUI
0210	POLE D'ACTIVITES DE SERVICES DU PAYS D'AIX	Animation de la plateforme d'intermédiation des services à la personnes du Pays d'Aix	50.000 €	63.000 €	50.000 €	50.000 €	OUI
0465	SOURCE	Handicap Ensemble « ateliers adaptés pour tous »	20.000 €	42.000 €	22.000 €	20.000 €	NON
TOTAL					316.000 €	294.000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Économique, Emploi et Agriculture du 6 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de ces demandes de subvention pour le Territoire du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions dans le champ de l'insertion et de l'emploi pour le territoire du Pays d'Aix pour un montant total de 294.000 € répartis comme indiqué dans le tableau récapitulatif, à savoir :

- INTER-MADE
- PAYS D'AIX INITIATIVE
- ACCES INFORMATIQUE MULTIMEDIA
- PARTAGE ET TRAVAIL
- CITE DES METIERS DE MARSEILLE
- CBE SUD LUBERON
- POLE D'ACTIVITES DE SERVICES DU PAYS D'AIX
- SOURCE

Article 2 :

Sont approuvées les conventions annuelles d'objectifs 2018 à conclure avec les associations :

INTER-MADE
- PAYS D'AIX INITIATIVE
- PARTAGE ET TRAVAIL
- CITE DES METIERS DE MARSEILLE

- CBE SUD LUBERON
- POLE D'ACTIVITES DE SERVICES DU PAYS D'AIX

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer les conventions et à prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour un montant de 294.000 € sur le service 8 « Insertion et Emploi » chapitre 65.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 278

Attribution d'une subvention à l'association de gestion du Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM) au titre de la convention cadre 2016-2018

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a approuvé le 12 octobre 2016 (délibération n° 2016_CT2_198) la convention cadre 2016-2018 conclue avec l'Association de Gestion du Conservatoire National des Arts et Métiers (AG-CNAM) ainsi que la convention de partenariat au titre d'assistant de gestion - Attaché commercial afférente entre le Centre de Formation des Apprentis du Pays d'Aix et le Conservatoire National des Arts et Métiers.

La mise en place de ces partenariats prévue pour le début de l'année 2016 a été retardée pour des

raisons techniques et institutionnelles. L'année 2017 est donc la première année de mise en œuvre des actions prévues en partenariat avec le CNAM.

Ce partenariat a défini 3 objectifs partagés:

1 - Soutenir la croissance économique - entrepreneuriat et emploi :

Pour maintenir l'attractivité du territoire et la dynamique entrepreneuriale, il convient de renforcer l'usage du dispositif ARDAN (Action Régionale pour le Développement d'Activité Nouvelle) du CNAM au bénéfice des TPE du territoire et de soutenir la dynamique entrepreneuriale dans les filières prometteuses en termes d'emploi telles que l'artisanat, l'attractivité touristique, les services à la personne...

2 - Créer les formations professionnelles nécessaires au développement des entreprises dans les filières d'excellence du Pays d'Aix et de la Métropole :

L'objectif cible, en matière d'élévation en compétence des actifs par la promotion sociale appelée aussi le « passage cadre » très recherché par une catégorie d'employés, est de rester au nombre atteint en 2014 (650 élèves).

Le numérique et la filière « énergie » seront particulièrement pris en compte dans ce programme ainsi qu'une offre de stages courts spécialement conçue en réponse aux besoins des entreprises du territoire.

3 - Proposer un accès à l'enseignement supérieur aux bacheliers professionnels du CFA du Pays d'Aix :

L'alternance est une voie de formation et d'insertion professionnelle reconnue et soutenue par le Pays d'Aix comme en témoigne la récente décision de construction du nouveau CFA au cœur de la zone d'activités d'Aix-en-Provence au profit des jeunes et artisans du territoire. En prenant appui sur les formations existantes et sur le savoir-faire et les compétences de l'équipe éducative du CFA, il convient de développer de nouvelles formations plus qualifiantes adaptées aux besoins des entreprises et aux attentes des jeunes qui verront ainsi s'ouvrir des perspectives inédites de formations.

Actions réalisées en 2017 :

1 - Soutenir la croissance économique - entrepreneuriat et emploi :

L'année 2017 a été marquée par l'ouverture du centre de formation à la maison des entreprises, inauguré en mars 2017.

L'éco système territorial a été mobilisé autour d'ARDAN avec une extension et un renforcement du réseau de promoteurs/ prescripteurs (IRCE, Pépinière Pertuis, Arcade 13, Initiatives Aix-en-Provence, Pad, PAAP, Vitropole, Cleantech,

Technopôle de l'Arbois, CCE 13, Frentech, Medinsoft, Pôle emploi et APEC...). 43 contrats ARDAN ont été signés.

Afin de soutenir la dynamique entrepreneuriale, le MOOC « Désir d'entreprendre » a été promu pour révéler les potentiels entrepreneurs du territoire ainsi que l'autodiagnostic « suis-je capable de créer mon entreprise ».

Les équipes mobilisées ont également participé à différents salons, forums et conférences afin de constituer un réseau efficace et promouvoir la culture de l'entrepreneuriat sur notre territoire.

2 - Créer les formations professionnelles nécessaires au développement des entreprises dans les filières d'excellence du Pays d'Aix et de la Métropole.

De nouveaux enseignements en lien avec la filière numérique ont été créés : cybersécurité, référentiel, objectifs et déploiement. Dans la filière énergie, une offre de formation liée à l'éco-construction est délivrée à distance. Des stages courts ont été également déployés comme la formation webmarketing.

3 - Proposer un accès à l'enseignement supérieur aux bacheliers professionnels du CFA du Pays d'Aix

La formation d'Assistant de gestion – Attaché commercial – titre RNCP de niveau III a été ouverte à la rentrée 2017 et compte 14 alternants dont 12 apprentis, 1 contrat pro et 1 auditeur libre.

La subvention pour 2017, après proratisation, s'élève à 89 938€ correspondant à 50 % du budget réalisé de 179 876€.

Actions programmées en 2018 :

1 - Soutenir la croissance économique : entrepreneuriat et emploi :

Concernant le dispositif ARDAN, le CNAM souhaite poursuivre le développement du dispositif grâce à l'animation du réseau de prescripteurs et de promoteurs.

De nouvelles actions « Autodiagnostic » et MOOC « désir d'entreprendre » seront déployées.

2 - Créer les formations professionnelles nécessaires au développement des entreprises dans les filières d'excellence du Pays d'Aix et de la Métropole :

L'offre de nouvelle formation sera recentrée sur le titre professionnel Entrepreneur de Petite Entreprise en ciblant les secteurs du service à la personne, Tourisme-Hôtellerie ainsi que le Commerce-Artisanat.

Le soutien des formations centrées sur les filières du numérique et l'énergie restent un objectif pour 2018.

3 - Proposer un accès à l'enseignement supérieur aux bacheliers professionnels du CFA du Pays d'Aix :

Cette deuxième année sera consacrée à la sécurisation du cursus lancé en 2017 et sur sa promotion, afin d'accueillir une seconde promotion à la rentrée 2018.

Afin de poursuivre ces actions et conformément à la convention cadre, l'Association de Gestion du CNAM sollicite une subvention au titre de l'année 2018 d'un montant de 150 000 € correspondant à 50 % des dépenses totales inscrites au budget prévisionnel de l'année 2018 soit 300 000€ (n° GU 2018_00246).

Le versement de la subvention interviendra en deux fois : un acompte de 70 %, après notification de la délibération attributive de la subvention et le paiement du solde 30 % intervenant lors la production du rapport moral et financier comprenant un récapitulatif des dépenses certifiées conforme par le Commissaire aux comptes et signés par le Président de l'AG CNAM PACA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°2016_CT2_198 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016 autorisant la signature de la convention cadre 2016-2018 et de la convention de partenariat au titre d'assistant de gestion avec l'Association de Gestion du Conservatoire National des Arts et Métiers ;
- La convention cadre de partenariat conclue avec l'Association de Gestion du Conservatoire National des Arts et Métiers « Actions et développement du CNAM en Pays d'Aix » en date du 14 novembre 2016 ;

- La convention onclue avec l'Association de Gestion du Conservatoire National des Arts et Métiers « Convention de partenariat au titre d'assistant de gestion » en date du 14 novembre 2016 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 6 juin 2018.

Ouï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt que représente ce partenariat pour soutenir l'entrepreneuriat sur le territoire et développer l'offre de formation, notamment sur le CFA.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 150 000 € à l'Association de Gestion du Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM) dans le cadre de la convention cadre 2016-2018 pour la mise en œuvre des actions programmées en 2018.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire 2018, LC1640 , fonction 23 - chapitre 65 - nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 279

Cotisation au Comité de Bassin d'Emploi Sud Luberon

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Participant à la mise en œuvre des politiques territoriales en faveur de l'emploi, le CBE Sud Luberon est, depuis plus de 30 ans, pour le public et pour les partenaires institutionnels, un des interlocuteurs privilégiés du territoire.

A ce titre, le Comité de Bassin d'Emploi (CBE) du Sud Luberon a pour principal objectif le développement et le maintien des emplois en Sud Luberon, dont Pertuis représente à ce jour 50 % des emplois et des créateurs que le CBE accompagne dans leurs démarches.

Il est proposé de renouveler la cotisation à cet organisme dans le cadre de l'adhésion 2018 pour un montant de 3.000 € afin d'assurer une offre de services de qualité en Pays d'Aix et de verser 3.000 € au titre de la cotisation 2017, qui n'a pas pu être versée l'année dernière, soit un montant total de 6.000 €.

Il est à noter que le CBE a obtenu en 2017 un agrément préfectoral afin d'étendre son action aux communes du Val de Durance (Jouques, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Meyrargues, Peyrolles-en-Provence, Rognes, Saint-Estève-Janson, Saint-Paul-Lez-Durance et Venelles).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Développement Économique, Emploi et Agriculture du 6 juin 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt du renouvellement de cette cotisation 2018 au CBE Sud Luberon et le paiement de la cotisation 2017 pour le Territoire du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le versement des cotisations 2017 et 2018 au Comité de Bassin d'Emploi Sud Luberon, œuvrant dans le champ de l'insertion et de l'emploi pour le Territoire du Pays d'Aix pour un montant total de 6.000 €.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3:

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour un montant de 6.000 € sur le service 8 « Insertion et Emploi » chapitre 65 ligne de crédit 1053.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 280

Attribution de subventions aux opérateurs dans le cadre de la Programmation 2018 du PLIE du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le territoire du Pays d'Aix, la politique soutenue dans le domaine de l'emploi et de l'insertion s'inscrit notamment dans le cadre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (P.L.I.E.) et repose sur une programmation commune bâtie avec les services de l'État, de la Région et le Département des Bouches-du-Rhône, sur les objectifs spécifiques de l'intervention du Fonds Social Européen (F.S.E.).

Ce Plan a pour objet la mise en cohérence des interventions publiques au niveau local pour le public ciblé, afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté. Cette démarche partenariale est destinée à coordonner, dynamiser et renforcer, sur le territoire du Pays d'Aix, la mobilisation des moyens de chacun des signataires, afin de permettre l'accès à l'emploi des femmes et des hommes confrontés à une exclusion durable du marché du travail.

Le PLIE assure une ingénierie technique et financière des actions et des dispositifs locaux contribuant à l'emploi des bénéficiaires puis au maintien de ceux-ci dans l'emploi pendant plus de 6 mois.

Le PLIE du Pays d'Aix en tant que « plate-forme de coordination », permettant la mobilisation des moyens de chaque partenaire, intervient selon 3 axes structurés autour :

- Du renforcement des structures qui accueillent, orientent et suivent les publics susceptibles d'intégrer les actions du PLIE
- Des structures d'insertion par l'activité économique, afin d'améliorer la qualification des participants,
- Des partenariats avec des entreprises et des organisations socioprofessionnelles de façon à ce que les participants puissent engager leur parcours d'insertion, en tenant compte de la réalité du marché local du travail.

Au titre de l'année 2018, la programmation retenue reste similaire en termes d'actions ; le bilan qualitatif des actions menées confirmant la bonne adéquation de la pédagogie des actions au profil des personnes suivies dans le cadre du PLIE.

Par ailleurs, la coordination accrue mise en place entre les différentes instances (Conseil Régional, Conseil Départemental, Pôle d'insertion et Pôle Emploi) assure la complémentarité des actions et non une « superposition ». La mise en œuvre du Plan Départemental d'Insertion, et plus particulièrement sa déclinaison territoriale, le Plan Territorial d'Insertion – PTI – a permis l'enrichissement de la programmation notamment

sur des problématiques d'addiction et des sujets de société sensibles. Une approche auprès des publics par des professionnels reste la plus efficace dans l'acceptation puis la résolution des difficultés.

La programmation du PLIE en 2018 se voit enrichie d'actions professionnalisantes et d'actions d'information conduites par des opérateurs reconnus.

A ce titre, trois structures sollicitent des aides financières destinées à la réalisation d'actions en direction des participants du PLIE du territoire du Pays d'Aix, dans le cadre de leur insertion socio-professionnelle.

Après avoir rencontré l'ensemble des opérateurs, la planification des opérations a été validée afin que les accompagnateurs à l'emploi puissent positionner dans les meilleurs délais les participants du PLIE au regard de leur problématique particulière.

Cette programmation s'inscrit dans le droit fil des politiques soutenues auparavant par le Pays d'Aix dans le domaine de l'emploi selon les 4 axes d'interventions et constitue une offre d'insertion et d'étapes de parcours complémentaires à celles mises en œuvre notamment par le service de l'Insertion par l'Activité Économique de la Direction de l'Insertion et de l'Emploi du Territoire du Pays d'Aix.

- Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des demandeurs d'emploi
- Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique
- Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi
- Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres et les demandes d'emploi.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans chaque convention de partenariat, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80 %, après notification d'attribution de la subvention ou notification de la convention attributive et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

Proposition de subventions dans le cadre de la programmation 2018

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBV° N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBV° SOLLICITÉE	SUBV° PROPOSÉE	CONV OUI/ NON
2018-167	FACE SUD PROVENCE	Mise en œuvre d'une JOB ACADEMY	0	18.000 €	13.000 €	13.000 €	NON
-	FORMATSUD	Action de féminisation autour des métiers du bâtiment	0	22.800 €	4.800 €	4.800 €	NON
-	PERFORMANCE MEDITERRANEE	Mise en œuvre de parcours numériques	0	9.900 €	6.600 €	6.600 €	NON
TOTAL					24.400 €	24.400 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 6 juin 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'établir une programmation au titre du PLIE en complémentarité avec les actions conduites par nos partenaires.
- La plus-value apportée par ces actions aux participants du PLIE.

- L'intérêt pour le territoire du Pays d'Aix d'offrir à ces demandeurs d'emploi une offre variée dans les domaines de l'insertion et de la remobilisation.

Délibère

Article 1 :

Le montant global retenu des subventions au titre de la programmation 2018 du PLIE du Pays d'Aix est de 24.400 € répartis comme indiqué dans le tableau récapitulatif ci-dessus.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en autorisations d'engagement sur le service 9 « Fond Social Européen » chapitre 65 du budget 06 de la Métropole 2018.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 281

Attribution d'une participation financière au fonctionnement des Bureaux Municipaux de l'Emploi (BME) du Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

L'engagement du Territoire du Pays d'Aix dans la lutte contre les exclusions, à travers le PLIE, nécessite l'implication et la collaboration des acteurs locaux afin que les personnes ciblées par son action puissent en bénéficier.

En effet, le travail de repérage des participants, effectué à l'occasion de l'accueil et/ou de l'orientation du public est essentiel. La qualité de la prescription est une condition à la réalisation des objectifs poursuivis dans le cadre du PLIE.

Cela nécessite de donner des moyens de fonctionnement appropriés aux structures volontaires qui sont en capacité d'assurer cette fonction. Les 24 Bureaux Municipaux de l'Emploi du Territoire représentent une opportunité pour agir au plus près de nos populations et remplir efficacement ce rôle de prescripteur du PLIE.

En retour de la participation financière octroyée à cette mission, les BME acceptent :

- de mettre en œuvre sur leur territoire l'ensemble des moyens relatif à l'accueil des participants du PLIE du Pays d'Aix, par la mise à disposition, notamment, des moyens matériels (locaux, accès Internet, ...) à l'attention des accompagnateurs à l'emploi du territoire,
- une participation active des agents aux réunions territoriales du dispositif,
- le travail en binôme avec les accompagnateurs à l'emploi de leur territoire pour diagnostiquer les difficultés des publics, l'opportunité d'une orientation,
- de mettre à la disposition des demandeurs d'emploi tous les outils favorisant le travail sur le projet professionnel, le transfert de compétences et les techniques de recherche d'emploi, notamment via des logiciels spécifiques « PASS'AVENIR » (logiciel de travail sur le projet professionnel) et « TRANSFERENCE » (logiciel sur l'analyse et le transfert de compétences) pour lesquels le Pays d'Aix participe au coût de l'abonnement à hauteur de 1.100 €,

- de mettre en place et/ou à participer à des actions en faveur des demandeurs d'emploi dans le domaine de l'emploi, pour enclencher et développer une offre de travail et assurer un rôle stratégique (accès au site de Pôle Emploi, organisation de forums et événements...).

Chaque BME peut prétendre à une aide forfaitaire de 2.000 € qui peut être revue à la hausse en fonction des actions conduites sur les territoires et au bénéfice des participants (organisation de forum, Job Dating, petits déjeuners, rencontres entreprises...).

Afin de permettre le versement des subventions, il sera préalablement demandé à chaque commune de délibérer, afin d'autoriser la signature et la mise en œuvre d'une convention de partenariat dans le cadre du PLIE, décrivant les missions conduites sur les territoires.

Dans le cadre de leur rôle d'accueil et de prescription des publics vers le dispositif PLIE et compte-tenu des moyens mobilisés, un soutien financier sera apporté aux Bureaux Municipaux de l'Emploi des communes volontaires.

A ce titre, 24 Bureaux Municipaux de l'Emploi sollicitent des aides financières destinées à l'amélioration des conditions d'accueil, d'information et d'orientation du public demandeur d'emploi.

Il est proposé d'attribuer ces subventions pour un montant total de 127.100 € au titre de l'année 2018.

Bénéficiaire	Participation financière de fonctionnement proposée
BME de Bouc-Bel-Air	5.500 €
BME de Cabriès	2.000 €
BME de Coudoux	3.000 €
BME de Eguilles	3.500 €
BME de Fuveau	2.000 €
BME de Jouques	3.900 €
BME de Gardanne	2.000 €
BME de La Roque-d'Anthéron	4.000 €
BME de Lambesc	5.000 €
BME de Le Puy-Sainte-Réparate	2.000 €
BME de Les Pennes-Mirabeau	7.800 €
BME de Le Tholonet	2.000 €
BME de Meyrargues	2.000 €

BME de Meyreuil	2.000 €
BME de Pertuis	20.000 €
BME de Peyrolles-en-Provence	4.700 €
BME de Rognes	3.500 €
BME de Rousset	5.200 €
BME de Saint-Cannat	3.500 €
BME de Simiane-Colongue	3.500 €
BME de Trets	8.000 €
BME de Venelles	2.000 €
BME de Ventabren	2.000 €
BME de Vitrolles	28.000 €
Total	127.100 €

Par délibération n°2017_CT2_318 du 6 juillet 2017, le Conseil de Territoire a attribué au bénéfice du BME de Ventabren une participation financière à hauteur de 3.100€.

La convention de partenariat étant parvenue dans les services postérieurement à la date de clôture de l'exercice budgétaire, mais dans l'année civile concernée, cette subvention n'a pas pu être mandatée. Il convient donc de ré-engager cette aide financière sur l'exercice budgétaire 2018 afin de permettre son règlement conformément à l'article III de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la

Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération n°2017_CT2_318 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017 attribuant au bénéfice du BME de Ventabren une participation financière à hauteur de 3.100€ ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 6 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'une participation financière au fonctionnement des Bureaux Municipaux de l'Emploi (BME) des communes volontaires du Territoire du Pays d'Aix pour un montant total de 130.200 € aux bénéficiaires suivants :

- Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Bouc-Bel-Air
- Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Cabriès
- Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Coudoux
- Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Eguilles
- Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Fuveau
- Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Jouques
- Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Gardanne
- Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de La Roque-d'Anthéron
- Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Lambesc
- Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Le Puy-Sainte-Réparate
- Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Les Pennes-Mirabeau
- Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Le Tholonet
- Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Meyrargues
- Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Meyreuil
- Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Pertuis
- Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Peyrolles-en-Provence
- Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Rognes
- Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Rousset
- Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Saint-Cannat

- Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Simiane-Collongue
- Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Trets
- Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Venelles
- Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Ventabren
- Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Vitrolles

Article 2 :

Sont approuvés les termes des conventions de partenariat à conclure avec les communes de Pertuis et Vitrolles.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer les conventions et à prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en autorisations d'engagement sur le service 8 « Insertion et Emploi » chapitre 65 du budget de la Métropole 2018.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 282

Attribution d'une participation financière au Bureau Municipal de l'Emploi (BME) de Pertuis pour la réalisation d'un diagnostic local

Madame le Président soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

L'engagement du Territoire du Pays d'Aix dans la lutte contre toutes les formes d'exclusion se définit au travers des politiques d'Emploi, d'Insertion mais également de Prévention mises en œuvre et soutenues financièrement.

La réalisation de ces actions nécessite l'implication et la collaboration des acteurs locaux afin que les personnes ciblées puissent en bénéficier.

Dans ce cadre, il est essentiel que l'ensemble des acteurs intervenant sur ces domaines évaluent les points forts et les points faibles des actions conduites sur la commune de Pertuis au travers d'une étude partagée. Ainsi, cette évaluation permettrait l'émergence de nouvelles priorités et de proposer de nouveaux axes de travail au regard des difficultés, nouvelles ou ancrées, rencontrées par les personnes.

Sur le territoire du Pays d'Aix, les Bureaux Municipaux de l'Emploi jouent un rôle de relais dans le déploiement de la compétence insertion, prévention et emploi de personnes en difficulté. Le Bureau Municipal de l'Emploi, partenaire incontournable, sera l'organisme porteur de ce diagnostic, en assurera son animation et sa réalisation.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 20.000€.

Le territoire du Pays d'Aix est sollicité pour un montant de 10.000€ représentant 50 % du montant prévisionnel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 002-30/06/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant sur les modalités de décision d'octroi de subventions aux associations par les Conseils de Territoire ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 6 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la réalisation d'un diagnostic local dans le cadre de la politique d'Insertion, d'Emploi et de Prévention sur la commune de Pertuis.

Article 2 :

Est attribuée une participation financière de 10 000 € au Bureau Municipal de l'Emploi de Pertuis pour la réalisation du diagnostic.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en autorisations d'engagement sur le service 8 « Insertion et Emploi » chapitre 65 du budget de la Métropole 2018.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 283

Approbation d'une convention de partenariat entre l'Association Orange Solidarité et le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix pour la réduction de la fracture numérique et la pratique des usages internet

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Fondation d'entreprise Orange est à l'origine de la création de l'Association Orange Solidarité. Orange Solidarité a notamment pour objet de soutenir des actions destinées à lutter contre la

fracture numérique et portées par des associations œuvrant dans le domaine de l'éducation, de la santé et de l'insertion sociale et professionnelle.

L'Association Orange Solidarité a proposé au Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix d'intervenir bénévolement auprès des 950 apprentis pour sensibiliser ces jeunes adultes aux usages du web, tant dans leur pratique personnelle que professionnelle.

Plusieurs modules sont prévus, sur trois thématiques différentes : le développement de compétences bureautiques (découverte, suites bureautiques), qui pourra se déployer d'un niveau initiation à celui d'expertise ; identité numérique ; et enfin recherche d'emplois. Les apprentis seront plus largement sensibilisés à un usage responsable des réseaux sociaux, dans un contexte de judiciarisation croissante de cet espace.

Ce partenariat prend la forme d'une Convention sans incidence financière. En effet, cette mission sera réalisée à titre gratuit, dans les locaux du CFA du Pays d'Aix, à compter du 16 mai et jusqu'au 31 décembre 2018. La formation se déroulera par groupe de 10 stagiaires maximum.

Dans la mesure de la disponibilité de chacune des parties, des locaux sur le site du CFA comme celle des intervenants de l'Association Orange Solidarité, le volume d'heures proposées aux apprentis est estimé à environ 180 heures par trimestre, renouvelable au cours de l'année scolaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Économique Emploi et Agriculture du 6 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention de partenariat entre l'Association Orange Solidarité et le CFA du Pays d'Aix et d'autoriser Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant à signer cette convention.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la Convention de partenariat entre l'Association Orange Solidarité et le CFA du Pays d'Aix, à titre gratuit, sur le site du CFA, des modules de formation aux usages du web auprès des apprentis, pour l'année 2018.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la convention et tout document y afférent.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Agriculture

2018 CT2 284

AVIS - Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) du Pays d'Aix - Intervention sur les communes d'Aix-en-Provence, Eguilles, Le Tholonet, Trets et Venelles

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur la base de la Convention cadre d'Intervention Foncière du Pays d'Aix (CIF) avec la SAFER, votée le 29 octobre 2015 par le Bureau communautaire de

la CPA, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière : rappel

Cette convention prévoit une information quotidienne des communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (600 € TTC), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'opérations de préemption concernant 6 ventes de parcelles avec révision de prix sur les communes d'Aix-en-Provence, d'Eguilles, du Tholonet, de Trets et de Venelles.

- Aix-en-Provence

- Parcelle(s) : PC 0041 ; Surface : 27 ares 08 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 4 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 2 362,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Eguilles

- Parcelle(s) : AV 186 ; Surface : 1 hectare 92 ares 10 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 90 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 26 860,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la

Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Parcelle(s) : BS 68 ; Surface : 10 ares 80 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 9 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 3 874,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Le Tholonet

- Parcelle(s) : B 382 ; Surface : 55 ares 28 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 25 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 19 200,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Trets

- Parcelle(s) : BE 11 ; Surface : 32 ares 50 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 130 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 23 410,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la

Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Venelles
 - Parcelle(s) : BC 42 et BC 54 ; Surface : 1 hectare 83 ares 97 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 280 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 56 400,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural pris en ses articles L 141-1 et suivants, L 142-1 et suivants, L 143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2015_B531 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 approuvant les termes de la Convention cadre d'Intervention Foncière (CIF) 2016/2018 du Pays d'Aix avec la SAFER ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention avec révision de prix pour les 6 ventes de parcelles sur les communes d'Aix-en-Provence, d'Eguilles, du Tholonet, de Trets et de Venelles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet des 6 préemptions en révision de prix sur les communes d'Aix-en-Provence, d'Eguilles, du Tholonet, de Trets et de Venelles, dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Article 2 :

La somme de 600 € TTC sera versée à la SAFER pour chacune des 6 préemptions, au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, après notification par la SAFER du retrait de la vente des biens par les propriétaires respectifs.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section de fonctionnement, sur la ligne budgétaire du service agriculture 6312/611, figurant à l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 285

AVIS - Attribution d'une subvention d'investissement à l'association CREA - Approbation d'une convention d'objectifs

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a mis en place une politique d'aide aux associations à caractère agricole dans le but de participer au développement de l'agriculture sur le territoire communautaire et de promouvoir les produits du terroir.

A ce titre, il est proposé de poursuivre le soutien aux associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix, des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole.

Le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 19 825,60 € à l'association CREA.

Il s'agit d'exploiter un espace test agricole permettant à des porteurs de projet de tester leur activité agricole en situation réelle avant de s'installer. Le soutien va permettre de poursuivre l'équipement de l'espace test mis en place en 2015 à Pertuis. Les investissements recouvrent notamment les travaux d'irrigation, l'entretien de la serre et la réalisation d'un forage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement d'un montant total de 19 825,60 € à l'association CREA.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec l'association CREA.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération et notamment la convention ci-annexée.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur la ligne 3D/6312-20421- Opération DI462-4 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 286

Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association à caractère agricole CREA - Approbation d'une convention d'objectifs

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a mis en place une politique d'aide aux associations à caractère agricole dans le but de participer au développement de l'agriculture sur le territoire communautaire et de promouvoir les produits du terroir.

A ce titre, il est proposé de poursuivre le soutien aux associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix, des actions pertinentes en

cohérence avec sa politique de développement agricole.

Le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 26 645€ à l'association CREA.

CREA (Fonctionnement) 26.645 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Économique, Emploi et Agriculture du 6 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant,

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant total de 26.645 € à l'association CREA .

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec l'association CREA.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer tous les

documents afférents à l'exécution de la présente délibération et notamment la convention ci-annexée.

Article 4:

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial du Territoire – ligne 3D/6312-65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 287

Attribution de subventions aux associations à caractère agricole

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a mis en place une politique d'aide aux associations à caractère agricole dans le but de participer au développement de l'agriculture sur le territoire communautaire et de promouvoir les produits du terroir.

A ce titre, il est proposé de poursuivre le soutien aux associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix, des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole.

Le présent rapport a pour objet l'attribution de subventions d'un montant total de 8.500 € aux trois associations suivantes :

ADEAR 13 - « Développement et promotion des circuits courts en Pays d'Aix » 4.000 €
ADEAR 13 - « Favoriser l'installation d'agriculteurs sur le Pays d'Aix » 1.000 €
MAISON DE LA TRANSHUMANANCE - « Animation du projet La Routo » 1.000 €
PAYSANS CONNECTES - Fonctionnement 2.500 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 021 -049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 5 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole.

Délibère

Article 1 :

Est attribué aux trois associations sus-mentionnées un montant total de subventions de 8.500 €.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération ;

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3D/6312/65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75

Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 288

Approbation d'un avenant à la convention d'objectifs avec la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône pour l'année 2018

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Composante forte de l'économie locale, vecteur d'attractivité territoriale, l'agriculture, au-delà de son caractère technique, constitue un potentiel exceptionnel d'approvisionnement alimentaire et de rayonnement du territoire. Cependant, le territoire doit faire face à une raréfaction des terres agricoles, une fragilisation de la profession.

La réponse à apporter à ces enjeux stratégiques nécessite une large mobilisation de l'ensemble des partenaires agricoles permettant de porter le programme d'actions concrètes, fixé par la Charte agricole du Pays d'Aix, déclinées en 7 objectifs :

Volet économique :

1. Faire connaître et reconnaître l'agriculture
2. Promouvoir l'agriculture
3. Améliorer la commercialisation des produits

Volet territorial et environnemental :

4. Favoriser l'accès au foncier pour les agriculteurs
5. maintenir, de manière dynamique, les surfaces agricoles à leur niveau actuel
6. Développer le rôle de l'agriculture en faveur de l'environnement

Volet alimentation : en préparation

7. Alimentation, agroalimentaire et nutrition

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône constitue l'un des partenaires de la Charte agricole et son expertise permet de répondre aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux de l'agriculture du territoire.

Chaque année, elle sollicite l'aide financière de l'institution dans le cadre d'une convention d'objectifs.

Par délibération du 15 mai 2018, le Territoire du Pays d'Aix a approuvé la convention d'objectifs annuelle entre la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône et le Pays d'Aix pour l'année 2018. Le montant de cette convention, qui vise à

mettre en commun les compétences de chacune au service d'actions agricoles porteuses pour le territoire, s'élève à 92 000 € (budget global de 160 000 €), concernant 3 actions agricoles.

Il est proposé d'approuver un avenant à cette convention d'objectifs annuelle initiale, en y ajoutant 3 actions agricoles supplémentaires pour un montant de 47 236 € (budget global : 59 760 €).

L'avenant à la convention d'objectifs, joint en annexe, détaille les projets et les budgets correspondant pour l'année 2018.

Synthèse des actions et soutien financier correspondant

1. Restauration collective et approvisionnement local

Afin de développer l'approvisionnement local sur le territoire du Pays d'Aix, de poursuivre le diagnostic sur la restauration collective réalisé en 2017 par le Pays d'Aix et de venir en appui aux communes impliquées, il est proposé :

- l'animation et la coordination de 4 à 5 rencontres entre les communes concernées et les plate-formes de producteurs,
- la réalisation d'une note d'information, après les rencontres avec les différentes communes,
- la réalisation de bulletins de liaison afin d'expliciter concrètement le travail et les progrès réalisés et d'entretenir la motivation des acteurs dédiés au projet. Ces supports seront diffusés et mis à disposition des institutions partie prenantes.

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier de **15 000 €** (budget global de l'opération : 19 000 €).

2. Contribution à la phase technique préparatoire pour la réalisation d'un espace test agricole sur Luynes

Initialement programmé sur le site de Bigaron appartenant à l'État, le projet d'espace test de Luynes s'inscrit désormais sur une autre parcelle appartenant au Pays d'Aix, située non loin du site initial.

Les partenaires du projet ont pour objectif de lancer officiellement les opérations nécessaires à sa création dès septembre 2018.

La Chambre d'agriculture propose de venir en appui au Pays d'Aix grâce à :

- une étude de faisabilité définissant le contenu du cahier des charges à lancer,
- l'aide à la définition du fonctionnement de l'espace test, parallèlement à la partie ingénierie-construction et à la gestion de autorisations d'urbanisme de la ville d'Aix-en-Provence,
- la définition du contenu du programme d'investissement,
- la participation aux échanges des groupes de travail, animation des intervenants,
- participation à l'étude du plan de financement,
- des visites de terrain.

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier de **10 736 €** (budget global de l'opération : 13 420 €).

3. Diagnostic pour la valorisation de la partie agricole de la propriété communale de Valbrillant à Meyreuil

La chambre d'agriculture a réalisé un diagnostic pour la commune de Meyreuil en 2015 et propose de poursuivre l'étude du vallon de Valbrillant, propriété communale confirmée comme l'un des secteurs agricoles les plus importants de la commune. Il s'agira de :

- diagnostiquer le potentiel de la partie agricole de la propriété,
- déterminer un ou plusieurs projets agricoles à déployer sur le site,
- définir le potentiel agronomique des terres avec préconisation technique, les accès et niveau d'équipement (irrigation, assainissement...),
- étudier les incidences du voisinage sur ces surfaces et définition des conditions d'exploitation,
- assister techniquement les appels à candidature des acteurs agricoles potentiels pour occuper ce terrain (orientations, critères de sélection, analyse des pré-projets, diffusion...),
- participer au comité de sélection...

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier de **21 500 €** (budget global de l'opération : 27 340 €).

ACTIONS	
Promouvoir l'agriculture	
Restauration collective : vers un approvisionnement local/ Pays d'Aix	15 000 €
Maintenir de manière dynamique les surfaces agricoles à leur niveau actuel	
Contribution à la phase technique préparatoire pour la réalisation d'un espace test agricole / Luynes	10 736 €
Diagnostic pour la valorisation de la partie agricole de la propriété communale de Valbrillant / Meyreuil	21 500 €
TOTAL prévisionnel	47 236 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017_CT2_177 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix relative à l'approbation d'une convention d'objectifs avec la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et agriculture du 6 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de poursuivre les actions engagées avec la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône dans le cadre de l'avenant à la convention d'objectifs pour l'année 2018.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une aide complémentaire de 47 236 € à la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône pour l'année 2018 afin de contribuer au financement des 3 actions supplémentaires décrites préalablement.

Article 2 :

Sont approuvés les termes de l'avenant à la convention d'objectifs conclue avec la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer l'avenant à la convention d'objectifs initiale, ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix à la section fonctionnement sur la ligne 6312/65738.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Commerce et artisanat

2018 CT2 289

Attribution de subventions aux associations de commerçants et artisans de proximité

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la politique de subventions mise en place depuis 2006 par la Communauté du Pays d'Aix pour favoriser l'activité commerciale et artisanale de proximité, des associations de commerces de proximité, initiatrices de projets de dynamisation des centres-villes ou villages, font appel au Territoire du Pays d'Aix.

Le présent rapport a pour objet l'attribution de deux subventions :

- L'une de 10 000 € à l'association « Vie et commerce », dont la vocation est de fédérer les commerçants et artisans de Vitrolles, en créant et pérennisant des actions d'animations commerciales et qui se propose d'organiser un marché de Noël avec une patinoire au mois de décembre.

- L'autre de : 2 600 € à l'association « Vivre Rousset », dont la vocation est de renforcer l'attractivité de Rousset et de faire entendre ses adhérents.

Les demandes ont été examinées au regard des critères adoptés par le Conseil communautaire de la CPA, le 15 décembre 2011 (délibération n°2011_A195).

Les subventions présentées tiennent compte de l'impact de leurs actions sur le territoire, mais aussi des enveloppes budgétaires disponibles et du bilan 2017 produit par l'association.

N° GU	Manifestation + Date	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de la manifestation	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs oui/non
548	Marché de Noël avec patinoire	Vie et Commerce	Fédérer les commerçants et artisans de Vitrolles. Créer et pérenniser les actions d'animations commerciales	10 000 €	44 500 €	14 500 €	10 000 €	Non
656	Apéro fête de la musique	Vivre Rousset	Renforcer l'attractivité de Rousset. Créer une image de marque de la commune. Représenter et défendre ses adhérents	280 €	950 €	422 €	422 €	Non
654	Goodies novembre et décembre	Vivre Rousset	Renforcer l'attractivité de Rousset. Créer une image de marque de la commune. Représenter et défendre ses adhérents	2 120 €	4 040 €	1 795 €	1 795 €	Non
657	Petits déjeuners thématiques	Vivre Rousset	Renforcer l'attractivité de Rousset. Créer une image de marque de la commune. Représenter et défendre ses adhérents	200 €	860 €	383 €	383 €	Non
	S/TOTAL	Vivre Rousset		2 600 €	5 850 €	2 600 €	2 600 €	
	TOTAL			12 600 €	50 350 €	17 100 €	12 600 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.1511 1-2, L.1511 1-3 et L.1511 1-4;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2011_A195 du Conseil communautaire de la CPA du 15 décembre 2011 approuvant les critères d'attribution de subvention au profit des associations de commerçants et artisans de proximité ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 6 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les projets portés en 2018 par ces associations favorisent l'activité commerciale et artisanale de proximité et que les associations sont initiatrices de projets de dynamisation des centres-villes ou villages.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 10 000 € à l'association « Vie et Commerces » et une subvention de 2 600 € à « Vivre Rousset ».

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3F/632/65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Environnement

2018 CT2 290

Attribution d'une subvention à l'association Image de Ville pour l'organisation des Journées du Film de l'Environnement – Approbation d'une convention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association Image de Ville organise chaque année, depuis 2006, les Journées du Film de l'Environnement. Cette manifestation aborde, par l'intermédiaire du cinéma, les questions de société soulevées par les enjeux environnementaux. Depuis plus de 12 ans, les différentes thématiques de l'environnement ont ainsi pu être abordées : l'eau, le changement climatique, les déchets, l'agriculture, l'air, la forêt, l'énergie solaire, la nature en ville, les transports, l'alimentation...

Avec environ 40 films (fictions et documentaires, films du répertoire et avant premières) programmés à chaque édition, et l'accueil de nombreux invités (cinéastes, urbanistes, experts de l'environnement...), les « Journées du Film de l'Environnement » ont pour ambition d'offrir aux citoyens, aux élus, un temps de réflexion, un partage et des échanges sur les questions de qualité de vie au quotidien, de santé ou de l'avenir de la planète. En plus des films, l'association propose des soirées-débats, rencontres, tables rondes pour approfondir cette réflexion. Il faut aussi noter un effort pour s'approcher du public à travers

la mise en place de « fontaines documentaires », présentations de films en accès libre dans des lieux accessibles au public (médiathèques, salle des associations...).

L'association Image de Ville souhaite fédérer un réseau toujours plus large d'acteurs culturels et d'institutions œuvrant dans le domaine de l'environnement, avec la volonté d'associer à cette manifestation les publics les plus divers pour que ces questions complexes ne se résument pas à un dialogue entre experts et spécialistes. Une attention particulière est portée aux jeunes spectateurs qui bénéficient d'une programmation spécifique alliant photographie, théâtre, musique... Un programme spécifique leur est dédié en lien avec l'Éducation Nationale et les communes.

Cette initiative qui, à l'origine, se tenait sur le Pays d'Aix se développe sur d'autres communes de la Métropole, depuis 2012 à Marseille à l'occasion du Forum mondial de l'eau ou plus récemment autour de l'exposition « Vies d'ordures » au Mucem et à Gignac la Nerthe sur le projet de « GreenLab » et la diffusion de films pour le jeune public sur l'agriculture urbaine. Image de Ville a aussi développé des partenariats avec l'École Nationale du Paysage à Marseille, l'Institut d'Urbanisme et d'Aménagement Régional à Aix-en-Provence, le lycée Agricole de Valabre à Gardanne, l'Institut INSPIRE (Initiative pour la Promotion d'une Industrie Réconciliée avec l'Écologie et la Société) à Marseille. Des contacts sont en cours pour développer cette initiative sur les communes de l'Ouest-Etang de Berre.

L'association a aussi développé des productions audiovisuelles sur la base d'images prises sur l'ensemble du territoire métropolitain, mettant en valeur les initiatives et dynamiques engagées pour l'environnement : le film « l'épopée du déchet » tourné à Martigues, Marseille, Aix-en-Provence, Gardanne.

L'association travaille actuellement sur un projet de Web documentaire qui traitera des enjeux du changement climatique pour la Métropole dans le cadre d'un partenariat avec le Groupe de Recherche sur l'Évolution du Climat (GREC PACA). Enfin, Image de Ville met à disposition des communes, des acteurs professionnels, des établissements d'enseignement, son centre de ressource qui comprend plus de 2.500 films référencés et 1.000 invités potentiels pour l'organisation de projections débats sur l'ensemble des thèmes de l'environnement. Il développe, en partenariat avec le rectorat, des mallettes pédagogiques regroupant films et ressources.

L'association Image de Ville propose donc de reconduire une treizième édition des « Journées du Film de l'Environnement », en septembre 2018 sur Aix-en-Provence, puis circulera dans les communes de la Métropole, candidates pour accueillir cet événement. Le thème général proposé est « **la biodiversité** ».

Le Budget pour l'organisation de cette manifestation et le développement des activités de l'association (centre de ressource, productions audiovisuelles) est estimé à 80.000 €. Le financement se décompose comme suit :

Métropole Aix-Marseille-Provence - Stratégie Environnement -Plan Climat	20.000 €
Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix	10.000 €
Région PACA	15.000 €
Conseil Départemental 13	10.000 €
État / ADEME	10.000 €
Ville d'Aix-en-Provence	5.000 €
Autres Communes et partenaires	5.000 €
Mécénat	5.000 €
Soit au total	80.000 €

La subvention sollicitée auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élève à 30.000 €. Il est proposé d'attribuer une subvention de **20.000 €**, au regard des réductions des crédits demandés au cours de cette année. Une convention, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association « Image de Ville », est proposée, pour préciser le

cadre d'organisation de la treizième édition des « Journées du Film de l'Environnement » et le développement des activités de l'association.

Pour les subventions au titre d'une manifestation/action d'Image de Ville :

N G U	Manifesta- tion Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de la manifestation	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs
2018_000	Journées du Film de l'Environ- nement	Image de Ville	Environnement	30.000 €	80.000 €	30.000 €	20.000 €	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative au Règlement Budgétaire Financier.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que les actions de cette association représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'environnement.
- Qu'il convient de conclure un partenariat avec cette association pour mettre en œuvre les projets qu'elle propose.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention pour un montant de 20.000 euros à l'association Image de Ville pour 2018.

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Image de Ville, pour préciser le cadre d'organisation de la « treizième édition des Journées du Film de l'Environnement » et le développement des activités de l'association.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

La dépense de 20.000 euros en résultant sera prélevée sur les crédits inscrits à cet effet sur la partie environnement - Budget Primitif Métropolitain Fractionné – 01 - ligne 1D/chapitre 011/ Fonction 74/ Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable

sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 291

Approbation d'une convention de partenariat type pour le développement d'installations photovoltaïques entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les développeurs

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La production d'énergie n'est pas une compétence propre des collectivités territoriales et de leurs groupements. Il ne s'agit donc pas d'une compétence exclusive de la Métropole qui peut, au même titre que les communes ou des acteurs privés, intervenir dans la production locale d'énergie renouvelable ou de récupération (article L2224-32 du CGCT). Pour autant, en tant qu'autorité organisatrice de la distribution d'énergie et contributrice à la transition énergétique à travers son Plan climat-air-énergie, la Métropole a un rôle de coordination et de facilitation de la production d'énergie renouvelable (EnR) sur son territoire et doit élaborer un plan de développement des EnR. A ce titre, la Métropole peut accompagner, soutenir, voir porter des projets de production EnR.

Fort de ses compétences, la Métropole souhaite accompagner le développement des installations photovoltaïques de son territoire et fournir un soutien opérationnel aux développeurs de projets animés d'une approche territoriale. Pour cela, elle doit connaître les acteurs et être informée des projets et des potentiels de production sur son territoire.

Ainsi, la Métropole souhaite organiser et optimiser sa relation avec les « développeurs », entreprises chargées d'installer puis d'exploiter des équipements de production photovoltaïque, susceptibles d'intervenir sur son territoire.

Elle leur propose pour cela de signer une convention de partenariat, non onéreuse, qui fixe les principes de coopération entre les développeurs et la Métropole. Cette convention définit les rôles et les engagements de chacune des parties afin d'initier les principes d'un développement local concerté et conforme aux attentes et objectifs de développement des énergies renouvelables sur le territoire de la Métropole. Elle aborde les questions liées aux échanges d'information, aux objectifs de développement économique local, à l'investissement participatif des collectivités locales et de la société civile, au raccordement au réseau public d'électricité, à la transmission de données et à la communication.

La convention, dont le modèle est présentée en annexe, pourra être signée par la Métropole avec tout développeur qui en fera la demande et qui fournira aux services métropolitains, les informations demandées dans le cadre de ce partenariat et s'engagera à respecter les engagements de la convention.

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver le modèle de convention présentée en annexe et d'autoriser le Président ou son représentant à la signer avec les développeurs qui en feront la demande.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°18/6191/HN du 22 mars 2018 actant l'organisation de la compétence Energie au 1^{er} janvier 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la Métropole est autorité organisatrice de la distribution d'énergie et contributrice à la transition énergétique.
- Que la Métropole a intérêt à avoir une connaissance la plus large possible des acteurs, des projets et des potentiels de production d'énergie renouvelable, en particulier d'électricité photovoltaïque, sur son territoire pour asseoir sa stratégie énergétique.
- Que la convention de partenariat pour le développement d'installations photovoltaïques entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les Développeurs permet de fixer les principes d'un développement local concerté et conforme aux attentes et objectifs de développement des énergies renouvelables sur le territoire de la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat type présentée en annexe au présent rapport.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention avec les développeurs qui en feront la demande.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Forêt

2018 CT2 292

Demande de subventions pour l'Appel à Projet 2018 du dispositif 8.3.1 concernant l'aide aux opérations de Défense des Forêts Contre les Incendies du FEADER, des plans de massifs du Montaignet, Pas des Lanciers, Arbois, Quatre Termes, Régagnas et Chaîne des Côtes - Trévaresse

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les politiques mises en place au sein de ses différents territoires depuis plusieurs années ont été poursuivies. Sur le Pays d'Aix, une politique de Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI) ambitieuse a été engagée avec la mise en œuvre de travaux forestiers de protection et d'accessibilité aux massifs pour les services de secours. Ces actions peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés.

Il importe, en conséquence, de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Chaque année, le Pays d'Aix établit, en s'appuyant sur la contribution des Comités consultatifs des

massifs forestiers de son territoire, les programmes des travaux de Défense des Forêts Contre l'Incendie, à réaliser dans les secteurs qu'elle gère, conformément aux Plans de Massifs de Protection de la Forêt Contre l'Incendie (PMPFCI), anciennement appelés PIDAF.

Dans le cadre de l'Appel à Projet DFCI 2018, du dispositif 8.3.1 concernant l'aide aux opérations de Défense des Forêts Contre les Incendies du FEADER, les programmations comprennent des travaux de :

- diminution de la biomasse,
- mise en sécurité des bords de piste DFCI,
- réalisation de pistes DFCI,
- installation d'équipements hydrauliques.

Ce type de travaux peut être subventionné à un taux maximum de 80 % par l'Union Européenne, l'État, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Les services affectés au Territoire du Pays d'Aix en assurent la maîtrise d'ouvrage, après validation de ce programme.

Six massifs forestiers sont concernés à ce jour par ce dispositif : le Montaignet (avec intégration en 2014 de Gardanne), le Régagnas - Monts Auréliens (avec intégration en 2014 de Gréasque), le Pas des Lanciers, l'Arbois (depuis 2016), la Chaîne des Côtes - Trévaresse et les Quatre Termes.

Un détail des travaux proposés à l'Appel à Projet est détaillé par massif comme suit :

Le montant total des interventions subventionnées proposées pour l'année 2018 est de **93.817,00 € HT** (soit 112.580,40 € TTC).

Programme de travaux « AP DFCI 2018 » du Plan de Massif du <u>Montaignet et les collines environnantes</u> (communes d'Aix-en-Provence, Bouc-Bel-Air, Gardanne, Meyreuil), pour un montant hors taxe de 17.036,00 €				
Localisation	Désignation chantier	Surface Linéaire	Montant HT (€)	Montant TTC (€)
Meyreuil	Éclaircie Valbrillant Nord	11,5 ha	12.664,00	15.196,80
<u>TOTAL « AP DFCI 2018 »</u>			12.664,00	15.196,80

Programme de travaux « AP DFCI 2018 » du Plan de Massif de la Chaîne Des Côtes - Trévaresse (communes d'Aix-en-Provence, Meyrargues, Saint-Cannat, Venelles, Rognes, Le Puy-Sainte-Réparate, Saint-Estève-Janson, La Roque d'Anthéron et Lambesc), pour un montant total HT de 63.828,00 €

Localisation	Désignation chantier	Surface (ha)	Montant HT (€)	Montant TTC (€)
Rognes	Les Cauvins	9,5 ha	16.470,00	19.764,00
Le Puy-Ste-Réparate	Le Bec	11,8 ha	19.579,00	23.494,80
Rognes	Les Infernets	12,2 ha	27.779,00	33.334,80
<u>TOTAL « AP DFCI 2018 »</u>			63.828,00	76.593,60

Programme de travaux « AP DFCI 2018 » du Plan de Massif des Quatre Termes (communes de Coudoux, Ventrabren, Eguilles, Saint-Cannat (Sud) et Lambesc (Sud)), pour un montant total HT de 17.325,00€

Localisation	Désignation chantier	Surface (ha)	Montant HT (€)	Montant TTC (€)
Lambesc	Interface Croignes Ponants	7 ha	17.325,00	20.790,00
<u>TOTAL « AP DFCI 2018 »</u>			17.325,00	20.790,00

Le montant total des travaux programmés est donc de :

Appel à projet 2018-	
Massif forestier concerné	Montant en € HT
<u>Projets prioritaires 2018</u>	
Massif du Montaignet	12.664,00
Massif de la Chaîne des Côtes - Trévaresse	63.828,00
Massif des Quatre Termes	17.325,00
Total HT	93.817,00 €
TVA (20 %)	18.763,40 €
<u>TOTAL TTC</u>	<u>112.580,40 €</u>

Le montant total des interventions faisant l'objet d'une demande de financement, dans le cadre du dispositif 8.3.1 concernant l'aide aux opérations de Défense des Forêts Contre les Incendies du

FEADER - Appel à Projet 2018 est de 93.817,00 euros HT (soit 112.580,40 euros TTC).

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES*	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES HT
Europe	20 %	18.763,40€
État	20 %	18.763,40€
Conseil Régional PACA	20 %	18.763,40€
Conseil Départemental 13	20 %	18.763,40€
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	18.763,40€
TOTAL HT		93.817,00€

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : demande de subvention pour la mise en œuvre du programme de travaux DFCI 2018/2019 dans le cadre des Plans de massifs du Montaignet, Pas des Lanciers, Arbois, Quatre Termes, Régagnas et Chaîne des Côtes - Trévaresse.

Délibère

Article 1 :

Pour la réalisation de cette opération, Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, du Conseil Régional PACA, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et des services de l'État, la DDTM (Guichet Unique) étant chargée d'instruire les dossiers, et à signer tout document y afférent.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les lignes 1317/76 pour la DDTM ; 1312/76 pour la Région ; et 1313/76 pour le Département.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 293

Grand Site Sainte-Victoire - Mise à jour de la liste des produits et de la grille tarifaire relevant de la régie de recettes

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En date du 12 janvier 2017, la régie de recettes « Grand Site Sainte-Victoire » a été créée par la décision n° 16/469D.

Par délibération n°ENV 009-1860/17/CM du 30 mars 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé la grille tarifaire de cette régie.

La délibération n°ENV 003-3599/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 a approuvé les ajustements du début d'année 2018.

Il convient désormais de mettre à jour cette grille en tenant compte des nouveaux produits à intégrer à compter du mois de juin 2018.

Il est prévu d'ajouter trois produits nouveaux sur un présentoir «nature» des Editions Gabriel – Venelles :

- Carte postale panoramique format 10 x 20 cm imprimée en couleur sur papier aquarelle : il s'agit de proposer des vues artistiques de la montagne Sainte-Victoire comprenant notamment des perspectives cézanniennes. Prix public 2 euros (modèle 125).
- Enveloppe imprimée en couleur format 11 x 22 cm : l'impression reprend dans la partie gauche et haute de l'enveloppe les différentes vues des cartes postales. Prix public 0,50 euro (modèle 126).
- Marque page imprimé en couleur format 6 x 20 cm : l'impression reprend les différentes vues des cartes postales auxquelles s'ajoutent des citations de Paul Cézanne. Prix public 1 euro (modèle 127).

Au vu des inscriptions de ces nouveaux produits, il est proposé de modifier la grille tarifaire de la régie de recettes du Grand Site Sainte-Victoire à compter de juin 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La décision n° 16/469D du 12 janvier 2017 créant la régie de recettes Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 009-1860/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 fixant la grille tarifaire de la régie de recettes pour les produits proposés au titre du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 003-3599/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 approuvant les ajustements du début d'année 2018.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Délibère**

Article unique :

Est approuvée la mise à jour de la grille tarifaire de la régie de recettes pour les produits proposés au titre du Grand Site Sainte-Victoire prenant en compte trois produits nouveaux.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 294

Grand Site Sainte-Victoire - Approbation d'une convention pour la réalisation de l'étude paysagère du piémont nord des massifs Concors et Vautubière par le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement des Bouches-du-Rhône

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La vallée de la Durance, de Saint-Paul-lez-Durance jusqu'à Venelles, constitue la première ceinture paysagère du versant nord des massifs Concors et Vautubière. Contrairement au site classé « Massif Concors », ces piémonts ne bénéficient pas d'actions spécifiques de protection ou de mise en valeur du paysage alors qu'ils sont au contact direct de la poussée urbaine et des activités économiques. Ils sont même les plus sujets aux mutations et processus de banalisation paysagère.

Ainsi, en 2018, pour répondre à ces enjeux environnementaux sur ce piémont nord des massifs Concors et Vautubière, et dans le cadre de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence

au Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement des Bouches-du-Rhône (CAUE13), la Direction Grand Site Sainte-Victoire souhaite confier une étude paysagère au CAUE13, cela notamment dans l'optique d'accompagner le futur PLUi du Territoire du Pays d'Aix.

Comme pour l'action spécifique du Grand Site dans le cadre du renouvellement de sa labellisation, cette étude constituera un outil d'aide à la décision pour les Communes et le Territoire du Pays d'Aix, l'enjeu étant une analyse paysagère et environnementale des éléments jouxtant le site classé de Concors et leur prise en considération lors de projets d'aménagement. Ce territoire joue, en effet, un rôle important dans la perception paysagère du site classé de Concors puisqu'il en constitue la porte d'entrée.

Enfin, cette étude constituera également une vision dynamique du devenir du territoire : l'évolution des entités paysagères du piémont et les perspectives d'actions pour une amélioration et/ou une valorisation de la qualité paysagère du piémont. Le coût de l'étude s'élève à 90.000 euros ; la subvention demandée par le CAUE13 à la Métropole AMP s'élève à 62.500 euros.

Telles sont les raisons qui incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° ENV 004 -1135/16 /CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire- Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire – Modalités d'organisation

pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;

- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°URB 031-3729/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018 approuvant l'Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) des Bouches-du-Rhône ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 5 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'importance de réaliser une étude paysagère du piémont nord des massifs Concors et Vautubière.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les termes de la convention pour la réalisation de l'étude paysagère des piémonts nord des massifs Concors et Vautubière à conclure avec le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement des Bouches-du-Rhône.

Article 2 :

Est attribuée une subvention de 62.500 euros au Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement des Bouches-du-Rhône pour l'exécution de cette convention.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la convention ainsi que toutes les pièces nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, fonction 76 nature 65748 de la Direction du Grand Site Sainte-Victoire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 295

Réalisation d'un chantier forestier d'insertion professionnelle par l'activité « Protection et valorisation des espaces forestiers » sur les communes de Peyrolles-en-Provence, Pertuis et Le Puy-Sainte-Réparate

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 17 décembre 2001, la Communauté du Pays d'Aix avait décidé de participer à la mise en œuvre de chantiers d'insertion par l'activité économique pour l'entretien et la protection des espaces forestiers communaux sur le territoire du Pays d'Aix. Le Territoire du Pays d'Aix a décidé de poursuivre cette action en faveur des demandeurs d'emploi en difficulté sociale et économique.

Depuis 2003, 28 communes du Pays d'Aix ont bénéficié d'un ou plusieurs chantiers forestiers d'insertion. Chaque année, ce sont trois équipes de huit personnes qui interviennent sur les espaces naturels communaux dans le cadre de travaux forestiers.

Aujourd'hui, le Territoire du Pays d'Aix est sollicité pour la mise en œuvre d'un chantier d'insertion sur les communes de Peyrolles-en-Provence, Pertuis et Le Puy-Sainte-Réparate afin de protéger la forêt contre l'incendie et de valoriser le patrimoine dans les zones sensibles aux départs de feux et/ou fréquentées par le public.

Il est rappelé que ces chantiers sont confiés à l'IE 13, association orientée vers l'Insertion par l'Économique, dans le cadre d'une convention, pour la mise en œuvre de chantiers d'insertion sur le territoire du Pays d'Aix. Il convient également de rappeler que l'IE 13 bénéficie d'une subvention annuelle du Territoire du Pays d'Aix pour la mise en œuvre de ces chantiers d'insertion et la couverture d'une partie des frais correspondants à l'exécution des opérations. Le financement de ces chantiers sera pris sur cette subvention annuelle.

L'IE 13 a en charge la réalisation des travaux (débranchement, abattage et façonnage des arbres morts et chablis, élagage des branches

basses, broyage des rémanents...), des frais de transports des salariés, de la réparation et de l'entretien du matériel et des salaires des ouvriers.

Le Territoire du Pays d'Aix contribuera à l'atteinte de l'objectif d'insertion des personnes en difficulté en permettant aux participants des chantiers de bénéficier d'un terrain de production et de travail entrant dans le cadre de leur programme de formation.

Les Communes de Peyrolles-en-Provence, Pertuis et Le Puy-Sainte-Réparate apporteront une aide logistique aux travaux comprenant l'accueil des équipes et l'évacuation des déchets qui pourraient être trouvés sur le chantier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire du Pays d'Aix Environnement et Déchets du 5 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les éléments exprimés ci-dessus.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les termes de la convention pour la réalisation d'un chantier d'insertion par l'activité en forêt sont adoptés entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix, l'IE 13 et les communes de Peyrolles-en-Provence, Pertuis et Le Puy-Sainte-Réparate.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer les conventions et les pièces relatives à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets – Collecte et traitement des déchets

2018 CT2 296

ISDnD Arbois – Convention de concession pour la conception, construction et exploitation d'une installation de valorisation électrique de biogaz de décharge - Présentation du rapport annuel 2017 du concessionnaire

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a concédé en 2008 à la société Arbois BioÉnergie (groupement d'entreprises COFELY et FAIRTEC), l'exploitation du « gisement » de biogaz de l'ISDnD de l'Arbois. L'exploitation du gisement de biogaz ne représentant qu'une partie du service public d'élimination des déchets ménagers, la forme juridique du contrat liant les deux parties est une concession d'ouvrage public dont les fondements ont été établis sur la base d'une délégation de service public.

À partir de ce gaz pauvre, résultant de la dégradation de la Matière Organique contenue dans les Déchets Ménagers Résiduels, le concessionnaire devrait produire 470 GWh d'électricité verte, pendant les 15 années du contrat. Cette production correspond à la consommation annuelle électrique d'environ 12.000 logements et permet d'éviter le rejet à l'atmosphère de 39.000 tonnes de CO₂ sur toute la durée du contrat.

Arbois BioÉnergie a en charge la conception, la construction, l'exploitation et la maintenance des installations. L'énergie produite est réinjectée sur le réseau ERDF, l'exploitant de l'unité de valorisation se rémunère sur la vente d'énergie électrique, et en contrepartie de la concession du gisement de biogaz, le Pays d'Aix perçoit une redevance proportionnelle à l'énergie produite.

a) Bilan Environnemental

La nature des rejets atmosphériques des torchères s'est améliorée par rapport aux résultats 2016, les teneurs constatées en métaux lourds ont fortement chuté. Ce phénomène, en tout ou partie dû à l'arrêt du traitement des lixiviats sur les modules de co-génération, sera vérifié à l'occasion d'une série complémentaire d'analyses.

Il est à noter qu'en raison de la faible activité des torchères, l'impact du flux des rejets en métaux lourds reste très faible. En effet, la B200 a fonctionné 29 heures et la BG500 19 heures soit respectivement 0,3 % et 0,2 % du temps.

b) Bilan Financier 2017

L'année 2017 a été la septième année pleine en termes de fonctionnement industriel de l'installation et a permis de valoriser 12.889.650 Nm³ de biogaz en produisant une énergie totale de 20 GWh électrique et en évitant le rejet à l'atmosphère de l'équivalent de 3.600 tonnes de CO₂. D'un point de vue financier, cela a induit une recette nette pour le Pays d'Aix de 659.065 €.

Le taux de disponibilité moyenne de valorisation a été de 88 % pour un engagement minimum contractuel de 85 %.

Cette disponibilité a permis au Pays d'Aix de bénéficier du taux préférentiel pour la Taxe Générale sur les Activités Polluantes sur le Centre de Stockage à savoir 23 €/tonne au lieu de 32 €/tonne. Cela a représenté effectivement en 2017 une économie de TGAP de 1.350.000 € HT pour le Pays d'Aix.

Enfin, même si la plate-forme d'évaporation des lixiviats n'a pas encore atteint le régime de production industrielle, 3.297 m³ de lixiviats ont été traités in situ, ce qui représente une économie supplémentaire d'environ 98.910 € pour le Pays d'Aix.

En 2017, la valorisation des biogaz permet d'atteindre un total de ressources financières supplémentaires pour le Pays d'Aix d'environ 2,11 M €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Énergie ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2007_A492 du Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2007 relative à l'approbation du contrat de concession ;
- L'avis de la CCSPL du 15 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article unique :

Il est pris acte du Rapport Annuel 2017 du concessionnaire relatif à la conception, la construction, l'exploitation et l'installation de valorisation des biogaz de l'ISDnD de l'Arbois.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2018 CT2 297

Rapport annuel 2017 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés du Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

1- Rappel du contexte

Depuis le 1^{er} janvier 2016, date de sa création, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de prévention et gestion des déchets. Par délibération HN 088-219/16/CM, le Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 a délégué au conseil de Territoire du Pays d'Aix l'exercice de la compétence gestion des déchets ménagers et assimilés.

C'est dans ce cadre que le Territoire du Pays d'Aix élabore le rapport relatif à cette activité.

Ce document appelé « rapport annuel sur la qualité et le prix du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés » est tenu à la disposition du public au siège et dans les mairies de chacune des communes membres du groupement.

La loi du 17 août 2015 a instauré de nouvelles dispositions en matière de prévention et de gestion de déchets. Le décret n° 2015-1827 du 30 décembre 2015 s'inscrit dans cette loi en précisant les indicateurs techniques et financiers qui doivent figurer dans les rapports annuels.

Conformément aux dispositions notamment de l'article L2224-5 du CGCT, il appartient au Président de l'EPCI de présenter ce rapport d'activité à son assemblée délibérante. Ainsi, le rapport d'activité 2017 de la Métropole sera présenté au Conseil de Métropole. Ce document global et métropolitain présentera les éléments émanant des six rapports d'activité préalablement approuvés par les six Conseils de Territoire des ex EPCI.

2- Les indicateurs techniques et financiers du Rapport Annuel Déchets 2017 du Territoire du Pays d'Aix

Ce rapport contient des informations techniques et financières relatives à la compétence du Territoire du Pays d'Aix en matière de déchets ménagers et notamment celles qui concernent :

- le Territoire et les communes concernées, la population et son évolution, les compétences en matière de prévention et gestion des déchets, l'organisation des services et les agents,
- les actions en termes de sécurité dans le cadre de la démarche engagée au sein du Département Prévention et Gestion des Déchets,
- les actions en termes de prévention des déchets dans le cadre du Programme Local de Prévention des Déchets,
- les services, les équipements et les indicateurs techniques de la collecte des déchets ménagers résiduels, de la collecte sélective, des déchèteries, des collectes spécifiques, du recyclage des différents matériaux et du traitement en ISDnD (Installation de Stockage des Déchets non Dangereux) des déchets résiduels,
- les indicateurs financiers de l'activité de la gestion des déchets, dans le cadre du Service Public d'Élimination des Déchets (SPED) et du Budget Annexe.

Les principales informations du rapport 2017 sont reprises ci-dessous. Les indicateurs techniques et financiers de l'activité sont exprimés dans le document par rapport à la population INSEE en vigueur en 2017, référence commune prise en compte par les EPCI dans le cadre des suivis contractuels avec l'Ademe et les éco-organismes.

3 - Les données quantitatives et qualitatives de l'activité déchets :

Le gisement des Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) est constitué des tonnages suivants :

- le tonnage des **Déchets Ménagers et Assimilés résiduels après collecte sélective : 137 982 tonnes, soit 349 kg/hab/an (population INSEE). Le tonnage diminue de 0,7 % par rapport à l'année précédente soit 927 tonnes en moins,**
- le tonnage issu des **Collectes Sélective et Séparative : 21 319 tonnes, soit 54 kg/hab/an (population INSEE).**

Les 21 319 tonnes sont constituées de 20 627 tonnes issues de la collecte sélective des emballages et des papiers, journaux, revues auprès des ménages et de 671 tonnes de collecte séparative des cartons des commerçants sur certains centres-ville (Aix-en-Provence, Les Pennes-Mirabeau, Gardanne, Pertuis...) et de 20,1 tonnes de sapins.

La gestion des textiles étant considérée comme une action de prévention des déchets, les tonnages (459 tonnes pour 2017) ne sont pas comptabilisés dans cette partie concernant les tonnages pris en charge par les services de collecte.

Les évolutions pour les différents flux de la collecte sélective issue des ménages :

+ 0,04 % pour les emballages

+2,18 % pour les papiers / journaux / magazines

- 0,9 % pour le verre.

- Le tonnage de déchets collectés en déchèteries : **133 111 tonnes, soit 336 kg/hab/an (population INSEE). Le tonnage baisse de 0,8 %** par rapport à l'année précédente soit 1 077 tonnes en moins.

Remarque : la gestion des textiles étant considérée comme une action de prévention des déchets, les tonnages (66 tonnes pour 2017) ne sont pas comptabilisés dans cette partie concernant les tonnages pris en charge par les services de collecte.

- Le tonnage des autres apports en provenance des autres collectes (déchets verts, encombrants) et des services techniques (gravats, balayeuses, bois ...) utilisant directement les installations de valorisation et de traitement du Pays d'Aix : **12 805 tonnes** dont 36% sont valorisés.

Le tableau ci-dessous récapitule l'ensemble des tonnages collectés et traités en fonction des différents modes de collecte :

	Tonnages 2017	Kg/hab/an (Insee)	Evolution des tonnages 2017/2016
Collecte Déchets Ménagers et Assimilés Résiduels	137 982	349	- 0,7 % soit - 927 tonnes
Collecte Sélective	20 627	54	+ 0,3 % soit + 63 tonnes en collecte sélective et
Collectes Séparatives	691		- 41 % soit - 499 tonnes en collecte séparative, SOIT GLOBALEMENT - 2 % avec - 436 tonnes
Déchèteries	133 111	336	- 0,8 % soit -1 077 tonnes
Sous Total	292 411	739	- 0,8 % soit -2 441 tonnes
Autres apports directs sur les différents sites de traitement et de valorisation	12 805	32	- 9 % soit - 1 259 tonnes
Total	305 217	772	- 1,2 % soit 3 698 tonnes

→ On constate une baisse de 1,2 % des tonnages par rapport à 2016 sur le Territoire du Pays d'Aix.

La proportion de déchets entrant dans les filières de valorisation de 44,2 % du total des déchets traités (rappel en 2016 : 45,4 %; en 2015 : 44,5, en 2014 : 43,4 %, en 2013 : 42,5 %, en 2012 : 42 %, en 2011 : 40,6 %, en 2010 : 40 %, en 2009 : 37 % et en 2008 : 34 %). La baisse du taux de

valorisation (en tonnage) s'explique principalement par une moindre valorisation du tout venant collecté en déchèterie.

La gestion des textiles étant considérée comme une action de prévention des déchets, les tonnages ne sont pas comptabilisés dans les filières de valorisation (à titre d'information, en les comptant le % serait de 44,4%).

4 – Les moyens et modes de gestion :

Concernant les moyens matériels :

- 18 déchèteries du Pays d'Aix et 2 autres installations sont à la disposition des habitants du Territoire du Pays d'Aix.
- 5 centres de transfert existent sur le Territoire sur lesquels 75 % des Déchets Ménagers résiduels transitent et 78 % de la collecte sélective au porte à porte.
- 5 centre de traitement des déchets ultimes utilisés.
- un parc de plus de 106 véhicules de collecte pour assurer la collecte en régie sur une partie des communes et 9 semi-remorques pour assurer le transport en régie des déchets.
- un parc important de dispositifs de pré-collecte composé de bacs roulants, de colonnes aériennes et de dispositifs enterrés (bacs ou colonnes).

Concernant les moyens humains :

352 agents au sein du Département Prévention et Gestion des Déchets.

Concernant les modes de gestion des prestations :

- Pour la collecte traditionnelle : 17 communes sont en régie, les autres en prestation déléguée.
- Pour la collecte sélective : 100 % de la population bénéficie de la collecte sélective en porte à porte ou en apport volontaire. Concernant les communes bénéficiant du porte à porte, 12 communes sont en régie et les autres en prestation.
- Pour la collecte sélective en Apport Volontaire : l'exploitation est réalisée en prestation déléguée.
- Pour la gestion des déchèteries : l'exploitation des installations est externalisée auprès de prestataires privés excepté le site de Puylobier pour le haut de quai, le bas de quai étant systématiquement confiés à des entreprises privés.
- Pour les centres de transfert : l'exploitation est effectuée par des opérateurs privés sauf pour les sites d'Aix-en-Provence et Rousset. Pour rappel : le quai de transfert de Saint-Cannat ne fonctionne plus comme rupture de charge à compter de septembre 2016 pour raison d'hygiène et de sécurité.

5 - Les données financières - Le coût de la compétence :

Le coût de la compétence du service de collecte et d'élimination des déchets ménagers est de **144,37 €/hab/an (population INSEE)**.

La décomposition par service des 144,37 € est la suivante :

- 67,36 €/hab/an pour la Collecte Traditionnelle
- 24,52 €/hab/an pour la Collecte Sélective et le Tri (dont 5 €/hab pour le tri)
- 26,25 €/hab/an pour le Transport/Logistique et les Déchèteries.
- 26,24 €/hab/an pour le Traitement.

Les recettes pour financer le service provient à 89 % de la TEOM et à 11 % des produits de valorisation matière, de la régie compostage, des subventions et de la vente de service (traitement). Aucune recette complémentaire n'est perçue en provenance du budget général.

6 - Les données financières - Le détail du compte de gestion 2017 du Budget Annexe du Service Public :

Dans le cadre des règles comptables énoncées par l'instruction Budgétaire M57, a été constaté au compte administratif le résultat de l'exercice 2017 du SPED en section investissement et de fonctionnement.

Le compte de gestion 2017 fait apparaître un solde d'exécution positif (un excédent) de la section d'investissement et de la section de fonctionnement. Il a été décidé que l'excédent de l'exercice 2017 soit affecté à la couverture du déficit d'investissement et que le solde en excédent soit reporté en année N+1, c'est à dire en 2018.

7 – Les actions fortes de l'activité déchet 2017 :

→ **Concernant la sécurité des Collectes, le Département Prévention et Gestion des Déchets poursuit la démarche mise en place** en matière de sécurité : seulement 30 accidents déclarés contre 71 en 2011, soit une baisse 58 % entre 2011 et 2017 et une baisse de 32% du nombre d'accidents entre 2016 et 2017. Le nombre de jours d'arrêt lié à ces accidents a, quant à lui, décliné de près de 40 % entre 2016 et 2017. Les actions déjà engagées se poursuivent sur différents domaines comme sur le matériel et équipements de protection et sur la protection des sites d'exploitation.

→ **Concernant les actions de prévention des déchets menées dans le cadre du Programme Local de Prévention des Déchets**, les actions suivantes ont été réalisées :

Afin d'atteindre les objectifs réglementaires issus de la loi de transition énergétique, la Métropole a mis en place par délibération du Conseil de Territoire du 12 octobre 2017 le schéma métropolitain de gestion des déchets décliné dans chaque Territoire.

Dans ce cadre le Territoire du Pays d'Aix poursuit sa volonté d'agir en matière de réduction des déchets. Les actions mises en place durant le Programme Local de Prévention des Déchets (PLPD) 2010 – 2015 continuent à être développées et sont intégrées dans le Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA).

Les axes de prévention du Territoire du Pays d'Aix sont :

1 - Axe pour favoriser la gestion de proximité des bio-déchets :

La poursuite du programme de mise en place de composteurs individuels, a permis en 2017, de distribuer 1 677 **composteurs** individuels, soit depuis 2006, **21 000 foyers** équipés sur l'ensemble du Territoire.

En 2017, 271 foyers se sont lancés dans la pratique du lombricompostage et plus de 1 000 familles depuis le début de l'opération. De plus, 45 écoles bénéficient d'un dispositif pédagogique : 32 sont équipées de composteurs pédagogiques, 5 de lombricomposteurs pédagogiques et 8 avec les 2 dispositifs à fin 2017.

Le compostage collectif se développe, ce sont 46 site collectifs qui sont opérationnels sur le Territoire.

- **La lutte contre le gaspillages alimentaire dans les cantines scolaires** : l'objectif est d'informer le personnel des cuisines dans le but de réduire le gaspillage lors de la préparation des repas et

modifier le comportement des élèves à la cantine. En 2017, 19 écoles sur 12 communes se sont engagées dans une campagne de pesées durant la pause méridienne.

- **Concernant les déchets verts** : le plan d'action auprès des habitants pour inciter le broyage à domicile s'est poursuivi ainsi que l'aménagement de plates formes de réception.

2 - Axe pour sensibiliser à la réduction des déchets et à l'économie circulaire et accompagner des démarches transversales et innovantes :

- **Les opérations d'animation auprès des commerçants volontaires « label commerce engagé »** : En 2017, le CPIE a accompagné les 122 commerces engagés, assuré la mise en réseau des commerçants entre eux et organisé un événement sur Venelles, Cabriès et Rousset.

- **L'opération Stop Pub** : plus de 14 900 autocollants ont été distribués.

- **Les actions scolaires** : Pour l'année scolaire 2016/2017, 2 360 enfants ont bénéficié d'une intervention de matière de sensibilisation à la valorisation des déchets ménagers et au compostage.

- **Poursuite du développement de la collecte et la valorisation des textiles usagés** sur le Territoire du Pays d'Aix. Le déploiement progressif par Provence TLC sur les années précédentes a permis de déployer 150 bornes sur 25 communes. Le tonnages collecté en 2017 est de 525 tonnes de textiles, soit une progression de + 10% par rapport à 2016.

3 – Axe pour établir un niveau de service aux professionnels :

- **Concernant le niveau de service aux professionnels** : l'année 2017 est une année de préparation pour accompagner au mieux les entreprises à optimiser et gérer leur déchets et agir sur la prévention à la source.

4 – Axe pour développer le réemploi :

- Concernant le **réemploi** : poursuite du dispositif d'aide pour structurer le réseau des ressourceries. 1 853 tonnes ont été détournées des circuits de collecte et de traitement en 2017, dont 1 118 tonnes réemployées.

- Dans le cadre de la politique de prévention des déchets, le Territoire du Pays d'Aix a mis en place des caissons de réemploi sur certaines déchèterie : les objets réceptionnés sont collectés et valorisés par la ressourcerie Evolio et Histoire sans fin.

→ La poursuite du programme **de déploiement de dispositifs enterrés, semi-enterrés et escamotables** pour les déchets ménagers résiduels et recyclables, a permis de mettre en place 19 dispositifs sur le Territoire en 2017. Depuis le début du lancement du programme, ce sont 741 colonnes enterrées, semi-enterrées et bacs escamotables qui ont été installés, soit 33 % du parc du Territoire du Pays d'Aix. Un travail important sur la pré-collecte a également été entamé afin d'harmoniser et de rationaliser les aménagements en vue d'une amélioration de l'efficacité des services.

→ Poursuite de l'**extension des consignes de tri des plastiques sur 4 communes** (Rousset, Mimet, Châteauneuf le Rouge et Trets). Le Territoire du Pays d'Aix a décidé de maintenir le geste du tri sur le même périmètre géographique sans nouveau développement de ce geste en 2017 sur le reste du Territoire.

→ Optimisation de la collecte sélective et plan de relance de la performance des recyclables :

Il s'agit d'encourager et de développer les bons gestes du tri des habitants en adaptant le réseau de colonnes d'apport volontaire existant. Cette démarche, menée depuis 2014, s'est poursuivie en 2017 au travers des actions suivantes :

- le finalisation du **basculement** du mode triflux en mode **biflux** sur les quartiers d'Aix-en-Provence du Pignonnet, Granettes, Pey Blanc, Jas de Bouffan, Celony, Rocher du Dragon, Luynes, Les Milles et la Duranne ont basculés en mode Biflux.

- les **opérations ciblées** auprès des Cafés Hôtels Restaurants, une action auprès de 50 CHR avec un jeu concours a été menée dans le cadre d'un partenariat avec Eco-Emballages, et auprès des étudiants du CROUS.

- préparation et validation de la campagne de communication 2017 : Au printemps 2017 une campagne d'affichage a eu lieu sur l'ensemble du territoire, sur les arrières de bus et dans la presse quotidienne et municipale.

- lancement de l'application déchets «Pays d'Aix tri » : L'objectif est de faciliter l'accès à l'information, en développant un outil de géolocalisation simple et facile d'utilisation.

Toutes ces actions, échelonnées sur plusieurs années, contribuent à l'évolution de + 3,3 % des tonnages issus de la collecte sélective entre 2017 et 2015.

→ Concernant les **collectes séparatives** :

- **La collecte séparative des cartons des commerçants**, développée sur Trets, Les Pennes-Mirabeau, Châteauneuf le Rouge, Gardanne et sur les centres-ville d'Aix-en-Provence et de Pertuis, permet de collecter **798 tonnes** de cartons qui ont été collectés et **valorisés** (tonnages incluant 127 tonnes transitant par les déchèteries).

- **La collecte des sapins** a permis de collecter **20 tonnes de bois** de sapin et ainsi de les valoriser en compost.

→ **L'information et la communication de proximité** ont permis :

- **De mener une communication de proximité** dans le cadre du basculement au Biflux : Au total pour l'année 2017, ce sont 2 réunions d'information CIQ, 6 réunions publiques, 20 300 kits distribués et 50 750 habitants sensibilisés à ce nouveau geste de tri.

- de poursuivre le plan de relance des performances sur le verre avec l'opération Cliink qui s'est poursuivi jusqu'au mois de juin 2017 et avec l'opération auprès des CHR.

- De mener une sensibilisation dans le cadre des mises en place des bornes textiles.

- D'assurer la sensibilisation des habitants lors des travaux et aménagements de pré-collecte.

Toutes ces actions font l'objet de communiqué de presse. En 2017, ce sont 17 communiqués ont fait l'objet d'une parution dans la presse locale, 58 articles ont été diffusés dans les bulletins municipaux et 26 articles ont été relayés sur les sites internet des communes.

→ Concernant le **matériel de collecte** : poursuite de l'utilisation du Bio diesel pour les 8 véhicules d'exploitation du secteur Sud Ouest.

→ Concernant les **déchèteries**, mise en sécurité de l'ensemble des déchèteries, afin de prévenir la chute des usagers par la mise en place de « banques de déchargement ».

- Ainsi les travaux de la déchèterie d'Aix-en-Provence qui se sont achevés en mars 2017 permettent d'offrir aujourd'hui aux usagers un site vaste, sécurisé, moderne et accueillant.

→ Concernant les **plate formes de réception des déchets verts** en extension des déchèteries existantes, la construction est finalisée en 2017 sur celle des Pennes-Mirabeau. Ce qui permettra un déchargement rapide et sécurisé des végétaux et contribuant ainsi à soulager le flux de véhicules sur ces déchèteries.

→ Concernant l'**ISDnD de l'Arbois**, il reste une composante essentielle de la compétence déchet. **Arrêté préfectoral autorisant l'exploitation** de l'ISDnD de l'Arbois jusqu'en 2023.

- La plate forme de valorisation des biogaz a **produit 20 GWH d'électricité verte** évitant ainsi 7 000 tonnes de CO₂ dans l'atmosphère. Le taux de valorisation a permis de bénéficier d'un taux de TGAP réduit.

- Poursuite de la certification ISO 14 001 reconduite en 2015 pour la troisième fois consécutive sur le site de l'Arbois attestant de la démarche environnementale d'amélioration continue engagée par le Territoire du Pays d'Aix.

- L'unité de **traitement in situ des lixiviats in situ par co-génération** : la chaleur du procédé est récupérée et utilisée dans une installation permettant d'assécher les lixiviats du site. Les excédents de lixiviats sont traités par une unité d'osmose inverse. Au total ce sont 2 034 m³ de lixiviats entièrement traités sur site.

- Organisation de visites de classes primaires dans le cadre de l'éducation à l'environnement : 320 **élèves ont pu découvrir l'installation.**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 5 juin 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le présent rapport annuel de l'année 2017 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés du Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer toutes les pièces nécessaires à l'aboutissement de ce dossier,

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 298

Réforme des véhicules de collecte et d'exploitation du Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre la gestion pluriannuelle du parc de véhicules de collecte et d'exploitation, il convient de procéder à la réforme des véhicules de plus de 10 ans d'âge et/ou présentant un très mauvais état technique.

Les véhicules réformés seront proposés à la vente par le Commissariat aux Ventes des Domaines de Marseille. Un expert mandaté par les Domaines fixera le prix de vente et répartira les véhicules en trois catégories :

- Véhicules pouvant rester en circulation.
- Véhicules non ré-immatriculables vendus pour pièces détachées (vente aux récupérateurs de pièces détachées).
- Véhicules à faire détruire par un ferrailleur agréé (non vendus par les Domaines)

La Direction Nationale d'Interventions Domaniales sera rémunérée par la perception d'une taxe forfaitaire de 11 % payée par l'adjudicataire en sus du prix d'adjudication.

À l'issue de la vente aux enchères, les véhicules invendus ainsi que les véhicules classés à détruire seront proposés, après consultation, au ferrailleur agréé le plus offrant pour dépollution et destruction.

Compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains de ces véhicules et de certains de ces équipements, il est nécessaire de les retirer de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il est nécessaire de prononcer la réforme des véhicules de plus de 10 ans

d'âge et/ou présentant un très mauvais état technique dont la liste est jointe, compte tenu de leur ancienneté et de leur kilométrage important.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés la réforme et le retrait des véhicules, indiqués dans le tableau ci-annexé, de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Est confiée la procédure de vente de tout ou partie de ces véhicules au Commissariat aux Ventes des Domaines.

Article 3 :

La recette sera constatée au Budget du SPED – Cadre de vie, traitement des déchets, eau et assainissement - Nature 775 et Fonction 7212.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 299

Candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'appel à projet 2018 "Économie Circulaire sur les territoires de la Région PACA", lancé par l'ADEME et la Région PACA (dans la continuité de l'AAP Territoire Zéro déchet Zéro Gaspillage) et demande de subventions

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les Territoires au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont engagés dans la réalisation de nombreux projets.

Certaines dépenses qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un financement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

À ce titre l'Appel à Projets (AAP) « Développement d'une Économie Circulaire sur les territoires de la Région PACA » lancé en mars 2018, dans la continuité de l'appel à projets Territoire Zéro Déchets Zéro Gaspillage (ZDZG), concerne notamment les Déchets d'Activités Économiques (DAE).

En effet, en cohérence avec les objectifs fixés par le futur Plan Régional de Prévention et Gestion des Déchets de la Région (PRPGD), l'ADEME, l'ÉTAT et la RÉGION PACA souhaitent élargir la dynamique engagée sur les territoires ZDZG, en lançant cet appel à projets.

Plus précisément, il a pour objet :

- d'accompagner les collectivités souhaitant s'engager dans une politique d'économie circulaire et de gestion des ressources ;
- de proposer aux collectivités un soutien spécifique pour les actions menées sur le flux de Déchets d'Activités Économiques (DAE).

Le calendrier du déroulement des dépôts des candidatures est le suivant :

- Date de lancement de l'AAP : 9 mars 2018.
- Date limite d'envoi électronique de dépôt de la pré-candidature : 2 mai 2018.
- Choix des projets éligibles / audition si besoin : 4 au 8 juin 2018.
- Délai de perfectionnement des projets : 14 semaines.
- Date limite de dépôt de la demande de subvention : 28 septembre 2018.
- Jury final de sélection des lauréats : 30 novembre 2018.

Le Pays d'Aix, qui travaille depuis maintenant plusieurs mois sur une « feuille de route DAE », a décidé de répondre à cet appel à projets pour disposer d'un soutien financier à la mise en place de moyens humains qui lui seront nécessaires dans le cadre de la mise en œuvre de son programme d'actions sur le sujet des déchets professionnels (DAE).

Au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le territoire de Marseille Provence Métropole (MPM) n'est pas autorisé à répondre car déjà en contrat Territoire Zéro Déchets Zéro Gaspillage jusqu'en 2019 et les autres territoires n'ont pas, à ce jour, de projet suffisamment avancé pour répondre aux conditions d'éligibilité.

Néanmoins, au-delà de sa candidature, le Pays d'Aix pourra faire bénéficier aux autres territoires de son retour d'expérience et d'une partie de ses actions sur la mise en œuvre de la « feuille de route DAE ».

En effet le Pays d'Aix participe voire pilote des groupes de travail métropolitains qui permettent l'harmonisation des pratiques actuelles mais aussi la déclinaison et la mise en œuvre sur tous les territoires des axes prioritaires d'actions prévues dans le cadre du schéma métropolitain de gestion des déchets délibéré en Conseil de la Métropole du 17 octobre 2017.

Ce schéma fixe comme prioritaire la définition d'un niveau de service aux professionnels, afin de satisfaire aux objectifs de la loi de Transition Énergétique.

La pré-candidature doit comprendre :

- Une note générale d'intention présentant de façon argumentée les motivations du candidat (cette dernière est fournie en annexe de la présente délibération),
- Un état des lieux simplifié du Territoire en matière de gestion des déchets.

Le Territoire du Pays d'Aix s'est focalisé sur sa feuille de route DAE en cours de construction pour élaborer la note d'intention. Celle ci reprend les grandes thématiques suivantes :

- Objectif de définition du niveau de service délivré aux professionnels
- État des lieux institutionnel (Territoire et Métropole)
- Gouvernance de la feuille de route DAE
- Éléments de la feuille de route DAE en cours de construction avec objectifs généraux et spécifiques et moyens nécessaires à la mise en œuvre.
- État prévisionnel des dépenses
- Détail des démarches lancées ou envisagées à court terme

Ce programme d'actions pluriannuel envisagé sur la période 2018-2021 est en cours d'élaboration à effectif constant. Il va nécessiter une animation et un suivi conséquents, raison pour laquelle le Territoire du Pays d'Aix sollicite un soutien financier auprès de l'Ademe et de la Région PACA, soutien prévu dans le cadre de cet appel à projet.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 150 000 euros TTC détaillé comme suit :

- 1 Poste ETP sur 3 ans (3x 46 000 €/an=) : 140 000 €
- Dépenses relatives à la communication : conception graphique et reproduction de documents : 10 000 €

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
ADEME- REGION	80 %	120.000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	30.000 euros
TOTAL	100 %	150.000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le règlement de l'appel à projet « Économie Circulaire sur les territoires de la Région PACA » piloté par l'ADEME et la Région PACA.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant

- Que les domaines prioritaires, les actions et projets éligibles, au financement de cet appel à projet représente un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, il convient de procéder à la mise en œuvre de la « feuille de route DAE » sur le Territoire du Pays d'Aix et pour cela de solliciter le financement d'un poste (ETP) en répondant à l'Appel à Projets « Économie Circulaire sur les Territoires de la Région PACA ».

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la faculté pour la Métropole Aix-Marseille-Provence et pour tous les territoires qui la composent, de répondre à l'appel à projet « Économie Circulaire sur les territoires de la Région PACA » piloté par l'ADEME et la Région PACA,

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Ademe et de la Région Paca, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

La recette correspondante est inscrite au Budget Annexe 2018 et suivants « Déchets » du Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section de fonctionnement 74788 Chapitre 7211.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

**Environnement, cadre de vie,
développement durable et
déchets – Eau et
assainissement**

2018 CT2 300

Modification des statuts de la Régie des Eaux de Venelles dite REVE - Création de la Régie des eaux du Pays d'Aix et désignation des membres du Conseil d'Administration

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe ») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière d'eau et d'assainissement, ayant pour conséquence un

transfert des compétences des communes à la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2018.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est donc, depuis cette date, en charge de la compétence Eau potable et de la compétence Assainissement des eaux usées sur l'ensemble de son territoire.

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient de la compétence Eau potable et de la compétence Assainissement des eaux usées n'ont pu intervenir au 1er janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de cette compétence et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Dès lors afin de garantir la continuité du service public jusqu'à ce que la Métropole soit en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il a été nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Dans ce cadre, la Métropole est devenue l'autorité de rattachement de la Régie des Eaux de Venelles par délibération n° 051-14-/12/17 du conseil de la métropole du 14 décembre 2017 et a conclu des conventions de gestion avec les autres communes du territoire du pays d'Aix pour l'exercice de la compétence eau et assainissement.

En parallèle, la réflexion menée par la Métropole tend à privilégier la gestion directe de ces services sur le territoire du Pays d'Aix, en raison de la nécessité de maintenir les modes de gestion préexistants. C'est pourquoi, compte tenu de l'échéance du 1er janvier 2019 et afin d'assurer la continuité des services publics, il est aujourd'hui proposé de faire évoluer la Régie des Eaux de Venelles afin de créer une seule Régie pour les services de l'eau et de l'assainissement collectif sur ce territoire, à l'horizon du 1er janvier 2019, date de prise en charge effective de l'activité de ces deux services publics à caractère industriel et commercial (SPIC).

Cette régie sera désormais dénommée « Régie des Eaux du Pays d'Aix » et dont le siège sera fixé à l'adresse suivante : 185, Avenue de Pérouse 13100 Aix en Provence, verra son activité opérationnelle étendue à compter du 01 janvier 2019.

La Régie aura pour mission d'assurer le service public de la distribution d'eau potable sur le périmètre métropolitain défini comme suit :

- Aix-en-Provence,
- Gardanne,
- Saint-Marc-Jaumegarde,
- Saint-Paul-lez-Durance,
- Saint-Estève-Janson,
- Venelles.

Elle aura également pour mission d'assurer le service de l'assainissement collectif sur le périmètre métropolitain défini comme suit :

- Aix-en-Provence,
- Châteauneuf-le-Rouge,
- Gardanne,
- Saint-Antonin-sur-Bayon,
- Saint-Marc-Jaumegarde,
- Saint-Paul-lez-Durance,
- Saint-Estève-Janson,
- Venelles.

La régie exercera ses missions dans le cadre et en stricte conformité avec les schémas directeurs de l'eau et l'assainissement métropolitains. La politique tarifaire et patrimoniale de la régie devra également s'inscrire dans ce cadre et mettra en œuvre les choix de la Métropole. Un contrat d'objectif, qui devra être approuvé avant la fin de l'année 2018, viendra par ailleurs préciser les relations entre la Métropole et la Régie.

En application de l'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'article 33 de la loi du 26 janvier 1984, la Commission Consultative des Services Publics Locaux et le Comité Technique ont été consultés respectivement le 15 juin 2018 et le 12 juin 2018 pour avis sur le projet de création de cette régie.

Les statuts de la Régie ci-annexés sont rédigés dans le respect des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial (articles L.2221-1 à L.2221-10, R.2221-1 à R.2221-52).

Les biens nécessaires à l'activité de la Régie lui seront affectés sans transfert de propriété par une opération d'ordre non budgétaire.

La régie à personnalité juridique disposera de deux budgets annexes eau potable et assainissement avec chacun un compte de trésorerie affecté. Au besoin, pour pouvoir faire face à des dépenses liées à sa préfiguration et à anticiper certains besoins,

une avance remboursable de trésorerie du budget général de la Métropole aux budgets de la régie à personnalité juridique pourra être versée pour permettre d'honorer ces dépenses, selon :

- Budget annexe eau potable : avance d'un montant maximal de 150.000 € ;
- Budget annexe assainissement : avance d'un montant maximal de 150.000 €.

En toute hypothèse, les dépenses engagées jusqu'au 31 décembre 2018 pour la préfiguration de la régie et qui ne se rattachent pas strictement aux activités d'exploitation dans le périmètre de la Régie REVE feront l'objet d'un remboursement par la Métropole à partir des budgets annexes eau et assainissement qui couvrent le périmètre des communes qui doivent intégrer la Régie des Eaux du Pays d'Aix. A cet effet, une convention de remboursement de frais doit être approuvée entre la Métropole et la Régie des Eaux du Pays d'Aix.

Par ailleurs, conformément à l'article L 2221-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Président indique qu'il sera mis fin aux fonctions de M. Dominique GIORDANO à partir du 1^{er} août 2018 et propose de désigner Monsieur François LAURENT au poste de Directeur Général de la Régie à partir de cette date.

Enfin, il revient également au Conseil de la Métropole de désigner les membres du Conseil d'Administration de la Régie, sur proposition du Président de la Métropole.

Le Conseil d'administration est composé de 31 membres, répartis de la manière suivante :

- *Représentants de la Métropole : 19 représentants*
- *Personnalités qualifiées : 12 personnalités es-qualités*

La durée du mandat des membres du Conseil d'administration ne peut excéder celle du mandat des membres du conseil métropolitain.

Le Conseil de la Métropole est donc appelé à désigner les membres du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration sera habilité à prendre les actes nécessaires à la mise en place opérationnelle de la Régie au 1^{er} janvier 2019, étant précisé qu'elle continue de disposer jusqu'à cette date de sa capacité pleine et entière pour gérer son activité dans le périmètre initialement dévolu à la Régie REVE.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération du Conseil de la Métropole n° 051-14/12/17 du 14 décembre 2017 portant approbation des statuts et désignation des membres du Conseil d'Administration de la Régie des Eaux de Venelles ;
- L'article 21 des statuts de la Régie des Eaux de Venelles ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 15 juin 2018 ;
- L'avis du Comité Technique du 12 juin 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient, afin d'assurer les services publics d'eau potable d'assainissement de créer une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des eaux du Pays d'Aix » sur le territoire des communes suivantes : Aix-en-Provence, Gardanne, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lez-Durance, Saint-Estève-Janson et Venelles pour le service d'eau potable Aix-en-Provence, Châteauneuf-le-Rouge, Gardanne, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lez-Durance, Saint-Estève-Janson et Venelles pour le service d'assainissement collectif.
- Qu'il convient d'approuver les statuts de la Régie des Eaux du Pays d'Aix, ci-annexés ;
- Qu'il convient d'autoriser le président ou son représentant à signer toutes pièces et actes utiles au montage administratif et aux démarches d'inscription de la future régie aux organismes concernés ;
- Qu'il convient de désigner, sur proposition du Président de la Métropole, le directeur de la Régie ;
- Qu'il convient de désigner, sur proposition du Président de la Métropole, les membres du Conseil d'administration de la Régie.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la création d'une Régie personnalisée à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des eaux du Pays d'Aix », dont la prise en charge effective de l'activité des deux services publics à caractère industriel et commercial suivants est fixée à la date du 01 janvier 2019 :

- pour le service d'eau potable : Aix-en-Provence, Gardanne, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lez-Durance, Saint-Estève-Janson et Venelles ;
- pour le service d'assainissement collectif Aix-en-Provence, Châteauneuf-le-Rouge, Gardanne, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lez-Durance, Saint-Estève-Janson et Venelles.

Est approuvée par voie de conséquence, l'extension du territoire d'exploitation de la Régie des Eaux de Venelles dont la Métropole est l'autorité de rattachement.

Article 2 :

Sont approuvés les statuts de la Régie des Eaux du Pays d'Aix ci-annexés.

Article 3 :

Est désigné M. François LAURENT en tant que Directeur de la Régie à compter du 1^{er} août 2018.

Article 4 :

Sont désignés les membres du Conseil d'Administration de la Régie comme suit :

- 19 membres pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence, issus du Conseil Métropolitain :

Titulaires :

- 12 membres choisis comme personnes qualifiées :

Titulaires :

;

Article 5 :

L'affectation des biens nécessaires à l'activité de la régie au 1^{er} janvier 2019 ainsi que les opérations d'ordre non budgétaires y afférentes sont approuvées.

Article 6 :

Est approuvé le principe du versement d'une avance remboursable de trésorerie du budget général de la Métropole aux budgets de la régie à personnalité juridique pour lui permettre d'honorer ses dépenses, dans les limites suivantes :

- Budget annexe eau potable : avance d'un montant maximal de 150.000 € ;
- Budget annexe assainissement : avance d'un montant maximal de 150.000 €.

Article 7 :

Est approuvée la convention de remboursement de frais entre la Métropole et la Régie des Eaux du Pays d'Aix.

Article 8 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 301

**Demande de subvention d'investissement relative à l'opération de travaux en assainissement
Chemin des Fourques sur la commune d'Eguilles**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le projet concerne la création sous voirie communale de 175 mètres de canalisations en gravitaire, 150 mètres en refoulement, ainsi qu'un poste de relèvement.

Le chemin et les propriétés attenantes se trouvent dans une zone U du PLU d'Eguilles. L'extension doit permettre dans l'immédiat le raccordement des constructions existantes et d'une construction neuve et répondre aux besoins à venir sur les parcelles non bâties à ce jour.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût global de l'opération est estimé à 105.300€HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Dépenses :

	Montant €HT
Travaux	98 300 €
Maîtrise d'œuvre	7 000 €
Total €HT	105 300 €

Recettes :

Financeurs	Dispositif	%	Montant €HT
Conseil Départemental (CD13)	« aide exceptionnelle à l'investissement »	70%	73 710 €
Métropole	Autofinancement	30%	31 590 €
Total €HT		100%	105 300 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme financeur pour l'opération de travaux en assainissement Chemin des Fourques sur la commune d'Eguilles.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-

Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette correspondante sera constatée sur l'imputation nature 1313 du budget annexe dénommé Assainissement en Délégation - Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 302

Demande de subvention d'investissement relative à l'opération de travaux de renouvellement des réseaux humides pour la traversée des Tarrasses sur la commune de Saint-Estève-Janson

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement de cette voie ayant pour vocation à desservir un lotissement, il est nécessaire de renouveler les réseaux d'eau potable et d'assainissement et d'améliorer le réseau pluvial.

Le projet inclut la réalisation de canalisations d'eau potable et de pluvial sur une longueur d'environ 100 mètres et la réalisation de canalisations d'assainissement des eaux usées sur une longueur d'environ 60 mètres.

Cette opération a été validée par les services métropolitains, et une convention de transfert

temporaire de maîtrise d'ouvrage a été approuvée par le Conseil de la Métropole du mois de mai.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organismes susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Le coût Global de l'opération est estimé à 49.576 € HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Dépenses :

Compétences Eau potable et Assainissement :

	Montant € HT		
Nature	AEP	EU	Total € HT
Études	476 €	503 €	979 €
Travaux	10.457 €	11.063 €	21.520 €
Total € HT	10.933 €	11.566 €	22.499 €

Recettes :

Compétences Eau potable et Assainissement :

Financeurs	Dispositif	AEP %	Montant € HT	EU %	Montant € HT
Conseil Départemental (CD13)	« aide exceptionnelle à l'investissement »	70 %	7.653 €	70 %	8.096 €
Métropole	Autofinancement	30 %	3.280 €	30 %	3.470 €
Total € HT		100 %	10.933 €	100 %	11.566 €

Dépenses :Compétences Eaux Pluviales :

	Montant € HT
Nature	EP
Études	1.179 €
Travaux	25.898 €
Total € HT	27.077 €

Recettes : Compétences Eaux Pluviales :

Financeurs	Dispositif	%	Montant € HT
Conseil Départemental (CD13)	« aide exceptionnelle à l'investissement »	70%	18.954 €
Métropole	Autofinancement	30%	8.123 €
Total € HT		100%	27.077 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de solliciter des subventions auprès de tout organisme financeur pour le renouvellement des réseaux humides pour la Traversée des Tarrasses à Saint-Estève-Janson.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette correspondante sera constatée sur le chapitre 13 pour chacun des budgets concernés :

- Budget annexe dénommé EAU en REGIE – Pays d'Aix et Aubagne
- Budget annexe dénommé ASSAINISSEMENT en REGIE – Pays d'Aix
- BPMF pour la compétence pluviale

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 303

Demande de subvention d'investissement relative à l'opération de travaux de sécurisation du réseau d'eau potable sur la commune de Saint-Marc-Jaumegarde

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Suite à la mise à jour de son schéma directeur d'eau potable réalisée en Janvier 2018, la commune de Saint-Marc-Jaumegarde souhaite mettre en application les prescriptions proposées afin :

- D'améliorer le fonctionnement du réseau.
- De sécuriser son fonctionnement.

Les secteurs des travaux se situent sur l'ensemble du territoire de la commune. Le plan d'action proposé dans le schéma directeur s'articule autour de trois pistes d'amélioration :

- Des mesures immédiates afin d'améliorer sensiblement les vitesses de circulation de l'eau et de diminuer les temps de séjours.
- Des opérations principales comprenant des travaux permettant d'améliorer la qualité de l'eau et de sécuriser le réseau.
- Des mesures permettant de réduire la pression générale sur l'ensemble du réseau afin de garantir sa pérennité dans le temps.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 367.141,21 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Dépenses :

	Montant € HT
Travaux	336.733,11 €
Maîtrise d'œuvre	14.008,10 €
Diagnostic amiante et voirie	3.500,00 €
Relevés topographiques	3.000,00 €
Coordinateurs SPS	3.300,00 €
Visite naturaliste	2.600,00 €
Essais de réception	4.000,00 €
Total € HT	367.141,21 €

Recettes :

	Montant	%
Conseil Départemental (CD13)	146.856,48 €	40%
Dispositif « aide exceptionnelle à l'investissement »		
Agence de l'eau	110.142,36 €	30%
Dispositif « aide aux travaux ruraux »		
Métropole (autofinancement)	110.142,36 €	30%
Total € HT	367.141,21 €	100%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de solliciter une subvention auprès de l'agence de l'eau, du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône et de tout organisme pour la sécurisation du réseau d'eau potable sur la commune de Saint-Marc-Jaumegarde.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette correspondante sera constatée au Budget Annexe Eau en régie 2018 Pays d'Aix et d'Aubagne.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 304

Demande de subvention d'investissement relative à l'opération de travaux de renouvellement et dilatation du réseau AEP

Chemin du Tholonet - Route de Cézanne CD17 sur la commune de Beaurecueil

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Ce projet concerne le renouvellement et la dilatation du réseau d'eau potable, Chemin du Tholonet et route de Cézanne sur la commune de Beaurecueil.

Ces travaux consistent :

Pour la solution de base sous la CD 17 :

- Remplacement de la conduite fonte gris de DN 60 par une conduite de DN 150
- Reprise des branchements eau potable

Pour la Variante en partie privée et traversée de la CD 17 :

- Remplacement de la conduite fonte gris de DN 60 par une conduite de DN 150
- Pose d'une conduite fonte de DN 80
- Reprise des branchements eau potable

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 387.805,19 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Dépenses :

Nature	Montant € HT
Etudes	7.512,00 €
Travaux	380.293,19 €
Total € HT	387.805,19 €

Recettes :

Financeurs	Dispositif	%	Montant HT €
Conseil Départemental (CD13)	« Aide exceptionnell e à l'investissem ent »	40%	152.122,08€
Agence de l'eau	« aide aux travaux ruraux »	29%	114.075,00 €
Métropole	Autofinance ment	31%	118.608,11 €
Total € HT		100%	387.805,19 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de solliciter une subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière pour l'opération de travaux « renouvellement et dilatation du réseau eau potable chemin du Tholonet et Route de Cézanne » sur la commune de Beaucueil.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette correspondante sera constatée au Budget Annexe Eau en délégation 2018 Pays d'Aix et d'Aubagne, sur l'imputation nature 1313.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 305

Ajustement et approbation de nouvelles conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage ou de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée relatives à la réalisation de travaux concernant les compétences eau et assainissement

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1,

ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;

- Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- Établissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- Programme local de l'habitat ;
- Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- Élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- Assainissement et eau ;
- Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- Lutte contre la pollution de l'air ;
- Lutte contre les nuisances sonores ;
- Contribution à la transition énergétique ;
- Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- Élaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

Concernant l'exercice des compétences eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, il a été confié aux communes qui assurent la gestion de ces compétences en régie, le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette

compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

En revanche, pour les communes qui assuraient la gestion du service public de l'eau et de l'assainissement par un contrat de délégation de service public, il n'a pas été conclu de convention de gestion avec les communes dès lors que l'exploitation des services de distribution d'eau potable et d'assainissement relève dans ce cas des délégataires respectifs, dont les contrats sont transférés à la Métropole Aix-Marseille-Provence, et non des services communaux.

Pour autant, le régime d'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement implique que l'autorité délégante conserve la charge de la création et de l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Ainsi, en l'absence de conclusion de convention de gestion avec les communes qui assuraient les compétences relatives à l'eau et à l'assainissement sous forme de délégation de service public, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit assurer, depuis le 1^{er} janvier 2018, l'exécution, la coordination et le pilotage et, plus généralement, toutes les prérogatives du maître de l'ouvrage à l'égard des opérations de travaux en cours dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, en ce compris l'assainissement pluvial.

Toutefois, afin de permettre la continuité des opérations de travaux en cours dans les communes, des opérations dont la maîtrise d'œuvre était engagée dans le but de satisfaire à un objectif de continuité des services publics de l'eau et de l'assainissement ou en cas d'opération urgente, il est envisagé de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques, à l'objet plus restreint que les conventions de gestion de l'article L 5215-27 du CGCT, et habilitant celles-ci à poursuivre, à titre transitoire, les opérations de travaux décidées dans les domaines de l'eau et l'assainissement, par leurs moyens propres et au moyen des contrats conclus à cette fin. Ces conventions sont ainsi :

- **soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO)**, fondées sur les dispositions du II de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme sera retenue pour habilitier les communes à réaliser seules les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- **soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD)** fondées sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme est celle retenue pour habilitier les communes à réaliser seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les Communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole l'ajustement de 3 conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage la conclusion de 2 nouvelles conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée et de 4 nouvelles conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage.

Les conventions n°17/1407, 17/1410 et 18/0062 approuvées lors du Bureau du 14 décembre 2017 ont vocation à être annulées et remplacées par de nouvelles conventions. La convention 17/1405 approuvée lors du Bureau de Métropole du 14 décembre 2017, a vocation à être complétée par une nouvelle convention également.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Oùï le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Est approuvée pour ajustement la nouvelle convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Coudoux portant sur les opérations suivantes :

- opération générale de Voirie et réseaux dans le secteur Darius MILHAUD
- opération réseaux dans le secteur de secteur Vautubière

Cette convention annulera et remplacera à compter de son entrée en vigueur la convention n°17/1407 approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.

Article 2 :

Est approuvée pour ajustement la nouvelle convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Rousset portant sur l'opération suivante :

- dilatation de la conduite d'eau potable entre les Sauvets et le réservoir du Saffre

Cette convention annulera et remplacera à compter de son entrée en vigueur la convention n°17/1410 approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.

Article 3 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Coudoux portant sur les opérations suivantes :

- extension du réseau pluvial – impasse des Cerisiers
- extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement - rue Paul Cézanne

Article 4 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Peyrolles-en-Provence portant sur l'opération suivante :

- réalisation du réseau pluvial dans le cadre de l'opération d'aménagement de l'avenue Charles de Gaule

Article 5 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée annexée à la présente à conclure avec la Commune de Saint-Cannat portant sur les opérations suivantes :

- renouvellement de canalisation et bouches à clef secteur Camille Pelletan
- renouvellement de canalisations anciennes d'assainissement boulevard Marcel Parraud
- extension du réseau d'assainissement au chemin de la Barrière
- réalisation de caniveaux secteur avenue Jean Monnet et ZA de la Pile
- aménagement pluvial dans un mur secteur impasse Giodano
- réalisation réseau pluvial allée de la Galinette, chemin de Berre, jardin de Queyrellier, rue Paul Arquier, chemin du Puy,
- aménagement pluvial, création d'un bassin pluvial, quartier des Bouires

Article 6 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Peynier portant sur l'opération suivante :

- réalisation des réseaux d'eau et d'assainissement et de pluvial relatifs au Projet Urbain Partenarial Sainte Anne à Peynier

Article 7 :

Est approuvée pour ajustement la nouvelle convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Gréasque portant sur l'opération suivante :

- assainissement pluvial dans le secteur des Pradeaux

En complément de la convention n°17/1405 approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.

Article 8 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Vitrolles portant sur l'opération suivante :

- réaménagement des réseaux humides dans le quartier des pins

Article 9 :

Est approuvée pour ajustement la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée annexée à la présente, à conclure avec la Commune des Pennes-Mirabeau portant sur les opérations suivantes :

- extension du réseau d'assainissement secteur Plan de Campagne
- extension du réseau d'assainissement Secteur Pas de la Mue
- extension du réseau d'eau, d'assainissement et pluvial, secteur Plan des Pennes
- requalification des réseaux du quartier des Cadenaux

Cette convention annulera et remplacera à compter de son entrée en vigueur la convention n°18/0062 approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.

Article 10 :

Pour la commune de Saint-Cannat, la convention Maîtrise d'Ouvrage Déléguée 18/0173 doit faire l'objet d'une rectification matérielle au niveau de l'annexe n°2 : Le libellé de l'opération est « Amélioration de l'étanchéité des bassins d'eau potable » en lieu et place de « forage de recherche d'eau souterraine (et autres amélioration) » conformément à l'article 2 de cette même convention.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38

Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Politique culturelle et sportive - Sports

2018 CT2 306

Soutien au sport de haut niveau – Marchés de prestations de service dans le cadre de la politique de soutien aux clubs de haut niveau avec l'EUSRL PAUCH et la SASP Provence Rugby

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 a intégré une compétence de politique sportive métropolitaine mais a également étendu à l'ensemble de la Métropole Aix-Marseille-Provence la compétence facultative intitulée « définition de la politique sportive communautaire » déléguée au Conseil de Territoire du Pays d'Aix telle que définie par la délibération n°HN088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016.

Cette extension permettra, d'une part, de poursuivre la richesse des actions et initiatives qui se déroulent aujourd'hui dans certains territoires et d'autre part, de construire la politique sportive métropolitaine, en renforçant l'émergence de pôles d'excellence au regard du projet métropolitain.

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a engagé depuis 2002 une importante politique sportive permettant de rattraper le retard des infrastructures existantes et de développer la pratique du sport pour tous, de loisir, de compétition et de haut niveau.

Plusieurs dispositifs ont été délibérés afin de répondre notamment aux besoins constatés en matière d'accompagnement de pratiques amateurs et professionnelles autour du soutien au sport de compétition de niveau national.

La délibération cadre modificative de la politique sportive de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix au titre du sport de haut niveau présentée en séance de Conseil communautaire du 11 décembre 2014 a rappelé les conditions et critères du Code du Sport relatifs à l'attribution de subventions ou d'achat de prestations de services aux clubs sportifs selon qu'ils étaient gérés sous la forme d'associations ou de sociétés professionnelles :

- Concernant l'attribution de subventions, l'article L.113-2 du Code du Sport et plus précisément l'article R.113-1 indiquent que les associations sportives, ou les sociétés qu'elles constituent, peuvent recevoir des subventions publiques pour des missions d'intérêt général. Ces subventions font l'objet de conventions passées, d'une part, entre les collectivités territoriales et leurs groupements et, d'autre part, les associations sportives ou les sociétés qu'elles constituent. Le montant maximum des subventions versées par l'ensemble des collectivités territoriales et de leurs groupements à l'association sportive et à la société qu'elle constitue ne peuvent excéder 2,3 millions d'euros pour chaque saison sportive de la discipline concernée.

- Concernant l'achat de prestations de service, l'article D.113-6 du Code du Sport indique que les sommes versées par les collectivités territoriales ou leurs groupements aux sociétés en exécution de contrats de prestation de services, ou de toute convention dont l'objet n'entre pas dans le cadre des missions d'intérêt général visées à l'article L 113-2 , ne peuvent excéder 30% du total des produits du compte de résultat de l'année précédente, dans la limite de 1,6 millions d'euros.

Compte tenu de ce qui précède, la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix souhaite passer des accord-cadres ayant pour objet l'achat de prestations de services pour associer son image aux manifestations sportives de haut niveau organisées par l'E.U.S.R.L. LE PAUC Handball et la SASP Provence Rugby.

S'agissant de marchés dans le cadre de l'application de la politique sportive de la Métropole, déléguée par délibération métropolitaine au territoire du Pays d'Aix, la direction des sports du Territoire du Pays d'Aix pilote cette opération en lien avec les services Ressources de la Métropole.

1/ Soutien au club Pays d'Aix Université Club Handball

Il s'agit notamment de développer la visibilité du territoire sur différents supports de communication lors des événements sportifs et plus particulièrement lors des matchs de l'équipe de handball évoluant actuellement en 1ère division (Lidl Star Ligue de la LNH) et se déroulant au sein de l'Aréna du Pays d'Aix.

Il s'agit d'une part, de l'achat d'espaces publicitaires (logo sur les maillots, panneaux déroulants, stickers au sols, panneaux interview, écrans géants, site

Internet du PAUC, business club...) et d'autre part de l'achat de places en tribune grand public ou donnant accès à un espace privatif à usage protocolaire.

L'« E.U.S.R.L. LE PAUC Handball » est l'unique opérateur économique susceptible de procéder à l'apposition du nom et du logo de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix sur les supports énoncés et à délivrer des places pour pouvoir assister aux matchs de handball. Cette dernière possède une convention de mise à disposition de l'Aréna du Pays d'Aix conclue avec la société Lagardère Arena 13 depuis novembre 2017. Elle concerne la mise à disposition de la salle principale, de la salle annexe et des locaux du club résident à titre exclusif. Cette convention prend effet le 9 octobre 2017 et expire le 30 juin 2024. Les articles 4.1.8.2 Billetterie et 4.1.8.3 Droits médias de cette convention prévoient notamment que « le club résident commercialise et gère directement tous les titres d'accès » ainsi que « les droits de diffusion des rencontres programmées ». Les articles 4.2.4 et 4.2.5 prévoient également que « l'EUSRL commercialise et gère directement l'exploitation de toutes les loges, les salons de réception et les business Seat ainsi que la boutique et les espaces publicitaires ».

2/ Soutien au club Provence Rugby

La Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix souhaite passer un accord-cadre ayant pour objet l'achat de prestations de services pour associer son image aux manifestations sportives de haut niveau organisées par la S.A.S.P. PROVENCE RUGBY. Il s'agit notamment de développer la visibilité du territoire sur différents supports de communication lors des événements sportifs du territoire et plus particulièrement lors des matchs de l'équipe de rugby évoluant à compter de la saison 2018/2019 en 2ème division nationale (Pro D2 de la LNR).

Il s'agit d'une part, de l'achat d'espaces publicitaires (logo sur les maillots, panneaux déroulants et fixes en bordure du terrain Maurice David, site Internet de PROVENCE RUGBY, magazine du club...) et d'autre part de l'achat de places en tribune ou donnant accès à un espace privatif à usage protocolaire.

L'unique opérateur économique susceptible de procéder à l'apposition du nom et du logo du territoire sur les supports énoncés et à délivrer des places pour pouvoir assister aux matchs de rugby est la S.A.S.P. PROVENCE RUGBY. Cette dernière possède une convention de mise à disposition du stade Maurice David avec le Territoire du Pays d'Aix depuis juillet 2014 renouvelée pour la saison 2018/2019 par délibération n°2018_CT2_197 du Conseil de Territoire du 15 mai 2018. Elle concerne la mise à disposition de tribunes et de locaux à titre permanent. Cette convention prend effet 1^{er} juillet 2018 pour une année et pourra être renouvelée tous les ans. Les articles 11 Billetterie, 13 Espaces publicitaires et 14 Droits médias de cette convention

prévoient notamment que « Provence rugby exploite, commercialise et gère directement tous les titres d'accès » « les emplacements publicitaires » ainsi que « les droits de diffusion des rencontres programmées ».

Au regard de la continuité de mise en œuvre de la politique sportive sur le Territoire du Pays d'Aix et de la promotion du territoire métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix souhaite soutenir financièrement l'EUSRL PAUCH à hauteur minimum de 740.000 € TTC et maximum de 1.000.000 € TTC et la SASP Provence Rugby à hauteur minimum de 450.000 € TTC et maximum de 650.000 € TTC pour les trois saisons sportives 2018/2019, 2019/2020 et 2020/2021 en passant des marchés de prestations de service dans le cadre de la politique de soutien aux clubs de haut niveau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Sport ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération cadre n°2014_A278 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à la politique sportive communautaire au titre du sport collectif de haut niveau ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de soutenir financièrement l'EUSRL PAUCH et la SASP Provence Rugby pour les trois saisons sportives 2018/2019, 2019/2020 et 2020/2021.

Délibère

Article unique :

Il est pris acte de la décision de soutenir financièrement l'EUSRL PAUCH et la SASP Provence Rugby en passant des marchés de prestations de service dans le cadre de la politique de soutien aux clubs de haut niveau pour les trois saisons sportives 2018/2019, 2019/2020 et 2020/2021.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2018 CT2 307

Approbation de la convention de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de la SASP Provence Rugby pour la saison 2018/2019

Madame le Président soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2013_A150 du Conseil communautaire du 18 juillet 2013, la Communauté du Pays d'Aix (CPA) a confié une mission d'étude à la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » (SPLA) afin d'évaluer la faisabilité d'une modernisation et d'un repositionnement du stade Maurice David, articulé avec une opération d'aménagement du secteur du Jas de Bouffan.

Au vu du résultat de cette étude, la CPA a déclaré, par la délibération n°2013_A300 du Conseil communautaire du 19 décembre 2013, le stade Maurice David d'intérêt communautaire et confié à la SPLA la maîtrise d'ouvrage de cette opération.

Par la délibération n°2014_B394 du 25 septembre 2014, le Bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a adopté un nouveau règlement intérieur pour les équipements sportifs ainsi que des conventions de mise à disposition des équipements sportifs et des locaux au profit des clubs du territoire, et notamment la convention de mise à disposition des équipements du stade Maurice David au profit de la SASP (Société Anonyme Sportive Professionnelle) le PARC, renommée depuis SASP Provence Rugby.

Mise à disposition du stade Maurice David au profit de la SASP Provence Rugby

La convention a pour objet de préciser les conditions de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David, sis 20 avenue Marcel Pagnol, 13090, Aix-en-Provence, au profit de la Société Anonyme Sportive Professionnelle Provence (SASP) Rugby pour la saison sportive 2018/2019.

L'équipe professionnelle de Provence Rugby évoluera en 2018/2019 en championnat de France de Pro D2 (2ème division nationale).

Historiquement implantée à Aix-en-Provence, Provence Rugby s'entraîne et joue ses rencontres de championnat à domicile au Stade Maurice David.

Afin de répondre aux critères définis par la Fédération Française de Rugby et la Ligue Nationale de Rugby, le club utilise le terrain, les annexes sportives (vestiaires, salles médicales, salle anti-dopage...), mais également des annexes publiques (tribunes, loges, salons de réception).

La convention jointe au présent rapport récapitule l'ensemble des installations et espaces sportifs mis à disposition du club, leurs conditions d'utilisation, ainsi que la redevance due par la SASP Provence Rugby pour la saison 2018/2019.

A compter de l'entrée en vigueur de la convention, la SASP Provence Rugby versera à la Métropole Aix-Marseille-Provence une redevance pour la saison 2018/2019. Cette redevance se base sur les éléments réglementaires de calcul, ainsi que sur le nombre d'heures d'utilisation annuel.

La valeur locative du stade, ainsi que ses charges d'entretien, fluides inclus, ramenés au temps d'utilisation par la SASP Provence Rugby sont pris en compte dans le calcul de la redevance.

Le coût horaire d'utilisation est ainsi évalué à 92 € TTC.

L'évaluation du temps d'occupation des différents espaces pour la saison 2018/2019 par la SASP Provence Rugby s'élève à 274 heures.

Compte tenu de ce qui précède, la redevance d'occupation du stade en faveur de la SASP Provence Rugby s'élève à 25.208 € arrondi à 25 000 € (vingt cinq mille euros) pour la saison 2018/2019 (274 heures x 92 €).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013_A150 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du pays d'Aix du 18 juillet 2013 confiant une mission d'étude à la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » (SPLA) afin d'évaluer la faisabilité d'une modernisation et d'un repositionnement du stade Maurice David, articulé avec une opération

d'aménagement du secteur du Jas de Bouffan ;

- La délibération n°2013_A300 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 19 décembre 2013, déclarant le stade Maurice David d'intérêt communautaire et confiant à la SPLA la maîtrise d'ouvrage de cette opération ;
- La délibération n°2014_B394 du Bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du pays d'Aix du 25 septembre 2014 adoptant un nouveau règlement intérieur pour les équipements sportifs ainsi que des conventions de mise à disposition des équipements sportifs et des locaux au profit des clubs du territoire, et notamment la convention de mise à disposition des équipements du stade Maurice David au profit de la SASP le PARC, renommée depuis SASP Provence Rugby ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 6 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les termes de la convention de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et de certains locaux du stade Maurice David au profit de la Société Anonyme Sportive Professionnelle Provence Rugby, jointe en annexe du présent rapport, pour la saison 2018/2019.

Article 2 :

Le montant de la redevance annuelle de mise à disposition des installations sportives due par la SASP Provence Rugby est fixée à 25.000 € pour la saison 2018/2019.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

La recette correspondante sera inscrite pour moitié au budget 2018 et pour l'autre au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en section de fonctionnement Ligne de crédit 2774 – Chapitre 70 – Fonction 322 – Nature 70323.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 308

Approbation de la convention de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de l'AUC Rugby pour la saison 2018/2019

Madame le Président soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2013_A150 du Conseil communautaire du 18 juillet 2013, la Communauté du Pays d'Aix (CPA) a confié une mission d'étude à la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » (SPLA) afin d'évaluer la faisabilité d'une modernisation et d'un repositionnement du stade Maurice David, articulé avec une opération d'aménagement du secteur du Jas de Bouffan.

Au vu du résultat de cette étude, la CPA a déclaré, par la délibération n°2013_A300 du Conseil communautaire du 19 décembre 2013, le stade Maurice David d'intérêt communautaire et confié à la SPLA la maîtrise d'ouvrage de cette opération.

Par la délibération n°2014_B394 du 25 septembre 2014, le Bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a adopté un nouveau règlement intérieur pour les équipements sportifs ainsi que des conventions de mise à disposition des équipements sportifs et des locaux au profit des clubs du territoire.

Mise à disposition du stade Maurice David au profit de l'association AUC (Aix Université Club) Rugby

La convention jointe en annexe du présent rapport a pour objet de préciser les conditions de mise à

disposition et d'utilisation du stade Maurice David, sis 20 avenue Marcel Pagnol, 13090, Aix-en-Provence, au profit de l'association AUC Rugby pour la saison sportive 2018/2019.

L'équipe 1 masculine de l'AUC Rugby évoluera en 2018/2019 en championnat de France de Fédérale 2 ou de Fédérale 3 (4ème ou 5ème division nationale).

Afin de répondre aux critères définis par la Fédération Française de Rugby, le club utilisera pour la saison 2018/2019, le terrain du stade Maurice David, ses annexes sportives (vestiaires, salles médicales, salle anti-dopage,...), mais également les annexes publiques de la tribune Ouest (1605 places de tribunes et salon de réception) à l'occasion de ses matchs de championnat à domicile. Il convient de préciser que les tribunes Est et Nord, le parvis d'accueil nord et le bâtiment d'accueil ne seront pas mis à disposition du club AUC Rugby.

La convention jointe au présent rapport récapitule l'ensemble des bâtiments et espaces sportifs mis à disposition du club, leurs conditions d'utilisation ainsi que la redevance due par l'AUC Rugby pour la saison 2018/2019.

A compter de l'entrée en vigueur de la convention, l'AUC Rugby versera à la Métropole Aix-Marseille-Provence une redevance pour la saison 2018/2019.

Cette redevance se base sur les éléments réglementaires de calcul, ainsi que sur le nombre d'heures d'utilisation annuel.

La valeur locative du stade, ainsi que ses charges d'entretien, fluides inclus, ramenés au temps d'utilisation par l'AUC Rugby sont pris en compte dans le calcul de la redevance.

L'évaluation du temps d'occupation des différents espaces pour la saison 2017/2018 par l'AUC Rugby s'élève à 132 heures.

Le coût horaire d'utilisation est ainsi évalué à 92 € TTC.

Le club disposant d'un statut associatif et évoluant durant la saison 2018/2019 en championnat amateur, championnat générant des produits inférieurs à ceux d'un championnat professionnel, le taux horaire est divisé par deux.

En outre, l'AUC Rugby n'utilisant que un tiers du stade, ce taux horaire est à nouveau divisé par trois.

Compte tenu de ce qui précède, la redevance d'occupation du stade en faveur de l'AUC Rugby s'élève à 2.024 € arrondie à 2.000 € (deux mille euros) pour la saison 2018/2019 (132 heures x 92 € / 2 / 3 = 2.024 €).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013_A150 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du pays d'Aix du 18 juillet 2013 confiant une mission d'étude à la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » (SPLA) afin d'évaluer la faisabilité d'une modernisation et d'un repositionnement du stade Maurice David, articulé avec une opération d'aménagement du secteur du Jas de Bouffan ;
- La délibération n°2013_A300 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 19 décembre 2013, déclarant le stade Maurice David d'intérêt communautaire et confiant à la SPLA la maîtrise d'ouvrage de cette opération ;
- La délibération n°2014_B394 du Bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du pays d'Aix du 25 septembre 2014 adoptant un nouveau règlement intérieur pour les équipements sportifs ainsi que des conventions de mise à disposition des équipements sportifs et des locaux au profit des clubs du territoire ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 6 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les termes des conventions de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et de certains locaux du stade Maurice David au profit de l'association Aix Université Club Rugby, jointes en annexe du présent rapport, pour la saison 2018/2019.

Article 2 :

Le montant de la redevance annuelle de mise à disposition des installations sportives due par

l'association Aix Université Club Rugby est fixée à 2.000 € pour la saison 2018/2019.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

La recette correspondante sera inscrite au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en section de fonctionnement Ligne de crédit 2774 – Chapitre 70 – Fonction 322 – Nature 70323.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 309

PRODAS 2018 – Attribution de subventions à des associations pour l'aide à la formation et à la professionnalisation d'éducateurs sportifs spécialisés en Contrat Avenir – Approbation de conventions d'objectifs

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a adopté lors du Conseil communautaire du 24 juin 2010 la délibération cadre relative à la mise en place du projet PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives). Il convient de mettre à jour ce dispositif.

PRODAS est un dispositif sportif, éducatif et social répondant aux besoins sociaux et sociétaux des populations jeunes situées en ZUS (Zone Urbaine Sensible).

En partenariat avec les services des sports et Politique de la Ville des différentes communes

répondant aux critères du nouveau « Contrat de ville » (loi n°2014-173 du 21 février 2014), le dispositif Prodass a pour ambition de fédérer les différents partenaires sportifs, clubs de haut niveau, clubs sportifs, associations de proximité ainsi que les centres sociaux culturels, autour d'un projet de développement des activités sportives au sein même des quartiers prioritaires (actions en pied d'immeuble) ou au sein des clubs sportifs.

Le dispositif Prodass a pour objectif principal de favoriser l'accès au « Sport pour Tous » ; il répond notamment au besoin des jeunes d'accéder à des activités sportives, de rétablir l'égalité de la pratique sportive en supprimant les freins financiers.

Ce dispositif représente un outil d'insertion sociale et joue le rôle de passerelle entre une population jeune souvent en situation de décrochage et les clubs sportifs.

Ce programme permet aujourd'hui à des jeunes des quartiers ou des villes des 4 communes concernées par ce dispositif, Aix-en-Provence, Pertuis, Vitrolles et Gardanne, de s'initier aux disciplines sportives en partenariat avec 69 associations.

Il convient de rappeler que la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a adopté lors du Bureau communautaire du 29 janvier 2015 une délibération relative au soutien à des associations pour l'aide à la formation et à la professionnalisation d'éducateurs sportifs spécialisés employés en « Contrat Avenir » et formés au diplôme de BPJEPS (Brevet Professionnel Jeunesse Education Populaire et Sports) – APC (Activités Physiques pour Tous) et un certificat de spécialisation – AIS (Animation et Insertion Sociale) dans un organisme de formation reconnu par l'État (le CREPS PACA à Aix-en-Provence).

Ce dispositif permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix d'apporter une aide en fonctionnement à des associations dans le cadre de la mise en œuvre de « Contrat Avenir » pour une période de deux ans, qui pourra être prolongée d'une année supplémentaire sur avis express de l'organisme de formation.

En cas de défection du titulaire du « Contrat Avenir » avant la fin de la période de deux ans, l'association pourra bénéficier d'une nouvelle aide pour un nouveau titulaire de « Contrat Avenir » sur la même formation pour une nouvelle période de deux ans qui sera soumis au vote du Territoire du Pays d'Aix.

Chaque association est liée au Territoire du Pays d'Aix dans le cadre de ce dispositif par une convention d'objectifs à laquelle sera annexé le « Contrat Avenir » nominatif.

Cette convention précisera la mise en œuvre d'un calendrier d'actions assurés par ces éducateurs sportifs spécialisés en contrat avenir pour 400 heures au minimum dans les infrastructures sportives mises à disposition par les villes concernées (microsites, gymnases, actions en pied d'immeubles, etc...).

Dans le cas où la personne en « Contrat Avenir » ne suivrait pas de manière continue sa formation au CREPS pour l'obtention du certificat concerné, ou qu'elle n'accomplisse pas les obligations liées à la convention, le Territoire du Pays d'Aix sera fondé d'exiger la restitution prorata temporis de la subvention perçue.

Le Territoire du Pays d'Aix s'est engagé à accompagner les associations supports des contrats avenir jusqu'à leur terme en 2018.

Il est proposé de valider aujourd'hui l'attribution de deux subventions de fonctionnement pour un montant total de 16.900 €, telles que définies dans le tableau ci-joint et d'approuver les conventions d'objectifs à conclure avec les associations « Ensemble pour les Jeunes du 13 » et « Union Sportive Renaissance Pertuisienne » afin de soutenir cette deuxième et dernière année de chaque contrat avenir.

Il convient de noter que l'association Ensemble pour les Jeunes du 13 a déjà bénéficié en 2018 de subventions d'un montant total de 25.000 € pour des animations sportives dans le cadre du Prodass ce qui porte la totalité des subventions 2018 à 35.000 €.

Il convient de noter que l'association Union Sportive Renaissance Pertuisienne bénéficie également en 2018 d'une subvention d'un montant total de 2.500 € pour des animations sportives dans le cadre du Prodass ce qui porte la totalité des subventions 2018 à 9.400 €.

Concernant les modalités de paiement de la subvention, un acompte de 80% est versé à l'association dès que la délibération est exécutoire et le solde de 20% est versé avant la fin de l'année, sur présentation avant la fin octobre d'un budget réalisé provisoire ou définitif de la manifestation signé du Président et du Trésorier de l'association. Il convient de noter que l'intégralité de la subvention sera versée sous réserve d'une part, de la validation du service fait et d'autre part, que le montant du budget réalisé de l'action soit au minimum égal à celui de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2010_A110 du Conseil communautaire de la CPA du 24

juin 2010 relative à validation du projet PRODASS ;

- La délibération n°2015_B064 du Bureau communautaire de la CPA du 29 janvier 2015 relative au soutien à des associations pour l'aide à la formation et à la professionnalisation d'éducateurs sportifs spécialisés ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017_CT2_521 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 relative à la modification de la délibération cadre du dispositif Projet de Développement des Activités Sportives ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 6 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées deux subventions de fonctionnement pour un montant total de 16.900 € aux associations « Ensemble Pour les Jeunes du 13 » et « Union Sportive renaissance Pertuisienne » pour le soutien à la mise en place de Contrats Avenirs tel que décrites dans le tableau ci-joint.

Article 2 :

Sont approuvés les termes des conventions relatives à la mise en place de Contrats Avenirs à conclure avec les associations « Ensemble Pour les Jeunes du 13 » et « Union Sportive renaissance Pertuisienne ».

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer les conventions ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix 2018 sur la ligne 1005/ Chapitre 65 / Fonction 326 / Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0

Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 310

PRODAS 2018 – Attribution d'une subvention à une association pour le développement de l'emploi et la formation d'éducateurs sportifs spécialisés en contrat d'apprentissage - Approbation d'une convention d'objectifs type

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a adopté lors du Conseil communautaire du 24 juin 2010 la délibération cadre relative à la mise en place du projet PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives).

PRODAS est un dispositif sportif, éducatif et social répondant aux besoins sociaux et sociétaux des populations jeunes situées en ZUS (Zone Urbaine Sensible).

En partenariat avec les services des sports et Politique de la Ville des différentes communes répondant aux critères du nouveau « Contrat de ville » (loi n°2014-173 du 21 février 2014), le dispositif Prodas a pour ambition de fédérer les différents partenaires sportifs, clubs de haut niveau, clubs sportifs, associations de proximité ainsi que les centres sociaux culturels, autour d'un projet de développement des activités sportives au sein même des quartiers prioritaires (actions en pied d'immeuble) ou au sein des clubs sportifs.

Le dispositif Prodas a pour objectif principal de favoriser l'accès au « Sport pour Tous » ; il répond notamment au besoin des jeunes d'accéder à des activités sportives, de rétablir l'égalité de la pratique sportive en supprimant les freins financiers.

Ce dispositif représente un outil d'insertion sociale et joue le rôle de passerelle entre une population jeune souvent en situation de décrochage et les clubs sportifs.

Ce programme permet aujourd'hui à des jeunes des quartiers ou des villes des 4 communes concernées par ce dispositif, Aix-en-Provence, Pertuis, Vitrolles et Gardanne, de s'initier aux disciplines sportives en partenariat avec 69 associations.

Outre le développement des animations sportives dans les quartiers sensibles, la mise en œuvre du ProdAS s'articule également autour du dispositif des Contrats d'apprentissage (anciennement Contrats Avenir).

Le dispositif ProdAS s'engage à participer à la création d'emplois dans le cadre du soutien à la professionnalisation et à la qualification des intervenants sportifs au profit des associations de proximité permettant de soutenir en 2018 la création de 8 emplois au minimum.

L'association « Objectif Plus Emploi » (Groupement d'Employeurs) crée et développe l'emploi dans le champ du sport, de l'animation, des loisirs et du tourisme depuis 2008.

En 2018, ce groupement d'employeurs souhaite développer une action d'insertion professionnelle pour 8 jeunes en contrat d'apprentissage dans le cadre du dispositif PRODAS (Programme de Développement des Activités Sportives) à l'échelle du territoire du Pays d'Aix.

L'objectif vise :

- la formation et la qualification de 8 jeunes de moins de 26 ans dans le champ du sport ;
- la création de 8 contrats en apprentissage sur une durée de 2 ans ;
- des interventions sportives auprès de 8 clubs implantés dans les quartiers prioritaires de la ville ;
- la mise en œuvre d'animations sportives dans les quartiers en faveur des publics défavorisés.

Bien que le soutien financier du Territoire du Pays d'Aix ait été initialement évalué à 112.000 € (délibération n°2017_CT2_521 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 relative à la modification de la délibération cadre du dispositif Projet de Développement des Activités Sportives), la mise en œuvre de ce dispositif correspond une subvention de 131 200 € pour financer le coût des emplois d'apprentissage gérés par le Groupement d'Employeurs Objectif Plus Emploi. Ce soutien favorisera la création d'emploi et le développement de richesses tant humaines qu'économiques au service du dynamisme de ce territoire.

Cette aide doit ainsi permettre la formation de jeunes éducateurs sportifs au titre des formations qualifiantes suivantes :

- BPJEPS (Brevet Professionnel Jeunesse Éducation Populaire et Sports)
- APC (Activités Physique pour tous)
- AIS (Animation et Insertion Sociale)

Le Groupement d'Employeurs Objectif Plus Emploi déploiera les missions suivantes :

- repérage des clubs sportifs relevant de la politique de la ville en territoire du Pays d'Aix,
- recueil des besoins des dirigeants des clubs retenus,
- recherche et recrutement de 8 candidats pour intégrer la formation qualifiante BPJEPS Activité Physique pour Tous et suivre la totalité du parcours proposé en contrat d'apprentissage,
- portage de l'emploi, gestion de la partie administrative de l'emploi et de la formation,
- coordination générale des différents partenaires au projet : Métropole Aix-Marseille-Provence, CFA Futur O Sud, UFA Prepa-Sports, clubs sportifs et jeunes,
- suivi des jeunes et accompagnement des clubs.

Il convient d'indiquer qu'une convention d'objectifs sera conclue entre le Groupement d'Employeurs, le Territoire du Pays d'Aix et l'association tutrice de chacun des huit apprentis afin de préciser que sur les 1.600 heures annuelles que représentent l'activité d'un contrat d'apprentissage, 800 heures seront dévolues à la formation, 400 heures au développement de l'association et 400 heures au projet Prodas.

Les 400 heures dont bénéficiera le dispositif Prodas représenteront une présence du jeune apprenti sur le terrain, à charge pour le Président de l'association de fournir un calendrier et un projet des actions programmées sur les quartiers des communes concernées.

Concernant les modalités de versement de cette subvention, elle sera versée en totalité dès la signature du contrat d'apprentissage entre l'association et la personne recrutée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2010_A110 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative à validation du projet PRODAS ;
- La délibération n°2015_B064 du Bureau communautaire de la CPA du 29 janvier 2015 relative au soutien à des associations pour l'aide à la formation et à la professionnalisation d'éducateurs sportifs spécialisés ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016

relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;

- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017_CT2_521 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 relative à la modification de la délibération cadre du dispositif Projet de Développement des Activités Sportives ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 6 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant total de 131.200 € au Groupement d'Employeurs « Objectif Plus Emploi » pour la mise en œuvre et la coordination de 8 contrats d'apprentissage dans le cadre du PRODAS .

Article 2 :

Sont approuvés les termes de la convention d'objectifs type relative à la mise en place des Contrats d'Apprentissage à conclure avec le Groupement d'Employeurs « Objectif Plus emploi » et l'association tutrice de chaque apprenti.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix 2018 au Chapitre 65 / Fonction 326 / Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 311

Complexe sportif et de loisirs du Farigoulier - Validation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO) au profit de la commune de Pertuis pour les opérations de requalification et développement du site du Farigoulier

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le complexe sportif et de loisirs du Farigoulier à Pertuis a été déclaré d'intérêt communautaire par le Conseil communautaire de la CPA du 8 octobre 2015 au titre de la compétence « construction, aménagement, entretien et gestion des équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire ». Ce site est devenu métropolitain au 1^{er} janvier 2016.

La prise en compte de ce complexe par la Communauté du Pays d'Aix avait alors notamment pour objectif de permettre la modernisation des équipements existants ainsi que la création d'autres aménagements permettant de conférer à ce site un positionnement majeur au niveau du Val de Durance et du Pays d'Aix.

Ce site comprend des terrains de sport, des aires de jeux et de multiples pratiques de sports et loisirs (terrains de football et rugby, site de tir à l'arc, stand de tir à armes à feu, piste et tribune de modélisme, piste et site d'aéromodélisme, piste de motocross, parcours de santé, étang de pêche...).

Compte tenu du contexte foncier et environnemental du site, de la bonne connaissance des installations ainsi que de leur exploitation par la commune de Pertuis et dans la mesure où le Pays d'Aix n'était pas en capacité d'assumer dans l'immédiat la gestion de ce site, le Bureau communautaire du Pays d'Aix lors de sa séance du 26 novembre 2015 a approuvé le principe d'une convention de gestion du Farigoulier au profit de la ville de Pertuis jusqu'au 31 décembre 2017.

Cette convention de gestion prévoyait que la commune de Pertuis engage les dépenses nécessaires au fonctionnement courant de ce site et que le Pays d'Aix les rembourse sur des états comptables trimestriels.

L'ensemble du site d'environ 25 hectares unique sur le territoire du Pays d'Aix, fait donc l'objet d'un projet de requalification et de développement à l'image du rôle qu'il devra tenir dans son bassin de vie et en

relation avec la politique sportive et de loisirs du Territoire du Pays d'Aix.

Le complexe du Farigoulier rénové et restructuré permettrait d'apporter une meilleure réponse aux besoins des pratiquants sportifs de plein air tout en lui conférant un rôle important pour le tourisme familial.

Afin de pouvoir initialiser le projet de développement de ce site, le Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 a approuvé la création d'une Autorisation de Programme de 5 millions d'euros.

Pour permettre de mener à bien les études de faisabilité et de programmation de ce projet de développement du Farigoulier, le Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 a approuvé la mise en place pour la période correspondant à la réalisation de ces études, d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO) au profit de la commune de Pertuis, dans la mesure où cette dernière disposait des compétences et d'une organisation dimensionnée pour assurer la maîtrise d'ouvrage de ces études préalables.

A l'issue de la réalisation des études susmentionnées, le Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017 a validé le programme du projet de restructuration et de développement du site du Farigoulier ainsi que le principe de revalorisation à 9 millions d'euros de l'Autorisation de Programme correspondante. Il a également pris acte du projet de procéder ultérieurement à des Transferts Temporaires de Maîtrise d'Ouvrage au profit de la commune de Pertuis pour conduire les différentes phases d'opérations liées au projet de développement.

Afin d'assurer une continuité de gestion pendant la période de changements institutionnels relatifs à l'avenir des équipements de sport et loisirs à la Métropole et à l'approche de la fin de la convention de gestion précitée validée en 2015 pour la période 2016/2017, il est apparu nécessaire de proroger ce dispositif organisationnel, comptable et juridique.

En conséquence, le Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017 a approuvé une nouvelle convention de gestion sur les mêmes principes que la précédente, au profit de la ville de Pertuis pour la période 2018/2020.

Dans le même temps, la convention de TTMO au profit de la commune de Pertuis, qui avait été mise en place pour faire face aux études de faisabilité et de programmation du projet de développement de ce site, a donc pris fin avec l'achèvement de ces études.

Ces études ont fait émerger la nécessité d'un phasage en trois temps de l'opération d'aménagement :

- Mise en Sécurité (clôture périmétrique, contrôle d'accès, parking, maison gardien) ;
- Opération 1 (voies de circulation, aires de jeux, plaine sportive, canoé-kayak, moto-cross...);
- Opération 2 (tribunes et terrains de sports, aéromodélisme, stand de tir...).

La mise en sécurité du site étant l'action qu'il paraît être nécessaire de mener en priorité, le Pays d'Aix envisage de faire réaliser, sur l'exercice budgétaire 2018, la clôture périmétrique du site ainsi que le contrôle d'accès pour un montant total de 270 000€ TTC.

Pour être en mesure de faire réaliser ces travaux, il est proposé de mettre en place une nouvelle convention de TTMO au profit de la commune de Pertuis à compter de la signature par les parties et pour une durée correspondante au temps nécessaire à la réalisation des opérations précitées. Cette proposition s'inscrit dans la continuité de la délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017 citée plus haut, qui prenait acte du principe de conventions pour confier à la commune de Pertuis la réalisation des différentes phases du projet de développement de ce site.

Le présent projet de convention de TTMO prévoit donc suite à sa notification, le versement de 270 000 € à la commune de Pertuis sur le budget 2018 afin que cette dernière puisse engager au plus vite les premières dépenses liées à la mise en sécurité du site du Farigoulier tel que décrit précédemment. Ces dépenses ont été provisionnées sur l'exercice comptable 2018.

La ventilation pluriannuelle prévisionnelle des Crédits de Paiements affectés à ce projet s'en trouvent donc modifiée comme suit :

Echéancier	Montant Autorisation de Programme	CP 2017	CP 2018
Euros TTC	9 000	0	270 000

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n° 2015_A225 du Conseil communautaire de la CPA du 8 octobre 2015 relative à la déclaration d'intérêt communautaire du complexe sportif et de loisirs du Farigoulier à Pertuis ;
- La délibération n°2015_B645 du Bureau communautaire de la CPA du 26 novembre 2015 relative à l'approbation de la convention de gestion du complexe sportif et de loisirs du Farigoulier entre la CPA et la commune de Pertuis ;
- La délibération n°2015_A290 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relatives aux ouvertures, modifications et clôtures d'AP/CP sur le budget général 2016 (dont l'AP relative au projet de restructuration et de développement du site du Farigoulier) ;
- La délibération n°2015_B765 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relative à l'aménagement du site de sport et loisirs du Farigoulier à Pertuis et concernant l'approbation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour les études de faisabilité et de programmation ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017_CT2_346 du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017 relative à l'approbation du programme du projet de restructuration et de développement du site du Farigoulier à Pertuis et du principe de revalorisation de l'Autorisation de Programme correspondante ;
- La délibération n°2017_CT2_446 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017 validant la convention de gestion du site du Farigoulier au profit de la commune de Pertuis pour la période 2018/2020 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports 6 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le principe et les termes de la convention de Transfert Temporaire de la Maîtrise d'Ouvrage au profit de la commune de Pertuis pour les opérations de mise en sécurité dans le cadre du projet de développement du site de sport et loisirs du Farigoulier à Pertuis.

Article 2 :

L'entrée en vigueur de cette convention est prévue à la signature des parties et pour la durée de réalisation des travaux concernés.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer la convention et les documents y afférents.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Politique culturelle et sportive - Culture

2018 CT2 312

AVIS - Attribution d'une subvention d'investissement à l'association Aix ensemble - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations. La Communauté du Pays d'Aix a voté ensuite sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération 2003_A080). La politique culturelle de la CPA poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du

territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Un dispositif de soutien aux associations pour l'investissement (acquisition de matériel ou travaux liés à leur objet social) complète le fonds d'intervention en fonctionnement.

Les versements de la Métropole à l'« association » interviendront selon les modalités suivantes :

- versement d'un premier acompte représentant 50% du montant accordé sur productions des devis signés par le Président pour les acquisitions ou les travaux,
- versement du solde, après réalisation des acquisitions ou des travaux sur production des pièces suivantes : un décompte général des acquisitions certifié conforme et signé par le Président et le Trésorier accompagné des factures correspondantes.

L'aide de la Métropole en investissement n'est pas actualisable et ne saura, en aucun cas, excéder le montant fixé à l'article 2 de la convention d'investissement.

Si le montant des travaux varie à la baisse, le montant de l'aide versée est recalculé au prorata des dépenses effectivement réalisées, selon le pourcentage que la subvention de la Métropole représente dans le financement des acquisitions. (Article 11.4.4 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution d'une subvention d'investissement pour un montant total de 4000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et l'approbation de la convention annexée.

N° GU	Nom Association	Commune (siège social)	Description de la manifestation	Manifestation	Lieu de l'action	Dates Projet	Subvention N-1	Subvention N-2	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	subvention sollicitée ville	TC Grand Opérateur, Métropole Investissement	Montant proposé	Convention	Date commission CT	Date BM
2018_00575	Aix ensemble	Aix-en-Provence	Renouvellement du matériel de Radio diffusion « le studio mobile » et continuer l'achat du deuxième studio.	Investissement	Aix en Provence	1 ^{er} semestre 2018	4 000,00 €	4 000,00 €	7 381,00 €	4 000,00 €	0,00 €	Investissement	4 000,00 €	OUI	06/06/18	28/06/18

Total: 4000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire, démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement pour un montant total de 4000 € à l'association Aix Ensemble telle que présentée dans le tableau ci-dessus.

Article 2 :

Est approuvée la convention à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Aix ensemble.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement Opération budgétaire 4581162445, nature 4581 en fonction 311 pour « Aix Ensemble ».

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 313

Attribution d'une subvention d'investissement pour la finalisation des travaux de réhabilitation du bâtiment de la Fondation Vasarely (2013-2018) - Phase B4 (2018-2019) - Approbation d'une convention d'investissement

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des

subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté du Pays d'Aix a voté ensuite sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération 2003_A080). La politique culturelle de la CPA poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Depuis son ouverture en 1976, la Fondation Vasarely a assuré une place originale dans la dynamique artistique et culturelle en permettant en particulier, d'explorer des voies nouvelles pour notre territoire dans le domaine de l'art contemporain et en ouvrant, à un large public, un espace d'expositions, de recherches et de concertations sur les enjeux de la création artistique dans l'espace public urbain.

En 2011, l'État, la Région, le Département, la Ville d'Aix-en-Provence et le Pays d'Aix ont entrepris de financer conjointement le plan de réhabilitation du bâtiment abritant la Fondation Vasarely qui sera classé au titre des monuments historiques en 2013.

Il s'agissait de permettre à la Fondation Vasarely de rénover et de mettre aux normes en matière de sécurité ce bâtiment inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, en lui accordant des subventions d'investissement. Dans ce cadre, la Métropole a d'ores et déjà octroyé des soutiens à l'opération globale:

- Attribution d'une subvention s'élevant à 374 297,00 € pour un budget prévisionnel de 2 386 015 € pour la phase A2B et B1 de la restauration du bâtiment
- Attribution d'une subvention d'un montant de 214 000,00 € pour un budget prévisionnel de 1 962 429 € pour la phase B3 de la restauration du bâtiment.

Pour la demande de subvention sur l'exercice 2018, il s'agit de permettre à la Fondation Vasarely de poursuivre et finaliser l'ensemble du programme de réhabilitation du bâtiment (2013-2018). Ces travaux supplémentaires (phase B4) qui s'inscrivent dans le projet global de réhabilitation s'élèvent à 1 342 363 € conformément aux plans de financement annexés à la présente délibération.

La phase B-4 consiste à finaliser la restauration des façades du bâtiment dans le respect des normes muséales et de procéder à des travaux supplémentaires dus à des modifications de programme et des raisons technique conformément aux notes de présentation des travaux supplémentaires.

Pour les travaux de restauration prévus en 2018, par délibération du 16 mars 2018 (DEB 18-96) la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a alloué une subvention d'investissement de 306 976 € à la Fondation Vasarely. La Ville d'Aix-en-Provence et le Département doivent délibérer pour financer ces travaux respectivement à hauteur de 328 228 € et 159 861 € en 2018 selon le budget prévisionnel transmis par la Fondation Vasarely qui a été approuvé en CA le 27 11 2017.

Pour rappel, le montant global de l'opération s'élève à 11 418 011 € et la participation financière des collectivités locales est de 11 152 161 €. Le montant des fonds propres de la Fondation est de 265 850 €.

Les versements de la Métropole à la « Fondation Vasarely » interviendront selon les modalités suivantes :

- versement d'un premier acompte représentant 50% du montant accordé sur productions des devis signés par le Président pour les acquisitions ou les travaux,
- versement du solde, après réalisation des acquisitions ou des travaux sur production des pièces suivantes : un décompte général des acquisitions certifié conforme et signé par le Président et le Trésorier accompagné des factures correspondantes.

L'aide de la Métropole en investissement n'est pas actualisable et ne saura, en aucun cas, excéder le montant fixé à l'article 2 de la convention d'investissement.

Si le montant des travaux varie à la baisse, le montant de l'aide versée est recalculé au prorata des dépenses effectivement réalisées, selon le pourcentage que la subvention de la Métropole représente dans le financement des acquisitions. (Article 11.4.4 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution d'une subvention d'investissement de 473 070 € à la Fondation Vasarely selon un budget prévisionnel de 1 342 363 € et d'approuver la convention annexée.

N° GU	Nom Association	Commune (siège social)	Description de la manifestation	Manifestation	Lieu de l'action	Date du projet	Subvention N-1	Subvention N-2	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	subvention sollicitée ville	TC Grand Opérateur, Métropole Investissement	Montant proposé	Convention	Date commission CT	Date BM
2018-004-79	Fondation Vasarely	Aix-en-Provence	Travaux supplémentaires pour la finalisation de la restauration du bâtiment	Investissement	Aix-en-Provence	2018-2019	214 000,00 €	174 267,00 €	1 342 363,00 €	473 070,00 €	Aix-en-Provence : Investissement 200 000,00 €		473 070,00 €	OUI	06/06/18	28/06/18

Total: 473 070 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur DEB 18-96 du 16 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est un partenaire privilégié de la Fondation Vasarely qui participe au rayonnement culturel du territoire métropolitain démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement pour un montant total de 473 070 € à la Fondation Vasarely, telle que présentée dans le tableau ci-dessus.

Article 2 :

Est approuvée la convention à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Fondation Vasarely.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement Opération budgétaire 4581162457, nature 4581, fonction 311 pour « la Fondation Vasarely ».

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 314

AVIS - Attribution d'une subvention d'investissement pour la restauration de 5 présentoirs, 210 études et 10 banquettes destinés à la réouverture d'une salle didactique à la Fondation Vasarely - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire

Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté du Pays d'Aix a voté ensuite sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération 2003_A080). La politique culturelle de la CPA poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Un dispositif de soutien aux associations pour l'investissement (acquisition de matériel ou travaux liés à leur objet social) complète le fonds d'intervention en fonctionnement.

Les versements de la Métropole à la «Fondation Vasarely» interviendront selon les modalités suivantes :

- versement d'un premier acompte représentant 50% du montant accordé sur productions des devis

signés par le Président pour les acquisitions ou les travaux,

- versement du solde, après réalisation des acquisitions ou des travaux sur production des pièces suivantes : un décompte général des acquisitions certifié conforme et signé par le Président et le Trésorier accompagné des factures correspondantes.

L'aide de la Métropole en investissement n'est pas actualisable et ne saura, en aucun cas, excéder le montant fixé à l'article 2 de la convention d'investissement.

Si le montant des travaux varie à la baisse, le montant de l'aide versée est recalculé au prorata des dépenses effectivement réalisées, selon le pourcentage que la subvention de la Métropole représente dans le financement des acquisitions. (Article 11.4.4 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

Depuis son ouverture en 1976, la Fondation a assuré une place originale dans la dynamique artistique et culturelle en permettant en particulier, d'explorer des voies nouvelles pour notre territoire dans le domaine de l'art contemporain et en ouvrant, à un large public, un espace d'expositions, de recherches et de concertations sur les enjeux de la création artistique dans l'espace public urbain.

Aujourd'hui, il s'agit de permettre à la Fondation Vasarely de restaurer 5 présentoirs, 210 études et 10 banquettes pour la réouverture d'une salle didactique Victor Vasarely en lui accordant une subvention d'investissement sur l'exercice 2018.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution d'une subvention d'investissement pour un montant total de 15 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination de la Fondation Vasarely et l'approbation de la convention annexée.

N° GU	Nom Association	Commune (siège social)	Description de la manifestation	Manifestation	Lieu de l'action	Dates Projet	Subvention N-1	Subvention N-2	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	subvention sollicitée ville	TC Grand Opérateur, Métropole Investissement	Montant proposé	Convention	Date commission CT	Date BM
2018_004_80	Fondation Vasarely	Aix-en-Provence	Restauration de 5 présentoirs, 210 études et 10 banquettes pour réouverture d'une salle didactique Victor Vasarely au 1 ^{er} étage	Investissement	Aix-en-Provence	Janvier 2018 (9 mois)	0,00 €	0,00 €	95 100,00 €	15 000,00 €	Aix-en-Provence : 12 000,00 €	Investissement	15 000,00 €	OUI	06/06/18	28/06/18

Total:15 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est un partenaire privilégié de la Fondation Vasarely qui participe au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement pour un montant total de 15 000 € à la Fondation Vasarely, telle que présentée dans le tableau ci-dessus.

Article 2 :

Est approuvée la convention à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Fondation Vasarely.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement Opération budgétaire 4581162457, nature 4581, fonction 311 pour « la Fondation Vasarely ».

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 315

AVIS - Approbation d'un avenant à la convention avec la Fondation du Camp des Milles

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin de permettre à la Fondation Camp des Milles de réaliser des travaux d'aménagement des espaces extérieurs PHASE 3 situés entre la tuilerie et le wagon souvenir, la Métropole a attribué une subvention d'investissement de 100 000 € et approuvé la convention afférente signée le 7 novembre 2016.

Elle prévoit un délai de deux années pour la réalisation des travaux prévus conventionnellement. La Fondation du Camp des Milles n'est actuellement pas en mesure de poursuivre ces travaux pour des raisons d'urbanisme indépendantes de sa volonté.

Aussi, afin de permettre à la Fondation du Camp des Milles de régler ces questions, et de sécuriser le paiement du solde de la subvention, soit 50 000 €, il convient de compléter les délais d'exécution des travaux, en prolongeant d'une année la convention par un avenant, soit jusqu'au 7 novembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016

approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de soutenir la Fondation du Camp des Milles pour la réalisation des travaux d'aménagement des espaces extérieurs situés entre la tuilerie et le wagon souvenir.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les termes de l'avenant de prolongation de durée de la convention d'investissement avec la Fondation du Camp des Milles signée le 7 novembre 2016.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer l'avenant à la convention annexée.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 316

AVIS - Approbation d'un avenant à une convention avec la Fondation Vasarely

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre du plan pluriannuel et multipartenarial de restauration, de réhabilitation et de rénovation du

bâtiment abritant la Fondation Vasarely, initié en 2012 et porté avec l'État, le Conseil Régional PACA, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et la ville d'Aix-en-Provence, le Bureau de la Métropole du 30 juin 2016 a attribué par la délibération n°CSGE 006-474/16/BM une subvention de 374 297€ à la Fondation et approuvé la convention afférente. Cette convention a été signée le 10 août 2016 pour une durée de deux ans et notifiée à la Fondation Vasarely le 5 septembre 2016.

Afin de sécuriser le paiement du solde de la subvention, soit 187 148,50 €, il convient de compléter les délais d'exécution des travaux, en prolongeant d'une année la convention annexée par avenant, soit jusqu'au 10 août 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération n° 2015_A271 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant le vote d'une subvention en investissement de 280 000€ à la Fondation Vasarely et la convention afférente ;
- La délibération n° CSGE 006-474/16/BM du Bureau de la Métropole du 30 juin 2016 approuvant le vote d'une subvention en investissement de 374 297€ à la Fondation Vasarely et la convention afférente ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de soutenir la Fondation Vasarely pour la rénovation et la

réhabilitation du bâtiment classé et du site qui l'abrite.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les termes de l'avenant de prolongation de la convention d'investissement signée par la Fondation Vasarely le 10 août 2016 dans le cadre du programme pluriannuel de réhabilitation du bâtiment.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer l'avenant à la convention annexée ainsi que tout document afférent à l'exécution de la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 317

Attribution de subventions de fonctionnement à des associations culturelles du Pays d'Aix - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté du Pays d'Aix a voté sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003_A080). La politique culturelle de la CPA

poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que le Territoire du Pays d'Aix, prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, étant ainsi un partenaire essentiel des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Le fonds d'intervention à destination des associations intéresse uniquement les manifestations sur la base des critères rappelés ci-après :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
 - Les opérations sont en rapport avec la compétence intercommunale et dépassent le strict cadre communal.
- La participation du Territoire du Pays d'Aix est cadrée de la manière suivante :
- 30% maximum du budget de l'opération, hormis les tournées intercommunales et le soutien aux grands opérateurs pour leur fonctionnement,
 - L'instruction de la demande inclut la sollicitation de l'avis du Maire de la commune.

Toutes les demandes de subvention qui sont présentées dans ce rapport ont reçu un avis favorable des Maires des communes concernées.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles. (Article 12.3.3 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit : 80% de la subvention après la notification de la subvention, 20 % à la remise d'une attestation de service fait et des pièces comptables justificatives.

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

Il est à noter que par la délibération n°2018_CT2_072 le Conseil de Territoire du 8 février 2018 a approuvé l'attribution d'une subvention d'un montant de 270 000 € dans le cadre de la convention triennale conclue avec le Théâtre du jeu de paume. Par conséquent le montant total de la subvention attribuée au Théâtre

du jeu de Paume s'élève à 290 000 € pour l'exercice 2018.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution de 5 subventions pour un montant total de 74 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations.

N° GU	Nom Association	Commune (siège social)	Manifestation	Lieu de l'action	Dates Projet	Subvention N-1	Subvention N-2	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	subvention sollicitée ville	Montant proposé	Convention d'objectif	Date commission
2018_00145	Le syndikat des mouettes	Bouc Bel Air	Festival OH LA LA	Gardanne Territoire du Pays d'Aix et Bouches du Rhône	Du 17 au 21 novembre 2018	12 000,00 €	0,00 €	30 500,00 €	20 000,00 €	Gardanne : 4 000,00 €	12 000,00 €	NON	06/06/18
2018_00087	Centre Franco Allemand de Provence	Aix-en-Provence	Manifestations franco-allemandes et euro-méditerranéennes	Région Département Métropole Pays d'Aix Aix-en-Provence	Janvier 2018 (12 mois)	30 000,00 €	30 000,00 €	150 000,00 €	20 000,00 €	Aix-en-Provence : 30 000,00 €	20 000,00 €	NON	06/06/18
2018_00889	Théâtre du jeu de paume	Aix-en-Provence	Soutien à la diffusion et la production de compagnies	Aix-Marseille-Provence	Année 2018	40 000,00 €	0,00 €	73 728,00 €	20 000,00 €	0,00 €	20 000,00 €	OUI	06/06/18
2018_00892	Ecole nationale supérieure des mines	Gardanne	Soutien à la réalisation et au lancement du Chemin des énergies	Gardanne	Fin juin 2018	16 250,00 €	0,00 €	118 500,00 €	16 000,00 €	Gardanne : 6 000,00 €	15 000,00 €	NON	06/06/18
2018_00126	Effervescences Musicales	Peynier	Festival les nocturnes Sainte-Victoire	Trets Peynier	1 ^{er} juillet au 12 juillet 2018	7 000,00 €	0,00 €	63 000,00 €	20 000,00 €	0,00 €	7 000,00 €	NON	06/06/18

Total 74 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 6 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées aux associations culturelles des subventions de fonctionnement, pour un montant total de 74 000 €, telles que présentées dans le tableau ci-dessus.

Article 2 :

Est approuvée la convention à conclure avec le Théâtre du Jeu de Paume.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, fonction 311, nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 318**Attribution d'une subvention de fonctionnement à la Fondation du Camp des Milles - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté du Pays d'Aix a voté ensuite sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003_A080). La politique culturelle de la CPA poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, étant ainsi un partenaire essentiel des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Le fonds d'intervention à destination des associations se fonde sur des critères rappelés ci-après :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
- Les opérations sont d'intérêt intercommunal, dépassant le strict cadre communal.

La participation du Territoire du Pays d'Aix est limitée de la manière suivante :

- 30% maximum du budget de l'opération, hormis les tournées intercommunales et le fonctionnement des grands opérateurs,
- L'instruction de la demande inclut la sollicitation de l'avis du Maire de la commune.

Toutes les demandes de subvention qui sont présentées dans ce rapport ont reçu un avis favorable des Maires des communes concernées.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles. (Article 12.3.3 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit : 80 % de la subvention à la signature de la convention, 20 % à la remise d'une attestation de service fait et des pièces comptables justificatives.

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution d'une subvention de fonctionnement à la Fondation Camp des Milles pour un montant total de 80 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations.

N° GU	Nom Association	Commune (siège social)	Manifestation	Dates Projet	Subvention N-1	Subvention N-2	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	subvention sollicitée ville	Montant proposé	Date commission	Date CT
2018_00352	Fondation du camp des Milles	Les Milles	Fonctionnement général	Année 2018	100 000,00 €	100 000,00 €	3 346 257,00 €	100 000,00 €	0,00 €	80 000,00 €	06/06/18	21/06/18

Total : 80 000€

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 06 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention en fonctionnement, pour un montant total de 80 000€, à la Fondation du Camp des Milles, telle que présentée dans le tableau ci-dessus.

Article 2 :

Est approuvée la convention à conclure avec la Fondation du Camp des Milles.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la

convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement Chapitre 65 fonction 311, nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018_CT2_319

Tournées intercommunales 2019

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le dispositif de tournées intercommunales a été créé par l'ancienne Communauté de Communes, repris et élargi par la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, et aujourd'hui par le Territoire du Pays d'Aix.

Il répond à trois objectifs essentiels :

1. soutenir la diffusion des créations des opérateurs du Pays d'Aix et éviter d'accorder des subventions de fonctionnement peu lisibles aux associations ;

2. contribuer à l'élaboration d'une programmation culturelle par les plus petites communes du Pays d'Aix;

3. permettre aux habitants du Pays d'Aix d'accéder sur leur lieu de résidence à des propositions artistiques gratuites.

Les tournées intercommunales (expositions, spectacles, ateliers pédagogiques...) sont par essence des opérations dont l'organisation dépasse le strict cadre communal.

Ce dispositif de soutien à la diffusion artistique et à la programmation culturelle des communes pourra aisément s'étendre au territoire métropolitain, déjà bien présent chez les opérateurs concernés.

Les choix artistiques seront donc établis dans le cadre de la programmation culturelle communale sur l'exercice N-1. La commune enrichit et complète donc sa programmation grâce au dispositif « Tournées intercommunales ».

Sur propositions des communes et dans le cadre d'une enveloppe budgétaire définie, un récapitulatif est établi par la Direction de la Culture pour validation des spectacles par la commission culture. La notion d'œuvre artistique unique étant au centre du dispositif, les choix pourront toutefois être établis par secteurs (Théâtre, Musique, Jeune Public, Musiques actuelles, Lecture Publique, Exposition, etc.) en s'adressant uniquement au producteur exclusif de l'œuvre proposée en application des articles 30 et 35 du Code des Marchés Publics. Dans le cadre des commissions ces choix font l'objet d'une concertation pour faciliter la diffusion des spectacles.

Pour l'année 2019, la commission culture du 18 avril 2018 a émis un avis favorable pour la mise en œuvre de ce dispositif sous réserve du vote du budget 2019 alloué à la Direction de la Culture d'un montant de 11 000 € maximum par commune.

Le choix des spectacles, expositions, ateliers etc. pour 2019 a fait l'objet d'une approbation de la Commission Culture. Ils sont obligatoirement gratuits pour les spectateurs quelle qu'en soit la nature artistique.

Des contrats sont établis et signés entre le Territoire du Pays d'Aix et les producteurs. Ces contrats prennent en compte les coûts artistiques, les frais de déplacement, la publicité, et les frais liés aux droits d'auteur. (Cf. annexe1).

Une annexe au contrat de cession précise les conditions d'accueil des spectacles par les communes et complète le contrat de cession. (Cf. annexe 2).

Ces contrats de cession de droits d'exploitation d'un spectacle sont établis avec les opérateurs dans le cadre de l'article 35-II-8° du Code des Marchés Publics, qui précise que ce type de marchés peut être signé sans mise en concurrence et publicité préalable :

« Article 35 [Procédure négociée, cas de recours]

Les pouvoirs adjudicateurs peuvent passer des marchés négociés dans les cas définis ci-dessous.

II. - Peuvent être négociés sans publicité préalable et sans mise en concurrence.

8° Les marchés et les accords-cadres qui ne peuvent être confiés qu'à un opérateur économique déterminé pour des raisons techniques, artistiques ou tenant à la protection de droits d'exclusivité; »

Le budget prévisionnel des tournées pour l'année 2019 s'élève à 396 000 € pour les 36 communes qui composent le Territoire du Pays d'Aix. Il pourra faire l'objet d'une évolution en fonction des projets culturels communaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Marchés Publics ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 6 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix est un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire, démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le dispositif de Tournées Intercommunales pour l'année 2019.

Article 2 :

Est approuvé le contrat type à conclure avec les associations (annexe 1) et les conditions d'accueil des spectacles avec les communes (annexe 2).

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer les conventions et les contrats, ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix de l'exercice 2019 en section de fonctionnement, chapitre 011 nature 611 fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Les Délibérations
Conseil du 29 novembre 2018

Recueil des délibérations du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018

Mobilité - Déplacements, mobilité, transports et infrastructures

2018 CT2 465

AVIS - Approbation des conventions de gestion relatives à la compétence "Parcs et aires de stationnement" de la commune d'Aix-en-Provence transférées à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, depuis cette date, la Métropole exerce sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1^{er} de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de

développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts sont imputées sur les attributions de compensation ; elles sont établies dans le rapport définitif de la CLECT et font l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG 123-3142/17/CM du 14 décembre 2017 il était proposé de conclure avec la commune d'Aix-en-Provence des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris de voyageurs
- compétence Eau et Assainissement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Politique de la Ville
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

En raison d'un contentieux en cours qui concernait la gestion des parkings, il n'a pas été établi de convention de gestion avec la commune d'Aix-en-Provence concernant la gestion des parkings en ouvrage au titre de la compétence parcs et aires de stationnement.

La commune d'Aix-en-Provence assure l'exercice de cette compétence en ayant recours à des contrats de délégation de service public conclus avec la Société d'Economie Mixte du Pays d'Aix (SEMEPA).

- Un contrat qui concerne la gestion, l'exploitation et l'entretien des parkings Mignet, Carnot, Bellegarde, Pasteur, Cardeurs et Méjanes. Ce contrat a pour objet à la fois la gestion des parcs de stationnement en ouvrage et la gestion du stationnement payant sur voirie ;
- Un contrat qui concerne la gestion, l'exploitation et l'entretien du parking Rotonde.

Nonobstant l'absence de convention de gestion, dans le cadre des contrats de délégation de service

public, la continuité du service, la sécurité des usagers, l'entretien et la conservation des ouvrages et des équipements ont été assurés depuis le début de l'année 2018.

Comme évoqué ci-dessus, il est prévu qu'un même contrat a pour objet à la fois d'assurer la gestion des parcs de stationnement en ouvrage et la gestion du stationnement payant sur voirie. Or, le stationnement sur voirie reste de compétence communale. En conséquence, il est proposé que les contrats en cause ne soient pas transférés dans l'immédiat à la métropole.

Par ailleurs, la compétence parcs et aires de stationnement est en lien avec le stationnement de surface et l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

En conséquence, par le présent rapport, il est proposé d'approuver les conventions de gestion jointes en annexe.

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune sont exécutées en contrepartie d'une éventuelle prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Le montant de la compensation n'est à ce jour pas arrêté dès lors que les montants des transferts de charges relatif à la compétence « parcs et aires de stationnement » sur le territoire de la commune feront l'objet d'une évaluation ultérieure par la CLECT. Le remboursement à la commune interviendra selon les modalités prévues à la convention après que la CLECT se soit prononcée sur le montant des charges transférées.

La convention sera conclue pour une durée de deux ans à compter du 1^{er} janvier 2018 et pourra être modifiée dans son étendue et ses modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après : **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 123-3142/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant les conventions de gestion relatives aux compétences de la commune d'Aix-en-Provence transférées au 1^{er} janvier.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Aix-en-Provence telles qu'annexées à la présente délibération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	3
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

BALDO Edouard - CASTRONOVO Lucien-Alexandre

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

de BUSSCHERE Charlotte

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire - Prospective et aménagement de l'espace / SCOT

2018 CT2 466

AVIS - Approbation de la convention relative à l'attribution d'une subvention à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance pour l'année 2019

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L121-3 du Code de l'Urbanisme pose le principe du partenariat de l'Etat avec les collectivités territoriales au sein des agences d'urbanisme dans la mesure où ces structures ont pour vocation de permettre la conduite en commun des politiques publiques dans un but d'intérêt général. Les agences fournissent un cadre commun pour la réalisation d'études et la conduite des certaines missions par les collectivités compétentes :

- l'observation et l'analyse des évolutions urbaines,
- la contribution à la définition des politiques d'aménagement et de développement,
- la préparation des projets d'agglomération, métropolitains et territoriaux
- la définition des politiques d'aménagement et de développement, ainsi que l'élaboration des documents d'urbanisme et de planification qui leur sont liés, notamment les Schémas de Cohérence Territoriale et les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux.

Pour ce faire, elles établissent un programme partenarial élaboré en associant l'ensemble des membres qui peuvent en utiliser les résultats. Ce programme répond à des enjeux intéressants directement ou indirectement l'ensemble des adhérents et à des besoins de connaissances partagées. Il peut être élaboré pour une durée de trois ans et peut s'intégrer dans un projet d'agence. Les missions conduites en commun, noyau dur de l'activité de l'agence, justifient l'octroi de subventions de la part de l'Etat en accompagnement de celles accordées par chacune des autres collectivités et organismes publics membres.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etat et la Ville d'Aix-en-Provence, ainsi que d'autres partenaires, sont regroupés dans une association loi de 1901, l'Agence d'urbanisme Pays d'Aix-Durance (AUPA), leur permettant de mener des études, des réflexions, des observations, en toute indépendance et dans l'intérêt commun de chacun, dans l'esprit de l'article L 110 du Code de l'urbanisme qui dispose notamment : « Le territoire français est le patrimoine commun de la nation . Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences (...). Les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur

autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace ».

Afin de poursuivre le travail engagé, il est proposé de maintenir le partenariat avec l'Agence d'urbanisme du Pays d'Aix-Durance en participant financièrement à la mise en œuvre d'outils métropolitains de planification.

Inscrites dans la durée, les principales thématiques des actions proposées au programme de travail confié à l'Agence d'urbanisme du Pays d'Aix-Durance et inscrites dans la convention portent notamment sur :

- le territoire métropolitain ;
- l'assistance en urbanisme réglementaire avec la gestion des Plans Locaux d'Urbanisme des communes membres;
- les réflexions et approche du projet urbain et des territoires de projet ;
- l'appui et les observations mutualisés aux politiques métropolitaines.

Dans ce cadre et afin de poursuivre le travail engagé, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite apporter une aide de 1 555 000€ à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix Durance.

Depuis près de deux années, une démarche partenariale a été engagée par la Métropole Aix-Marseille-Provence et les Agences d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA) et de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) afin d'aboutir à la création d'une agence d'urbanisme Métropolitaine. La convention ci-annexée ne couvre que l'année 2019, et sera résiliée de plein droit lors de la création de l'agence d'urbanisme métropolitaine.

Il est précisé qu'il convient de déroger au Règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n°HN- 021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la subvention en totalité avant le 31 décembre 2019 eu égard à son objet particulier dans les conditions fixées par la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après : **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

Vu

- Le Code Général Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM ;
- La délibération du 27 juillet 1994 relative à l'adhésion de la Communauté de Commune du Pays d'Aix à l'AUPA ;
- La délibération HN 009-11/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les missions confiées à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole Aix-Marseille Provence ;

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance d'un montant de 1 555 000 € euros au titre de l'exercice 2019.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille Provence et l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont prévus au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille Provence et sur les Etats Spéciaux de Territoires, sur les lignes budgétaires suivantes :

Budget Métropole : 800 000 € - Nature 65748

EST CT2 : 155 000 € - Nature 65748 600 000€ -

Nature 20422 – Opération D17 19 AP

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Institution

2018 CT2 467

Attribution d'une subvention au profit de l'Association Départementale des Restos du Cœur des Bouches-du-Rhône pour la saison 2018-2019

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Fondés en 1985, les Restos du Cœur se sont constitués sous forme d'une association loi de 1901, laquelle a été reconnue d'utilité publique, sous le nom officiel « Les Restaurants du Cœur – les Relais du Cœur ».

Selon ses statuts, l'association a pour but « d'aider et d'apporter une assistance bénévole aux personnes démunies, notamment dans le domaine alimentaire par l'accès aux repas gratuits, et par la participation à leur insertion sociale et économique, ainsi qu'à l'action contre la pauvreté sous toutes ses formes ».

L'association nationale des Restos du Cœur est représentée, sur tout le territoire national, par des associations départementales autonomes liées par un contrat d'agrément. Ainsi, l'Association Départementale des Restos du Cœur des Bouches-du-Rhône est appelée à intervenir notamment sur le territoire du Pays d'Aix.

Cette année, Les Restos du Cœur lancent la « 34ème campagne d'hiver des restos » le 27 novembre 2018, et permettra la distribution gratuite de repas.

Outre cette action, les Restos du Cœur étendent depuis plus de dix ans leurs interventions à l'aide à la personne et à l'insertion. Ainsi, ils mettent en œuvre des actions d'aides alimentaire, à l'hébergement, à l'insertion, à l'accompagnement scolaire, aux parents et d'accès à la culture et aux loisirs.

Avec les rigueurs de l'hiver et les effets de la crise économique, le Territoire du Pays d'Aix souhaite mener une action de solidarité en faveur des personnes défavorisées.

Pour réaliser cette action de solidarité, le Territoire du Pays d'Aix souhaite verser une subvention de 50 000 € au profit de l'Association départementale des Restos du Cœur des Bouches-du-Rhône pour la saison 2018-2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération

ci-après :

Association (Guichet Unique 2018)	Subvention sollicitée 2018	Subv n-1	Subvention proposée	Convention
Restos du Cœur (GU 2018_000_25)	50 000 €	50 000 €	50 000 €	Oui

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5216-5;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est accordé le versement d'une subvention de 50 000 € au profit de l'Association départementale des Restos du Cœur des Bouches-du-Rhône pour la saison 2018-2019.

Article 2 :

Sont approuvés les termes de la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'Association.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer ladite convention et tous les documents y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, sur la ligne de crédits 1035 nature 65748 – fonction 020.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70

Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ressources - Finances

2018 CT2 468

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le refinancement d'un prêt Crédit Foncier de France au profit d'Arkea Banque Entreprises et Institutionnels sur l'opération "Domaine des Pradelles" située Champs Fleury à Cabriès

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° 2009_A093 du 26 juin 2009, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a accordé une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % à la SA HLM Phocéenne d'Habitations, devenue la SA HLM Unicil, pour le financement de l'opération de construction de 39 logements sociaux « Domaine des Pradelles » située Champs Fleury à Cabriès. Cette opération nécessitait alors un emprunt auprès du Crédit Foncier de France de 5 267 018 €, soit un montant garanti de 2 896 859,90 €.

La SA HLM Unicil, afin de sécuriser son encours de dette, a entrepris une démarche de renégociation des emprunts contractés auprès du Crédit Foncier de France, et a sollicité à cette fin Arkea Banque Entreprises et Institutionnels.

La proposition d'Arkea Banque Entreprises et Institutionnels consiste en un passage à taux fixe, sans modification de la durée restant à courir, alors qu'actuellement ces emprunts sont assortis d'intérêts à taux variable, indexés sur le livret A. Cette proposition a été acceptée par délibération du Directoire de la SA HLM Unicil le 12 juin 2018.

Le montant du prêt réaménagé s'élève à 3 673 619,92 €, et son obtention est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la ville de Cabriès à hauteur de 45 % et

de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 2 020 490,96 €.

En conséquence, la Métropole est appelée à délibérer en vue d'adapter la garantie d'emprunt accordée initialement pour le remboursement dudit prêt.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 389 718 392 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 977 724 626 €. L'actif net comptable s'élève donc à 411 993 766 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 12 493 750 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération n° 2009_A093 du 26 juin 2009.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est annulée la délibération n° 2009_A093 du 26 juin 2009.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 673 619,92 € à souscrire par la SA HLM Unicil auprès d'Arkea Banque Entreprises et Institutionnels.

Ce prêt, est destiné à refinancer une opération de construction de 39 logements collectifs « Domaine de Pradelles » située Champs Fleury à Cabriès.

Article 3 :

Les caractéristiques financières du prêt sont les suivantes :

Montant : 3 673 619,92. €

Durée d'amortissement : 22 ans

Périodicité des échéances : annuelle

Index : Taux fixe à 1.90 %

Amortissement : Progressif, échéances constantes

Base de calcul des intérêts : 30/360

Indemnité de remboursement anticipé : Actuarielle

Article 4 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Cependant, les commissions, frais et accessoires liés à cet emprunt, suite à ce refinancement, sont à la charge de la SA HLM Unicil.

Dans l'hypothèse où la SA HLM Unicil serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défailante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée d'Arkea Banque Entreprises et Institutionnels, adressée par lettre recommandée au plus tard deux mois avant la date d'échéance.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière de la SA HLM Unicil.

Article 5 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quatre (4) logements réservés concernant ladite opération.

Article 6 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer cette convention de garantie, le contrat de prêt qui sera conclu entre Arkea Banque Entreprises et Institutionnels et la SA HLM Unicil, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 469

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le refinancement d'un prêt Crédit Foncier de France au profit d'Arkea Banque Entreprises et Institutionnels sur l'opération "Le Jacquemard" située Avenue du Général de Gaulle à Lambesc

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° 2006_A139 du 22 juin 2006, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a accordé une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % à la SA HLM Phocéenne d'Habitations, devenue la SA HLM Unicil, pour le financement de l'opération de construction de 37 logements sociaux « Le Jacquemard » située Avenue du Général de Gaulle à Lambesc. Cette opération nécessitait alors un emprunt auprès du Crédit Foncier de France de 6 212 800 €, soit un montant garanti de 3 417 040 €.

La SA HLM Unicil, afin de sécuriser son encours de dette, a entrepris une démarche de renégociation des emprunts contractés auprès du Crédit Foncier de France, et a sollicité à cette fin Arkea Banque Entreprises et Institutionnels.

La proposition d'Arkea Banque Entreprises et Institutionnels consiste en un passage à taux fixe, sans modification de la durée restant à courir, alors qu'actuellement ces emprunts sont assortis d'intérêts à taux variable, indexés sur le livret A. Cette proposition a été acceptée par délibération du Directoire de la SA HLM Unicil le 12 juin 2018.

Le montant du prêt réaménagé s'élève à 4 361 466 €, et son obtention est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la ville de Lambesc à hauteur de 45 % et de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 2 398 806,30 €.

En conséquence, la Métropole est appelée à délibérer en vue d'adapter la garantie d'emprunt accordée initialement pour le remboursement dudit prêt.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 389 718 392 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 977 724 626 €. L'actif net comptable s'élève donc à 411 993 766 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 12 493 750 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après : **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération n° 2006_A139 du 22 juin 2006.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est annulée la délibération n° 2006_A139 du 22 juin 2006.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 4 361 466 € à souscrire par la SA HLM Unicil auprès d'Arkea Banque Entreprises et Institutionnels.

Ce prêt, est destiné à refinancer une opération de construction de 37 logements collectifs « Le Jacquemard » située Avenue du Général de Gaulle à Lambesc.

Article 3 :

Les caractéristiques financières du prêt sont les suivantes :

Montant : 4 361 466,00 €

Durée d'amortissement : 20 ans

Périodicité des échéances : annuelle

Index : Taux fixe à 1.85 %

Amortissement : Progressif, échéances constantes

Base de calcul des intérêts : 30/360

Indemnité de remboursement anticipé : Actuarielle

Article 4 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Cependant, les commissions, frais et accessoires liés à cet emprunt, suite à ce refinancement, sont à la charge de la SA HLM Unicil.

Dans l'hypothèse où la SA HLM Unicil serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à effectuer le paiement sur demande dûment justifiée d'Arkea Banque Entreprises et Institutionnels, adressée par lettre recommandée au plus tard deux mois avant la date d'échéance.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière de la SA HLM Unicil.

Article 5 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quatre (4) logements réservés concernant ladite opération.

Article 6 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer cette convention de garantie, le contrat de prêt qui sera conclu entre Arkea Banque Entreprises et Institutionnels et la SA HLM Unicil, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 470

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux "Vélée" située Chemin du Stade à Venelles

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux « Vélée » située Chemin du Stade à Venelles.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération d'un montant total de 1 718 490 € est financée par un emprunt de 1 260 166 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Venelles.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 693 091,30 €.

L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 369 553 486 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 253 643 820 €. L'actif net comptable s'élève donc à 115 909 666 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 2 718 219 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 80682 en annexe signé entre la SA HLM Famille et Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 260 166 € souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 80682.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements « Véléa » située Chemin du Stade à Venelles.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un (1) logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70

Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 471

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 51 logements sociaux "Lesseps" située Avenue de Tubingen à Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 51 logements sociaux « Lesseps » située Avenue de Tubingen à Aix-en-Provence.

Portée par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, cette opération d'un montant total de 4 406 675 € est financée par un emprunt de 2 247 404 € proposé par La Banque Postale. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville d'Aix-en-Provence.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 236 072,20 €.

L'analyse financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 487 619 273 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 326 522 450 €. L'actif net comptable s'élève donc à 161 096 853 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 20 185 945 €. Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- L'offre de financement de La Banque Postale.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 247 404 € à souscrire par la SA HLM Nouveau Logis Provençal auprès de La Banque Postale.

Ce prêt est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 51 logements collectifs « Lesseps » située Avenue de Tubingen à Aix-en-Provence.

L'offre de financement de La Banque Postale acceptée par la SA HLM Nouveau Logis Provençal est annexée à la présente délibération.

Article 2 :

Les principales caractéristiques financières du prêt sont les suivantes :

Montant : 2 247 404 €

Durée de la phase d'amortissement : 15 ans

Périodicité des échéances : trimestrielle

Index : Livret A

Marge : + 1.11 %

Taux d'intérêt actuariel annuel : 1.86 % révisable en fonction de la variation du Livret A

Mode d'amortissement : Progressif

Taux annuel de progression : 1.86 %

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Nouveau Logis Provençal dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où la SA HLM Nouveau Logis Provençal serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée de La Banque Postale, adressée par lettre recommandée au plus tard deux mois avant la date d'échéance.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de six (6) logements réservés concernant ladite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Nouveau Logis Provençal.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 472

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 18 logements sociaux "Route de Gardanne" située Route de Gardanne à Trets

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 18 logements sociaux « Route de Gardanne » située Route de Gardanne à Trets.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération d'un montant total de 2 732 085 € est financée par un emprunt de 1 891 371 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Trets.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 040 254,05 €.

L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 369 553 486 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 253 643 820 €. L'actif net comptable s'élève donc à 115 909 666 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 2 718 219 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après : **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;

- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 84039 en annexe signé entre la SA HLM Famille et Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 891 371 € souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 84039.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 18 logements « Route de Gardanne » située Route de Gardanne à Trets

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux (2) logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 473

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la création de l'opération d'investissement "Film communication" et affectation d'une Autorisation de Programme à cette opération

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La direction de la communication du Territoire du Pays d'Aix mène des actions d'information, de valorisation et de promotion de l'institution et de ses politiques publiques.

Elle met également en valeur le territoire au travers de ses acteurs, ses infrastructures, ses événements, son patrimoine, ses espaces naturels...

La production de vidéos porte sur l'action du territoire, les événements du Pays d'Aix, l'identité du territoire... Les objectifs sont multiples :

- promouvoir l'institution et le territoire, valoriser leur image,
- améliorer la visibilité du territoire
- illustrer les engagements politiques et les actions menées par le territoire.

La demande consiste également à alimenter le fonds d'images audiovisuelles du territoire.

Les besoins vont de la conception de films de longue durée de type institutionnel (présentation d'un projet par exemple), à la réalisation de films courts, type reportage ou clip à mettre en ligne (pour la restitution d'un événement par exemple), en passant par la fourniture de rushes bruts.

Les productions sont destinées à être diffusées sur Internet, parfois en projection sur grand écran, parfois dans les médias (télévision). Cette destination est toujours précisée en amont de la réalisation.

La charte graphique des films sera définie par la direction de la communication.

En 2019, les réalisations pourraient porter sur : l'Aréna (désengorger les accès au site les soirs de match), les nouvelles consignes de tri (« jaune un point c'est tout ») ou encore divers événements sportifs.

Pour cela il est nécessaire de créer une autorisation de programme d'un montant de 80 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 80 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI478AP « Film communication » afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI478AP « Film communication » pour un montant de 80 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI478AP « Film communication »

Montant total de l'AP : 80 000 € T.T.C

CP 2019 : 20 000 € T.T.C.
CP 2021 : 20 000 € T.T.C.
CP 2020 : 20 000 € T.T.C.
RAF : 20 000 € T.T.C

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 474

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la création de l'opération d'investissement "Fondation Vasarely" et affectation d'une Autorisation de Programme à cette opération

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération d'investissement « Fondation Vasarely » proposée ici, comporte deux volets :

1- Restaurations de 44 œuvres monumentales. (Intégrations).42 intégrations + 2 sculptures (intérieurs).

Le centre architectonique d'Aix-en-Provence a pour vocation la diffusion d'un « art pour tous » et d'une « ville de demain » qui intègre l'art dans l'architecture.

Les intégrations, réalisées en 1975, sont des modèles à taille réelle permettant de créer un urbanisme nouveau. Elles sont la résultante d'un savant mélange entre art, artisanat de tradition et nouvelles technologies avec l'emploi de matériaux issus de l'industrie plastique.

Elles sont globalement de 6mx8m et ont été créés in situ à partir d'un prototype-départ (c'est la méthode de travail utilisée par le plasticien), sur lequel on applique toutes les déclinaisons possibles en variant un ou plusieurs paramètres (dimensions, matériaux, couleurs, etc...)

Victor Vasarely donne ainsi à voir dans les 7 alvéoles une ambiance « matérielle » particulière : aluminium anodisé, émaux de Briare, céramique de Delft, cartons sérigraphiés », savonneries des Gobelins, tapisseries d'Aubusson, verre sérigraphié, etc., constituée de 42 intégrations, 2 sculptures intérieures et 1 sculpture extérieure, sur le site du Jas de Bouffan.

A l'issue du programme de restauration du bâtiment de la Fondation, la rénovation des centrales de traitement d'air permettra d'assurer le contrôle climatique des alvéoles et d'améliorer les conditions de conservation au regard de la conservation préventive.

2- Création d'une nouvelle salle d'exposition.

Il s'agit d'étudier la construction d'une nouvelle salle d'exposition permettant d'accueillir de grandes expositions nationales ou internationales de type « Art contemporain – Art cinétique - Art Optique » en liaison avec la programmation de la Fondation Vasarely.

Cet équipement contribuera à la mise en valeur de la Fondation et des travaux effectués par les partenaires, l'augmentation de la communication pour la Fondation, la Ville et le Territoire, l'articulation avec les écoles d'art de la Métropole.

Cet équipement doit favoriser de nouvelles retombées touristiques et économiques pour le Territoire du Pays d'Aix et la Métropole.

Ce projet fera l'objet de financements croisés avec les partenaires.

Pour cela il est nécessaire de créer une autorisation de programme d'un montant de 600 000 €. T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 600 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI457AP2 « Fondation Vasarely » afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI457AP2 « Fondation Vasarely » pour un montant de 600 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI457AP2 « Fondation Vasarely »

Montant total de l'AP : 600 000 € T.T.C

CP 2019 : 50 000 € T.T.C.

CP 2021 : 100 000 € T.T.C.

CP 2020 : 100 000 € T.T.C. RAF :
350 000 € T.T.C

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 475

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la création de l'opération d'investissement "Institut Supérieur d'Enseignement de la Musique" et affectation d'une Autorisation de Programme à cette opération

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le pôle d'enseignement supérieur est destiné à la formation des élèves de Master se destinant principalement à l'enseignement. Il mettra en place ses formations en relation avec l'AMU et les conservatoires de la Métropole notamment ceux d'Aix-en-Provence et de Marseille.

Le bâtiment comprendra un espace d'accueil et cafétéria, différents pôles pédagogiques et pratiques instrumentales, une médiathèque (abritant 15 à 20 000 documents), un auditorium pouvant accueillir 100 musiciens sur le plateau avec une jauge pour le public de 250 personnes, les locaux

administratifs dont les effectifs prévisionnels ont été estimés à 23 ETP en 2020 et des locaux techniques.

Le projet est porté par l'Etat (Ministère de la culture) faisant appel à des financements croisés avec les partenaires.

Le programmiste estime le coût de l'opération en version haute à 16,87 M€.

L'Etat participerait à hauteur de 10M€ et la Région PACA a annoncé une participation de l'ordre de 2 à 3 millions.

Pour la Métropole, 500 000€ seront pris en charge sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix au titre de la Culture.

Pour cela il est nécessaire de créer une autorisation de programme d'un montant de 500 000 €. T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 500 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI491AP « Institut Supérieur d'Enseignement de la Musique » afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI491AP « Institut Supérieur d'Enseignement de la Musique » pour un montant de 500 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI491AP « Institut Supérieur d'Enseignement de la Musique »

Montant total de l'AP : 500 000 € T.T.C

CP 2019 : 100 000 € T.T.C.

CP 2020 : 400 000 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 476

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la création de l'opération d'investissement "Projet R&D collaboratifs FUI 2018" et affectation d'une Autorisation de Programme à cette opération

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre du soutien à l'effort d'innovation et à la compétitivité des entreprises, les projets R&D collaboratifs permettent aux entreprises d'acquérir de nouveaux savoir-faire et d'être en relation avec les grands donneurs d'ordres.

Au sein du comité financeur se réunissant à l'occasion de chaque appel, la Métropole occupe une place majeure, aux côtés de la Région. Elle contribue (pour les territoires du Pays d'Aix et de Marseille) depuis de nombreuses années au financement de ces projets.

Pour 2019 il est nécessaire d'ouvrir une nouvelle Autorisation de Programme permettant de pouvoir voter de nouveaux projets.

Le montant de l'autorisation de programme est de 700 000 €. T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 700 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI384AP9 « Projet R&D collaboratif FUI 2018 » afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI384AP9 « Projet R&D collaboratif FUI 2018 » pour un montant de 700 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI384AP9 « Projet R&D collaboratif FUI 2018 »

Montant total de l'AP : 700 000 € T.T.C

CP 2019 : 75 000 € T.T.C.

CP 2021 : 200 000 € T.T.C.

CP 2020 : 200 000 € T.T.C. RAF : 225 000 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0

Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 477

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la création de l'opération d'investissement "Aides aux particuliers Sylviculture" et de l'affectation d'une Autorisation de Programme à cette opération

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix propose d'aider les propriétaires forestiers privés à développer la gestion de leurs boisements et à produire du bois tout en améliorant les peuplements forestiers en vue de leur exploitation à court, moyen et long terme.

Ce soutien prend la forme d'une aide financière à la rédaction des plans simples de gestion (et autres documents de gestion et de programmation des travaux) et à la réalisation d'opérations sylvicoles (éclaircie de rattrapage, coupe d'amélioration, dépressage...).

L'objectif est de favoriser le développement d'une gestion durable du potentiel forestier du territoire du Pays d'Aix, la dynamisation de la sylviculture locale afin d'optimiser la mobilisation de bois de qualité et la structuration d'une filière bois basée sur l'exploitation du pin d'Alep.

L'aide est apportée dans le cadre d'un dispositif annuel appelé « éco-chèque » versée à tout propriétaire qui répondra aux critères d'attribution et qui en fera la demande.

L'espace naturel et forestier du territoire du Pays d'Aix représente 72 484 ha et il est en accroissement constant depuis plusieurs années. Les espaces boisés de production permettant de récolter du bois occupent 43 689 ha de cette surface et représentent un gisement important sous-exploité.

En effet, la propriété forestière privée représente environ 64 % de cette forêt de production et d'une manière générale, les propriétaires de moins de 25 ha ne s'impliquent pas dans la gestion sylvicole.

Du fait de ce manque de sylviculture, les peuplements de pin d'Alep sont essentiellement de qualité moyenne, voire médiocre, en terme de production forestière et les risques d'incendies augmentent

La mise en place d'une aide pour les propriétaires forestiers ou les groupements de propriétaires forestiers va permettre de les inciter à réaliser des opérations sylvicoles, à améliorer la qualité de production des peuplements et à développer une économie forestière durable.

Pour ces raisons il est nécessaire d'ouvrir une autorisation de programme d'un montant de 150 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- •Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 150 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI261AP2 « Aides aux particuliers Sylviculture ».
- •Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI261AP2 « Aides aux particuliers Sylviculture » pour un montant de 150 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI261AP2 « Aides aux particuliers Sylviculture »

Montant total de l'AP : 150 000 € T.T.C

CP 2019 : 50 000 € T.T.C.

CP 2021 : 50 000 € T.T.C.

CP 2020 : 50 000 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018_CT2_478

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la création de l'opération d'investissement "Logement Privé" et de l'affectation d'une Autorisation de Programme à cette opération

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis plusieurs années, le Territoire du Pays d'Aix s'engage dans la mise en œuvre et le soutien des dispositifs axés sur la réhabilitation du parc immobilier privé.

Finalité de l'opération

Remettre à niveau le parc existant, lutter contre la précarité énergétique, la non décence, la vacance, mais aussi contribuer à la production d'une offre de logements locatifs à loyers maîtrisés dans le parc privé ainsi que faciliter l'accession à la propriété des ménages primo accédant.

Pour ce faire, le Pays d'Aix a pour volonté de contribuer d'une part à l'amélioration du parc immobilier bâti pour renforcer la qualité urbaine des

centres anciens et introduire du logement conventionné dans les centres ; et d'autre part à relancer les parcours résidentiels.

Financement de l'opération

Aides spécifiques du territoire - Budget EST

Aides attribuées à des particuliers qui viennent en complément d'aides existantes nationales ou locales :

- Aides Anah : convention de programme triennale en cours (Programme d'Intérêt Général (PIG) Mieux habiter, Mieux louer 2016/2018), engagée avec l'Anah, la Région et le CD13. L'engagement du Pays d'Aix sur ce dossier s'élève à 3 010 952 euros (délibérations n°2015_B708). Dans ce cadre, le Pays d'Aix s'est engagé par convention à avancer les subventions accordées par le CD13 et la Région, partenaires du dispositif (707 000€ pour le CD13 et 956 545€ pour la Région). Une fois, les subventions versées, les partenaires procèdent à leur remboursement auprès du Pays d'Aix.

- PTZ : pour le dispositif d'aide à l'accession à la propriété

- Aides des communes : le Pays d'Aix vient en appui des opérations façades mises en œuvre par les communes en vue de préserver et mettre en valeur leurs centres anciens.

Pour ces raisons il est nécessaire d'ouvrir une nouvelle autorisation de programme d'un montant de 6 000 000 € T.T.C qui permet ainsi de fusionner trois autorisations de programme existantes (AP 2017-18 - DI730AP – Subventions Anah Parc Privé - AP 2018/24 – DI734AP - Aides à l'Accession à la Propriété - AP 2018-25 – DI733AP – Opérations Façades) qui seront clôturées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 6 000 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI735AP « Logement privé ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI735AP « Logement privé » pour un montant de 6 000 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI735AP « Logement privé »

Montant total de l'AP : 6 000 000 € T.T.C

CP 2019 :	1 574 000 € T.T.C.
	CP 2021 : 1 540 000 € T.T.C.
CP 2020 :	1 590 000 € T.T.C.
	RAF : 1 296 000 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 479

AVIS - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Logement social public" du Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Pays d'Aix, par ses aides, contribue à permettre le développement de logements locatifs sociaux en participant à l'équilibre des opérations (baisse des fonds de l'État).

Il s'agit d'aides pour la construction, l'acquisition / amélioration et la réhabilitation de logements locatifs sociaux.

Le Pays d'Aix octroie des aides financières au logement locatif social calculées sur la base d'un forfait au m² de surface utile et en fonction des niveaux de performance énergétique.

Finalité de l'opération

Répondre aux besoins en logements, notamment pour les ménages les plus modestes.

Aider les communes à atteindre leurs objectifs SRU : obligation de production de logements sociaux (art. 55 loi SRU).

Pour ces raisons il est nécessaire d'ouvrir une nouvelle autorisation de programme d'un montant de 68 500 000 € T.T.C qui permet ainsi de fusionner trois autorisations de programme existantes (AP 2017-16 - DI713AP3 - Subventions Logements sociaux 2010 / 2015 (période du 1er PLH) - AP 2017-17 - DI725AP - Subventions Logements sociaux 2016 / 2018 - AP 2017/19 - DI819AP - Aides au projet Habitat à destination des communes) qui seront clôturées

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 68 500 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI736AP « Logement social public ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI736AP « Logement social public » pour un montant de 68 500 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

DI736AP « Logement public »
Montant total de l'AP : 68 500 000 € T.T.C.
CP 2019 : 7 035 000 € T.T.C.
CP 2021 : 14 000 000 € T.T.C.
CP 2020 : 1 100 000 € T.T.C.
RAF : 46 365 000 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 480

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la création de l'opération d'investissement "Parking persuasion Peynier" et affectation d'une Autorisation de Programme à cette opération

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Il s'agit de créer un parc de 100 places et de réaménager un important point d'arrêt au nord de la commune de Peynier, en périphérie du centre du village dans le cadre du développement des transports en commun interurbains et de l'intermodalité sur la métropole.

Le parc sera situé à l'angle de la D568 et de la D57A.

Il est donc nécessaire d'ouvrir une autorisation de programme d'un montant de 1 065 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ; et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 1 065 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI625AP « Parking persuasion Peynier ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI625AP « Parking persuasion Peynier » pour un montant de 1 065 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI625AP « Parking persuasion Peynier »

Montant total de l'AP : 1 065 000 € T.T.C

CP 2019 : 348 000 € T.T.C.
RAF : 717 000 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0

Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 481

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la création de l'opération d'investissement "Parking persuasion - Le Puy-Sainte-Réparate" et affectation d'une Autorisation de Programme à cette opération

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Création d'un parc de 40 places au nord de la commune du Puy-Sainte-Réparate, en périphérie du village, afin de favoriser un aménagement du centre du village laissant une part plus importante aux modes de transports doux.

Le parc sera situé Boulevard des écoles.

Une convention de Transfert Total de Maitrise d'Ouvrage est conclue avec la commune du Puy-Sainte-Réparate.

Il est donc nécessaire d'ouvrir une autorisation de programme d'un montant de 360 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 360 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI634AP « Parking persuasion Le Puy Sainte Réparate ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI634AP « Parking persuasion Le Puy Sainte Réparate » pour un montant de 360 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI634AP « Parking persuasion Le Puy Sainte Réparate »

Montant total de l'AP : 360 000 € T.T.C

CP 2019 : 150 000 € T.T.C.

RAF : 210 000 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 482

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la création de l'opération d'investissement "Parking persuasion Aix-en-Provence Club Hippique" et affectation d'une Autorisation de Programme à cette opération

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Création d'un parc de 250 places au sud-ouest de la commune d'Aix-en-Provence, en périphérie du centre-ville dans le cadre du développement des transports en commun et de l'intermodalité sur la métropole.

Le parc sera localisé avenue du Club Hippique (RD65) parcelles HY86 et HY94.

Il est donc nécessaire d'ouvrir une autorisation de programme d'un montant de 4 200 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 4 200 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI687AP « Parking persuasion Aix-en-Provence Club Hippique ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI687AP « Parking persuasion Aix-en-Provence Club Hippique » pour un montant de 4 200 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI687AP « Parking persuasion Aix-en-Provence Club Hippique »

Montant total de l'AP : 4 200 000 € T.T.C

CP 2019 : 400 000 € T.T.C.

CP 2020 : 1 000 000 € T.T.C.

CP 2021: 2 800 000 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 483

AVIS - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Aix-en-Provence Calade " du Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le secteur de la Calade est une des entrées de ville majeures d'Aix-en-Provence, située de part et d'autre de la RN7.

Classé au PLU de la commune en zone d'urbanisation future, le site a fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation à dominante économique et équipements publics.

Les orientations d'aménagement intègrent la déviation de la RN 7, en service depuis septembre 2017, ainsi que la création d'un pôle d'échange multimodal sur la ligne ferroviaire des Alpes Marseille-Briançon.

De nombreuses réflexions ont déjà eu lieu sur ce secteur.

Aujourd'hui, la Métropole et la Ville souhaitent engager les études préalables à la création d'une ZAC en s'inscrivant dans les objectifs du PLU, à savoir accueillir une zone d'activités mixte dont la vocation précise reste à définir.

Une partie du foncier est maîtrisée par la ville d'Aix-en-Provence.

L'objectif est d'engager les études préalables au dossier de création de la ZAC, en confiant une convention d'études à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour réaliser cette mission.

Il est donc nécessaire d'ouvrir une autorisation de programme d'un montant de 1 000 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 1 000 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI303AP « Aix Calade ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI303AP « Aix Calade » pour un montant de 1 000 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI303AP « Aix Calade Lignane »
Montant total de l'AP : 1 000 000 € T.T.C.
CP 2019 : 100 000 € T.T.C.
CP 2021 : 500 000 € T.T.C.
CP 2020 : 150 000 € T.T.C.
CP 2022 : 250 000 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 484

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la création de l'opération d'investissement "Aix-en-Provence ZAC de la gare de l'Arbois" et affectation d'une Autorisation de Programme à cette opération

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La ZAC de la Gare a été créée à l'initiative du Syndicat Mixte de l'Arbois par arrêté préfectoral en date du 9 mai 2003 et son dossier de réalisation approuvé en mars 2006. Située sur la commune d'Aix en Provence, elle a été concédée à la SPL Terra 13 par décision du SMA en date du 24 juin 2013 afin de confier au concessionnaire la mise en œuvre de l'opération.

La ZAC couvre actuellement un périmètre de 40 hectares destiné à accueillir un parc d'activités en lien avec la gare TGV d'Aix-en-Provence qui rassemblerait 100 000 m² de surface de plancher. Suite au classement du massif de l'Arbois au titre

de la loi Paysages (PIG), le périmètre constructible de la ZAC a été réduit à 23 hectares, sans pour autant en modifier le potentiel constructible. La maîtrise foncière des terrains a été déjà en grande partie acquise par Terra 13 et les démarches réglementaires ont été menées, notamment en ce qui concerne la loi sur l'eau et les autorisations de défrichement.

Les travaux auraient dû être lancés en 2017 mais l'opération a été stoppée, d'une part suite à la dissolution du Syndicat Mixte de l'Arbois et son intégration à la Métropole Aix Marseille Provence, d'autre part au regard des difficultés de déplacements sur le secteur Sud d'Aix-en-Provence, notamment l'accès aux zones d'activités économiques qui imposaient d'avoir une réflexion plus large sur les futurs projets impactant la RD9.

Depuis, la SPL Terra 13 a été dissoute et son patrimoine transféré au Département. Les terrains acquis par la SPL dans le cadre de ses missions seront transférés à la Métropole sans contrepartie financière.

La ZAC de la Gare est une opération d'aménagement emblématique pour la Ville d'Aix-en-Provence et le Territoire du Pays d'Aix, tant sur le plan économique que dans sa dimension urbaine. Ce projet économique phare devra en effet permettre de répondre à un besoin avéré en immobilier d'entreprises et aux besoins de porteurs de projets innovants pour le Territoire. Très attendue par l'ensemble du monde économique, il est opportun aujourd'hui, de relancer cette opération dans un contexte administratif plus stabilisé. La question circulaire demeure entière et devra être traitée en fonction de la programmation de la ZAC.

Financement de l'opération :

Les cessions de charges foncières permettront de financer une grande partie des dépenses liées à l'aménagement de la ZAC.
La participation de la Métropole à l'équilibre de cette opération est estimée à 3,7 M€.

Il est donc nécessaire d'ouvrir une autorisation de programme d'un montant de 3 700 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 3 700 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI316AP « Aix ZAC de la gare de l'Arbois ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI316AP « Aix ZAC de la gare de l'Arbois » pour un montant de 3 700 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI316AP « Aix ZAC de la gare de l'Arbois »

Montant total de l'AP : 3 700 000 € T.T.C

CP 2019 : 80 000 € T.T.C.
CP 2021 : 1 000 000 € T.T.C.
CP 2020 : 1 000 000 € T.T.C.
CP 2022 : 1 000 000 € T.T.C.
CP 2023 : 620.000 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 485

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la création de l'opération d'investissement "Sports - Equipements Terrestres" et affectation d'une Autorisation de Programme à cette opération

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération consiste en différents travaux d'études et de mise en œuvre, en lien avec la modernisation des équipements sportifs, afin de respecter les différents règlements qui s'y appliquent.

Les équipements sportifs sont soumis à plusieurs réglementations et normes en lien avec leur spécificité d'établissement recevant du public où sont organisés, sous l'égide de fédérations et/ou de ligues nationales sportives, des événements accueillant du public.

Les différentes instances chargées du contrôle du respect de la réglementation (commission de sécurité, commission d'homologation, homologations fédérales, labels équipements sportifs...) peuvent être amenées à émettre des prescriptions ou des recommandations lors de leurs visites périodiques d'inspection.

Il est donc nécessaire d'ouvrir une autorisation de programme d'un montant de 120 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 120 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI431AP « Sports – Equipements Terrestres ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI431AP « Sports – Equipements terrestres » pour un montant de 120 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI431AP « Sports – Equipements terrestres »

Montant total de l'AP : 120 000 € T.T.C

CP 2019 : 20 000 € T.T.C.

CP 2021 : 40 000 € T.T.C.

CP 2020 : 40 000 € T.T.C.

RAF : 20 000 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 486

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la création de l'opération d'investissement "Technopole de l'Arbois - CEREGE aide à l'acquisition d'outils analytiques" et affectation d'une Autorisation de Programme à cette opération

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Technopole de l'Arbois a pour vocation d'accompagner le développement d'innovations environnementales permettant de mieux comprendre l'impact de l'activité de l'Homme sur la planète et essayer d'y remédier.

En ce sens, il contribue au développement des startup proposant des solutions innovantes, mais également de projets R&D soutenus par la recherche publique.

Cette recherche publique, présente sur le Technopole, fondamentale ou appliquée, jouit d'une reconnaissance mondiale dans le secteur des sciences de l'environnement.

Le fleuron de cette recherche sur le Technopole de l'Arbois est le laboratoire CEREGE, unité mixte de recherche comprenant près de 200 enseignants-chercheurs et travaillant sur les géosciences de l'environnement.

Le CEREGE est un laboratoire extrêmement bien noté par l'HCERES (Haut Conseil de l'évolution de la recherche et de l'enseignement supérieur) et également très prolifique en projets de R&D. Il est lauréat, ces trois dernières années, de 3 LABEX et de 2 EQUIPEX dans le cadre du programme d'investissement d'avenir.

Aussi, les équipes du CEREGE ont récemment été lauréates d'appels à projets du CNRS leur permettant de financer l'achat d'équipements de mesures pour maintenir leur niveau et d'accroître encore la qualité de leur recherche au niveau mondial.

Ces programmes du R&D, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite en être partie prenante et contribuer au bouclage financier qui permettra l'achat des équipements de laboratoires.

Plus précisément, il s'agira de financer 2 projets :

Le premier permettant l'acquisition d'outils de mesure pour permettre l'amélioration du traitement des analyses de l'accélérateur de particules Asterisques. Cet outil de rang international travaillant sur la datation des éléments cosmogéniques pourra ainsi multiplier par 10 ses rendements et rester en tête des instruments de cette nature au niveau mondial.

Le second permettra lui aussi d'acquérir des outils analytiques, dont les spécificités permettront d'étudier le comportement du carbone 14 dans le temps et son absorption par les milieux naturels comme l'océan.

Compte tenu de l'enjeu pour le Territoire métropolitain de permettre à sa recherche publique de rester parmi l'élite mondiale dans le domaine des sciences de l'environnement, il est proposé de

soutenir, via une AP dédiée, le financement de nouveaux matériels analytiques pour le CEREGE.

Il est donc nécessaire d'ouvrir une autorisation de programme d'un montant de 160 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 160 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI9052AP « Technopole de l'Arbois : CEREGE aide à l'acquisition d'outils analytiques ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI9052AP « Technopole de l'Arbois : CEREGE aide à l'acquisition d'outils analytiques » pour un montant de 160 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI9052AP « Technopole de l'Arbois : CEREGE aide à l'acquisition d'outils analytiques »

Montant total de l'AP : 160 000 € T.T.C

CP 2019 : 160 000 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 487

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'investissement "Tourisme" et du montant affecté

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'enjeu de l'opération est de promouvoir les services des communes et l'itinéraire à vélo afin de donner envie aux itinérants de s'arrêter pour consommer au cœur des villages et de visiter d'autres communes de l'itinéraire.

Il s'agit pour cela de développer 22 panneaux RIS (Relais d'Information Services) dans les communes traversées par l'itinéraire du Pays d'Aix à Vélo. L'objectif est ainsi de jalonner les 3 itinéraires en fonction de leur ouverture.

L'opération d'investissement DI605AP « Tourisme, pays d'Aix à vélo » inscrite au budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix doit être révisée pour un montant de + 90 000 € T.T.C.

Cette révision porte le montant de l'opération DI605AP « Tourisme, pays d'Aix à vélo » de 150 000 € T.T.C à 240 000 €T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG062-3081/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole portant ouvertures, affectations et modifications d'autorisations de programme du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 90 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI605AP « Tourisme, pays d'Aix à vélo » afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de + 90 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI605AP « Tourisme, pays d'Aix à vélo ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI605AP « Tourisme, pays d'Aix à vélo » pour un montant de + 90 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI605AP « Tourisme, pays d'Aix à vélo »

Montant initial de l'AP : 150 000 € T.T.C

Révision de l'AP : + 90 000 € T.T.C

Montant final de l'AP : 240 000 € T.T.C

CP 2018 : 75 000 € T.T.C.

CP 2020 : 50 000 € T.T.C

CP 2019 : 65 000 € T.T.C.

RAF : 50 000 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 488

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'investissement "Pluvial Transfert" et du montant affecté

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Suite au transfert de la compétence « Gestion des eaux pluviales » le 1er janvier 2018, une Autorisation de Programme a été créée au Budget Supplémentaire de l'Etat Spécial du Territoire en 2018.

Les crédits budgétaires alloués à cette autorisation de programme s'avèrent insuffisants pour l'exercice de la compétence. En effet, l'Autorisation de Programme ne tient compte que des engagements qui lient la Métropole Aix-Marseille-Provence aux conventions de TTMO et de MOD. Les conventions de gestion ne prévoyant pas de plan de financement ne sont pas incluses et ne permettent toujours pas à ce jour d'évaluer le besoin.

Il est donc proposé de modifier l'Autorisation de Programme d'une part dans son intitulé pour permettre la gestion de la compétence en direct au-delà des conventions actuelles et, pourrait s'intituler ainsi : « Opération de travaux Eaux pluviales » ; et de réévaluer à minima son montant à 14 454 000 €, soit une augmentation de l'Autorisation de Programme de 2 650 000 €.

L'opération d'investissement DI909 « Opération de travaux Eaux Pluviales » inscrite au budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix doit être révisée pour un montant de + 2 650 000 € T.T.C.

Cette révision porte le montant de l'opération DI909 « Opération de travaux Eaux Pluviales » de 11 804 000 € T.T.C à 14 454 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après : **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 030-4079/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole portant ouvertures, modifications et affectations et modifications d'AP/CP – Budget principal Métropolitain- Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 2 650 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI909 « Opération de travaux Eaux Pluviales » afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de + 2 650 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI909 « Opération de travaux Eaux Pluviales ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI909 « Opération de travaux Eaux Pluviales » pour un montant de + 2 650 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI909 « Opération de travaux Eaux Pluviales »
Montant initial de l'AP : 11 804 000 €
T.T.C Révision de l'AP : + 2 650 000 € T.T.C
Montant final de l'AP : 14 454 000 € T.T.C
 CP 2018 : 6 780 000 € T.T.C.
 CP 2019 : 7 674 000 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
 Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
 Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
 Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
 Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 489

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'investissement "DECI Transfert" et du montant affecté

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Suite au transfert de la compétence « Défense Extérieure Contre l'Incendie » le 1er janvier 2018, une Autorisation de Programme a été créée au Budget Supplémentaire de l'Etat Spécial du Territoire en 2018.

La demande de crédits budgétaires pour l'exercice 2019 tient compte du rapport d'évaluation des charges transférées.

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées du 26 septembre 2018 a adopté le montant définitif des charges transférées pour le service de « Défense Extérieure Contre l'Incendie » à 516 044 € par an.

L'opération d'investissement DI908 « DECI Défense Extérieure Contre l'Incendie » inscrite au budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix doit être révisée pour un montant de + 1 800 000 € T.T.C.

Cette révision porte le montant de l'opération DI908 « DECI Défense Extérieure Contre l'Incendie » de 800 000 € T.T.C à 2 600 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales; et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 030-4079/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole portant ouvertures, modifications et affectations et modifications d'AP/CP – Budget principal Métropolitain- Territoire du Pays d'Aix.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 1 800 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI908 « DECI Défense Extérieure Contre l'Incendie » afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de + 1 800 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI908 « DECI Défense Extérieure Contre l'Incendie ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI908 « DECI Défense Extérieure Contre l'Incendie » pour un montant de + 1 800 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de

Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI908 « DECI Défense Extérieur Contre l'Incendie »

Montant initial de l'AP : 800 000 € T.T.C

Révision de l'AP : + 1 800 000 € T.T.C

Montant final de l'AP : 2 600 000 € T.T.C

CP 2018 : 400 000 € T.T.C.

CP2020 : 520 000 € T.T.C.

RAF : 633 000 € T.T.C

CP 2019 : 527 000 € T.T.C.

CP2021 : 520 000 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 490

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la création de l'opération d'investissement "Acquisitions Foncières" et affectation d'une Autorisation de Programme à cette opération

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin de limiter les crédits provisionnels relatifs aux acquisitions immobilières constitués dans les différentes directions, il convient d'ouvrir une autorisation de programme qui centralisera les crédits relatifs aux acquisitions immobilières en terme d'inscription budgétaire.

Dès confirmation de la décision de se porter acquéreur, la direction concernée préparera l'instruction du dossier, gèrera la procédure et préparera la délibération nécessaire à l'acquisition sur la base des crédits figurant sur la ligne globalisée.

Aussi, une opération globalisée « Acquisitions foncières » est créée assortie d'une autorisation de programme d'un montant de 1 000 000 € T.T.C

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2311-3 et R 2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 1 000 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI810AP « Acquisitions foncières ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI810AP « Acquisitions foncières » pour un montant de 1 000 000 € T.T.C.

Article 2:

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI810AP « Acquisitions foncières »

Montant total de l'AP : 1 000 000 € T.T.C

CP 2019 : 768 982 € T.T.C.

RAF : 231 018 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36

Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 491

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la clôture d'Autorisations de Programme

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les autorisations de programme à clôturer suite à des fins d'opérations ou des fusions d'opérations sont les suivantes :

Service	Ref AP	LIBELLE OPERATION	Montant opération 01.01.2018	Mandaté au 31.12.2017	CP 2018 version DM oct	RAF prévisionnel au 31.12.2018
6D	DI533AP	Pont rail Trets	600 000	544 706	2 520	52 774
3A	DI384AP3	Sub "Pôle de compétitivité" Convention FUI 2010/2012	600 000	494 590	0	105 410
7A	DI725AP	Subvention logements sociaux 2016-2018 PLH	60 000 000	1 213 045	3 834 832	0
7A	DI733AP	Subventions aux communes - façades	150 000	0	40 000	0
7A	DI819AP	Aides aux projets Habitat	450 000	23 286	0	0
7A	DI734AP	PASS FONCIER -Accession à la propriété	2 700 000	0	450 000	0
7A	DI730AP	Subventions d'équip. personne de dt privé ANAH	3 960 000	1 691 226	550 000	0
7A	DI713AP3	Subventions d'équipement logements sociaux (2010/2015)	48 000 000	32 922 388	4 440 964	0
6	DI254AP2	FDC Accessibilité aux personnes à mobilité réduite	1 450 000	1 254 921	0	195 079
1BAT	DI467AP	Construction bâtiment collecte - Pertuis	2 400 000	2 209 436	20 000	170 564

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n° HN 040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant intégration de la situation des Autorisations de Programme et d'Engagement au 31/12/2015 dans la gestion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la clôture des autorisations de programme listées ci-dessus.

Délibère

Article unique :

Sont approuvées les clôtures des autorisations de programme telles que proposées ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 492**AVIS - Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Budget Primitif de l'exercice 2019 du Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole doit se prononcer sur les Budgets Primitifs des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix pour l'exercice 2019. Ces budgets annexes sont établis :

- selon la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour les budgets annexes « Collecte et traitement des déchets » et « Opérations d'aménagements » ;
- selon la nomenclature budgétaire et comptable M4 pour les budgets annexes « Eau », « Assainissement », « Service public d'assainissement non collectif »

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Sont présentés ci-après les équilibres des Budgets Primitifs de ces budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Gestion des déchets » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
Section d'Investissement (dépenses et recettes)

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe «Eau » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
8 959 154 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)
13 689 999 euros

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Assainissement » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
6 667 770 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)
22 469 607 euros

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Service public d'assainissement non collectif » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)

Equilibre du Budget Primitif 2019 du budget annexe « Opérations d'aménagement »

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
Section d'Investissement (dépenses et recettes)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère****Article unique :**

Sont approuvés les Budgets Primitifs 2019 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix, par nature avec présentation fonctionnelle, tels qu'ils sont présentés ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 493**AVIS - Territoire du Pays d'Aix - Budget annexe "SPED" - Approbation de l'ouverture et de la modification d'Autorisations de Programme**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées, ou à des subventions d'équipement versées à des tiers.

Libellé	Code	Montant AP au 24/10/2018	Révision	Montant de l'AP au 01/01/2019	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	Reste à financer
ACTIONS LIFE TTC	DI180	480 000 €	1 488 000 €	1 968 000 €	148 000 €	750 000 €	464 000 €	404 000 €	142 000 €	0 €

La modification des CP de l'AP est due à l'intégration dans cette AP de toutes les actions du programme LIFE jusqu'en 2023 afin de garantir la traçabilité des dépenses comme demandé contractuellement par la Région et l'Europe.

Les articles L2311-3 et R2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales précisent que la section d'investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme.

Celles-ci constituent la limite supérieure des engagements juridiques pluriannuels qui peuvent être pris. Elles demeurent valables jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation et peuvent être révisées.

Il convient aujourd'hui d'ouvrir et de réviser les autorisations de programme existantes compte-tenu des modifications de programme.

1. Modifications de programme**Projet LIFE**

L'opération PROJET LIFE est renommée ACTIONS LIFE. Ce programme concerne la création d'un design et d'une mise en place d'aménagements spécifiques des points d'apport volontaire, en vue d'un meilleur accueil de l'utilisateur.

Extension rénovation déchèterie

Cette opération répond aux besoins d'extension, de rénovation ou encore de requalification des déchèteries.

Libellé	Code	Montant AP au 24/10/2018	Révision	Montant de l'AP au 01/01/2019	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	Reste à financer
Extension rénovation déchetterie	DI173AP	4 563 000 €	420 000 €	4 983 000 €	1 180 000 €	620 000 €	200 000 €	90 807 €	0 €	0 €

La modification des CP de l'AP due à une validation du programme de rénovation des déchèteries dont celle de Rousset plus important qu'initialement prévu.

Travaux CSD TTC et Travaux CSD HT

Ces opérations concernent l'entretien et la maintenance de l'ISDnD de l'Arbois avec notamment l'extension du réseau Biogaz,

l'équipement et la maintenance d'un équipement de
video surveillance du site

Libellé	Code	Montant AP au 24/10/2018	Révision	Montant de l'AP au 01/01/2019	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	Reste à financer
Travaux CSD TTC	DI114TTC	1 479 000 €	282 000 €	1 761 000 €	383 000 €	298 000 €	298 000 €	298 000 €	0 €	0 €

Libellé	Code	Montant AP au 24/10/2018	Révision	Montant de l'AP au 01/01/2019	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	Reste à financer
Travaux CSD HT	DI114HT	102 000 €	250 100 €	352 100 €	56 000 €	85 000 €	85 000 €	85 000 €	0 €	0 €

Aménagements divers et pré-collecte

Les modifications des CP des AP sont dues à un besoin récurrent d'effectuer des travaux tous les ans sur le site de l'Arbois et au réajustement de la clef de répartition entre le TTC et HT qui fait l'objet d'un calcul annuel

Cette opération est relative à l'achat de fournitures ainsi qu'à la réalisation des travaux de voirie nécessaires dans le cadre de la pré-collecte, du renouvellement du matériel et du développement de nouveaux projets.

Libellé	Code	Montant AP au 24/10/2018	Révision	Montant de l'AP au 01/01/2019	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	Reste à financer
Aménagements divers et pré collecte	DI182	5 334 000 €	1 793 500 €	7 127 500 €	1 853 500 €	1 200 000 €	1 200 000 €	1 200 000 €	0 €	0 €

La modification des CP de l'AP est due à un besoin récurrent d'effectuer des achats de matériel de pré-collecte (bacs, colonnes, dispositifs enterrés, composteurs ...) et des aménagements associés pour assurer le service de la collecte.

Matériel de collecte acquisition et réparation

Cette opération regroupe les opérations d'acquisition de véhicules de collecte et de grosses réparations de matériel d'exploitation.

Libellé	Code	Montant AP au 24/10/2018	Révision	Montant de l'AP au 01/01/2019	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	Reste à financer
Matériel de collecte acquisition et réparation	DI183	7 380 000 €	1 946 821 €	9 326 821 €	1 870 000 €	1 720 000 €	1 720 000 €	1 720 000 €	0 €	0 €

La modification des CP de l'AP est due à un besoin récurrent d'effectuer des achats de matériels roulants pour assurer le service la collecte et d'effectuer des grosses réparations associées.

Modernisation et mise en sécurité des CA et CT

réalisation des travaux d'entretien et de maintenance permettant le maintien en sécurité des installations ainsi que la réalisation de l'opération test de contrôle d'accès sur la déchèterie de Pertuis.

Cette opération répond aux besoins de grosses réparations sur les CAV et les CT, notamment par la

Libellé	Code	Montant AP au 24/10/2018	Révision	Montant de l'AP au 01/01/2019	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	Reste à financer
Modernisation et mise en sécurité des CAV et CT	DI184	2 660 000 €	185 000 €	2 845 000 €	600 000 €	1 100 000 €	500 000 €	0 €	0 €	0 €

La modification à la hausse des CP de l'AP est due au développement des contrôles d'accès des entrées sur toutes les déchèteries du Territoire du Pays d'Aix dans le cadre de l'arbitrage de la gestion des déchets des professionnels.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° HN 040-173/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant intégration de la situation des autorisations de programme et d'engagement au 31/12/2015 dans la gestion de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Sont approuvées les modifications d'autorisations de programme du budget annexe « Gestion des

déchets » du Territoire du Pays d'Aix et leur affectation suivant les éléments ci-dessous :

Projet LIFE

L'opération PROJET LIFE est renommée ACTIONS LIFE

Libellé	Code	Montant AP au 24/10/2018	Révision	Montant de l'AP au 01/01/2019	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	Reste à financer
ACTIONS LIFE TTC	DI180	480 000 €	1 488 000 €	1 968 000 €	148 000 €	750 000 €	464 000 €	404 000 €	142 000 €	0 €

Extension rénovation déchèterie

Libellé	Code	Montant AP au 24/10/2018	Révision	Montant de l'AP au 01/01/2019	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	Reste à financer
Extension rénovation déchetterie	DI173AP	4 563 000 €	420 000 €	4 983 000 €	1 180 000 €	620 000 €	200 000 €	90 807 €	0 €	0 €

Travaux CSD TTC et Travaux CSD HT

Libellé	Code	Montant AP au 24/10/2018	Révision	Montant de l'AP au 01/01/2019	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	Reste à financer
Travaux CSD TTC	DI114TTC	1 479 000 €	282 000 €	1 761 000 €	383 000 €	298 000 €	298 000 €	298 000 €	0 €	0 €

Libellé	Code	Montant AP au 24/10/2018	Révision	Montant de l'AP au 01/01/2019	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	Reste à financer
Travaux CSD HT	DI114HT	102 000 €	250 100 €	352 100 €	56 000 €	85 000 €	85 000 €	85 000 €	0 €	0 €

Aménagements divers et pré-collecte

Libellé	Code	Montant AP au 24/10/2018	Révision	Montant de l'AP au 01/01/2019	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	Reste à financer
Aménagements divers et pré collecte	DI182	5 334 000 €	1 793 500 €	7 127 500 €	1 853 500 €	1 200 000 €	1 200 000 €	1 200 000 €	0 €	0 €

Matériel de collecte acquisition et réparation

Libellé	Code	Montant AP au 24/10/2018	Révision	Montant de l'AP au 01/01/2019	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	Reste à financer
Matériel de collecte acquisition et réparation	DI183	7 380 000 €	1 946 821 €	9 326 821 €	1 870 000 €	1 720 000 €	1 720 000 €	1 720 000 €	0 €	0 €

Modernisation et mise en sécurité des CA et CT

Libellé	Code	Montant AP au 24/10/2018	Révision	Montant de l'AP au 01/01/2019	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	Reste à financer
Modernisation et mise en sécurité des CAV et CT	DI184	2 660 000 €	185 000 €	2 845 000 €	600 000 €	1 100 000 €	500 000 €	0 €	0 €	0 €

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 494

AVIS - Demande de remise gracieuse du régisseur de recettes des transports scolaires du Territoire du Pays d'Aix suite aux vols commis les 26 juin 2017 et 23 novembre 2017

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Madame Lydie BLACHER, régisseur de recettes des transports scolaires du Territoire du Pays d'Aix, a informé les services du Territoire du Pays d'Aix qu'un déficit de 669,83 € a été constaté suite aux vols sans effraction commis les 26 juin 2017 et 23 novembre 2017 dans les locaux de la sous régie de la mairie de Gardanne. La somme de 669,83 € en espèces au total a été dérobée. En effet, malgré les recommandations du régisseur auprès de la commune et relatives à l'installation d'un coffre fort à proximité, les paiements en espèces étaient conservés dans une caissette non sécurisée. Une plainte contre X a été déposée le 29 juin 2017 et le 30 novembre 2017 et une déclaration a été faite auprès de l'assureur de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Par ailleurs, le mode de paiement en espèces n'est désormais plus autorisé.

Au terme de l'article 4 du décret du 5 mars 2008, la responsabilité personnelle et pécuniaire du régisseur est engagée dès lors qu'un déficit en deniers ou en valeur est constaté.

Comme le prévoit la législation, l'ordonnateur principal de la collectivité a adressé à Madame Lydie BLACHER un ordre de versement correspondant au montant des pertes de recettes subies.

Madame Lydie BLACHER a présenté auprès de la collectivité une demande de remise gracieuse, conformément à la procédure autorisée par le décret du 5 mars 2008.

Le régisseur peut demander la remise de la somme mise à sa charge, celle-ci étant destinée à prendre en compte les circonstances de l'apparition du déficit et de la situation personnelle du régisseur.

La remise gracieuse doit recevoir l'approbation de l'Assemblée Délibérante avant d'être transmise au comptable public qui statue sur la demande.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2008-227 du 5 mars 2008.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article unique :

Est accordée la remise gracieuse présentée par le régisseur de recettes des transports scolaires du Territoire du Pays d'Aix pour ce déficit d'un montant de 669,83 €.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 495

AVIS - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la création du pôle d'échanges multimodal de Plan de Campagne

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La création de pôle d'échanges multimodaux figure parmi les premiers objectifs de l'agenda de la Mobilité Métropolitaine. Ces équipements permettent de favoriser le report modal de la voiture vers les transports collectifs. Dans le cas présent, il organise ce report depuis la voiture vers le car, le bus (extension du Zénibus) ou le train (avec la halte ferrée de Plan de Campagne).

L'opération d'investissement 2019001600, PEM Plan de Campagne, pour un montant de 7 350 000 € HT inscrite au budget annexe transports, enregistrée dans l'autorisation de programme 190541 du programme 541 PEM Plan de Campagne de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Oui le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 7 350 000€ H.T. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2019001600 « PEM Plan de Campagne » pour un montant 7 350 000€ H.T. rattachée au programme 541 PEM Plan de Campagne Code AP 190541

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget annexe transports de la Métropole – Sous-Politique C240 – Natures 2031-2145 - ;

Article 3 :

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération s'établit comme suit :

CP 2019 : 400 000€ H.T.

CP 2020 : 2 000 000€ H.T.

CP 2021 et suivants : 4 950 000 € HT

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 496

Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix - Vote du Budget Primitif 2019

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence se démarque des autres métropoles de droit commun, du fait de l'existence de Territoires dotés d'une assemblée qui élit son président, de droit vice-président du Conseil de la Métropole.

Afin d'organiser les relations financières et comptables au sein de la Métropole, le cadre réglementaire a été adapté par le législateur :

- Un cadre budgétaire prévoyant une procédure de concertation avec les Conseils de Territoire concernant les dotations de gestion des territoires, et l'adoption en équilibre réel par les conseils de territoire des états spéciaux de territoire (E.S.T.) ;
- La qualité d'ordonnateur de l'Etat Spécial de Territoire conférée au Président du Conseil de Territoire.

L'Etat Spécial du Territoire retrace les dépenses et recettes de fonctionnement et d'investissement des compétences déléguées. Ce document est annexé au budget principal et est soumis au Conseil de la Métropole lors de l'examen du budget.

I. LE CADRE BUDGETAIRE 2019

1. Éléments de cadrage

Le projet de Budget Primitif pour 2019 s'inscrit dans la démarche de recherche d'économies suite à la décision de l'Etat d'encadrer, sous peine de pénalités financières, l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement des 322 plus grandes collectivités publiques.

L'effort important initié dès le Budget Supplémentaire 2018 (- 6%) doit être consolidé et poursuivi en 2019.

Compte tenu du caractère incompressible de l'évolution de certaines dépenses, dont la masse salariale et les intérêts de la dette, il est demandé aux Territoires de réduire leurs charges de fonctionnement.

En conséquence, les propositions formulées par les territoires dans le cadre de l'Etat Spécial du Territoire doivent conduire à une **réduction des dépenses de fonctionnement de 2.9% par rapport au Budget Supplémentaire 2018**, hors dépenses liées aux compétences transférées au 1^{er} janvier 2018.

En contrepartie des efforts consentis en section de Fonctionnement, le volume en investissement est significativement augmenté passant ainsi de 408 M€ à 460 M€ pour le Budget Principal métropolitain.

2. Les Dotations de gestion du Territoire du Pays d'Aix

Les dotations de gestion inscrites pour le Territoire du Pays d'Aix au titre de 2019, au sein du Budget Principal Métropolitain sont les suivantes :

Dotation de Fonctionnement : 27 092 530 €
Dotation d'Investissement : 166 463 164 €

Toutefois, la Dotation de Gestion étant calculée sur la base de l'estimation provisoire de la C.L.E.T.C. pour les compétences transférées au 1er janvier 2018, il conviendra, lors de la prochaine Décision Modificative en 2019, de l'ajuster afin de prendre en compte l'évaluation définitive proposée par la C.L.E.T.C. du 26 septembre dernier.

II. LES BUDGETS D'INTERVENTION DE L'ETAT SPECIAL DU TERRITOIRE

1. La section de Fonctionnement

L'Etat Spécial du Territoire doit être adopté en équilibre réel. Pour 2019, il se présente ainsi :

DEPENSES			RECETTES		
	INSCRIT 2018	BP 2019		INSCRIT 2018	BP 2019
Dépenses liées à l'exercice des compétences	32 340 536	33 428 160	Recettes liées à l'exercice des compétences	5 521 500	6 335 630
dont charges à caractère général	18 134 616	19 993 370	dont produits des services	3 911 500	4 228 900
dont subventions et participations	14 205 920	13 429 790	dont subventions et participations	98 000	489 880
dont charges exceptionnelles	-	5 000	dont revenus des immeubles	1 512 000	1 416 850
			Dotation de Gestion en Fonctionnement	26 819 036	27 092 530
TOTAL DEPENSES	32 340 536	33 428 160	TOTAL RECETTES	32 340 536	33 428 160

1.1. Les recettes de l'E.S.T.

Les recettes de l'Etat Spécial du Territoire sont constituées de la dotation de gestion de fonctionnement et des recettes liées à l'exploitation

des services publics en vertu des compétences exercées.

Pour 2019, elles se répartissent ainsi :

RECETTES				
	INSCRIT 2018	BP2019	BP 2019 Transferts de compétence	Demandes 2019 TOTAL
Recettes liées à l'exercice des compétences	5 521 500	6 335 630	-	6 335 630
dont 70	3 911 500	4 228 900	-	4 228 900
dont 74	98 000	489 880	-	489 880
dont 75	1 512 000	1 416 850	-	1 416 850
DOTATION DE GESTION EN FONCTIONNEMENT	26 819 036			27 092 530
TOTAL RECETTES	32 340 536			33 428 160

La répartition des recettes liées à l'exploitation des services publics est la suivante :

- Droits d'entrée dans les piscines : 2.373.000 €
- Produits d'exploitation pépinières d'entreprises : 2.086.750 €
- Remboursement budget annexe du S.P.E.D. : 1.000.000 €

- Recettes espaces naturels et forêts : 502.880 €
- Produits d'exploitation CFA : 240.000 €
- Autres produits d'exploitation : 133.000 €

1.2. Les dépenses de l'E.S.T. :

La répartition des dépenses de fonctionnement inscrites sur l'E.S.T. est la suivante :

DEPENSES				
	INSCRIT 2018	BP 2019	BP 2019 Transferts de compétence	Demandes 2019 TOTAL
Dépenses liées à l'exercice des compétences	32 340 536	31 402 660	2 025 500	33 428 160
dont 012	18 134 616	18 221 870	1 771 500	19 993 370
dont 65	14 205 920	13 175 790	254 000	13 429 790
dont 67	-	5 000	-	5 000
		-		
TOTAL DEPENSES	32 340 536	31 402 660	2 025 500	33 428 160

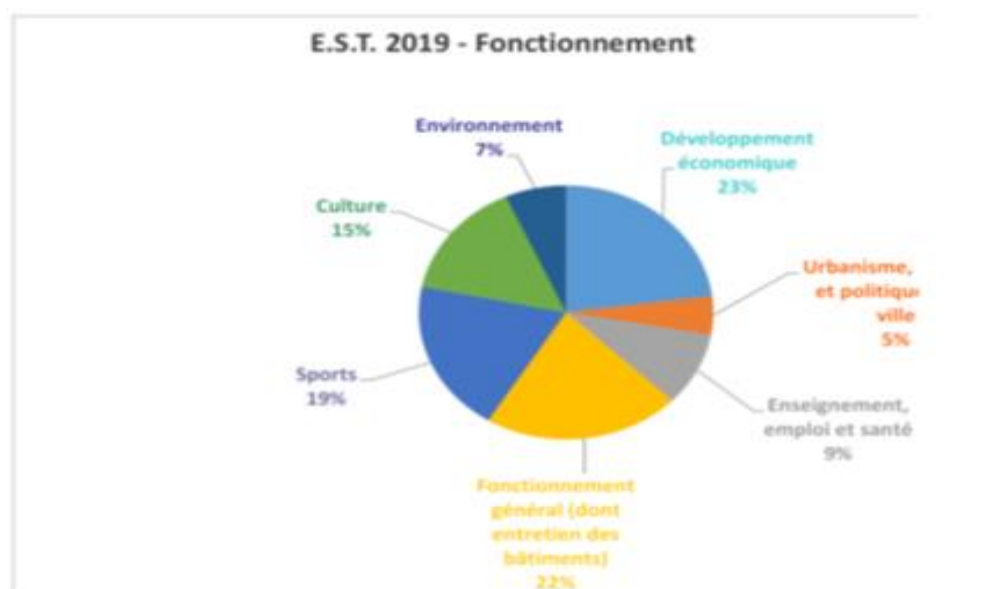
Notons que les dépenses de Fonctionnement liées aux transferts de compétence 2018 (évaluation provisoire de la C.L.E.T.C.) représentent 2.025.500 € :

- Défense extérieure contre l'incendie : 450.000 €
- Zones d'activités économiques : 447.000 €
- Gestion des eaux pluviales : 432.500 €

- Urbanisme : 431.000 €
- Promotion du Tourisme : 254.000 €
- Politique de la ville : 11.000 €

La répartition par politique publique, telle qu'elle ressort, est la suivante :

Dépenses de Fonctionnement	E.S.T. 2018	E.S.T. 2019
Développement économique	6 586 200	7 545 612
Urbanisme, Habitat et politique de la ville	2 590 900	1 619 897
Enseignement, emploi et santé	3 149 900	3 081 200
Fonctionnement général (dont entretien des bâtiments)	7 661 600	7 131 362
Sports	6 367 600	6 392 100
Culture	4 507 516	4 949 795
Environnement	1 386 820	2 206 194
Aides aux communes	90 000	502 000
TOTAL	32 340 536	33 428 160



1. La section d'investissement

1.1. Les dépenses d'investissement

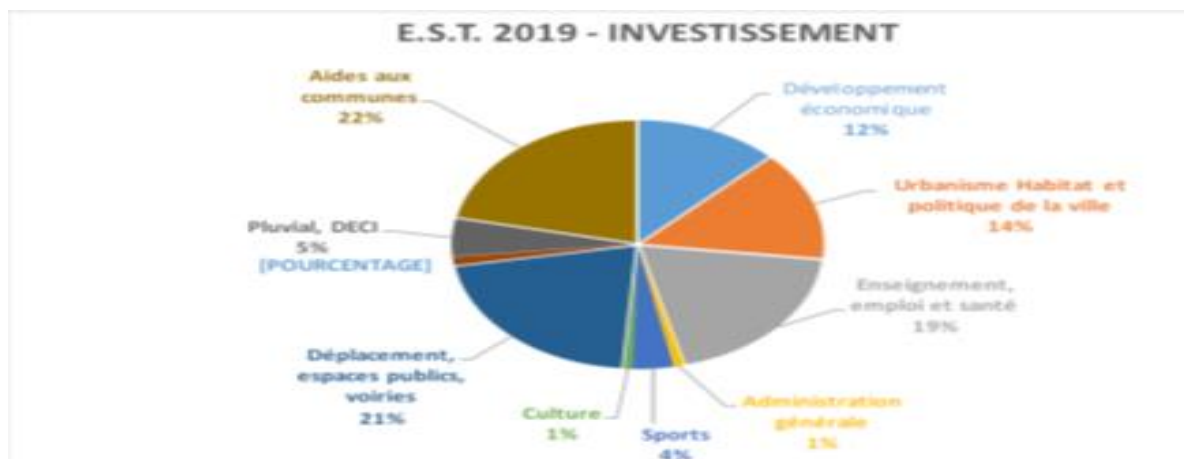
Les dépenses d'équipement sont exécutées sur l'état spécial du territoire pour l'ensemble des compétences déléguées, au niveau des chapitres relatifs aux opérations sous mandat (chapitres 45 déclinés).

Elles font ensuite l'objet d'une intégration en comptes de classe 2 au niveau du budget métropolitain, afin de consolider l'actif.

La répartition par politique publique, telle qu'elle ressort, est la suivante :

Dépenses d'Investissement	E.S.T. 2018	E.S.T. 2019
Développement économique	17 171 586	20 974 800
Urbanisme Habitat et politique de la ville	16 599 441	23 834 863
Enseignement, emploi et santé	11 534 850	31 809 621
Administration générale	802 150	1 359 982
Sports	20 667 217	6 171 225
Culture	13 525 366	1 115 973
Déplacement, espaces publics, voiries	22 070 186	35 085 200
Environnement	2 313 796	1 910 500
Pluvial, DECI	7 180 000	8 201 000
Aides aux communes	40 496 408	36 000 000
TOTAL	152 361 000	166 463 164

Au 1^{er} janvier 2018, le stock d'Autorisations de Programme du Territoire du Pays d'Aix s'élevait à 1 659 883 101€.



L'ensemble des mouvements réalisés (ouvertures, modifications ou clôtures) représentent une réduction du volume d'autorisations de programme de – 123 514 820 €.

Ainsi au 1^{er} janvier 2019 le stock des Autorisations de Programme du territoire du Pays d'Aix sera de 1 536 368 281 €.

1.3. Les recettes d'investissement

Dans la mesure où les recettes d'investissement sont perçues sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné, les dépenses d'investissement sont entièrement financées par la dotation de gestion d'investissement.

CONCLUSION

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à :

33 428 160 €

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à :

166 463 164 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant

délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Ressources et Moyens du 15 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article Unique :

Est approuvé l'Etat Spécial de Territoire 2019 du Pays d'Aix, par nature, tel qu'il vous est présenté ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	3
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

BALDO Edouard - CASTRONOVO Lucien-Alexandre - de BUSSCHERE Charlotte

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ressources – Foncier

2018 CT2 497

Projet de liaison routière RD6-A8 - Cession de terrains de la Métropole au Département

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'aménagement de la RD6 à 2X2 voies a été engagé par le Conseil départemental depuis plusieurs années sur la base du schéma départemental de voirie, en vue d'assurer :

- une fonction d'aménagement du territoire,
- une desserte locale mieux adaptée aux besoins,
- une amélioration de la sécurité des usagers et des riverains.

L'objectif initial du projet était de permettre la desserte du bassin minier et des zones industrielles de Rousset-Peynier-Fuveau. Ces dernières ayant connu des implantations d'activités économiques importantes, il est apparu nécessaire d'étudier une liaison directe entre l'autoroute A8 et la RD6 pour assurer une continuité des grands flux de circulation (estimés à 33 000 véh/j à l'horizon 2025).

La section de la RD6 à 2x2 voies se termine aux Bastidons à Meyreuil. La RD96 assure la liaison entre la RD6 et l'autoroute A8, et traverse le hameau de la Barque sur la commune de Fuveau. Cette infrastructure routière n'est plus adaptée à l'important trafic de transit à l'intérieur de la Barque (16 700 Veh/J en 2007 dont 8% de poids lourds) qui se répartit pour 1/3 vers l'Ouest, 1/3 vers le Sud et 1/3 vers l'Est.

Les objectifs et les enjeux du projet sont donc :

- de créer une liaison entre la RD6, l'A8 et la RD96,
- de dévier le trafic traversant de la RD96 traversant le hameau de la Barque,
- d'améliorer la sécurité et le cadre de vie du hameau de la Barque.

Le projet est actuellement en phase d'études post-DUP, la mise en service est prévue pour fin 2022. La priorité est, à ce stade, la réalisation du giratoire RD96/bretelle A8.

Ce projet a été identifié dans le cadre du « Protocole financier relatif aux projets routiers structurants du Département sur le territoire du Pays d'Aix » conclu entre la CPA et le Département des Bouches-du-Rhône en date du 30 septembre 2014. Il bénéficie à ce titre d'un financement de 20 % (4,8 M€ / HT) du coût global du projet estimé à 24 M€ / HT.

Ce projet nécessite pour le Département des Bouches-du-Rhône l'acquisition des parcelles cadastrées section AB n°139 et 141 pour des superficies de 33 et 599 m² (issues des parcelles AB 64 et 68), dont la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire. Ces terrains ont été évalués par le Service des Domaines à 84 380 €.

Les services de la Direction des routes du Département ont présenté à la Métropole l'impact du projet au droit de la piscine de Fuveau. Au niveau de la piscine et du parking le talus sera rogné sur sa partie extérieure, sans conséquence sur le terrain d'assiette de l'équipement. De plus, une GBA et un écran acoustique seront posés sur tout le linéaire depuis l'insertion de la RD6 à l'est jusqu'à la limite du terrain d'assiette de la piscine à l'ouest. Le Département réalisera par ailleurs un piquetage de l'emprise réelle des acquisitions foncières sur le terrain, en lien avec les gestionnaires du service piscine.

Le planning précis des travaux sera transmis à la Métropole pour éventuellement pouvoir ajuster les conditions d'exploitation des espaces extérieurs de la piscine, en fonction des nuisances éventuelles identifiées (bruit, poussière).

S'agissant d'un projet d'intérêt général, soutenu par la Métropole, il est proposé que la cession de ce foncier se fasse à titre gracieux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis des Domaines n° 2018-040V1577 en date du 23 juillet 2018.

Où il rapporte ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que dans le cadre du projet routier de liaison RD6-A8, le Département des Bouches-du-Rhône sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la cession d'une partie de son foncier sur la commune de Fuveau.

Délibère

Article 1 :

Est décidé de céder à titre gracieux au Département des Bouches-du-Rhône les parcelles cadastrées section AB n°139 et 141 pour des superficies de 33 et 599 m² (issues des parcelles AB 64 et 68) sises

sur la commune de Fuveau, pour la réalisation du barreau de liaison entre la RD6 et l'A8.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette cession.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 498

Cession du bungalow installé sur le site de la Robole à Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis 2004, la Communauté du Pays d'Aix est locataire de locaux sis ZAC de la Robole à Aix-en-Provence. En 2009, la salle de réunion a été réaménagée en bureaux pour faire face à l'augmentation des effectifs sur ce site. Une demande a alors été faite au propriétaire, BNP PARIBAS REAL ESTATE pour l'installation d'un bungalow sur le parking. Par courrier en date du 21 mai 2010, le propriétaire acceptait une construction modulaire de 111m² avec un module sanitaire afin de créer une salle de conférences. Cet accord était assorti notamment de sa dépose à la fin du bail.

Le bail arrivant à échéance le 31 janvier 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit donc avant cette date enlever le bungalow.

La commune de Fuveau étant intéressée par la reprise du bungalow, la Métropole Aix-Marseille-Provence a donc décidé de le céder à titre gratuit à la Commune de Fuveau, à charge pour elle d'assurer l'enlèvement du bungalow du site de la Robole avant le 31 janvier 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Est décidé de céder à titre gratuit le bungalow sis à la Robole à Aix-en-Provence à la commune de Fuveau, à charge pour elle d'assurer l'enlèvement du bungalow du site de la Robole avant le 31 janvier 2019.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette cession.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 499

Acquisition du terrain d'assise du projet de reconstruction du Centre Opérationnel de Collecte des Ordures Ménagères du secteur centre du Territoire du Pays d'Aix sur la parcelle MV n°54 appartenant à la commune d'Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis 2003, date du transfert de compétence, les moyens des services de collecte des Déchets Ménagers du Territoire du Pays d'Aix affectés au secteur d'Aix-en-Provence, le Tholonet et St-Marc-Jaumegarde sont basés à la Parade, sur des surfaces de terrains et de locaux partiels mis à disposition par la ville d'Aix-en-Provence.

Ces locaux, dits de la Parade, se sont révélés rapidement problématiques au regard des exigences en termes de conformité au Code du Travail pour les locaux du personnel, mais également en termes de fonctionnalité et de sécurité eu égard aux nombreuses co-activités existantes sur ce site, avec les locaux de certains services municipaux imbriqués. Les divers aménagements réalisés avec notamment la mise en place de bâtiments préfabriqués, la rénovation intérieure des vestiaires/sanitaires et autres interventions toujours limitées par manque de surfaces n'ont pas suffi à rendre conformes les locaux du personnel et à améliorer sensiblement les conditions d'accueil et de sécurité des agents.

Au regard de ce constat, le Territoire du Pays d'Aix a mené depuis 2006 un travail important avec les services de la ville d'Aix-en-Provence pour trouver une solution permettant de doter les agents de collecte du secteur centre des locaux répondant entièrement aux besoins de fonctionnalités et exigences réglementaires.

Après l'exploration de multiples solutions ayant toutes avortées, un terrain appartenant à la commune d'Aix-en-Provence, situé sur la parcelle MV 54, à proximité du rond-point de Lignane, s'est avéré pouvoir répondre au besoin avec une superficie utile de 5Ha avec de plus des atouts indéniables en terme de logistique, d'accès routiers, et un très faible nombre de riverains qui sont de plus protégés de toute nuisance par une végétation importante.

Au cours des réflexions, au regard des superficies disponibles, il a été identifié que ce terrain pouvait également répondre à des besoins complémentaires des services déchets du territoire, étant donné que la reconstruction du Centre Opérationnel de Collecte ne nécessite qu'un total d'environ 2Ha.

D'une part, depuis plus de 10 ans, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix cherche à construire un à deux Centres d'Apport Volontaire supplémentaires sur la ville centre qui ne dispose que d'un équipement pour 140.000 habitants, ce qui provoque la saturation de la seule déchetterie

existante et ne permet pas d'apporter aux habitants un service de qualité. De plus, les habitants du secteur de la Calade, à proximité du terrain identifié, ont remonté à plusieurs reprises leur demande de bénéficier d'un Centre d'Apport Volontaire à proximité. Il a donc été jugé pertinent de pouvoir construire cet équipement de valorisation des déchets à destination des habitants sur le terrain supra, pour une emprise de 5.000 m².

D'autre part, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix loue des locaux afin d'accueillir les agents des directions déchets du pôle Services à la Population, impactant la section de fonctionnement du budget annexe déchets d'environ 300.000 €/an. Il est toujours pertinent d'investir dans de nouveaux locaux pour ainsi réduire de ce montant les charges de fonctionnement pesant sur budget annexe. Les 4.500m² permettant la réalisation des locaux nécessaires peuvent donc également être identifiés dans les surfaces restant disponibles.

D'un point de vue urbanistique, une analyse de faisabilité a été faite en lien avec les services compétents confirmant la possibilité d'implanter ces équipements de service public bien que ces terrains soient classés en zone agricole. Néanmoins des enjeux importants en terme d'intégration paysagère et environnementale ont pu être identifiés et seront incorporés dans les études de programmation.

Ainsi, le projet de reconstruction du Centre Opérationnel de Collecte des Ordures Ménagères (COCOM) du Secteur centre peut être ajusté de la façon suivante :

- Positionnement du projet sur le terrain dit du rond-point de Lignane (à détacher de la parcelle MV54), qu'il convient d'acquérir auprès de la commune d'Aix-en-Provence au prix de l'avis des domaines, à savoir 170.000€HT,
- Construction du Centre Opérationnel des Collectes d'Ordures Ménagères (bureaux/hangars/locaux du personnel et espaces extérieurs associés),
- Construction des locaux (bureaux/locaux du personnel et espaces extérieurs) pour recevoir les agents des directions déchets du Pôle Service à la Population du Territoire du Pays d'Aix.
- Construction d'un Centre d'Apport Volontaire à destination des habitants de la partie Nord d'Aix-en-Provence.

Au regard des éléments ci-avant et pour pouvoir enfin concrétiser le projet de reconstruction du Centre Opérationnel des Collectes du secteur centre du territoire du Pays d'Aix, il est nécessaire d'acquérir auprès de la ville d'Aix-en-Provence le terrain d'assise identifié de 50.000m², à détacher de la parcelle MV54 au prix des domaines à savoir 170.000 €HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis des Domaines n°2017-001V2334 et 2010-001V3075 ratt. du 11/01/2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient d'acquérir auprès de la commune d'Aix-en-Provence un terrain de 50.000m² à détacher de la parcelle MV n°54 sur la commune d'Aix-en-Provence pour un prix de 170.000€ HT pour la construction du Centre Opérationnel de Collecte des Ordures Ménagères.

Délibère

Article 1 :

Est décidé d'acquérir auprès de la commune d'Aix-en-Provence un terrain de 50.000m² à détacher de la parcelle MV n°54 sur la commune d'Aix-en-Provence pour un prix de 170.000€ HT.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer tous les actes relatifs à cette acquisition.

Article 3 :

Les dépenses en résultant seront prélevées sur le Budget annexe de Prévention et Gestion des Déchets de la Métropole - Territoire du Pays d'Aix, autorisation de programme n°DI4532AP, qui présente les disponibilités nécessaires.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Mobilité - Déplacements, mobilité, transports et infrastructures

2018 CT2 500

Demande de subvention de fonctionnement relative au lancement d'une étude de préfiguration d'une Zone à Faibles Emissions dans la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Par délibération du 15 décembre 2016, le Conseil Métropolitain a approuvé l'Agenda de la Mobilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Un des axes fondamental de l'Agenda de la Mobilité est lié aux enjeux que représente la qualité de l'air au niveau sanitaire, économique et réglementaire. La politique de Mobilité de la Métropole se donne ainsi comme objectif la mise en œuvre d'actions permettant d'agir sur les flux et l'environnement pour aboutir à moins de congestion et de pollution sur son territoire. La pollution chronique auquel est attribuée l'impact sanitaire le plus important correspond à des niveaux de polluants dans l'air durant des périodes de temps relativement longues. Elle s'exprime généralement par des moyennes de concentrations sur une année, qui représentent des niveaux de pollution auxquels la population est exposée le plus longtemps.

Deux procédures précontentieuses européennes ont été engagées à l'encontre de la France pour non-respect des valeurs limites de particules

(PM10) et azote (NO2) et insuffisance des plans d'actions. L'agglomération Aix-Marseille est visée par ces deux contentieux.

En effet selon AtmoSud, 12 % des habitants de la Métropole (227 000 personnes) sont exposés à des teneurs supérieures aux valeurs limites (polluants NO2 et PM10). Les secteurs les plus sensibles sont le centre urbain de Marseille (220 000 personnes exposées) et les quartiers sud-ouest d'Aix en Provence (7 000 personnes) ainsi que les autoroutes, les axes à forte circulation et les secteurs à proximité des pôles industriels.

Lors du Conseil de Métropole du 18 octobre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée à mener une étude de préfiguration pour évaluer les impacts d'un projet de mise en place d'une Zone à faibles Emissions notamment dans le centre de Marseille.

Les zones à faibles émissions sont des territoires dans lesquels, une interdiction d'accès est instaurée, le cas échéant sur des plages horaires déterminées, pour certaines catégories de véhicules qui ne répondent pas à certaines normes d'émissions et donc qui ont un impact nocif sur la santé des résidents de l'ensemble du territoire. Ce type de mesure vise à réduire la pollution chronique et le nombre d'habitats exposés. Les interdictions d'accès utilisent le système des vignettes Crit'Air.

Il est actuellement possible de mettre en œuvre ce dispositif selon l'article L.2213-4-1 du CGCT et le décret 2016-847 du 28 juin 2016, sous l'appellation « zone à circulation restreinte (ZCR) ». Le gouvernement a prévu de proposer dans le cadre de la future loi d'orientation des mobilités de remplacer ce terme par « zone à faibles émissions » sans modifier le cadre réglementaire de mise en œuvre.

L'Agence De l'Environnement Et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) souhaite accompagner financièrement les Métropoles et les EPIC au travers de l'Appel à Projets (AAP) « Accompagnement pour déployer des zones à faibles émissions pour améliorer la qualité de l'air » visant la réalisation de tous travaux permettant de préfigurer une « ZFE ». L'ADEME précise qu'elle veillera à donner une priorité aux projets ambitieux, aux projets de collectivités qui font ou ont fait l'objet de dépassements réguliers de seuils sanitaires et démontrant une forte volonté de coopération communes-collectivité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite répondre à cet AAP et va solliciter l'ADEME, dans ce cadre, pour bénéficier d'une subvention destinée à l'aider financièrement à coordonner et animer cette étude.

Le projet de la Métropole est composé de deux volets :

1. Une étude de préfiguration ZFE selon la réglementation en place et comprenant
 - ✓ Une évaluation de la population concernée par les dépassements

ou le risque de dépassement des normes de qualité de l'air ;

- ✓ Une évaluation des émissions de polluants atmosphériques dues au transport routier sur la zone concernée ;
- ✓ Une évaluation de la proportion de véhicules concernés par les restrictions et, le cas échéant, les dérogations prévues ;
- ✓ Une évaluation des réductions des émissions de polluants atmosphériques attendues par la création de la zone à circulation restreinte.

Le taux maximal d'aide accordé par l'ADEME pour l'étude de préfiguration est de 70% et le plafond de l'assiette des dépenses éligibles totales ne pourra pas être supérieur à 100 000 euros. Les dépenses liées aux frais de personnel ne seront pas considérées comme éligibles

2. Une étude complémentaire sur les impacts sociologiques pour évaluer la dimension sociale de la mise en place d'une ZFE et préconiser des moyens pour en réduire l'impact sur les populations les plus défavorisées qui sont nombreuses dans le centre de Marseille.

Le taux maximal d'aide accordé par l'ADEME pour cette étude complémentaire est de 70% et le plafond de l'assiette des dépenses éligibles totales ne pourra pas être supérieur à 100 000 euros. Les dépenses liées aux frais de personnel seront considérées comme éligibles

Le calendrier prévisionnel est le suivant :

- Planning de l'Appel à Projets :
 - Date limite de réponse de l'appel à projets : 18 décembre 2018
 - Sélection des candidats : mi-décembre 2018 à fin février 2019
 - Contractualisation : début février 2019 à fin mars 2019
- Planning de l'étude de préfiguration :
 - Démarrage de l'étude : début 2019
 - Durée de l'opération : 18 mois

La présente délibération a donc pour objet d'autoriser la Métropole à répondre à l'AAP et approuve dans ce cadre la demande de subvention auprès de l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le taux maximal d'aide accordé par l'ADEME est de 70% et le plafond de l'assiette des dépenses éligibles totales ne pourra pas être supérieur à 200 000 euros au global.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
ADEME	70%	140 000 €
METROPOLE AIX- MARSEILLE- PROVENCE	30%	60 000 €
TOTAL	100%	200 000 €

Dans l'hypothèse où le projet d'AMP était retenu dans le cadre de l'AAP, l'octroi d'une subvention accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence par l'ADEME fera l'objet d'une délibération ultérieure et d'une convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 2213-4-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le décret n° 2016-847 du 28 juin 2016 relatif aux zones à circulation restreinte ;
- La délibération TRA 020-18/1018/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018, portant lancement d'une étude de préfiguration d'une zone à faibles émissions dans la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Oùï le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la réponse à L'AAP et la demande de subvention afférente
- Qu'il convient d'approuver le plan de financement du projet,

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à répondre à l'AAP et solliciter le soutien de l'ADEME dans ce cadre.

Article 3 :

Les recettes éventuelles seront constatées au budget annexe transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Section Fonctionnement - Natures : 7471-7472-7473-748 - Sous Politique : C360 -

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2018 CT2 501

AVIS - Acquisition d'une parcelle pour la réalisation d'une bretelle d'accès réservée aux transports en commun, de la RD9 à l'A51 à Aix en Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

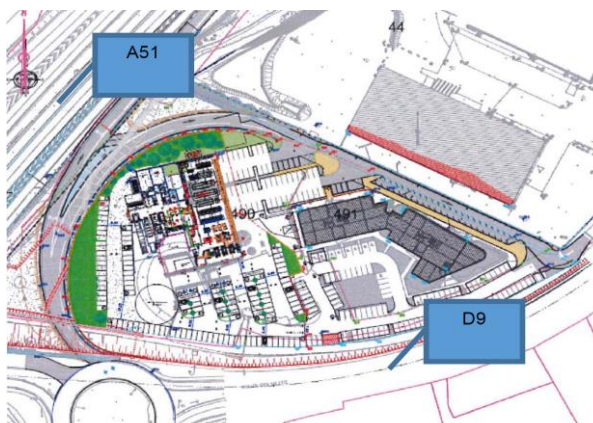
Par délibération 2010_A112 du 24 juin 2010, le conseil de communauté du Pays d'Aix a approuvé le programme général de l'opération BHNS du Pays d'Aix.

Celui-ci comprenant entre autres, la réalisation d'une bretelle reliant la RD9, au niveau du giratoire Couton à Aix en Provence, à l'A51. Cette bretelle d'accès à l'A51 est réservée aux transports en commun.

Par délibérations HN 038_066/16/CM du 16 avril 2016 et 2017_CT2_177 du 11 mai 2017, la Métropole définissait les modalités de concertation préalable, et approuvait le bilan de cette concertation préalable.

Cet aménagement, figuré ci-dessous, permettra à la fois un gain de temps et une meilleure régularité pour toutes les lignes de transport circulant sur l'axe aéroport, Vitrolles, Pôle d'activités d'Aix, Aix en Provence, notamment à l'heure de pointe du soir, où celui-ci est saturé d'environ 16h00 à 20h00.

Le principe est de permettre aux transports en commun d'accéder à une bretelle d'accès à l'autoroute A51, indépendante de celle utilisée par les autres véhicules. Cet aménagement est précédé en amont d'un SA de réinsertion des bus sur la D9, et à l'aval d'une voie bus sur l'A51 qui sera réalisée en 2019/2020 par la DREAL.



Ce projet nécessite une acquisition foncière représentant 4 206m² sur les parcelles HZ490 (4188m²) et HZ 491 (18m²) situées sur la commune d'Aix en Provence.

La Métropole a mandaté Monsieur Gérard Delgrande, expert immobilier et commercial, aux fins d'évaluer le prix des terrains nécessaires au projet.

Suite à une visite sur site en compagnie du propriétaire actuel, Monsieur Manas représentant la SCI les Lagon, et d'un représentant de la Métropole, il a rendu son rapport précisant l'évaluation des parcelles.

Il en résulte une estimation se chiffrant à 1 970 000€, avec un prix retenu au m² de 624,47€, issu d'une promesse de vente acceptée sur la parcelle adjacente HZ492.

Des négociations se sont engagées entre la Métropole et la SCI Les Lagon à l'issue de cette estimation. Elles ont pris en compte le fait que le projet porté par la Métropole, apportait une réelle plus-value commerciale aux terrains restants à la SCI les Lagon, par la réalisation d'une voie dite de refus, destinée à permettre aux véhicules s'étant engagés sur cette bretelle réservée aux transports en commun, de sortir de cet aménagement et de rejoindre la voirie départementale. En effet, cette voie de refus apporte de fait une desserte directe depuis le giratoire Couton situé sur la D9, aux parcelles HZ490 et HZ491.

Ceci pris en compte, Monsieur Manas, représentant la SCI les Lagon, a accepté le principe d'une

Article 3 :

Les crédits nécessaires à l'opération n° 2017266500 BHNS AIX ligne A – Itinéraire bus RD 9 – A51 sont inscrits au budget annexe Transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence section Investissement – Sous Politique C 240 Chapitre 21 – Nature 2111 et 2135.

Article 4 :

Madame La Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'acte de vente.

cession des 4206 m2 nécessaires au projet à la Métropole, moyennant la somme de 250 000€, plus la prise en charge par la Métropole du dévoiement des réseaux nécessaires à la réalisation du projet. Ce dévoiement est estimé à 150 000€, et sera financé dans le cadre des travaux de réalisation de la bretelle D9/A51.

Ainsi il vous est proposé d'approuver l'acquisition de 4 206m2 (4 188 m2 sur la parcelle HZ490 et 18 m2 sur la parcelle HZ491) à Aix en Provence, pour la réalisation d'une bretelle d'accès de la RD9 vers l'A51 réservée aux transports en commun, pour un montant de 250 000€, et la prise en charge des travaux de dévoiement de réseaux nécessaires à la réalisation du projet pour un montant de 150 000€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération 2010_A112 approuvant le programme général de l'opération BHNS du Pays d'Aix,
- Les délibérations HN 038_066/16/CM 2016 et 2017_CT2_177
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la transaction foncière proposée permet à la Métropole de poursuivre le projet de réalisation de la bretelle D9/A51 à Aix en Provence,

Délibère

Article 1 :

Est décidée l'acquisition de la parcelle HZ490 pour 4 188m2 et HZ491 pour 18m2 selon le plan joint pour un montant de 250 00 € HT.

Article 2 :

Est décidée la prise en charge par la Métropole du dévoiement de réseaux présents sur ces parcelles et nécessaire à la réalisation du projet, pour un montant estimé de 150 000€ HT dans le cadre de l'opération de travaux de la bretelle.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 502

AVIS - Approbation du renouvellement d'une convention d'occupation temporaire avec la SNCF concernant le parking relais vélo sis à la gare ferroviaire d'Aix-en-Provence centre

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre d'un partenariat intermodal, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix, la Région et la SNCF ont souhaité créer en 2013 un parking relais vélo en gare ferroviaire d'Aix centre. Situé à proximité de la gare ferroviaire, ce local, permet de stationner de façon sécurisée les vélos et d'accroître l'air d'influence de la gare ferroviaire. Il contribue ainsi à offrir un service complémentaire avec les transports en commun ferrés et routiers.

Par délibération n°2013-B545 du 5 décembre 2013 le Bureau de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé une convention d'occupation temporaire avec la SNCF qui permettait de fixer les modalités d'occupation des lieux entre la CPA et la SNCF. Cette convention arrivera à échéance au 1^{er} janvier 2019, aussi afin de pérenniser ce service, il est nécessaire de la renouveler.

Le local dédié au stationnement, permet de lever l'un des principaux freins à l'utilisation du vélo : la crainte du vol et du vandalisme. En effet, il propose 100 places de stationnement vélo sécurisées ainsi que des consignes permettant la recharge de batteries de vélos à assistance électrique.

Cet équipement est accessible uniquement aux usagers détenteurs d'un droit d'accès (pass métropolitain avec abonnement vélo ou autre carte autorisée par la métropole) qui en auront fait la demande. L'abonnement annuel présente un tarif attractif pour inciter à l'utilisation de ce service.

Modalités d'occupation du local

1 - Redevance :

La SNCF met le local à disposition de la Métropole, par voie de convention. La Métropole Marseille-Provence doit s'acquitter d'une redevance d'occupation fixée par la SNCF d'un montant négocié annuel de :

12 000 € HT (douze mille euros) pour la période du 01/01/2019 au 31/12/2019 (franchise de 50 % la première année)
18 000 € HT (dix-huit mille euros) pour la période du 01/01/2020 au 31/12/2028

2 - Impôts et taxes :

La Métropole s'engage à rembourser à la SNCF Mobilités le montant des impôts et taxes que S mobilités est amené à acquitter du fait du bien occupé.

Le montant annuel du forfait est fixé à 922 € (neuf cent vingt-deux euros) hors taxes, TVA en sus, payable aux conditions et selon la périodicité fixée pour le paiement de la redevance.

3 - Frais de dossiers :

La Métropole paie à SNCF Mobilité un montant forfaitaire fixé à 1 000 € (mille euros) hors correspondance aux frais d'établissement et de gestion du dossier. Ce montant est exigible au préavis d'échéance adressé par YXIME, gestionnaire pour le compte de SNCF Immobilier représenté par SNCF MOBILITES.

Les modalités de cette mise à disposition sont précisées dans le cadre de la convention d'occupation temporaire du domaine public, à conclure entre la Métropole et la SNCF annexée au présent rapport. Etant donnée les spécificités du domaine ferroviaire, cette convention d'occupation temporaire est constitutive de droit réel.

Cette Convention d'Occupation Temporaire prendra effet le 1^{er} janvier 2019 pour une durée de 10 ans.

A cette fin, il convient pour la Métropole et la SNCF de conclure la présente convention.

Il vous est proposé d'approuver la convention relative à l'occupation temporaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre en délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole
- La délibération n°2013_B545 du Bureau Communautaire du 5 décembre 2013 approuvant la convention d'occupation temporaire entre la Communauté du Pays d'Aix et la SNCF concernant le parking relais vélo en gare ferroviaire d'Aix-en-Provence centre.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la convention annexée au présent rapport permet de définir les modalités d'occupation temporaire entre la SNCF et la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation temporaire établie entre la Métropole et la SNCF

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2018 de la Métropole-Section de Fonctionnement : Natures : 6137 – 6228 - 6288 – Sous-Politique C210.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018_CT2_503

AVIS - Approbation de la convention d'occupation temporaire d'emprise foncière avec UNICIL propriétaire de la résidence les Toits de l'Aune - BHNS l'Aixpress - Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Cette opération vise à améliorer les conditions de déplacements sur le territoire du Pays d'Aix dans un objectif de liaison efficace de transport en commun permettant de relier entre eux les grands équipements et les différents quartiers. Desservant les grands quartiers d'habitat social de la commune (Le Jas de Bouffan, Encagnane), du centre-ville (gares, Rotonde), des facultés, cette ligne de BHNS reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais.

Sa réalisation s'accompagnera d'un certain nombre d'aménagements, dont :

- L'insertion de voies cyclables et piétonnes intégrées au tracé ;
- Le réaménagement du réseau d'assainissement avec la création de bassins de rétention,
- La requalification des voiries et espaces publics traversés (places, abords de voies, giratoires, parcs et jardins) et des lieux desservis.

Sur certains secteurs du tracé, le projet peut bénéficier d'améliorations substantielles. Ces améliorations permettent notamment d'améliorer l'accueil des voyageurs sur les futures stations ou encore les conditions de déplacements sur les trottoirs ou leurs abords.

Dans cet objectif, il est souhaitable d'intervenir sur une surface réduite sur la parcelle de la résidence des Toits de l'Aune, à Aix-en-Provence, pour permettre la suppression d'une partie des escaliers du cheminement piétons, rendus inutiles dans le cadre du projet de BHNS.

En effet, avec la suppression de la passerelle piétonne dans le cadre du programme BHNS, les abords de la résidence précitée sont totalement revus afin de proposer des cheminements adaptés aux nouveaux aménagements.

Dans un souci de bonne coordination de l'opération et en tenant compte du calendrier global du BHNS, la Métropole sollicite le propriétaire, afin de convenir avec ce dernier de l'occupation temporaire par la Métropole de la surface nécessaire à la fois pour la réalisation des travaux sur le domaine public en limite de parcelle et sur les travaux d'aménagements définitifs sur cette même surface.

Ainsi, le projet de convention concerne une surface approximative de 30m². Elle est consentie à titre gracieux sur une durée de 6 mois à compter de sa notification.

La Métropole, dans le cadre de l'opération, assume la reconstitution de la limite public/privé à savoir :

- Arasement de la butte existante sur sa partie Nord,
- Revégétalisation de la partie talus arasé,
- Reprise de la clôture existante et pose d'un brise-vue.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2010_A112 du Conseil communautaire de la Communauté du pays d'Aix du 24 juin 2010 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service ;
- La délibération n°2015-A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°TRA 007-1929/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence- Organisation de l'aménagement du BHNS.
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée d'occupation temporaire d'emprise foncière entre UNICIL et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'amélioration des accès dans le cadre de la réalisation de travaux associés à l'opération de BHNS sur la commune d'Aix-en-Provence.

Article 2 :

Est approuvée la réalisation des travaux listés ci-dessus rendu nécessaire par le projet, prélevés sur le budget Annexe des Transports de l'opération BHNS prélevés sur le budget Annexe Transport n° OP 2017266300 de l'opération BHNS, pour un montant estimatif de 10 000 € HT.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transports – Opération n° 2017266300 – Sous-Politique C240 – Nature 21728 – Chapitre 21

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 504

AVIS - Approbation de la mise à disposition d'un terrain communal de la ville de Gardanne à la Métropole Aix-Marseille-Provence et du transfert d'affectataire d'une partie du domaine public mitoyen en vue de la réalisation du pôle d'échanges multimodal de transport de Gardanne

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice unique des transports et de la Mobilité Durable a approuvé en décembre 2016 son agenda de la mobilité structuré "autour de lignes et de pôles d'échanges Premium, gages de l'attractivité du système de mobilité dans son ensemble", dont celui de Gardanne.

Le Pôle d'échanges multimodal existant de Gardanne est situé à proximité de la gare SNCF au carrefour de l'avenue Lieutaud et des boulevards Camot et Victor Hugo. Il est constitué d'un parking avec une fréquentation de 190 véhicules pour 119 emplacements qui ne répondra pas aux évolutions futures dues à la modernisation de la ligne SNCF Aix-Marseille. En effet cette modernisation devra entraîner une augmentation du trafic TER aboutissant à 4500 montées/descentes par jour à comparer aux 2000 actuelles. Cet accroissement engendrera un besoin important supplémentaire en stationnement.

La Métropole a donc décidé de réaliser un parking en superstructure de 349 places sur trois niveaux. Ce projet est complété par l'aménagement d'une gare routière de neuf quais, le traitement de cheminements piétons et vélos dans l'emprise du projet et la réalisation de 30 places sécurisées pour vélos.

En vue de la réalisation de ce projet de pôle d'échanges multimodal de transport, autorisé par le permis de construire N°013 041 17K0062 délivré le 15/01/2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité la Commune de Gardanne afin de :

- Mettre à sa disposition la parcelle de 4843 m² cadastrée CO N°12 surlignée en vert sur le plan

de division foncière annexé

- Autoriser le transfert d'affectataire d'une parcelle de 2985 m² du domaine public communal sur l'emprise du projet de pôle d'échanges, parcelle surlignée en gris sur le plan de division foncière annexé.

Aussi, il est proposé d'approuver la convention de mise à disposition par la ville de Gardanne à la Métropole, pour une durée de trente ans et à titre gratuit, de la parcelle de 4843 m² cadastrée CO N°12 et d'autoriser le transfert à la Métropole des 2985 m² de domaine public communal nécessaires à la réalisation du projet de Pôle d'échanges multimodal de Gardanne. La Métropole s'acquittera des frais de raccordement et déplacements de réseaux électriques dans l'emprise des terrains mis à disposition et sur le domaine public transféré.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.1111-8, L. 5217-2, L. 1321-1 et L. 5217-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole-Aix-Marseille-Provence
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en vue de la réalisation du pôle d'échanges multimodal de transport de Gardanne il convient de procéder à la mise à disposition au profit de la Métropole de la parcelle communale de 4843 m² cadastrée CO N°12 et d'autoriser le transfert d'affectataire d'une parcelle de 2985 m² du domaine public communal sur l'emprise du projet.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à la mise à disposition par la ville de Gardanne à la Métropole Aix-Marseille-Provence de la parcelle de 4843 m² cadastrée CO N°12.

Article 2 :

Est autorisé le transfert de la ville de Gardanne à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une parcelle de 2985 m² du domaine public communal sur l'emprise du projet de pôle d'échanges, parcelle figurée

en gris sur le plan de division foncière annexé.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transports - Opération n°2017269100 « PEM de Gardanne » - Sous-Politique C240 - Nature 21728 - Chapitre 21

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 505

AVIS - Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement ARTELIA Bâtiment et Industrie, SCAU, Marc DALIBARD Société d'Architecture, SOGREAH SA et EURECA SARL concernant le marché de maîtrise d'œuvre pour la construction du parc relais en silo « Le Krypton » à Aix-en-Provence et de l'ouvrage de franchissement de l'A8

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme du parc relais Krypton et du franchissement de l'autoroute A8 à Aix-en-Provence par délibération n°2010-A113 du 24 juin 2010.

Le marché n°10M0047 relatif à la maîtrise d'œuvre des études et au suivi de la réalisation de l'opération du parc relais Krypton et du franchissement de l'autoroute A8, a été notifié au groupement d'entreprises constitué des sociétés ARTELIA Bâtiment et Industrie, SCAU, Marc DALIBARD Société d'Architecture, SOGREAH SA et EURECA SARL en date du 16 septembre 2011, pour un montant forfaitaire provisoire de 1 728 000,00 euros HT.

Le 19 mars 2012 a été notifié l'avenant n°1 permettant le paiement individualisé du mandataire, d'une part, et de ses cotraitants d'autre part.

Le 28 février 2013 a été notifié l'avenant n°2 fixant le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre portant celle-ci à 1 728 011,27 € HT.

Le 18 mars 2014 a été notifié l'avenant n°3 fixant le montant de la rémunération complémentaire du maître d'œuvre pour la reprise des études du bâtiment des sports, rémunération arrêtée à 25 552,00 € HT, portant le montant du marché à 1 753 563,27 € HT

Le 24 novembre 2017 a été notifié l'avenant n°4 augmentant la rémunération du maître d'œuvre de 60 401,96 € HT du fait de la prise en compte de sujétions techniques liées à la modification de prestations techniques issues de la maîtrise d'ouvrage et d'extension de mission, portant le montant du marché à 1 813 965,23 € HT.

Par courrier du 10 novembre 2017, ARTELIA fait valoir une réclamation de 45 000 € HT portant surtout sur les moyens mobilisés pour l'approfondissement des études de conception.

Cette demande est motivée par le fait que l'ouvrage initialement retenu lors du concours comportait une pile centrale, alors que celui qui a été étudié puis réalisé en était dépourvu pour des raisons de sécurité, rendant son étude plus complexe et sa portée plus importante. De plus, l'ouvrage non courant, a dû faire l'objet, au stade de la conception, d'une modélisation beaucoup plus fine qu'à l'accoutumée, pour prévenir au maximum tout désordre ultérieur en phase de réalisation (au-dessus de l'autoroute A8 ouverte à la circulation) et en phase d'exploitation.

Cela s'est également traduit par la mise en œuvre d'un ouvrage plus onéreux, puisque, s'il était estimé à 4,3M € HT lors de la phase concours, il est ressorti à 5,1M € au PRO.

L'application du taux de rémunération (8,98%) du MOE à cette plus-value aurait engendré un complément d'honoraire de 71 840 € HT pour le MOE.

Aussi, afin de clore ce différend relatif à l'augmentation de la complexité de l'ouvrage survenue en cours de mission, et au surcroît d'études engendrées de ce fait, les parties décident de trouver un accord amiable et conclure le présent protocole transactionnel.

Ce dernier précise la rémunération complémentaire accordée au maître d'œuvre, et acte les concessions réciproques auxquelles concèdent les parties pour mettre en œuvre les dispositions contractuelles ainsi éclairées, à savoir :

- le versement par la Métropole au groupement de maîtrise d'œuvre d'une indemnité de 45 000 euros hors taxes, couvrant les conséquences de l'évolution du programme de l'ouvrage d'art en cours de mission.
- la renonciation par le groupement de maîtrise d'œuvre sur la demande initiale de 71 840 euros hors taxes ainsi qu'à tout autre recours,
- la reprise des études de l'ouvrage par le groupement de maîtrise d'œuvre pour y la suppression de la pile centrale, les études menées pour l'approfondissement de la phase conception, y compris les variantes demandées lors de cette phase de la mission de MOE, et le renoncement à tous recours sur le sujet.

En ce sens, le protocole transactionnel négocié entre les parties met définitivement un terme au différend né entre elles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le Code Civil et notamment les articles 2044
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le marché n°10M0047 relatif à la maîtrise d'œuvre des études et au suivi de la réalisation de l'opération du parc relais Krypton et du franchissement de l'autoroute A8 à Aix en Provence;
- Les échanges formalisés entre le groupement d'entreprises et la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la demande de rémunération complémentaire

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'opération du parc relais Krypton et du franchissement de l'autoroute A8, groupement d'entreprises constitué des sociétés ARTELIA Bâtiment et Industrie, SCAU, Marc DALIBARD Société d'Architecture, SOGREAH SA et EURECA SARL, et relatif au marché n°10M0047

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de la conclusion d'un protocole transactionnel avec le groupement ARTELIA Bâtiment et Industrie, SCAU, Marc DALIBARD Société d'Architecture, SOGREAH SA et EURECA SARL, afin de régler le différend né dans le cadre de l'exécution du marché n°10M0047.

Article 2 :

Est approuvé le contenu du protocole transactionnel ci-annexé prévoyant notamment le versement d'une indemnité transactionnelle de 45 000,00 euros hors taxes, au groupement ARTELIA Bâtiment et Industrie, SCAU, Marc DALIBARD Société d'Architecture, SOGREAH SA et EURECA SARL, titulaire du marché susvisé.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Budget Annexe Transports – Section Investissement - nature 2031 - N°OP 2017 265700 de l'opération Krypton.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 506

AVIS - Approbation d'un protocole transactionnel avec la SAS CMBC concernant le marché relatif à la construction du parking en surélévation du pôle d'échange de Pertuis, lot2 charpente métallique, planchers mixtes, serrurerie, étanchéité, résine

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération Pays d'Aix a approuvé le programme d'extension du pôle d'échanges multimodal de Pertuis par délibération 2013-A136 du Conseil de Communauté du 18 juillet 2013.

Le marché n°Z17-050 relatif à la construction du parking en surélévation du pôle d'échange de Pertuis, lot2 charpente métallique, planchers mixtes, serrurerie, étanchéité, résine a été notifié à la SAS CMBC le 1^{er} août 2017 pour un montant global et forfaitaire de 1 424 603,96 € HT.

Par courrier du 3 août 2018, la SAS CMBC fait valoir une réclamation de 16 479€ HT portant sur des prestations complémentaires réalisées par ses soins et des fournitures endommagées sur le chantier. Cette demande est motivée par le fait d'exigences supplémentaires à celles du marché sur des portes coupe-feu, des bandes podotactiles, des ossatures complémentaires au pied de filets inox, des marches d'escaliers abîmées, une volée d'escaliers supplémentaires, la pose de garde-corps supplémentaire.

Aussi, afin de clore ce différend relatif aux prestations complémentaires réalisées par l'entreprise et aux dégradations de ses fournitures, les parties décident de trouver un accord amiable et conclure le présent protocole transactionnel.

Ce dernier précise la rémunération complémentaire accordée à l'entreprise, et acte les concessions réciproques auxquelles concèdent les parties pour mettre en œuvre les dispositions contractuelles ainsi éclairées, à savoir :

- le versement par la Métropole à l'entreprise SAS CMBC d'une indemnité de 8 657 euros hors taxes, couvrant les conséquences des prestations complémentaires réalisées décomposée comme suit :

-3 077€ HT au titre des OS de demande de réalisation de prestations complémentaires
-2 580€ HT au titre du passage de la résistance des portes coupe-feu d'une demi-heure à une heure
-3 000€ HT au titre du rajout d'ossatures en pied des filets inox

- la renonciation par le groupement de maîtrise d'œuvre sur la demande initiale de 16 479 euros hors taxes comprises ainsi qu'à tout autre recours,

En ce sens, le protocole transactionnel négocié entre les parties met définitivement un terme au différend né entre elles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le Code Civil et notamment les articles 2044
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole-Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le marché n°Z17-050 relatif à la construction du parking en surélévation du pôle d'échange de Pertuis, lot 2 charpente métallique, planchers mixtes, serrurerie, étanchéité, résine ;
- Les échanges formalisés entre l'entreprise SAS CMBC et la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la demande de rémunération complémentaire ;

Oui le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec l'entreprise SAS CMBC relatif au marché n°Z17-050

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de la conclusion d'un protocole transactionnel avec l'entreprise SAS CMBC, afin de régler le différend né dans le cadre de l'exécution du marché n°Z17-050.

Article 2 :

Est approuvé le contenu du protocole transactionnel ci-annexé prévoyant notamment le versement d'une indemnité transactionnelle de 8 657,00 euros hors taxes comprises, l'entreprise SAS CMBC, titulaire du marché susvisé.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Budget Annexe Transports – Section Investissement - Nature 2135 – Chapitre 21- N° opération 2017266400 pôle d'échange multimodal de Pertuis.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 507

AVIS - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération d'aménagement d'un parking de persuasion à Peynier

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis subventionnement, leur participation.

L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine approuvé par la Métropole Aix-Marseille-Provence le 12 décembre 2016, place l'innovation et la complémentarité entre les modes de transports au cœur de la première phase d'actions des années 2017 à 2020.

Dans le cadre de sa politique de développement de l'intermodalité, le Pays d'Aix a souhaité engager une opération d'aménagement de l'entrée Nord de la commune de Peynier et créer un parc stationnement. Ce projet est ainsi détaillé :

- Aménagement de l'entrée nord de Peynier avec la création d'un parc de stationnement paysager d'environ 100 places au droit de la RD56B ;
- Création de cheminements piétons nécessaires à son fonctionnement et à la liaison avec les arrêts de bus ;
- Reprise des arrêts de bus ;
- Eclairage public nécessaire à l'opération ;
- Réalisation du réseau d'eaux pluviales et des rétentions nécessaires à l'opération.

Cette opération a fait l'objet d'une délibération d'approbation de programme de travaux par la Communauté du Pays d'Aix et d'une délibération d'approbation d'une convention d'aménagement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Publique Local d'Aménagement « Pays d'

Territoires » (SPLA) qui a été signée le 27 novembre 2015.

Les travaux de l'opération sont prévus pour démarrer en juillet 2019.

La durée des travaux est estimée à 36 mois.

Le coût total prévisionnel de l'opération est évalué à 888 000 € HT dont 762 647 € HT de travaux.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLICITES	Taux SOLICITES	MONTANTS SOLICITES
Département des Bouches-du-Rhône	20 %	177 600 € HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	80 %	710 400 € HT
TOTAL	100%	888.000 € HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole-Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2013_A292 du Conseil communautaire du Pays d'Aix du 9 décembre 2013 validant le programme des travaux de l'aménagement du parc de persuasion de Peynier ;
- La délibération n°2015_B584 du Bureau communautaire de la Communauté du Pays d'Aix portant approbation de la convention entre la Communauté du Pays d'Aix et la SPLA « Pays d'Aix Territoires » pour l'aménagement du Parc de Persuasion de Peynier ;
- L'avenant n°1 à la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays d'Aix et la SPLA « Pays d'Aix Territoires » relative à l'opération d'aménagement dénommée Entrée Nord de la Commune de Peynier et la création d'un parc de Persuasion en date du 28 octobre 2016 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;

Oui le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisée à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisée à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Les recettes seront constatées dans le budget principal AMP sur EST CT2 2019 et suivant Sous-Programme C240 Natures : 1311 – 1312 – 1313 – 1314 – 1317 – 1318 ;

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Mobilité - Entrées de ville et voiries communautaires

2018 CT2 508

AVIS - Redevance d'occupation du domaine public routier et tarifs de location des infrastructures de génie civil - Tarification 2019 sur le Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 17 mars 2016, le Conseil de la Métropole maintenait les tarifications appliquées sur chaque territoire et ce jusqu'à harmonisation des tarifications au niveau de l'ensemble de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'attente de l'harmonisation, le Conseil de la Métropole, a délibéré en décembre 2017 pour la tarification 2018, il est aujourd'hui nécessaire de délibérer pour la tarification 2019.

Les dispositions prévues pour appliquer les redevances sont les suivantes :

I - Dispositions générales d'occupation du domaine public routier :

Il existe différents types d'occupation du domaine public :

- les **occupations dites temporaires**, correspondant à la réalisation d'un chantier, qui ne sont perçues qu'une seule fois, au moment de la réalisation des travaux (type ouverture de chaussée, clôture de chantier) ;
- les **occupations dites annuelles**, qui correspondent à l'occupation du domaine public par un ouvrage permanent d'un concessionnaire que ce soit en surface (type borne, armoire) ou en sous-sol (type réseau enterré, conduite). Ces occupations emportent nécessairement emprise sur le domaine public.

L'occupation temporaire n'est pas systématiquement autorisée par une permission de voirie, cette dernière n'étant nécessaire qu'à partir du moment où le pétitionnaire souhaite intervenir et modifier le domaine public.

1) Permission de voirie

L'occupation du domaine public routier par les divers dispositifs et équipements qui emporte emprise sur le domaine et en modifie la consistance, donne lieu à l'établissement d'une permission de voirie qui doit être sollicitée par le maître d'ouvrage des travaux ou le propriétaire des biens occupant le domaine.

Cette permission se fait sous forme d'un arrêté.

2) Modalités d'établissement du montant de la redevance

Les droits de voirie, sous forme de redevance, sont établis conformément au barème joint en annexe et sont calculés sur la base des éléments constatés sur le terrain par les agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence (surface, quantités et durée). Ces données feront l'objet d'un constat contradictoire avec le titulaire du titre d'occupation, sur convocation effectuée par le moyen que les agents de la Métropole jugeront le plus adapté (téléphone, fax, mail, courrier simple).

En l'absence du titulaire du titre d'occupation suite à la convocation susvisée, les éléments constatés sur le terrain par les agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence feront foi et ne pourront être contestés.

En cas de risque de dépassement des dates indiquées dans la demande initiale, une autorisation complémentaire devra être sollicitée et les droits de voirie complémentaires seront réglés selon les mêmes conditions.

En cas d'occupation du domaine public sans titre d'occupation préalable, les droits de voirie correspondants (surface, quantités et durée) feront l'objet d'un titre de recette émis à l'encontre du Maître d'Ouvrage des travaux ou propriétaire des biens. Ces droits seront calculés en fonction de la durée, des quantités et de la surface d'occupation constatées par les agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence selon les mêmes conditions.

3) Travaux et réseaux exonérés de redevance

A – Les travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage Métropolitaine et les réseaux ou équipements appartenant à la Métropole sont exonérés du paiement d'une redevance.

B - Conformément à l'article L. 2125-1 du CGPPP, qui prévoit des cas d'exonération facultative, l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public sera délivrée gratuitement dans les cas suivants :

- Soit lorsque l'occupation ou l'utilisation est la condition naturelle et forcée de l'exécution de travaux ou de la présence d'un ouvrage, intéressant un service public qui bénéficie gratuitement à tous. Sont notamment concernés, les réseaux d'éclairage public.

- Soit lorsque l'occupation ou l'utilisation contribue directement à assurer la conservation du domaine public lui-même.

- Soit lorsque l'occupation ou l'utilisation contribue directement à assurer l'exercice des missions des services de l'État chargés de la paix, de la sécurité et de l'ordre public ou du contrôle aux frontières dans les aéroports, les ports et les gares.

- Soit lorsque l'occupation ou l'utilisation permet l'exécution de travaux relatifs à une infrastructure de transport public ferroviaire ou guidée.

L'autorisation d'occupation ou utilisation du domaine public est délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Enfin, lorsque l'occupation du domaine public est autorisée par un contrat de la commande publique ou qu'un titre d'occupation est nécessaire à l'exécution d'un tel contrat, les modalités de détermination du montant de la redevance sont fonction de l'économie générale du contrat.

Sont notamment visés, les contrats de concession emportant délégation de service public en vertu desquels les concessionnaires sont propriétaires des ouvrages concédés pendant la durée du contrat.

4) Modalités de paiement de la redevance

Toute période commencée est due sous réserve du retrait de l'autorisation d'occupation dans les conditions définies à l'article L. 2125-6 du CGPPP.

La redevance est exigible dès la notification du titre de recette correspondant et le paiement devra s'effectuer en une seule fois.

Le redevable de la redevance est le titulaire de la permission de voirie.

Tout changement survenu dans la propriété, l'installation ou l'ouvrage doit faire l'objet d'une déclaration écrite adressée à la Métropole.

Le paiement de la redevance a lieu à la Trésorerie Principale de Marseille, dès réception du titre exécutoire correspondant envoyé par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

II - Dispositions spécifiques d'occupation du domaine public routier pour les concessionnaires de réseaux :

L'occupation du domaine public, en aérien, en surface ou en enterré est soumise à autorisation de voirie et redevance, y compris pour les occupants de droits. Pour ces derniers, l'arrêté de permission de voirie est remplacé par un accord technique de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, rédigé dans les mêmes conditions.

La tarification est réglementée en fonction des différents concessionnaires.

1) Opérateur d'électricité

A - Au titre de la redevance temporaire, le décret n°2015-334 du 25 mars 2015 fixe les montants maximums suivants :

- Pour les réseaux de transport, la redevance est un forfait annuel correspondant à :

0,35 €HT / ml de réseaux posés, remplacés ou mis en service au cours de l'année N-1

- Pour les réseaux de distribution: la redevance est un forfait annuel correspondant à 1/10e de la redevance annuelle calculée pour la partie correspondant aux réseaux de distribution.

Le montant de la redevance temporaire sera calculé selon les formules ci-dessus, utilisées pour calculer les montants maximums.

B - Au titre de la redevance annuelle due pour l'occupation par des ouvrages permanents, la redevance maximale est fixée par le décret n° 2002-409 du 26 mars 2002, et repris par l'article R.2333-105 du CGCT.

Ce décret fixe le plafond de redevance en fonction du nombre d'habitants de la commune :

Pour une population inférieure ou égale à 2000 habitants la redevance est de 153€

Pour une population inférieure ou égale à 5000hab PR = 0,183P-213 €

Pour une population inférieure ou égale à 20000hab PR = 0,381P-1204 €

Pour une population inférieure ou égale à 100000hab PR = 0,534P-4253 €

Pour une population supérieure à 100000hab PR = 0,686P-19498 €

Sur la base de l'article R.2333-106 du CGCT, le calcul sera fait pour le Territoire du Pays d'Aix en prenant pour P la population INSEE du Territoire du Pays d'Aix avec la formule : PR = 0,686P-19498 €.

Pour 2019, la population INSEE prise en compte est la population légale de 2015, soit 397 976 habitants. Le montant maximum de la redevance PR s'élève pour 2019 à 253 513,54 euros.

Sur la base de ce montant le calcul du montant de la redevance dû à la Métropole sera fait au prorata du linéaire de réseau posé sur les voiries gérées par la Métropole sur le Territoire du Pays d'Aix par rapport au linéaire total de réseau installé sur le territoire des communes.

2) Opérateur de Gaz

La loi du 1^{er} août 1953 pose le principe du paiement d'une redevance pour le gaz et l'électricité au profit des communes et des départements.

A - Au titre de la redevance temporaire :

Le montant maximum des redevances pour les transports de gaz réalisant des travaux est fixée par le décret n°2015-334 du 25 mars 2015 pour les communes et les départements. Il est donc proposé de retenir le montant de la redevance à verser à la métropole à :
0,35 €HT / ml de réseaux posés ou remplacés au cours de l'année N-1

B- Au titre de la redevance annuelle due pour l'occupation par des ouvrages permanents. :

Le montant maximal des redevances dû chaque année par les ouvrages de transport et de distribution de gaz est fixé pour les communes et les départements par décret n°2007-606 du 25 avril 2007. Sur la base de l'article R.2333-115 du CGCT, le calcul sera fait sur le territoire du Pays d'Aix pour les voiries dont la Métropole est gestionnaire.

Le montant est revalorisé chaque année par application à la fois du linéaire arrêté à la période susvisée et de l'index « ingénierie » mesuré au cours des 12 mois précédant la publication de l'index connu au 1^{er} janvier.

La redevance est calculée en fonction du linéaire L de réseau implanté au cours de l'année N-1 sur les voiries du Territoire du Pays d'Aix, avec la formule suivante :

$$(0,035 \times L + 100) \times c$$

où c'est le coefficient d'indexation de l'indice ING au moment du décret (valeurs 2006) et l'année de calcul de la redevance.

Le coefficient d'indexation pour l'année 2019 : 1,1201

Pour l'année 2019, la formule sera donc la suivante :

$$0,042 \times L + 120 \text{ € HT}$$

3) Opérateurs de réseaux de communications électroniques

Les opérateurs de communications électroniques titulaires d'une licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau ouvert au public délivrée par A.R.C.E.P. (Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes)

bénéficient d'un droit de passage sur le domaine public communautaire routier et non routier.

La loi a renvoyé à un décret les modalités d'application des dispositions relatives à l'utilisation du domaine public routier (articles L45-9 à L53 du Code des Postes et Communications Électroniques).

Au titre de la redevance annuelle et de la redevance temporaire :

Le tarif annuel maximal de la redevance est défini par le décret n°2005-1676 du 27 décembre 2005 (articles R20-52 du code CPCE) qui précise que les montants des redevances sont indexés sur l'évolution de l'indice du coût général des travaux publics (TP01).

Indice de révision en 2006 : moyenne 2005 de TP01 (1975) : 522,375

Indice de révision en 2019 : moyenne 2018 de TP01 calculée sur les 12 derniers indices (juillet 2017 à juin 2018) (2010 raccordé 1975) : 698,1024

Coefficient d'actualisation : 1,3413

Au vu du tarif du décret de 2006, et de l'actualisation, voici le calcul pour les tarifs 2019 :

	Domaine public routier			Domaine public non routier	
	Souterrain , Artères (en € HT/km)	Aérien , Artères (en € HT/km)	Autres : cabine tél, sous répartiteur (en € HT/m ²)	Artères (en € HT/km)	Autres (en € HT/M ²)
2006	30,00	40,00	20,00	1 000,00	650,00
2019	40,24	53,65	26,83	1 341,30	871,84

4) Réseaux d'eau potable et d'assainissement

Le décret n° 2009-1683 du 30 décembre 2009 plafonne le montant des redevances pour occupation du domaine public par des réseaux d'eau et d'assainissement.

Le plafond est fixé au 1^{er} janvier 2010 à 30€/kilomètre de réseau (hors branchement) et à 2€/m² d'emprise au sol pour les ouvrages bâtis non linéaires.

Ce plafond évolue au 1^{er} janvier de chaque année, proportionnellement à l'évolution de l'index «ingénierie», défini au Journal officiel du 1^{er} mars 1974 et publié au Bulletin officiel du ministère chargé de l'équipement, mesurée au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au 1^{er} janvier.

Coefficient d'actualisation de l'index ING pour l'année 019 = 1,107

Ce qui fixe le tarif pour l'année 2019 à 33,21€/km et à 2,21€/m²

Le montant de la redevance pour l'occupation temporaire du domaine public sera calculé sur la base des tarifs joints en annexe (paragraphe B).

5) Autres opérateurs de réseaux

Les autres propriétaires de réseaux n'ont pas leurs tarifs maximums de redevances réglementés.

Dans ces autres propriétaires de réseaux sont notamment compris les réseaux de transport d'eau brute.

Il est proposé de retenir le montant de la redevance à verser à la Métropole pour ces autres opérateurs occupant en souterrain le domaine public à :

2 €HT / ml de réseaux posé en souterrain au titre de l'occupation annuelle

Le montant de la redevance pour l'occupation temporaire du domaine public sera calculé sur la base des tarifs joints en annexe (paragraphe B).

III - Dispositions de location des infrastructures de génie civil de la Métropole sur le Territoire du Pays d'Aix par les concessionnaires de réseaux de communications électroniques :

Avant toute occupation des infrastructures de génie civil de la Métropole sur le Territoire du Pays d'Aix pour les concessionnaires de réseaux de communications électroniques, il est nécessaire de conclure une convention entre la Métropole et le concessionnaire précisant les modalités de passage du concessionnaire telles que préconisées par l'ARCEP. Cette convention est valable pour toutes les interventions à venir du concessionnaire sur l'ensemble du réseau de la Métropole et ce pour la durée fixée par la convention.

Pour chaque occupation des infrastructures de la Métropole, le concessionnaire devra formaliser une demande spécifique et obtenir validation de la Métropole en respectant les prescriptions édictées par la convention.

Concernant la tarification de la location des fourreaux, il est nécessaire d'évaluer la valeur locative comprenant d'une part l'occupation du fourreau et d'autre part une partie de l'amortissement et des frais d'entretien des infrastructures.

Il est proposé pour l'année 2019, de suivre les préconisations de l'ARCEP et d'appliquer la tarification suivante :

1,00€ HT / ml de fourreau occupé

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques dans ses articles L 2125-1 à L 2125-6, concernant la

perception des droits de voirie sur l'occupation temporaire du domaine public ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° HN 023-17/03/16 CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016, décidant du maintien des tarifs et redevances en vigueur sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°VOI 020-3389/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017, validant les tarifs de redevances d'occupation du domaine public et d'occupation des infrastructures de génie civil pour l'année 2018 sur le Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article unique :

Sont approuvées les tarifications pour la redevance d'occupation du domaine public et pour la location des infrastructures de génie civil de l'année 2019 sur le Territoire du Pays d'Aix telles qu'elles sont annexées à la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire - Habitat

2018 CT2 509

Attribution de subventions nominatives dans le cadre de l'accession à coût maîtrisé

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le soutien à l'accession à coût maîtrisé à la propriété est un des enjeux forts sur le Territoire du Pays d'Aix.

C'est pourquoi, depuis 2009, un dispositif destiné aux primo accédants (sous conditions de ressources) pour l'acquisition d'un logement dans le neuf ou dans l'ancien a été mis en place sur le Pays d'Aix.

Ce dispositif se décline en deux types d'aides :

- **Un prêt « bonifié » à hauteur de 25 000€ sur 12 ans**

Aide plafonnée à 4 000 € versée à tout organisme bancaire qui a la charge de la valoriser sous la forme d'un prêt bonifié. Cette aide permet le financement, en amont, des intérêts à percevoir par l'organisme bancaire. Le montant de ces intérêts est calculé sur la base du taux de swap amortissable « FGAS » (Fonds de Garantie de l'Accession Sociale). Publié chaque trimestre, il permet le calcul de la subvention à verser et constitue un « taux de référence ».

Aujourd'hui, le prêt bonifié est mis en œuvre par le Crédit Foncier, partenaire bancaire du Pays d'Aix.

- **Une aide directe à la personne**

D'un montant de 2 500€, cette aide est portée par le notaire de l'opération : l'aide doit être mentionnée dans l'acte notarié qui devra intégrer des clauses anti spéculatives et préciser que l'aide sera restituée en cas de vente du logement sans motif légitime dans les 5 ans ayant suivi son achat.

Ces deux types d'aides, non cumulables entre elles, sont attribuées aux primo-accédants répondant aux critères d'éligibilité définis par le Pays d'Aix.

Les bénéficiaires doivent notamment :

- Ne pas être propriétaire de leur résidence principale depuis plus de deux ans ;
- Acheter un bien au titre de leur résidence principale sur l'une des 36 communes du Pays d'Aix ;

- Résider ou travailler sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- Respecter les plafonds de ressources du Prêt Accession Sociale (PAS) en vigueur (revenus fiscaux de référence de l'année n-2) ;
- Être bénéficiaire du Prêt à Taux Zéro (PTZ) ;
- Être issus en priorité du parc locatif social (public ou privé conventionné social).

En application de ce qui précède, et après examen des dossiers, il est proposé d'attribuer :

- 24 aides directes à la personne, soit un montant de 60 000 euros ;
- 12 prêts bonifiés au Crédit Foncier, soit un montant maximum de 48 000 euros

Toutes les aides proposées à l'approbation du Conseil de Territoire sont décrites dans les tableaux ci-annexés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment l'article L.312-2-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_A252 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 relative au dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017_CT2_197 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017 relative à l'ajustement des modalités d'intervention du dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 12 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'accession à coût maîtrisé est une des priorités du Territoire en matière de politique locale de l'Habitat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé, dans le cadre des aides directes à la personne, le versement de subventions d'un montant total de 60 000 euros aux 24 primo accédants mentionnés dans le tableau ci-annexé par le biais de leurs notaires.

Article 2 :

Est approuvé, dans le cadre de la convention de partenariat avec le Crédit Foncier, le versement d'une subvention globale maximale de 48 000 euros pour la mise en œuvre de 12 prêts bonifiés correspondant au projet d'acquisition de l'accédant cité dans le tableau ci-annexé.

Article 4 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer toutes les pièces afférentes à ces dossiers.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3347 (Fonction 553 – Nature 20422).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 510

Attribution d'aides pour la production de logements locatifs sociaux - Approbation de conventions de financement

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin de soutenir la production de logement social sur son territoire, le Conseil de Communauté de la CPA a déclaré d'intérêt communautaire les modalités de soutien à la production de logements sociaux sous forme de forfaits selon le type de financement de l'opération et sa surface utile. Ces forfaits sont majorés en fonction des niveaux de performance énergétique atteints (délibération n°2013_A031 du 28 mars 2013).

En complément de ces aides forfaitaires, le Conseil de Communauté s'est prononcé en faveur de la prise en charge de l'aide pour surcharge foncière pour les logements PLAI et PLUS, selon les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation (délibération n°2014_A217 du 14 octobre 2014).

Les aides se déclinent de la façon suivante :

- **En construction et VEFA :**

Subvention forfaitaire de 70 à 180€ par m² de surface utile selon le type de financement (PLUS - PLAI - PLS) et les labels de performances énergétiques (majoration de 5 à 10 %).

La subvention est plafonnée à 12 % du prix de revient de l'opération (y compris surcharge foncière).

- **En acquisition-amélioration**

Subvention forfaitaire de 160 à 250 € par m² de surface utile selon le type de financement (PLUS - PLAI - PLS) et les performances énergétiques (majoration jusqu'à 10 %).

La subvention est plafonnée à 15 % du prix de revient de l'opération (y compris surcharge foncière).

Chaque subvention allouée à une opération de logement social fait l'objet d'une convention de financement entre le Territoire du Pays d'Aix, et le bailleur social, soumise à l'approbation du Conseil de Territoire.

Selon ces critères, il est proposé dans ce rapport, d'attribuer des aides pour les opérations éligibles et d'approuver les conventions afférentes.

Ces aides, déclinées dans le tableau ci-annexé, s'élèvent à un montant total de 926 001€ pour 9 opérations représentant 96 logements locatifs sociaux, dont 34 logements PLAI, 55 logements PLUS et 7 logements PLS.

Ces opérations s'inscrivent dans le cadre de la programmation 2018 des logements locatifs sociaux du territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2013_A031 du Conseil communautaire de la CPA du 28 mars 2013 déclarant d'intérêt communautaire les principes d'intervention en faveur des opérations de construction de logements sociaux ;
- La délibération n° 2014_A217 du Conseil communautaire de la CPA du 14 octobre 2014 confirmant la prise en charge des subventions pour surcharge foncière pour les logements PLAI et PLUS ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 12 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir la production du logement locatif social sur le Territoire du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions pour un montant total de 926 001 € en faveur de la production de logements sociaux pour les 9 opérations décrites dans le tableau annexé.

Article 2 :

Sont approuvées les conventions de financement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et les bailleurs sociaux concernés.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer ces conventions de financement et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, Autorisation de Programme N° DI725AP, fonction 552.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire - Politique de la ville / Cohésion sociale

2018 CT2 511

AVIS - Approbation d'une convention d'application du contrat de ville territorial pour la commune d'Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 définit le nouveau cadre de la politique de la ville qui doit être pris à l'échelon intercommunal. Le contrat de ville du Territoire du Pays d'Aix a donc été signé le 26 juin 2015 par et conclu pour la période 2015-2020 afin de cibler son intervention sur une géographie prioritaire autour de 8 quartiers.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substitué de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Conformément à l'article 6-I de la loi n°2014-173 et à l'instruction du 15 octobre 2014 du Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des contrats

de ville, le contrat de ville du Territoire du Pays d'Aix constitue une convention cadre destinée à être mise en œuvre par des conventions territorialisées par commune afin de prendre en compte les spécificités de chaque commune, quartier et l'historique des initiatives et dispositifs présents sur ces territoires. Il définit les orientations et objectifs pour les trois piliers du contrat de Ville et les engagements attendus. Il est en cela le cadre de référence commun aux 8 quartiers prioritaires pour le déploiement des actions spécifiques et des politiques de droit commun.

Le Contrat de Ville du Territoire du Pays d'Aix (Livret 1 « Présentation du Contrat de Ville » p.16) prévoit que sa mise en œuvre s'appuiera sur des conventions complémentaires établies en référence à cette convention cadre. C'est dans cette perspective que le contrat de ville du Territoire du Pays d'Aix ouvre la voie à la déclinaison des cadres d'action présentés dans le cadre du contrat à l'échelle des communes concernées par le Contrat, durant les 6 années de sa mise en œuvre.

Chaque commune disposant d'un quartier Politique de la Ville peut ainsi soumettre au Comité de Pilotage du Contrat une proposition de déclinaison territoriale.

Traduction du principe prévu par le contrat de Ville à l'échelle de la commune d'Aix-en-Provence :

Cette possibilité de déclinaison territoriale du contrat de Ville s'est traduite, pour la Commune de d'Aix-en-Provence,, par une sollicitation de la Métropole du 27 juin 2018 visant à demander de poursuivre le travail engagé sur les quartiers prioritaires de la commune et ce jusqu'au 30 juin 2020, date d'échéance du contrat de ville du Territoire du Pays d'Aix.

La Ville d'Aix-en-Provence s'engage, par cette convention d'application territoriale du Contrat de Ville, à inscrire son intervention en pleine cohérence avec les orientations et objectifs du Contrat et doit permettre d'apporter de nouvelles précisions opérationnelles.

Pour ce faire, la Ville d'Aix-en-Provence s'est engagée depuis plusieurs années dans la définition d'une stratégie d'intervention en direction des quartiers à travers la mise en place du Contrat de Ville, mais aussi, des dispositifs se rapportant à la Politique de la Ville : démarches de Gestion Urbaine de Proximité, Ateliers Santé Ville. L'effort en direction des quartiers prioritaires s'est en outre traduit par la mise en place de deux Programmes de Rénovation Urbaines, sur les quartiers de Beisson et Corsy à Aix-en-Provence.

Les interventions de la Ville d'Aix-en-Provence en matière de Politique de la Ville s'inscrivent dans une politique volontariste ancienne. L'animation du dispositif au niveau de la direction Citoyenneté et Proximité de la commune a ainsi permis d'engager des démarches de structuration des acteurs locaux de proximité, afin de développer des actions visant

à favoriser la réussite éducative (en mobilisant des actions éducatives, sportives et culturelles), l'insertion, l'emploi et le développement économique, la citoyenneté, la prévention de la délinquance et l'accès au droit, la santé et à accompagner les projets de rénovation urbaine.

Les interventions au titre de certaines thématiques ont pu par ailleurs conduire à la structuration de démarches partenariales. Dans le champ de la santé, l'affirmation des ambitions de la ville à travers l'élaboration d'un Plan Local en Santé Publique s'est ainsi traduite par une plus forte inscription des initiatives dans le cadre du droit commun. En matière de prévention de la délinquance, l'affirmation d'une Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et le fonctionnement du CLSPD ont par ailleurs constitué les cadres de références des interventions en la matière.

Les opérations de renouvellement urbain sur les quartiers de Beisson et Corsy ont, au niveau de la ville, constitué de puissants vecteurs de transformation de ces quartiers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2015-B249 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2015 relative à l'approbation du contrat de ville communautaire ;
- La délibération n°2015-A331 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relative à la gouvernance du contrat de ville communautaire ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de ville signé le 26 juin 2015.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- La convention d'application du contrat de ville territorial pour la commune d'Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée d'application du contrat de ville territorial pour la commune d'Aix-en-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 512**AVIS - Approbation d'une convention d'application du contrat de ville territorial pour la commune de Vitrolles**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 définit le nouveau cadre de la politique de la ville qui doit être pris à l'échelon intercommunal. Le contrat de ville du Territoire du Pays d'Aix a donc été signé le 26 juin 2015 et conclu pour la période 2015-2020 afin de cibler son intervention sur une géographie prioritaire autour de 8 quartiers.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substitué de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Conformément à l'article 6-I de la loi n°2014-173 et à l'instruction du 15 octobre 2014 du Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville, le contrat de ville du Territoire du Pays d'Aix constitue une convention cadre destinée à être mise en œuvre par des conventions territorialisées par commune afin de prendre en compte les spécificités de chaque commune, quartier et l'historique des initiatives et dispositifs présents sur ces territoires. Il définit les orientations et objectifs pour les trois piliers du contrat de Ville et les engagements attendus. Il est en cela le cadre de référence commun aux 8 quartiers prioritaires pour le déploiement des actions spécifiques et des politiques de droit commun.

Le Contrat de Ville du Territoire du Pays d'Aix (Livret 1 « Présentation du Contrat de Ville » p.16) prévoit que sa mise en œuvre s'appuiera sur des conventions complémentaires pouvant être établies en référence à cette convention cadre. C'est dans cette perspective que le contrat de ville du Territoire du Pays d'Aix ouvre la voie à la déclinaison des cadres d'action présentés dans le cadre du contrat à l'échelle des communes concernées par le Contrat, durant les 6 années de sa mise en œuvre.

Chaque commune disposant d'un quartier Politique de la Ville peut ainsi soumettre au Comité de Pilotage du Contrat une proposition de déclinaison territoriale.

- Traduction du principe prévu par le contrat de Ville à l'échelle de la commune de Vitrolles :

Cette possibilité de déclinaison territoriale du contrat de Ville s'est traduite, pour la Commune de Vitrolles, par une sollicitation de la Métropole en date du 30 août 2018 visant à demander de poursuivre le travail engagé sur les quartiers prioritaires de la commune et ce jusqu'au 30 juin 2020, date d'échéance du contrat de ville du Territoire du Pays d'Aix.

La Ville de Vitrolles s'engage, par cette convention d'application territoriale du Contrat de Ville, à inscrire son intervention en pleine cohérence avec les orientations et objectifs du Contrat et doit permettre d'apporter de nouvelles précisions opérationnelles.

Pour ce faire, la ville de Vitrolles intervient dans le cadre de la Politique de la Ville sur deux quartiers définis prioritaires par la dernière réforme et fait de cette Politique de la Ville un instrument majeur d'intervention en direction des quartiers prioritaires, inscrit dans le cadre de la recherche d'une forte interconnexion entre les dimensions urbaines, sociales et économiques du développement local.

La mise en place du PRU en 2007, sur le secteur étendu des Pins (Liourat, Petite Garrigue, les Pins, les Hermès) comme territoire de projet (le périmètre opérationnel ayant été limité au « Cœur de Projet » dans le cadre du déploiement des financements), a ainsi conduit à l'affirmation d'une stratégie intégrant

projet urbain et cohésion sociale, porté par la Ville et ses partenaires. Ainsi, en lien avec les vastes opérations de rénovation urbaine dans le cadre de la convention Anru, avec la mobilisation de crédits de l'Agence, de la CPA, du Conseil Général, de la Ville, de la Région et des bailleurs, le précédent contrat a visé à mettre en cohérence les interventions portant sur le développement économique, l'insertion par l'activité économique, l'emploi et la formation, la réussite éducative, la prévention de la délinquance, la solidarité et la santé et à promouvoir la participation active des habitants dans la vie des quartiers à travers le développement de la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité. La Ville s'est ainsi inscrite dans plusieurs dispositifs opérationnels, liés à ces thématiques clefs (STSPD, PLSP, PRE...) permettant une structuration progressive des interventions et le développement de projets à l'échelle du territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_B249 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2015 relative à l'approbation du contrat de ville communautaire ;
- La délibération n°2015_A331 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relative à la gouvernance du contrat de ville communautaire ;
- Le contrat de ville signé en date du 26 juin 2015 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM en date du 17 mars 2016 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 158-3177/17/CM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Vitrolles.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- La convention d'application du contrat de ville territorial pour la commune de Vitrolles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'application du contrat de ville territorial pour la commune de Vitrolles.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention avec la ville de Vitrolles et toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 513

AVIS - Concession d'aménagement entre la Métropole et la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires relative à l'opération de renouvellement urbain du quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le quartier d'Encagnane, a été identifié comme prioritaire par la loi Lamy du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, et il a été retenu au titre des Nouveaux Projets de Renouvellement Urbain. Les financements de ces projets sont inscrits au titre des Quartiers d'Intérêt Régionaux, au sein du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020.

Conformément à la Loi Lamy, les premières orientations du projet de renouvellement urbain du quartier d'Encagnane ont été proposées dans le Protocole de préfiguration, validé et signé par les partenaires le 17 décembre 2015.

Le quartier d'Encagnane, situé à l'Ouest de la ville, apparaît comme une centralité de proximité à conforter et se trouve en perspective classé comme zone urbaine d'intensification maîtrisée. A ce titre,

ce quartier doit contribuer fortement à l'atteinte des objectifs fixés par le PLH et le SCOT, tant au niveau de la production et de la diversification de l'offre d'habitat, que du développement de l'activité économique et commerciale de proximité, en interconnexion avec les grands projets d'infrastructure (déploiement des axes de transport (Bus à haut niveau de service, évolution de l'échangeur A8/A51), liaison avec le projet de la Constance, programmation d'équipements (SMAC, pôle numérique...)). Les interventions sur le territoire sont en cela fondamentales, concernant d'une part la création de logements et d'équipements, et d'autre part le traitement des espaces publics.

L'inclusion croissante de ce quartier à la dynamique du Territoire du Pays d'Aix et sa plus forte interconnexion sont ainsi des éléments clefs du projet urbain sur le quartier d'Encagnane.

L'opération d'aménagement est une opportunité réelle de développement des entreprises locales, confortant ainsi un tissu économique de proximité.

Trois principes fondamentaux ont guidé la mise en place du plan général d'aménagement du quartier d'Encagnane :

- Une vision globale de la transformation urbaine du quartier à l'horizon 2025
- Un projet intégré qui articule les 3 piliers du contrat de ville (cohésion sociale, emploi-économie, renouvellement urbain) ainsi que les enjeux environnementaux
- Un projet dynamique et inclusif qui intègre une démarche participative continue et qui laisse une place importante à l'expérimentation et à l'innovation.

La réalisation de cette opération d'aménagement sera assurée sous la maîtrise d'ouvrage de la SPLA, dans les conditions décrites par la présente concession. A ce titre, le concessionnaire assure notamment la maîtrise d'ouvrage des travaux et équipements concourant à l'opération prévus dans la concession, ainsi que la réalisation des études et de toutes missions nécessaires à leur exécution. Le concessionnaire procède à la vente, à la location ou à la concession des biens immobiliers situés à l'intérieur du périmètre de la concession.

La présente concession est destinée à fixer les droits et obligations respectifs des parties, notamment les conditions dans lesquelles la SPLA réalisera ses missions, sous le contrôle de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La participation maximale du concédant au coût de l'opération est de 27 600 000 euros.

Dans ce cadre, la présente concession d'aménagement prévoit que le concessionnaire réalise l'opération d'aménagement du programme de renouvellement urbain du quartier d'Encagnane en étant chargé :

- d'assurer la gestion et l'entretien des biens ;
- des formalités administratives, légales et réglementaires liées à la réalisation de l'opération ;

- d'assurer la réalisation des études liées à la mise en œuvre de l'opération ;
- de la réalisation des ouvrages et équipements prévus au programme des équipements publics ;
- d'assurer la commercialisation, la location ou la concession des biens immobiliers situés à l'intérieur du périmètre de la concession ;
- d'assurer la gestion administrative, financière et comptable de l'opération ;
- de mettre en place et d'animer les instances de suivi de la concession ;
- de mettre en œuvre les démarches inhérentes et déjà engagées sur l'opération ;
- de proposer, préparer et assurer la mise en œuvre de tous contrats et conventions avec des tiers publics ou privés nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- d'assurer la réalisation des études et de toutes missions nécessaires à l'exécution de ces obligations.

La SPLA assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi, un Comité technique et un Comité de Pilotage, sont prévus pour permettre le suivi et le contrôle de l'opération par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par ailleurs, le concessionnaire devra présenter à chaque réunion du comité de pilotage, un bilan d'étape qui précisera l'état d'avancement du dossier, identifiera les difficultés éventuelles et présentera les modalités prévisionnelles des réalisations à venir. De plus, le concédant exerce un contrôle comptable et financier sur l'opération notamment grâce la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 28 du traité de la concession d'aménagement prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu financier comportant notamment :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisés,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- un rapport spécifique sur la mise en œuvre de la démarche environnementale de l'opération,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques,

ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,

- un planning d'opération actualisé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_B249 du Bureau Communautaire de la CPA du 11 juin 2015 relative à l'approbation du contrat de ville communautaire ;
- La délibération n°2015_A255 du Conseil Communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 relative à l'approbation d'un protocole de préfiguration communautaire des projets de renouvellement urbain d'Aix-en-Provence et Vitrolles ;
- La délibération n°DEVT 005-3735/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 relatif à l'approbation d'un protocole modificatif de préfiguration des projets de renouvellement urbain d'Aix-en-Provence et Vitrolles ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Le projet de renouvellement urbain du quartier d'Encagnane.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la concession d'aménagement pour le projet de renouvellement urbain du quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence avec la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires ».

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la concession et

tous les documents afférents à l'exécution de cette délibération.

Article 3:

Les crédits sont affectés sur les Etats spéciaux du Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 514

Attribution de subventions nominatives dans le cadre des opérations façades de Pertuis

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les opérations façades de la Ville de Pertuis ont été transférées à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix au titre de sa compétence Politique de la Ville (délibération du Conseil communautaire N°2003_A156 du 25 juillet 2003 et délibération N° 2015_B518 du Bureau communautaire du 29 octobre 2015).

L'opération façades est pilotée par une commission façades, composée d'élus et de techniciens de la Ville de Pertuis et du Conseil de Territoire du Pays d'Aix et régie par une convention d'attribution des aides.

Peuvent bénéficier de l'opération façades, les propriétaires d'immeubles situés à l'intérieur du cœur de ville, correspondant au périmètre de la concession d'aménagement de la ville de Pertuis. Les immeubles situés en vis-à-vis du périmètre de l'opération façades peuvent également bénéficier du dispositif.

L'ensemble des façades des bâtiments est subventionnable. Néanmoins les façades visibles

depuis l'espace public seront subventionnées en priorité.

Chaque façade doit être rénovée en totalité y compris les rez-de-chaussée. La réfection d'un seul élément de la façade (gouttière, menuiseries extérieures...) ne peut être subventionnée.

La nature des travaux porte sur le piquage et la réfection des enduits, la reprise des peintures incluant les appuis des fenêtres, le remplacement ou la peinture des menuiseries extérieures et la zinguerie.

Le montant de la subvention par façade s'élève de 40 % à 53,33 % du montant des travaux plafonnés à 69 € le m² TTC de surface de façade retenue. Pour les travaux de ravalement avec enduit, la subvention maximale est de 3 049 €, pour les travaux de ravalement peinture, celle-ci est de 2 287 €.

La Commission se réserve le droit d'accorder exceptionnellement une aide supplémentaire pour surcoût architectural (de 1 500€ à 2 000€ maximum), selon l'intérêt architectural du bâtiment et/ou l'utilisation de matériaux coûteux imposés par la réglementation de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager ou de

tout dispositif réglementaire destiné à s'y substituer, afin de contribuer à l'amélioration du patrimoine de Ville.

Enfin, les propriétaires peuvent bénéficier d'une majoration de 10% :

- au titre de l'aide à la personne : selon le montant des ressources qui ne doivent pas excéder les plafonds du Prêt d'Accession Sociale (accordé pour financer la construction ou l'achat d'un logement, avec ou sans travaux d'amélioration)
- au titre de la lutte contre l'insalubrité : réhabilitation d'un immeuble dégradé à très dégradé

Suite à la commission façades du 27 septembre 2018, la participation du Pays d'Aix est sollicitée sur les 5 dossiers suivants pour un montant total s'élevant à **9 511 euros**.

Suite à des travaux de zinguerie supplémentaires, le dossier de Monsieur REYNAUD Loïc validé en Conseil de Territoire du 11 octobre 2018 pour un montant de 1 600€, est éligible à une subvention complémentaire de 287€. Le montant de la subvention totale pouvant lui être accordée s'élève, par conséquent, à 1 887€.

NOM DU PROPRIETAIRE	ADRESSE	SURFACE	MONTANT DES TRAVAUX	BASE DE LA SUBVENTION	MONTANT ESTIME DE SUBVENTION	RAPPEL MONTANT PLAFOND	MONTANT AIDE A LA PERSONNE +10%	MONTANT DE SUBVENTION
REYNAUD Loïc	33 rue tourmente	58 m ²	13 134 €	4 717 €	1 887 €	3 787 €		1 887 €
GUALTIER GUY MARIE	9 rue Bayon	237 m ²	22 011 €	17 658 €	7 194 €	4 287 €		2 940 €
VERD ANNE SOPHIE	49 Rue des Remparts	37	2 200 €	2 200 €	880 €	2 287 €		880 €
THUILLIER ANDRE	130 rue Francois Maurel	111	12 401 €	7 659 €	3 064 €	2 287 €	229 €	2 516 €
BELLOT JACQUELINE	35 rue Murette	35	6 800 €	2 415 €	1 288 €	3 049 €		1 288 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°2015_B518 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 concernant les opérations Façades de la Ville de Pertuis ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et

n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Habitat Urbanisme et Aménagement du 12 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'aider les communes à préserver leur centre ancien en venant en appui de leurs opérations façades.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées les subventions aux propriétaires concernés mentionnés ci-dessus pour un montant total de **9 511 euros** dans le cadre des opérations façades de la Ville de Pertuis.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant est autorisée à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, ligne budgétaire 2940 (fonction 52 – nature 20422).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire - Prospective et aménagement de l'espace / SCOT

2018 CT2 515

AVIS - Instauration du droit de préemption urbain renforcé sur le secteur des Jalassières - Commune d'Eguilles

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences des métropoles de droit commun et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales. Sur le territoire du Pays d'Aix, cette compétence est devenue effective au 1er janvier 2018.

L'article L 211-2 alinéa 2 du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, il est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain.

La commune d'Eguilles a approuvé son Plan Local d'Urbanisme par délibération n° 035/2017 du 21 mars 2017.

La zone des Jalassières d'environ 70 hectares, est située dans la partie Sud de la commune, le long de la route départementale 10. Elle présente, à ce jour, une activité économique diversifiée (industrielle, commerciale, artisanale et tertiaire) et quelques habitations. L'ensemble comprend plusieurs parcelles mutables ou non bâties et représente donc une disponibilité foncière importante pour la commune.

Dans ce secteur, le Plan Local d'Urbanisme vise à créer un véritable pôle de vie avec une mixité des fonctions : logements, commerces, services de proximité tout en confortant l'offre existante en termes d'activités. La création d'habitat permettra de répondre, en partie, aux objectifs de création de logements sociaux auxquels est soumise la commune.

Deux orientations d'aménagement et de programmation « le site Agate » et « le site des anciennes tuileries de Marseille » concernent ce secteur témoignant de la volonté forte de le faire évoluer.

Afin de mener à bien ces projets, une convention d'intervention foncière a été signée entre la Métropole, la commune d'Eguilles, l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur sur ce périmètre.

Suite à l'approbation de son Plan Local d'Urbanisme, la commune d'Eguilles a instauré un Droit de Préemption Urbain sur une partie de ces

zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) et notamment sur les zones UF, UX et 1AUx concernant la zone dite « Les Jalassières » par délibération du 14 décembre 2017.

Cependant, l'article L211-4 du Code de l'Urbanisme exclut de ce droit de préemption urbain les cas suivants :

- l'aliénation d'un ou plusieurs lots constitués soit par un seul local à usage d'habitation, à usage professionnel ou à usage professionnel et d'habitation, soit par un tel local et ses locaux accessoires, soit par un ou plusieurs locaux accessoires d'un tel local, le tout compris dans un bâtiment soumis au régime de la copropriété soit depuis plus de dix ans, soit à la suite du partage total ou partiel d'une société d'attribution ;
- la cession de parts ou d'actions de société constituée en vue de l'attribution d'immeubles aux associés par fractions divisées ou de société coopérative de construction et donnant vocation à l'attribution d'un local d'habitation, d'un local professionnel ou d'un local mixte et des locaux qui lui sont accessoires ;
- l'aliénation d'un immeuble bâti pendant une période de quatre ans à compter de son achèvement.

L'article précise que ces cessions peuvent être soumises au droit de préemption si le titulaire décide de l'appliquer par une délibération motivée.

Or, pour faciliter l'aboutissement des projets menés dans ce périmètre, il importe que toutes les transactions intervenant dans ce secteur soient connues afin de permettre la mobilisation des terrains nécessaires.

Ainsi la Métropole Aix-Marseille-Provence, souhaite instaurer un droit de préemption urbain renforcé sur le périmètre de la convention.

Les effets juridiques attachés à la délibération auront pour point de départ l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité prescrites à l'article R221-2 du Code de l'Urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L210-1 et L211-1 et suivants, R211-1 et suivants et L300-1
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La délibération n° 035/2017 du Conseil Municipal d'Eguilles du 21 mars 2017 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune ;
- La délibération n°098/2017 du Conseil Municipal d'Eguilles du 14 décembre 2017, instaurant le droit de Préemption Urbain notamment sur le secteur dit « Les Jalassières » ;
- La délibération n° URB 007-1225-16-BM du Bureau de la Métropole du 30 décembre 2016 approuvant la convention d'intervention foncière en phase impulsion-réalisation entre la Métropole, l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la commune d'Eguilles sur le secteur des Jalassières d'une superficie de 72 hectares environ.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instaurer le droit de préemption urbain renforcé sur la commune d'Eguilles.
- La nécessité de disposer de moyens réglementaires pour favoriser l'aboutissement des projets sur le secteur des Jalassières.

Délibère

Article unique :

Est approuvée l'instauration du Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) sur le site des Jalassières à Eguilles dont le périmètre figure sur le plan annexé au dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 516

AVIS - Accord de la Métropole Aix-Marseille-Provence relatif au lancement d'une Déclaration d'Utilité Publique pour réserve foncière par l'EPF PACA - Quartier de Gare à Plan-de-Campagne

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le secteur du quartier de Gare à Plan-de-Campagne, situé au Nord-Est de la commune des Pennes-Mirabeau, à proximité de l'autoroute A51, représente un espace de développement stratégique pour les acteurs publics afin d'y développer un nouveau quartier à proximité du futur pôle d'échanges multimodal. En effet, la réalisation d'un projet d'aménagement autour de la gare de Plan-de-Campagne permettrait d'améliorer les services de transports en commun, de moderniser les équipements existants et d'améliorer l'environnement immédiat autour de l'équipement public.

Lors du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a défini les critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement parmi lesquels « le caractère structurant de l'opération pour la mise en œuvre des orientations métropolitaines notamment en matière d'aménagement et d'équilibre de l'habitat » ainsi que « la prise en compte dans le programme de l'opération de l'articulation habitat-transport et des démarches environnementales ».

Ainsi, en considération du caractère stratégique du secteur du quartier de gare de Plan-de-Campagne en matière d'aménagement, d'habitat et de transports, l'opération d'aménagement a été déclarée d'intérêt métropolitain par délibération du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018.

Sur le plan foncier, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune des Pennes-Mirabeau et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur ont signé en octobre 2017 une convention d'intervention foncière en phase anticipation sur le secteur du quartier de gare à Plan-de-Campagne. Le conventionnement porte sur un périmètre d'intervention de 20 hectares et une enveloppe financière d'un montant de 12,5 millions d'euros est mobilisée afin de permettre à l'opérateur foncier de procéder aux acquisitions nécessaires à la mise en œuvre du projet.

L'opérateur foncier a déjà engagé des négociations amiables qui lui ont permis d'acquérir un local commercial en décembre 2017. Cependant, compte-tenu de la dureté foncière du secteur et afin d'assurer une maîtrise foncière certaine des tènements nécessaires à la mise en œuvre de l'opération, une procédure de déclaration d'utilité publique pour réserve foncière devra être engagée

par l'Etablissement Public Foncier PACA. Le périmètre retenu pour la mise en œuvre de la procédure de déclaration d'utilité publique représente une superficie d'environ 29 hectares.

Selon les premières estimations issues des éléments préparatoires du dossier de déclaration d'utilité publique, le montant global nécessaire pour acquérir le foncier par voie d'expropriation s'élève à 18 millions d'euros.

Ainsi, la présente délibération a pour objet d'autoriser l'Etablissement Public Foncier PACA, sur la base des éléments susvisés, à engager une procédure de déclaration d'utilité publique pour réserve foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Expropriation pour Cause d'Utilité Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°URB 023-2781/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2018 définissant les critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement ;
- La délibération n° URB 014-3853/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018 déclarant l'intérêt métropolitain de l'opération d'aménagement quartier de gare aux Pennes-Mirabeau ;
- La délibération n° URB 003-1673/17/BM du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant la convention d'intervention foncière en phase anticipation avec l'EPF PACA et la commune des Pennes-Mirabeau.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient d'autoriser l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur à engager une procédure de déclaration d'utilité publique pour réserve foncière sur le périmètre indiqué ci-dessus.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de lancement d'une procédure de déclaration d'utilité publique pour réserve foncière portée par l'Etablissement Public Foncier PACA, sur un périmètre d'une superficie totale de 29 hectares.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer toutes les pièces liées à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 517

AVIS - Approbation de l'avenant n°4 à la convention d'intervention foncière en phase réalisation entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'EPF PACA et la Commune de Vitrolles - Secteur des Aymards - Couperigne - Estroublans

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le quartier « Aymards-Couperigne-Estroublans » situé à l'ouest de la commune de Vitrolles, aux abords de la gare de Vitrolles et de l'aéroport, représente un espace de renouvellement urbain stratégique pour la collectivité.

Ce secteur est le support de l'opération d'aménagement Cap Horizon, déclarée d'intérêt métropolitain en mars 2013, laquelle poursuit un double objectif : d'une part, le développement d'une offre économique attractive nouvelle et d'autre part, la réalisation d'un programme d'équipements publics, d'accessibilité et desserte afin d'améliorer les mobilités à l'échelle d'un bassin

de vie. Plus précisément, cette opération de requalification urbaine vise à :

- créer, en cœur de projet, un véritable pôle d'échanges multimodal, connecté au tissu économique et à la vie locale ;
- requalifier la zone d'activité des Estroublans autour du pôle d'échanges, afin d'élargir son positionnement économique à l'échelle métropolitaine ;
- réaménager la zone d'activité de Couperigne et permettre son utilisation optimale.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Vitrolles et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) ont signé en juin 2013 une convention d'intervention foncière sur le secteur afin que l'opérateur engage une démarche de veille et de maîtrise foncière. Par la suite, trois avenants ont été conclus afin de répondre aux évolutions et aux enjeux du projet Cap Horizon.

Le conventionnement entre les trois partenaires porte à ce jour sur un périmètre d'intervention de 100 hectares. Une enveloppe financière d'un montant de 40 millions d'euros est mobilisée afin de permettre à l'opérateur foncier de procéder aux acquisitions nécessaires à la mise en œuvre du projet.

Par délibération en date du 30 novembre 2017, le Conseil d'administration de l'EPF PACA a fait évoluer les modalités de calculs du prix de revient des opérations aux équilibres contraints en introduisant la possibilité de déduire du prix de revient les recettes locatives perçues par l'opérateur.

Ainsi, la présente délibération a pour objet d'approuver l'avenant n°4 à la convention d'intervention foncière en phase réalisation conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Vitrolles et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur afin d'adapter la convention initiale aux nouvelles modalités financières décrites ci-dessus.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après : **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° 2012_A254 du Conseil communautaire de la CPA du 15 mars 2012 déclarant l'intérêt communautaire le périmètre Aymards/Couperigne/Estroublans ;
- La délibération n°2013_A021 du Conseil communautaire de la CPA du 28 mars

2013 approuvant la convention d'intervention foncière entre la Communauté du Pays d'Aix, l'EPF PACA et la Commune de Vitrolles ;

- La délibération n°2015_A028 du Conseil communautaire de la CPA du 12 mars 2015 approuvant l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière entre la Communauté du Pays d'Aix, l'EPF PACA et la Commune de Vitrolles ;
- La délibération n°2015_A133 du Conseil communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n°2 à la convention d'intervention foncière entre la Communauté du Pays d'Aix, l'EPF PACA et la Commune de Vitrolles ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 024-1428/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n°3 à la convention d'intervention foncière entre la Communauté du Pays d'Aix, l'EPF PACA et la Commune de Vitrolles.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°4 à la convention d'intervention foncière en phase réalisation entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'EPF PACA et la Commune de Vitrolles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°4 à la convention d'intervention foncière en phase réalisation entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'EPF PACA et la Commune de Vitrolles.

Article 2:

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer l'avenant n°4 et toutes les pièces liées à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 518

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière en phase anticipation entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'EPF PACA et la commune des Pennes-Mirabeau - Quartier de Gare à Plan-de-Campagne

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le secteur du pôle gare à Plan-de-Campagne représente un espace de développement stratégique pour la collectivité afin d'y développer un projet d'aménagement d'ensemble intégrant une mixité sociale et fonctionnelle.

Lors du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a défini les critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement parmi lesquels « le caractère structurant de l'opération pour la mise en œuvre des orientations métropolitaines notamment en matière d'aménagement et d'équilibre de l'habitat » ainsi que « la prise en compte dans le programme de l'opération de l'articulation habitat-transport et des démarches environnementales ».

Ainsi, en considération du caractère stratégique du secteur du quartier de gare de Plan-de-Campagne en matière d'aménagement, d'habitat et de transports, l'opération d'aménagement a été déclarée d'intérêt métropolitain par délibération du Conseil de la Métropole en date du 18 mai 2018.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé avec l'Établissement Public Foncier PACA (EPF PACA) un partenariat dont l'objectif principal est de mobiliser du foncier afin de répondre aux enjeux des politiques sectorielles relatives au champ de compétence de l'aménagement de l'espace, et plus prioritairement, aux thématiques de développement de l'habitat et des activités économiques.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune des Pennes-Mirabeau et l'EPF PACA ont signé en octobre 2017 une convention d'intervention foncière en phase anticipation sur le secteur du quartier de gare à Plan-de-Campagne.

Le conventionnement entre les trois partenaires porte sur un périmètre d'intervention de 20 hectares.

Une enveloppe financière d'un montant de 12,5 millions d'euros est mobilisée afin de permettre à l'opérateur foncier de procéder aux acquisitions nécessaires à la mise en œuvre du projet.

Sur le plan foncier, l'EPF PACA a engagé des négociations avec les propriétaires des deux principales copropriétés commerciales et s'est porté acquéreur, en décembre 2017, d'un premier local commercial de 375 m² pour un montant de 484 000 euros. L'opérateur foncier perçoit des recettes locatives issues de cette acquisition. De ce fait, il est apparu nécessaire de faire évoluer les modalités de calculs du prix de revient des opérations aux équilibres contraints en introduisant la possibilité de déduire du prix de revient, les recettes locatives perçues.

Ainsi, la présente délibération a pour objet d'approuver l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière en phase anticipation conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune des Pennes-Mirabeau et l'EPF PACA afin d'adapter la convention initiale aux nouvelles modalités financières décrites ci-dessous.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 023-2781/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2018 définissant les critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement ;
- La délibération n° URB 014-3853/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018 déclarant l'intérêt métropolitain de l'opération d'aménagement quartier de gare aux Pennes-Mirabeau ;
- La délibération n° URB 003-1673/17/BM du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant la convention d'intervention foncière en phase anticipation avec l'EPF PACA et la commune des Pennes-Mirabeau.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'approbation de l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière en phase anticipation entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'EPF PACA et la commune des Pennes-Mirabeau.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière en phase anticipation entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'EPF PACA et la Commune des Pennes-Mirabeau.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer l'avenant n°1 et toutes les pièces afférentes à cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 519

AVIS - Modification n°1 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence - Avis du Conseil de la Métropole

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence a été approuvé par arrêté préfectoral du 27 juin 2012. Il recouvre le périmètre du centre historique d'Aix-en-Provence au droit du boulevard de ceinture de ce centre historique.

Monsieur le Préfet a décidé d'engager une procédure de modification n°1 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence dans la perspective de définir les prescriptions d'intégration patrimoniale d'un projet d'équipement muséographique dans un des quartiers emblématiques du centre historique d'Aix-en-Provence.

Le Conseil de la Métropole a exprimé un avis favorable au lancement de cette modification n°1 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence lors de sa séance du 18 octobre 2018.

Il convient désormais d'exprimer un avis sur le contenu de la modification n°1 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur sur la base des articles L.313-1 et R.313-16 du Code de l'Urbanisme.

La Métropole Aix-Marseille-Provence étant compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de ses territoires, il lui impartit effectivement de donner son avis sur les procédures d'évolution d'un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur.

Dans le cadre de cette modification n°1, les évolutions envisagées concernent le site de l'ancien couvent des Prêcheurs fondé au XIII^e siècle et dont l'étude patrimoniale a pu identifier les différentes campagnes de reconstruction ou de transformation de ce site au fil des siècles.

Les modifications proposées concernent l'instauration de plusieurs prescriptions graphiques au Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence afin d'assurer une occupation qualitative et respectueuse du patrimoine aixois par un projet d'implantation d'un équipement muséographique dans ces lieux.

Ces prescriptions consisteraient principalement à préserver les espaces de cour, de jardin et de cloître de toute construction en élévation en revoyant les classifications actuelles des cours et en instaurant sur les cours concernées des prescriptions graphiques de limitation de hauteur de bâti permettant de confiner les constructions en sous-sol.

Il est également proposé d'instaurer plusieurs prescriptions graphiques de démolition de locaux techniques sans valeur patrimoniale afin de restituer des espaces libres dans les cours concernées.

La modification du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur est également l'occasion d'ajuster les prescriptions graphiques de protection de la trame végétale sur ce même site.

Il est ainsi constaté que l'ensemble des modifications proposées visent à assurer une occupation qualitative et respectueuse du site de l'ancien couvent des Prêcheurs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment l'article L.313-1 du dans la rédaction issue de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, et R.313-1 et suivants dans leur rédaction issue du décret n°2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 17 décembre 1964 portant création du Secteur Sauvegardé d'Aix-en-Provence ;
- Le Plan de Sauvegarde et de Mise en valeur d'Aix-en-Provence approuvé par arrêté préfectoral du 27 juin 2012 ;
- La délibération n° URB 005-4623/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 portant avis favorable au lancement de la procédure de modification n°1 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence ;
- Le courrier de Monsieur le Préfet portant consultation de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la base des articles L.313-1 et R.313-16 du Code de l'Urbanisme.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la modification n°1 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence définit des prescriptions d'intégration patrimoniale d'un projet d'équipement muséographique dans le centre historique d'Aix-en-Provence.

Délibère

Article unique :

Il est donné un avis favorable à la modification n°1 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence proposant d'instaurer des prescriptions d'intégration patrimoniale d'un projet d'équipement muséographique dans le centre historique d'Aix-en-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 520

AVIS - Approbation de la convention "Repenser la périphérie commerciale"

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'appel à projets « Repenser la périphérie commerciale » est à l'initiative du Ministère de la Cohésion des territoires, dans le cadre du réseau Commerce, ville & territoire.

Il porte l'objectif d'accompagner les collectivités territoriales à engager la mutation des périphéries commerciales en perte d'attractivité, en accélérant la définition de projets de renouvellement urbain et commercial.

A travers cet appel à projets, il s'agit de faire émerger des « opérations-pilotes » pionnières et exemplaires.

Cet appel à projets a également pour objectif d'alimenter la réflexion du gouvernement sur la revitalisation des villes moyennes dans une stratégie d'équilibre entre centre et périphérie, notamment en lien avec le programme « Action cœur de ville » et la démarche EcoQuartiers.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre d'une candidature conjointe avec les communes de Vitrolles et de Rognac, a été lauréate de l'Appel à projets « Repenser la périphérie commerciale » organisé par le Ministère de la Cohésion des Territoires.

Le périmètre de projet, qui comprend notamment le secteur dit des « Cadesteaux », est constitué d'une longue séquence de commerces et d'activités en perte d'attractivité situés au bord de la RD 113, à cheval entre les communes de Vitrolles et Rognac, le long du littoral de l'Etang de Berre. Implanté à la fois sur le Territoire du Pays d'Aix et sur le Territoire du Pays Salonais, le projet vise à reconquérir les berges de l'étang en développant des activités balnéaires et de loisirs valorisant la qualité paysagère et naturelle du site.

Une offre commerciale attractive pouvant être complétée par de l'habitat, sera redéployée au sein de polarités connectées avec les centres -villes de Rognac et de Vitrolles. Les emprises foncières libérées ainsi que l'apaisement de la RD 113 permettront de créer des perméabilités vers le Grand Paysage.

Pour définir le projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence sélectionnera et pilotera un prestataire chargé d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

L'Etat apportera une contribution sous la forme d'une subvention fixée, plafonnée à la somme forfaitaire de soixante mille euros (60 000 euros) et qui ne dépasse pas 80% du total des dépenses publiques.

Dans le cadre de cet appel à projet il est prévu de fixer les engagements réciproques de l'Etat et Métropole au travers une convention signée par les deux parties. Il est donc proposé d'approuver la convention jointe au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre en délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonnais.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est lauréate de l'Appel à projets « repens la périphérie commerciale »

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

La recette correspondante sera constatée au budget principal de la Métropole, opération : 2019000100

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 521

AVIS - Clôture de l'opération "Zone d'Aménagement Concerté de la Gare à Aix-en-Provence", suite à la dissolution de la société publique locale "TERRA 13" - Approbation du bilan de clôture

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L121-3 du Code de l'Urbanisme pose le principe du partenariat de l'Etat avec les collectivités territoriales au sein des agences d'urbanisme dans la mesure où ces structures ont pour vocation de permettre la conduite en commun des politiques publiques dans un but d'intérêt général. Les agences fournissent un cadre commun pour la réalisation d'études et la conduite des certaines missions par les collectivités compétentes :

- l'observation et l'analyse des évolutions urbaines,
- la contribution à la définition des politiques d'aménagement et de développement,
- la préparation des projets d'agglomération, métropolitains et territoriaux
- la définition des politiques d'aménagement et de développement, ainsi que l'élaboration des documents d'urbanisme et de planification qui leur sont liés, notamment les Schémas de Cohérence Territoriale et les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux.

Pour ce faire, elles établissent un programme partenarial élaboré en associant l'ensemble des membres qui peuvent en utiliser les résultats. Ce programme répond à des enjeux intéressants directement ou indirectement l'ensemble des adhérents et à des besoins de connaissances partagées. Il peut être élaboré pour une durée de trois ans et peut s'intégrer dans un projet d'agence. Les missions conduites en commun, noyau dur de l'activité de l'agence, justifient l'octroi de subventions de la part de l'Etat en accompagnement de celles accordées par chacune des autres collectivités et organismes publics membres.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etat et la Ville d'Aix-en-Provence, ainsi que d'autres partenaires, sont regroupés dans une association loi de 1901, l'Agence d'urbanisme Pays d'Aix-Durance (AUPA), leur permettant de mener des études, des réflexions, des observations, en toute indépendance et dans l'intérêt commun de chacun, dans l'esprit de l'article L 110 du Code de l'urbanisme qui dispose notamment : « Le territoire français est le patrimoine commun de la nation . Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences (...). Les collectivités publiques

harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace ».

Afin de poursuivre le travail engagé, il est proposé de maintenir le partenariat avec l'Agence d'urbanisme du Pays d'Aix-Durance en participant financièrement à la mise en œuvre d'outils métropolitains de planification.

Inscrites dans la durée, les principales thématiques des actions proposées au programme de travail confié à l'Agence d'urbanisme du Pays d'Aix-Durance et inscrites dans la convention portent notamment sur :

- le territoire métropolitain ;
- l'assistance en urbanisme réglementaire avec la gestion des Plans Locaux d'Urbanisme des communes membres;
- les réflexions et approche du projet urbain et des territoires de projet ;
- l'appui et les observations mutualisés aux politiques métropolitaines.

Dans ce cadre et afin de poursuivre le travail engagé, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite apporter une aide de 1 555 000€ à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix Durance.

Depuis près de deux années, une démarche partenariale a été engagée par la Métropole Aix-Marseille-Provence et les Agences d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA) et de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) afin d'aboutir à la création d'une agence d'urbanisme Métropolitaine. La convention ci-annexée ne couvre que l'année 2019, et sera résiliée de plein droit lors de la création de l'agence d'urbanisme métropolitaine.

Il est précisé qu'il convient de déroger au Règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n°HN- 021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la subvention en totalité avant le 31 décembre 2019 eu égard à son objet particulier dans les conditions fixées par la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM ;
- La délibération du 27 juillet 1994 relative à l'adhésion de la Communauté de Commune du Pays d'Aix à l'AUPA ;
- La délibération HN 009-11/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant

- Que les missions confiées à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole Aix-Marseille Provence ;

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance d'un montant de 1 555 000 € euros au titre de l'exercice 2019.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille Provence et l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont prévus au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille Provence et sur les Etats Spéciaux de Territoires, sur les lignes budgétaires suivantes :

Budget Métropole : 800 000 € - Nature 65748

EST CT2 : 155 000 € - Nature 65748 600 000€ -

Nature 20422 – Opération D17 19 AP

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire - PLU, PLUi et urbanisme

2018 CT2 522

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence - Révision allégée n°2 - Bilan de la concertation - Arrêt du projet de révision allégée

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolice Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB004-3562/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de révision allégée des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs. Par délibération n°2015-349 du 23 juillet 2015 la commune d'Aix-en-Provence a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Il est rappelé que, par délibération n°URB003-3842/18/CM du 18 mai 2018, le Conseil de la Métropole a engagé la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, dont le principal objectif est d'ouvrir à l'urbanisation le secteur Valcros-Constance, et dans ce cadre, mettre en cohérence la trame végétale, actualiser les cartes d'aléas hydrauliques au regard des nouveaux éléments d'études du secteur de Valcros-Constance et déroger à la loi Barnier dans ce même secteur.

Une concertation a été organisée pendant toute la durée d'élaboration du projet de révision allégée n°2 selon les modalités suivantes :

- L'organisation d'une réunion publique
- La mise à disposition en mairie d'Aix-en-Provence au service accueil du Plan Local d'Urbanisme, 12 rue Pierre et Marie Curie, d'un registre destiné à recueillir les observations du public.
- La mise à disposition d'une adresse électronique destinée à recueillir les observations du public.
- La mise à disposition en mairie d'Aix-en-Provence au service accueil du Plan Local d'Urbanisme, 12 rue Pierre et Marie Curie, et sur le site Internet du Territoire du Pays d'Aix d'un dossier des études en cours, complété au fur et à mesure de l'évolution de ces études, et ce jusqu'à la présente séance du

Conseil de la Métropole visant à tirer le bilan de la concertation et arrêter le projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence.

Ce dossier a donc pu bénéficier d'une large diffusion à partir du site internet du Territoire du Pays d'Aix et la mise à disposition d'une adresse électronique. Le dossier d'études a fait l'objet d'une mise à jour le 18 octobre 2018, en cours de concertation, lorsque l'avancée des études l'a permis comme le préoyaient les modalités de la concertation définies par le Conseil de la Métropole lors de sa séance du 18 mai 2018.

Il apparaît que la concertation a suscité le dépôt d'uniquement 5 observations, soit sur le registre, soit par courriel. La réunion publique, qui a été organisée le 3 juillet 2018 au Château de l'Horloge, quartier du Jas de Bouffan à Aix-en-Provence, a accueilli environ une centaine de personnes. Des riverains du quartier de Valcros-Constance ainsi que des associations, notamment des comités d'intérêt de quartier, ont participé à cette réunion.

Les observations issues de la concertation préalable ont fait l'objet d'une analyse et d'une synthèse sur la base des objectifs relatifs à l'ouverture à l'urbanisation de ce quartier qui ont été fixés par la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, ainsi que des éléments de projet d'urbanisation de ce quartier. Il est donc proposé de rappeler les objectifs et les éléments de projet de cette révision et d'analyser les observations qui s'y rapportent pour en tirer le bilan de la concertation.

1. Les motifs et objectifs portant sur l'ouverture à l'urbanisation du secteur Valcros-Constance

En cohérence avec le Projet d'Aménagement et de Développement Durables qui prévoit dans son orientation 1.3.1 de « *compléter les besoins de la ville en matière de développement par des extensions du centre urbain* », il a été identifié que « *le secteur de la Constance, en lien direct avec les quartiers Ouest de la ville, présente une véritable opportunité de répondre de manière significative aux besoins en matière d'habitat de la commune par un accroissement de l'offre de logements et d'équipements qui y sont liés.*

Dans ce secteur, la ville se donne les moyens d'agir pour un développement équilibré de l'habitat, prenant en compte les déplacements et les transports en commun et répondant au critère de maîtrise de l'énergie et d'optimisation de la consommation d'espace. Par ailleurs, ce projet offre une réponse aux besoins d'emploi par le développement d'un secteur d'activités tertiaire, des services et des commerces, notamment dans le domaine de l'économie numérique ».

Ainsi, en complément du renouvellement urbain dont le processus long et aléatoire ne permet pas à lui seul de répondre à tous les besoins inhérents au développement d'Aix-en-Provence, le Plan Local d'Urbanisme a identifié le site de Valcros-Constance, à proximité et en lien direct avec la ville,

comme un secteur d'urbanisation complémentaire en le classant en zone à urbaniser 2AU différée.

Parmi la vingtaine de périmètres d'urbanisation complémentaire figurant au Plan Local d'Urbanisme, le secteur de Valcros-Constance est effectivement le plus à même d'accompagner dans le temps la production régulière et indispensable des logements, activités et services. Par sa localisation géographique en continuité de la ville, ce quartier s'intègre dans l'armature urbaine aixoise et particulièrement dans celle des quartiers Ouest et Sud. Il n'existe pas d'autres secteurs ayant ces caractéristiques au sein des zones déjà urbanisées.

Le projet de Valcros-Constance est aussi, d'un point de vue plus large au niveau du bassin d'emplois, une réponse en création de logements pour accompagner la création d'emplois. Aix-en-Provence est une commune toujours aussi attractive pour les entreprises et cette dynamique économique repose sur un accompagnement en matière d'habitat. Sans une offre de logements diversifiée et programmée à proximité des pôles d'emplois, les actifs continueront d'aller habiter de plus en plus loin, aggravant les conditions de circulation à l'approche d'Aix-en-Provence ou de son pôle d'activités chaque soir et matin.

L'ouverture à l'urbanisation de ce secteur pourra ainsi apporter une partie de la réponse à la mixité sociale et fonctionnelle nécessaire au développement urbain. Il permettra de proposer une diversité de logements que ne procure pas aujourd'hui le renouvellement urbain. Le dynamisme universitaire en synergie avec le campus numérique présent sur ce site sera également renforcé par la création de logements étudiants.

Dans une logique de mixité des fonctions, le futur quartier de la Constance permettra également à la ville de se doter de nouveaux équipements publics et d'espaces d'activités pour accompagner des filières technologiques d'avenir en lien avec la French Tech et offrir ainsi des opportunités nouvelles face au déficit d'emplois connu dans les quartiers Ouest. Ces activités tertiaires innovantes seront en mesure d'apporter une réponse pérenne au déficit d'emplois affectant les quartiers Ouest de l'agglomération aixoise.

Ce secteur répond également au critère de maîtrise et de limitation des déplacements, avec des possibilités de liaisons adaptées au développement des transports collectifs (liaison nord-sud du Bus à Haut Niveau de Service, relations avec les quartiers Ouest et Sud, la Pioline, les Milles, Pôle d'activités) et à l'amélioration de la circulation entre le Jas de Bouffan et La Beauvalle.

Ainsi, il est prévu sur ce site le développement de 240 000 m² de surface de plancher de logements, soit la réalisation progressive de 3 500 logements environ à long terme. En outre, les conditions de mixité sociale seront garanties par la production régulière de logements sociaux représentant au minimum 25% du total des logements

conformément aux objectifs du Plan Local d'Urbanisme, ainsi que des logements intermédiaires. Plus de 70 000 m² de surface de plancher pour ces activités seront programmés et garantiront les objectifs fixés.

Le projet de quartier Valcros-Constance se veut également exemplaire sur le plan de l'environnement, optimisant la consommation de l'espace, économe en énergie, prenant en compte les déplacements et les transports en commun et ayant à cœur de préserver le patrimoine et les sites cézanniens les plus remarquables. Au total, la superficie du secteur initialement prévue pour le projet d'urbanisation est réduite de plus d'un tiers.

Elle n'impactera que les parties du site en déprise agricole et des espaces naturels ordinaires, pour partie déjà artificialisés (propriétés privées ou activités de loisirs) qui ne présentent pas d'intérêt paysager, environnemental ou patrimonial.

Les objectifs relatifs à l'ouverture à l'urbanisation du secteur 2AU de Valcros-Constance sont ainsi de :

- Répondre à la forte demande de logements et en particulier de logement social qui ne peut être satisfaite par le seul renouvellement urbain.
- Participer à la dynamique économique de l'agglomération : offrir de l'emploi de proximité et dynamiser le quartier de la Constance avec notamment son Pôle numérique de dimension internationale, labellisé French Tech et dédié au e-commerce.
- Renforcer l'offre d'équipements liés au futur quartier et au rayonnement de l'agglomération aixoise notamment en termes d'offre culturelle avec notamment la création d'une Salle des musiques actuelles ou sportive avec notamment un stade d'entraînement de rugby,
- Intégrer le projet urbain dans son environnement, la mise en valeur du patrimoine bâti et la mise en scène des points de vues cézanniens, une composition selon les axes de vues sur le grand paysage et le respect de l'image d'Aix-en-Provence.
- Mettre en œuvre une stratégie de mobilité adaptée : permettre par ses infrastructures et équipements le développement du réseau de transport en commun et des modes doux de déplacement, l'ouverture de nouvelles infrastructures viaires, la lisibilité des entrées de ville, le passage d'un transport en commun en site propre, la connexion à un réseau global de déplacement mode-doux qui sont des enjeux importants pour l'intégration du nouveau quartier au tissu urbain aixois.
- Améliorer les fonctionnalités écologiques et paysagères de la zone périurbaine d'Aix-en-Provence par la réhabilitation de plusieurs hectares de milieu naturel et semi naturel.
- Créer un quartier durable aux potentiels d'innovations : Intégrer la dimension climatique dans l'aménagement : l'ambition est de faire du nouveau quartier de la Constance un laboratoire des innovations en termes de ville intelligente, de développement durable, de bien-être des habitants et de préservation des ressources (réseau de chaleur bois, énergies alternatives, isolation

phonique et thermique de dernières générations, normes BBC etc...).

Ces objectifs font l'objet d'une traduction en termes de parti d'aménagement et de composition urbaine dans le cadre de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°6 La Constance, ainsi que dans le cadre du règlement du Plan Local d'Urbanisme, que ce soit le règlement écrit ou les documents graphiques du règlement. Ce parti d'aménagement est accompagné par la mise en cohérence de la trame végétale, la modification des cartes d'aléas hydrauliques au regard des nouveaux éléments d'études du secteur Valcros-Constance et la dérogation à la loi Barnier le long de l'autoroute A8 dans ce même secteur.

1.1 Analyse des observations portant sur le choix d'ouverture à l'urbanisation du quartier Valcros-Constance

La plupart des observations déposées par écrit abordent le principe même d'ouvrir à l'urbanisation ce quartier de Valcros-Constance, alors que ce choix n'a pas soulevé de remarques lors de la réunion publique de concertation au cours de laquelle les observations se sont portées directement sur les conditions d'urbanisation de ce site.

Si l'une des observations écrites se dit favorable par principe à la densification en alternative au mitage, elle s'étonne de l'ampleur de l'urbanisation envisagée dans ce quartier. Les autres observations estiment que ce site ne devrait pas être ouvert à l'urbanisation, soit pour des raisons de capacité d'accueil, soit pour des raisons paysagères identitaires associées au peintre Cézanne.

Ainsi, il est estimé que la population à Aix-en-Provence est déjà en surnombre et que la possibilité d'accueillir un surcroît de population est déjà atteinte. Il est remarqué que le passage de 1500 logements prévus initialement par le Plan Local d'Urbanisme approuvé en 2015 à 3500 logements et de nombreux bureaux et équipements publics semblerait remettre en question l'équilibre général du Plan Local d'Urbanisme et le Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

Il est également estimé que ce lieu devrait être préservé de toute urbanisation en raison de la présence d'un site cézannien qui constitue un patrimoine exceptionnel aux plans artistique, paysager et touristique et que seuls des équipements tels qu'un musée ou des parking ou encore des circuits touristiques mériteraient d'y être aménagés afin de mieux rendre accessible ce site au public dans un but de valorisation touristique.

1.2 Le choix d'ouverture à l'urbanisation du quartier Valcros-Constance dans le cadre du projet de révision allégée n°2

Il est rappelé que le choix d'ouvrir à l'urbanisation le quartier de Valcros-Constance est directement lié aux besoins en logements et au développement des activités. En effet, les capacités d'accueil de la population sur le territoire d'Aix-en-Provence

dépendent de l'offre de logements. Le Plan Local d'Urbanisme prévoit à cet effet de créer en moyenne 900 logements par an sur une durée d'une quinzaine d'années afin de répondre aux besoins de la population d'Aix-en-Provence. Comme il l'a été expliqué lors de la prescription de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, les principaux motifs qui ont conduit à envisager l'ouverture à l'urbanisation du quartier de Valcros-Constance sont à mettre en regard avec les résultats actuels du renouvellement urbain qui ne répond que trop partiellement aux besoins de mixité des fonctions et des logements en ville.

Par ailleurs, le nombre de logements prévisionnels à réaliser dans ce quartier évoqué par le rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme approuvé en 2015 est échelonné sur une période de quinze ans, alors que la réalisation de la programmation totale de logements se fera à plus long terme. Il est donc apparu important de faire paraître la programmation totale de logements sur le plus long terme. Il est aussi à souligner que le parti d'aménagement s'est affiné depuis l'approbation du Plan Local d'Urbanisme en réduisant la consommation d'espaces naturels ou agricoles impartie à l'urbanisation de ce secteur à une trentaine d'hectares, alors qu'il était initialement prévu de consommer 39 hectares sur les plus de 100 hectares composant le secteur de Valcros-Constance.

En ce qui concerne la possibilité de réaliser des équipements et des bureaux, elle a été envisagée dès l'approbation du Plan Local d'Urbanisme dans le cadre des orientations du PADD et de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°6 La Constance qui prévoient la réalisation d'équipements publics ainsi qu'une implantation préférentielle d'activités le long de l'autoroute A8. Par ailleurs, le choix d'envisager l'ouverture à l'urbanisation de ce site ne remet aucunement en question l'intégration paysagère du projet d'urbanisation telle qu'elle avait été préconisée par le Plan Local d'Urbanisme dans le cadre de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°6 La Constance avant son ouverture à l'urbanisation.

En effet, cette Orientation d'Aménagement et de Programmation a fait le choix d'un parti d'aménagement respectueux du paysage, et ce choix est conforté dans le cadre des objectifs de la révision allégée n°2 qui prévoient d'intégrer le projet urbain dans son environnement, de mettre en valeur le patrimoine bâti et la mise en scène des points de vues cézanniens, et d'imposer à cet effet une composition selon les axes de vues sur le grand paysage et le respect de l'image d'Aix-en-Provence. L'intégration paysagère de l'urbanisation du site sera développée dans le cadre des remarques portant sur le parti d'aménagement et l'insertion paysagère du projet d'urbanisation du quartier Valcros-Constance.

2. Les conditions de desserte du quartier Valcros-Constance

Le secteur Valcros-Constance est desservi au Nord à partir du quartier du Jas de Bouffan par le franchissement sur l'autoroute A8. Cette passerelle sera affectée à la circulation du bus à haut niveau de service sous forme de site propre et au trafic automobile. Cet accès permet de desservir les deux plateaux de la Constance voués à l'urbanisation, le plateau Est via la création d'un boulevard, et le plateau Ouest en empruntant le chemin de Valcros. Ce chemin sera détourné de son tracé d'origine afin de sanctuariser la partie centrale du plateau Ouest, puis sera connecté à la route de la Thumine longeant l'autoroute A8 en direction de la route de Galice (route départementale n°64) afin de relier le Nord-Ouest du quartier à l'échangeur autoroutier Aix-Ouest.

Le secteur Valcros-Constance est également desservi à l'Est, par le passage actuel sous l'autoroute A51 qui sera élargi en fonction des passages qui seront créés sous la bretelle de raccordement A8/A51 actuellement en travaux. L'élargissement de ce passage sous l'autoroute permettra de créer une piste cyclable à double sens entre la Constance, la fondation Vasarely et le centre ville en longeant l'ancienne voie ferrée par le chemin des Flâneurs.

Le franchissement Sud de la voie ferrée par le chemin des Aubépines récemment réalisé au droit du quartier de l'Ensoleillé sera affecté aux transports en commun.

2.1 Analyse des observations portant sur les éléments de desserte du quartier Valcros-Constance

Les conditions de desserte du quartier Valcros-Constance sont abordées autant dans le cadre des observations écrites que des remarques émises lors de la réunion publique.

Les observations s'interrogent sur la capacité de la desserte interne et inter-quartier du secteur en particulier la liaison Ouest avec la route départementale n°64- à absorber les nouveaux flux de circulation générés par l'urbanisation de ce quartier, ainsi que les nuisances sonores et atmosphériques qui en découlent.

Il est remarqué que la sortie Ouest risque de devenir un contournement pour rejoindre la route départementale n°64. Il est demandé la production d'études de circulation ainsi que la communication d'éléments relatifs à la protection phonique et à l'augmentation de la pollution générée par les nouvelles infrastructures ou les infrastructures existantes, notamment les autoroutes A8 et A51.

Il apparaît également un intérêt évident pour le développement des cheminements des modes doux à l'intérieur du site afin de mieux mettre en valeur et rendre plus accessible les paysages cézanniens. Il est même proposé de prévoir un « parcours cézannien » au-delà de ce quartier en créant une

liaison avec la Fondation Vasarely et la Bastide du Jas de Bouffan.

2.2 Les éléments de desserte du quartier Valcros-Constance prévus dans le cadre du projet de révision allégée n°2

Le projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme intègre bien l'ensemble des éléments de desserte nécessaires pour assurer une bonne desserte du secteur de Valcros-Constance.

Il est rappelé à cet effet, que l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°6 La Constance prévoit que *« les principaux accès se situent en partie nord, en lien avec le Jas de Bouffan, et à l'Est à travers le nouveau franchissement de la voie ferrée en direction du secteur de l'Ensoleillée, récemment aménagé, et de la petite route des Milles. Le franchissement sud actuel de la voie ferrée (chemin des Aubépines) sera affecté aux transports en commun »*.

Dans le projet de révision allégée, les principes de maillage inter-quartier et de circulation sont précisés dans cette même Orientation d'Aménagement et de Programmation de la façon suivante :

« - la circulation traversante est strictement limitée au boulevard qui relie le pont sur l'autoroute A51 avec le carrefour aménagé et le chemin des Aubépines et concentre les flux inter-quartiers.

- le chemin de Valcros dessert la campagne à l'Ouest mais la vitesse est limitée. Il est détourné afin de sanctuariser la partie centrale ».

Par ailleurs, le projet de révision allégée instaure des emplacements réservés de voirie destinés à la réalisation autant du maillage interne du secteur de la Constance que des liaisons inter-quartier. Les emplacements réservés présentent des largeurs suffisamment calibrées afin d'intégrer l'ensemble des usages (circulation des transports en commun, des automobiles, des cycles et des piétons) et d'absorber le trafic estimé. Un itinéraire de transport en commun en site propre traversera le quartier d'Est en Ouest. Il se raccordera au Nord à la ligne de bus à haut niveau de service via la route de Valcros, et au Sud du quartier, via le chemin des Aubépines vers la route départementale n°65.

Les infrastructures et liaisons nouvelles vont permettre de désengorger les axes empruntés actuellement qui saturent aux heures de pointe. En ce qui concerne l'accès Ouest, il n'aura aucun impact sur le chemin de Saint-Père qui conservera son statut de desserte riveraine.

En matière de nuisances acoustiques et atmosphériques, il est prévu dans le cadre de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°6 La Constance que la partie nord le long de l'autoroute A8, celle qui est la plus impactée par les nuisances sonores et atmosphériques générées par la circulation routière, fera l'objet de l'aménagement d'une bande de protection contre les nuisances sous forme de traitement paysager (merlons végétalisés, espaces plantés...).

L'Orientation d'Aménagement et de Programmation précise également que « *les éléments de protection acoustique, murs ou merlon de l'A8 seront absorbants et végétalisés. Leur hauteur résultera du calcul acoustique et du projet paysager. Ils permettront une réutilisation sur site d'une partie des déblais issus de l'aménagement de la zone* ».

De plus, la partie Nord accueillera préférentiellement des constructions à usage d'activités dans une profondeur permettant d'absorber le bruit et les nuisances et de protéger ainsi les zones à vocation principale d'habitat du cœur du secteur. Pour ce faire, les documents graphiques du règlement du projet de révision allégée n°2 prévoient la création d'un zonage mixte à dominante d'activités et d'équipements le long de l'autoroute A8.

L'impact de la circulation et des nuisances qui lui sont associées sur l'environnement a été examiné dans le cadre de l'évaluation environnementale du projet de révision allégée n°2.

Enfin, les cheminements doux seront favorisés non seulement dans la partie à urbaniser du site, mais également dans les espaces naturels les plus intéressants, et l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°6 renforce à cet effet le projet prévu initialement par le Plan Local d'Urbanisme en prévoyant plusieurs parcours à destination des modes doux. Le vallon et les coteaux boisés, qui seront entièrement conservés sous forme de parc, seront rendus accessibles par un chemin de ronde situé à la rupture de pente qui offrira une vue dominante sur le parc en creux tout le long des abords des plateaux. Le talweg fera également l'objet d'un axe principal de liaisons douces en articulant les parties Est et Ouest du site. Les points de vue cézanniens seront valorisés à travers un parcours réunissant les lieux des différentes productions de Cézanne.

Lors de la mise à jour du dossier de concertation effectuée le 18 octobre 2018, les éléments de réponse sont apportés en matière de traduction réglementaire dans le cadre de la révision allégée n°2 de la trame viaire envisagée sous forme d'emplacements réservés, ainsi qu'en matière de maillage viaire dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°6 La Constance, notamment sur le statut du chemin de Valcros qui restera un chemin confidentiel qui n'a pas vocation à être une porte d'entrée du quartier depuis l'Ouest, ainsi que sur l'ajustement des liaisons douces à créer.

Le dossier de concertation précise également que des venelles intérieures aux îlots sont prévues dans le plan guide du programme d'aménagement du quartier.

En termes de niveau de desserte à la périphérie immédiate du quartier, les infrastructures routières et les modes de desserte en transport en commun à proximité du site -bus à haut niveau de service- qui conditionnent l'ouverture à l'urbanisation du quartier Valcros-Constance sont réalisés ou en cours d'achèvement et présentent une capacité suffisante pour desservir le quartier Valcros-Constance.

3. Le parti d'aménagement et l'insertion paysagère de l'urbanisation du quartier Valcros-Constance

Le parti d'aménagement consiste à urbaniser uniquement les plateaux en conservant le vallon, y compris la partie au nord du chemin de Valcros, et les coteaux boisés dans leur état naturel. Des interventions légères en feront un grand parc. Les deux plateaux seront reliés par des circulations douces -grands escaliers et passerelle-.

La base de la composition urbaine est une trame régulière orientée vers la montagne Sainte-Victoire. Toute la trame urbaine du nouveau quartier de Valcros-Constance a été pensée afin de mettre en valeur ses espaces naturels, sa topographie, son patrimoine bâti -préservation et mise en valeur des bastides-, et les vues vers le grand paysage, notamment les vues vers la Sainte-Victoire immortalisées par Cézanne.

Le chemin de ronde situé à la rupture de pente arrête l'urbanisation et offrira une vue dominante sur le parc en creux tout le long des bords des plateaux. La transition ville-nature est radicale et la nature est préservée, car elle est entourée d'un espace public d'où on la regarde. Le parc sera équipé pour des loisirs de plein air auxquels s'ajoutent un réseau de chemins praticables pour la marche et le vélo. Les points de vue cézanniens structurent certains d'entre eux.

Élément signal du vallon, la Bastide de la Constance est visible depuis de nombreux points du parc. Les paysages se composent autour de cette figure emblématique, à l'instar d'une série en peinture, offrant au regard du promeneur des vues récurrentes et contrastées. Un des enjeux concerne plus particulièrement le patrimoine cézannien du site au vu des nombreuses toiles peintes par l'artiste sur le site. Les points de vue et les perspectives cézanniennes ont véritablement contribué à dessiner la trame urbaine orientée sur le grand paysage mais également les éléments marquants de la Constance.

Des figures singulières, repérées sur le plan par des points de vues dessineront le parcours réunissant les lieux des différentes productions de Cézanne. La balade à ciel ouvert sera à l'échelle du site. Depuis la porte de Valcros, elle rejoindra la crête de la colline, révélant à la fois la vue sur le pigeonnier et la montagne Sainte-Victoire.

3.1 Analyse des observations relatives au parti d'aménagement et l'insertion paysagère de l'urbanisation du quartier Valcros-Constance

Certaines observations écrites portent sur la sensibilité paysagère du site de Valcros-Constance. Elles soulignent la nécessaire protection du patrimoine paysager, artistique et touristique de ce secteur. Certains auraient souhaité connaître la traduction réglementaire de ce projet plutôt que des images d'intention de projet dans le dossier de concertation.

Dans le cadre de la réunion publique de concertation, des questions ont été posées sur

l'impact du projet sur l'environnement, et notamment sur la préservation des bastides existantes, mais aussi sur l'impact paysager de la création de l'échangeur A51/A8 sur les perspectives sur la montagne Sainte-Victoire. Il est souligné par les participants à la réunion publique que le parti d'aménagement a évolué de façon significative et positive.

3.2 Le parti d'aménagement et l'insertion paysagère de l'urbanisation du quartier Valcros-Constance envisagés dans le projet de révision allégée n°2

Il est rappelé que l'ensemble du parti d'aménagement envisagé pour l'urbanisation du quartier Valcros-Constance tient compte de la valeur paysagère du site et s'organise selon les perspectives paysagères les plus intéressantes. Ces perspectives sont mieux identifiées dans le cadre du projet de révision allégée n°2 dans l'Orient d'Aménagement et de Programmation n°6 La Constance qui prévoit que les vues lointaines, notamment celles qui sont orientées vers la montagne Sainte-Victoire et le Pilon du Roy, guideront le tracé des voies et l'orientation des espaces publics.

L'Orient d'Aménagement et de Programmation n°6 fait également désormais apparaître les lieux où Cézanne a peint en les identifiant sous la forme de points de vue cézanniens à valoriser. La Bastide de la Constance est maintenue, elle ne sera pas démolie.

Dans le cadre de la révision allégée n°2, les documents graphiques du règlement inscrivent les axes de composition urbaine et la préservation des perspectives à travers la trame viaire identifiée sous forme d'emplacements réservés et à travers les linéaires d'implantation des constructions.

En matière de mise en valeur de la trame végétale, il s'agit d'apporter une cohérence entre la protection de certains éléments de la trame végétale et la volonté d'ouvrir le secteur à l'urbanisation, comme le prévoit le Projet d'Aménagement et de Développement Durables dans son orientation 3.2 : « Renforcer le rôle du végétal comme élément majeur de la qualité paysagère, y compris dans les zones urbaines » et « Intégrer la trame végétale (masses boisées, ripisylves, haies et arbres d'alignement) comme élément structurant du projet urbain ».

Ainsi, lorsque la trame végétale présente un intérêt paysager et écologique fort, elle est renforcée. Les éléments de paysage remarquables autour des bastides sont préservés au regard du nouveau contexte d'urbanisation, en y apportant la protection adéquate (espace boisé classé ou élément éco-paysager). Il est notamment pertinent de préserver les haies remarquables jusqu'alors non identifiées, notamment autour de la Bastide de Valrose et du Chemin de Valcros pour leur conférer une valeur d'avenir. De même, l'olivieraie de la bastide Bellevue est maintenue.

En revanche, lorsque la trame végétale présente des enjeux moindres, la protection lorsqu'elle existe peut être reconsidérée notamment en regard de l'amélioration des éléments de desserte du secteur. Par exemple, afin d'aménager l'accès au futur parc situé dans le vallonement, le projet d'un cheminement piéton amène à reconsidérer la protection de la trame végétale au droit des emprises du chemin. L'ensemble des espaces naturels qui sont préservés font l'objet d'un classement en zone naturelle et le parc fait l'objet d'un classement en secteur Ns.

Le projet d'urbanisation du quartier a fait l'objet d'une analyse de son impact sur l'environnement.

Le dossier de concertation a fait l'objet d'une complétude le 18 octobre 2018 sur les éléments de traduction réglementaire du parti d'aménagement ainsi que sur la synthèse de l'analyse de l'impact projet d'urbanisation du quartier sur l'environnement.

4. La dérogation à l'interdiction de construire dans une bande de 100 mètres par rapport à l'autoroute A8 imposée par l'article L.111-6 du Code de l'Urbanisme (loi Barnier).

Le secteur de la Constance est bordé au Nord par l'Autoroute A8 qui, au droit du périmètre de l'ouverture à l'urbanisation, est frappée d'une bande d'inconstructibilité de 100 mètres, conformément à l'article L.111-6 du code de l'urbanisme qui prévoit que : « *En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation* ».

L'objet de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme est de réaliser une étude au titre de l'article L.111-8 du code de l'urbanisme dite « loi Barnier » qui justifie que des règles d'implantation différentes sont « compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages ».

4.1 Analyse des observations portant sur la dérogation à la loi Barnier

Dans le cadre de la réunion publique de concertation, seule une question a été posée sur l'intérêt de déroger à la loi Barnier et aucune remarque n'a été déposée par écrit à ce sujet.

4.2 Le choix de déroger à la loi Barnier dans le cadre de la révision allégée n°2

La volonté de déroger à la loi Barnier est liée au parti d'aménagement envisagé dans le Plan Local d'Urbanisme qui consiste à urbaniser les deux plateaux situés au Nord du quartier Valcros-Constance et donc la partie Nord qui longe l'autoroute A8. Il apparaît pertinent d'implanter des activités sur cette frange Nord du quartier qui se situe en partie dans la marge de recul de 100 mètres de la loi Barnier. L'implantation d'activités le

long de l'autoroute A8 est ainsi intégrée dans le parti d'aménagement, et permet de surcroît d'absorber les nuisances liées à l'autoroute. La dérogation à la loi Barnier permettra également de réaliser les aménagements liés à la réduction des nuisances sonores.

5. L'actualisation des cartes d'aléas hydrauliques dans le quartier Valcros-Constance

Le Plan Local d'Urbanisme a procédé à la qualification du risque inondation sur son territoire lors de son approbation. L'ouverture à l'urbanisation du secteur de Valcros-Constance va conduire à réaliser des travaux de nature à modifier la configuration des écoulements hydrauliques. La présente révision allégée n°2 adapte les cartes d'aléa et de risques en prenant en compte ces nouvelles conditions d'écoulement des eaux.

5.1 Analyse des observations portant sur l'actualisation des cartes d'aléas hydrauliques

Cet aspect de la révision allégée n°2 n'a fait l'objet d'aucune remarque lors de la concertation préalable.

En conclusion, il ressort de la phase de concertation préalable que la population qui a participé à cette concertation a pu s'exprimer sur les principaux sujets de la révision allégée n°2, et qu'elle a manifesté un intérêt particulier aux questions d'insertion du projet d'urbanisation dans le paysage. A ce propos, elle a majoritairement souligné l'aspect qualitatif du projet du quartier Valcros-Constance en matière de composition urbaine et de préservation des paysages.

Seules les nuisances générées par les infrastructures existantes et à venir ont suscité des craintes et des demandes de complément d'information dans ce domaine. Les réponses apportées dans le cadre de la réunion publique ainsi que la complétude du dossier de concertation publique ont permis de donner des explications complémentaires à ce sujet.

Enfin, seule une remarque s'oppose manifestement au principe même d'ouvrir à l'urbanisation ce quartier qui mériterait selon elle, une protection totale en vue de la mise en valeur des paysages cézanniens.

Il ressort donc un bilan positif de la concertation, la population qui y a participé ayant majoritairement adhéré au projet d'urbanisation du quartier Valcros-Constance.

Le projet de révision allégée n°2 est donc prêt à être arrêté.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.103-6, L.153-14 et suivants et R.153-12 prévoyant de tirer le bilan de la concertation à l'issue de la concertation et d'arrêter le projet de révision du Plan Local d'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°URB 003-3842/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018 portant prescription de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, fixant les objectifs de cette révision allégée ainsi que ses modalités de concertation ;
- La délibération n°2018_CT2_122 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018 portant arrêt des modalités de la collaboration entre le Conseil de Territoire et la commune d'Aix-en-Provence ;
- La réunion préalable portant sur les modalités de collaboration du 12 avril 2018 et les réunions de collaboration du 25 juin 2018 et 21 novembre 2018 ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence en vigueur.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole de tirer le bilan de la concertation publique préalable à l'arrêt du projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence.
- Que le projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence dans l'ensemble de ses composantes a été

mis à disposition des conseillers de Territoire au format numérique et au format papier au siège du Territoire du Pays d'Aix, ainsi que des conseillers métropolitains au format numérique et au format papier au siège de la Métropole afin qu'ils puissent en prendre connaissance.

- Que le projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence est prêt à être arrêté.

Délibère

Article 1 :

Est tiré le bilan de la concertation publique préalable engagée pendant l'élaboration du projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence qui a permis de confirmer les objectifs fixés par la révision et de faire ressortir un bilan positif, la population qui a participé à la concertation ayant majoritairement adhéré au projet d'urbanisation du quartier Valcros-Constance.

Article 2 :

Est arrêté le projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 3 :

Est précisé que le projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence arrêté fera l'objet d'un examen conjoint de l'État, de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la commune intéressée et des personnes publiques associées à l'élaboration de cette révision allégée conformément à l'article L.153-34 du Code de l'Urbanisme.

Article 4 :

La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole et à l'Hôtel de Ville d'Aix-en-Provence conformément à l'article R.153-3 du Code de l'Urbanisme.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	3
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

BALDO Edouard - CASTRONOVO Lucien-Alexandre - de BUSSCHERE Charlotte

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 523

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence - Engagement de la procédure de modification n°6

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB001-3559/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence a fait l'objet de plusieurs procédures d'évolution approuvées par délibérations du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 :

- Modification n°1
- Révision allégée n°1
- Modification n°3
- Modification n°5

Par courrier en date du 12 octobre 2018, la commune d'Aix-en-Provence a sollicité l'engagement de la procédure n°6 de son Plan Local d'Urbanisme afin de, notamment envisager :

- La levée de certains secteurs d'attente de projet
- Une meilleure adaptation du règlement au projet urbain en matière de forme et de mixité urbaines dans les villages, hameaux et certains quartiers pavillonnaires, ainsi que dans quelques quartiers du centre urbain
- Une meilleure adaptation du règlement au projet urbain en matière d'équipement
- Une meilleure adaptation du règlement au projet urbain en matière de déplacement afin de prévoir l'adaptation de plusieurs emplacements réservés, marges de recul ou servitudes piétonnes
- La clarification des dispositions du règlement, notamment en matière de reconstruction à l'identique
- La complétude de l'inventaire du patrimoine

Les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par

le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification, conformément aux dispositions des articles L.153-36 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après : **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence**,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier du Maire d'Aix-en-Provence en date du 12 octobre 2018 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence en vigueur.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que la commune d'Aix-en-Provence a sollicité l'engagement de la procédure de modification n°6 de son Plan Local d'Urbanisme pour permettre notamment la levée de certains secteurs d'attente de projet, une meilleure adaptation du règlement au projet urbain en matière de

forme et de mixité urbaines dans les villages, hameaux et certains quartiers pavillonnaires, ainsi que dans quelques quartiers du centre urbain, une meilleure adaptation du règlement au projet urbain en matière d'équipement, une meilleure adaptation du règlement au projet urbain en matière de déplacement afin de prévoir l'adaptation de plusieurs emplacements réservés, marges de recul ou servitudes piétonnes, la clarification des dispositions du règlement, notamment en matière de reconstruction à l'identique et la complétude de l'inventaire du patrimoine.

- Que les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole l'engagement de la procédure de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	3
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

BALDO Edouard - CASTRONOVO Lucien-Alexandre - de BUSSCHERE Charlotte

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 524

AVIS - Approbation de la révision du Règlement Local de Publicité de la commune de Bouc-Bel-Air

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB007-3565/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des règlements locaux de publicité (RLP) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Règlement Local de Publicité (RLP) de Bouc-Bel-Air a été approuvé le 28 septembre 1998.

Par délibération n°16.08.09 du 24 octobre 2016, la commune de Bouc-Bel-Air a lancé la procédure de révision de son RLP.

Par délibération n°17.09.09 en date du 04 décembre 2017, la commune a demandé à la Métropole de poursuivre et d'achever cette procédure.

La Métropole Aix-Marseille-Provence par délibération n°URB 012-3570/18/CM, du 15 février 2018, a décidé de poursuivre la révision du RLP engagée par la commune de Bouc-Bel-Air.

Cette procédure de révision a été engagée afin d'actualiser le document au regard de l'évolution qu'a connue la commune depuis son approbation, mais également afin d'être mis en conformité avec la nouvelle réglementation en vigueur, laquelle résulte de la loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement, complétée par le décret du 30 janvier 2012, qui définit les modalités des Règlements Locaux de Publicité.

Objectifs et orientations :

Les objectifs recherchés à travers cette révision de RLP sont les suivants :

- 1) Protéger et améliorer les perspectives paysagères le long des principaux axes de circulation traversant la commune
- 2) Concilier la publicité extérieure et les préenseignes avec la composition urbaine, la qualité du cadre de vie et les intérêts patrimoniaux / paysagers de la commune de Bouc-Bel-Air.
- 3) Améliorer l'image de la commune de Bouc-Bel-Air perçue depuis les entrées de ville et les principales voies de circulation, notamment la RD8n, avec une dé-densification des supports publicitaires.
- 4) Améliorer l'intégration des dispositifs dans le paysage tant urbain que naturel / agricole.

5) Améliorer l'image des zones d'activités existantes et particulièrement celles présentes le long de la RD8n.

Les orientations du RLP définies par secteur :

Afin de remplir ses objectifs et compte tenu des enjeux tirés du diagnostic établi sur le territoire, la commune de Bouc-Bel-Air s'est fixée des orientations en matière de publicité, de préenseignes et d'enseignes. Dans tous les cas, il s'agit de **concilier la dynamique des activités économiques avec le respect du cadre de vie et les spécificités de chaque secteur.**

Secteur 1 : centre village

RAPPEL de l'enjeu tiré du diagnostic : Préserver le patrimoine bâti du village médiéval, les champs de visibilité et l'ambiance villageoise du centre ancien de Bouc Bel Air.

Orientations :

- Mettre en valeur la place du village par des enseignes plus qualitatives, adaptées à l'architecture des façades et aux espaces publics ;
- Maintenir une réglementation restrictive et veiller à son application, tout en l'adaptant aux besoins des commerçants :
 - Favoriser des enseignes plus qualitatives en réglementant leur nombre, leur dimension, les matériaux et éventuellement les couleurs autorisées (couleurs telluriques, couleurs en harmonie avec les façades) ;
 - Adapter la surface des enseignes en proportion par rapport aux façades commerciales ;
 - Permettre les enseignes en drapeau dans le centre-village.

Secteur 2 : Axe RD8N

RAPPEL de l'enjeu tiré du diagnostic : Préserver les espaces de respiration, les éléments patrimoniaux et dé-densifier la vitrine commerciale sur cet axe très étendu sans porter atteinte à la dynamique des acteurs économiques.

Orientations :

- Adapter le zonage du RLP à l'occupation réelle du sol ;
- Préserver les quartiers résidentiels ;
- Préserver les espaces de respiration et le patrimoine (monuments historiques et éléments identifiés du PLU) ;
- Réduire l'impact paysager des dispositifs ;
- Dé-densifier les dispositifs publicitaires et privilégier le mobilier urbain de type planimètre aux grands panneaux publicitaires ;

- Améliorer la qualité des aménagements d'entrée de ville ;
- Adapter le règlement aux besoins des opérateurs économiques ;
- Prévoir une réglementation appropriée aux commerces visibles depuis deux axes/ayant deux façades commerciales ;
- Adapter la surface des préenseignes autorisées ;
- Privilégier la signalisation d'information locale (SIL) plutôt que les préenseignes, autant que possible, en signalant notamment les principales centralités commerciales ;
- Adapter le nombre et la surface des enseignes autorisées suivant la surface de la façade commerciale et/ou leur nombre ;
- Prendre en compte les dispositions applicables au secteur préservé.

Secteur 3 : Les axes secondaires

RAPPEL de l'enjeu tiré du diagnostic : *Maintenir l'état de préservation des axes secondaires aujourd'hui peu impactés par les dispositifs.*

Orientations :

- Préserver les axes verts, et particulièrement le patrimoine naturel et bâti (oratoire et bastide) identifié dans le diagnostic, en les intégrant dans un zonage spécifique du RLP plus protecteur ;
- Préserver les espaces ouverts sur la plaine agricole ;
- Maintenir la préservation des sections non impactées par les dispositifs (RD60, RD60 ouest) ;
- Encadrer les enseignes.

Secteur 4 : Pôles commerciaux de proximité

RAPPEL de l'enjeu tiré du diagnostic: *Adapter les dispositifs aux activités économiques et préserver le patrimoine bâti, paysager et la tranquillité visuelle de ces zones à vocation résidentielle.*

Orientations :

- Améliorer/favoriser la qualité esthétique des enseignes ;
- Privilégier la SIL aux préenseignes murales/scellées au sol ;
- Mieux prendre en compte les besoins des commerçants en adaptant le nombre d'enseignes autorisées ;
- Uniformiser les enseignes sur l'ensemble du centre commercial ;
- Préserver le patrimoine bâti et paysager des bastides de la Salle et de la Gratiannie en imposant des enseignes qualitatives ;
- Prendre en compte les dispositions applicables au secteur préservé.

Secteur 5 : Zones d'activités et de loisirs

RAPPEL de l'enjeu tiré du diagnostic: *Améliorer la qualité de la vitrine commerciale des zones d'activités et prévoir des règles adaptées à leurs besoins et à leurs spécificités.*

Orientations :

- Définir une réglementation spécifique aux zones d'activités et adapter le zonage aux besoins des opérateurs économiques ;
- Limiter l'impact des dispositifs et améliorer le traitement architectural et paysager des secteurs économiques ;
- Appliquer la réglementation nationale sur l'interdiction de la publicité et des préenseignes hors agglomération ;
- Maintenir le caractère préservé de la zone de loisirs Décathlon-Village avec des enseignes de qualité et prendre en compte sa spécificité ;
- Prendre en compte les dispositions applicables au secteur préservé.

La concertation :

La révision a fait l'objet d'une concertation avec la population, les acteurs économiques locaux et les services de l'État :

- 1 réunion publique de présentation des orientations et principales dispositions du projet de RLP,
- 2 ateliers de concertation avec les acteurs économiques locaux,
- 1 réunion d'échanges avec les annonceurs et publicitaires locaux,
- 2 réunions avec les Personnes Publiques Associées.

Dans ce cadre, la commune a acté le débat sur les orientations du projet de RLP en cours de révision, par délibération n°17.08.10 en date du 23 octobre 2017.

Ensuite, par délibération n°17.10.09 en date du 20 décembre 2017, la commune a arrêté le projet de révision du RLP et le bilan de la concertation lié à la procédure de révision du RLP.

Notification du projet et avis émis :

Préalablement à l'enquête publique, le dossier de projet de RLP arrêté a été notifié au plus tard le 02/01/2018 aux Personnes Publiques Associées, aux communes limitrophes et à la Commission Départementale en matière de Nature, de Paysage et de Sites.

A l'issue du délai de 3 mois, les services suivants ont répondu à la consultation :

- le Conseil Régional PACA a émis un avis favorable le 29/01/2018,
- la Mairie de Cabriès a émis un avis favorable par délibération n°2018/014 en date du 17/02/2018,

- le Préfet dans le cadre de la saisine de la Commission de la Nature, des Paysages et des Sites a émis un avis favorable en date du 27/03/2018,
- la DDTM 13 a émis un avis favorable avec des observations à prendre en compte.
Les autres organismes, consultés n'ont pas exprimé d'avis dans le délai de 3 mois après la transmission du projet de RLP. Leur avis est réputé favorable.

L'enquête publique :

Par décision n°18000042/13, en date du 04/04/2018, Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille a désigné Monsieur Gilles BANI en qualité de commissaire enquêteur.

Par arrêté n°138_CT2_032, en date du 28/06/2018, Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, Vice-Président de la Métropole, a prescrit l'ouverture de l'enquête du projet de RLP arrêté, du 3 septembre au 5 octobre 2018. Le commissaire enquêteur a tenu en mairie de Bouc Bel Air 5 permanences.

Les résultats de l'enquête publique :

Lors de l'enquête, le commissaire enquêteur a été destinataire de 2 courriers et 2 observations ont été inscrites dans le registre d'enquête présent en mairie.

Après la clôture de l'enquête, dans les 8 jours suivants, la réception par le commissaire enquêteur des registres d'enquête, soit le 11/10/2018, le commissaire enquêteur a remis en main propre à la Métropole (maître d'ouvrage du projet) son procès-verbal de synthèse.

La Métropole a communiqué, sous quinzaine après la réception du procès-verbal de synthèse, soit le 12/10/2018, son mémoire en réponse.

Monsieur Gilles BANI a remis son rapport et ses conclusions motivées, dans un délai de 30 jours à compter de la date de clôture de l'enquête, soit le 19/10/2018, à la Métropole. Celui-ci a émis un avis favorable accompagnée de deux recommandations au projet de révision du RLP de la commune de Bouc Bel Air.

Les propositions de modification du dossier de RLP entre son arrêt et son approbation :

A la suite à l'enquête publique, afin de tenir compte des avis émis au cours de celle-ci, ainsi que des avis des Personnes Publiques Associées, le projet de RLP a été modifié sur plusieurs points.

Ces modifications procèdent toutes de l'enquête publique ou des avis des Personnes Publiques Associées, et n'amènent pas de modification de l'économie générale du dossier de RLP.

Les modifications proposées sur le Rapport de Présentation :

Chapitre 1 – 1.2 Champs d'application matériel : les dispositifs visés par le RLP

- **Rédaction dossier arrêté :** Les enseignes scellées au sol sont limitées à 6m² et à 6,5m de largeur si supérieures à 1 mètre et 8m de largeur si inférieures à 1m.

- **Proposition de rédaction pour l'approbation :** Les enseignes scellées au sol sont limitées à 6m² et à 6,5m de hauteur si largeur supérieure à 1 mètre et 8m de hauteur si largeur inférieure à 1m.

Chapitre 1 – 2.5 Obligation d'extinction nocturne

- **Rédaction dossier arrêté :** Le mobilier urbain sauf quand il supporte de la publicité numériques à images fixes ;

- **Proposition de rédaction pour l'approbation :** Le mobilier urbain sauf quand il supporte de la publicité éclairées par projection ou transparence et numérique ;

Les modifications proposées sur le règlement :

Titre1 – Article 7 : dispositions générales s'appliquant à l'ensemble du territoire

- **Rédaction dossier arrêté :** Le RLP ne réglemente pas le domaine public départemental qui est soumis à autorisation du Conseil Départemental. Tous les dispositifs installés sur le domaine public départemental ou le surplombant sont soumis aux dispositions du Schéma Routier Départemental, au code de la route, ou code de la voirie routière et aux lois.

- **Proposition de rédaction pour l'approbation :** Le domaine public départemental réglementé par le RLP est soumis à autorisation du Conseil Départemental. Tous les dispositifs installés sur le domaine public départemental ou le surplombant sont soumis aux dispositions du Schéma Routier Départemental, au code de la route, ou code de la voirie routière et aux lois.

Titre1 – Article 7 : dispositions générales s'appliquant à l'ensemble du territoire

- **Rédaction dossier arrêté :** En agglomération, tout dispositif publicitaire visible d'une autoroute ou d'une route express est interdit de part et d'autre de celle-ci.

- **Proposition de rédaction pour l'approbation :** En agglomération, tout dispositif publicitaire visible d'une autoroute ou d'une route express est interdit de part et d'autre de celle-ci, sur une largeur de 40m mesurée à partir du bord extermier de chaque chaussée.

Titre1 – Article 7 : dispositions générales s'appliquant à l'ensemble du territoire

Il est proposé d'ajouter le paragraphe suivant dans le dossier d'approbation :

Les publicités lumineuses : Obligations et modalités d'extinction de la publicité lumineuse qui s'appliquera à la zone 2 : extinction entre 1 heure et 6 heure (à l'exception de celles éclairées par projection ou transparence supportées par le mobilier urbain et des publicités numériques supportées par le mobilier urbain, à condition que leur images soient fixes).

Type de publicités lumineuses pouvant être admises : dans la zone 2 où la publicité est admise, uniquement les publicités éclairées par projection ou transparence et les publicités numériques sont admises. Ces publicités lumineuses obéissent aux mêmes règles que celles édictées pour la publicité classique dans cette zone.

Titre 1 – Article 7 : dispositions générales s'appliquant à l'ensemble du territoire

Il est proposé d'ajouter la phrase suivante dans le dossier d'approbation :

La publicité sur le mobilier urbain est traitée dans les seuls articles visant expressément le mobilier urbain, sauf renvoi exprès à d'autres dispositions contenues dans le RLP

Titre 1 – Article 7 : dispositions générales s'appliquant à l'ensemble du territoire

Il est proposé d'ajouter le paragraphe suivant dans le dossier d'approbation :

1.3 mode de calcul du format maximal des publicités : le format visé par la règle concernant l'affichage publicitaire concerne le format « hors-tout » (hors dispositif qui le soutient).

Paragraphe 1.4 La publicité sur les palissades de chantier

Il est proposé de déplacer ce paragraphe, présent le titre 2 Réglementation de la zone 2 secteurs traversés par la RD8N du dossier d'arrêt, dans le titre 1 – Article 7 Dispositions générales s'appliquant à l'ensemble du territoire, du dossier d'approbation.

Titre 2 – Réglementation du Secteur Préservé

- **Rédaction dossier arrêté :** La publicité est interdite sauf sur le mobilier urbain pour une surface maximale de 2m².

- **Proposition de rédaction pour l'approbation :** la publicité est interdite sur l'ensemble des secteurs préservés. Cette interdiction s'applique au mobilier urbain uniquement dans le secteur préservé hors agglomération et dans les espaces boisées classées et zones naturelles protégées au titre de l'article R 581-30 du code de l'environnement

Titre 2 – règlement de la zone 2 Secteurs traversés par la RD8N

- **Rédaction dossier arrêté :** Publicité scellée au sol : Distance entre deux dispositifs : 40 m minimum

- **Proposition de rédaction pour l'approbation :** Publicité scellée au sol : distance entre deux dispositifs sur une même unité foncière : 40 m minimum, y compris pour les linéaires donnant sur plusieurs voies.

Titre 2 – règlement de la zone 2 Secteurs traversés par la RD8N

- **Rédaction dossier arrêté :** Publicité murale : nombre 1 dispositif mural est autorisé par établissement, sur un mur aveugle (sans ouverture).

- **Proposition de rédaction pour l'approbation :** il est proposé de supprimer « (sans ouverture) »

Annexe n°6 schéma :

Il est proposé d'ajouter les compléments suivants dans le dossier d'approbation :

Compléter la légende du schéma en ajoutant à la définition du D « sur une même unité foncière y compris pour les linéaires donnant sur plusieurs voies ».

Annexe n°8 lexique :Caisson lumineux

- **Rédaction dossier arrêté :** Dispositif visuel éclairé par l'intérieur au moyen de tubes néons ou LED

- **Proposition de rédaction pour l'approbation :** Dispositif visuel éclairé par l'intérieur au moyen d'une source lumineuse (tubes néons ou LED par exemple).

Annexe n°8 lexique :Clôture aveugle

- **Rédaction dossier arrêté :** Se dit d'une clôture qui ne comporte pas de partie ajourée.

- **Proposition de rédaction pour l'approbation :** Clôture qui ne comporte pas de partie ajourée : grilles, grillage.

Annexe n°8 lexique :Culturelles (activités)

il est proposé d'ajouter le mot « notamment » dans la définition

- **Proposition de rédaction pour l'approbation :** Sont qualifiées comme telle notamment les spectacles ...

Annexe n°8 lexique :Durable

il est proposé d'ajouter le mot « par exemple » dans la définition

- **Proposition de rédaction pour l'approbation :** terme qualifiant les matériaux tel que, par exemple, le bois ...

Les modifications proposées sur le zonage :

- Il est proposé d'identifier sur la carte de zonage du RLP, les zones N et les Espaces Boisés Classés du PLU, en agglomération.

- Il est proposé de changer le graphisme des secteurs préservés afin de pouvoir mieux les identifier lors de superposition avec d'autres secteurs identifiés de couleur sombre.

Le dossier complet du RLP pour son approbation est joint à ce rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après : **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un urbanisme Rénové (ALUR) ;
- la loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération cadre n°URB007-3565/18/CM du conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des règlements locaux de publicité (RLP) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.
- L'arrêté de délégation n°18/050/CM en date du 04 avril 2018 du Président du Conseil de la Métropole au président du Conseil de Territoire, Vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'élaboration ou de révision des Règlements Locaux de Publicité (RLP) ;
- Le RLP et ses évolutions successives approuvées de la commune de Bouc Bel Air en vigueur ;
- La délibération n°16.08.09 de la commune de Bouc-Bel-Air, en date du 24 octobre 2016, engageant la procédure de révision du Règlement Local de Publicité ;
- La délibération n° 17.08.10 de la commune de Bouc-Bel-Air, en date du 23 octobre 2017, actant le débat sur les orientations du projet de Règlement Local de Publicité en cours de révision ;
- La délibération n°17.09.09 de la commune de Bouc-Bel-Air, en date du 4 décembre 2017, donnant son accord pour la poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure engagée par délibération en date du 24 octobre 2016 ;
- La délibération n°17.10.09 de la commune de Bouc-Bel-Air, en date du 20 décembre 2017, arrêtant le projet de révision du Règlement Local de Publicité (RLP) et tirant le bilan de la concertation lié à la procédure de révision du RLP ;
- La délibération n°URB 012-3570/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 décidant la poursuite de la révision du RLP engagée par la commune en date du 24 octobre 2016 ;
- La décision du 4 avril 2018 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant Monsieur Gilles BANI, en qualité de commissaire enquêteur ;
- Les avis favorables émis par les Personnes Publiques Associées, les communes limitrophes et la Commission Départementale en matière de Nature, de

Paysage et de Sites, sur le projet de révision du RLP ;

- L'arrêté n°18_CT2_032 du Président du Territoire du Pays d'Aix, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en date du 28 juin 2018 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de révision du Règlement Local de Publicité de la Commune de Bouc Bel Air ;
- L'enquête publique qui s'est déroulée du 3 septembre au 5 octobre 2018 ;
- Le rapport, les conclusions motivées et l'avis favorable accompagné de deux recommandations du commissaire enquêteur en date du 19 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que les avis des Personnes Publiques Associées, les communes limitrophes et de la Commission Départementale en matière de Nature, de Paysage et de Sites, les observations du public, des recommandations du commissaire enquêteur justifient les modifications présentées dans ce rapport.
- Que les modifications apportées entre l'arrêt du projet de RLP et son approbation ne remettent pas en cause l'économie générale du projet.
- Que le dossier définitif, intégrant lesdites modifications, se compose d'un Rapport de présentation, d'un Règlement et d'Annexes (cartographie du périmètre d'agglomération de la commune de Bouc Bel Air, cartographies du zonage du RLP, arrêté fixant les limites de l'agglomération).
- Que le dossier de RLP soumis au vote pour approbation a été transmis dans son intégralité aux membres du Conseil de Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la révision du Règlement Local de Publicité de la commune de Bouc-Bel-Air, tel qu'annexée à la présente.

Article 2 :

Il est précisé que le Règlement Local de Publicité, une fois approuvé, devra être annexé au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc-Bel-Air,

Article 3 :

Il est précisé que la délibération approuvant la révision du Règlement Local de Publicité de la commune de Bouc-Bel-Air :

- sera transmise à Monsieur le Préfet ;

- sera notifiée à Monsieur le Maire de la commune de Bouc Bel Air ;
- fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir : affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en mairie de Bouc-Bel-Air. De plus, mention de cet affichage sera inséré dans un journal diffusé dans le département. Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du code général des collectivités territoriales.
- sera tenue à la disposition du public conformément à l'article L.153-22 du Code de l'Urbanisme.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 525

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fuveau - Engagement de la procédure de modification n°6

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolice Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM en date du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le PLU de la commune de Fuveau a fait l'objet :

- d'une procédure de modification n°1 annulée par jugement du 4 octobre 2012 ;
- d'une procédure de modification n°2 approuvée par délibération n°42 du 30 mai 2011 ;
- d'une procédure de modification n°3 approuvée par délibération n°117 du 21 octobre 2013 ;
- d'une procédure de modification n°4 approuvée par délibération n°134 du 23 novembre 2015 ;
- d'une procédure de modification n°5 approuvée par délibération n°115 du 25 septembre 2017 ;
- d'une procédure de modification simplifiée n°1 approuvée par délibération n° 108 du 21 novembre 2011 ;
- d'une procédure de modification simplifiée n°2 approuvée par délibération n° 143 du 8 septembre 2014 ;
- d'une procédure de modification simplifiée n°3 approuvée par délibération n°150 du 21 décembre 2017 ;
- d'une mise à jour n°1 par arrêté n°402 du 5 août 2008 ;
- d'une mise à jour n°2 par arrêté n°105 du 26 janvier 2011 ;
- d'une mise à jour n°3 par arrêté n°638 du 15 juillet 2014 ;
- d'une mise à jour n°4 par arrêté n°896 du 22 décembre 2017 ;
- d'une mise à jour n°5 par arrêté n°897 du 22 décembre 2017.

Par courrier en date du 2 août 2018, la commune de Fuveau a sollicité l'engagement d'une procédure de modification n°6 de son PLU afin, notamment :

- d'apporter pour la zone UH des adaptations réglementaires et graphiques ponctuelles ;
 - de modifier la liste des emplacements réservés.
- Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République. (NOTRE) ;
- La délibération cadre n°URB 001-3569/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Fuveau du 2 août 2018 sollicitant l'engagement de la procédure de modification N°6 du PLU ;
- Le PLU et ses évolutions successives approuvées de la commune de Fuveau en vigueur.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que la commune de Fuveau a sollicité l'engagement d'une procédure de modification n°6 du PLU pour notamment apporter des adaptations réglementaires et graphiques ponctuelles à la zone UH et modifier la liste des emplacements réservés.
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole l'engagement de la procédure de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fuveau.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0

Ne prennent pas part au vote	0
------------------------------	---

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 526

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyrargues - Engagement de la procédure de modification n°1

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM en date du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le PLU de la commune de Meyrargues a été approuvé par délibération n°D2017-51U en date du 5 juillet 2017.

Par courrier en date du 17 septembre 2018, la commune de Meyrargues a sollicité l'engagement d'une procédure de modification n°1 de son PLU afin de, notamment :

- apporter des adaptations réglementaires ponctuelles au règlement,
- corriger des erreurs matérielles.

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération cadre n°URB 001-3569/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Meyrargues du 17 septembre 2018 sollicitant l'engagement de la procédure de modification N°1 du PLU ;
- Le PLU approuvé de la commune de Meyrargues en vigueur.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant

- Que la commune de Meyrargues a sollicité l'engagement d'une procédure de modification n°1 du PLU pour notamment : apporter des adaptations réglementaires ponctuelles au règlement, corriger des erreurs matérielles.
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyrargues.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 527

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Cannat - Conférence des Maires préalable à l'approbation - Pouvoir au Président du Conseil de Territoire

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le contexte métropolitain

Créée par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP) est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, soumis à un régime juridique dérogatoire aux règles de droit commun, qui s'est substituée, au 1er janvier 2016, à six EPCI existants, à savoir la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix-en-Provence, la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues (article L.5218-1 du CGCT). Elle regroupe 92 communes, avec une population de 1.850.000 habitants et une superficie de 3150 km².

Le législateur reconnaît la spécificité de l'organisation spatiale du territoire métropolitain, puisqu'elle est la seule métropole à être construite à partir de la réunion de plusieurs EPCI préexistants, pour être ensuite divisée en territoires, afin de tenir compte, selon les termes mêmes de la loi, des "solidarités géographiques préexistantes" (article L.5218-3 du CGCT).

Dans chaque territoire, il est créé un conseil de territoire. Conformément aux dispositions de l'article L.5218-7 du CGCT, ces conseils de territoire peuvent recevoir délégation de certaines compétences sauf celles qui concernent l'élaboration des schémas mentionnés à ce même article et, notamment, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) et l'approbation du plan local d'urbanisme (PLU) ou des documents d'urbanisme en tenant lieu.

En application de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme ou de document en tenant lieu ou de carte communale, au titre du deuxième bloc de compétence de cet article relatif à l'aménagement de l'espace métropolitain.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyait toutefois que jusqu'au 1er janvier 2018, les compétences prévues à l'article L.5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés, continuent d'être exercées par les communes. Parmi les 6 anciennes intercommunalités, seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM), anciennement compétente en matière d'urbanisme, a lancé l'élaboration d'un PLUi avant la création de la Métropole. Cette compétence est transférée à la Métropole et exercée par les autres territoires depuis le 1er janvier 2018.

L'exercice de la compétence « urbanisme »

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire. Le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.

De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de compétences, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint-Cannat

Par délibération N°2017-068 en date du 27 octobre 2017 la commune de Saint-Cannat a demandé la

poursuite de la procédure d'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme prescrite le 12 avril 2010.

Par délibération n°008-3565/18/CM en date du 15 février 2018, la Métropole a accepté de terminer la procédure engagée.

Le Plan d'Occupation des Sols (POS) de la commune de Saint-Cannat a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 06 décembre 1982.

Ce document a fait l'objet, depuis son élaboration, de plusieurs révisions (la dernière datant du 25 juillet 1995) et modifications.

Le POS posant des difficultés d'application et ne correspondant plus aux objectifs d'aménagement et de développement poursuivis par la commune, et compte-tenu de la nécessité de le rendre conforme aux derniers textes applicables, notamment la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) du 13 décembre 2000, **le Conseil Municipal a prescrit la révision générale de son POS, et sa transformation en Plan Local d'Urbanisme (PLU), par délibération n°2010-031 du Conseil Municipal en date du 12 avril 2010.**

Lors de la délibération précitée, le Conseil Municipal a défini les modalités de la concertation permettant d'associer à la définition du projet, et tout au long de la procédure, la population ainsi que les Personnes Publiques Associées (PPA).

Par délibération n°2017-082 du Conseil Municipal du 21 décembre 2017, la commune a tiré le bilan de la concertation et arrêté le projet de PLU.

Le projet de Plan arrêté a été soumis, pour avis, aux personnes publiques (PPA) associées à son élaboration.

L'enquête publique s'est tenue du 13 juin au 13 juillet 2018 inclus.

L'article L.153-21 du Code de l'Urbanisme prévoit qu'« à l'issue de l'enquête publique, le Plan Local de l'Urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par :

- l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à la majorité des suffrages exprimés après que les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête aient [ont] été présentés lors d'une conférence intercommunale rassemblant les maires des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale ».

Ainsi, il est nécessaire, avant l'approbation du PLU de la commune de Saint-Cannat, d'organiser une conférence intercommunale des maires du Territoire, au cours de laquelle le Maire de la commune concernée examine avec le Président du Territoire « les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête », ainsi que le projet de PLU qui sera soumis à approbation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il convient d'autoriser Madame le Président à organiser cette réunion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération cadre n°005-3563/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°2010-031 du Conseil Municipal de la commune de Saint-Cannat du 12 avril 2010 prescrivant l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération n°2017-068 du 27 octobre 2017 du Conseil Municipal de la commune de Saint-Cannat donnant accord à la poursuite de la procédure d'élaboration de PLU par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°008-3565/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018, relative à la poursuite des procédures d'élaboration – révision des PLU ou documents tenant lieu des communes du Pays d'Aix ;
- Le Règlement National d'Urbanisme ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat Urbanisme et Aménagement du 12 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'élaboration de Plan Local d'Urbanisme.

- Que le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution de document d'urbanisme.
- Que l'article L.153-21 du Code de l'Urbanisme prévoit l'organisation d'une conférence intercommunale des maires du Territoire, au cours de laquelle le Maire de la commune concernée examine avec le Président du Territoire « les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête », ainsi que le projet de PLU qui sera soumis à approbation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Délibère

Article unique :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à prendre toutes les mesures nécessaires pour convoquer la conférence intercommunale des Maires dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Cannat.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 528

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Cannat - Approbation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

1°) Contexte institutionnel

Depuis le 1er janvier 2018, et conformément à l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole exerce la compétence en

matière de plan local d'urbanisme et des documents en tenant lieu.

Par délibération N°2017-068 en date du 27 octobre 2017 la commune de Saint-Cannat a demandé la poursuite de la procédure d'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme prescrite le 12 avril 2010.

Par délibération n°008-3565/18/CM en date du 15 février 2018, la Métropole a accepté de terminer la procédure engagée.

2°) Rappel de la procédure antérieure :

Le Plan d'Occupation des Sols (POS) de la commune de Saint-Cannat a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 06 décembre 1982.

Ce document a fait l'objet, depuis son élaboration, de plusieurs révisions (la dernière datant du 25 juillet 1995) et modifications.

Le POS posant des difficultés d'application et ne correspondant plus aux objectifs d'aménagement et de développement poursuivis par la commune, et compte-tenu de la nécessité de le rendre conforme aux derniers textes applicables, notamment la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) du 13 décembre 2000, le conseil municipal a prescrit la révision générale de son POS, et sa transformation en Plan Local d'Urbanisme (PLU), par délibération n°2010-031 du conseil municipal en date du 12 avril 2010.

Cette délibération définissait les objectifs poursuivis par la commune dans le cadre de l'élaboration du PLU :

- Permettre un renouvellement et une évolution maîtrisée de la population
- Trouver un équilibre entre le développement de centre-ville et la périphérie. Actuellement, la commune a tendance à se développer de façon progressive dans les zones de campagne dites NB et le long des voies de circulation.
- Rechercher une utilisation optimale des réseaux (ERDF, alimentation en eau potable, assainissement, voirie...etc.).
- Protéger et valoriser le patrimoine bâti, non bâti, ainsi que les espaces naturels.
- Organiser l'utilisation de l'espace pour maintenir sa vocation agricole et aussi offrir à la population des lieux de vie de qualité.
- Prendre en compte des projets d'évolution des bâtiments d'exploitation agricole.
- Développer des activités commerciales et économiques sur la commune.
- Prévoir la réalisation des projets communaux en matière d'équipements publics et de services publics.
- Participer à la requalification des espaces publics en centre-ville et d'élaborer un plan de circulation et de stationnement.
- Favoriser l'aménagement sous forme d'opération d'ensemble.
- Réguler la pression foncière des zones se trouvant à proximité de la future déviation.
- Participer à la qualité des aménagements des entrées de ville.

- Mettre en place une politique d'acquisition foncière pour pouvoir mettre en œuvre ces projets.

Lors de la délibération précitée, le conseil municipal a défini les modalités de la concertation permettant d'associer à la définition du projet, et tout au long de la procédure, la population ainsi que les Personnes Publiques Associées (PPA). En outre, la concertation s'est déroulée selon les modalités suivantes, fixées par ladite délibération :

- L'organisation d'une réunion publique à chaque grande phase de travail (présentation de la démarche, PADD, arrêt du projet) ;
- La mise à disposition d'un registre en mairie dès la publication de la prescription, et ce, jusqu'à l'ouverture de l'enquête publique afin de recueillir les avis et suggestions de la population.

La population a pu prendre connaissance et suivre l'évolution du dossier de manière continue, par la mise à disposition d'éléments d'informations en mairie et sur le site internet de la commune de Saint-Cannat.

La concertation a été ponctuée notamment par :

- L'affichage en mairie de la délibération n°2010-031 en date du 12 avril 2010 prescrivant l'élaboration du PLU, et ce, pendant toute la durée de l'élaboration du projet.
- L'organisation de trois réunions publiques :
 - Le 1^{er} juillet 2013 sur le démarrage du PLU et la présentation du diagnostic ;
 - Le 24 avril 2017 sur la présentation du diagnostic actualisé et du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ;
 - Le 10 juillet 2017 sur la présentation des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), du zonage et du règlement.
- La réalisation d'une exposition publique évolutive :
 - La première en juillet 2013 sur le diagnostic du PLU
 - La deuxième en avril 2017 concernant le projet de PADD
 - La troisième en juillet 2017 sur le projet de traduction réglementaire
- La mise en ligne des documents finalisés sur un espace dédié à l'élaboration du PLU sur le site internet de la commune de Saint-Cannat.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) a été débattu en conseil municipal du 04 mai 2017.

Il exprime les objectifs et projets de la commune en matière de développement économique et social, d'environnement et d'urbanisme à l'horizon de 10 à 15 ans. Il définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels,

agricoles et forestiers, et de préservation ou remise en bon état des continuités écologiques ainsi que les orientations générales concernant l'habitat les transports, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs. Également, le PADD fixe des objectifs chiffrés de modération de consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Par délibération n°2017-082 du conseil municipal du 21 décembre 2017, la commune a tiré le bilan de la concertation et arrêté le projet de PLU

Le projet de plan arrêté a été soumis, pour avis, aux personnes publiques (PPA) associées à son élaboration.

L'enquête publique s'est tenue du 13 juin au 13 juillet 2018 inclus.

Considérant que les modalités prévues pour l'enquête publique ont été respectées, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sur le projet de plan, le 30 juillet 2018, assorti de quatre recommandations :

- préciser et quantifier la notion d'urbanisation à long terme telle qu'évoquée dans la zone 2AUh ;
- supprimer la condition de limitation à 25 % de la surface de plancher existante en zone Nh ;
- solliciter les services de l'État compétents pour modifier les règles de la zone F1 (risque feu de forêt) afin de permettre l'extension des activités agricoles ;
- pour toutes les OAP, du moment que le secteur considéré s'équipe au fur et à mesure de ses viabilités primaires et des réseaux nécessaires, et qu'il est aménagé par sous-secteurs, supprimer l'obligation de réaliser l'OAP en une seule opération d'ensemble.

Propositions de modifications du plan après l'enquête :

A la suite à l'enquête publique, afin de tenir compte des avis émis au cours de celle-ci, ainsi que des avis des personnes publiques associées, il est proposé de modifier le projet de PLU sur plusieurs points.

Ces propositions de modifications procèdent toutes de l'enquête ou des avis des personnes publiques associées, et n'amènent pas de modification de l'économie générale du PLU.

Les modifications proposées sur le rapport de présentation :

- compléter l'étude entrée de ville afin d'apporter toutes les justifications nécessaires à la réduction du recul à 25 mètres par rapport à l'axe de la RD 7n au sein de la zone 1AUe
- préciser la présentation de la zone 1AUe
- corriger une erreur matérielle sur le nombre de logements sociaux page 236

- compléter le diagnostic avec les données disponibles de l'Institut National des Appellations d'Origine (INAO)
- compléter l'État Initial de l'Environnement (EIE) par une hiérarchisation des enjeux environnementaux en fonction des critères d'objectifs
- compléter le volet biodiversité de l'état initial de l'environnement, à partir de la base de données SILENE faune – flore. Une superposition entre ces données faune - flore et les zones de projets a été réalisée afin d'établir les enjeux potentiels en place des zones de projets
- détailler dans le rapport de présentation la destination des sols consommés lors de la dernière décennie
- préciser la méthodologie employée pour définir l'enveloppe urbaine, en indiquant que les critères ayant permis de définir l'enveloppe urbaine
- préciser la méthodologie utilisée pour l'évaluation des incidences Natura 2000
- mise en cohérence du rapport de présentation avec les autres pièces du dossier suite aux modifications proposées

Les modifications proposées sur le zonage

- classer la parcelle cadastrée CB n°39 en zone Nh1 comme le reste de l'unité foncière dont elle fait partie.
- ajuster le trait de zonage UCa vers l'ouest sur la parcelle cadastrée section CC n°198
- modifier le classement de N en A des parcelles en Appellation d'Origine Protégée cadastrées section E n°18, 19, 20, 21, 98 et 99
- ajuster le zonage pour une partie de la parcelle cadastrée section BR n°33 en UCa
- modifier le zonage des parcelles cadastrées section AA n°203-210 en Nh1
- modifier le zonage d'une partie de la parcelle cadastrée section BV n°5 en UCb
- modifier le zonage de la parcelle cadastrée section C n°5 pour la classer intégralement en zone Af1
- modifier le zonage correspondant à l'OAP de la Seigneurie de 1AUB en 2AUh
- reporter les zones affectées par le phénomène de retrait et de gonflement des argiles sur le plan de zonage
- supprimer les Espaces Boisés Classés sur les parcelles classées en Appellation d'Origine Protégée cadastrées section OE n°16, 17, 18, 20, 21, 97 et 98

Les modifications proposées sur le règlement

- compléter l'article A2 pour préciser que les affouillements et exhaussement de sols sont autorisés à condition qu'ils ne portent pas atteinte à la qualité des paysages, à l'écoulement des eaux et à la nature des sols.
- compléter l'article 8 des dispositions générales afin de préciser que les aménagements en rez-de-chaussée sont interdits pour les bâtiments concernés par un risque d'inondation
- compléter le règlement pour faire référence aux risques de glissement de terrain et d'effondrement au sein des dispositions générales
- ajouter que l'implantation des constructions a été interdite dans une marge de 10m à compter des

berges des cours d'eau de la Touloubre et du Budéou en zones A et N

- compléter l'article UA11 afin d'assurer le respect de la composition traditionnelle des façades et l'usage de menuiserie de type traditionnel

- compléter les articles A11.3 et N11.3 en indiquant que les murs de pierres sèches sont recommandés en zones A et N

- modifier le règlement des zones AF1 afin de reprendre strictement la rédaction de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2017

- mettre en cohérence la référence réglementaire des différents éléments paysagers au sein des différentes pièces du PLU. Le patrimoine bâti naturel et paysager initialement protégés au titre du L151-19 du Code de l'Urbanisme l'est dorénavant au titre du L151-23, au regard des enjeux paysager et naturels associés aux alignements d'arbres concernés.

Les modifications proposées sur les OAP

- intégrer dans l'OAP des Ferrages la création d'une frange paysagère en limite

- l'OAP a été complétée afin de préciser qu'un rond-point a été aménagé afin d'améliorer l'accessibilité de la zone dans de bonnes conditions de sécurité. Il a également été précisé que tous les réseaux nécessaires à l'aménagement de la zone, ainsi que le très haut débit, sont présents en limite du site. La Métropole rappelle par ailleurs que le site est déjà desservi par les transports en commun.

De plus, l'OAP a été précisée concernant le commerce afin d'affirmer la vocation artisanale de la zone et de préciser que le commerce autorisé exclu le commerce de détail afin de ne pas concurrencer le commerce de proximité du centre-ville.

- compléter toutes les OAP par une référence aux dispositions constructives relatives au phénomène de retrait et de gonflement des argiles

- l'OAP relative au secteur NI a été précisée notamment sur l'implantation des futurs équipements

- compléter les OAP dans le paragraphe relatif aux principes programmatiques afin de préciser que les franges paysagères devront présenter une densité végétale pour constituer une zone tampon entre habitation et zone agricole

Les modifications proposées sur les Emplacements Réservés

- ajouter un emplacement réservé n°73 pour l'aménagement de l'Allée des Ferrages à 8m

- modifier l'emplacement réservé MS2 en supprimant la partie sur le bâtiment faisant l'objet d'un permis de construire accordé

- adapter l'emplacement réservé MS1 à la destination des lots du permis d'aménager accordé

- adapter les emplacements réservés relatifs à la déviation au nouveau plan fourni par le conseil départemental

Les modifications proposées sur les annexes

- prise en compte des canalisations GEOSL

- intégrer en annexe « 6A3-Assainissement eaux usées » la carte d'aptitudes des sols à l'assainissement non collectif datant de mai 2004

Approbation du plan local d'urbanisme :

Au regard de ces éléments, compte-tenu de l'avis favorable du commissaire-enquêteur et compte-tenu des modifications apportées au plan après l'enquête publique, il est proposé d'approuver le dossier de plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Cannat tel qu'annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2010-031 du 12 avril 2010 du Conseil municipal de Saint-Cannat prescrivant l'élaboration de son plan local d'urbanisme et fixant les modalités de la concertation ;
- La délibération n°2017-047 du 5 mai 2017 du Conseil municipal de Saint-Cannat relative au débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable ;
- La délibération n°2017-082 du Conseil municipal de Saint-Cannat relative au bilan de la concertation et à l'arrêt du projet de plan ;
- La délibération n°2017-068 du 27 octobre 2017 du Conseil municipal de Saint-Cannat autorisant la Métropole à achever cette procédure ;
- La délibération n°URB 011-3569/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune en date du 12 avril 2010 ;
- Les avis des personnes publiques associées ;
- Les observations recueillies au cours de l'enquête publique ;
- Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur ;
- Les propositions de modifications apportées au plan après l'enquête, qui procèdent de cette dernière et ne remettent pas en cause son économie générale.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le dossier de PLU arrêté.
- Les avis des personnes publiques associées, les observations recueillies au cours de l'enquête publique ainsi que le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur.
- Les modifications apportées au plan après l'enquête, qui procèdent de cette dernière et ne remettent pas en cause son économie générale.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Cannat.

Article 2 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Cannat approuvé sera tenu à la disposition du public.

Article 3 :

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :

- affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en mairie de Saint-Cannat ;
- mention de cet affichage sera inséré dans un journal diffusé dans le département.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 529

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Venelles - Engagement de la procédure de modification n°3

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le PLU de la commune de Venelles a fait l'objet :

- d'une procédure d'élaboration approuvée par délibération du Conseil Municipal n°D2016-138AT en date du 11 juillet 2016,
- d'une procédure de modification n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal n° D2017-75AT en date du 27 juin 2017,
- d'une procédure de modification n°2 approuvée par délibération du Conseil Municipal n° D2017-76AT en date du 27 juin 2017.

Par courrier en date du 5 octobre 2018, la commune de Venelles a saisi la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme concerné afin de procéder notamment à des adaptations réglementaires, des corrections d'erreurs matérielles et des modifications graphiques ponctuelles.

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération cadre n°URB 001-3569/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Venelles en date du 5 octobre 2018 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification N°3 du PLU ;
- Le PLU et ses évolutions successives approuvées de la commune de Venelles en vigueur.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Venelles a sollicité l'engagement d'une procédure de modification n°3 du PLU pour procéder notamment à des adaptations réglementaires, des corrections d'erreurs matérielles et des modifications graphiques ponctuelles.
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole l'engagement de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Venelles.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 et suivants de la Métropole.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 530

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren - Révision allégée n°2 - Définition des modalités de collaboration avec la commune

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°004-3562/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la révision allégée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Ventabren a été approuvé par délibération n°75 du Conseil Municipal en date du 11 décembre 2017.

Par courrier de la commune de Ventabren en date du 28 juin 2018, le Conseil de Territoire a été sollicité afin de saisir le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de Révision Allégée n°2 du PLU de la Commune de Ventabren afin, notamment, de déplacer une zone AUP destinée à l'installation d'un parc photovoltaïque.

Conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme, « lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou

des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. »

Dans la mesure où cette révision ne porte pas atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable mais qu'elle réduit une zone naturelle et forestière, il convient de prescrire une procédure de révision dite « allégée ».

Une conférence intercommunale du Territoire doit ainsi être organisée, au cours de laquelle sont examinées les modalités à retenir pour la mise en œuvre de cette collaboration.

Dès lors, Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix a invité Monsieur le Maire de Ventabren à participer à cette conférence.

Au cours de cette conférence les propositions formulées ont été examinées.

Les modalités de collaboration entre la Métropole – Conseil de Territoire du Pays d'Aix et la commune de Ventabren, débattues en conférence intercommunale, ont été finalisées comme suit :

Deux réunions ont été prévues afin d'examiner :

- 1 - Les propositions de la traduction réglementaire du projet de la révision allégée,
- 2 - Les éventuelles adaptations du projet de révision allégée après enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM)
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de

simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;

- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération cadre n°004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Ventabren en date du 28 juin 2018 sollicitant le Conseil de Territoire afin de saisir le Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure de révision allégée n°2 du PLU ;
- Le PLU et ses évolutions successives approuvées de la commune de Ventabren en vigueur ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat Urbanisme et Aménagement du 12 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Ventabren a sollicité l'engagement d'une procédure de révision allégée n°2 de son PLU pour notamment déplacer une zone AUP destinée à l'installation d'un parc photovoltaïque.
- Que des modalités de collaboration entre la Métropole – Territoire du Pays d'Aix et la commune de Ventabren doivent être arrêtées par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix conformément à l'article L134-13 du Code de l'Urbanisme.

Délibère

Article unique :

Sont arrêtées les modalités de collaboration entre la Métropole – Territoire du Pays d'Aix et la commune de Ventabren dans le cadre de la révision allégée n°2 du PLU de la commune de Ventabren, telles que présentées ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70

Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 531

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren - Engagement de la procédure de révision allégée n°2

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°004-3562/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la révision allégée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Ventabren a été approuvé par délibération n°75 du Conseil Municipal en date du 11 décembre 2017.

Par courrier de la commune de Ventabren en date du 28 juin 2018, le Conseil de Territoire a été sollicité afin de saisir le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de Révision Allégée n°2 PLU de la Commune de Ventabren afin, notamment, de déplacer une zone AUP destinée à l'installation d'un parc photovoltaïque.

Conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme, « lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. »

Dans la mesure où cette révision ne porte pas atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable mais qu'elle réduit une zone naturelle et forestière, il convient de prescrire une procédure de révision dite « allégée ».

Dans le cadre de cette révision allégée, les objectifs de la révision ainsi que les modalités de concertation doivent être définis, conformément aux articles L103-2, L103-3, L153-11 et L153-33 du Code de l'Urbanisme.

1 – L'objectif poursuivi par la révision allégée :

Déplacer une zone à urbaniser (AUP) destinée à l'installation d'un parc photovoltaïque,

2 – Les modalités de concertation

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation dès l'approbation de la présente délibération sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix, et dans un journal diffusé dans le département ;

- Mise à disposition au service urbanisme de la commune, situé 17 Grand Rue 13122 Ventabren, d'un registre destiné à recueillir les observations du public. Ce registre sera mis à disposition pendant une période d'au moins un mois conformément aux dates de mise à disposition définies dans l'avis de concertation ;

- Mise à disposition d'une adresse électronique destinée à recueillir les observations du public ;

- Mise à disposition au service urbanisme de la commune, situé 17 Grand Rue 13122 Ventabren, et sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix d'un dossier des études en cours, complété au fur et à mesure de l'évolution de ces études, jusqu'à ce que le Conseil de la Métropole tire le bilan de la concertation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises

et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;

- La délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la procédure de révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Ventabren en date du 28 juin 2018 sollicitant le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de révision allégée n°2 du PLU ;
- Le PLU et ses évolutions successives approuvées de la commune de Ventabren en vigueur ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018 arrêtant les modalités de la collaboration.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la commune de Ventabren a sollicité l'engagement d'une procédure de révision allégée n°2 de son Plan Local d'Urbanisme pour déplacer une zone AUP destinée à l'installation d'un parc photovoltaïque.
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de révision allégée.

Délibère

Article 1 :

Est prescrite la révision n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren selon la procédure de révision allégée conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme.

Article 2 :

Sont fixés les objectifs de la révision allégée tels qu'exposés ci-dessus.

Article 3 :

Sont définies les modalités de concertation telles que présentées ci-dessus.

Article 4 :

La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un délai d'un mois au siège de la Métropole, du Territoire du Pays d'Aix et en Mairie de Ventabren. Mention de cet affichage sera insérée dans un journal, conformément à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 532

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren - Engagement de la procédure de modification simplifiée n°1

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM en date du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Ventabren a été approuvé par délibération n° 75 du Conseil Municipal en date du 11 décembre 2017.

Par courrier en date du 3 octobre 2018, la commune de Ventabren a sollicité l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°1 de son Plan Local d'Urbanisme afin de, notamment :

- Modifier le règlement écrit de la zone AU1h spécifique à la Zone d'Aménagement Concerté de « l'Héritière ».

- Rectifier une erreur matérielle dans le secteur de Vignes longues en étendant le périmètre du secteur de mixité sociale n°14.

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Ventabren en date du 3 octobre 2018 sollicitant l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU ;
- Le PLU et ses évolutions successives approuvées de la commune de Ventabren en vigueur.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la commune de Ventabren a sollicité l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme notamment pour modifier le règlement écrit de la zone AU1h spécifique à la Zone d'Aménagement Concerté de

« l'Héritière » et pour rectifier une erreur matérielle dans le secteur de Vignes longues en étendant le périmètre du secteur de mixité sociale n°14.

- Que les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole sollicite de Madame la Présidente de la Métropole l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren.

Article 2 :

Les modalités de la mise à disposition seront précisées par délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 533

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lambesc - Engagement de la procédure de modification n°2

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la

Communauté Urbaine Marseille Provence
Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM en date du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le PLU de la commune de Lambesc a été approuvé par délibération n°57 en date du 3 mai 2017.

Par courrier en date du 15 octobre 2018, la commune de Lambesc a sollicité l'engagement d'une procédure de modification n°2 de son PLU afin, notamment :

- d'ouvrir à l'urbanisation le secteur classé en zone 2 AUtrF1p au PLU situé quartier du Langoustier, au sud de la commune,
- de corriger des erreurs matérielles.

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération cadre n°URB 001-3569/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local

d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- Le courrier de la commune de Lambesc en date du 15 octobre 2018 sollicitant l'engagement de la procédure de modification N°2 du PLU ;
- Le PLU et ses évolutions successives approuvées de la commune de Lambesc en vigueur.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que la commune de Lambesc a sollicité l'engagement d'une procédure de modification n°2 du PLU notamment pour ouvrir à l'urbanisation le secteur classé en zone 2 AUtrF1p au PLU situé quartier du Langoustier, au sud de la commune et pour corriger des erreurs matérielles.
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lambesc.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 534

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lambesc – Modification n°1 – Ouverture à l'urbanisation

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Aggloprovence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Par délibération n°57 du Conseil Municipal du 3 mai 2017, la commune de Lambesc a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU). Le PLU a fait l'objet d'une première modification simplifiée approuvée le 13 décembre 2017.

Le PLU comprend plusieurs zones à urbaniser faiblement bâties et insuffisamment équipées. Dans l'attente de l'extension des réseaux et de l'amélioration du réseau viaire ces secteurs ne sont pas ouverts à l'urbanisation.

La zone à urbaniser, objet du présent rapport, affiche au PLU une vocation d'accueil touristique et d'hébergement hôtelier, désignée 2AUtr. La localisation de ce zonage unique sur le PLU de Lambesc répond à plusieurs critères :

- un accès aisé et simple depuis la RD7,
- un cadre paysager valorisant,
- le renforcement d'une logique de développement d'une zone touristique existante.

Cette zone 2AUtr, d'une superficie totale d'un peu plus de 4 hectares, est scindée en deux secteurs, l'un recouvre le camping existant et plus au sud un terrain de 2,3 hectares destiné à permettre l'extension d'un équipement d'accueil et d'hébergement hôtelier dont la première tranche a été autorisée.

Cette zone, bien circonscrite, est entourée de terrains agricoles et forestiers dans lesquels se situe un centre équestre.

Le camping, qui compte une centaine d'emplacements dont certains sont loués à l'année

et supportent un mobil-home, existe depuis plusieurs décennies. Idéalement placé à proximité immédiate de la RD7n il fait l'objet d'une importante fréquentation. Il est à noter que les communes alentours ne disposent pas d'un équipement équivalent ce qui constitue un atout économique pour la commune.

Un permis de construire, pour un complexe hôtelier de 1 215 m² de surface de plancher, a été délivré en 2015 pour la réalisation de 40 chambres et des équipements associés à cette activité d'accueil. Pour des raisons d'équilibre financier l'opérateur a, dès le départ, exprimé le souhait de pouvoir étendre l'établissement à 80 chambres. L'ensemble atteindrait 2 000 m² de surface de plancher. L'étude d'impact, réalisée en septembre 2015, a porté sur le complexe final. En conclusion il ressort que celui-ci est compatible avec l'ensemble des documents de planification existants ainsi qu'avec les autres schémas directeurs en vigueur et sans effets cumulés vis à vis du paysage.

Aussi afin de permettre la faisabilité du projet d'extension du complexe hôtelier, la modernisation du camping existant et de contenir, dans une zone dédiée à ce type d'aménagement, des équipements pouvant fonctionner en synergie, il convient de faire évoluer la zone 2AUtr dont le règlement ne prévoit pas l'extension des constructions existantes.

Les travaux d'extension des réseaux électrique, d'eau potable et d'assainissement, dimensionnés pour desservir les terrains des constructions existantes et projetées, sont en cours.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L 153-38 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et

n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- Le courrier de monsieur le maire de Lambesc en date du 15 octobre 2018 demandant l'engagement d'une procédure de modification destinée à permettre l'ouverture à l'urbanisation, quartier du langoustier, de la zone 2AUtrF1p ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du lundi 12 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La rareté de foncier qui pourrait être à vocation d'activité d'accueil et d'hébergement touristique sur la commune de Lambesc, compte tenu du PLU en vigueur et des différentes contraintes s'imposant au territoire communal (risques naturels, desserte par les réseaux techniques, zones de protection environnementale...).
- La nécessité de moderniser et restructurer le camping existant.
- Les besoins d'extension d'un équipement hôtelier dont la construction a déjà été autorisée.
- Que l'extension des réseaux électriques, d'alimentation en eau potable et de collecte des eaux usées vont être réalisés dans le cadre de la première tranche des travaux de construction du complexe hôtelier et qu'ils bénéficieront aux constructions existantes et projetées.

Délibère

Article unique :

Est approuvée l'ouverture à urbanisation ainsi justifiée.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 535

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyreuil - Engagement de la procédure de modification n°10

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM en date du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le PLU de la commune de Meyreuil a fait l'objet :

- d'une procédure de modification n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2014-DGS-DEL-104 en date du 11 juillet 2014 ;
- d'une procédure de modification n°2 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2014-DGS-DEL-105 en date du 11 juillet 2014 ;
- d'une procédure de modification simplifiée n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2014-DGS-DEL-113 en date du 26 septembre 2014 ;
- d'une procédure de modification n°3 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2015-DGS-DEL-36 en date du 27 mars 2015 ;
- d'une procédure de modification n°4 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2015-DGS-DEL-37 en date du 27 mars 2015 ;
- d'une procédure de modification n°5 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2015-DGS-DEL-38 en date du 27 mars 2015 ;
- d'une procédure de modification n°6 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2015-DGS-DEL-127 en date du 16 décembre 2015 ;
- d'une procédure de modification n°8 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2017-DGS-DEL-66 en date du 3 juillet 2017 ;
- d'une procédure de modification n°7 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2017-DGS-DEL-111 en date du 12 décembre 2017 ;

- d'une procédure de modification simplifiée n°2 approuvée par délibération du Conseil de Métropole n° URB 013-4172/18/CM du 28 juin 2018 ;
- d'une procédure de modification simplifiée n°3 approuvée par délibération du Conseil de Métropole n° URB 013-4173/18/CM du 28 juin 2018 ;
- d'une procédure de modification simplifiée n°2 approuvée par délibération du Conseil de Métropole n° URB 013-4174/18/CM du 28 juin 2018 ;

Par courrier en date du 23 octobre 2018, la commune de Meyreuil a sollicité l'engagement d'une procédure de modification n°10 de son PLU afin, notamment :

- d'ouvrir à l'urbanisation les zones 7 AU et 8 AU ;
- d'apporter des modifications réglementaires.

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération cadre n°URB 001-3569/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Meyreuil du 23 octobre 2018 sollicitant l'engagement de la procédure de modification N°10 du PLU ;

- Le PLU et ses évolutions successives approuvées de la commune de Meyreuil en vigueur.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la commune de Meyreuil a sollicité l'engagement d'une procédure de modification n°10 du PLU pour notamment ouvrir à l'urbanisation les zones 7 AU et 8 AU et apporter des modifications réglementaires.
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole l'engagement de la procédure de modification n°10 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyreuil.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire - Prospective et aménagement de l'espace / SCOT

2018 CT2 536

AVIS - Instauration du droit de préemption urbain sur la commune de Saint-Cannat

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'article L 211-2 alinéa 2 du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, il est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain.

Par délibération du 13 décembre 2018, le Conseil métropolitain vient d'approuver le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Cannat.

L'adoption de ce nouveau document d'urbanisme permet l'instauration d'un périmètre de Droit de Préemption Urbain qui ne s'appliquait plus sur la commune suite à la caducité du Plan d'occupation du Sol depuis le 27 mars 2017.

Conformément aux articles L210-1 et L300-1 du Code de l'Urbanisme, ce droit de préemption permet au titulaire d'acquérir certains biens, à l'occasion de leur vente, en vue de la réalisation dans l'intérêt général d'actions ou d'opérations ayant pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti ou pour permettre la constitution des réserves foncières en vue de la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite instaurer le droit de préemption urbain sur les périmètres des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) du Plan Local d'Urbanisme en vigueur de la commune de Saint-Cannat afin de lui permettre de mener à bien sa politique foncière et de favoriser l'aboutissement des projets sur son territoire.

Les effets juridiques attachés à la délibération auront pour point de départ l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité prescrites à l'article R221-2 du Code de l'Urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la

délibération ci-après : **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210-1 et L211-1 et suivants, R211-1 et suivants et L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de Saint-Cannat.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'adoption du PLU de Saint-Cannat permet l'instauration du droit de préemption sur le territoire de la commune.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instaurer le Droit de Préemption Urbain.
- La nécessité de disposer de moyens réglementaires pour mettre en œuvre la politique foncière et favoriser l'aboutissement des projets sur la commune de Saint-Cannat.

Délibère

Article unique :

Est approuvée l'instauration du Droit de Préemption Urbain (DPU) sur les périmètres des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) du Plan Local d'Urbanisme en vigueur de Saint-Cannat.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire - Opérations d'aménagement

2018 CT2 537

AVIS - Zone d'Aménagement Concerté du Jas de Beaumont à Pertuis - Lancement de la procédure d'attribution d'une concession d'aménagement à un aménageur - Création de la Commission "aménagement" dédiée au projet

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

I - Rappel du contexte de l'opération

Le 30 mai 2007, une zone d'aménagement différé (ZAD) de 42 ha a été créée par arrêté préfectoral sur le territoire de la ville de Pertuis afin que soit développée l'offre de logements dans le cadre de l'accueil du projet Iter sur le site de Cadarache.

La ZAD fait l'objet d'une intervention foncière de l'établissement public foncier Provence-Alpes-Côte-D'azur (EPF PACA) par le biais d'une convention d'anticipation foncière conclue avec la ville de Pertuis et la Communauté du Pays d'Aix. Cette convention a été renouvelée en 2017. Dans le cadre de cette convention, le droit de préemption a été délégué à l'EPF PACA.

Ce site a été identifié comme secteur stratégique de développement de l'habitat dans le plan local d'urbanisme (PLU) de la ville de Pertuis ainsi que dans le Schéma de Cohérence Territoriale approuvé par la Communauté du Pays d'Aix (CPA). Selon les estimations du PLU de la ville de Pertuis, le site pourrait accueillir à terme entre 50 % et 60 % des objectifs de logements de la ville.

A la demande de la ville de Pertuis, la Communauté du Pays d'Aix a engagé la réalisation d'une étude de faisabilité et de programmation, ce qui a permis de déclarer d'intérêt communautaire le site du Jas de Beaumont (42 hectares) lors du Conseil communautaire de la CPA le 14 octobre 2014 et le principe de lancement d'une zone d'aménagement concerté sur un périmètre d'environ 15 hectares a été décidé le 19 février 2015.

Dans ce contexte, les études liées au dossier de ZAC ont été lancées afin d'aboutir à la réalisation d'un projet répondant aux multiples enjeux du territoire ; la zone d'aménagement concerté du Jas de Beaumont a été créée par le Conseil de Métropole d'Aix-Marseille-Provence (la Communauté du Pays d'Aix ayant intégré la

Métropole depuis le 1^{er} janvier 2016) le 17 octobre 2016.

L'urbanisation de la ZAD interviendra en plusieurs phases. La ZAC Jas de Beaumont ne constitue donc qu'une première étape d'aménagement.

La Métropole et la commune de Pertuis souhaitent que l'aménagement de cette opération soit réalisé sous le mode de la concession d'aménagement, en application des articles R 300-4 et suivants du Code de l'Urbanisme. Le concessionnaire assurera une part significative du risque économique de l'opération.

II - Les principes d'aménagement

La superficie de la ZAC Jas de Beaumont est de 13.63 ha.

Le dossier de création de la ZAC Jas de Beaumont prévoit la réalisation d'environ 400 logements, dont 40 % de logements locatifs sociaux, 30 % de logements en accession aidée et 30 % de logements libres et 10 500 m² maximum de surface de plancher à destination de commerces, services et activités.

Un équipement public sera réalisé à proximité immédiate de la ZAC, un groupe scolaire comprenant 15 classes.

L'opération d'aménagement projetée s'inscrit ainsi dans une démarche visant à :

- créer un lieu de vie mixte et varié qui soit l'amorce d'un quartier plus étendu;

- inscrire le projet dans son environnement à travers le choix d'un projet d'Eco-quartier labellisé.

- **Créer un quartier mixte et varié**

La Métropole souhaite que soit créé un véritable quartier animé avec des logements, des commerces, des services et des espaces publics de qualité.

La Métropole prévoit notamment :

- Environ 400 logements répartis dans les différents îlots pour une densité moyenne à l'échelle de l'opération de 45/50 logements par ha ;

- Environ 200 logements sociaux répartis sur les différents secteurs de la zone et selon différentes typologies (petits collectifs, logements individuels superposés et logements individuels en bande) ;

- Une place ouverte avec stationnement qui sera accompagnée de commerces (restaurant, boutiques...) et de services (salle de sport, services médiaux...) pour une surface de plancher de l'ordre de 10 500 m² maximum;

- Un espace patrimonial préservé autour de la bastide ;

- Deux parcs urbains l'un de l'ordre de 1 000 m² et l'autre de 2 ha, soit environ 15% de la surface du projet ;

- Des voiries larges et accueillantes permettant de recevoir du stationnement, des déplacements piétons et cycles représentant ainsi 17 % de la surface du projet.

- Inscrire le projet dans une démarche de développement durable

La Métropole veillera tout au long du processus d'étude et de définition du projet urbain à ce que la programmation soit exemplaire au titre de la qualité urbaine et réponde aux critères de la démarche Eco quartier.

La ZAC du Jas de Beaumont est aujourd'hui labellisée « Eco quartier en projet – Etape 1 ».

III - Coût de l'opération :

Le coût total des charges portées par l'aménageur est estimé à environ 20,7 millions d'€ comprenant notamment 4,4 millions d'acquisitions foncières frais inclus.

La Métropole Aix-Marseille-Provence participera au déficit de l'opération.

Le montant total des produits estimés de cette opération d'aménagement est susceptible d'être supérieur au seuil européen de 5 548 000 € HT, aussi la procédure qui sera mise en œuvre sera une procédure formalisée.

IV - Modification du PLU

Le PLU de la Ville de Pertuis a été approuvé le 16 décembre 2015. La zone du Jas de Beaumont est classée en zone 2AU-b à dominante d'habitat et d'équipements publics ou d'intérêt collectif insuffisamment équipée dont l'ouverture à l'urbanisation est soumise à modification ou révision du PLU.

Une modification du PLU est nécessaire pour l'aboutissement du projet.

V - Les missions de l'aménageur :

La Métropole confiera à l'aménageur, dans le cadre du contrat de concession d'aménagement, les missions suivantes :

- Acquérir auprès de l'EPF PACA les biens mobiliers et immobiliers nécessaires à l'opération situés dans le périmètre de l'opération et finaliser le cas échéant les acquisitions;
- Gérer les emprises et bâtis de manière à garantir l'intégrité et la sécurité du site ;
- Réaliser ou faire réaliser les études nécessaires à la mise en œuvre de l'opération, et notamment : (i) l'ensemble des dossiers administratifs nécessaires à l'opération et notamment le dossier de réalisation de la ZAC, le Dossier Loi sur l'Eau, (ii) les études opérationnelles nécessaires à toutes les actions de mise en œuvre de l'opération (notamment les fouilles archéologiques si nécessaire), (iii) le suivi du plan d'organisation spatiale de l'opération, (iv) les études environnementales si nécessaires, (v) toutes études qui permettront, en cours d'opération, de proposer les modifications de programme qui s'avèrent opportunes,

assorties des documents financiers prévisionnels correspondants ;

- Mettre en œuvre la ZAC, ainsi que toutes les procédures, études, autorisations nécessaires à l'aménagement du site ;
- Porter la démarche « Eco-quartier » ;
- Réaliser les travaux nécessaires pour rendre les terrains aptes à la viabilisation et aux constructions futures (affouillements, terrassement etc.) ;
- Réaliser ou faire réaliser les équipements spécifiques à l'opération ;
- Procéder, dans le respect des règles de publicité et de mise en concurrence applicables, à la constitution d'une équipe pluridisciplinaire en vue de la conception/réalisation des infrastructures et espaces verts, du suivi des permis de construire et du bon déroulement des différents chantiers ;
- Mettre en œuvre une démarche de conseil et de partenariat avec la Collectivité et lui transmettre tous les documents nécessaires au suivi et au contrôle des missions qui lui sont confiées. Les documents sont transmis dans un format lisible par la Collectivité ;
- Assurer la commercialisation des terrains dans les meilleures conditions possibles en collaboration avec la Collectivité, organiser toute structure d'accueil et de conseil des acquéreurs ou investisseurs potentiels, céder les terrains, les concéder ou les louer à divers utilisateurs après accord préalable de la Collectivité, préparer et signer tous actes nécessaires;
- Réaliser le cahier des charges de cession des terrains, le faire appliquer, suivre les projets de constructions dans le périmètre de la ZAC et favoriser les qualités architecturales et d'intégration paysagère ;
- Participer financièrement à la réalisation de l'école ;
- Assurer le financement et la gestion financière de l'opération, y compris la gestion et le montage des dossiers de subvention, en collaboration étroite avec la Collectivité ;
- Assurer l'entretien du site jusqu'à rétrocession des équipements et infrastructures ;
- D'une manière générale, assurer l'ensemble des études, les tâches de gestion et la coordination indispensables à la bonne fin de l'Opération, et assurer en tout temps une complète information de la Collectivité sur les conditions de déroulement de l'opération.

La durée prévisionnelle de la concession d'aménagement est de 8 années.

VI - Les critères de choix retenus pour la sélection de l'aménageur

Étant donné que le concessionnaire assumera, au titre de la concession d'aménagement, un risque économique lié à l'opération d'aménagement, le choix de l'aménageur ne pourra intervenir qu'à l'issue d'une procédure de mise en concurrence conformément aux dispositions :

- de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession,
- du décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession,
- des articles R 300-4 et suivants du Code de l'urbanisme.

Un tel choix doit répondre à des exigences de qualité et de fiabilité compte tenu des enjeux.

La procédure de mise en concurrence sera une procédure restreinte, dans laquelle le concédant a la possibilité de limiter le nombre de candidats admis à présenter une offre. Cette limitation se fait sur la base de critères de sélection des candidatures préalablement communiqués aux candidats.

La procédure se décompose de la façon suivante :

- Lancement de la procédure,
- Remise des candidatures ;
- Analyse des candidatures ;
- Communication du DCE aux candidats admis à présenter une offre ;
- Remise des offres ;
- Analyse des offres ;
- Sélection des soumissionnaires admis à participer à la négociation ;
- Phase de négociation ;
- Remise de l'offre finale (et éventuellement d'une offre intermédiaire en fonction du nombre de tours de négociation) ;
- Fin de procédure.

La meilleure offre, au regard de l'avantage économique global est choisie selon les critères suivants classés par ordre décroissant d'importance :

- Coût global de l'Opération sur la base de son bilan prévisionnel, notamment au regard des dépenses dont les acquisitions des terrains de l'EPF PACA, des recettes, des engagements de pré-commercialisation de l'ensemble des lots, du niveau de rémunération du concessionnaire ;
- Ambition du programme, qualité des partenaires associés à l'opération, respect des exigences de développement durable exprimées par la Métropole, objectifs et moyens consacrés pour garantir la qualité urbaine et architecturale et la labellisation éco-quartier, les performances environnementales et énergétiques proposées, la mixité sociale et la diversité des fonctions urbaines ;
- Optimisation du planning de l'opération ;
- Moyens humains, techniques et financiers mis en œuvre pour réaliser l'opération ;
- Méthodologie de travail avec la Collectivité et la population.

VII- Constitution de la Commission « aménagement » dédiée au projet

La procédure de passation de la concession d'aménagement doit respecter la procédure visée aux articles R 300-4 et suivants du Code de l'urbanisme.

Ainsi, conformément aux dispositions de l'article R 300-9 du Code de l'urbanisme, il s'avère nécessaire de :

- constituer une Commission chargée d'émettre un avis sur les candidatures et les offres reçues, préalablement à la procédure de négociation ;
- désigner la personne habilitée à engager ces discussions et à signer la convention. Il est précisé que cette personne peut recueillir l'avis de la Commission à tout moment.

Les membres de la Commission sont élus en son sein par le Conseil de Métropole à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne.

Cette instance sera composée de 5 membres titulaires et 5 membres suppléants.

Le fonctionnement de la Commission « aménagement » ainsi instituée est régi par les règles exposées ci-après.

La convocation aux réunions de la Commission sera réalisée par tout moyen, y compris courriel, 6 jours francs avant la date fixée. Dans le cas où un membre titulaire ne serait pas disponible, il sera pourvu à son remplacement par un suppléant inscrit sur la même liste.

Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents. Si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, la Commission est à nouveau convoquée. Elle se réunit alors valablement sans condition de quorum.

Le Président de la Commission invite aux réunions de la Commission toute personne de son choix. Ces membres invités ont voix consultative.

La Commission dresse un procès-verbal de ses réunions. Ce procès-verbal est signé par les membres présents. Tous les membres de la Commission peuvent demander que leurs observations soient portées au procès-verbal. Ce procès-verbal n'est pas rendu public.

La Commission rend un avis sur les candidatures et propositions qui sont reçues avant les discussions. Tous les avis de la Commission sont des avis purement consultatifs, le choix final du candidat retenu étant soumis au vote de l'assemblée en fin de procédure.

Néanmoins, il appartient au Conseil de la Métropole, avant de procéder à l'élection des membres de cette commission, de déterminer au préalable les conditions de dépôt des listes.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les conditions de dépôt des listes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles R 300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatifs aux contrats de concession ;
- La délibération n°2014-A214 du Conseil communautaire de la CPA du 14 octobre 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement du quartier d'habitat du Jas de Beaumont à Pertuis ;
- La délibération n°2015-B091 du Bureau communautaire de la CPA du 19 février 2015 lançant la procédure de ZAC et définissant les modalités de la concertation ;
- Les délibérations n°URB029-1109/16/CM du Conseil de Métropole du 17 octobre 2016 approuvant le bilan de la concertation, la délibération n°URB 030-1110/16/CM du 17 octobre 2016 approuvant le bilan de la mise à disposition de l'étude d'impact et des pièces requises et la délibération n°URB031-1111/16/CM approuvant le dossier de création de la ZAC et décidant de créer la ZAC ;
- La délibération n° DEVT014-2395/17/CM du Conseil de Métropole du 13 juillet 2017 décidant l'adhésion de la ZAC à la démarche Eco quartier et approuvant le mode de réalisation de l'opération ;
- La délibération n°URB037-2952/17/BM du Bureau de Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la convention d'intervention foncière signée avec l'EPF PACA, la commune et la Métropole.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la commune de Pertuis de réaliser l'aménagement de la ZAC du Jas de Beaumont.
- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de confier la maîtrise d'ouvrage

de l'opération d'aménagement à un aménageur via une concession d'aménagement conclue aux risques de ce dernier.

- Les dispositions de Code de l'Urbanisme, dans son article R 300-9, prévoyant l'intervention d'une Commission « aménagement » chargée d'émettre un avis sur les propositions reçues préalablement à l'engagement de la négociation.
- Que la Commission est constituée au sein du Conseil de Métropole à la représentation propositionnelle à la plus forte moyenne.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la concession d'aménagement conformément à la procédure décrite à l'article R 300-4 du Code de l'Urbanisme pour la réalisation de la ZAC du Jas de Beaumont ;

Article 2 :

Est approuvé, en conséquence, le lancement de la procédure d'attribution d'une concession d'aménagement à un aménageur ;

Article 3 :

La Commission « aménagement » dédiée au projet au sens des dispositions de l'article R 300-9 du Code de l'Urbanisme pour l'attribution de la concession à un aménageur est constituée. Cette instance sera composée de 5 membres titulaires et 5 suppléants, dont le Président qui sera élu au sein de ladite Commission. Ces membres ont voix délibératives.

Le fonctionnement de la Commission proposé dans le présent rapport est adopté ;

Article 4 :

Sont approuvées les conditions de dépôt des listes suivantes :

-Chaque liste doit être déposée avant 17H au secrétariat du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence la veille de la date du Conseil de la métropole à l'ordre du jour duquel est prévue l'élection des membres de la Commission Concession ;

-Chaque liste doit comprendre au maximum 5 titulaires et 5 suppléants. Les listes peuvent néanmoins comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges à pourvoir ;

-En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages ;

-En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Article 5 :

La personne habilitée à engager les discussions et à signer la convention, à recueillir l'avis de la Commission à tout moment de la procédure et à proposer le choix du concessionnaire au Conseil de Métropole est

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à prendre toutes mesures visant à l'exécution de la présente délibération et à signer tous documents s'y rapportant pour la suite de la procédure.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi - Zones d'activités

2018 CT2 538

AVIS - Opération d'aménagement "Cap Horizon" à Vitrolles – CRET - Demande de subvention d'investissement

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

L'opération CAP HORIZON est une opération de requalification et de renouvellement urbain des espaces d'activités de Vitrolles, qui s'est construit en réponse aux objectifs suivants :

- Améliorer le fonctionnement de la gare, structurer l'espace et favoriser la mixité fonctionnelle du secteur en lien avec le centre-ville, Airbus Helicopters et l'Aéroport Marseille-Provence ;
- Impulser une nouvelle dynamique économique des zones de Couperigne et des Estroublans en lien avec le projet Henri Fabre.

Les études préalables ont permis d'identifier deux enjeux majeurs :

- En matière de développement économique : créer une zone d'activités attractive et sélective.
- En matière de développement des mobilités : améliorer l'accessibilité du secteur, en particulier de la gare VAMP et les mobilités au sein d'un territoire métropolitain.

Les différentes études conduites ont permis d'identifier et de faire valider les travaux d'aménagement à réaliser pour désenclaver la gare VAMP au service du développement économique :

- extension du BHNS,
- création de liaisons piétonnes vers les centres de vie et d'emplois,
- rallongement des Quais,
- création d'un pôle d'échanges sur le plateau des Estroublans gare routière, parking silo, services voyageurs...,
- création d'un lien direct sur la cuesta reliant Couperigne et Estroublans (escalators/ascenseurs),
- création d'un TSCP reliant la gare sncf / Airbus Helicopters / l'aéroport Marseille-Provence,
- amélioration des accès routiers.

L'objectif étant d'intégrer la gare VAMP au sein d'un pôle d'échanges multimodal de rayonnement régional.

Réparti sur un périmètre total de 110 ha, le programme global de l'opération prévoit environ 195 000 m² de constructions afin de répondre aux besoins économiques tournés vers l'industrie et les produits mixtes.

Le projet « Cap Horizon » est ainsi destiné à créer une offre de locaux d'activités, d'industrie et de bureaux, au sein d'un véritable nouveau quartier de ville. Par le traitement des espaces publics, le développement des transports en commun et des modes de déplacement doux, cet espace central actuellement sous-utilisé sera dynamique et attractif à une échelle métropolitaine.

La mise en œuvre du projet a été divisée en deux secteurs :

- Le secteur nord de Couperigne en vue de la cession du foncier destiné à recevoir des programmes immobiliers directement soumis à permis de construire et pour lequel les aménagements connexes sont confiés à la SPLA, Société Publique Locale

d'Aménagement Pays d'Aix Territoires. Ces cessions se sont déroulées dans le cadre d'une procédure de dialogue compétitif pour le choix des opérateurs, conduite par l'Établissement Public Foncier PACA.

- Les secteurs sud de Couperigne, la Cuesta, la gare VAMP et le secteur Nord des Estroublans, nécessitant d'importants travaux d'aménagement et de réalisation d'équipements publics, dans le cadre d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) qui a été approuvée le 17 décembre 2015 et dont la mise en œuvre a aussi été confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Coût prévisionnel et financement de l'opération :

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côtes d'Azur susceptible d'apporter sa contribution financière dans le cadre du Contrat Régional d'Équilibre Territorial (CRET) passé avec la Métropole.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 78 881 549 euros Hors Taxes, dont 6 530 000 € pour le secteur de Couperigne situé hors ZAC. Dans le cadre du Contrat Régional d'Équilibre Territorial (CRET) passé entre la Région et la Métropole, l'opération « Cap Horizon » bénéficie d'un financement prévisionnel d'un montant de 7 923 703 €.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financiers	Taux sollicité	Montants sollicités
Région Provence Alpes Côtes d'Azur - CRET	10 %	7 923 703 euros HT
FEDER Couperigne	1,1 %	854 370 euros HT
État – Appel à projet mobilité	3,1%	2 420 000 euros HT
Département (pôle d'échanges)	7,6 %	6 000 000 euros HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	78,2 %	61 681 476 euros HT
Cessions foncières	63,4%	39 095 500 euros HT
Participations	36,6%	22 585 976 euros HT

Le phasage opérationnel étant directement lié aux conditions de maîtrise du foncier, il est proposé de présenter dans un premier temps le financement d'une 1^{ère} tranche de travaux prévus sur les années 2019/2020, à savoir :

- Secteur Gare / VAMP – Aménagement des accès au lot n°2 et de l'impasse Thalès, démolition et reconstruction du bassin des rétention des eaux pluviales.

- Secteur Cuesta – Aménagement de la place et du parvis bas, de l'escalier de la cuesta.
- Secteur Estroublans – Création de la gare routière, aménagement de l'esplanade publique, nécessitant la démolition des ex-bâtiments COLAS.

Soit un montant de dépenses prévisionnelles de 12 718 681 € dont le détail est présenté dans le tableau ci-après :

ZAC CAP HORIZON à VITROLLES		Part "AMENAGEMENT"		Part "MOBILITE"	
		%	Montant	%	Montant
1. ETUDES	128 000 €	50%	64 000 €	50%	64 000 €
2. ACQUISITIONS ET FRAIS LIES	2 465 125 €	33%	825 125 €	67%	1 640 000 €
3. TRAVAUX	7 530 042 €	72%	5 384 373 €	28%	2 145 669 €
4. HONORAIRES	753 004 €	72%	538 437 €	28%	214 567 €
5. ALEAS (10% des travaux)	753 004 €	72%	538 437 €	28%	214 567 €
6. REMUNERATION AMENAGEUR	483 121 €	54%	260 885 €	46%	222 236 €
7. FRAIS DIVERS	242 385 €	54%	130 888 €	46%	111 497 €
8. FRAIS FINANCIERS	364 000 €	54%	196 560 €	46%	167 440 €
TOTAL DEPENSES PREVISIONNELLES :	12 718 681 €	62%	7 938 705 €	38%	4 779 976 €

La Région participera à hauteur de 1 405 391 € sur cette 1^{ère} tranche de l'opération, soit un taux de subvention de 11 %, qui a été établi selon la répartition suivante :

Aménagement/Foncier	579 000 €
Aménagement/Travaux	568 911 €
Mobilité	257 480 €

Les parcelles faisant partie des interventions foncières prévues dans le cadre de ces travaux sont les suivantes :

- Parcelle CI n°81 – Superficie 17 036 m²
- Parcelle CK n°74 – Superficie 1 670 m²
- Parcelle CK n°82 – Superficie 1 872 m²
- Parcelle CK n°161 – Superficie 16 990 m²

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2015_A076 du Conseil communautaire de la CPA du 21 mai 2015 créant la Z.A.C. (Zone d'Aménagement Concerté) « Cap Horizon » à Vitrolles ;
- La délibération n°2015_B235 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2015 confiant un contrat de concession d'aménagement à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la réalisation de l'opération « Cap Horizon » à Vitrolles ;
- La délibération n°2015_A318 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant le dossier de réalisation et le Programme des Équipements publics de la Z.A.C. (Zone d'Aménagement Concerté) Cap Horizon à Vitrolles ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 019-3293/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le Contrat Régional d'Équilibre Territorial.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération « Cap Horizon » à Vitrolles, et de solliciter les subventions nécessaires auprès de la Région dans le cadre d'une 1^{ère} phase de travaux 2019/2020.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisée à solliciter les aides financières auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côtes d'Azur dans le cadre du CRET.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer tout document y afférent.

Article 3:

Les crédits et les recettes nécessaires seront inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0

Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 539

AVIS - Opération d'aménagement "Cap Horizon" à Vitrolles - Déclaration de projet dans le cadre de la Déclaration d'Utilité Publique (D.U.P) de l'opération

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre l'opération d'aménagement "Cap Horizon" et la procédure engagée. Aussi, elle doit se prononcer par une déclaration de projet portant sur l'intérêt général de l'opération en application des articles L. 126-1 du Code de l'environnement et L. 122-1 du Code de l'expropriation.

Comme précisé à l'alinéa 2 de l'article L. 126-1 du code de l'environnement, « La déclaration de projet mentionne l'objet de l'opération tel qu'il figure dans le dossier soumis à l'enquête et comporte les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général. La déclaration de projet prend en considération l'étude d'impact, les avis de l'autorité environnementale et des collectivités territoriales et de leurs groupements consultés en application du V de l'article L. 122-1 et le résultat de la consultation du public. Elle indique, le cas échéant, la nature et les motifs des principales modifications qui, sans en altérer l'économie générale, sont apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique. En outre, elle comporte les éléments mentionnés au I de l'article L. 122-1-1 du code de l'environnement ».

Le Préfet des Bouches-du-Rhône a saisi la collectivité à ce titre par courrier en date du 20 Septembre 2018.

La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité prévues aux articles R.126-1 et suivants du Code de l'environnement.

Rappel des étapes ayant précédé la déclaration de projet :

Un diagnostic en matière d'économie et de déplacements a été réalisé sur Vitrolles en 2011 par l'AUPA, avec des propositions pour le secteur Couperigne / Gare / Estroublans. Une étude relative à la définition du programme économique du projet a été également menée par le cabinet ELAN, en complément des études préalables qui ont été produites par CITADIA/ECOMED/SLH/EVEN CONSEIL

Suite aux études de faisabilités, le Conseil Communautaire de la CPA a approuvé le 18 Juillet 2013, la mise en œuvre de l'opération « Vitrolles Cap Horizon » sous forme de ZAC d'intérêt communautaire.

La concertation préalable à la création de la ZAC de Cap Horizon a été ouverte par délibération du Conseil communautaire du 10 octobre 2013, conformément à l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme alors applicable. Cette phase de concertation s'est déroulée entre le mois de septembre 2014 et le mois d'avril 2015 auprès des habitants, en associant les acteurs économiques locaux aux réflexions stratégiques. Les avis exprimés ont mis en exergue le souhait d'un projet d'aménagement dynamique respectueux de l'offre existante sur la zone tout en étant ambitieux sur sa programmation économique et environnementale, son offre en déplacements et services. Le bilan de la concertation a été approuvé le 21 Mai 2015.

Par délibération en date du 11 Juin 2015, le Conseil communautaire a confié la réalisation de l'opération à la SPLA Pays d'Aix Territoires par le biais d'un traité de concession d'aménagement. La SPLA Pays d'Aix Territoires est donc chargée du dossier de réalisation, de la mise en œuvre du programme des équipements publics et de la commercialisation des lots.

Le dossier de réalisation de la Z.A.C, le programme des équipements publics et leur financement ont été approuvés par délibération du Conseil de Communauté en date du 17 décembre 2015.

Une procédure de mise en compatibilité du PLU a été menée sous forme de déclaration de projet pour faire évoluer le plan local d'urbanisme de Vitrolles et permettre la mise en œuvre opérationnelle du projet Cap Horizon, approuvée par délibération du conseil municipal en date du 15/12/2016.

Afin de permettre la réalisation de cette opération d'aménagement, une convention d'intervention foncière tripartite CPA/Commune de Vitrolles/ l'Établissement Public Foncier (EPF) de Provence-Alpes-Côte d'Azur a été signée en juin 2013 afin que l'EPF procède aux acquisitions foncières, à l'amiable et par voie de préemption, nécessaires au projet dans les périmètres de ZAC, de ZAD et de cette DUP.

Les négociations amiables conduites depuis l'origine par l'EPF ont permis d'acquérir 33 hectares de foncier pour 23 M€. L'EPF a déjà procédé aux cessions auprès de la SPLA de 20 ha de terrain, les emprises foncières restant à acquérir représentent 13 ha.

Les dossiers d'utilité publique et d'enquête parcellaire conjointe qui ont fait l'objet d'une enquête publique permettront ainsi à l'EPF d'assurer la maîtrise foncière nécessaire à terme.

Rappel du projet « Cap horizon » :

L'opération « Cap Horizon » est non seulement une opération de requalification et de renouvellement urbain des espaces d'activités de Vitrolles, mais aussi une opération qui répond à deux problématiques :

- Le développement des mobilités au sein du bassin d'emploi en connectant la Gare SNCF Vitrolles – Aéroport MARSEILLE PROVENCE (dite « VAMP » ou gare des Aymards), à son environnement (lien avec le plateau haut, liens avec les quartiers périphériques, lien avec l'aéroport) pour en faire un véritable pôle d'échanges multimodal.
- Le développement économique en proposant une offre territoriale dédiée à l'activité dans un cadre urbain renouvelé de qualité et attractif.

Réparti sur un périmètre total de 110 ha, le projet « Cap Horizon » est destiné à créer une offre de locaux d'activités, d'industrie et de bureaux, au sein d'un véritable nouveau quartier de ville. Par le traitement des espaces publics, le développement des transports en commun et des modes de déplacement doux, cet espace central actuellement sous-utilisé sera dynamique et attractif à une échelle métropolitaine.

Ce projet d'aménagement comprend notamment :

- Le développement d'un véritable pôle d'échanges multimodal en cœur de projet, permettant le rabattement des flux aéroport / airbus / ville, composé de :
 - la gare basse VAMP reliée à la voie ferrée,
 - un pôle d'échanges sur les Estroublans (BHNS, gare routière et parking silo),
 - un lien direct Estroublans / Couperigne (escalator, ascenseurs pour les Personnes à Mobilité Réduite),
 - l'aménagement d'un site propre pour la circulation d'une navette permettant de relier directement Aéroport / Airbus / gare VAMP,
 - un désenclavement routier de l'espace économique,
 - une accessibilité améliorée de la gare sur l'espace de Couperigne – itinéraire plus lisible et plus direct depuis le Sud,
 - la création d'un nouvel accès depuis la RD 113 : accès à la zone des Estroublans et à un espace de stationnement (parking silo).
- Des produits immobiliers pour l'activité économique, avec la cession de 180 000 m² de foncier équipé pour le développement d'un programme d'environ 240 000 m² de surface de plancher de constructions.

Afin de répondre au positionnement de CAP Horizon en termes de filières, l'opération doit proposer de l'immobilier dédié pour de l'économie

productive : des modules de petites surfaces incluant une mixité entre des espaces productifs de type ateliers ou espace de stockage et des espaces tertiaires et techniques, et ce dans un environnement à haut niveau de services pour les salariés et pour les entreprises.

La mise en œuvre du projet a été divisée en deux secteurs :

- Le secteur nord de Couperigne en vue de la cession du foncier destiné à recevoir des programmes immobiliers directement soumis à permis de construire. Ces cessions se sont déroulées dans le cadre d'une procédure de dialogue compétitif pour le choix des opérateurs, conduite par l'Établissement Public Foncier PACA, et pour lequel les aménagements connexes sont confiés à la SPLA, Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires.
- Les secteurs sud de Couperigne, la Cuesta, la gare VAMP et le secteur Nord des Estroublans, nécessitant d'importants travaux d'aménagement et de réalisation d'équipements publics, dans le cadre d'une zone d'aménagement concertée (ZAC) qui a été approuvée le 17 décembre 2015 et dont la mise en œuvre a aussi été confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Prise en considération de l'étude d'impact et de l'avis de l'autorité environnementale

Les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements qui, par leur nature, leurs dimensions ou leur localisation sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine sont précédés d'une étude d'impact.

Tel est le cas de la réalisation du projet « Cap Horizon », soumis à étude d'impact au regard de l'annexe de l'article R.122-2 du code de l'environnement.

Les principaux impacts du projet sur le milieu concernent la phase chantier qui peut entraîner une perturbation/dérangement sur l'environnement, et les nouvelles constructions avec des effets notamment sur l'imperméabilisation des sols et le paysage. Un ensemble des mesures de réduction et d'évitement ont été déterminé afin de réduire ou compenser les effets du projet.

L'étude d'impact du projet de la ZAC « Cap Horizon » a été transmise pour avis à l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement.

L'autorité environnementale prévue au Code de l'Environnement a émis le 2 avril 2015 un avis favorable sur l'étude d'impact du projet « Cap Horizon ».

Un mémoire a été produit en réponse aux questionnements et demandes de compléments à réaliser dans le cadre du dossier de réalisation. Ainsi, le dossier a été complété par les résultats des études complémentaires relatives aux problématiques suivantes :

- Compensation écologique dans le cadre du dossier Conseil National de la Protection de la Nature
- Fonctionnement hydraulique de la zone en vue de son aménagement
- Impact du parking relais (avec l'évaluation des déplacements et la pollution engendrées/évitées)
- Cahier des Charges de Cession de Terrain

Dans le cadre des mesures de réduction et de compensation des impacts du projet, le maître d'ouvrage s'engage à mettre en œuvre les actions suivantes :

- Réduction de l'emprise sur les habitats naturels à enjeu accueillant l'Hélianthème à feuille de marum et l'Ophrys de Provence, avec la préservation des parcelles situées au nord-est de la zone, de part et d'autre de la voie ferrée, et au sud, le long du chemin longeant la voie ferrée.
- Adaptation des bassins de rétention en faveur de la faune locale, avec l'aménagement de l'un des 3 bassins de rétention prévus, situé le plus au nord, de manière à ce qu'il puisse être exploité par la batrachofaune pour la reproduction.
- Adaptation du phasage des travaux à la phénologie des espèces faunistiques à enjeux (chiroptères, amphibiens, avifaune). Ainsi, il est proposé de réaliser les travaux de libération des emprises (débroussaillage et coupe d'arbres) et de terrassement entre début octobre et fin février.
- Limitation et adaptation de l'éclairage – évitement de l'effarouchement de certaines espèces de chauves-souris, particulièrement au niveau du corridor arboré en bordure de voie ferrée.
- Maintien des corridors paysagers existants, notamment le cordon boisé situé au nord-ouest de la voie ferrée.
- Respect des emprises du projet.
- Intégration et gestion écologique d'espaces verts qui seront créés après les travaux de terrassement et de construction des espaces bâtis.

De plus, au regard des impacts résiduels pressentis, des mesures à vocation compensatoire sont programmées dans le cadre de la dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces animales et

végétales protégées. À ce titre, les mesures de compensations retenues porteront sur :

- la restauration, la gestion et l'entretien par du pastoralisme de 13 hectares de milieux ouverts à semi-ouverts (pelouses sèches et garrigue),
- et la création de 0,5 hectare de zone humide, sous forme de mares, favorables aux batraciens.

Dès à présent, le maître d'ouvrage a déjà acquis et continue l'acquisition de terrains en périphérie du projet de ZAC dans l'optique d'y développer un programme de gestion durable et favorable aux espèces impactées dans le cadre du présent projet.

Des travaux de réouverture du milieu en cours de fermeture pourraient également permettre la réinstallation d'espèces de flore et de reptiles présente aujourd'hui à proximité.

Concernant spécifiquement les deux espèces de flore protégées, une mesure de transplantation des stations observées au sein de l'emprise de la ZAC, sur le secteur Nord, vers les parcelles à vocation compensatoire pourrait être envisagée. Il est ainsi prévu la récolte et l'ensemencement de graines d'Hélianthème et d'Ophrys.

En phase chantier, les mesures de réduction des impacts et d'encadrement des travaux porteront essentiellement sur :

- Mise en défens des secteurs à enjeu écologique notable.
- Audit écologique et encadrement des travaux, notamment à travers la formation et la sensibilisation des entreprises à la prise en compte des enjeux écologiques, afin de vérifier leur bon respect avant-pendant-après travaux. Ils permettront notamment de repérer avec le chef de chantier les secteurs à éviter (pelouses, haies...), les précautions à prendre et vérifier la bonne application des mesures d'intégration écologique proposées.

Enfin, une gestion écologique appropriée sera mise en œuvre sur les surfaces évitées et à conserver après la mise en service des aménagements. Cette gestion portera notamment sur les modes d'entretien des espaces conservatoires (débranchage, pâturage, gestion des éventuels déchets, etc.). Pour ce faire, un plan de gestion écologique complétant le plan de gestion sociale de la ZAC va être établi de sorte à dégager les budgets nécessaires à la gestion des espaces verts de la future ZAC.

Une démarche spécifique sera également menée pour le suivi de la reconquête des habitats et des aménagements spécifiques par certaines espèces végétales (Hélianthème et Ophrys) et animales (amphibiens, orthoptères, coucou geai, reptiles).

L'ensemble de ces mesures ont été présentées et validées dans le cadre de la dérogation à

l'interdiction de destruction d'espèces protégées (dossier CNPN), délivrée par l'arrêté préfectoral du 02/11/2015.

Le chiffrage global prévisionnel des mesures en faveur de la biodiversité s'élève à environ 178 900 €, hors coûts d'acquisition des terrains.

Déroulement de l'enquête et prise en compte de la participation du public :

L'enquête publique unique préalable à la DUP et l'enquête parcellaire

Dans le cadre de cette opération, l'Établissement Public Foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur agissant au nom et pour le compte de la Métropole a sollicité M. le Préfet pour l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique concernant le projet d'aménagement Cap horizon sur la commune de Vitrolles. Il a également été demandé d'engager conjointement une enquête parcellaire à l'encontre de tous les propriétaires des parcelles comprises dans le périmètre du projet.

Ces enquêtes conjointes se sont déroulées du 12 juin 2018 au 13 juillet 2018 inclus, sous l'égide de M. le commissaire enquêteur désigné le 28 mars 2018 par le Président du Tribunal Administratif de Marseille.

Résultats de l'enquête publique préalable à la DUP

À l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur a établi un rapport en date du 13 août 2018 et rédigé des conclusions motivées. Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserve et sans recommandation en ce qui concerne le volet relatif à l'utilité publique de l'opération projetée d'une part et le volet relatif au parcellaire nécessaire aux opérations d'acquisitions ou d'expropriations prévues pour la réalisation de l'opération d'autre part.

Il convient également de rappeler qu'avant l'établissement du rapport, un document de synthèse rassemblant les observations et les thèmes évoqués par le public durant la période de l'enquête a été remis le 18 juillet 2018 à l'Établissement Public Foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur agissant au nom et pour le compte de la Métropole. Ce dernier a remis le 2 août 2018 un mémoire en réponse au commissaire enquêteur.

Motifs et considérations qui justifient le caractère d'intérêt général de l'opération :

L'opération d'aménagement, les ouvrages et travaux prévus dans le projet « Cap Horizon » à Vitrolles présentent le caractère d'un projet d'intérêt général pour les motifs et considérations suivantes :

- Le projet contribue au développement du territoire métropolitain par :

- la mise en valeur de la gare VAMP
- la création d'un pôle d'échange multimodal

- la mise à disposition de 26 hectares de foncier équipé à usage économique
- la création d'un cadre urbain de qualité garantissant l'attractivité du secteur
- la création d'un cadre urbain de qualité permettant de développer une nouvelle offre de services et commerces
- la création prévue d'emplois et le confortement des gisements existants
- L'implantation du projet s'est donc faite au regard :
 - Du besoin de réhabilitation de la zone d'activité actuelle : une structure urbaine à retrouver, affirmer et à développer ;
 - Du développement programmé de la Gare VAMP et de la station de transport en commun BHNS ;
 - De la nécessité de réorganiser le système viaire et les connexions du quartier ;
 - De la capacité d'accueil d'activités de pointe dans l'économie productive et les services, notamment autour des fournisseurs et sous-traitants d'Airbus Helicopters ;
- Dès lors, le projet permettra une structuration urbaine avec la création et le développement d'une véritable centralité économique autour d'une gare à vocation métropolitaine aujourd'hui peu exploitée.
- Il permettra d'apporter entre 200 000 et 240 000m² de locaux d'activités et de bureaux, augmentant l'attractivité du territoire métropolitain et répondant au problème de la faiblesse de l'offre en foncier économique par rapport à la demande. L'opération représente entre 3 000 à 4 000 emplois créés, sans compter la conservation des emplois actuels.
- Il vise l'amélioration du cadre de vie, basée sur le développement de la mobilité, des transports, l'agencement de trame végétale et la valorisation des espaces publics paysagers.
- Enfin, sur le plan de la mobilité, le projet améliorera la desserte des pôles d'importance métropolitaine que sont l'aéroport, les zones d'activités des Estroublans, de la Couperigne, et du site d'Airbus Helicopters, et le centre urbain de Vitrolles.
- Il ne présente pas d'inconvénients environnementaux majeurs dans la mesure où il s'inscrit dans un environnement urbain préexistant.
- La procédure de DUP garantit la cohérence du projet en permettant l'acquisition des parcelles non encore maîtrisées dans le cadre des acquisitions amiables.

Il résulte de l'ensemble de ces éléments que compte tenu de l'objet de l'opération et des avantages qu'elle présente eu égard au caractère limité de ses inconvénients, le projet est d'intérêt

général et répond effectivement aux exigences requises pour être déclaré d'utilité publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.123-1 et suivants, et L.126-1 ;
- Le Code de l'Expropriation, notamment son article L.121-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du 28 mars 2013 relative à la convention d'intervention foncière avec l'EPF PACA ;
- La délibération du 12 mars 2015 relative à l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière avec l'EPF PACA ;
- La délibération en date du 21 mai 2015 créant la Z.A.C. (Zone d'Aménagement Concerté) « Cap Horizon » à Vitrolles ;
- La délibération en date du 11 juin 2015 confiant un contrat de concession d'aménagement à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la réalisation de l'opération « Cap Horizon » à Vitrolles ;
- Le dossier de réalisation et le Programme des Équipements publics de la Z.A.C. (Zone d'Aménagement Concerté) Cap Horizon à Vitrolles, approuvés par délibération du Conseil communautaire en date du 17 décembre 2015 ;
- La délibération en date du 17 décembre 2015 relative au lancement d'une déclaration d'utilité publique en vue d'expropriation et enquête parcellaire ;
- L'arrêté préfectoral du 30 avril 2018 prescrivant l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique pour l'opération susvisée, conjointe à une enquête parcellaire à l'encontre de tous les propriétaires impactés par le projet ;
- Les conclusions et avis du commissaire enquêteur concernant la déclaration d'utilité publique de l'opération ;
- Le courrier de la Préfecture des Bouches-du-Rhône en date du 20 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant

- Que l'opération d'aménagement « Cap Horizon » à Vitrolles doit être poursuivie.
- Que l'opération a fait l'objet d'une convention d'intervention foncière avec l'EPF PACA qui doit poursuivre les acquisitions de terrains nécessaires à sa réalisation.
- Qu'il convient de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération ayant fait l'objet d'une enquête publique.

Délibère

Article 1 :

Il est pris acte des conclusions et des avis favorables sans réserve du Commissaire enquêteur.

Article 2 :

L'objet de l'opération d'aménagement « Cap horizon » à Vitrolles est réaffirmé, et il est confirmé la volonté de la Métropole de poursuivre l'acquisition des parcelles concernées par le projet d'aménagement, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, au bénéfice de l'EPF PACA.

Article 3 :

Est approuvé par la présente déclaration de projet l'intérêt général de l'opération d'aménagement « Cap horizon » située sur la commune de Vitrolles, en application de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement.

Article 4 :

La présente déclaration de projet sera transmise à Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône afin de lui permettre de prendre l'arrêté de déclaration d'utilité publique en vue d'acquiescer le foncier nécessaire à la réalisation de l'opération d'aménagement « Cap horizon » au bénéfice de l'EPF PACA.

Article 5 :

La présente déclaration de projet fera l'objet des formalités de publicité prévues par les textes en la matière.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer et à exécuter tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de ces décisions.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 541

Réhabilitation de la Zone d'Activités de Plan de Campagne – Mise en sécurité de la RD6 - Bilan de clôture et quitus donné au mandataire

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la réhabilitation de la Zone d'Activités de Plan de Campagne, la Communauté du Pays d'Aix s'est engagée dans la mise en sécurité de la RD6, opération correspondant aux phases n°1 à 3 du schéma directeur d'aménagement d'ensemble de la zone validé en 2004.

Les études et le suivi de ces travaux ont été confiés à la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » par délibération n°2010-B224 du Bureau communautaire du 11 juin 2010.

Le programme de travaux initial portait sur :

- la création de traversées mixtes piétons/secours sur la RD6,
- l'aménagement d'une voie de secours (utilisable par les deux roues) sur la contre-allée Nord,
- l'élargissement des trottoirs pour les rendre accessibles aux véhicules de secours,
- la création de cheminements piétons,
- l'aménagement d'espaces verts.

L'enveloppe globale affectée à cette opération s'élevait à 2.500.000 € TTC. La rémunération du mandataire était fixée à 120.000 € TTC.

L'étude d'avant-projet a préconisé plusieurs aménagements pour améliorer la circulation sur la RD6, aménagements qui ont été confirmés par une étude dynamique de trafic réalisée en 2011.

Le marché de la SPLA a donc fait l'objet d'un avenant validé par délibération n°2012-B434 du Bureau communautaire du 29 novembre 2012 pour modifier le programme de travaux, le délai du marché et l'enveloppe affectée à l'opération.

Ainsi, le nouveau programme de travaux prévoyait :

- la création de cinq plateaux traversants mixtes piétons/secours,
- l'aménagement, d'Est en Ouest, d'une voie de secours / piétons / deux roues sur la contre-allée Nord se poursuivant sur la contre-allée Sud en traversant le giratoire central,
- le réaménagement du secteur devant l'enseigne BABOU : création d'une zone d'échanges piétons/bus au droit du plateau traversant reliant les enseignes BABOU et BARNEOUD, suppression de places de parking pour l'aménagement d'une voie de secours entre BABOU et BARNEOUD, modification du stationnement en épi le long de la contre-allée,
- le réaménagement du secteur devant les enseignes BARNEOUD et MIDAS : mise à sens unique « entrant » de la voie, déplacement du stationnement en épi, aménagement d'une voie de secours, création d'un mail réservé aux piétons, aménagement paysager,
- le réaménagement de la sortie de la contre-allée Nord sur la RD6 au droit d'AVANT-CAP,
- la création d'une voie d'insertion de la RD6 à la contre-allée Nord au droit de BABOU,
- la réfection de la sortie de la contre-allée Sud au droit de l'enseigne MIDAS,
- le renforcement en diamètre 1.000 mm du collecteur situé sous la contre-allée Nord entre les enseignes DECATHLON et BABOU,
- l'aménagement paysager du giratoire Est,
- la création d'espaces verts au droit de la station service.

Le délai d'exécution de la SPLA a été augmenté de 48 à 64 mois. La nouvelle enveloppe prévisionnelle a été réévaluée à 3 100 000 € TTC. La rémunération de la SPLA Pays d'Aix Territoires est passée à 174 000 € TTC.

Aujourd'hui, les travaux sont achevés et les délais de garantie de parfait achèvement des ouvrages réalisés sont expirés.

Le 26 juillet 2016, la SPLA a fait parvenir le décompte provisoire de l'opération faisant apparaître un solde créditeur au bénéfice de la Métropole de 34 495,83 € TTC. Cette recette a été encaissée le 27 mars 2017 sur titre de recettes n°641 – bordereau 151.

Le décompte général définitif de cette opération, qui prend en compte la hausse du taux de la TVA à 20 % à compter du 1^{er} janvier 2014, est établi comme suit :

Montant de l'enveloppe financière prévue à la convention (19,6 %) :	3 100 000,00 € TTC
Montant de la rémunération de la SPLA prévue à la convention (19,6%) :	174 000,00 € TTC

Recettes :	
Acomptes :	3 102 000,00 € TTC
Produits financiers de la SPLA :	30 661,60 € TTC
Rémunération de la SPLA :	174 241,36 € TTC
Total des recettes :	3 306 902,96 € TTC

Dépenses définitives :	
Etudes :	52 585,13 € TTC
Travaux :	2 881 647,41 € TTC
Honoraires (géomètre, maîtrise d'oeuvre, CSPS) :	148 768,80 € TTC
Frais divers (publicité, reprographie) :	15 164,43 € TTC
Titre de recettes en faveur de la Métropole :	34 495,83 € TTC
Rémunération de la SPLA :	174 241,36 € TTC
Total des dépenses définitives :	3 306 902,96 € TTC

Solde disponible de la SPLA :	0,00 € TTC
Solde de l'opération :	0,00 € TTC

Par ailleurs, la SPLA a sollicité, le 12 janvier 2017, le quitus pour l'exécution complète de sa mission, conformément aux dispositions de l'article 14 de la convention n°LZ04 passée avec la Communauté du Pays d'Aix.

Il est donc proposé aujourd'hui de délivrer quitus à la SPLA pour cette opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985 sur la maîtrise d'ouvrage publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2004_A024 du Conseil communautaire de la CPA du 6 février 2004 approuvant la création d'une autorisation de programme de 7 M € ;
- La délibération n°2010_B224 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2010 validant le lancement opérationnel de la réhabilitation de la RD6 et autorisant la signature de la convention d'aménagement de la RD6 avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2010_B335 du Bureau communautaire de la CPA du 22 juillet 2010 validant les nouveaux termes de la convention d'aménagement de la RD6 et autorisant la signature de cette convention d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;

- La délibération n°2010_A172 du Conseil communautaire de la CPA du 10 décembre 2010 approuvant l'augmentation de l'autorisation de programme de 7 M € à 8,5 M € ;
- La délibération n°2012_B434 du Bureau communautaire de la CPA du 29 novembre 2012 validant le programme modifié des travaux et la signature de l'avenant n°1 de la convention d'aménagement de la RD6 avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix, notamment en matière de réhabilitation des zones d'activités ;
- L'avis de la Commission de Territoire développement économique, emploi et agriculture du 13 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est adopté le bilan de clôture de la convention d'aménagement LZ04 confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la mise en sécurité de la RD6 dans le cadre de la réhabilitation de la Zone d'Activités de Plan de Campagne, sur la base du bilan financier présenté.

Article 2 :

Le quitus est donné à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'exécution de la convention d'aménagement visée dans l'exposé qui précède.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 542

Zone d'Aménagement Concerté de la Gare à Aix-en-Provence – Approbation du principe de passation d'une concession d'aménagement à la SPLA Pays d'Aix Territoires

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La ZAC de la Gare a été créée à l'initiative du Syndicat Mixte de l'Arbois par arrêté préfectoral en date du 9 mai 2003 et son dossier de réalisation approuvé en mars 2006. Située sur la commune d'Aix-en-Provence, elle a été concédée à la SPL Terra 13 par décision du SMA en date du 24 juin 2013 afin de confier au concessionnaire la mise en œuvre de l'opération.

La ZAC couvre actuellement un périmètre de 40 hectares destiné à accueillir un parc d'activités en lien avec la gare TGV d'Aix-en-Provence qui rassemblerait 100 000 m² de surface de plancher. Suite au classement du massif de l'Arbois au titre de la loi Paysages (PIG), le périmètre constructible de la ZAC a été réduit à 23 hectares, sans pour autant en modifier le potentiel constructible. La maîtrise foncière des terrains a été déjà en grande partie acquise par Terra 13 et les démarches réglementaires ont été menées, notamment en ce qui concerne la loi sur l'eau et les autorisations de défrichement.

Les travaux auraient dû être lancés en 2017 mais l'opération a été stoppée, d'une part suite à la dissolution du Syndicat Mixte de l'Arbois et son intégration à la Métropole Aix-Marseille-Provence, d'autre part au regard des difficultés de déplacements sur le secteur Sud d'Aix-en-Provence, notamment l'accès aux zones d'activités économique qui imposaient d'avoir une réflexion à plus large échelle sur les futurs projets impactant la RD9.

Suite à la dissolution du Syndicat Mixte de l'Arbois, la Métropole est devenue d'une part, second actionnaire de la SPL « Terra 13 » et d'autre part concédant de la concession d'aménagement de la ZAC de la Gare.

Cependant, en raison de la baisse importante d'activité de la SPL Terra 13, il a été décidé par délibération du Conseil Départemental du 30 mars 2018, de dissoudre cette société après avoir réuni toutes ses actions en une seule main. La disparition de Terra 13 et la transmission universelle de son patrimoine au profit du Département sont intervenues le 30 juin 2018.

Lors du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018, il a été donné quitus à la SPL Terra 13 de

cette concession d'aménagement et approuvé le bilan de clôture de la concession. Ce dernier fait état d'un solde d'exploitation de 1.302.822,81 € qui sera restitué par le Département à la Métropole. Par ailleurs, les terrains acquis par la SPL dans le cadre de ses missions sont désormais propriétés du Département. Ceux-ci doivent être transférés à la Métropole sans contrepartie financière.

La ZAC de la Gare est une opération d'aménagement emblématique pour la Ville d'Aix-en-Provence et le Territoire du Pays d'Aix, tant sur le plan économique que dans sa dimension urbaine. Ce projet économique phare devra en effet permettre de répondre à un besoin avéré en immobilier d'entreprise et aux besoins de porteurs de projets innovants pour le Territoire. Très attendue par l'ensemble du monde économique, il est opportun aujourd'hui, de relancer cette opération dans un contexte administratif plus stabilisé. La question circulaire demeure entière et devra être traitée en fonction de la programmation de la ZAC.

Pour ces raisons, il est proposé que le pilotage opérationnel de la ZAC de la Gare soit mené par le Territoire du Pays d'Aix conformément à l'article L5218-7 du CGCT relatif aux compétences déléguées aux Conseils de Territoire. La mise en œuvre de l'opération se fera en cohérence avec les stratégies de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace et de développement économique.

Pour ce faire, il est proposé de solliciter la SPLA « Pays d'Aix Territoires » pour travailler sur un contrat de concession d'aménagement passé sous le régime des articles L.300-4 et suivants du Code de l'Urbanisme et d'en acter dès aujourd'hui le principe.

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'arrêté préfectoral du 9 mai 2003 approuvant le dossier de création de la ZAC de la Gare ;
- L'arrêté préfectoral du 31 mars 2006 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Gare ;
- La délibération n° ECO 002-1047/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 relative aux modalités d'intégration

du Syndicat Mixte Europôle Méditerranéen de l'Arbois à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n°URB 011-3645/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant la résiliation du contrat de concession d'aménagement ZAC de la Gare entre la SPL « TERRA 13 » et la Métropole ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Economique, Emploi et Agriculture du 13 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de relancer et de poursuivre la réalisation de la ZAC de la Gare, suite à la dissolution de la SPL « Terra 13 » à qui avait été confiée cette opération d'aménagement.
- La volonté de confier à la SPLA « Pays d'Aix Territoires » la réalisation de l'opération.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de confier à la SPLA « Pays d'Aix Territoires » l'aménagement de la ZAC de la Gare à Aix-en-Provence par le biais d'une concession d'aménagement.

Article 2 :

Est décidé que le Territoire du Pays d'Aix prépare le contrat de concession d'aménagement avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » qui sera soumis pour approbation à l'instance délibérative compétente.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à accomplir toutes les formalités qui s'avèreraient nécessaires et à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi - Interventions économiques

2018 CT2 543

AVIS - Délégation de Service Public Très Haut Débit du Pays d'Aix - Examen du rapport annuel du délégataire

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

1. Rappel du cadre juridique et des réalisations

Par délibération du 26 juin 2008, la Communauté du Pays d'Aix a attribué au groupement Eiffage/LD Collectivités la Délégation de Service Public relative à l'Établissement et l'Exploitation d'un Réseau de Communications Électroniques à Très Haut Débit. D'une durée de 20 ans, ce contrat de concession a pour objet la construction et l'exploitation du premier réseau d'initiative publique à l'échelle du département. Son exécution a été confiée à la société dédiée CAPAIX CONNECTIC, issue du groupement précité. Signé en septembre 2008, le contrat a été mis en œuvre à compter du mois de novembre de la même année.

Pour la réalisation de ce projet initial, d'un montant de 16,53 M€, le délégataire a bénéficié d'une première subvention publique à hauteur de 7,85 M€. Cette somme correspond au besoin de financement nécessaire pour compenser tout ou partie des surcoûts occasionnés par l'exécution des obligations de service public mises à la charge du délégataire. Le coût pour la collectivité a été allégé grâce aux subventions de l'Europe (FEDER) et de l'État (FNADT), pour un montant total de 1 586 000 €.

Par délibération n°2015_A196 du 8 octobre 2015, un premier avenant à la DSP a été mis en œuvre. Ainsi, le Territoire du Pays d'Aix a poursuivi son engagement de déploiement des technologies du numérique qui s'est traduit notamment par :

- la mise en place de capillarité au sein de 5 zones d'activités en ciblant les TPE et PME,
- la réalisation d'une opération de « Montée en Débit ».

Cet avenant a fait l'objet d'une subvention complémentaire de 3 470 285€, soit 1 860 000€ pour les travaux de montée en débit et 1 610 285€ pour la réalisation de capillarité dans les zones d'activités ciblées.

Par ailleurs, en 2015 un protocole transactionnel a permis de régulariser les extensions et interventions complémentaires ayant eu lieu au cours des années 2012 et 2013.

2. L'activité 2017 de la DSP (*détails en annexes*)

2.1. Le périmètre du réseau

Au terme de 2017, un réseau de 504 km de fibre optique en liaison avec le réseau national via le Data Center Interxion de Marseille, a été mis en service et permet de raccorder 73 zones d'activités. Le Délégataire a également procédé à ce jour au dégroupage de 20 centraux téléphoniques, à la mise en capillarité du réseau au sein de 8 zones d'activités soit 3 ZA de plus fin 2017 par rapport à fin 2016 et à la réalisation d'un projet de Montée en Débit sur 10 PRM. Quatre salles techniques ont été réalisées dans le cadre de cette concession.

2.2. État de la commercialisation des services proposés par le délégataire

Au cours de l'année de 2017, la commercialisation du DSL, à travers les centraux dégroupés (desserte Grand Public), s'est maintenue au-dessus du plan d'affaires initial. En effet, au terme de l'exercice 2017, en volume, le DSL (technologie à destination au Grand public) représente un total de 9916 abonnés issus du Territoire du Pays d'Aix auprès des opérateurs clients de CAPAIX CONNECTIC (*soit 1549 abonnés de plus par rapport au Business Plan initial qui prévoyait 8367 abonnés en fin 2017*).

L'année 2017 voit également le chiffre d'affaires lié aux services « actifs » en fibre optique destinée aux entreprises poursuivre sa progression.

A fin 2017, CAPAIX CONNECTIC dispose de 237 contrats signés. Le BP initial prévoyait pour sa part un total de 233 contrats signés à fin 2017.

3. Communication

Le Délégataire et la Collectivité Délégante ont poursuivi les actions de communication et d'information auprès des entreprises afin de leur présenter les nouvelles offres ajoutées au catalogue de services de Capaix Connectic.

Une nouvelle refonte du site Internet menée par le Territoire du Pays d'Aix a été mise en ligne au dernier trimestre 2017. Ce site met en avant la mission de service public portée par le réseau Capaix Connectic. Désormais, il est possible pour les entreprises de disposer de différentes informations sur la couverture du réseau et de prendre directement contact grâce à un formulaire en ligne.

Un nouveau flyer a été réalisé et distribué auprès des entreprises éligibles à l'offre CECA dédiée au TPE/PME implantées dans les ZA capillarisées.

Enfin, au titre de la promotion du réseau auprès des professionnels, plusieurs rencontres ont été instituées.

4. Résultats financiers (*détails en annexes*)

Sur le plan financier, le chiffre d'affaires est positif depuis deux exercices consécutifs. On constate un résultat net positif avec +360K€ en 2017.

Ceci est le résultat d'une très bonne commercialisation de l'offre CECA auprès des TPE et PME et d'une très bonne commercialisation des offres Lan to Lan poursuivie auprès des entreprises.

Un projet d'extension de la capillarité dans de nouvelles zones activités devrait contribuer à conforter la commercialisation de l'offre CECA auprès de TPE/PME.

Pour, l'année 2017, 237 contrats ont été signés contre 233 prévus initialement au contrat de DSP.

Néanmoins, des recettes supplémentaires pourraient être générées via la commercialisation d'IRU (location de longue durée de fibre optique noire) en direction des acteurs publics sous forme de GFU (Groupement Fermés d'Utilisateurs).

Concernant les offres ADSL, le budget initial prévoyait pour 2017 un chiffre d'affaires de 2 028 000€. Le chiffre d'affaires réalisé est de 2 469 000€, soit une augmentation correspondant à 4,8 % de plus par rapport au prévisionnel.

5. Perspectives pour l'avenir

Le délégataire structure le développement commercial de la DSP pour 2018 autour de trois axes.

- L'un des principaux enjeux porte sur la poursuite de la commercialisation de l'offre CECA dans les 8 ZA du Territoire du Pays d'Aix déjà capilarisées et de déployer la capillarisation dans de nouvelles zones ayant un attrait commercial par son nombre d'entreprises présentes et intéressées par les technologies numériques en fibre optique.
- Le principal enjeu sur le segment grand public réside dans le maintien de la commercialisation des liens DSL par SFR. Toutefois, le Délégataire souligne l'augmentation des charges appliquées à compter de 2018 par l'opérateur ORANGE ce qui provoquera la baisse de ses marges. A ce titre les pertes devront être compensées par l'augmentation de la base clients de l'offre CECA et par la commercialisation de contrats IRU via les GFU.
- Enfin, il est précisé que le réseau sera en mesure de répondre aux besoins en capacité des opérateurs mobiles pour la diffusion massive d'offre 4G/4G+. Ce besoin croissant des opérateurs fera notamment l'objet d'une nouvelle offre de

location de FON (Fibre Optique Noire) de la part du Délégataire.

6. Commentaires sur le rapport

Globalement, le rapport annuel 2017 de Capaix Connectic est positif et fait état de résultats remarquables sur le plan commercial avec une augmentation de 14 % de contrats signés sur l'année par rapport à 2016, toutefois compte tenu de la baisse tarifaire, l'évolution du chiffre d'affaires n'est pas proportionnelle à la croissance des contrats signés.

En effet, le nombre de contrats entreprises est conforme voire supérieur au prévisionnel, mais en raison de la concurrence, le revenu moyen par lien de fibre optique a été fortement corrigé à la baisse.

Afin de compenser ces marges plus faibles, il apparaît nécessaire de poursuivre la capillarisation de nouvelles zones d'activités afin de les rendre éligibles à l'offre CECA.

Par ailleurs, la promotion de la commercialisation d'IRU auprès d'acteurs publics sous forme de GFU pourrait générer des recettes supplémentaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 1411-3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- Le décret n° 2005-236 du 14 mars 2005 relatif au rapport annuel du délégataire de Service Public Local;
- La délibération n° 2008_A076 du Conseil communautaire de la CPA du 26 juin 2008 relative au choix du délégataire ;
- Le contrat de concession signé entre la « Communauté du Pays d'Aix » et le groupement d'entreprises composé par SFR Collectivités et Eiffage S.A. et notifié le 19 septembre 2008 ;
- L'avis de la commission consultative des services publics locaux – CCSPL – du 27 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Il est pris acte du rapport du délégataire 2017 et du rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels, produits au titre de la Délégation de Service Public pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau Très Haut Débit sur le territoire du Pays d'Aix.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2018 CT2 544

AVIS - Approbation d'un avenant n°2 à la convention de Délégation de Service Public pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à Très Haut Débit

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La desserte en THD des zones d'activités soulève des enjeux de développement économique par ses impacts sur l'attractivité, la compétitivité et la création de valeur ajoutée pour le territoire comme pour ses entreprises.

De plus, l'augmentation des usages numériques, le développement de nouveaux services ainsi que l'avènement de l'ère des data accroissent les besoins en débit des entreprises.

Le présent rapport a pour objet l'approbation de l'avenant n°2 relatif à la Délégation de Service Public (DSP) Très Haut Débit, confiée à la société CAPAIX CONNECTIC.

1. Rappel du cadre juridique et des réalisations

Sur le fondement des compétences octroyées par les dispositions de l'article L 1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la CPA a décidé de confier à un Délégataire au moyen d'un contrat de Délégation de Service Public de type concessif :

- l'établissement d'un réseau de communications électroniques à Très Haut Débit (THD) ;
- l'exploitation technique et commerciale de l'ensemble de ces ouvrages en vue de fournir aux usagers opérateurs et utilisateurs de réseaux indépendants, des services de transport de données.

Par délibération n°2008_A076 du 26 juin 2008 du Conseil communautaire de la CPA, la Délégation de Service Public relative à l'établissement d'un réseau de communications électroniques à très haut débit, à vocation économique, sur le Territoire du Pays d'Aix, a été attribuée au groupement Eiffage/LD

Collectivités. D'une durée de vingt ans, ce contrat de concession a pour objet la construction et l'exploitation du premier réseau d'initiative publique à l'échelle du territoire de la Métropole. Son exécution a été confiée à la société dédiée Capaix Connectic, issue du groupement précité. Le contrat ayant été signé en septembre 2008, sa mise en œuvre a réellement débuté au mois de novembre de la même année.

Par délibération n°2015_A196 du 8 octobre 2015, un premier avenant à la DSP a été mis en œuvre. Ainsi, le Territoire du Pays d'Aix a poursuivi son engagement de déploiement des technologies du numérique qui s'est traduit par :

- la mise en place de capillarité au sein de 5 zones d'activités en ciblant les TPE et PME;
- la réalisation d'une opération de « Montée en Débit ».

Au terme de 2017, un réseau de 504 km de fibre optique au lieu de 290 km de linéaire optique initialement prévus, a été mis en service. Il permet de raccorder 73 zones d'activités dont 8 d'entre elles ont été capillarisées lors de la mise en œuvre de l'avenant n°1 . Le Délégataire a également procédé à ce jour au dégroupage de 20 centraux téléphoniques et réalisé 10 opérations de Montée en Débit.

2. Objet de l'avenant n°2

Le déploiement des réseaux à très haut débit en fibre optique et l'usage des technologies de l'information représentent d'importants enjeux de développement économiques.

L'évolution des besoins numériques des entreprises, tels que la visioconférence, l'hébergement ou l'échange de données, conduisent à une augmentation des besoins en débit Internet qu'il convient de satisfaire. Le déploiement des réseaux très haut débit (THD) et le raccordement en fibre optique des zones d'activités économiques répondent ainsi à des objectifs relevant autant de l'attractivité du territoire que de la compétitivité actuelle ou future de ses entreprises.

Pour les entreprises et le monde économique, les réseaux à très haut débit et le numérique constituent un facteur important de production de richesses dans un marché mondialisé.

Conformément à l'article L 1411-2 du CGCT, le contrat qui lie le Territoire du Pays d'Aix au Délégataire prévoit dans son article 17 que le Délégant dispose à tout moment du droit d'ordonner la réalisation d'équipements annexes ou complémentaires ainsi que toutes modifications aux ouvrages projetés, en cours ou existants, afin d'assurer le meilleur fonctionnement des installations concédées dans le respect de la réglementation en vigueur. Celle-ci prévoit en effet

de nouvelles possibilités pour la passation d'un avenant, dans la mesure où le calcul est basé sur le chiffre d'affaires total HT correspondant à la somme des recettes et des subventions de la DSP.

Conformément à l'article 36-6° du décret 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession, il est possible pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de réaliser une augmentation du coût de la DSP par voie d'avenant jusqu'à 10% du montant initial sans justification supplémentaire.

Dans ce contexte, une réflexion stratégique autour de la poursuite du déploiement du réseau capillaire au sein de nouvelles zones d'activités du Territoire du Pays d'Aix a été enclenchée.

Le présent avenant à la convention de Délégation de Service Public a donc pour objet de compléter, préciser et intégrer ces évolutions au sein de cette Convention de DSP concernant les caractéristiques techniques et financières du Réseau à concevoir par le Déléguataire dans le cadre de la poursuite de mise en capillarité dans de nouvelles zones d'activités.

3. La mise en capillarité de nouvelles zones d'activités

Suite à la mise en capillarité des 5 plus grandes ZA du Territoire du Pays d'Aix, il apparaît souhaitable de poursuivre le déploiement de la fibre optique sur d'autres zones où d'importants besoins en termes de services ont été recensés.

Phase 1	<ul style="list-style-type: none"> • Bouc-Bel-Air : ZA Les Chabauds - La Malle • Eguilles : Pôle d'Activités Les Jalassières • Gardanne : ZI-Avon, le Parc d'Activités Bompertuis et ZI-La Palun • Les Pennes-Mirabeau : ZA L'Agavon et ZA La Billone • Saint-Cannat : ZA le Plateau de la Pile
Phase 2	<ul style="list-style-type: none"> ◦ Lambesc : ZA du Plateau de Bertoire ◦ La Roque d'Anthéron : la Z.A.C. du Grand-Pont + Extension ◦ Saint-Estève-Janson : la ZAC Les Vergeras ◦ Venelles : Pôle d'Activités de Venelles

Le coût total de ces travaux s'élève à 866.438 € HT :

- pour la phase n°1 : 579 845 € HT ;
- pour la phase n°2 : 286 592 € HT ;

A ce titre, il est proposé d'accorder au Déléguataire une subvention totale d'un montant de 752.201 € :

- pour la phase n°1 : 500 000,00€. soit un taux de 86 % du coût global de cette phase

Ce montant permet au délégataire d'équilibrer son plan d'affaires qui tient compte des paramètres suivants (évaluation basée sur la phase 1) :

- Les charges d'exploitation annuelles sont évaluées par le délégataire à 21.482 € (frais d'accès aux infrastructures d'accueil Orange, maintenance des équipements et des fibres...)

Les nouvelles zones ont été identifiées en fonction du potentiel économique et de la faisabilité technique en minimisant les travaux de Génie Civil afin d'obtenir un coût raisonnable de développement de fibre optique au sein des zones. Elles font partie du périmètre recensé dans le cadre des conventions de gestion des ZAE.

Le présent avenant doit permettre aux TPE/ PME de ces nouvelles zones de disposer de la part des opérateurs clients du Déléguataire de l'offre CECA à faible coût et de Frais d'Accès au Service à zéro (0) euro.

L'étude menée par les Parties a conduit à élargir ce dispositif de maillage au sein des zones d'activités suivantes:

- Les recettes d'exploitation restent limitées compte tenu de la compétitivité des tarifs et d'un nombre d'entreprises relativement faible sur les zones visées. Le Déléguataire estime pouvoir raccorder 75 entreprises et générer un Chiffre d'Affaires de l'ordre de 67 500 € annuel.

- pour la phase n°2 : 252 201€ soit un taux de 88% du coût global de cette phase

Pour mémoire tableau synoptique des investissements de la DSP Très Haut Débit:

	Récapitulatifs des montants de l'investissement	Subventions obtenues de l'Europe (FEDER) et de l'Etat (FNADT)	Coûts supportés par le Territoire du Pays d'Aix
Contrat initial	16 530 000€	1 586 000€	6 264 000 €
Protocole transactionnel	3 565 688€		1 424 903 €
Avenant n°1	3 696 331€		3 470 285 €
Avenant Phase 1	579 845 €		500 000 €
n°2 Phase 2	286 592 €		252 201 €
Total	24 658 457€	1 586 000€	11 911 389 €

Le présent avenant n°2 a donc pour objet de poursuivre les opérations de déploiement de fibre optique au sein de nouvelles zones d'activités du Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatifs aux contrats de concession ;
- La délibération n°2008_A076 du Conseil communautaire de la CPA du 26 juin 2008 relative au choix du Délégué ;
- Le contrat de concession signé entre la collectivité et le groupement d'entreprises composé par SFR Collectivités et Eiffage S.S. et notifié le 19 septembre 2008 ;
- La délibération n°2015_A196 du Conseil communautaire de la CPA du 8 octobre 2015 relative à l'approbation d'un avenant n°1 à la convention de Délégation de Service Public du Réseau Très haut Débit ;
- La délibération n°2015_A197 du Conseil communautaire de la CPA du 8 octobre 2015 relative à l'approbation d'un protocole d'accord à la convention de Délégation de Service Public du Réseau Très haut Débit.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 et ses annexes techniques présentées en annexe du présent rapport.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer l'avenant à la Délégation de Service Public relative à la construction et l'exploitation d'un réseau de télécommunications à Très Haut Débit, ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur la ligne LC 4464 Nature 217 538 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 545

AVIS - Partenariat avec BPI France - Abandon de créance en faveur d'une société suite au constat d'échec entériné par la BPI

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de son partenariat avec la BPI (Banque Publique d'Investissement), la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient depuis 2006 les entreprises du territoire porteuses d'un projet technologique innovant, en abondant l'aide octroyée

initialement par BPI France. Jusqu'en 2011, ces aides étaient versées sous la forme de subventions, elles ont été ensuite transformées en avances remboursables avec un délai de remboursement fixé par convention à 2 ans à partir du versement de l'aide.

La société La Mesure sur Mesure créée en 2009 et actuellement basée à Gardanne, se positionne sur le marché de l'aéronautique comme conceptrice de solutions pour la réalisation de mesures industrielles à base de capteurs. Afin de pouvoir développer ce projet innovant, elle a obtenu de la BPI un soutien financier d'un montant de 100.000€, et dans le cadre de son partenariat avec la BPI, la CPA avait abondé cette aide à hauteur de 30.000€, par un versement en date du 10 janvier 2013.

La société a rencontré des difficultés liées à la revendication de son brevet sur le CaptiFlex™ par un grand groupe aéronautique français, l'obligeant à suspendre les essais en vol. Elle a adressé à BPI France, en date du 27 juillet 2016, une demande de constat d'échec technique afin d'obtenir l'abandon de ses créances auprès de la BPI. Ce constat d'échec, qui renonce au remboursement de la somme de 85.000€, a été accepté par la BPI le 18 avril 2018.

Dans le cadre de son partenariat avec la BPI, la Métropole Aix-Marseille-Provence se met en conformité avec cette décision en procédant à l'abandon des créances de la société à son égard. La société ayant déjà remboursé la moitié de l'avance, soit 15.000€ suite à l'émission de trois titres de recettes de 5.000€ chacun, la Métropole Aix-Marseille-Provence renonce au recouvrement de la somme restante de 15.000€ et notifiera par courrier à l'entreprise cet abandon de créances.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2007_A441 du Conseil communautaire de la CPA 14 décembre 2007, prévoyant l'octroi d'aides aux entreprises du Pays d'Aix impliquées dans des projets de R&D et la signature à cet effet d'un partenariat avec OSEO devenu BPI France ;
- La délibération n°2011_A146 du Conseil communautaire de la CPA du 3 novembre 2011 transformant la nature de l'aide en avance remboursable complétant l'aide octroyée par BPI France Financement

dans le cadre d'un soutien à une entreprise pour la réalisation d'un programme innovant ;

- La délibération n°2015_B035 du Bureau communautaire de la CPA du 29 janvier 2015 portant renouvellement de la convention de partenariat avec BPI France Financement ;
- La délibération n°2012_B334 du Bureau communautaire de la CPA du 12 octobre 2015 entérinant le soutien financier à quatre entreprises du Pays d'Aix, dont la société La Mesure sur Mesure ;
- La convention bilatérale d'application signée le 19 novembre 2012 entre la société La Mesure sur Mesure et la Communauté du Pays d'Aix ;
- L'acceptation du constat d'échec par la BPI en date du 18 avril 2018, sous la forme de l'avenant DA 11019U00/01-A1101019U00.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de se mettre en conformité avec les décisions de la BPI dans le cadre du partenariat qui les lie depuis 2006, concernant la société La Mesure sur Mesure.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le constat d'échec technique de la BPI notifié à la société La Mesure sur Mesure en date du 18 avril 2018.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence renonce pour sa part à recouvrer les créances restantes, soient 15.000€ dus au titre de la convention bilatérale la liant à la société La Mesure sur Mesure. Cette décision sera notifiée à l'entreprise par courrier.

Article 3 :

Ce remboursement devait initialement intervenir sur la ligne de crédit 22815 sur le budget 01 en section d'investissement.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 546

AVIS - Attribution d'une subvention en faveur d'un projet immobilier porté par une entreprise du Pays d'Aix - Approbation de la convention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Mis en place par la Communauté du Pays d'Aix en 2012, le dispositif d'aide à l'immobilier vise à favoriser l'ancrage des entreprises industrielles sur le territoire. Il consiste à cofinancer, à hauteur de 20 % maximum, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition ou d'extension de locaux d'activités. Cette aide est conditionnée par la création d'emplois.

1. Présentation de l'entreprise

Créée en 1990 et basée aujourd'hui à Rognac, MECA 13 est une société de services à l'industrie qui a développé une activité de mécanique de précision. Proposant des solutions d'usinage sur mesure, à base de différents matériaux, elle travaille pour toutes les industries ayant besoin de pièces mécaniques à haute valeur fonctionnelle telles que l'aéronautique, le spatial, le nucléaire et le médical. MECA 13 a toujours fait le choix d'investir dans l'évolution de ses moyens de production, ce qui lui a permis de devenir un fournisseur de premier rang pour d'importants donneurs d'ordre (Airbus Hélicoptères, groupe WEIR, Air Liquide, Expertima Technologies, Mapesol...). Une attention particulière est portée à la qualité du travail et à la formation des salariés. MECA 13 emploie à ce jour 9 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 650.000 €.

La S.A.R.L MECA 13 est détenue à 100 % par la S.A.R.L. SUD DEVELOPPEMENT HOLDING, société de gestion des actifs. Celle-ci s'apprête aujourd'hui à racheter la société ERP (Etudes Réalisations Plastiques) basée à Bouc-Bel -Air, une société mise en vente suite au départ en retraite des associés fondateurs. Créée il y a 20 ans, ERP est spécialisée dans la fabrication et la transformation de matières plastiques. La société effectue des prestations pour les industries du semi-conducteur, de la chimie, de la sidérurgie, du

nucléaire, de l'offshore et du cosmétique. Elle réalise la fabrication de pièces techniques à base de matière plastique pour les travaux neufs, les équipements et la maintenance. Employant 7 salariés, elle réalise un chiffre d'affaires de 862.000 €. Son savoir-faire est très complémentaire à celui de MECA 13 qui va rejoindre le site de Bouc-Bel-Air. A noter que la nouvelle structure gardera 100 % des effectifs d'ERP.

Cette opération va permettre à MECA 13 de réaliser son projet de développement. En effet, l'entreprise n'est pas en capacité aujourd'hui de répondre à l'ensemble des sollicitations de ses clients industriels. Les locaux de 300 m² qu'elle occupe aujourd'hui à Rognac ne sont pas extensibles et ne correspondent plus aux nouvelles normes Hygiène – Sécurité – Environnement. Par ailleurs, le caractère vétuste n'offre pas des conditions d'accueil favorables pour les donneurs d'ordre. A défaut de changer de locaux, MECA 13 risque sérieusement de perdre des clients.

2. Le projet immobilier

Le projet consiste à acquérir le bâtiment industriel occupé par la société ERP, que celle-ci loue à la SCI AB Les Cayols, détenue par les actionnaires d'ERP. Il s'agit également d'effectuer des travaux d'aménagement et de réaliser une extension dans un second temps. Cette opération va être conduite par la SCI LES SABLIERES, dont les statuts confient 98 % des parts à la holding SDH. Les caractéristiques et l'environnement de ce bâtiment de 800 m² correspondent parfaitement aux besoins de MECA 13 : insonorisation, terrain clos de 2.500 m² avec parking goudronné de 30 places, proximité des axes routiers et des infrastructures de transport... Les deux sociétés devraient occuper environ chacune 50 % de la surface.

Le projet se déroulera en deux phases :

(1) Courant 2018 : acquisition (700.000 € HT) et travaux d'aménagement et d'industrialisation (60.000 € HT). Déménagement de la société MECA 13.

(2) Au plus tard fin 2019 :

- réalisation d'une extension de 150 m² (60.000 €),
- réaménagement des bureaux et des zones communes (25.000 €),
- mise en place d'une zone sous abri pour le stockage des déchets d'usinage (45.000 €).

L'assiette éligible est chiffrée à 890.000 € HT.

Le projet permet aux deux sociétés de rationaliser leurs frais fixes. C'est une opportunité de diversifier leurs clients et leurs activités. Elles devraient ainsi accroître, d'ici deux ans, de 25 % leur production annuelle et de 20 % leurs effectifs.

Sur cette base, il est proposé d'accorder à la SCI LES SABLIERES une subvention de 100.000 € (soit 11,23 % de l'assiette éligible) qui sera répercutée sur les loyers à acquitter par les sociétés MECA 13 et ERP.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la

délibération ci-après : **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence**,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2009_1717 du 30 septembre 2009 relatif aux aides à l'investissement immobilier et à la location d'immeubles accordées aux entreprises par les collectivités territoriales et leurs groupements ; □
- La délibération n° 2012_A113 du Conseil communautaire de la CPA du 12 juillet 2012, relative à la mise en place d'un dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprises ;
- La délibération n° 2013_A038 du Conseil communautaire de la CPA du 28 mars 2013 relative aux modalités d'intervention en faveur de l'immobilier d'entreprise, ouvrant notamment la possibilité d'accorder une subvention aux SCl;
- La délibération n° 2013_A162 du Conseil communautaire de la CPA du 10 octobre 2013, relative aux modalités d'intervention en faveur de l'immobilier d'entreprise;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN021 – 049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant

- Considérant la volonté de la Métropole de favoriser l'ancrage des entreprises industrielles sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées

- une subvention d'aide à l'immobilier de 50.000 € au bénéfice de la société MECA 13 s'installant à Bouc-Bel-Air (subvention versée à la S.C.I. LES SABLIERES),
- une subvention de 50.000 € au bénéfice de la société ERP installée à Bouc-Bel-Air (subvention versée à la S.C.I. LES SABLIERES).

Article 2 :

Est approuvée la convention quadripartite correspondante, annexée au rapport.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la convention ainsi que tout document afférent à cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 61-20421.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 547

AVIS - Renouvellement de la convention cadre avec l'association Pays d'Aix Développement

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Initialement créée en 1996 en tant qu'agence de promotion du Pays d'Aix, l'association est devenue en 1998 Pays d'Aix Développement et s'est vu confier une mission de promotion et d'accueil d'entreprises, assistant les acteurs économiques dans leurs projets d'implantation et de développement. La recherche de locaux et de foncier représente une part importante de ses missions.

Aujourd'hui, PAD suit tous les ans plus de 400 dossiers aboutissant à 187 implantations par an en moyenne.

PAD assure par ailleurs la gestion du Dispositif d'Amorçage Provençal (DAP), une tâche que

l'association devra poursuivre dans le cadre du fonds AMPA (Aix Marseille Provence Amorçage) mise en place à l'échelle de la Métropole.

Dès lors, au regard de l'objectif d'intérêt général, le Pays d'Aix apporte depuis de nombreuses années son soutien financier à PAD et ce, de façon régulière et adaptée à ses besoins.

Compte-tenu de la portée de cette coopération de longue date, il convient, à travers la convention proposée, de renouveler et de définir ce partenariat, en précisant les règles relatives à la contribution financière de la collectivité. Celle-ci fera l'objet d'une convention d'objectifs annuelle.

Enfin, cette convention cadre précise également les conditions de mise à disposition des locaux au bénéfice de Pays d'Aix Développement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après : **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° 2010_A099 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 ;définissant de nouveaux critères d'attribution de subvention aux partenaires économiques ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 relative à la mise en place du Fonds d'Amorçage Métropolitain.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention cadre à conclure avec l'association PAYS D'AIX DEVELOPPEMENT.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la convention ainsi que tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 548

AVIS - Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public pour la construction et l'exploitation du complexe funéraire d'Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par la délibération n°2001.0150 du 15 février 2001 et convention de délégation de service public, la Ville d'Aix-en-Provence a délégué à la Société des Crématoriums de France la construction et l'exploitation du complexe funéraire d'Aix-en-Provence. Ce contrat avait été conclu initialement pour une durée de trente ans à compter du 1er mars 2001. Par délibération n°DL.2017-559 du 13 décembre 2017, la Ville d'Aix-en-Provence a prolongé, par l'avenant n°1, la durée du contrat de cinq ans et sept mois, soit un terme fixé au 30 septembre 2036.

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité déléguée un rapport annuel présentant l'exécution qualitative, technique et financière du service.

L'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales énonce les compétences exercées par la Métropole Aix-Marseille-Provence de plein droit, en lieu et place des communes membres, dont celle relative à la « création, gestion, extension des crématoriums ». La Métropole a ainsi en charge la gestion de quatre crématoriums, à savoir ceux de Saint-Pierre à Marseille, de Martigues, d'Aix-en-Provence et d'Aubagne.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 relative à la nouvelle organisation de la République (NOTRe).

Conformément à l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les

communes membres aux EPCI fusionnés, en particulier sur la base des définitions adoptées par EPCI lorsque les compétences en cause étaient soumises à déclaration d'intérêt communautaire.

Par ailleurs, le même article précisait que les communes continuaient d'exercer les compétences prévues à l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux EPCI fusionnés jusqu'au 1er janvier 2018 à l'exception de deux compétences.

Ainsi, la compétence « création, gestion, extension des crématoriums » était encore exercée par communes, notamment par celles d'Aubagne et Aix-en-Provence, au 31 décembre 2017. A compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce cette compétence sur la totalité du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Ville d'Aix-en-Provence a approuvé un contrat de Délégation de Service public pour la construction et l'exploitation du complexe funéraire d'Aix-en-Provence, celui-ci est entré en vigueur le 1er janvier 2001. Ce contrat a été transféré au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'examen du rapport 2017 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante du délégant qui prend acte.

D'après les éléments indiqués dans le rapport du délégataire, la Société des Crématoriums de France portant sur l'exercice 2017 et transmis par la Ville d'Aix-en-Provence, collectivité délégante de l'année 2017, les services métropolitains ont relevé les éléments suivants.

Il est constaté une hausse de l'activité du crématorium en 2017 avec un nombre total de crémations facturées en augmentation de 16 %, soit 2 386 crémations en 2017 contre 2 057 crémations en 2016. Le rapport présente également l'activité de la Chambre funéraire et du Parc Mémorial.

Ainsi, le chiffre d'affaires global du complexe funéraire a progressé d'environ 17,5 %. Il représentait 839 k€ en 2017, alors qu'en 2016, il s'élevait à 1 565 k€. Le total des produits d'exploitation atteignait 843 k€ en 2017.

Du fait de cette activité plus intense, les charges d'exploitation ont connu une hausse de 19,6 %, 1 028 k€ contre 859 k€ en 2016. Ces charges comprennent la redevance à verser au délégant, celle-ci est assise sur les activités de service public et est calculée à partir du chiffre d'affaires de l'exercice redevance versée à la collectivité délégante en 2017 représente 93 k€. Le résultat d'exploitation atteint 815 k€, soit 21 % de plus qu'en 2016 (673 k€).

Le total des produits atteint 1 814 k€ et a augmenté de 18,3 % par rapport à 2016 (1 533 k€). Le total des charges est en augmentation de 21,5 %, soit 1 329 k€ (1 094 k€ en 2016), et comprend le montant d'impôt sur les sociétés acquitté par le délégataire de 242 k€. En conclusion, le résultat de l'exercice est un bénéfice de 485 k€ en progression de 10,5 % par rapport à l'exercice précédent (439 k€).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n°2001.0150 du Conseil Municipal de la Ville d'Aix-en-Provence du 15 février 2001 approuvant le contrat de délégation de service public pour la construction et l'exploitation du complexe funéraire d'Aix-en-Provence ;
- La délibération n°DL.2017-559 du Conseil Municipal de la Ville d'Aix-en-Provence du 13 décembre 2017 portant approbation de l'avenant n°1 relatif à la prolongation de la durée du contrat de délégation de service public ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix en date du 29 novembre 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2017 a été remis par la Société des Crématoriums de France.

Délibère

Article 1 :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2017 ci-annexé, remis par la Société des Crématoriums de France, titulaire du contrat de délégation de service public relatif à la construction et l'exploitation du complexe funéraire d'Aix-en-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi - Agriculture

2018 CT2 549

AVIS - Mise en oeuvre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) du Pays d'Aix - Intervention sur les communes d'Aix-en-Provence, d'Eguilles, des Pennes-Mirabeau, du Puy-Sainte-Réparate, de Saint-Cannat et de Venelles

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur la base de la Convention cadre d'Intervention Foncière du Pays d'Aix (CIF) avec la SAFER, votée le 29 octobre 2015 par le Bureau communautaire de la Communauté du Pays d'Aix, le présent rapport propose la mise en oeuvre d'une action foncière agricole.

Mise en oeuvre de la Convention d'Intervention Foncière : rappel

Cette convention prévoit une information quotidienne des communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (600 € TTC), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'une opération de préemption concernant 6 ventes de parcelles avec révision de prix sur la commune d'Aix-en-Provence, d'Eguilles, des Pennes-Mirabeau, du Puy-Sainte-Réparate, de Saint-Cannat et de Venelles.

- Aix-en-Provence

⇒Parcelle(s) : NE 106 ; Surface : 18 ares 37 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 40 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 6 002,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Eguilles

⇒Parcelle(s) : BV 0236; Surface : 29 ares 83 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 90 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 18 100,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Pennes-Mirabeau

⇒Parcelle(s) : BT 44; Surface : 40 ares 45 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 100 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 28 245,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Puy-Sainte-Réparate

⇒Parcelle(s) : BV 0019; Surface : 28 ares 69 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 25 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 3 986,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Saint-Cannat

⇒Parcelle(s) : A 0944; Surface : 20 ares 38 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 7 800,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 3 090,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Venelles

⇒Parcelle(s) : BK 183 et BK 185; Surface : 68 ares 79 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 35 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 20 510,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après : **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code Rural pris en ses articles L 141-1 et suivants, L 142-1 et suivants, L 143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_B531 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 approuvant les termes de la Convention cadre d'Intervention Foncière (CIF) 2016/2018 du Pays d'Aix avec la SAFER ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention avec révision de prix pour la vente de parcelles sur les communes d'Aix-en-Provence, d'Eguilles, des Pennes-Mirabeau, du Puy-Sainte-Réparate, de Saint-Cannat et de Venelles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet des préemptions en révision de prix sur les communes d'Aix-en-Provence, d'Eguilles, des Pennes-Mirabeau, du Puy-Sainte-Réparate, de Saint-Cannat et de Venelles, dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Article 2 :

La somme de 600 € TTC sera versée à la SAFER pour ces préemptions, au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, après notification par la SAFER du retrait de la vente des biens par les propriétaires respectifs.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, sur la ligne budgétaire du service agriculture 6312/611.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	0

Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 550

AVIS - Approbation d'un contrat de location avec la SCI Les Rigon pour les Halles de producteurs "Terres de Provence" à Plan de Campagne

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Halle de producteurs « Terres de Provence » de Plan de Campagne dynamise fortement, depuis 9 ans, la vente directe de produits locaux sur le territoire.

Ce circuit court agricole a vu le jour en juin 2010 dans le cadre du projet européen « Rururbal », projet qui visait à rapprocher les producteurs et consommateurs afin de soutenir l'agriculture locale, réduire les nuisances pour l'environnement et proposer des produits du terroir de qualité, de saison, à prix attractifs.

La forte fréquentation du marché (100 000 visiteurs en moyenne pour chaque édition), bénéficie tant aux producteurs locaux qu'aux consommateurs et commerces de la zone durant les 6 mois de l'événement (ouvert les lundis, mercredis et vendredis de 16 h 30 à 19 h).

La 1ère édition (action pilote du projet) a été mise en place sur la zone de Plan de Campagne afin de bénéficier de l'attractivité de la zone d'activités. De 2010 à 2013 inclus, l'événement s'est déroulé sur 3 sites différents de Plan de Campagne.

Depuis 2014, la Halle de producteurs est organisée sur un terrain unique dédié au territoire, prêté par le propriétaire la SCI Les Rigon (Groupe Barnéoud) : le site Fabemi Provence situé sur la commune des Pennes-Mirabeau.

Le succès grandissant du marché a été conforté par sa « fixation » sur ce site vaste et fort bien placé grâce à une grande visibilité des axes routiers (photo aérienne et cadastrale jointes en annexe).

Celui-ci a fait l'objet d'un prêt à usage à titre gracieux de janvier 2014 à début novembre 2018, date à laquelle le contrat a pris fin.

La reconduction, bien que souhaitée par le Prêteur, n'étant pas acquise (dépendant des décisionnaires de la Compagnie de Phalsbourg), l'institution a initié en parallèle plusieurs démarches d'acquisition de terrains sur la zone commerciale afin d'y « sédentariser » la Halle.

Les démarches n'ayant pas abouti à ce jour et n'ayant aucun terrain à leur disposition pour les futures éditions, les services de la Métropole ont sollicité l'actuel propriétaire du site, qui accepte l'organisation de la 10^e saison de la Halle de producteurs sur son terrain en 2019.

Le contrat débiterait le 2 janvier 2019 et prendrait fin le 1^{er} janvier 2020 (durée nécessaire à la mise en place, au montage, puis à la clôture du l'événement).

Le propriétaire est amené à louer le site et non plus à reconduire le prêt à usage à titre gratuit. Sachant que la SCI Les Rigon s'engage à revenir vers l'institution dans le but de prolonger autant que possible la durée du contrat de location après 2019.

Le montant du loyer mensuel négocié proposé s'élève à 1 000 € TTC, soit un montant total de 12 000 € TTC sur 12 mois.

Les conditions d'utilisation du terrain définies dans le présent bail demeurent semblables à celles du prêt à usage antérieur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après : **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- La nécessité d'assurer la 10^e édition de la Halle de producteurs sur le territoire dans le cadre d'un contrat de location avec la SCI Les Rigon.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le contrat de location à conclure entre la Métropole et la SCI Les Rigon.

Article 2 :

Le montant du loyer de 1 000 € TTC mensuel (soit 12 000 € TTC annuel) à la SCI Les Rigon est attribué pour l'année 2019 afin de contribuer à la reconduction des Halles de producteurs.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire en section de fonctionnement, sur la ligne budgétaire du service agriculture 6132.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 551

AVIS - Projet de réalisation d'un Espace Test Agricole sur le territoire de la Métropole, Commune d'Aix-en-Provence - Lieu-dit "L'Enfant Est", secteur de Luynes

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Composante forte de l'économie locale et vecteur d'attractivité territoriale, l'agriculture constitue un potentiel exceptionnel d'approvisionnement alimentaire et de rayonnement du territoire.

Le territoire doit cependant faire face à une raréfaction des terres agricoles et à une fragilisation de la profession. La réponse à apporter à ces enjeux stratégiques nécessite, à ce titre, une large mobilisation de l'ensemble des partenaires agricoles.

Dans le cadre de sa politique agricole, la Métropole Aix-Marseille-Provence poursuit donc, avec ses partenaires institutionnels, l'ambition de maintenir de manière dynamique les surfaces agricoles sur son territoire dans une perspective de reconquête agricole, de renouvellement et d'accompagnement des générations d'exploitants.

Sur la base d'une réflexion conduite avec la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône, un projet de développement agricole intégré, de type Espace Test Agricole a ainsi été initialement proposé sur le site de Bigaron, commune d'Aix-en-Provence. Situé à Luynes, ce projet avait vocation à bénéficier du soutien du fonds compensatoire géré par l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ) créé pour répondre à la consommation des 13 hectares de zone agricole en vue de la réalisation d'un second établissement pénitentiaire.

Dans le cadre d'une convention conclue avec cette agence, destinée à préserver les 28 ha de zone agricole du secteur, la Chambre d'agriculture a été chargée d'établir des propositions quant à la forme de l'action compensatoire à mettre en œuvre. Elle a axé son étude sur un projet également soutenu par la Métropole et le Département. Compte tenu de la qualité du foncier et de sa localisation à proximité d'une zone périurbaine, il a été proposé la création d'un Espace Test Agricole en maraîchage diversifié. L'Espace Test Agricole est un dispositif qui permet à de futurs agriculteurs non immatriculés de tester leur projet, en grandeur réelle, dans des conditions optimales, avant la création de leur propre exploitation agricole.

Dans le cadre de la convention annuelle d'objectifs avec la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône, les actions suivantes ont été financées par le territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- en 2016, une étude de faisabilité pré-opérationnelle Aix-Bigaron (18 000 €), délibération du Bureau de la Métropole n°HN 024-094/16/BM du 28 avril 2016.
- en 2017, une étude du projet de développement intégré Aix-Bigaron (12 000 €), délibération du Conseil de territoire du Pays d'Aix n°2017_CT2_043 du 2 février 2017.
- en 2018, la phase technique préparatoire du projet agricole sur Luynes (10 736 €), délibération du Conseil de territoire du Pays d'Aix n°2018_CT2_288 du 21 juin 2018.

Initialement programmé sur le site de Bigaron appartenant à l'État, le projet d'espace test de Luynes s'inscrit désormais sur une autre parcelle appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence (Commune d'Aix-en-Provence, parcelle HL 0060, Lieu-dit « l'Enfant Est » d'une superficie de 94 854 m²), située non loin du site initial et libre de toute occupation.

La Chambre d'agriculture propose, au stade de la phase technique préparatoire, d'intervenir pour :

- une définition du contenu du cahier des charges à lancer.

-l'aide à la définition du fonctionnement de l'espace test, parallèlement à la partie ingénierie-construction et à la gestion de autorisations d'urbanisme de la ville d'Aix-en-Provence.

-la définition du contenu du programme d'investissement

-la participation aux échanges des groupes de travail, animation des intervenants

-participation à l'étude du plan de financements

-des visites de terrain

L'ensemble des partenaires du projet, Métropole Aix-Marseille-Provence, Département des Bouches-du-Rhône et Chambre d'Agriculture¹³ visent le lancement officiel des opérations en 2019.

L'enveloppe compensatoire Aix-Luynes 2 dont l'État a déjà validé la programmation en faveur de l'Espace test contribuera, au côté des différents partenaires, au financement des dites créations. Elle a une date de validité à fin mars 2019 et il convient de soutenir la chambre d'agriculture pour sa prorogation.

La présente délibération a tout à la fois pour objet d'approuver le principe de la création d'un Espace Test Agricole sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, situé sur la commune d'Aix-en-Provence, Lieu-dit « l'Enfant Est », secteur de Luynes, et d'apporter le soutien de la métropole à la prolongation de la durée de validité du fonds de compensation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après : **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°HN 024-094/16/BM du Bureau de la Métropole du 28 avril 2016 ;
- La délibération n°2017_CT2_043 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 2 février 2017 ;

- La délibération n°2018_CT2_288 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'ambition de la Métropole de maintenir des surfaces agricoles sur son territoire dans une perspective de reconquête agricole et de renouvellement des générations.
- La convention Chambre d'agriculture /État (Agence pour l'immobilier de la justice) existante sur les mesures compensatoires agricoles à mettre en œuvre suite à la réalisation d'un second établissement pénitentiaire sur la commune d'Aix-en-Provence.
- Les réflexions engagées dans le cadre des conventions annuelles d'objectifs 2016, 2017 et 2018, entre la Chambre d'Agriculture des Bouches-du- Rhône et le territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation d'un Espace Test Agricole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de la création d'un Espace Test Agricole sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, situé sur la commune d'Aix-en-Provence, Lieu-dit « l'Enfant Est », secteur de Luynes.

Article 2 :

Il est demandé à l'État –ministère de la Justice- la prorogation du fonds compensatoire géré par l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice.

Article 3 :

Monsieur le Vice-Président délégué à l'agriculture est autorisé, à prendre tout acte ou toute décision pour assurer l'exécution de la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 552

Attribution de subventions aux Associations Syndicales Autorisées des Arrosants (ASA) du Val de Durance

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aix a mis en place une politique d'aide aux ASA (Associations Syndicales Autorisées des arrosants) qui assurent l'entretien et la gestion du réseau d'irrigation et d'assèchement essentiel à l'équilibre hydrologique sur le territoire du Pays d'Aix. Au-delà de l'irrigation agricole, leur rôle est capital en matière de rechargement des nappes phréatiques et de maintien des zones humides.

A ce titre, il est proposé de poursuivre le soutien aux 3 ASA du Val de Durance.

Les Associations Syndicales Autorisées des Arrosants (ASA) du Val de Durance sollicitent une aide financière pour l'entretien du réseau d'irrigation dont elles ont la gestion. Il s'agit plus particulièrement de l'ASA du Canal de Peyrolles, des deux ASA de La Roque d'Anthéron : l'ASA des Arrosants de Craonne et l'ASA du Canal du Moulin.

Le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention de 41 623 €, représentant 20 % de leurs dépenses de travaux annuels.

- Ces ASA assurent l'irrigation de la Vallée de la Durance par un réseau dense de canaux à ciel ouvert.

- Elles jouent un rôle prépondérant dans la préservation des paysages et du patrimoine hydraulique. L'irrigation gravitaire, qui est une pratique caractéristique de ce secteur de notre territoire, participe de manière importante à la réalimentation de la nappe phréatique et rend ainsi possible l'utilisation de l'eau souterraine à des fins d'eau potable ou industrielle. Le lac de baignade d'été du Plantain est, d'ailleurs, en partie alimenté grâce à ce réseau.

- Enfin, les réseaux hydrauliques contribuent au maintien des zones humides du Val de Durance, reconnues dans le cadre de Natura 2000. Les eaux rejetées au niveau des exutoires des réseaux non absorbées par la végétation viennent, en fin de parcours, recharger le débit d'été de la Durance et

soutenir sa faune aquatique. Les canaux facilitent également l'écoulement des eaux pluviales, même si le transport d'eaux pluviales ne fait pas partie des objets statutaires de l'ASA, qui assure malgré tout ce service à la collectivité.

Les trois structures citées précédemment entretiennent un réseau principal et secondaire. Ce dernier, communément appelé « chevelu » du fait de sa densité, est composé de 31,3 km de canal maître, 94 km de filioles et 15 km de Roubine pour le canal de Peyrolles, environ 30 km de canaux pour les ASA de La Roque d'Anthéron.

Or, ces filioles nécessitent un entretien récurrent. Elles doivent en effet être curées et faucardées de manière mécanique ou manuelle.

Leur entretien pose aujourd'hui plusieurs types de problèmes :

- le non-respect d'une servitude de passage par des constructions ou des clôtures en bordures de filioles,
- la présence de débris aux abords des zones urbanisées, des cas de vandalisme ou d'ouverture et fermeture inopinée des prises d'eau,
- le mauvais entretien du réseau de distribution à la charge des propriétaires, dû au délaissement de certaines terres agricoles en friche, conduit à des ruptures de la continuité du réseau d'irrigation,
- le renforcement des règles de sécurité pour l'entretien des filioles en bord de route qui accroît la responsabilité civile de l'ASA,
- l'entretien des ouvrages d'art vieillissant dont il faut également assurer la sécurité.

Parallèlement, les ASA doivent faire face à l'augmentation des charges et sont amenées à limiter les travaux d'entretien des filioles. C'est pourquoi les ASA sollicitent le Territoire du Pays d'Aix pour la prise en charge d'une partie des frais liés à ces dépenses.

Une convention détaillant les modalités de mise en œuvre de ces actions liera chacune de ces ASA avec le Territoire du Pays d'Aix.

La répartition de la participation financière annuelle 2018 du Territoire du Pays d'Aix est prévue comme suit :

N°GU	Maître d'ouvrage	Nature des travaux	Budget global (€)	Participation du Territoire du Pays d'Aix	
				€	%
2018_01000	ASA du Canal de Peyrolles	Frais d'entretien	208 185	34 200	16,42
2018_01001	ASA des arrosants de Craonne	Frais d'entretien	26 000	5 200	20
2018_00589	ASA du Canal du Moulin	Frais d'entretien	22 000	2 223	10,10
TOTAL				41 623	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2015_B633 du Bureau communautaire de la CPA du 26 novembre 2015 concernant l'approbation d'une convention cadre pluriannuelle 2016-2018 avec les ASA du Val de Durance ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Économique Emploi et Agriculture du 13 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les demandes de subventions des Associations Syndicales Autorisées des Arrosants (ASA) du Val de Durance.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions aux ASA suivantes pour un total de 41 623 € :

Canal de Peyrolles, une subvention de 34 200 € ;
Canal de Craonne, une subvention de 5 200 € ;
Canal du Moulin, une subvention de 2 223 €, .

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer les conventions et tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3D-6312- 657382 qui présente les disponibilités nécessaires.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi - Commerce et artisanat

2018 CT2 553

Approbation d'avenants aux conventions au titre du Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce (FISAC) sur la commune de Pertuis

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 3 novembre 2015, Madame la Secrétaire d'État chargée du Commerce, de l'Artisanat, de la Consommation et de l'Économie sociale et solidaire, par décision n°15-0440, a accordé à la Communauté du Pays d'Aix une subvention FISAC de 104 447,00 € pour le financement de la première tranche d'une opération urbaine sur la commune de Pertuis.

Une convention qui lie la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix avec l'État et un avenant à la convention qui lie la Métropole – Territoire du Pays d'Aix avec la commune de Pertuis et l'association des commerçants « Les vitrines de Pertuis » avaient été conclus avec le plan de financement correspondant.

Aujourd'hui il est demandé d'approuver deux avenants. Un avenant à la convention qui lie la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix avec l'État et un avenant à la convention qui lie la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix avec la commune de Pertuis et l'association des commerçants « Les vitrines de Pertuis ».

L'objet de ces deux avenants est le même. D'une part prolonger la durée du FISAC jusqu'au 31 décembre 2019 et d'autre part modifier le contenu d'une action, sans modifier pour autant le plan de financement prévisionnel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_B042 du Bureau communautaire de la CPA du 29 janvier 2015, approuvant la convention au titre du FISAC sur la commune de Pertuis pour le lancement de la Tranche 1 ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2016_CT2_208 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016, approuvant l'avenant et la convention au titre du FISAC sur la commune de Pertuis – Tranche 1 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Économique, Emploi et Agriculture du 13 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'avenant n°1 et l'avenant n°2 aux conventions FISAC.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer les avenants annexés et tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35

Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 554

Approbation d'avenants aux conventions au titre du Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce (FISAC) sur la commune de Lambesc

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 18 novembre 2014, le Ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique et la Secrétaire d'État chargée du Commerce, de l'Artisanat, de la Consommation et de l'Économie sociale et solidaire ont adressé à la Communauté du Pays d'Aix la décision d'attribution de subvention du FISAC de Lambesc pour la première tranche.

Dès lors deux conventions au titre du FISAC avaient été conclues avec le plan de financement correspondant, une liant la CPA avec l'État et l'autre liant la CPA avec la commune de Lambesc et l'association des commerçants et artisans de Lambesc « Lambesc Village Commerçant ».

Aujourd'hui il est demandé d'approuver deux avenants. Un avenant à la convention qui lie la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix avec l'État et un avenant à la convention qui lie la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix avec la commune de Lambesc et l'association des commerçants « Lambesc Village Commerçant ».

L'objet de ces deux avenants est le même. D'une part prolonger la durée du FISAC jusqu'au 31 décembre 2019 et d'autre part modifier le contenu de deux actions sans pour autant modifier le plan de financement prévisionnel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_B046 du Bureau communautaire de la CPA du 29 janvier 2015, approuvant les conventions au titre du FISAC sur la commune de Lambesc – Tranche 1 ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Économique, Emploi et Agriculture du 13 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les deux avenants n°1 aux conventions FISAC.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer les avenants annexés et tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 555

Approbation d'avenants aux conventions au titre du Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce (FISAC) sur la commune de La Roque d'Anthéron

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 11 décembre 2015, Madame la Secrétaire d'État chargée du Commerce, de l'Artisanat, de la Consommation et de l'Économie sociale et solidaire, par décision n°15-0451, a accordé à la Communauté du Pays d'Aix une subvention FISAC de fonctionnement de 25 322,00 € pour le financement de la première tranche d'une opération urbaine sur la commune de La Roque d'Anthéron. Une convention qui lie la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix avec l'État et un avenant à la convention qui lie la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix avec la commune de La Roque d'Anthéron et l'association des commerçants « La Roque Ensemble » avaient été conclues avec le plan de financement correspondant.

Aujourd'hui il est demandé d'approuver deux avenants. Un avenant à la convention qui lie la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix avec l'État et un avenant à la convention qui lie la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix avec la commune de La Roque d'Anthéron et l'association des commerçants « La Roque Ensemble ».

L'objet de ces deux avenants est le même. D'une part prolonger la durée du FISAC jusqu'au 31 décembre 2019 et d'autre part modifier le contenu d'une action, sans modifier pour autant le plan de financement prévisionnel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_B045 du Bureau communautaire de la CPA du 29 janvier 2015, approuvant la convention au titre du FISAC sur la commune de La Roque d'Anthéron pour le lancement de la Tranche 1 ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant

délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération n°2016_CT2_206 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016, approuvant un avenant et une convention au titre du FISAC sur la commune de La Roque d'Anthéron – Tranche 1 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Économique, Emploi et Agriculture du 13 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'avenant n°1 et l'avenant n°2 aux conventions FISAC.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer les avenants annexés et tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 556

Approbation d'avenants aux conventions au titre du Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce (FISAC) sur la commune de Saint-Cannat

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 11 décembre 2015, Madame la Secrétaire d'État chargée du Commerce, de l'Artisanat, de la Consommation et de l'Économie sociale et solidaire, par décision n°15-0469, a accordé à la Communauté du Pays d'Aix une subvention FISAC de fonctionnement de 25 235,00 € pour le financement de la première tranche d'une opération urbaine sur la commune de Saint-Cannat.

Une convention qui lie la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix avec l'État et un avenant à la convention qui lie la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix avec la commune de Saint-Cannat et l'association des commerçants et artisans de Saint-Cannat « Vitrites et Métiers à Saint-Cannat » avaient été signés avec le plan de financement correspondant.

Aujourd'hui il est demandé d'approuver deux avenants. Un avenant à la convention qui lie la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix avec l'État et un avenant à la convention qui lie la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix avec la commune de Saint-Cannat et l'association des commerçants et artisans de Saint-Cannat « Vitrites et Métiers à Saint-Cannat ».

L'objet de ces deux avenants est le même : prolonger la durée du FISAC jusqu'au 31 décembre 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_B044 du Bureau communautaire de la CPA du 29 janvier 2015, approuvant la convention au titre du FISAC sur la commune de Saint-Cannat pour le lancement de la Tranche 1 ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2016_CT2_209 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016 approuvant un avenant et une convention au titre du FISAC sur la commune de Saint-Cannat – Tranche 1.
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Économique, Emploi et Agriculture du 13 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'avenant n°1 et l'avenant n°2 aux conventions.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer les avenants annexés et tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 557

Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce (FISAC) sur la commune de Vitrolles - Présentation du bilan de la tranche 1

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Au terme d'une étude de faisabilité FISAC et d'une collaboration étroite entre la municipalité de Vitrolles, l'association des commerçants et artisans, les Chambres Consulaires (CCIMP et CMA13) et la Communauté du Pays d'Aix, un dossier de candidature FISAC sur la commune de Vitrolles a été finalisé et adressé, le 5 mai 2014, au Secrétariat d'État chargé du Commerce, de l'Artisanat, de la Consommation et de l'Économie sociale et solidaire par l'intermédiaire des services de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) PACA .

Le 3 novembre 2015, Madame la Secrétaire d'État chargée du Commerce, de l'Artisanat, de la Consommation et de l'Économie sociale et solidaire, par décision n°15-0436, a accordé à la Communauté du Pays d'Aix une subvention FISAC de 76 919,00€ pour le financement de la première tranche d'une opération urbaine sur la commune de Vitrolles.

La première et dernière tranche du dispositif FISAC de la commune de Vitrolles est achevée. L'objet de ce rapport est de présenter le bilan à la fois qualitatif et financier présenté lors du Comité de Pilotage final du 28 août 2018 et qui sera adressé aux services de l'État et aux partenaires pour le versement des participations financières de chacun.

Deux actions ont été réalisées : une étude pour définir une stratégie de positionnement commercial du centre-ville et l'action « Vitrolles 2.0 » - mise en place et administration d'outils numériques.

Le plan de financement conventionné prévoyait un coût de fonctionnement de 172 302 € HT et d'investissement de : 182 500 € HT. Il a été réellement dépensé en fonctionnement : 60 050 € HT et aucune dépense en investissement.

Les dépenses ont été recalculées au prorata des dépenses réalisées selon les pourcentages fixés dans l'avis d'attribution de la subvention FISAC de l'État.

La répartition financière s'établit comme suit :

- 19 212 € de subvention FISAC,
- 6 400 € de financement commune de Vitrolles,
- 34 438€ de financement Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix. L'association des commerçants et artisans de Vitrolles ayant été dissoute et n'existant plus au moment du bilan, sa participation de 1 405 € ne peut être remboursée.

2 Bilan financier réalisé

Actions fonctionnement	Budget HT	FISAC	%	MAMP	%	Ville	%	Association commerçants	%	Propriétaires	%
1. Réaliser une étude préalable à la mise en place d'une signalétique d'offre et de stationnement de centre-ville											
2. Définir une stratégie de positionnement commercial du centre-ville	16 000	3 840	24	5 760	36	6 400	40				
3. Animer les vitrines vacantes											
4. « Votre centre de demain »											
5. Vitrollywood											
6. Le marathon des quartiers											
7. Vitrolles 2.0 – Mise en place et administration d'outils numériques	14 050	3 372	24	9 273	66			1 405	10		
8. Mise en place d'une carte privilège											
9. Organisation d'un marché/foire artisanale nocturne lors des nuits du Rocher											
10. Assurer un pilotage efficace de l'opération	30 000	12 000	40	18 000	60						
11. Elaboration et mise en œuvre d'outils d'évaluation											
12. Promouvoir l'opération auprès des professionnels et des partenaires											
TOTAL FONCTIONNEMENT	60 050	19 212		33 833		6 400		1 405			

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_B043 du Bureau communautaire de la CPA du 29 janvier 2015, approuvant la convention au titre du FISAC sur la commune de Vitrolles pour le lancement de la Tranche 1 ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2016_CT2_207 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016, approuvant un avenant et une convention au titre du FISAC sur la commune de Vitrolles – Tranche 1 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Économique, Emploi et Agriculture du 13 novembre 2018.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les termes du bilan.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisée à faire recette de la subvention FISAC pour un montant de 19 212 € HT. L'avance faite par l'État étant supérieure au réalisé, la Métropole Aix-Marseille-Provence va régulariser le trop-perçu. Les crédits seront disponibles au prochain vote du budget sur la ligne nature 6743 et fonction 632.

Article 3 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisée à faire recette de la participation de la commune de Vitrolles pour un montant de 6 400€ HT, sur la ligne nature 74 748 et fonction 632 qui sera créée au prochain vote du budget.

Article 4 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi - Tourisme et promotion du territoire

2018 CT2 558

Attribution d'une subvention complémentaire pour le soutien logistique et l'ingénierie des Indus'3 Days sur le territoire métropolitain

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis quelques années le tourisme industriel en France a fait l'objet d'un développement notoire et l'intérêt pour la filière ne cesse de s'affirmer. À l'heure des débats écologiques, des préoccupations environnementales, des énergies nouvelles, du besoin de voir et de comprendre avant de consommer, la découverte de l'entreprise prend tout son sens.

Pour le territoire, cette filière constitue un atout économique majeur pour plusieurs raisons :

Elle constitue une diversification de l'offre car elle s'intègre, se croise, se juxtapose aux autres filières d'excellence du territoire, et représente dans le secteur du tourisme d'affaires un potentiel encore inexploité.

C'est un vecteur de promotion des savoir-faire et des métiers vers les jeunes et constitue un instrument de réconciliation des français envers l'entreprise.

Elle représente pour l'entreprise un outil de communication qui lui permet de se doter d'une image et de renforcer sa notoriété auprès de la population locale et des visiteurs.

Elle permet de renforcer l'ancrage d'une entreprise sur son territoire.

Elle constitue indéniablement un facteur de développement économique direct pour l'entreprise notamment par la vente en boutique de produits fabriqués sur le site ou de produits dérivés (Chocolaterie de Puyricard, Calissons du Roy René, Savonnerie du Régagnas, ...).

Pour l'ensemble de ces raisons mais aussi pour que le Pays d'Aix ainsi que la Métropole Aix-Marseille-Provence, s'affirment comme entités touristiques innovantes et précurseuses sur cet axe de développement, l'Office de Tourisme de Gardanne en Pays d'Aix développe un projet global de développement de cette filière.

Pour construire cette filière, l'Office de Tourisme de Gardanne a mis au point une stratégie qui s'articule autour de deux axes se déclinant ainsi :

AXE 1 : Définition d'un territoire d'entreprises :

Il s'agit là de référencer et d'organiser les éléments recueillis pour procéder ensuite efficacement à la qualification de l'offre en :

- Établissant un diagnostic au sein de l'ensemble du territoire et créer un réseau d'expériences et de partenaires ; cette action est en partie réalisée depuis la 1ère édition de la manifestation phare « les Indus'3 Days »,
- Structurant l'offre existante qui est primordiale puisqu'elle va permettre de sensibiliser d'une part les professionnels du tourisme et, d'autre part, sensibiliser les entreprises à une démarche d'ouverture.

AXE 2 : Mise en action de la filière pour positionner la filière :

Trois actions majeures procèdent du positionnement de la filière :

- L'animation : dessiner les circuits thématiques,
- La promotion par la poursuite d'un événement majeur annuel : les Indus'3Days mais également en associant les animations existantes proposées par les Offices de Tourisme ou les communes,
- La commercialisation en initiant le développement des visites et la constitution de partenariats au sein de chaque territoire/création de produits touristiques.

Initialement organisé sur Gardanne en 2016 et fort du succès de sa première édition, l'événement « Les Indus'3 days » a été étendu sur le Pays d'Aix et depuis l'édition 2018 sur le territoire de la Métropole.

Pour l'organisation des Indus'3 days en 2018, l'association de l'OT de Gardanne a obtenu une subvention de 40 000 € du Territoire du Pays d'Aix (délibération n° 2018_CT2_102 du 15 mars 2018) pour laquelle 80 % ont été versés, le solde étant versé au vu du compte de résultat définitif).

L'édition 2019 va concerner près d'une centaine d'entreprises, de commerces, d'artisans sur le territoire métropolitain et va se dérouler du 18 février au 3 mars 2019 créant ainsi de l'événement sur une période « en – aile de saison » c'est à dire hors saison estivale. Le programme qui sera défini prochainement repose sur la mise en valeur des secteurs spéciaux et dominants à l'échelle d'une nouvelle ambition territoriale :

- Terroir et gastronomie,
- Métiers d'art,
- Cosmétique,
- Histoire et patrimoine,

- Recherche et Développement/Culture Scientifique,
- Métiers de la mer,
- Environnement,
- Culture,
- Communication/Médias,
- Industrie,
- Aéronautique,
- Transports,
- Grande distribution.

Aussi pour mener à bien l'organisation de cet événement l'association sollicite l'aide financière du Territoire du Pays d'Aix sous la forme d'une subvention complémentaire de 6 000 € pour faire face à la dépense supplémentaire que représente le recrutement temporaire d'un agent pour le soutien logistique et d'ingénierie au 1er novembre 2018.

Les objectifs affichés pour cette action se déclinent de la façon suivante :

- Assumer la croissance d'un événement devenu métropolitain,
- Renforcer le service animation réseau (communication digitale, E.marketing, ...),
- Soutenir le service commercialisation (création/suivi du site de réservation de la billetterie, ainsi que l'animation et le suivi du réseau d'entreprises).

L'agent recruté pendant 5 mois viendra renforcer l'équipe permanente sur les pôles importants qui sont la communication et l'événementiel, soit, plus précisément :

- Soutien communication aux entreprises,
- Buzz marketing,
- Création et animation du site Wordpress « Indus'3 days (content management system),
- Suivi de campagne sur les réseaux sociaux,
- Permettre les duplications d'audience,
- Établir les indicateurs clés de la performance,
- Création et suivi du site E.commerce,
- Induspro (ingénierie).

Le budget complémentaire nécessaire au recrutement temporaire de cet agent s'élève à 9 925,30 € bruts (auxquels viendront s'ajouter des frais de déplacement sur le territoire métropolitain).

Le mécénat d'entreprise s'élève quant à lui à 4 000 €.

C'est la raison pour laquelle l'association de l'Office de Tourisme de Gardanne sollicite une subvention complémentaire de 6 000 € pour mener à bien cette opération nécessaire au rayonnement du territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°TPV 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur les orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme,
- la délibération 2018_CT2_102 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mars 2018, autorisant le versement d'une subvention de 40 000 € à l'Office de Tourisme de Gardanne ;
- La délibération n°TPV 001-4231/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 favorable au maintien des offices de tourisme existants dans le cadre de la compétence « promotion du tourisme » ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Economique, Emploi et Agriculture du 13 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt que représente l'organisation de cet événement sur le territoire métropolitain pour qu'il devienne un pôle d'attraction touristique prometteur.
- L'expertise et la capacité technique de l'Office de Tourisme de Gardanne.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement complémentaire de 6 000 € à l'Office de Tourisme de Gardanne pour le recrutement temporaire d'un agent dédié à la préparation de l'événement les

« Indus'3 Days » du 18 février au 3 mars 2019 sur leur budget 2018.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant à la convention portant attribution d'une subvention à l'office de tourisme de Gardanne.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer l'avenant et tous documents afférant à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3T/633/6574 du budget 2018.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 559

Approbation d'une convention de partenariat avec la Fédération Française de Randonnée Pédestre et la GVRando de Gardanne pour l'aménagement, la surveillance, le balisage et l'entretien des boucles pédestres locales définies au sein du topo rando du GR de Pays Provence, Mines d'énergies

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le projet de développement touristique de la destination « Provence, Mines d'Énergies » est accompagné depuis 2015 par la Fédération Française de Randonnée Pédestre (FFRandonnée) en vue d'une qualification en tant que GR® de Pays. Le 12 octobre 2016, le Conseil de Territoire approuvait la demande d'homologation d'un

itinéraire de 120 km en GR® de Pays. En janvier 2017, la Fédération a ainsi pré-homologué l'itinéraire et l'homologation définitive devrait avoir lieu au premier trimestre 2019.

Le 29 novembre 2017, le Conseil de Territoire approuvait également la création d'un TopoGuide® intitulé « GR® de Pays Sentier Provence, Mines d'Énergies », outil national de la Fédération Française de Randonnées Pédestres pour valoriser cet itinéraire et le faire découvrir au plus grand nombre. Cet outil devrait être produit pour le mois de mars 2019 en 4 000 exemplaires.

Par ailleurs, afin d'inciter les visiteurs itinérants à séjourner plus longtemps dans l'une des communes concernées par le GR de Pays, il a été convenu de développer sept boucles pédestres au sein de chaque commune traversée. Ces boucles d'une dizaine de kilomètres environ, connectées au GR® de Pays « Sentier Provence, mines d'énergies », ont pour but de permettre aux visiteurs de rester plus longtemps sur le territoire.

Sélectionnés d'un commun accord avec les communes concernées et validés par le comité de pilotage de ce projet, ces itinéraires représentent une longueur totale estimée de 62 km :

1. Boucle locale de Fuveau « La montagne bleue », 13 km 400 m
2. Boucle locale de Gardanne « Chemin des énergies », 2 km 700 m et sa liaison vers l'itinéraire principal de 2 km 500 m
3. Boucle locale de Gréasque « Sentier de la mine », 13 km 400 m
4. Boucle locale de Meyreuil « Le terril du Défens », 4 km 700 m
5. Boucle locale de Mimet « Bau Trauqua », 7 km
6. Boucle locale de Peynier « Balade entre village et collines », 8 km 400 m
7. Boucle locale de Trets « Le sentier des vignes », 9 km 900 m

Lors du vote du Conseil de Territoire du 8 février 2018, il a été décidé de conventionner avec la Fédération pour l'aménagement, la surveillance, le balisage et l'entretien du GR® de Pays « Sentier Provence, Mines d'Énergies » concernant les portions du GR hors Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et de Randonnées (PDIPR). Toutes les portions de l'itinéraire adossées au Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et de Randonnées (PDIPR) seront balisées puis entretenues par les services concernés du Département.

Il est proposé aujourd'hui de conventionner pour l'entretien, la surveillance, le balisage de ces boucles qui feront partie intégrante du TopoGuide® sur le GR® de Pays, « Sentier Provence, Mines d'énergies »

Pour les portions d'itinéraires en dehors du PDIPR, une convention de partenariat est donc nécessaire entre le Territoire du Pays d'Aix, La GVRando Gardanne et la FFRandonnée.

Cette convention prévoit un budget annuel pour la surveillance, le petit entretien courant et le balisage de ces boucles locales de 1910 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2016_CT2_211 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre concernant la demande d'homologation du sentier « Provence, Mines d'énergies » en GR® de Pays
- La délibération n°2017_CT2_506 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 décidant la création et la production d'un TopoGuide® Pour le GR® de Pays « Sentier Provence, Mines d'Énergies »
- La délibération n°2018_CT2_044 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018 approuvant une convention de partenariat avec la Fédération Française de Randonnée Pédestre et la GV Rando de Gardanne pour l'aménagement, la surveillance, le balisage et l'entretien du GR® de Pays « Sentier Provence, Mines d'Énergies »
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Économique, Emploi et Agriculture du 13 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt économique et touristique d'inclure les boucles communales dans le TopoGuide® du GR® de Pays « Sentier Provence, Mines d'Énergies ».

Délibère

Article 1 :

Est attribué un budget annuel de surveillance, d'entretien et de balisage de 1 910 € TTC à la Fédération Française de la Randonnée Pédestre.

Article 2 :

Est approuvée la convention entre le Territoire Pays d'Aix, la FFRandonnée et la GV Rando Gardanne.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la convention et tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3T/633/6281 du budget 2018.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi - Soutien aux équipements de santé

2018 CT2 560

AVIS - Approbation d'un avenant relatif à la convention de financement du projet d'établissement du Centre Hospitalier Intercommunal d'Aix-Pertuis (CHIAP)

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En 2013, la Communauté du Pays d'Aix a pris la compétence «aide à l'investissement des Etablissements Publics de Santé de ressort intercommunal déclarée d'intérêt communautaire», compétence qui lui a permis de participer au financement de la restructuration du Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis – CHIAP.

Ce projet d'extension et de restructuration a reçu un avis favorable du Comité Interministériel de Performance et de la Modernisation de l'Offre de Soins (COPERMO) qui a été notifié par l'Agence Régionale de Santé (ARS) à l'établissement le 25 février 2016.

Pour mémoire, mis en place en 2012, le COPERMO remplace le Comité National de Validation des Investissements et le Comité des Risques Financiers. Le COPERMO a été mis en place afin de valider et de suivre les actions proposées par les Agences Régionales de Santé. Les autres objectifs du COPERMO sont de sélectionner et de prioriser les projets d'investissements nécessitant un financement de l'État et d'assurer le suivi des établissements en difficulté.

Le 19 décembre 2015, le Conseil communautaire de la CPA a ainsi approuvé l'octroi d'une subvention d'investissement de 29 365 000€ au CHIAP pour le financement de son projet d'établissement chiffré à 71 469 000 €.

De son côté, l'Etat participe financièrement à la réalisation de ce projet à hauteur de 15 M€ dont 6M€ en aide en capital et 9 M€ en emprunt aidé, sur un total de 71.469 M€ TDC, le reste étant pris en charge sur les fonds propres et emprunts du CHIAP.

Plan de financement :

Partenaires financiers	€TTC	%
Métropole AMP	29 365 000	41,09
ARS PACA	15 000 000	20,99
CHIAP	27 104 000	37,92
TOTAL	71 469 000	100

Les trois axes majeurs du projet initial de rénovation et restructuration accepté par les instances nationales et régionales portaient sur :

- L'extension architecturale de l'établissement sur son site, avec construction d'un bâtiment neuf,
- La réhabilitation des bâtiments préexistants (bâtiment Cézanne datant de 1967, agrandi en 2009 à l'occasion de la construction du pôle Femme-enfant, et bâtiment Jacques de la Roque datant de 1997),
- La création sur le site de Pertuis d'un centre de consultations médico-chirurgicales pluridisciplinaire au sein du bâtiment Albrecht.

Par la suite et dans le cadre de son suivi, le COPERMO a émis à l'appui de son avis des recommandations impératives portant à la fois sur le redressement financier global de l'établissement et plus globalement sur le projet en préconisant des modifications sur le plan fonctionnel et architectural.

Cela a eu pour conséquence de revoir le projet dans sa conception en favorisant le regroupement

des hôpitaux de jour au lieu d'une approche par spécialité comme initialement prévu.

Dans ce cadre, l'ARS PACA a demandé, en janvier 2018, à l'établissement de redéfinir les 2 autres opérations, restructuration du bâtiment Jacques de la Roque (CR2) et restructuration du bâtiment Cézanne (CR3), dans le respect de l'enveloppe financière globale du projet, restée équivalente, sans en dénaturer l'objectif.

Le 5 avril 2018, le groupe technique du COPERMO a émis un avis transmis au CHIAP contenant une série de recommandations portant sur l'évolution de sa situation financière et les perspectives en termes d'activités qui ont évolué.

A ce titre, deux recommandations exigent de sécuriser au maximum la situation de trésorerie de l'établissement et de limiter le recours à l'emprunt pour ne pas aggraver la situation actuelle.

Ces recommandations visent également à redéfinir le projet médical en lien avec les autres acteurs hospitaliers du territoire, ainsi que le retour sur investissement et donc à revoir ses maquettes organisationnelles et le dimensionnement de ses fonctions supports, en lien avec le schéma capacitaire cible imposé par le ministère... Le COPERMO demande ainsi de maintenir le montant global du projet dans l'enveloppe d'origine mais de découpler les activités et de développer la mutualisation des moyens, notamment de mutualiser les espaces bâtis dans le cadre du CR1 (construction du Bâtiment Nord) via une recomposition du capacitaire en lits d'hospitalisation de l'établissement. Les opérations liées aux bâtiments de la Roque et Cézanne sont suspendues à ce jour, dans l'attente du remaniement du projet lié à ces recommandations.

Suite aux nouvelles recommandations dictées par le COPERMO exigeant de reprendre plusieurs éléments du projet initial sur lequel a pu être établi le principe et le montant de la participation de la Communauté du Pays d'Aix en 2015, le CHIAP sollicite la Métropole aujourd'hui pour s'assurer du maintien de sa participation intégrale au projet tel que redéfini, l'apport métropolitain étant fondamental dans le plan de financement.

Considérant que le périmètre du projet de restructuration remanié reste conforme aux grands axes listés dans la convention, il est nécessaire de prendre acte de ces évolutions, de redéfinir le planning de l'opération, de confirmer la participation de la Métropole au projet à hauteur de sa participation initiale, sachant que les instances nationales guident et réorientent les choix et les plannings de l'opération globale. Il est précisé que ces évolutions non aucun impact sur le montant de la participation de la Métropole.

Par ailleurs, il convient de prendre acte de la délibération du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017, n°FAG 100-3119/17/CM « Restitution des compétences facultatives en matière

de "Requalification des décharges brutes recensées sur le territoire communautaire" et "Aide à l'investissement des établissements publics de santé de ressort intercommunal déclarée d'intérêt communautaire" des communes du Territoire du Pays d'Aix » qui stipule que :

« - pour la compétence " Aide à l'investissement des établissements publics de santé de ressort intercommunal déclarée d'intérêt communautaire ", sera achevée l'opération de modernisation du Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis ».

Au regard de cette dernière délibération, il est précisé que le présent avenant a pour objectif de définir les modalités permettant l'achèvement de l'opération de modernisation du Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis et n'induit pas d'opération nouvelle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2015_A345 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 autorisant la signature de la convention de financement entre la Communauté du Pays d'Aix et le Centre Hospitalier Intercommunal Aix- Pertuis ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 100-3119/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant restitution des compétences facultatives en matière de »Requalification des décharges brutes recensées sur le territoire communautaire » et « Aide à l'investissement des établissements publics de santé de ressort intercommunal déclarée d'intérêt communautaire » des communes du Territoire du Pays d'Aix ;
- La convention relative au projet d'établissement du Centre Hospitalier Intercommunal Aix- Pertuis du 18 décembre 2015.

**Où il le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de modifier la convention relative au projet d'établissement du Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis afin de permettre l'achèvement de l'opération.
- Que la nouvelle organisation décidée par le Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis suite au cadre fixé par le ministère ne remet pas en cause le fondement initial du projet adopté en 2015 ni le coût global de l'opération qui reste inchangé.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci annexé, à la convention avec le Centre Hospitalier Intercommunal Aix- Pertuis portant sur le financement de son projet d'établissement.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer le présent avenant et tout document afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, nature 4581, fonction 414, opération 4581162817, AP Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

**Environnement, cadre de vie,
développement durable et
déchets - Forêt**

2018 CT2 561

Candidature au renouvellement du Label Grand Site de France de Concors et Sainte-Victoire

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, a, par délibération, intégré le Grand Site Sainte-Victoire, dont elle s'est engagée à poursuivre le projet de territoire autour du Label Grand Site de France.

Après une première attribution du Label Grand Site de France en 2004 puis en 2011, une démarche de candidature à un deuxième renouvellement de la labellisation a été lancée en février 2018, dans le cadre d'une Opération Grand Site. Cette démarche proposée par l'Etat aux collectivités territoriales, est portée localement par la DREAL Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, pour répondre aux difficultés que posent l'accueil des visiteurs et l'entretien des sites classés de grande notoriété soumis à une forte fréquentation. Elle poursuit trois objectifs : restaurer et protéger la qualité paysagère, naturelle et culturelle du site, améliorer la qualité de la visite et favoriser le développement socio-économique dans le respect des habitants. La finalité étant d'accompagner le territoire vers l'obtention du label Grand Site de France.

La Métropole est donc amenée à instruire une nouvelle demande d'attribution du label Grand Site de France dans un environnement radicalement différent des deux précédentes candidatures :

En effet :

- si le périmètre précédemment labellisé était organisé autour du site classé Sainte-Victoire, le classement de Concors en 2013 a englobé la partie varoise du massif, hors des limites territoriales historiques du Grand Site Sainte-Victoire ;
- la dissolution du syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire, gestionnaire du site et attributaire du Label jusqu'en fin 2016 a été suivie de son intégration à la Métropole Aix-Marseille-Provence en tant que direction au sein du Territoire du Pays d'Aix, ce qui a impliqué la mise en place d'outils de gouvernance du site adaptés à ce nouveau contexte ;
- les attentes de l'Etat en matière de labellisation ont évolué. Il ne s'agit plus d'inscrire uniquement des projets d'aménagement liés à l'accueil du public ou à la réhabilitation de sites dégradés, mais aujourd'hui de proposer l'intégration des habitants et acteurs sociaux et économiques au portage et au développement du Label.

Ces évolutions rendent nécessaires une redéfinition des limites du site, modification profonde de la méthode d'élaboration et de portage du dossier, d'association des partenaires et acteurs, enfin, d'attribution pérenne de crédits.

Un Comité de pilotage et un Comité scientifique et technique ont également été créés pour

accompagner la constitution du dossier et éventuellement, accompagner la mise en œuvre du projet pour les 6 prochaines années. Leur création a relevé d'un arrêté préfectoral interdépartemental.

La construction de cette nouvelle candidature a donc demandé une démarche de co-construction par les élus et l'ensemble des partenaires locaux, selon une méthodologie spécifique de gestion de projet, de logiques d'acteurs et d'animation de réunions. Elle a bénéficié pour ce faire d'une équipe technique pluridisciplinaire et de l'appui d'un expert du réseau des Grands Sites de France. Le dialogue territorial a été placé au cœur de cette démarche avec de nombreuses réunions spécifiques : le Comité de gestion du Grand Site a été réuni spécifiquement à 4 reprises, 3 sessions du Comité de pilotage ont été organisées, la société civile a participé à 3 Comités technique et scientifique et une dizaine de séminaires internes ont été organisés. En parallèle, des entretiens ont été menés avec les représentants des communes et intercommunalités varoises concernées par le site classé de Concors, au titre de la révision du périmètre. Enfin, une lettre d'information mensuelle a été adressée aux membres du Comité de gestion tout au long de la démarche, qui a débuté en février 2018.

Ces travaux ont abouti à la définition d'un nouveau périmètre pour le territoire du Grand Site, comptant près de 50 000 hectares contre 35 000 historiquement. Suivant la volonté de l'Etat, il intègre la totalité du site classé de Concors et porte désormais sur 17 communes avec l'intégration de Pourrières, Rians et Meyreuil.

Ces nouvelles limites s'appuient sur une volonté forte des élus concernés, le caractère identitaire confirmé par des études paysagères et le site Natura 2000. Elles ont également été basées sur leur opérationnalité future pour la mise en œuvre du projet de territoire. Les modifications majeures concernent, outre l'intégration du site classé de Concors sur les communes de Rians et Pourrières, celle de la plaine agricole de Meyrargues, l'élargissement à l'entité paysagère du massif de Vautubière en limite de la route départementale D23 et au sud jusqu'à la route nationale RN7 permettant d'intégrer la récente Zone Agricole Protégée de Pourrières et d'assurer des continuités géomorphologiques, de biodiversité et paysagère avec les Monts-Auréliens et la Sainte-Baume.

Tous les acteurs ont souligné que ce nouveau périmètre devait se traduire par une nouvelle identité donnée au territoire. Il a ainsi été proposé par le Comité de gestion et validé en Comité de pilotage que son nom devienne « Grand Site Concors Sainte-Victoire » et que le logotype existant soit simplement adapté en rajoutant « Concors » devant « Sainte-Victoire ».

Le projet de territoire, élaboré pour les 6 prochaines années (2019-2025), se veut partagé, avec l'engagement de tous, partenaires institutionnels, acteurs locaux, populations. Il a vocation à être

porté dans ses actions de terrain, par tous les acteurs, propriétaires et maîtres d'ouvrage du territoire, chacun pour ce qui le concerne (communes, département, associations, propriétaires, ...), le tout, dans l'esprit « Label ». Il s'organise autour de 5 ambitions déclinées chacune en objectifs stratégiques, à chaque acteur ensuite de les traduire en actions à inscrire dans sa feuille de route :

- Ambition 1 : un territoire d'excellence patrimoniale « Poursuivre et renforcer la protection, la restauration et la gestion durable des qualités paysagères et environnementales ».

- Ambition 2 : un territoire d'accueil maîtrisé « Améliorer la qualité de la découverte et de la fréquentation ».

- Ambition 3 : un territoire de développement durable « Développer un territoire durable et identitaire ».

- Ambition 4 : un territoire de partage « Gérer et porter les valeurs du Grand Site, partager l'identité et l'esprit des lieux ».

- Ambition 5 : un territoire à la dynamique urbaine choisie.

Cette dernière évolution permettra au Grand Site Sainte-Victoire d'intervenir désormais en tant que coordonnateur de la démarche Label qui pourra se positionner, suivant les actions menées, en tant qu'opérateur direct, animateur du travail commun ou comme partenaire technique et scientifique.

La mise en œuvre de ce projet nécessitera l'adaptation d'un budget spécifique de façon à répondre au niveau d'exigence de la labellisation.

De même, l'extension du périmètre proposé entraînera la mise en place de partenariats avec les intercommunalités du Var. Il s'agit de la Communauté d'Agglomération Provence Verte, de la Communauté de Communes Provence Verdon, du Syndicat Mixte de Pays Provence Verte et de l'Office de Tourisme de la Provence Verte dont les compétences sont en lien avec les espaces naturels afin que la maîtrise d'ouvrage et les financements sur cette partie du territoire soient adaptés aux objectifs de la labellisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement, et notamment les articles L 341-1 à L 341-22 relatifs aux sites ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, et notamment l'article 150 ;
- La circulaire du 21 janvier 2011 relative à la politique des Grands Sites NOR : DEVL1027436C ;
- Le décret du 15 septembre 1983 portant classement parmi les sites du département des Bouches- du Rhône du massif de la montagne Sainte-Victoire sur les communes d'Aix-en-Provence, Beaurecueil, Puylobier, Saint-Antonin-sur-Bayon Saint-Marc-Jaumegarde et Vauvenargues ;
- Le décret du 23 août 2013 portant classement parmi les sites des départements des Bouches-du-Rhône et du Var du massif du Concors sur les communes d'Aix-en-Provence, Jouques, Meyrargues, Peyrolles, Puylobier, Saint-Marc-Jaumegarde, Vauvenargues, Venelles, Pourrières et Rians ;
- Les décisions ministérielles du 17 juin 2004 accordant le label Grand Site de France et du 28 janvier 2011 accordant le renouvellement de ce label ;
- La circulaire du 21 janvier 2011 du Ministère de l'Ecologie, du développement durable, des transports et du logement, relative à la politique nationale des Grands sites ;
- L'arrêté préfectoral du 17 octobre 2016 mettant fin à l'exercice des compétences du syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire ;
- L'arrêté inter-préfectoral du 2 mai 2018, portant création d'un Comité de pilotage et d'un Comité technique et scientifique, dans le cadre de la mise en œuvre du projet de territoire « Sainte-Victoire Grand Site de France » porté par la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération n°ENV 004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire - Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire - Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Le territoire d'exception que constituent les sites classés de la montagne Sainte-Victoire et du massif de Concors, ainsi que leurs franges et piémonts.
- La gouvernance de ce territoire, mise en place par la Métropole Aix-Marseille-Provence, autour notamment du Comité de gestion, du Comité de pilotage et du Comité technique et scientifique.
- La volonté de l'État d'inclure la totalité du site classé de Concors au territoire à labelliser Grand Site de France et la confirmation des communes de Meyreuil, Pourrières et Rians d'intégrer ce périmètre.
- Le bilan du Grand Site Sainte-Victoire, faisant état d'un bon état patrimonial, d'un contexte évolutif positif et offrant un accueil de qualité.
- Le projet de territoire pour la période 2019-2025, co-construit avec l'ensemble des partenaires institutionnels, professionnels et locaux du Site.
- Les enjeux de préservation et de gestion liés à cet espace reconnu par l'Etat et porté par un engagement fort de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Sont adoptés les éléments de la demande de renouvellement de la labellisation Grand Site de France de Sainte-Victoire et Concors, en particulier le nouveau périmètre tel que présenté, la proposition de mise en cohérence du nom du Site et sa déclinaison graphique, et les ambitions du projet de territoire 2019-2025.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à adresser à Monsieur le Préfet la demande de renouvellement de la labellisation Grand Site de France de Sainte-Victoire et Concors, accompagnée d'un dossier de candidature.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la Déclaration d'engagement présentant sa motivation à demander le renouvellement de la labellisation Grand Site de France de Sainte-Victoire et Concors et ses engagements pour l'avenir.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 562

Grand Site Sainte-Victoire - Demande de subvention Opération Grand Site (OGS) 2019 auprès de la DREAL PACA

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Opération Grand Site (OGS) est la démarche proposée par l'État aux collectivités territoriales, portée localement par la DREAL Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, pour répondre aux difficultés que posent l'accueil des visiteurs et l'entretien des sites classés de grande notoriété soumis à une forte fréquentation.

Elle poursuit trois objectifs : restaurer et protéger la qualité paysagère, naturelle et culturelle du site, améliorer la qualité de la visite et favoriser le développement socio-économique dans le respect des habitants. Et elle a pour finalité d'accompagner le territoire vers l'obtention du label Grand Site de France.

Ainsi, une subvention Opération Grand Site est sollicitée pour l'année 2019 afin de mener prioritairement :

- Le traitement et la valorisation paysagère des points noirs paysagers
- La définition de préconisations pour l'aménagement des aires d'accueil en site classé et dans le territoire labellisé Grand Site

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention pour le programme OGS 2019 auprès de la DREAL PACA pour un montant de 60 000 euros HT, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de ces opérations est estimé à 180 000 euros HT soit 216.000€ TTC.

Le Plan de financement prévisionnel de ces opérations est le suivant :

	Valorisation paysagère – croisement D17 / D46		Préconisations pour l'aménagement des aires d'accueil en site classé et dans le territoire labellisé Grand Site	
	Taux	Montant	Taux	Montant
Subvention Etat OGS	40	40.000€ HT	50	20.000€ HT
Participation MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	60	100.000€ HT	50	20.000€ HT
Coût total	100	140.000€ HT	100	40.000€ HT

Descriptif des opérations concernées :

Valorisation paysagère du croisement D17 / D46

Suite à l'étude paysagère du piémont sud de la Sainte-Victoire réalisée en 2016 par le CAUE13 à la demande de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, un conseil architectural a été réalisé sur certains points noirs afin d'améliorer leur intégration paysagère.

Ainsi, le croisement des routes D17 et D46 sur la commune de Beaucueil a fait l'objet de préconisations. En effet, ce point noir paysager offre un panorama exceptionnel sur la Montagne Sainte-Victoire. La Direction Grand Site Sainte-Victoire prévoit donc d'intervenir sur les aspects disgracieux du site. Cette opération vise en particulier à requalifier ce croisement afin de l'intégrer au paysage environnant.

Définition de préconisations pour l'aménagement des aires d'accueil en site classé et dans le territoire labellisé Grand Site

Les aires d'accueil constituent les sites d'accès majeurs du public dans le Grand Site et à ce titre leur aménagement, réalisé dans les plus strictes règles du développement durable, doit être le reflet des valeurs du Label : exigence de qualité, sobriété, respect de la biodiversité.

Si certaines aires doivent être aujourd'hui réhabilitées, d'autres restent entièrement à concevoir. Il apparaît donc intéressant, dans le cadre de l'unité paysagère et d'aménagement portée par le nouveau projet de label Grand Site de France, de lancer une étude en collaboration avec l'inspection des sites et les architectes des bâtiments de France ainsi que le département des Bouches-du-Rhône pour définir les principes d'aménagement de ces aires, en termes d'architecture, matériaux, accessibilité, plantations, équipements... L'objectif étant que les préconisations ainsi définies soient adoptées en Commission Départementale de la Nature des Sites et Paysages, afin de faciliter la mise en œuvre des travaux sur le site par les maîtres d'ouvrage concernés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 relative à la dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire - Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La circulaire NOR:DEVL1027436C du 21 janvier 2011 relative à la politique des Grands Sites.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation des opérations suivantes : Valorisation paysagère du croisement de la route paysagère D17 et de la route D46 et définition de préconisations pour l'aménagement des aires d'accueil en site classé et dans le territoire labellisé Grand Site.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisée à solliciter une aide financière de 60 000 euros HT auprès des services de l'État (DREAL Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement), dans le cadre du programme Opération Grand Site, au titre de l'année 2019, et à signer tout document afférant à cette demande nécessaire à la réalisation des opérations pré-citées.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, à la section Investissement / ligne 4437.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées sur l'État Spécial de territoire du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	0

Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 563

Grand Site Sainte-Victoire – Demande de subvention de fonctionnement pour 2019 auprès de la Région SUD – Garde Régionale Forestière

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, développe sur le Grand Site Sainte-Victoire une politique d'accueil du public spécifique et de surveillance en saison estivale, du 1^{er} juin au 30 septembre.

Il s'agit d'informer et de faire respecter la réglementation préfectorale relative à l'accès aux massifs forestiers, qui interdit la circulation dans certaines conditions de danger météorologique d'incendie. Cette année, un nouvel arrêté préfectoral, en date du 28 mai dernier, a entamé une harmonisation des codes couleurs des niveaux de restriction d'accès, avec les départements limitrophes. La sensibilisation du public à cette nouvelle codification a ainsi été indispensable et a demandé un travail de pédagogie assidu.

En 2018, les pluies de printemps et quelques orages en cours d'été ont épargné le territoire de feux majeurs, et les massifs Concors et Sainte-Victoire n'ont connu qu'un seul jour de fermeture durant cette saison estivale.

L'équipe des gardes nature réalise des patrouilles de surveillance quotidiennes ainsi qu'un affichage spécifique et des points d'information fixes et itinérants en risque de niveau rouge. L'étendue du territoire à parcourir et les contraintes liées à la surveillance particulière des points d'entrée dans les massifs exigent une importante présence sur le terrain, d'au minimum 3 patrouilles quotidiennes. L'effectif permanent de 8 gardes-nature ne permet pas de répondre à ce besoin, malgré un planning, sur cette période, exclusivement consacré aux patrouilles et une restriction des congés.

L'information relative à la réglementation estivale est également diffusée au travers de la Maison du

Grand Site de Vauvenargues et du kiosque d'accueil de Bimont à Saint-Marc-Jaumegarde, tenus par 4 agents. Sur l'ensemble de la saison touristique, d'avril à fin octobre, ces structures ont accueilli plus de 10 000 visiteurs.

L'opération estivale de la Garde Régionale Forestière, mesure phare de la nouvelle politique forestière, dite dispositif « Guerre du Feu » de la Région Sud, mise en place en mars 2017, fait suite à des programmes qui ont cours depuis 2004. Son but est de renforcer les capacités des acteurs régionaux (collectivités et organismes agréés du dispositif de surveillance incendie) dans la prévention des feux et la protection des personnes. Composée de plus de 110 jeunes, cette garde couvre l'ensemble du territoire régional, permettant ainsi d'assurer un moyen humain de surveillance et d'information complémentaire sur la prévention des feux de forêts.

Au fil des années, l'aide de la Région pour le recrutement de saisonniers dédiés à la prévention du risque incendie, a permis de développer puis de maintenir la capacité de surveillance et de sensibilisation des usagers sur et autour des massifs Concors et Sainte-Victoire.

Au vu du succès de l'opération et de ce besoin toujours essentiel en information et secours (participation aux recherches d'une personne retrouvée décédée dans le massif à l'été 2017), il est à nouveau proposé de procéder au recrutement de Gardes Régionaux Forestiers afin de renforcer les équipes permanentes pendant la saison estivale.

Ainsi, 6 Gardes Régionaux Forestiers seront intégrés aux patrouilles quotidiennes de terrain les mois de juillet et août. Ce nombre, validé depuis 2016, permet de poursuivre les efforts de présence dans les zones fréquentées et sensibles, telles que les versants nord (jusqu'au Prieuré) et sud Sainte-Victoire et le secteur Bibémus-Zola-Bimont. Au besoin, les patrouilles pourront intervenir sur d'autres sites géographiques en fonction des besoins.

Deux Gardes Régionaux Forestiers viendront renforcer pendant la saison estivale les équipes d'accueil du Grand Site Sainte-Victoire et orienteront les visiteurs, assureront leur sensibilisation au kiosque d'accueil de Bimont à Saint-Marc-Jaumegarde, porte d'entrée et point de vue incontournable de la montagne Sainte-Victoire, ainsi qu'à la Maison du Grand Site de Vauvenargues, en versant nord. Ils assureront leur mission sur 4 mois, de juin à septembre.

Les dépenses prévisionnelles éligibles au titre de ce programme sont les suivantes :
salaires et charges, titres restaurant : 47 000 euros,

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention pour la Garde Régionale Forestière 2019 auprès de la Région SUD pour un montant de 37 600 euros.

ORGANISMES SOLLICITES	OPÉRATIONS	TAUX SOLLICITÉS	MONTANTS SOLLICITÉS
RÉGION SUD	Dispositif « Guerre du Feu » Garde Régionale Forestière	80 %	37600 euros
MÉTROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE		20 %	9400 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°ENV-004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 relative à la dissolution du Syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV-001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant dissolution du Syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire et modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'en raison de la nécessité d'informer et de faire respecter la réglementation préfectorale du 28 mai 2018 relative à l'accès aux massifs forestiers, interdisant la circulation dans certaines conditions de danger météorologique d'incendie, il convient de maintenir la capacité de surveillance du Grand Site Sainte-Victoire par le recrutement estival de 8 Gardes Régionaux Forestiers.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisée à solliciter une aide financière de 37 600 euros auprès de la Région SUD dans le cadre de son dispositif « Guerre du Feu » pour le recrutement de 8 Gardes Régionaux Forestiers sur la saison estivale 2019, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de ces opérations.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 564

Grand Site Sainte-Victoire - Approbation d'une convention de mise à disposition temporaire d'une propriété communale - Réservoir de Meyrargues

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aix au titre du Grand Site Sainte-Victoire sollicité par la commune de

Meyrargues, a souhaité dans le cadre de sa mission de suppression des « points noirs paysagers », porter un projet de démolition d'un ancien réservoir situé sur le domaine du château de Meyrargues.

Ce projet de démolition ayant été abandonné, le Territoire du Pays d'Aix au titre du Grand Site Sainte-Victoire, en concertation avec la commune de Meyrargues, souhaite réaliser des travaux de mise en sécurité et d'optimisation de cet élément bâti en faveur de la biodiversité.

Les travaux consisteront au remplacement de la porte en y ajoutant une chiroptière (passage à chauve-souris) et à la condamnation d'une trappe située sur le toit.

Afin de permettre au Grand Site Sainte-Victoire d'assurer la maîtrise d'ouvrage de l'opération, il est proposé qu'une convention de mise à disposition temporaire du réservoir soit signée entre la commune de Meyrargues et la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix.

Le coût global de l'opération s'élève à 1 500 € TTC. Les crédits nécessaires au financement du projet sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, Direction du Grand Site Sainte-Victoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 13 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de mise à disposition temporaire du réservoir communal situé sur la parcelle n°AV0129 entre la commune de Meyrargues et le Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires au financement de cette opération sont inscrits au budget 2018, section d'investissement, sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, fonction 76 nature 4581.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 565

Réalisation d'un chantier forestier d'insertion professionnelle par l'activité « Protection et valorisation des espaces forestiers » sur les communes de Fuveau, Peynier et Saint-Estève-Janson

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 17 décembre 2001, la Communauté du Pays d'Aix avait décidé de participer à la mise en œuvre de chantiers d'insertion par l'activité économique pour l'entretien et la protection des espaces forestiers communaux sur le territoire du Pays d'Aix. Le Territoire du Pays d'Aix a décidé de poursuivre cette action en faveur des demandeurs d'emploi en difficulté sociale et économique.

Depuis 2003, 28 communes du Pays d'Aix ont bénéficié d'un ou plusieurs chantiers forestiers d'insertion. Chaque année, ce sont trois équipes de huit personnes qui interviennent sur les espaces naturels communaux dans le cadre de travaux forestiers.

Aujourd'hui, le Territoire du Pays d'Aix est sollicité pour la mise en œuvre d'un chantier d'insertion sur les communes de Fuveau, Peynier et Saint-Estève-Janson afin de protéger la forêt contre l'incendie et de valoriser le patrimoine dans les zones sensibles aux départs de feux et/ou fréquentées par le public.

Il est rappelé que ces chantiers sont confiés à l'IE 13, association orientée vers l'Insertion par l'Économique, dans le cadre d'une convention, pour la mise en œuvre de chantiers d'insertion sur le territoire du Pays d'Aix. Il convient également de rappeler que l'IE 13 bénéficie d'une subvention annuelle du Territoire du Pays d'Aix pour la mise en œuvre de ces chantiers d'insertion et la couverture d'une partie des frais correspondants à l'exécution des opérations. Le financement de ces chantiers sera pris sur cette subvention annuelle.

L'IE 13 a en charge la réalisation des travaux (débroussaillage, abattage et façonnage des arbres morts et chablis, élagage des branches basses, broyage des rémanents...), des frais de transports des salariés, de la réparation et de l'entretien du matériel et des salaires des ouvriers.

Le Territoire du Pays d'Aix contribuera à l'atteinte de l'objectif d'insertion des personnes en difficulté en permettant aux participants des chantiers de bénéficier d'un terrain de production et de travail entrant dans le cadre de leur programme de formation.

Les Communes de Fuveau, Peynier et Saint-Estève-Janson apporteront une aide logistique aux travaux comprenant l'accueil des équipes et l'évacuation des déchets qui pourraient être trouvés sur le chantier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2018_CT2_053 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018 attribuant une subvention à l'association IE13 au titre de l'année 2018, pour la mise en œuvre de chantiers forestiers d'insertion sur le territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 13 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les éléments exprimés ci-dessus.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention pour la réalisation d'un chantier d'insertion par l'activité en forêt sont adoptés entre le Territoire du Pays d'Aix, l'IE 13 et les communes de Fuveau, Peynier et Saint-Estève-Janson.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer les conventions et les pièces relatives à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 566

Approbation d'une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Grand Site Sainte-Victoire et quatre acteurs économiques du monde du tourisme sur l'autorisation d'affichage du logo Grand Site Sainte-Victoire - Grand Site de France

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Labellisé Grand Site de France en 2004 puis en 2010, le Grand Site Sainte-Victoire, dont la gestion

est portée depuis janvier 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix, travaille aujourd'hui au deuxième renouvellement de cette distinction.

Entre autres exigences, le Ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire pose l'incontournable condition d'un projet de territoire auquel sont associés les communes, les associations, les socioprofessionnels et tous ceux qui animent le Grand Site de France.

L'une des ambitions du Grand Site Sainte-Victoire est l'accompagnement de projets autour d'un développement harmonieux, naturel et compatible avec la qualité de vie des habitants, la préservation du site et « l'Esprit des Lieux », dans une métropole de près de 2 millions d'habitants.

Il est ainsi proposé de délibérer sur la signature d'une convention annuelle entre le Grand Site Sainte-Victoire, Grand Site de France, et quatre socioprofessionnels volontaires qui souhaitent participer à une expérience sans incidence financière et sur laquelle le Réseau des Grands Sites de France a donné son aval.

Le contexte de l'expérience :

Le label Grand Site de France, son logo et le cartouche « Grand Site de France du Grand Site Sainte-Victoire » ont été déposés à l'Institut National de la Propriété Industrielle par l'État.

S'ils sont confiés par le Ministère de la Transition Écologique et Solidaire à la structure gestionnaire qui a reçu le label Grand Site de France pour le territoire concerné et le projet associé, l'État en reste propriétaire et par délégation du Ministère, le Grand Site Sainte-Victoire est responsable de l'usage, notamment du logo.

Pour autant, partant du principe que ce sont les acteurs du territoire qui l'animent et qu'un Grand Site de France est un site vivant, il a été convenu d'engager une démarche expérimentale qui consiste, sous certaines conditions inscrites dans un règlement inclus à une convention, à pouvoir afficher un partenariat avec le Grand Site Sainte-Victoire en apposant le logo accompagné de la mention visible « partenaire du ».

Les socioprofessionnels ont été sélectionnés pour leur engagement historique auprès du Grand Site Sainte-Victoire. Ils évalueront la reproductibilité de la démarche qui, à terme, permettra à d'autres acteurs du territoire éligibles qui travaillent conformément aux principes de développement durable et de préservation de « l'Esprit des Lieux » dans le Grand Site Sainte-Victoire, de prétendre à l'affichage de leur propre partenariat avec le Grand Site Sainte-Victoire.

Les quatre partenaires qui testent la démarche sont :

- Aix Provence Outdoor, un bureau d'accompagnateurs en montagne qui ouvre les inscriptions aux publics individuels,

- Elan Jouques, une entreprise à but d'emploi inscrite dans le dispositif national « Zéro chômeurs longue durée » et a développé un pôle tourisme,
- Secrets d'ici, une entreprise de guides conférenciers spécialisés dans le patrimoine et les visites de villages,
- Terre de Mistral, domaine viticole qui a construit son projet autour de la notion d'offre touristique.

Cette convention a pour objet de valider, à l'épreuve de l'usage, l'utilisation du cartouche « Grand Site de France du Grand Site Sainte-Victoire », et de le faire conformément au règlement du Label Grand Site de France.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 13 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est expérimenté l'affichage du partenariat avec le Grand Site Sainte-Victoire en utilisant son logo précédé, de façon visible et évidente de la mention « partenaire du », avec 4 professionnels du tourisme volontaires :

- Aix Provence Outdoor
- Elan Jouques
- Secrets d'ici
- Terre de Mistral

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la

convention avec chacun des quatre partenaires, pour fixer les conditions d'affichage et d'éligibilité à l'affichage du logo Grand Site de France de Sainte-Victoire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Collecte et traitement des déchets

2018 CT2 567

Approbation d'une convention de régularisation relative à l'utilisation des équipements déchets de Pertuis entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et COTELUB

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le centre de transfert d'ordures ménagères de Pertuis est un équipement logistique extrêmement important permettant l'optimisation de la gestion des flux de déchets du Pays d'Aix. Il constitue en effet un exutoire de proximité pour les collectes au porte à porte réalisées sur le secteur nord du Pays d'Aix : les communes concernées par cet équipement sont toutes situées à plus de 40 km des exutoires finaux de tri et d'élimination des déchets ménagers résiduels.

Compte tenu de l'importance du centre de transfert de Pertuis dans le maillage des transports de déchets du Pays d'Aix et de son moindre intérêt pour la Communauté de Communes COTELUB, la

Métropole Aix-Marseille-Provence a acheté cette installation en septembre 2016.

La loi NOTRe ayant conduit à l'extension du périmètre de la Communauté de Communes COTELUB, cette dernière a sollicité pour les besoins correspondants à ses nouvelles communes adhérentes, un maintien d'utilisation de la déchèterie et du centre de transfert.

Ainsi, devant la nécessité pour ces deux intercommunalités de collaborer, il avait été décidé de renouveler la convention de mutualisation d'équipements lors de la décision d'achat. Cette convention approuvée en Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 a été modifiée et amendée en Conseil de la Métropole du 30 mars 2017.

Cette convention signée par le Président de COTELUB le 12 décembre 2016, n'a été signée par le Président de la Métropole que le 19 février 2018, puis notifiée le 1^{er} mars 2018, la rendant donc exécutoire à cette date.

Toutefois, entre la date d'expiration de la précédente convention d'utilisation, à savoir le 31 décembre 2016, et la date d'entrée en vigueur de la nouvelle convention d'utilisation, le 1^{er} mars 2018, la COTELUB a utilisé les équipements métropolitains conformément aux stipulations de la nouvelle convention d'utilisation.

Cette circonstance faisant obstacle à ce que la Métropole puisse obtenir le règlement de la redevance d'utilisation contractuellement prévue, le présent contrat a pour objet de soumettre, à titre rétroactif, l'utilisation faite au cours de cette période au paiement d'une redevance par la COTELUB.

Cette redevance est calculée conformément aux modalités prévues par la convention entrée en vigueur le 1^{er} mars 2018.

Les recettes annuelles attendues devraient s'élever à 70.000€TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2002_B151 du Bureau communautaire de la CPA du 29 novembre 2002 approuvant la convention d'utilisation des équipements ;

- La délibération n°2006_B85 du Bureau communautaire de la CPA du 12 mai 2006 approuvant l'avenant n°1 à la convention d'utilisation des équipements ;
- La délibération n°2009_B137 du Bureau communautaire de la CPA du 22 avril 2009 approuvant l'avenant n°2 à la convention d'utilisation des équipements ;
- La délibération n°2012_B357 du Bureau communautaire de la CPA du 11 octobre 2012 approuvant l'avenant n°3 à la convention d'utilisation des équipements ;
- L'avis de France Domaines n°2016-089-V-0727 du 6 septembre 2016 quant à la valeur du centre de transfert de Pertuis ;
- La délibération n°DEA 01-1153/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 ;
- La délibération n°2016-091 du Conseil de la Communauté Territoriale Sud Lubéron du 24 novembre 2016 ;
- La délibération n°DEA 008-1870/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il est nécessaire d'approuver la convention de régularisation d'utilisation des équipements métropolitains avec la Communauté Territoriale Sud Luberon.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de régularisation d'utilisation des équipements métropolitains de Pertuis ci-annexée avec la Communauté Territoriale Sud Luberon.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer cette convention et toutes les pièces nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

Article 3 :

Les recettes sont inscrites au budget annexe de fonctionnement SPED 05 nature 70 688 fonction 72 13 qui présente les disponibilités nécessaires.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 568

Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Demande de subvention pour les travaux d'extraction du biogaz de l'Installation de Stockage des Déchets non Dangereux de l'Arbois du Territoire du Pays"

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses Territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence par l'intermédiaire du Territoire du Pays d'Aix gère l'Installation de Stockage des Déchets non Dangereux (ISDnD) de l'Arbois située sur la commune d'Aix-en-Provence, au lieu dit « Jas de Maroc ».

Ce site permet la gestion par enfouissement de plus de 90 % des déchets ménagers et assimilés non valorisables produits sur le Territoire du Pays d'Aix.

La gestion de l'installation est des plus rigoureuses tant au niveau technique que financier et s'inscrit parfaitement dans une logique de production d'énergie renouvelable. En effet, sur l'ISDnD, les biogaz (issus de la fermentation des déchets) sont récupérés et font l'objet d'une valorisation énergétique depuis 2010 par contrat et pour une durée de 15 ans minimum.

Ce processus permet la production de 470 GWh d'électricité verte (provenant de la biomasse des déchets) sur 15 ans, soit l'équivalent de la consommation en électricité de 12.000 logements par an et évite le rejet à l'atmosphère de 39.000 tonnes de CO2 sur la durée du contrat.

De ce fait, l'exploitation du site est axée sur une optimisation permanente de la récupération des biogaz.

Cette optimisation de production de biogaz est gérée finement avec trois objectifs majeurs :

- la réduction des émissions des gaz à effet de serre : la composante principale du biogaz est le méthane, puissant gaz à effet de serre,
- l'amélioration de la production d'énergie,
- la réduction des nuisances olfactives pour les riverains et le personnel du site,

Pour répondre à ces objectifs, des campagnes régulières de travaux de captage de biogaz sont engagées. Elles sont constituées :

- de travaux réalisés par l'exploitant, à l'avancement de l'exploitation, par la pose de drains horizontaux dans le massif de déchets,
- de travaux réalisés par un prestataire, sur des zones finalisées (équipées d'une couverture de confinement constituée d'argile imperméables et libres d'exploitation pendant une durée suffisante), par la mise en place de forages verticaux dans le massif de déchets.

Compte-tenu de l'organisation et du phasage d'exploitation prévisionnel du massif de déchets, et afin d'optimiser le captage du biogaz, le Pays d'Aix envisage la réalisation d'une campagne de travaux de captage du biogaz dans une partie du massif en exploitation.

Une zone de 5 hectares est disponible, pour mémoire, la surface de ce massif est de 10 hectares.

Les investissements nécessaires à la réalisation des ouvrages sont estimés à 200.000€HT par les services techniques de la Métropole – Territoire du Pays d'Aix.

Dans le détail, les grandes lignes du programme de travaux sont les suivantes :

- forage de 20 puits verticaux,
- réalisation de 1.000 ml de réseaux de surface reliant les nouveaux puits aux réseaux secondaires et primaires existants,
- réfection des couvertures au droit des puits afin de garantir l'étanchéité des ouvrages exécutés,
- remplacement de 400 ml de collecteur de transport afin de permettre le transit des nouveaux volumes captés jusqu'à la plate-forme de valorisation des biogaz.

Le calendrier prévisionnel de l'opération est le suivant : juillet 2019 – fin des travaux décembre 2019.

Dans ce contexte, le programme de travaux relatif à la prochaine campagne de dégazage de l'ISDnD de l'Arbois et consistant en l'aménagement d'une zone de 5 hectares avec puits, drains et collecteurs devrait permettre d'augmenter la quantité de biogaz capté et valorisé et donc de produire davantage d'électricité verte.

Sur la base du programme de travaux envisagé et du chiffrage associé, il est proposé le plan de financement prévisionnel suivant :

Présentation du plan de financement prévisionnel associé au prévisionnel de dépenses :

Selon les lois NOTRE et MAPTAM, les opérations liées à l'acquisition d'équipements destinés au traitement des déchets ont été qualifiées en « Compétence Exclusive ». Dans cette configuration, l'autofinancement requis est au minimum de 20 %.

Programme captage du biogaz ISDnD Arbois		
ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES (€HT)
Conseil Départemental 13 Dispositif « Aides aux Communes »	60%	120 000 €
Conseil Régional PACA	20%	40 000 €
Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix	20%	40 000 €
TOTAL	100%	200 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération de travaux des Biogaz sur le site de l'ISDnD de l'Arbois.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisée à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution et à signer tout document y afférent sur la base du montant du programme d'achat et du plan de financement associé, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette correspondante est inscrite au Budget Annexe du Service de Prévention et Gestions des Déchets du Territoire du Pays d'Aix 2019 et suivant section d'investissement – Nature 1312 et 1313 – Fonction 7213 – M57.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 569

Approbation d'une convention de mutualisation d'équipement technique pour la station service du site de La Parade à Aix-en-Provence entre le Conseil de Territoire du Pays d'Aix et la commune d'Aix-en-provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La commune d'Aix-en-Provence met à la disposition du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ses installations de stockage et de ravitaillement en carburant situées quartier Barida, 260 chemin Château Lagard – 13290 Les Milles afin d'approvisionner en carburant les véhicules du Pays d'Aix et notamment ceux attachés à la compétence Prévention et Gestion des Déchets Ménagers et aux Moyens Généraux.

La convention précédente approuvée par délibération n°2015_B763 du Bureau communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 17 décembre 2015 arrivant à son terme, il est nécessaire de poursuivre l'utilisation de la station service.

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix fait livrer par son fournisseur, dans les cuves de la station service de la commune d'Aix-en-Provence, les quantités de carburant nécessaires au ravitaillement de ses véhicules sous contrôle d'un agent de la commune.

Un état analytique des consommations des véhicules est sorti pour permettre un suivi rigoureux de l'usage du carburant livré et déclencher le

remplissage des cuves en fonction des besoins réels.

La présente convention permet également l'accès aux différents accessoires de la station service (lavage, gonflage...).

Cette convention est complétée d'une annexe financière qui détaille les moyens nécessaires et quantités prévisionnelles liées à l'exécution des activités spécifiées et évalue les dépenses afférentes aux prestations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015-B763 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la convention entre la ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix afin de permettre la mise à disposition de ses installations de stockage et de ravitaillement en carburant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence (Conseil de Territoire du Pays d'Aix), pour la mise à disposition de ses installations de stockage et de ravitaillement en carburant situées quartier Barida, 260 chemin Château Lafarge 13290 Les Milles, telle qu'annexée à la présente.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et toutes les pièces relatives à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les dépenses seront inscrites sur le Budget annexe du SPED 05 / Fonction 7212 / nature 62878.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 570

Ajustement du projet de reconstruction du Centre Opérationnel de Collecte des Ordures Ménagères du secteur centre du Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis 2003, date du transfert de compétence, les moyens des services de collecte des Déchets Ménagers du Territoire du Pays d'Aix affectés au secteur d'Aix-en-Provence, le Tholonet et St-Marc-Jaumegarde sont basés à la Parade, sur des surfaces de terrains et de locaux partiels mis à disposition par la ville d'Aix-en-Provence.

Ces locaux, dits de la Parade, se sont révélés rapidement problématiques au regard des exigences en termes de conformité au Code du Travail pour les locaux du personnel, mais également en termes de fonctionnalité et de sécurité eu égard aux nombreuses co-activités existantes sur ce site, avec les locaux de certains services municipaux imbriqués. Les divers aménagements réalisés avec notamment la mise en place de bâtiments préfabriqués, la rénovation intérieure des vestiaires/sanitaires et autres interventions toujours limitées par manque de surfaces n'ont pas suffi à rendre conformes les locaux du personnel et à améliorer sensiblement les conditions d'accueil et de sécurité des agents.

Au regard de ce constat, le Territoire du Pays d'Aix a mené, de 2006 à 2010, un travail important avec les services de la ville centre dans le cadre d'un projet d'aménagement global des locaux sur le site de la Parade, sans que cette démarche n'aboutisse à une solution satisfaisante pour répondre tant aux

besoins du Territoire qu'à ceux de la ville d'Aix-en-Provence en maintenant une répartition des espaces et une affectation des bâtiments proche de l'état actuel.

Il a alors été envisagé des solutions externes pour une délocalisation des moyens de collecte basés actuellement à la Parade et pour la construction d'un nouveau centre propre aux services territoriaux. Le terrain recherché était d'une surface de l'ordre de 2Ha pour pouvoir accueillir les 175 agents répartis en 4 équipes constituant le service, les 45 bennes à ordures ménagères à mettre en hors d'eau et hors gel, les aires de stationnement pour les véhicules de services et des agents ainsi que les espaces de stockage (en particulier pour les bacs de pré-collecte).

De 2010 à 2014, la Communauté d'Agglomération a mené un travail important avec les services de la ville centre dans la recherche d'un terrain adapté.

Après l'échec de plusieurs projets et afin d'inscrire à minima une solution à long terme, le Territoire a formalisé, à l'occasion des travaux du PLU de la ville Centre, dans sa délibération du Conseil du 6 juin 2013, la demande de mise en place d'un Emplacement Réservé pour la relocalisation des services de collectes.

Cette demande n'a pu se concrétiser dans la formalisation du document d'urbanisme définitif.

Fort de ce constat et de la nécessité absolue de trouver des solutions au règlement de cette situation problématique sans attendre plus longtemps, une étude de faisabilité a été engagée en 2015 pour évaluer les conditions de réalisation d'un projet de recomposition de l'ensemble du site de la Parade, locaux municipaux compris, afin de permettre l'intégration d'un centre opérationnel des collectes conforme, fonctionnel et répondant de manière satisfaisante aux besoins du Territoire.

Cette étude de faisabilité avait démontré que l'aboutissement de ce projet n'était possible qu'en intégrant le déplacement en un autre lieu des locaux du service de la manutention de la ville pour un coût d'investissement estimé par la ville à environ 2M€ TTC à ajouter au coût de l'opération sur le site de la Parade de l'ordre de 8M€ TTC, soit un total de 10M€ TTC.

Par délibération n°2015_A352, le Territoire avait validé le principe et décidé de lancer les études de programmation afin d'avancer sur la concrétisation de ce projet d'un montant global de 10M€ financé dans le cadre d'une Autorisation de Programme spécifique (DI4532AP).

Les premiers résultats de l'étude de programmation ont permis d'établir les projets d'aménagements ainsi que les besoins d'espaces à mettre à disposition par la ville au Territoire du Pays d'Aix.

Les contraintes techniques intrinsèques au projet ont rapidement abouti à un besoin d'augmentation

très significatif du montant de l'opération qui passait à hauteur de 18,5 M€.

Par la suite, aux cours d'échanges avec la ville d'Aix-en-Provence sur les contraintes techniques et administratives, il s'est avéré que les besoins de réaménagement pour la ville d'Aix risquaient d'être supérieurs aux montants initialement prévus, qu'au regard des zones non utilisables de la station service et du garage municipal le projet allait aggraver fortement les croisements de flux entre Véhicules Légers, Poids Lourds et piétons, impliquant de ce fait une augmentation du risque d'accidentologie, avec également des contraintes supplémentaires sur le nouveau bâtiment induites par la proximité de cuves GPL.

De façon concrète, le projet dit de la « Manutention » se résumait à avoir un projet non satisfaisant en terme de fonctionnement quotidien et induisant en particulier une augmentation significative des risques en terme de sécurité, pour un coût global avoisinant 20 M€.

Devant ce constat, il a été décidé de relancer les démarches auprès de la ville d'Aix-en-Provence afin de pouvoir identifier des terrains potentiels sur la commune permettant d'accueillir le projet.

Au cours de ces démarches, un terrain appartenant à la commune (sur la parcelle MV 54), situé au rond-point de Lignane, s'est avéré pouvoir répondre au besoin avec une superficie utile de 5Ha avec de plus des atouts indéniables en terme de logistique, d'accès routiers, et un très faible nombre de riverains qui sont de plus protégés de toute nuisance par une végétation importante.

Au cours des réflexions, étant données les superficies disponibles, il a été identifié que ce terrain pouvait également répondre à des besoins complémentaires des services déchets du territoire, étant donné que la reconstruction du Centre Opérationnel de Collecte ne nécessite qu'un total d'environ 2Ha.

D'une part, depuis plus de 10 ans, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix cherche à construire un à deux Centres d'Apport Volontaire supplémentaires sur la ville centre qui ne dispose que d'un équipement pour 140.000 habitants, ce qui provoque la saturation de la seule déchetterie existante et ne permet pas d'apporter aux habitants un service de qualité. De plus, les habitants du secteur de la Calade, à proximité du terrain identifié, ont remonté à plusieurs reprises leur demande de bénéficier d'un Centre d'Apport Volontaire à proximité. Il a donc été jugé pertinent de pouvoir construire cet équipement de valorisation des déchets à destination des habitants sur le terrain supra, pour une emprise de 5.000 m².

D'autre part, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix loue des locaux afin d'accueillir les agents des directions déchets du pôle Services à la Population, impactant la section de fonctionnement du budget annexe déchets d'environ 300.000 €/an. Il est

toujours pertinent d'investir dans de nouveaux locaux pour ainsi réduire de ce montant les charges de fonctionnement pesant sur budget annexe. Les 4.500m² permettant la réalisation des locaux nécessaires peuvent donc également être identifiés dans les surfaces restant disponibles.

D'un point de vue urbanistique, une analyse de faisabilité a été faite en lien avec les services compétents confirmant la possibilité d'implanter des équipements de service public bien que ces terrains soient classés en zone agricole. Néanmoins des enjeux importants en terme d'intégration paysagère et environnementale ont pu être identifiés et seront incorporés dans les études de programmation.

Au regard des éléments ci-avant, il peut donc être considéré comme pertinent d'ajuster le projet de reconstruction du Centre Opérationnel de Collecte des Ordures Ménagères (COCOM) du Secteur centre de la façon suivante :

- Positionnement du projet sur le terrain dit du rond-point de Lignane (situé sur la parcelle MV54), qu'il convient d'acquérir auprès de la commune d'Aix-en-Provence au prix de l'avis des domaines, à savoir 170.000€HT,
- Construction du Centre Opérationnel des Collectes d'Ordures Ménagères (bureaux/hangars/locaux du personnel et espaces extérieurs associés),
- Construction des locaux (bureaux/locaux du personnel et espaces extérieurs) pour recevoir les agents des directions déchets du Pôle Service à la Population du Territoire du Pays d'Aix.
- Construction d'un Centre d'Apport Volontaire à destination des habitants de la partie Nord d'Aix-en-Provence.

Au regard de cet ajustement de projet, et afin de le concrétiser, il est proposé également de lancer les études de programmation selon les éléments ci-après :

Centre Opérationnel des Collectes d'Ordures Ménagères
Locaux Directions Déchets
Centre d'Apport Volontaire
Aménagements extérieurs (ouvrages réglementaires, voies d'accès, parkings etc) incluant un besoin de forte intégration paysagère et environnementale

A noter que les superficies non utilisées seront prises en compte pour garantir l'intégration paysagère et environnementale optimale du projet.

D'un point de vue financier, les études de programmation permettront également de conforter le coût global de l'opération qui a pu être évaluée à ce jour à 20M€TTC de la façon suivante :

Centre Opérationnel des Collectes d'Ordures Ménagères du secteur Centre
Locaux Directions Déchets
Centre d'Apport Volontaire
Acquisition foncière et Aménagements extérieurs

A noter que le projet sera financé dans le cadre du Budget Annexe équilibré du SPED du Territoire du Pays d'Aix par l'Autorisation de Programme n°DI4532AP qu'il convient d'ajuster au nouveau montant global de 20M€.

A noter également que la démarche d'acquisition foncière auprès de la ville d'Aix en Provence du terrain d'assise du projet à détacher de la parcelle MV54 donne lieu à une délibération concomitante au Bureau de Métropole du 13 décembre 2018 conformément à ses attributions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- La délibération n°2015_A352 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'ajuster le projet de reconstruction du Centre Opérationnel de Collecte des Ordures Ménagères du secteur centre du Pays d'Aix selon les éléments présentés ci-avant.

Délibère

Article 1 :

Est décidé l'ajustement du projet de reconstruction du Centre Opérationnel de Collecte des Ordures Ménagères du secteur centre du Pays d'Aix pour un montant global de l'opération de 20 M€.

Article 2 :

Est décidé l'ajustement de l'autorisation de programme y attenant n° DI4532AP à hauteur de 20M€.

Article 3 :

Est décidé le lancement des études de programmation relatives au projet de reconstruction du Centre Opérationnel de Collecte des Ordures Ménagères du secteur centre du Pays d'Aix.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer toutes les pièces relatives à l'exécution de cette délibération.

Article 5 :

Les dépenses en résultant seront prélevées sur le Budget annexe de Prévention et Gestion des Déchets de la Métropole Territoire du Pays d'Aix autorisation de programme n°DI4532AP qui présente les disponibilités nécessaires.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 571

Ajustement de la subvention attribuée à l'association EVOLIO pour l'année 2017

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément à l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de gestion des déchets.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence considère la prévention comme une priorité dans la chaîne de gestion des déchets dont les structures de réemploi « ressourceries » sont des acteurs performants.

Les structures de réemploi « ressourceries » sont des acteurs performants de cette politique et le Territoire du Pays d'Aix a décidé de favoriser leur émergence en mettant en place un fond de subvention spécifique et une convention cadre.

Cette convention cadre a été décidée au Bureau Communautaire du 26 septembre 2013, ajustée par délibération des Bureaux Communautaires des 10 juillet et 29 octobre 2015 et enfin modifiée par

délibération du Conseil de Territoire du 23 mars 2017.

La convention cadre a été signée avec l'association EVOLIO en 2015, pour une durée de cinq ans.

En 2017 EVOLIO a sollicité le Territoire du Pays d'Aix pour un montant de 7.000€.

Les modalités de financement sont définies selon le tableau ci-dessous. Elles visent à inciter les ressourceries à maximiser leur niveau de réemploi.

Gisement Réemployé (GR en t)	0-50 t	50-250 t	250-750 t	>750 t
Valorisation déchets > 75%	5 000 € + 100 € x GR	10 000 € + 75 € x (GR-50 t)	25 000 € + 50 € x (GR-250 t)	50 000 €
Valorisation déchets > 50%	3 500 € + 70 € x GR	7 000 € + 52,5 € x (GR-50 t)	17 500 € + 35 € x (GR-250 t)	35 000 €
Valorisation déchets < 50%	0 €	0 €	0 €	0 €
Maxi Subvention	10 000 €	25 000 €	50 000 €	50 000 €

En fin d'année, l'association transmet son bilan d'activité et son taux de réemploi afin d'obtenir le versement du solde de la subvention.

Pour rappel au titre de l'année 2017, 7.000€ ont été versés à l'association conformément à la demande initiale attribuée par délibération n°2017_CT2_141 du 23 mars 2017.

Par dérogation à la délibération n°HN 021-07/04/16CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier et conformément aux modalités de versement établies dans la délibération cadre des ressourceries du Bureau Communautaire du 10 juillet 2015 et du Conseil de Territoire du 23 mars 2017, le bilan d'activité de l'association pour l'année 2017 présente un tonnage réemployé de 35,33 tonnes et un taux de valorisation supérieur à 75 %. Dès lors, au regard des modalités de financement exposées ci-dessus, il est nécessaire d'ajuster le montant de la subvention 2017 selon le mode de calcul ci après.

Calcul du montant de la subvention ajustée : $5.000€ + 100€ \times (35,33t) = 8.533€$.

Ainsi, sur la base des dispositifs d'aides délibérés, de la décision d'attribution de subvention pour l'année 2017, des éléments transmis par l'association, le montant du et versé à celle-ci au titre de son activité de réemploi 2017 nécessite un ajustement de la subvention pour un montant de **1.533€**.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013_B433 du Bureau communautaire de la CPA du 26

septembre 2013 approuvant la création d'un fonds de subvention à destination des structures de réemploi ;

- La délibération n°2015_B367 du Bureau communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'évolution du dispositif d'aides aux structures de réemploi ;
- La délibération n°2015_B544 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 approuvant l'établissement d'une convention d'objectifs ;
- La délibération n°HN 021-07/04/16CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n° FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017_CT2_142 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017 approuvant l'évolution de la convention cadre du dispositif d'aides aux ressourceries positionnées sur le territoire de l'ex Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017_CT_141 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017 attribuant une subvention à l'association EVOLIO pour l'année 2017 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 13 novembre 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est versée à l'association EVOLIO un ajustement de subvention pour l'activité 2017, d'un montant de 1.533€.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer toutes les pièces relatives à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe du SPED du Territoire du Pays d'Aix, fonction 7211 nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35

Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 572

Attribution d'une subvention à l'association « Zéro Waste Provence »

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole a approuvé les **axes principaux du schéma métropolitain de gestion des déchets** dans une délibération lors du conseil du 19 octobre 2017. Ce schéma intègre les **4 axes ci-dessous pour la prévention & économie circulaire** :

1. Établir un niveau de service aux professionnels coordonné sur l'ensemble des territoires avec mise en place de la redevance spéciale;
2. Favoriser la gestion de proximité des biodéchets;
3. Développer le réemploi, la réparation et la réutilisation;
4. Sensibiliser à la réduction des déchets, à l'économie circulaire et accompagner des démarches transversales et innovantes.

Le Plan National de Prévention des Déchets (PNPD) fixe les objectifs et les mesures en matière de prévention des déchets sur la période 2014-2020 et plus précisément en matière de lutte contre le gaspillage alimentaire. Ce plan est renforcé par la **loi n°2015-992 « transition énergétique pour la croissance verte »** du 17 août 2015. En complément, le gouvernement a signé le 24 avril 2017 le deuxième Pacte National de Lutte contre le gaspillage alimentaire, pour une durée de 3 ans (2017-2020). L'objectif de ce dernier étant de réduire de moitié au niveau national le gaspillage à horizon 2025.

Afin de répondre aux enjeux de lutte contre le gaspillage alimentaire, le Territoire du Pays d'Aix s'est engagé également dans un plan d'actions voté lors du conseil de territoire du 29 novembre 2017 (2017_CT2_517).

L'association « Zéro Waste Provence » a pour objet, à l'échelle territoriale des Bouches-du-Rhône, de promouvoir par tous les moyens la démarche zéro déchet et zéro gaspillage alimentaire.

L'ensemble de ses actions vise à prévenir et réduire la quantité et la toxicité des déchets de toutes sortes.

Entre octobre et décembre 2018, l'association souhaite lancer une double action visant à réduire les déchets :

1/ Sensibiliser les commerçants « maraîchers et forains » à la démarche « zéro déchets » dans le cadre de leur activité commerciale.

2/ Sensibiliser la clientèle à l'achat en vrac dans leurs propres contenants (cabas, sacs à vrac et bocaux).

Par ailleurs, l'association a mis en place une cartographie des commerçants du Pays d'Aix œuvrant à l'accueil « zéro déchets » des clients. Zéro Waste provence souhaite développer cette cartographie (<http://zerowasteprovence.wixsite.com/zerowasteprovence/cartographie>).

Pour se faire, l'association ira à la rencontre des maraîchers et forains du marché d'Aix en Provence. Les bénévoles sensibiliseront les commerçants et doteront les volontaires de kits d'achat en vrac. Ce kit sera composé :

- d'un cabas ;
- 2 sacs à vrac en tissus ;
- 2 bocaux (1L et 0,5L).

L'association a prévu de toucher une vingtaine de forains sur le marché d'Aix-en-Provence et de distribuer 75 kits aux clients de ces maraîchers.

Ensuite, l'association ira développer cette action sur les marchés volontaires du Pays d'Aix.

Afin de réaliser cette opération l'association sollicite le Territoire du Pays d'Aix pour l'attribution d'une subvention d'un montant de 1.000€.

Par ailleurs l'association sollicite d'obtention de 75 cabas en toile de jute de la part du Territoire du Pays d'Aix (équivalant à un montant de 179€TTC).

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention qui présente les caractéristiques suivantes :

N° GU	Manifestation/ action	Association	Domaine d'activités	Subvention année N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs oui/non
2018_00943	Sensibilisation à la réduction des déchets	Zéro Waste Provence	Réduction des déchets	—	1.529	1.000	1.000	Non

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 13 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 1.000€ à l'association ZERO WASTE PROVENCE.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer toutes les pièces relatives à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe du SPED du Territoire du Pays d'Aix, fonction 7211 nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 573

Approbation des conventions cadres relatives à la collecte des textiles-linge de maison-chaussures en point d'apports volontaires sur le domaine public en vue de leur réemploi / réutilisation sur la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 17 mai 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la procédure de l'appel à projets pour la collecte des textiles-linge de maison-chaussures en point d'apports volontaires sur le domaine public en vue de leur réemploi / réutilisation sur la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cette démarche s'inscrit au sein de l'axe prévention des déchets du schéma métropolitain de gestion des déchets délibéré en octobre 2017.

Sur la Métropole Aix-Marseille-Provence près de 750 points de récupération des textiles sont à la disposition des habitants pour donner leurs vêtements-linge de maison-chaussures, soit un point pour 2 500 habitants. Ces points de récupération, composés de colonnes implantées sur le domaine public ou privé ainsi que de vestiaires d'associations, ont permis de collecter sur 2016 plus de 1.5kg/habitant/an soit 2 700 tonnes sur la Métropole. L'augmentation des points de récupération des textiles sur le territoire, notamment avec le déploiement de colonnes sur le domaine public, facilitera le geste des habitants et ainsi permettra d'augmenter les tonnages de textiles réemployés, réutilisés ou recyclés pour atteindre près de 6 000 tonnes par an d'ici 2025.

En complément de ces implantations la Métropole déploiera une communication cohérente afin de mobiliser les habitants sur la valorisation de leurs textiles en les déposant au sein d'associations et/ou dans des colonnes.

Le déploiement de colonnes textile sur le domaine public, en accompagnement des initiatives privées, a de multiples intérêts pour le territoire :

- Economique : chaque vêtement déposé à une association ou dans une borne à un coût nul pour la collectivité. Inversement, les textiles déposés avec les ordures ménagères représentent une dépense de collecte et traitement (coût complet OMR HT/tonne sur AMP de

308 € en 2016). Par ailleurs les opérateurs retenus verseront au gestionnaire du domaine public une redevance d'occupation du domaine public à partir des montants délibérés par chaque gestionnaire.

- Social : la filière de collecte et de tri des textiles génère, à tonnage équivalent, un nombre d'emplois plus important que les autres modes de traitement.

- Environnemental : l'éco organisme permet de garantir plus de 99,7% de valorisation des textiles collectés dont 59,4% sont réutilisés en l'état, 40,3% sont recyclés ou valorisés (9,3% en chiffons, 22,5% en effilochage, 7,5% transformés en Combustibles Solides de Récupération et 1% éliminé avec valorisation énergétique).

Cette délibération a donc pour objet de valider les conventions cadres relatives au déploiement des colonnes sur le domaine public avec les opérateurs retenus par le jury. Ce jury composé des vice-présidents déchets des conseils de territoire concernés ainsi que de l'élu délégué à la propreté et aux déchets de la Métropole, s'est réuni le 10 octobre 2018.

L'implantation des colonnes sur le domaine public se fera en accord avec les communes ayant conservé la gestion du domaine public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération DEA 018-2636/17/CM du 19 octobre 2017 d'approbation des axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets.
- La délibération DEA 001-3868/18/CM du 17 mai 2018 d'approbation de la procédure de l'appel à projets pour la collecte des textiles-linge de maison-chaussures en point d'apports volontaires sur le domaine public en vue de leur réemploi / réutilisation sur la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le déploiement sur le domaine public de colonnes de récupération des textiles-linge de maison-chaussures en vue de leur réemploi / réutilisation représente un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, en accord avec les axes principaux du schéma métropolitain de gestion des déchets délibéré en octobre 2017.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les conventions cadres ci-annexées relatives à la mise en place de colonnes sur le domaine public pour la récupération de textiles - linge de maison - chaussures en vue de leur réutilisation / réemploi, pour chacun des lots.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions et tout autre document qui en découleront.

Article 3 :

Les recettes seront constatées aux budgets correspondants. Pour le territoire Marseille Provence les recettes seront constatées au Budget principal sous politique C310 - Nature 70 323.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Eau et assainissement

2018 CT2 574

Approbation d'un avenant n°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°18-0059 relative à l'opération d'extension du réseau pluvial de l'allée des Pins sur la commune de Rognes

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de conventions de Maîtrise d'ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé par une délibération n° FAG 017-3020/17/BM du 14 décembre 2017, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage (TTMO) avec la commune de Rognes, fondée sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Le projet d'avenant dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour objet de modifier l'annexe financière à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage conclue avec la commune de Rognes et, plus précisément, le plan de financement de l'opération d'extension du réseau pluvial de l'Allée des Pins.

Dans le cadre de l'extension et de la réhabilitation de l'école maternelle de Rognes, il est apparu nécessaire, pour assurer une gestion adaptée et cohérente des eaux pluviales, de créer une extension du réseau pluvial existant.

La réalisation de cette extension a mis en évidence une insuffisance du réseau existant auquel l'extension est raccordée. L'objet de cet avenant est de compléter l'opération pour le renouvellement de 217ml de réseau pluvial, en augmentant sa capacité.

De plus, cet avenant est l'occasion de corriger une erreur matérielle dans l'enveloppe initiale.

Cet avenant a pour effet d'augmenter l'enveloppe de l'opération de 110.618,94€ TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 017-3020/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage à la commune de Rognes pour l'opération d'extension du réseau pluvial de l'Allée des Pins.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage à la commune de Rognes tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix , pour la section investissement, Autorisation de Programme Compétence Pluviale – imputation comptable 2151 – fonction 734 – dépenses – Opération budgétaire : 4581182909.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer l'avenant et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 575

Approbation d'un avenant n°1 à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Délégué n°18-0376 relative à l'opération Grande Bastide, opération du Chalet Suisse, opération du Grand Vallat sur la commune de Fuveau

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Lorsque l'exercice de cette compétence était, avant le 1^{er} janvier 2018, réalisé par ces communes au moyen d'un contrat de délégation de service public, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de convention de Maîtrise d'ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge

intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé par une délibération n° FAG 002-3665/18/BM du 18 mai 2018, une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée (MOD) avec la commune de Fuveau, fondée sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Le projet d'avenant dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour seul objet de modifier les annexes financières à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée conclue avec la commune de Fuveau et, plus précisément, les plans de financement des opérations suivantes : Suppression du réseau d'eaux usées dans le Grand Vallat et Extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement chemin de la Grande Bastide.

Concernant l'opération de suppression du réseau d'eaux usées dans le Grand Vallat, il s'agit d'intégrer des prestations complémentaires non incluses dans le marché de travaux : étude géotechnique, raccordement de la station de relevage au réseau électrique, création d'un coffret. Ces prestations ont pour effet d'augmenter l'enveloppe de l'opération de 19.903,55€ TTC.

Concernant l'opération d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement chemin de la Grande Bastide, il s'agit d'intégrer la prestation d'inspection télévisée du réseau d'assainissement préalable à la réception des ouvrages. Cette prestation a pour effet d'augmenter l'enveloppe de l'opération de 1.734€ TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 002-3665/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 approuvant de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements

concernant des compétences transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée à la commune de Fuveau pour les opérations de suppression du réseau d'eaux usées dans le Grand Vallat et d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement chemin de la Grande Bastide.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée à la commune de Fuveau tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer l'avenant et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits:

- pour l'eau potable, au budget annexe Eau en délégation du Pays d'Aix et d'Aubagne, opération d'investissement DI10, Article 21531 ;
- pour l'Assainissement, au budget annexe Assainissement en délégation du Pays d'Aix et d'Aubagne, Opération d'Investissement DI10, Article 21532.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 576

Approbation d'un avenant n°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n° 18-0377 relative à l'opération PUP Ouvrière sur la commune de Fuveau

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Lorsque l'exercice de cette compétence était, avant le 1^{er} janvier 2018, réalisé par ces communes au moyen d'un contrat de délégation de service public, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement,

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre

transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de convention de Maîtrise d'ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé par une délibération n° FAG 002-3665/18/BM du 18 mai 2018, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage (TTMO) avec la commune de Fuveau, fondée sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Le projet d'avenant dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour seul objet de modifier l'annexe financière à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage conclue avec la commune de Fuveau et, plus précisément, le plan de financement de l'opération de réalisation des réseaux humides Site de l'Ouvière – Chemin de Saint François (PUP).

Il s'agit de corriger une erreur matérielle sur l'enveloppe financière affectée aux travaux de réalisation du réseau pluvial, et de la mettre en conformité avec la décomposition du prix global et forfaitaire du marché de travaux attribué par la Commune. Cette correction a pour effet d'augmenter l'enveloppe de l'opération de 24.350,40€ TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après : **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 002-3665/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 approuvant de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée

relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage à la commune de Fuveau pour l'opération de réalisation des réseaux humides Site de l'Ouvière, chemin de Saint François (PUP) à Fuveau.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage à la commune de Fuveau tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer l'avenant et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- pour la compétence Eau potable, au Budget annexe Eau en délégation du Pays d'Aix et d'Aubagne, opération d'investissement DI10, Article 21531 ;
- pour la compétence Assainissement, au Budget annexe Assainissement en délégation du Pays d'Aix et d'Aubagne, opération d'investissement DI10, Article 21532 ;
- pour la compétence Eaux pluviales, au Budget principal Métropolitain – Territoire du Pays d'Aix – AP DI 909, Article 2151, fonction 734 ;
- pour la compétence D2fense Extérieure Contre l'Incendie, au Budget principal Métropolitain – Territoire du Pays d'Aix – AP DI 908, Article 2152, fonction 76.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 577

Approbation d'un avenant n°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n° 18-0062 pour la réalisation d'opérations de travaux dans le domaine de l'eau et l'assainissement sur la commune des Pennes-Mirabeau

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de conventions de Maîtrise d'ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé par une délibération n° FAG 017-3020/17/BM du 14 décembre 2017, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage (TTMO) avec la commune des Pennes-Mirabeau, fondée sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Par délibération Bureau de la Métropole du 28 juin 2018 cette convention avait été ajustée par la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune des Pennes Mirabeau pour les extensions de réseaux d'assainissement dans les secteurs de Plan de Campagne, Esplanade du soleil, chemin du pas de la mue et pour l'extension des réseaux d'eau, d'assainissement et du pluvial dans le secteur de plan des Pennes, requalification des réseaux au quartier des Cadeneaux que la commune n'a pas voulu signer.

Le projet d'avenant dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour objet d'ajuster l'objet de la convention initiale et de modifier l'annexe financière de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage conclue avec la commune des Pennes-Mirabeau - N° 18/0062.

En effet, certaines opérations ne se feront pas dans ce cadre, il convient de les supprimer, il s'agit de :

- Travaux d'extension de réseau AEP de Val Sec,
- La reprise des clôtures Barnouins-Tresque,
- Point de mesure limite Marseille.

Deux autres opérations citées dans la convention initiale seront poursuivies en maîtrise d'ouvrage métropolitaine et n'ont plus lieu également de figurer dans la convention, il s'agit de :

- Schémas directeurs eaux usées et eaux pluviales des sections 1 et 2,
- Extension des réseaux EU, AEP, EP Plan des Pennes, le Brusq, les Jonquiers.

Deux autres opérations n'avaient pas été mentionnées par la commune qui demande leur prise en compte, il s'agit de :

- Réalisation du réseau pluvial du square Jean Moulin,
- Requalification du réseau eaux usées et pluvial des Cadeneaux.

Ces opérations supplémentaires n'augmentent pas le montant global de la convention initiale dont le montant global diminue de 1.592.664€ HT initialement à 821.840€ HT avec l'avenant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 017-3020/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'opérations de travaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement - N ° 18/0062.
- Que la commune n'a pas souhaité signer la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les extensions de réseaux d'assainissement dans les secteurs de Plan de Campagne, Esplanade du soleil, chemin du pas de la mue et pour l'extension des réseaux d'eau, d'assainissement et du pluvial dans le secteur de plan des Pennes, requalification des réseaux aux quartier des cadeneaux qui avait pour objet d'ajuster la convention précédemment citée.- Délibération du Bureau Métropolitain du 28 juin 2018 N° FAG 001-3879/18/BM.

Délibère

Article 1 :

Est rapporté l'article 9 de la délibération N° FAG 001-3879/18/BM du Bureau de la Métropole du 28 juin 2018.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage à la commune des Pennes-Mirabeau pour la réalisation d'opérations de travaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement tel qu'annexé à la présente.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- pour l'eau : au budget annexe Eau en délégation du Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne, Opération d'investissement DI10, article 21531
- pour l'assainissement : au budget annexe Assainissement en délégation du Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne, Opération d'investissement DI10, article 21532
- Pour le pluvial : au Budget Principal Métropolitain – Territoire du Pays d'Aix, pour la section investissement, Autorisation de Programme Compétence Pluviale – DI909 - imputation comptable 2151 – fonction 734 – dépenses.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer l'avenant et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 578

Approbation d'un avenant n°1 à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée n°17-1405 relative à l'opération en matière d'assainissement pluvial dans le secteur des Pradeaux sur la commune de Gréasque

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de convention de Maîtrise d'ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé par une délibération n° FAG 017-3020/17/BM du 14 décembre 2017, et par une délibération n° FAG 001-3879/18/BM du 28 juin 2018, deux conventions de délégation de maîtrise d'ouvrage (MOD) avec la commune de Gréasque, fondées sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Le projet d'avenant dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour objet de modifier l'annexe financière à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée conclue avec la commune de Gréasque et, plus précisément, le plan de financement de l'opération en matière d'assainissement pluvial dans le secteur des Pradeaux, ainsi que de fusionner les deux conventions portant sur la même opération.

Concernant la partie études de cette convention, à l'issue de la mission d'avant-projet réalisée par le Bureau d'Etudes désigné, la Commune et la Métropole ont souhaité faire réaliser un complément d'étude afin de prendre en compte les modifications liées au projet de réaménagement de l'entrée de ville situé à proximité du secteur des Pradeaux.

Cette mission d'études complémentaires a pour effet d'augmenter l'enveloppe de l'opération de 2.640€ TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 017-3020/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-3879/18/BM du Bureau de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation de travaux concernant les compétences eau et assainissement.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage n° 17/1405 à la Commune de Gréasque pour l'opération en matière d'assainissement pluvial du secteur des Pradeaux.
- Qu'il convient de fusionner les deux conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à l'amélioration de l'assainissement pluvial dans le secteur des Pradeaux à Gréasque sous la convention n° 147/1405.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée à la commune de Gréasque tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, pour la section investissement, Autorisation de Programme Compétence Pluviale – imputation comptable 2151 – fonction 734 – dépenses – Opération budgétaire : 4581182909.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer l'avenant et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 579

Approbation d'une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée relative à la réalisation de

travaux d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement chemin des anciennes cascades sur la commune d'Eguilles

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- Établissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- Programme local de l'habitat ;
- Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- Élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- Assainissement et eau ;
- Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

- Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- Lutte contre la pollution de l'air ;
- Lutte contre les nuisances sonores ;
- Contribution à la transition énergétique ;
- Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- Élaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

Concernant l'exercice des compétences eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, il a été confié aux communes qui assuraient la gestion de ces compétences en régie, le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

En revanche, pour les communes qui assuraient la gestion du service public de l'eau et de l'assainissement par un contrat de délégation de service public, il n'a pas été conclu de convention de gestion avec les communes dès lors que l'exploitation des services de distribution d'eau potable et d'assainissement relève dans ce cas des délégataires respectifs, dont les contrats sont transférés à la Métropole Aix-Marseille-Provence, et non des services communaux.

Pour autant, le régime d'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement implique que l'autorité délégante conserve la charge de la création et de l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Ainsi, en l'absence de conclusion de convention de gestion avec les communes qui assuraient les compétences relatives à l'eau et à l'assainissement sous forme de délégation de service public, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit assurer, depuis le 1er janvier 2018, l'exécution, la coordination et le pilotage et, plus généralement, toutes les prérogatives du maître de l'ouvrage à l'égard des opérations de travaux en cours dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, en ce compris l'assainissement pluvial.

Toutefois, afin de permettre la continuité des opérations de travaux en cours dans les communes, des opérations dont la maîtrise d'œuvre était engagée dans le but de satisfaire à un objectif de continuité des services publics de l'eau et de l'assainissement ou en cas d'opération urgente, il est envisagé de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques, à l'objet plus restreint que les conventions de gestion de l'article L 5215-27 du CGCT, et habilitant celles-ci à poursuivre, à titre transitoire, les opérations de travaux décidées dans les domaines de l'eau et l'assainissement, par leurs moyens propres et au moyen des contrats conclus à cette fin. Ces conventions sont ainsi :

- **soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO)**, fondées sur les dispositions du II de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme sera retenue pour habilitier les communes à réaliser seules les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1er janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- **soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD)** fondées sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme est celle retenue pour habilitier les communes à réaliser seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les Communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Il est aujourd'hui nécessaire d'approuver la conclusion d'une nouvelle convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée avec la Commune d'Eguilles,

concernant l'opération d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement sur le chemin des anciennes cascades.

Par ailleurs, la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'extension du réseau d'eaux usées chemin des anciennes cascades à Eguilles, approuvée lors du Bureau de la Métropole du 18 juin 2018, a vocation à être annulée et remplacée par cette nouvelle convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 002-3665/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 portant approbation de nouvelles conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage ou de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée relatives à la réalisation de travaux concernant les compétences eau et assainissement.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant

- Qu'il convient de conclure une nouvelle convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec la Commune d'Eguilles pour la réalisation de l'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement chemin des anciennes cascades.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'ouvrage déléguée, annexée à la présente, à conclure avec la Commune d'Eguilles, portant sur l'opération suivante :

- extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement chemin des anciennes cascades

Article 2 :

Cette convention annulera et remplacera, à compter de son entrée en vigueur, la convention portant sur l'opération d'extension du réseau d'eaux usées chemin des anciennes cascades à Eguilles,

approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 18 mai 2018.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- pour l'eau : au budget annexe Eau en délégation du Pays d'Aix et d'Aubagne, Opération d'investissement DI10, article 21531
- pour l'assainissement : au budget annexe Assainissement en délégation du Pays d'Aix et d'Aubagne, Opération d'investissement DI10, article 21532

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 580

Approbation d'un avenant n°3 de prolongation du contrat de délégation de service public de l'eau pour la commune des Pennes-Mirabeau

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° 121X04 en date du 28 septembre 2004, la commune des Pennes Mirabeau, a délégué par affermage son service de distribution d'eau potable.

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la Convention de Délégation de Service Public a été attribuée à la

Société des Eaux de Marseille pour une durée de 12 ans, avec prise d'effet au 1^{er} août 2005.

Ledit contrat de délégation de service public pour la compétence « eau potable » a fait l'objet d'un premier avenant approuvé par la délibération du Conseil Municipal Des Pennes Mirabeau du 27 juin 2010, ayant pour objet l'ajout du secteur 2 de la Gavotte/Les Cadenaux, puis d'un second avenant approuvé par la délibération du Conseil Municipal Des Pennes Mirabeau du 22 décembre 2016, ayant pour objet la prolongation du contrat à la même échéance que le contrat de l'Assainissement, soit au 31 décembre 2018.

Au 1^{er} janvier 2018, en application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées

Dans ces conditions, il appartient à la Métropole de se positionner sur le mode de gestion le plus pertinent ainsi que sur la mise en œuvre de la procédure de mise en concurrence.

A noter qu'avant le transfert de compétences Eau et Assainissement au Conseil de Territoire du Pays d'Aix, la commune avait déjà opté pour une gestion en DSP (délibération de principe le 30 novembre 2017 par le conseil municipal des Pennes Mirabeau). Un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage a été notifié par la commune des Pennes Mirabeau afin d'accompagner la passation du prochain mode de gestion.

Toutefois, il apparaît qu'en tout état de cause, la procédure de choix du mode de gestion et d'organisation du service ne peut être mise en œuvre utilement avant l'expiration du présent contrat le 31 décembre 2018.

Le projet d'avenant n°3 a pour objet :

*D'approuver la prolongation de l'exploitation du service de distribution d'assainissement durant 4 mois après la date initiale de fin du contrat, soit jusqu'au 30 septembre 2019 ;

*D'approuver les éléments suivants dans le CEP:

- l'interruption du programme de renouvellement qui avait été demandé par la Commune du fait de l'élaboration du schéma directeur de l'eau potable, et chiffre à 585 500 € le montant des travaux qui restent à mettre en œuvre par le délégataire avant l'échéance du contrat ;
- Le chiffrage à 98 450 € du montant de renouvellement complémentaire qui doit être mis en œuvre par le délégataire du fait de la prolongation du contrat ;
- L'obligation au délégataire de proposer sous trois mois un plan de renouvellement hiérarchisé ;

- l'abondement du fait de la prolongation du compte de suivi des achats d'eau pour un montant de 53 250 €.

Le Compte d'exploitation prévisionnel du contrat est modifié en ce sens et présenté en annexe.

En outre, il est proposé d'intégrer à l'avenant une nouvelle annexe « Protocole de fin de contrat » pour prendre en compte les conclusions de l'audit des ouvrages et du service en date du 7 septembre 2018 mais aussi pour préciser et clarifier les modalités de fin de contrat entre le délégataire et l'autorité délégante

Le Compte d'exploitation prévisionnel du contrat tient compte de cette prolongation de 9 mois.

Cette dernière a pour incidence financière une augmentation des produits du contrat de 7,97% conformément au CEP établi sur la durée de prolongation et annexé à l'avenant.

Il est à noter que la prolongation du contrat ne produit aucune évolution de la structure de la rémunération du délégataire, durant la période de prolongation, ni aucune modification tarifaire pour l'usager.

Il est précisé que cet avenant s'inscrit dans le cadre des dispositions de l'article 36-6 du décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession qui prévoient que le contrat peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur au seuil visé à l'article 9 et à 10% du montant du contrat de concession initial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération approuvant le choix du délégataire du service d'eau potable sur la

commune des Pennes Mirabeau, le contrat de délégation et ses annexes ;

- Le contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public d'eau potable- Commune des Pennes Mirabeau ;
- L'avis de la Commission de délégation de service public du 29 novembre 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il est nécessaire de prolonger le contrat de délégation de service public d'eau potable de la commune des Pennes Mirabeau, pour intérêt général.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un troisième avenant au contrat de délégation susmentionné.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 ci-annexé au contrat de délégation de service public d'eau potable de la commune des Pennes Mirabeau et ses annexes.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 581

Approbation d'un avenant n°3 de prolongation du contrat de délégation de service public de l'assainissement pour la commune des Pennes-Mirabeau

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° 55X08 en date du 21 février 2008, la commune des Pennes Mirabeau, a délégué par voie d'affermage son service public de l'assainissement collectif.

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la Convention de Délégation de Service Public a été attribuée à la Société des Eaux de Marseille pour une durée de 10 ans, avec prise d'effet au 1^{er} janvier 2009 et une expiration au 31 décembre 2018.

Ledit contrat de délégation de service public pour la compétence « assainissement » a fait l'objet d'un premier avenant approuvé par la délibération du Conseil Municipal Des Pennes Mirabeau du 30 septembre 2010, ayant pour objet de modifier la consistance de certains travaux concessifs, sans incidence notable sur l'économie du contrat, puis d'un second avenant 2 approuvé par la délibération du Conseil Municipal Des Pennes Mirabeau du 21 janvier 2014, ayant pour objet l'intégration du secteur 2 (La gavotte/Les Cadenaux) au contrat d'assainissement des Pennes Mirabeau, avec une évolution du tarif de traitement des effluents du secteur 2 sur la station Géolide (Marseille) compte tenu de la filière biologique.

Au 1^{er} janvier 2018, en application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées

Dans ces conditions, il appartient à la Métropole de se positionner sur le mode de gestion le plus pertinent ainsi que sur la mise en œuvre de la procédure de mise en concurrence.

A noter qu'avant le transfert de compétences Eau et Assainissement au Conseil de Territoire du Pays d'Aix, la commune avait déjà opté pour une gestion en DSP (délibération de principe le 30 novembre 2017 par le conseil municipal des Pennes Mirabeau). Un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage a été notifié par la commune des Pennes Mirabeau afin d'accompagner la passation du prochain mode de gestion.

Toutefois, il apparaît qu'en tout état de cause, la procédure de choix du mode de gestion et d'organisation du service ne peut être mise en œuvre utilement avant l'expiration du présent contrat le 31 décembre 2018.

Le projet d'avenant n°3 a pour objet :

D'approuver la prolongation de l'exploitation du service d'assainissement durant 9 mois après la date initiale de fin du contrat, soit jusqu'au 30 septembre 2019 ;

De régulariser un certain nombre de travaux de renouvellement qui avaient été réalisés par le délégataire à la demande de la Commune des Pennes Mirabeau et qui n'avaient pas été rémunérés au titre du contrat. Il est convenu entre les parties que ce montant de travaux sera intégralement compensé par l'absence de travaux du délégataire s'agissant de la mise en conformité des collecteurs et des branchements associés pendant la période de prolongation. Il convient de préciser que le montant de travaux initialement prévu au contrat sur ces postes a été intégralement mis en œuvre par le délégataire.

A cet effet, la Convention de Délégation de Service Public sera donc modifiée en ce sens en son Article 3 « Durée du contrat »

En outre, il est proposé d'intégrer à l'avenant une nouvelle annexe « Protocole de fin de contrat » pour prendre en compte les conclusions de l'audit des ouvrages et du service en date du 7 septembre 2018 mais aussi pour préciser et clarifier les modalités de fin de contrat entre le délégataire et l'autorité délégante

Pour ce qui concerne la prolongation de la durée du contrat, la Convention de Délégation de Service Public sera donc modifiée en son Article 3 « Durée du contrat » comme suit « Le présent contrat d'affermage est prolongé de 9 mois. Son échéance est désormais fixée au 30 septembre 2019 ».

Cette prolongation de délai permet l'organisation d'une période de transition technique et de préparer pendant ce laps de temps, les modalités de mise en œuvre du nouveau mode de gestion retenu.

Le Compte d'exploitation prévisionnel du contrat tient compte de cette prolongation de 9 mois.

Cette dernière a pour incidence financière une augmentation des produits du contrat de **8,57 %** conformément au CEP établi sur la durée de prolongation et annexé à l'avenant.

Il est à noter que la prolongation du contrat ne produit aucune évolution de la structure de la rémunération du délégataire, durant la période de prolongation, ni aucune modification tarifaire pour l'utilisateur.

Il est précisé que cet avenant s'inscrit dans le cadre des dispositions de l'article 36-6 du décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession qui prévoient que le contrat peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur au seuil visé à l'article 9 et à 10% du montant du contrat de concession initial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération approuvant le choix du délégataire du service de l'assainissement collectif sur la commune des Pennes Mirabeau, le contrat de délégation et ses annexes ;
- Le contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'assainissement– Commune des Pennes Mirabeau ;
- L'avis de la Commission de délégation de service public du 29 novembre 2018.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prolonger le contrat de délégation de service public d'Assainissement de la commune des Pennes Mirabeau, pour intérêt général.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un troisième avenant au contrat de délégation susmentionné.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 ci-annexé au contrat de délégation de service public d'Assainissement de la Communes des Pennes Mirabeau, et ses Annexes.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 582

Approbation d'un avenant n°1 de prolongation du contrat de Délégation de Service Public de l'assainissement pour la commune de Fuveau

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 27 janvier 2014, la commune de Fuveau, a délégué par affermage son service d'assainissement.

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la Convention de Délégation de Service Public a été attribuée à la Société des Eaux de Marseille pour une durée de 12 ans, avec prise d'effet au 1 avril 2014.

Ledit contrat de délégation de service public pour la compétence « assainissement » n'a fait l'objet d'aucun avenant.

Au 1er janvier 2018, en application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la

Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées

Dans ces conditions, il appartient à la Métropole de se positionner sur le mode de gestion le plus pertinent ainsi que sur la mise en œuvre de la procédure de mise en concurrence.

Le contrat de délégation de service public arrivant rapidement à échéance, la Métropole a immédiatement lancé, au premier trimestre 2018, un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage afin de l'accompagner dans la procédure de renouvellement du mode de gestion (notifié le 16 juillet 2018).

Toutefois, il apparaît qu'en tout état de cause, la procédure de choix du mode de gestion et d'organisation du service ne peut être mise en œuvre utilement avant l'expiration du présent contrat le 31 décembre 2018.

Le projet d'avenant n°1 a pour objet :

D'approuver la prolongation de l'exploitation du service de distribution d'assainissement durant 10 mois après la date initiale de fin du contrat, soit jusqu'au 31 octobre 2019 ;

D'approuver la définition du périmètre d'affermage et notamment la sortie de ce dernier de la Station d'épuration dite de « La Barque » du présent contrat en intégrant Six (6) nouveaux postes de relevage

- Refoulement - Compression de « La Barque » en lieu et place de la station d'épuration éponyme, en cours de finalisation
- Relevages de la « ZAC Saint Charles » des « Trois Frères » et en service mais non intégrés au contrat,
- Relevages de « Sainte-Marie », des « AILS » et des « Bastides » et en cours de finalisation.
- Comptage d'une partie des effluents de la ZAC Saint-Charles vers la STEP de Rousset

, la Convention de Délégation de Service Public sera donc modifiée en ce sens en ses articles 3 « Périmètre de l'affermage » et 4 « Durée de l'affermage »

En outre, il est proposé d'intégrer à l'avenant une nouvelle annexe « Protocole de fin de contrat » pour prendre en compte les conclusions de l'audit des ouvrages et du service en date du 7 septembre 2018 mais aussi pour préciser et clarifier les modalités de fin de contrat entre le délégataire et l'autorité délégante

Le Compte d'Exploitation Prévisionnel proposé en annexe tient compte de :

- L'abandon du traitement des effluents de la station d'épuration de la Barque
- L'intégration des nouveaux postes de

relevage

- Une prolongation de 10 mois du contrat

Plus précisément, l'abandon des charges relatives à la collecte des eaux usées de celles liées au traitement des effluents sur la station d'épuration de La Barque s'élève à 45 790 €HT/an. L'intégration des nouveaux postes de relevages induit des charges nouvelles détaillées ci-après :

- Relevage de « La Barque » : 17 440 €HT/an,
- Relevage de la « ZAC Saint Charles » : 4 310 €HT/an (modifié le 03/09/18),
- Relevage des « Trois Frères » : 3 820 €HT/an,
- Relevage de « Sainte-Marie » : 2 830 €HT/an,
- Relevage des « AILS » : 3 850 €HT/an,
- Relevage des « Bastides » : 3 850 €HT/an,

Soit un total de + 36 100 €HT/an pour le contrat de Fuveau Assainissement.

Ces évolutions du compte d'exploitation prévisionnel ont un impact sur le tarif à l'utilisateur. Ainsi, globalement, il est constaté une baisse tarifaire pour l'utilisateur sur le contrat de Fuveau Assainissement. L'impact tarifaire (pour 294 279 m³ assujettis) sera de – 0,0329 €HT/m³.

La prolongation supplémentaire nécessaire de 10 mois correspond à une augmentation des produits du contrat de 13,86%.

La prolongation du délai est indispensable pour permettre l'organisation d'une période de transition technique et finaliser, pendant ce laps de temps, la procédure du choix du mode de gestion. Cette prolongation portera l'échéance dudit contrat au 31 octobre 2019.

Il est précisé que cet avenant s'inscrit dans le cadre des dispositions de l'article 36-6 du décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession qui prévoient que le contrat peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur au seuil visé à l'article 9 et à 10% du montant du contrat de concession initial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique

Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération approuvant le choix du délégataire du service de l'assainissement collectif sur la commune de Fuveau, le contrat de délégation et ses annexes ;
- Le contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'assainissement collecte et station d'épuration de la barque – Commune de Fuveau ;
- L'avis de la Commission de délégation de service public du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il est nécessaire de prolonger le contrat de délégation de service public d'Assainissement de Fuveau, pour intérêt général.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un deuxième avenant au contrat de délégation susmentionné.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé au contrat de délégation de service public d'Assainissement de Fuveau et ses annexes.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 583

Approbation d'un avenant n°2 de prolongation du contrat de délégation de service public de traitement des eaux usées pour les communes de Fuveau et Gréasque

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération en date du 05 décembre 2005, le syndicat d'assainissement Mixte Rives hautes (SMARH), a délégué par affermage son service d'assainissement de traitement des eaux usées pour les communes de Fuveau et Gréasque.

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la Convention de Délégation de Service Public a été attribuée à la Société des Eaux de Marseille pour une durée de 12 ans, avec prise d'effet au 01^{er} mars 2006.

Ledit contrat de délégation de service public pour la compétence « assainissement » a fait l'objet d'un premier avenant approuvé par délibération du Syndicat mixte assainissement Rives Hautes en date du 19 décembre 2017, ayant pour objet la prolongation du contrat jusqu'au 30 juin 2019.

Au 1^{er} janvier 2018, en application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées

Dans ces conditions, il appartient à la Métropole de se positionner sur le mode de gestion le plus pertinent ainsi que sur la mise en œuvre de la procédure de mise en concurrence.

Le contrat de délégation de service public arrivant rapidement à échéance, la Métropole a immédiatement lancé, au premier trimestre 2018, un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage afin de l'accompagner dans la procédure de renouvellement du mode de gestion (notifié le 16 juillet 2018).

Toutefois, il apparaît qu'en tout état de cause, la procédure de choix du mode de gestion et d'organisation du service ne peut être mise en

œuvre utilement avant l'expiration du présent contrat le 31 décembre 2018.

Le projet d'avenant n°2 a pour objet :

*D'approuver la prolongation de l'exploitation du service d'assainissement durant 4 mois après la date initiale de fin du contrat, soit jusqu'au 31 octobre 2019 ;

Il n'y a pas de modification du périmètre dans le présent contrat, mais une augmentation des volumes entrants dans sur la station d'épuration de Fuveau-Gréasque du fait que l'ensemble des eaux usées des communes de Fuveau et Gréasque (hors Comptage d'une partie des effluents de la ZAC Saint-Charles)

La Convention de Délégation de Service Public sera donc modifiée en ce sens en ses Articles 4 « Durée de l'affermage » et 8 « Définition du périmètre d'affermage ».

En outre, l'avenant intégrera une nouvelle annexe « Protocole de fin de contrat » pour prendre en compte les conclusions de l'audit des ouvrages et du service en date du 7 septembre 2018 et permettre à l'échéance de l'avenant au contrat de simplifier et clarifier les opérations de fin de contrat entre le délégataire sortant et la Métropole.

Le Compte d'Exploitation Prévisionnel présenté en annexe permet d'identifier l'impact financier du traitement des effluents du Hameau de La Barque et de la prolongation du contrat de 4 mois :

- Ce Compte d'Exploitation Prévisionnel (CEP) permet ainsi d'intégrer les charges relatives au traitement des effluents du Hameau de La Barque sur la station d'épuration du SMARH qui sont évaluées à + 15 460 €HT/an. Cette augmentation de charge a pour conséquence d'impacter le tarif assainissement pour l'utilisateur sur le contrat du SMARH de + 0,0320 €HT/m3.
- De même, la prolongation indispensable de 4 mois du contrat augmente les produits de 8,82% par rapport à ceux mentionnés au CEP initial.

Il est important de préciser que la prolongation du délai est essentielle pour permettre l'organisation d'une période de transition technique et l'approbation, dans ce laps de temps, de la mise en œuvre de la procédure de choix du mode de gestion. Cette prolongation porte l'échéance dudit contrat au 31 octobre 2019.

Il est également précisé que cet avenant de prolongation s'inscrit dans le cadre des dispositions de l'article 36-6 du décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession qui prévoient que le contrat peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur au seuil visé à l'article 9 et à 10% du montant du contrat de concession initial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération approuvant le choix du délégataire du service de l'assainissement collectif Ex SMARH, sur la commune de Fuveau, le contrat de délégation et ses annexes ;
- Le contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'assainissement de transport et traitement (EX SMARH) – Commune de Fuveau ;
- L'avis de la Commission de délégation de service public du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant

- Qu'il est nécessaire de prolonger le contrat de délégation de service public d'Assainissement de transport et traitement (EX SMARH) - Commune de Fuveau, pour intérêt général.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un deuxième avenant au contrat de délégation susmentionné.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé au contrat de délégation de service public d'Assainissement de transport et traitement (EX SMARH) - Communes de Fuveau et Gréasque, et ses annexes.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 584

Servitudes de passage et de tréfonds pour les réseaux d'eau potable et d'eaux usées - Lotissement les Rosiers situé sur la commune des Pennes-Mirabeau - Parcelle AX 943

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

CITIC SAS a déposé une demande de permis n° PA 013 071 15 C0006 le 23 décembre 2015, au service urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau, pour la création de 13 lots de terrains à bâtir situés au Parc des Amandiers, avenue des Rosiers.

La commune des Pennes-Mirabeau s'est engagée auprès de CITIC SAS à établir des servitudes de passage et de tréfonds pour les réseaux d'eau potable et d'eaux usées existants et créés sous domaine privé.

Le certificat de non contestation de conformité des travaux a été délivré par la commune des Pennes-Mirabeau le 22 janvier 2018.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, doit établir la servitude de passage et de tréfonds de la conduite d'eau potable pour la parcelle AX 943, correspondant au lot 7, pour la création de 27ml de réseau de diamètre 100mm.

Cette servitude de passage et de tréfonds est nécessaire afin d'assurer l'accès à la canalisation, son entretien ou sa réparation et d'éviter toutes dégradations.

Il est nécessaire d'autoriser les actes notariés finalisant cette servitude et procéder ensuite à l'enregistrement au service de publicité foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de régulariser la procédure d'établissement d'une servitude de passage et de tréfonds située au Parc des Amandiers – Lotissement les Rosiers, avenue des Rosiers sur la commune des Pennes-Mirabeau.

Délibère

Article 1 :

Il est décidé de la régularisation par acte authentique de la servitude de passage et de tréfonds concernant la conduite d'eau potable pour la parcelle AX 943, correspondant au lot 7, pour la création de 27ml de réseau de diamètre 100mm.

Article 2 :

Les frais d'acte seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer tous les actes concourant à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Eau en Délégation du Pays d'Aix et d'Aubagne, pour la section de fonctionnement – imputation comptable 6137 – dépenses.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67

Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 585

Servitudes de passage et de tréfonds pour les réseaux d'eau potable et d'eaux usées - Lotissement les Rosiers situé sur la commune des Pennes-Mirabeau - Parcelle AX 944

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

CITIC SAS a déposé une demande de permis n° PA 013 071 15 C0006 le 23 décembre 2015, au service urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau, pour la création de 13 lots de terrains à bâtir situés au Parc des Amandiers, avenue des Rosiers.

La commune des Pennes-Mirabeau s'est engagée auprès de CITIC SAS à établir des servitudes de passage et de tréfonds pour les réseaux d'eau potable et d'eaux usées existants et créés sous domaine privé.

Le certificat de non contestation de conformité des travaux a été délivré par la commune des Pennes-Mirabeau le 22 janvier 2018.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, doit établir la servitude de passage et de tréfonds de la conduite d'eau potable pour la parcelle AX 944, correspondant au lot 8, pour la création de 34ml de réseau de diamètre 100mm.

Cette servitude de passage et de tréfonds est nécessaire afin d'assurer l'accès à la canalisation, son entretien ou sa réparation et d'éviter toutes dégradations.

Il est nécessaire d'autoriser les actes notariés finalisant cette servitude, et procéder ensuite à l'enregistrement au service de publicité foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de régulariser la procédure d'établissement d'une servitude de passage et de tréfonds située au Parc des Amandiers – Lotissement les Rosiers, avenue des Rosiers sur la commune des Pennes-Mirabeau.

Délibère

Article 1 :

Il est décidé de la régularisation par acte authentique de la servitude de passage et de tréfonds concernant la conduite d'eau potable pour la parcelle AX 944, correspondant au lot 8, pour la création de 34ml de réseau de diamètre 100mm.

Article 2 :

Les frais d'acte seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer tous les actes concourant à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Eau en Délégation du Pays d'Aix et d'Aubagne, pour la section de fonctionnement – imputation comptable 6137 – dépenses.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0

Ne prennent pas part au vote	0
------------------------------	---

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 586

Servitudes de passage et de tréfonds pour les réseaux d'eau potable et d'eaux usées - Lotissement les Rosiers situé sur la commune des Pennes-Mirabeau - Parcelle AX 955

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

CITIC SAS a déposé une demande de permis n° PA 013 071 15 C0006 le 23 décembre 2015, au service urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau, pour la création de 13 lots de terrain à bâtir situés au Parc des Amandiers, avenue des Rosiers.

La commune des Pennes Mirabeau s'est engagée auprès de CITIC SAS à établir des servitudes de passage et de tréfonds pour les réseaux d'eau potable et d'eaux usées existants et créés sous domaine privé.

Le certificat de non contestation de conformité des travaux a été délivré par la commune des Pennes-Mirabeau le 22 janvier 2018.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, doit établir la servitude de passage et de tréfonds de la conduite d'eaux usées pour la parcelle AX 955, correspondant au lot 12, pour un linéaire de 16ml réseau existant de diamètre 200mm.

Cette servitude de passage et de tréfonds est nécessaire afin d'assurer l'accès à la canalisation, son entretien ou sa réparation et d'éviter toutes dégradations.

Il est nécessaire d'autoriser les actes notariés finalisant cette servitude, et procéder ensuite à l'enregistrement au service de publicité foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de régulariser la procédure d'établissement d'une servitude de passage et de tréfonds située au Parc des Amandiers – Lotissement les Rosiers, avenue des Rosiers sur la commune des Pennes-Mirabeau.

Délibère

Article 1 :

Il est décidé de la régularisation par acte authentique de la servitude de passage et de tréfonds concernant la conduite d'eaux usées pour la parcelle AX 955 correspondant au lot 12 pour un linéaire de 27ml de réseau existant de diamètre de 200mm.

Article 2 :

Les frais d'acte seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer tous les actes concourant à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Assainissement en Délégation du Pays d'Aix, pour la section de fonctionnement – imputation comptable 6137 – dépenses.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 587

Servitudes de passage et de tréfonds pour les réseaux d'eau potable et d'eaux usées - Lotissement les Rosiers situé sur la commune des Pennes-Mirabeau - Parcelles AX 950, 952, 953, 954

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

CITIC SAS a déposé une demande de permis n° PA 013 071 15 C0006 le 23 décembre 2015, au service urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau, pour la création de 13 lots de terrains à bâtir situés au Parc des Amandiers, avenue des Rosiers.

La commune des Pennes Mirabeau s'est engagée auprès de CITIC SAS à établir des servitudes de passage et de tréfonds pour les réseaux d'eau potable et d'eaux usées existants et créés sous domaine privé.

Le certificat de non contestation de conformité des travaux a été délivré par la commune des Pennes-Mirabeau le 22 janvier 2018.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, établit la servitude de passage et de tréfonds de la conduite :

- d'eaux usées pour les parcelles cadastrées:

AX 954 correspondant au lot 11:
3ml de réseau d'eaux usées créé de diamètre 160mm et 19,5 ml de réseau d'eaux usées existant de diamètre 200mm,

AX 952 correspondant à la voie:
5ml de réseau d'eaux usées créé de diamètre 200mm,

AX 953 correspondant à la voie:
55ml de réseau d'eaux usées créé de diamètre 200mm et 22,5ml de réseau d'eaux usées existant de diamètre 200mm,

Soit un linéaire total de 105ml.

- d'eau potable pour les parcelles cadastrées :

AX 953 correspondant à la voie :
45ml de réseau d'eau potable existant
de diamètre 150mm,

AX 952 correspondant à la voie :
49ml de réseau d'eau potable créé de
diamètre 100mm,

AX 950 correspondant à la
placette, 15ml linéaire de réseau d'eau
potable créé de diamètre 100mm et
mise en place d'un poteau d'incendie,

Soit un linéaire total de 109ml et un poteau
d'incendie.

Le poteau d'incendie situé sur la parcelle AX 950,
qui est une placette, est rétrocédé à la Métropole
Aix-Marseille-Provence.

Cette servitude de passage et de tréfonds est
nécessaire afin d'assurer l'accès à la canalisation,
son entretien ou sa réparation et d'éviter toutes
dégradations.

Il est nécessaire d'autoriser les actes notariés
finalisant cette servitude et procéder ensuite à
l'enregistrement au service de publicité foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer
au Bureau de la Métropole de prendre la
délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-
Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités
Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de
modernisation de l'action publique
territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant
nouvelle organisation territoriale de la
République,
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du
Conseil de la Métropole du 17 mars 2016
portant délégation du Conseil de la
Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du
Conseil de la Métropole du 30 juin 2016
portant délégations du Conseil de la
Métropole au Bureau de la Métropole.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de régulariser la procédure
d'établissement d'une servitude de
passage et de tréfonds située au Parc des
Amandiers – Lotissement les Rosiers,
avenue des Rosiers sur la commune des
Pennes-Mirabeau.

Délibère

Article 1 :

Il est décidé de la régularisation par acte
authentique de la servitude de passage et de
tréfonds concernant :

-- les eaux usées pour les parcelles
cadastrées:

AX 954 correspondant au lot 11:
3ml de réseau d'eaux usées créé de
diamètre 160mm et 19,5ml de réseau
d'eaux usées existant de diamètre
200mm,

AX 952 correspondant à la voie:
5ml de réseau d'eaux usées créé de
diamètre 200mm,

AX 953 correspondant à la voie:
55ml de réseau d'eaux usées créé de
diamètre 200mm et 22,5 ml de réseau
d'eaux usées existant de diamètre
200mm,

Soit un linéaire total de 105ml.

- l'eau potable pour les parcelles :

AX 953 correspondant à la voie :
45ml de réseau d'eau potable existant
de diamètre 150mm,

AX 952 correspondant à la voie :
49ml de réseau d'eau potable créé de
diamètre 100mm,

AX 950 correspondant à la
placette, 15ml linéaire de réseau d'eau
potable créé de diamètre 100mm et
mise en place d'un poteau d'incendie,

Soit un linéaire total de 109ml et un poteau
d'incendie.

Article 2 :

Les frais d'acte seront à la charge exclusive de la
Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son
représentant est autorisée à signer tous les actes
concourant à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux Budget
Annexe Eau en Délégation du Pays d'Aix et
d'Aubagne et Assainissement en Délégation du
Pays d'Aix, pour la section de fonctionnement –
imputation comptable 6137 – dépenses.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 588

Acquisition d'une partie de la parcelle AM 199 dans le cadre des travaux d'extension du réseau d'eaux usées de Plan de Campagne sur la commune des Pennes-Mirabeau

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Au regard des pollutions relevées sur le ruisseau du Baume Baragne, et par extension sur la réserve d'eau potable du Réaltor et le Canal de Marseille, la commune des Pennes-Mirabeau a décidé de procéder à une extension de son réseau d'assainissement collectif afin de supprimer les systèmes d'assainissement individuels encore présents sur la zone d'activité de Plan de Campagne. Ces extensions répondent aux préconisations de l'hydrogéologue concernant les périmètres de protection de la retenue du Réaltor, à l'arrêté préfectoral du 29 mars 2011 demandant la suppression de toutes les fosses septiques de la zone d'activité et aux orientations du SAGE de l'Arc.

Le but de ces travaux est d'assurer une meilleure qualité des eaux destinées à la consommation humaine en réduisant le flux de pollution apporté à la réserve du Réaltor. Ils joueront également un rôle sur la préservation du milieu en limitant les polluants arrivant dans l'Arc (le Baume Baragne étant un de ses affluents) ainsi que dans l'Etang de Berre.

Le projet prévoit la réalisation de nouveaux collecteurs d'assainissement répartis sur 5 sites : Chemin de la Voilerie, Chemin de Velaux, CD 543 route de Calas, Chemin des Rigons et Chemin du Collet Rouge.

Pour mener à bien ce projet, il convient de créer un poste de relevage au niveau du Chemin du Collet Rouge sur la parcelle AM 199 appartenant à Monsieur VOGT. Cette parcelle a une superficie de 2.986m², dont 28m² sont nécessaires pour la création du poste de relevage.

L'acquisition foncière est donc de 28m². Un accord avec le propriétaire a été trouvé sur la base des conditions financières suivantes :

- Prix d'acquisition de 2.002€HT, prix moyen au m² donné par la commune des Pennes-Mirabeau.

- Les frais d'actes notariés sont assumés par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ?
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 déléguant une partie des compétences du Conseil de Métropole au Bureau de la Métropole et notamment l'acquisition de tous biens meubles et immeubles.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Il est approuvée l'acquisition de 28m² de la parcelle AM199 située sur la commune des Pennes-Mirabeau pour un montant de 2.002€HT, estimation faite par la commune des Pennes Mirabeau.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer tous les actes relatifs à cette acquisition.

Article 3 :

Les frais d'acte seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Assainissement en Délégation du Pays d'Aix, pour la section d'investissement – Opération DI10 – imputation comptable 2111 – dépenses.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0

Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 589

Approbation des Statuts du Syndicat Mixte Durance-Luberon

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-2 du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce les compétences prévues à l'article L5217-2 du CGCT, que les communes n'avaient pas transféré à leurs anciens EPCI.

Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2018 et en application du I de l'article L5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit la compétence « eau et assainissement collectif » en représentation substitution de la commune de Pertuis au sein du Syndicat Mixte Durance Luberon.

Par ailleurs, la prise de compétence « eau » en 2017 par la communauté de communes COTELUB a modifié la composition des membres du Syndicat Durance Luberon, actée par l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2017 portant modification de la composition du Syndicat Durance Luberon et sa transformation en syndicat mixte fermé.

Enfin, la prise de la compétence assainissement collectif et non collectif par la communauté de communes COTELUB, a été prononcée par arrêté préfectoral du 13 juillet 2018.

Par conséquent, de nouveaux statuts, ci-joint, ont été élaborés.

Il convient de faire adopter par le Conseil de la Métropole les nouveaux statuts du Syndicat Mixte Durance Luberon.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après : **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles

L5711-1 et suivants, L5211-1 et suivants, L5212-1 et suivants ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'arrêté préfectoral du 14 février 1990 modifié portant création du syndicat à vocation multiple (sivom) Durance Luberon ;
- L'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2017 constatant une modification du syndicat Durance Luberon et sa transformation en syndicat mixte fermé ;
- L'arrêté préfectoral du 13 juillet 2018 portant modification des statuts de la communauté de communes COTELUB (prise de compétence « assainissement collectif et non collectif » ;
- Les arrêtés inter-préfectoraux du 27 et 30 juillet 2018 constatant une modification dans la composition du syndicat Durance Luberon ;
- La délibération n°2018-001 du comité syndical approuvant les statuts du Syndicat Durance Luberon en date du 5 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Les statuts du syndicat mixte fermé Durance-Luberon annexés.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les statuts du Syndicat Mixte Durance Luberon annexés.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisée à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 590

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale", "Abris de voyageurs", "Eau potable et Assainissement des eaux usées" de la commune d'Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en

mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 123-3142/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune d'Aix-en-Provence des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris voyageurs
- compétence Eau et Assainissement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Politique de la Ville
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Abris de voyageurs » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

Les abris de voyageurs publicitaires, considérés comme du mobilier urbain d'information, font l'objet de marchés communs avec d'autres mobiliers sur voirie. Ces marchés portent souvent sur plusieurs objets : mobiliers publicitaires, abris publicitaires ; leur scission peut s'avérer complexe et doit finement être étudiée afin de ne pas modifier l'équilibre économique des contrats qui en résultent.

Concernant la commune d'Aix-en-Provence, le marché de « mise à disposition, installation, maintenance et nettoyage de mobiliers urbains d'information et d'abris destinés aux usagers en déplacement et mise à disposition, installation, maintenance, nettoyage et gestion d'un parc à vélos et de stations de vélos » d'une durée de 13 ans prendra fin le 27 juillet 2019.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications

législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Considérant ce qui précède, il est aujourd'hui proposé :

- de prolonger de huit mois la durée de la convention de gestion de la compétence « Abris de voyageurs »,
- d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale ».

Enfin, dans un souci de continuité du service public, la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé des conventions de gestion d'une durée d'un an avec les communes qui exerçaient jusqu'au 31 décembre 2017 les compétences « eau potable » et « assainissement » en régie directe (les contrats de DSP ont bien été repris par la Métropole).

Afin de suivre les seules opérations réalisées en vertu de ces conventions, un budget annexe (M49) pour chacune de ces compétences, non doté de l'autonomie financière, a été créé le 1 janvier 2018 au sein des communes concernées, à l'exception des deux plus petites d'entre-elles (- de 500 hab).

A compter du 1^{er} janvier 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence récupère via des établissements publics de gouvernance métropolitaine, l'exécution de ces compétences.

Afin de poursuivre au-delà du 31 décembre 2018, dans les meilleures conditions possibles, le recouvrement des créances nées de l'exécution de ces conventions de gestion portant sur les compétences eau et assainissement (préservation des chaînes de traitement informatique et monétique, identité des interlocuteurs pour les usagers, unicité du compte de gestion sur pièces,...), il est proposé de maintenir l'apurement de ces restes à recouvrer au sein des postes comptables les ayant pris en charge.

Dès lors, afin de donner aux comptables locaux un cadre juridique leur permettant de mettre en œuvre les procédures adéquates, il est indispensable de prolonger les conventions de gestion signées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes concernées, en en limitant toutefois strictement l'objet au seul apurement des restes à recouvrer persistant à la clôture de l'exercice 2018 au sein des budgets annexes ad-hoc.

Un dispositif de reversement périodique à la Métropole Aix-Marseille-Provence des encaissements effectués par les comptables locaux, sera mis en place sur la base d'un état récapitulatif attesté par le comptable. La TVA comprise dans les encaissements effectués sera bien évidemment conservée par la commune.

Les budgets annexes ainsi maintenus au sein des communes n'enregistreront donc que des opérations de trésorerie, à l'exclusion de toute

opération budgétaire (aucun titre, aucun mandat). Aucun vote de crédit n'est donc à prévoir pour l'exécution de ces budgets techniques.

De la sorte, le recouvrement des créances nées au sein des communes de l'exécution des conventions de gestion pour l'eau et l'assainissement en 2018 aura donc toutes les chances d'être mené à son terme au 31 décembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 123-3142/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune d'Aix-en-Provence.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1038 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1034 de la compétence « Eau Pluviale », N° 17/1033 de la compétence « Abris de voyageurs » et N°17/1036 de la compétence « Eau potable et Assainissement des eaux usées » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Aix-en-Provence tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0

Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 591

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Beaucueil

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 124-3143/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Beaucueil des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1^{er} janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 124-3143/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Beaucueil

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

Oui le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

•

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1040 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1042 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Beaucueil tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0

Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 592

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Bouc-Bel-Air

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 125-3144/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Bouc-Bel-Air des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1^{er} janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération FAG 125-3144/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Bouc-Bel-Air ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

Oui le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

-

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1043 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1045 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Bouc-Bel-Air tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 593

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", « Eau Pluviale » et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Cabriès

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du

CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 126-3145/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Cabriès des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 126-3145/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Cabriès.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1047 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1048 de la compétence « Eau Pluviale » et N° 17/1049 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Cabriès tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 594

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Coudoux

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 128-3147/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Coudoux des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1er janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 128-3147/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Coudoux ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

Oui le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

-

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1057 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1059 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Coudoux tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67

Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 595

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", « Eau Pluviale » et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune d'Eguilles

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant

se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 129-3148/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Eguilles des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire,
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme
- compétence Parcs et Aires de stationnement

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 129-3148/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Eguilles.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1061 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1060 de la compétence « Eau Pluviale » et N°17/1234 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Eguilles tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 596

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", « Eau Pluviale » et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Fuveau

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 130-3149/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Fuveau des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 130-3149/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Fuveau.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1065 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1067 de la compétence « Eau Pluviale » et N° 17/1069 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Fuveau tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 597

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", « Eau Pluviale » et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Gardanne

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 131-3150/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Gardanne des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Eau et Assainissement
- compétence Eau Pluviale
- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Planification Urbaine
- compétence Politique de la Ville
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 131-3150/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Gardanne.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1070 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1071 de la compétence « Eau Pluviale » et N° 17/1077 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gardanne tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 598

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", « Eau Pluviale » et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Jouques

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 133-3152/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Jouques des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 133-3152/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Jouques.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1085 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1086 de la compétence « Eau Pluviale » et N°17/1084 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Jouques tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 599

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" et de la convention de gestion "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Gréasque

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 132-3151/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Gréasque des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers. Les travaux de la CLECT ont mis en exergue l'action de la commune dans le domaine du tourisme par la participation à un syndicat d'initiative.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable de conclure une convention de gestion.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » et d'approuver la convention de gestion « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme » qui trouvera également son terme le 31 décembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 132-3151/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Gréasque.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1081 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1079 de la compétence « Eau Pluviale », ainsi que la convention de gestion « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gréasque tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants et la convention de gestion.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 600

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", « Eau Pluviale » et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la Roque-d'Anthéron

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de

l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 145-3164/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de La Roque d'Anthéron des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme
-

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au

1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 145-3164/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de La Roque d'Anthéron.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1145 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1146 de la compétence « Eau Pluviale » et N°17/1149 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Roque d'Anthéron tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 601

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", « Eau Pluviale » et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Lambesc

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de

coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 134-3153/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Lambesc des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 134-3153/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Lambesc.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1087 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1091 de la compétence « Eau Pluviale » et N° 17/1092 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Lambesc tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable

sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 602

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", « Eau Pluviale » et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune Le Puy-Sainte-Réparate

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 143-3162/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier

à la commune de Le Puy-Sainte-Réparate des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 143-3162/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Le Puy-Sainte-Réparate.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1135 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1138 de la compétence « Eau Pluviale » et N°17/1139 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Le Puy-Sainte-Réparate tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 603

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune du Tholonet

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 153-3172/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Le Tholonet des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des expositions de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1^{er} janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 153-3172/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Le Tholonet ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

•

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1182 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1184 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Le Tholonet tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 604

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", « Eau Pluviale » et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune Les Pennes-Mirabeau

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi

n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 138-3157/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Les Pennes-Mirabeau des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 138-3157/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Les Pennes-Mirabeau.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1108 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1111 de la compétence « Eau Pluviale » et N°17/1112 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Les Pennes-Mirabeau tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 605

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Meyrargues

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 135-3154/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Meyrargues des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1^{er} janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération FAG 135-3154/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Meyrargues ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

Oui le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

•

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1095 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1096 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Meyrargues tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 606

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Meyrargues

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 136-3155/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Meyrargues des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1^{er} janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération FAG 136-3155/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Meyreuil ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

•

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1099 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1098 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Meyreuil tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 607

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", « Eau Pluviale » et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Mimet

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est

substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 137-3156/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Mimet des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 137-3156/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Mimet.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1105 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1102 de la compétence « Eau Pluviale » et N°17/1103 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Mimet tels qu'annexés à la présente.

Article 2:

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 608

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale", "Abris de voyageurs" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Pertuis

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est

substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 139-3158/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Pertuis des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris de voyageurs
- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- compétence Politique de la Ville
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Abris de voyageurs » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

Les abris de voyageurs publicitaires, considérés comme du mobilier urbain d'information, font l'objet de marchés communs avec d'autres mobiliers sur voirie. Ces marchés portent souvent sur plusieurs objets : mobiliers publicitaires, abris publicitaires ; leur scission peut s'avérer complexe et doit finement être étudiée afin de ne pas modifier l'équilibre économique des contrats qui en résultent.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale », « Abris de voyageurs » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 139-3158/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Pertuis.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1121 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1116 de la compétence « Eau Pluviale », N° 17/1113 de la compétence « Abris de voyageurs » et N°17/1120 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Pertuis tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 609

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Peynier

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 139-3158/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Pertuis des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris de voyageurs
- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- compétence Politique de la Ville
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1er janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 139-3158/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Pertuis ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

Qu'il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

•

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1121 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1116 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Pertuis tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 610

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", « Eau Pluviale » et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Peyrolles-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 141-3160/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Peyrolles-en-Provence des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 141-3160/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Peyrolles-en-Provence.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1126 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1128 de la compétence « Eau Pluviale » et N°17/1149 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Peyrolles-en-Provence tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 611

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", « Eau Pluviale » et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Puyloubier

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 142-3161/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Puyloubier des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 142-3161/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Puyloubier.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1133 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1134 de la compétence « Eau Pluviale » et N°17/1131 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Puyloubier tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 612

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", « Eau Pluviale » et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Rognes

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 144-3163/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Rognes des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 144-3163/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Rognes.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1140 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1144 de la compétence « Eau Pluviale » et N° 17/1142 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Rognes tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 613

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Rousset

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 146-3165/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Rousset des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excoissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1er janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération FAG 146-3165/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Rousset ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

Oui le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

•

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1152 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1153 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Rousset tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34

Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 614

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", « Eau Pluviale » et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Saint-Cannat

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces

compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 148-3167/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Saint-Cannat des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 148-3167/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Saint-Cannat.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1158 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1161 de la compétence « Eau Pluviale » et N°17/1162 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Cannat tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34

Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 615

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale", "Eau potable et Assainissement des eaux usées" de la commune de Saint-Estève-Janson

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces

compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 149-3168/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Saint-Estève-Janson des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Eau et Assainissement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1^{er} janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre

incendies» et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Enfin, dans un souci de continuité du service public, la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé des conventions de gestion d'une durée d'un an avec les communes qui exerçaient jusqu'au 31 décembre 2017 les compétences « eau potable » et « assainissement » en régie directe (les contrats de DSP ont bien été repris par la Métropole).

Afin de suivre les seules opérations réalisées en vertu de ces conventions, un budget annexe (M49) pour chacune de ces compétences, non doté de l'autonomie financière, a été créé le 1 janvier 2018 au sein des communes concernées, à l'exception des deux plus petites d'entre-elles (- de 500 hab).

A compter du 1^{er} janvier 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence récupère via des établissements publics de gouvernance métropolitaine, l'exécution de ces compétences.

Afin de poursuivre au-delà du 31 décembre 2018, dans les meilleures conditions possibles, le recouvrement des créances nées de l'exécution de ces conventions de gestion portant sur les compétences eau et assainissement (préservation des chaînes de traitement informatique et monétique, identité des interlocuteurs pour les usagers, unicité du compte de gestion sur pièces,...), il est proposé de maintenir l'apurement de ces restes à recouvrer au sein des postes comptables les ayant pris en charge.

Dès lors, afin de donner aux comptables locaux un cadre juridique leur permettant de mettre en œuvre les procédures adéquates, il est indispensable de prolonger les conventions de gestion signées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes concernées, en limitant toutefois strictement l'objet au seul apurement des restes à recouvrer persistant à la clôture de l'exercice 2018 au sein des budgets annexes ad-hoc.

Un dispositif de reversement périodique à la Métropole Aix-Marseille-Provence des encaissements effectués par les comptables locaux, sera mis en place sur la base d'un état récapitulatif attesté par le comptable. La TVA comprise dans les encaissements effectués sera bien évidemment conservée par la commune.

Les budgets annexes ainsi maintenus au sein des communes n'enregistreront donc que des opérations de trésorerie, à l'exclusion de toute opération budgétaire (aucun titre, aucun mandat). Aucun vote de crédit n'est donc à prévoir pour l'exécution de ces budgets techniques.

De la sorte, le recouvrement des créances nées au sein des communes de l'exécution des conventions de gestion pour l'eau et l'assainissement en 2018 aura donc toutes les chances d'être mené à son terme au 31 décembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 149-3168/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Saint-Estève-Janson.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1165 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1164 de la compétence « Eau Pluviale » et N° 17/1166 de la compétence « Eau potable et Assainissement des eaux usées » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Estève-Janson tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable

sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 616

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale", "Eau potable et Assainissement des eaux usées" de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 150-3169/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier

à la commune de Saint-Marc-Jaumegarde des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Eau et Assainissement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1^{er} janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Enfin, dans un souci de continuité du service public, la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé des conventions de gestion d'une durée d'un an avec les communes qui exerçaient jusqu'au 31 décembre 2017 les compétences « eau potable » et « assainissement » en régie directe (les contrats de DSP ont bien été repris par la Métropole).

Afin de suivre les seules opérations réalisées en vertu de ces conventions, un budget annexe (M49) pour chacune de ces compétences, non doté de l'autonomie financière, a été créé le 1 janvier 2018 au sein des communes concernées, à l'exception des deux plus petites d'entre-elles (- de 500 hab).

A compter du 1^{er} janvier 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence récupère via des établissements publics de gouvernance métropolitaine, l'exécution de ces compétences.

Afin de poursuivre au-delà du 31 décembre 2018, dans les meilleures conditions possibles, le recouvrement des créances nées de l'exécution de ces conventions de gestion portant sur les compétences eau et assainissement (préservation des chaînes de traitement informatique et monétique, identité des interlocuteurs pour les usagers, unicité du compte de gestion sur pièces,...), il est proposé de maintenir l'apurement de ces restes à recouvrer au sein des postes comptables les ayant pris en charge.

Dès lors, afin de donner aux comptables locaux un cadre juridique leur permettant de mettre en œuvre les procédures adéquates, il est indispensable de prolonger les conventions de gestion signées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes concernées, en limitant toutefois strictement l'objet au seul apurement des restes à recouvrer persistant à la clôture de l'exercice 2018 au sein des budgets annexes ad-hoc.

Un dispositif de reversement périodique à la Métropole Aix-Marseille-Provence des encaissements effectués par les comptables locaux, sera mis en place sur la base d'un état récapitulatif attesté par le comptable. La TVA comprise dans les encaissements effectués sera bien évidemment conservée par la commune.

Les budgets annexes ainsi maintenus au sein des communes n'enregistreront donc que des opérations de trésorerie, à l'exclusion de toute opération budgétaire (aucun titre, aucun mandat). Aucun vote de crédit n'est donc à prévoir pour l'exécution de ces budgets techniques.

De la sorte, le recouvrement des créances nées au sein des communes de l'exécution des conventions de gestion pour l'eau et l'assainissement en 2018 aura donc toutes les chances d'être mené à son terme au 31 décembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 150-3169/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Saint-Marc-Jaumegarde.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1167 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1170 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Marc-Jaumegarde tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 617

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétence "Services extérieurs défense contre incendie" et "Assainissement des eaux usées" de la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de

l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 147-3166/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Eau et Assainissement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au

1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » recouvre très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soit prolongée la convention de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1er janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée de la convention de gestion de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Enfin, dans un souci de continuité du service public, la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé des conventions de gestion d'une durée d'un an avec les communes qui exerçaient jusqu'au 31 décembre 2017 les compétences « eau potable » et « assainissement » en régie directe (les contrats de DSP ont bien été repris par la Métropole).

Afin de suivre les seules opérations réalisées en vertu de ces conventions, un budget annexe (M49) pour chacune de ces compétences, non doté de l'autonomie financière, a été créé le 1 janvier 2018 au sein des communes concernées, à l'exception des deux plus petites d'entre-elles (- de 500 hab).

A compter du 1^{er} janvier 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence récupère via des établissements publics de gouvernance métropolitaine, l'exécution de ces compétences.

Afin de poursuivre au-delà du 31 décembre 2018, dans les meilleures conditions possibles, le recouvrement des créances nées de l'exécution de ces conventions de gestion portant sur les compétences eau et assainissement (préservation des chaînes de traitement informatique et

monétique, identité des interlocuteurs pour les usagers, unicité du compte de gestion sur pièces,...), il est proposé de maintenir l'apurement de ces restes à recouvrer au sein des postes comptables les ayant pris en charge.

Dès lors, afin de donner aux comptables locaux un cadre juridique leur permettant de mettre en œuvre les procédures adéquates, il est indispensable de prolonger les conventions de gestion signées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes concernées, en en limitant toutefois strictement l'objet au seul apurement des restes à recouvrer persistant à la clôture de l'exercice 2018 au sein des budgets annexes ad-hoc.

Un dispositif de reversement périodique à la Métropole Aix-Marseille-Provence des encaissements effectués par les comptables locaux, sera mis en place sur la base d'un état récapitulatif attesté par le comptable. La TVA comprise dans les encaissements effectués sera bien évidemment conservée par la commune.

Les budgets annexes ainsi maintenus au sein des communes n'enregistreront donc que des opérations de trésorerie, à l'exclusion de toute opération budgétaire (aucun titre, aucun mandat). Aucun vote de crédit n'est donc à prévoir pour l'exécution de ces budgets techniques.

De la sorte, le recouvrement des créances nées au sein des communes de l'exécution des conventions de gestion pour l'eau et l'assainissement en 2018 aura donc toutes les chances d'être mené à son terme au 31 décembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 147-3166/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Ouï le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1154 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1156 de la compétence « Assainissement des eaux usées » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 618

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale", "Eau potable et Assainissement des eaux usées" de la commune de Saint-Paul-Lez-Durance

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 151-3170/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Saint-Paul-Lez-Durance des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Eau et Assainissement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1^{er} janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Enfin, dans un souci de continuité du service public, la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé des conventions de gestion d'une durée d'un an avec les communes qui exerçaient jusqu'au 31 décembre 2017 les compétences « eau potable » et « assainissement » en régie directe (les contrats de DSP ont bien été repris par la Métropole).

Afin de suivre les seules opérations réalisées en vertu de ces conventions, un budget annexe (M49) pour chacune de ces compétences, non doté de l'autonomie financière, a été créé le 1 janvier 2018 au sein des communes concernées, à l'exception des deux plus petites d'entre-elles (- de 500 hab).

A compter du 1^{er} janvier 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence récupère via des établissements publics de gouvernance métropolitaine, l'exécution de ces compétences.

Afin de poursuivre au-delà du 31 décembre 2018, dans les meilleures conditions possibles, le recouvrement des créances nées de l'exécution de ces conventions de gestion portant sur les compétences eau et assainissement (préservation des chaînes de traitement informatique et monétique, identité des interlocuteurs pour les

usagers, unicité du compte de gestion sur pièces,...), il est proposé de maintenir l'apurement de ces restes à recouvrer au sein des postes comptables les ayant pris en charge.

Dès lors, afin de donner aux comptables locaux un cadre juridique leur permettant de mettre en œuvre les procédures adéquates, il est indispensable de prolonger les conventions de gestion signées entre la Métropole AMP et les communes concernées, en en limitant toutefois strictement l'objet au seul apurement des restes à recouvrer persistant à la clôture de l'exercice 2018 au sein des budgets annexes ad-hoc.

Un dispositif de reversement périodique à la Métropole Aix-Marseille-Provence des encaissements effectués par les comptables locaux, sera mis en place sur la base d'un état récapitulatif attesté par le comptable. La TVA comprise dans les encaissements effectués sera bien évidemment conservée par la commune.

Les budgets annexes ainsi maintenus au sein des communes n'enregistreront donc que des opérations de trésorerie, à l'exclusion de toute opération budgétaire (aucun titre, aucun mandat). Aucun vote de crédit n'est donc à prévoir pour l'exécution de ces budgets techniques.

De la sorte, le recouvrement des créances nées au sein des communes de l'exécution des conventions de gestion pour l'eau et l'assainissement en 2018 aura donc toutes les chances d'être mené à son terme au 31 décembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 151-3170/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Saint-Paul-Lez-Durance ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1173 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1172 de la compétence « Eau Pluviale » et N° 17/1171 de la compétence « Eau potable et Assainissement des eaux usées » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Paul-Lez-Durance tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018_CT2_619

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", « Eau Pluviale » et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Simiane-Collongue

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 152-3171/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Simiane-Collongue des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Provence ;
- La délibération FAG 152-3171/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Simiane-Collongue ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1175 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1176 de la compétence « Eau Pluviale » et N°17/1179 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Simiane-Collongue tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 620

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", « Eau Pluviale » et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Trets

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des

métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 154-3173/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Trets des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et

notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie.

L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Concernant la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », il s'agit d'une compétence à exercice partagé (commune / Métropole / Département / Région), gérée dans le cadre de structures aux statuts divers.

Au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale » et « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 154-3173/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Trets ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1185 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies », N° 17/1188 de la compétence « Eau Pluviale » et N° 17/1189 de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Trets tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 621

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Vauvenargues

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 155-3174/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Vauvenargues des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1^{er} janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 155-3174/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Vauvenargues ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

-

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1193 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1192 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Vauvenargues tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 622

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", « Eau Pluviale » et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Venelles

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 156-3175/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Venelles des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1^{er} janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1^{er} janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 156-3175/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Venelles ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

•

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1195 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1198 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Venelles tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 623

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense

contre incendie" et "Eau Pluviale" et de la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire et aéroportuaire" de la commune de Ventabren

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 157-3176/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Ventabren des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

– compétence Parcs et Aires de Stationnement

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1er janvier 2020.

Il convient également de conclure avec la Commune de Ventabren une convention de gestion pour l'exercice de la compétence « création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire et aéroportuaire ».

En effet, la zone d'activités de Château Blanc est une opération qui a été engagée par la Commune avant le 1er janvier 2018. La Commune a procédé sur ce site aux acquisitions foncières et maîtrise aujourd'hui la totalité des terrains. Des missions d'études et d'ingénierie sont en cours ; un appel à projets a également été lancé et des discussions pour la cession de terrains sont d'ores et déjà engagées. Cette opération doit être réalisée sous forme de permis d'aménager.

Cette opération est réalisée en régie par la Commune, son exécution financière est suivie sur un budget annexe aménagement voté chaque année depuis 2013.

La convention de gestion permettra à la commune de poursuivre l'opération sur l'année 2019, de comptabiliser les dépenses et les recettes sur le budget annexe de l'opération.

L'année 2019 sera consacrée à la préparation du transfert de l'opération et du budget annexe à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La convention pourra être modifiée dans son étendue et les modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence confiée en gestion.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » et d'approuver la convention de gestion « création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire et aéroportuaire » pour une durée de deux ans avec effet à compter du 1^{er} janvier 2018 et pour échéance le 31 décembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 157-3176/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Ventabren.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'opération d'aménagement de la ZAE de Château Blanc à Ventabren et son exécution comptable sur le budget annexe de l'aménagement de la Commune.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1201 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1202 de la compétence « Eau Pluviale » ainsi que la

convention de gestion « création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire et aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Ventabren tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer ces avenants et cette convention de gestion.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 624

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la commune de Vitrolles

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 158-3177/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Vitrolles des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Gestion des Milieux Aqueux et Prévention des Inondations « GEMAPI
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Les compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » recouvrent très souvent des emplacements qui constituent des excroissances de voirie, ou des surfaces aménagées, de même nature que la voirie. L'exercice de ces compétences fait appel aux mêmes métiers que ceux de la voirie. Dans le prolongement, les personnels affectés à l'exercice des compétences ainsi que les moyens matériels associés sont là aussi identiques à ceux mobilisables pour la voirie.

Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Au regard de ce qui précède et dans l'attente des modifications législatives relatives notamment à la définition du périmètre de la compétence voirie, il est souhaitable que soient prolongées les conventions de gestion jusqu'à la date du transfert de la voirie soit le 1er janvier 2020.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies » et « Eau Pluviale » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « voirie et espaces publics ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 158-3177/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Vitrolles ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

•

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants N°1 aux conventions de gestion N° 17/1206 de la compétence « Services extérieurs défense contre incendies » et N° 17/1209 de la compétence « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Vitrolles tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Politique culturelle et sportive - Sports - Soutien au sport de haut niveau

2018 CT2 625

Attribution de subventions exceptionnelles au Pays d'Aix Natation et au Basket Métropole Aix Venelles - Approbation de conventions d'objectifs

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix puis le Territoire du Pays d'Aix a engagé depuis 2002 une importante politique sportive permettant de rattraper le retard des infrastructures existantes et de développer la pratique du sport pour tous, de loisir, le sport de compétition et de haut niveau.

Plusieurs dispositifs ont été délibérés afin de mieux répondre aux besoins constatés tant en matière

d'équipement que d'accompagnement de pratique amateur et professionnelle autour notamment du soutien au sport de compétition de niveau national pour les sports collectifs comme pour les sports individuels.

Les associations Pays d'Aix Natation et Basket Métropole Aix Venelles sont deux des clubs phares de sports collectifs soutenus depuis plus de dix ans par le Pays d'Aix.

Au regard de leurs résultats sportifs pour la saison 2017/2018 mais également de charges exceptionnelles de fonctionnement, le Territoire du Pays d'Aix souhaite leur attribuer une aide supplémentaire de fonctionnement en 2018.

Pour mémoire, ces deux clubs ont déjà obtenu des aides financières du Territoire du Pays d'Aix en 2018 telles que rappelées dans le tableau ci-dessous :

Clubs (Guichet Unique 2018)	BP 2018	Subvention sollicitée 2018	Subv n-1	Conseil Territoire	Subvention attribuée 2018	Conven- tion
Pays d'Aix Natation Water Polo (GU n°00339)	1.858.500 €	180.000 €	260.000 €	CT 08/02/18 Délibération n°2018_CT2_067	175.000 €	Oui
Pays d'Aix Natation Natation synchronisée (GU n°00458)	1.858.500 €	90.000 €	83.000 €	CT 08/02/18 Délibération n°2018_CT2_067	74.000 €	Oui
Pays d'Aix Natation Water Polo (GU n°00926)	1.817.500 €	10.000 €	10.000 €	CT 11/10/18 Délibération n°2018_CT2_462	10.000 €	Oui
Basket Métropole Aix Venelles (GU n°00098)	262.000 €	50.000 €	50.000 €	CT 08/02/18 Délibération n°2018_CT2_067	50.000 €	Oui
Basket Métropole Aix Venelles (GU n°00094)	262.000 €	10.000 €	15.000 €	CT 15/05/18 Délibération n°2018_CT2_198	9.000 €	Oui

Compte tenu des résultats sportifs lors de la saison sportive 2017/2018 :

- du Pays d'Aix Natation – Water Polo pour sa participation à la Ligue des Champions 2018,
- du Basket Métropole Aix Venelles pour sa participation aux plays offs 2018, son titre de champion de France National 3M et son accession

en National 2M, ainsi que des baisses de subventions de fonctionnement pour l'ensemble des clubs en 2018, le Territoire du Pays d'Aix souhaite soutenir ces deux clubs par l'attribution de subventions exceptionnelles de fonctionnement comme défini dans le tableau ci-dessous :

Clubs (Guichet Unique 2018)	BP 2018	Subvention sollicitée 2018	Conseil Territoire	Subvention proposée 2018	Convention
Pays d'Aix Natation Water Polo (GU n°00999)	1.878.500 €	40.000 €	CT du 29/11/2018	40.000 €	Oui
Basket Métropole Aix Venelles (GU n°00996)	262.000 €	5.000 €	CT du 29/11/2018	5.000 €	Oui
TOTAL				45.000 €	

Ce qui porte la totalité des subventions allouées en 2018 à 299.000 € pour le Pays d'Aix Natation et à 64.000 € pour le Basket Métropole Aix Venelles comme indiqué dans les conventions d'objectifs entre les clubs et la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix, annexées au présent rapport qui permettra de consolider l'aide financière supérieure à 23.000 € apportée à ces clubs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005_A340 du Conseil communautaire de la CPA du 8 décembre 2005 relative au dispositif de formation des jeunes sportifs des clubs de haut niveau ;
- La délibération cadre n°2012_A006 du Conseil communautaire de la CPA du 15 mars 2012 relative à la politique sportive communautaire ;
- La délibération cadre n°2014_A278 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à la politique sportive communautaire au titre du sport collectif de haut niveau ;
- La délibération n°2015_B767 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relative au soutien au sport de haut niveau et à l'approbation de conventions d'objectifs pluriannuelles pour le soutien aux clubs Pays d'Aix Venelles Volley Ball et Pays d'Aix Natation ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2018_CT2_067 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018 relative à l'attribution de subventions aux clubs éligibles de sports collectifs et individuels de haut niveau ;
- La délibération n°2018_CT2_198 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018 relative au soutien aux clubs amateurs de sports collectifs de niveau national ;
- La délibération n°2018_CT2_462 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018 relative au soutien au sport de haut niveau 2018 – Attribution de subventions exceptionnelles au Pays d'Aix Natation, à l'Escrime du Pays d'Aix et à Squash Passion ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 14 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées deux subventions de fonctionnement exceptionnelles de 40.000 € au Pays d'Aix Natation et de 5.000 € au Basket Métropole Aix Venelles, soit 45.000 € au total.

Article 2 :

Sont approuvés les termes des conventions d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les deux clubs bénéficiaires, le Pays d'Aix Natation et Basket Métropole Aix Venelles.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix 2018 sur le chapitre 65.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 626

PRODAS 2018 – Attribution de subventions à des associations pour l'organisation d'animations sportives et pour l'aide à la formation et à la professionnalisation d'éducateurs sportifs spécialisés en Contrat Avenir – Approbation d'une convention d'objectif

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a adopté lors du Conseil communautaire du 24 juin 2010 la délibération cadre relative à la mise en

place du projet PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives).

PRODAS est un dispositif sportif, éducatif et social répondant aux besoins sociaux et sociétaux des populations jeunes situés en ZUS (Zone Urbaine Sensible).

En partenariat avec les services des sports et Politique de la Ville des différentes communes répondant aux critères du nouveau « Contrat de ville » (loi n°2014-173 du 21 février 2014), le dispositif Prodas a pour ambition de fédérer les différents partenaires sportifs, clubs de haut niveau, clubs sportifs, associations de proximité ainsi que les centres sociaux culturels, autour d'un projet de développement des activités sportives au sein même des quartiers prioritaires (actions en pied d'immeuble) ou au sein des clubs sportifs.

Le dispositif Prodas a pour objectif principal de favoriser l'accès au « Sport pour Tous » ; il répond notamment au besoin des jeunes d'accéder à des activités sportives, de rétablir l'égalité de la pratique sportive en supprimant les freins financiers.

Ce dispositif représente un outil d'insertion sociale et joue le rôle de passerelle entre une population jeune souvent en situation de décrochage et les clubs sportifs.

Ce programme permet aujourd'hui à des jeunes des 4 communes concernées par ce dispositif, Aix-en-Provence, Pertuis, Vitrolles et Gardanne, de s'initier aux disciplines sportives en partenariat avec 69 associations.

Le dispositif Prodas permet au Territoire du Pays d'Aix de subventionner 100% des actions de ces associations sur la base de projets qui mutualisent sur le terrain les différents acteurs concernés.

Ces associations de proximité conduisent des actions d'initiation à la pratique sportive dont la liste et le calendrier sont joints au dossier de demande de subvention et dont la réalisation est contrôlée avant le versement du solde.

La subvention proposée est détaillée dans le tableau ci-joint pour un montant de 1.000 € au Club Sportif Pertuisien Tennis de Table. L'action ayant déjà eu lieu, il est proposé de déroger à l'article 12.2 du règlement Budgétaire et Financier de la Métropole.

Concernant les modalités de paiement de la subvention, un acompte de 80% est versé à l'association dès que la délibération est exécutoire et le solde de 20% est versé avant la fin de l'année, sur présentation avant la fin octobre d'un budget réalisé provisoire ou définitif de la manifestation signé du Président et du Trésorier de l'association. Il convient de noter que l'intégralité de la subvention sera versée sous réserve d'une part, de la validation du service fait et d'autre part, que le montant du budget réalisé de l'action soit au minimum égal à celui de la subvention.

Par ailleurs, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a adopté lors du Bureau communautaire du 29 janvier 2015 une délibération relative au soutien à des associations pour l'aide à la formation et à la professionnalisation d'éducateurs sportifs spécialisés employés en « Contrat Avenir » et formés au diplôme de BPJEPS (Brevet Professionnel Jeunesse Education Populaire et Sports) – APC (Activités Physiques pour Tous) et un

certificat de spécialisation – AIS (Animation et Insertion Sociale) dans un organisme de formation reconnu par l'État (le CREPS PACA à Aix-en-Provence).

Ce dispositif permet au Territoire du Pays d'Aix d'apporter une aide en fonctionnement à des associations dans le cadre de « Contrat Avenir » pour une période de deux ans, qui pourra être prolongée d'une année supplémentaire sur avis express de l'organisme de formation.

En cas de défection du titulaire du « Contrat Avenir » avant la fin de la période de deux ans, l'association pourra bénéficier d'une nouvelle aide pour un nouveau titulaire de « Contrat Avenir » sur la même formation pour une nouvelle période de deux ans qui sera soumis au vote du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Chaque association est liée au Territoire du Pays d'Aix dans le cadre de ce dispositif par une convention d'objectifs à laquelle sera annexé le « Contrat Avenir » nominatif.

Cette convention précisera la mise en œuvre d'un calendrier d'actions assurées par ces éducateurs sportifs spécialisés en contrat avenir pour 400 heures au minimum dans les infrastructures sportives mises à disposition par les villes concernées (micro-sites, gymnases, actions en pied d'immeubles, etc...).

Dans le cas où la personne en « Contrat Avenir » ne suivrait pas de manière continue sa formation au CREPS pour l'obtention du certificat concerné, ou qu'elle n'accomplisse pas les obligations liées à la convention, le Territoire du Pays d'Aix sera fondée d'exiger la restitution prorata temporis de la subvention perçue.

Il est précisé que les associations disposant de « Contrats Avenir » et subventionnées dans le cadre du Prodas ont la possibilité de confier la gestion administrative (paie, droits du salarié, suivi des présences, ...) des salariés bénéficiaires du contrat à un groupement d'employeurs, en l'occurrence l'association Objectif Plus Emploi, moyennant le transfert des fonds nécessaire au paiement des salaires, des charges et des frais de gestion.

L'association « Sport pour Tous 13 », qui bénéficie pour les années 2017 et 2018 d'un « Contrat Avenir », a retenu cette option.

La participation du Territoire du Pays d'Aix en faveur de cette association pour ces deux années s'élève à 18.600€. Un acompte de subvention pour un montant de 10.000€ a été mandaté fin 2017 suite à la délibération n°2017_CT2_444. Cette somme n'a pu être versée sur le compte de l'association « Sport pour Tous 13 », son compte bancaire ayant été clôturé par la banque. Cette somme est conservée par le Trésor Public jusqu'à régularisation de la situation bancaire.

Néanmoins, parallèlement à cette situation, le titulaire du « Contrat Avenir » a poursuivi les interventions qui lui étaient assignées et notamment celles prévues dans le cadre du dispositif PRODAS et a validé son brevet professionnel en juin 2018. Son salaire est régulièrement versé par le groupement d'employeurs Objectif Plus Emploi.

Les demandes de régularisation bancaires adressées à « Sport Pour Tous 13 » étant demeurées infructueuses, le Territoire du Pays d'Aix, ne peut verser les sommes liées aux interventions Prodass réalisées. De son côté, faute de compte bancaire, l'association « Sport pour tous 13 » ne peut honorer ses engagements avec le groupement d'employeurs alors que ce dernier a régulièrement supporté les charges en lien avec le « Contrat Avenir ».

Comme suite à ce qui précède, et afin de compenser la perte d'exploitation subie par le groupement d'employeurs au titre de l'intervention prévue dans le cadre du PRODAS, dès lors que les missions subventionnées par le Territoire du Pays d'Aix ont été réalisées, il est proposé :

- d'émettre un titre de recettes à destination du débiteur « Sport pour Tous 13 » afin que la somme de 10.000€ votée lors du conseil de territoire du 12 octobre 2017 et bloquée par le Trésor Public soit réaffectée au budget du Territoire,
- d'attribuer la somme due par l'association « Sport pour tous 13 » dans le cadre du dispositif PRODAS au groupement d'employeurs « Objectif Plus Emploi » par l'octroi d'une subvention de 18.600€, soit 10.000€ au titre de l'année 2017 et 8.600€ au titre de l'année 2018.

Il convient de noter que le Conseil de Territoire du 21 juin 2018 a attribué par délibération n°2018_CT2_310 une subvention de 131.200€ au groupement d'employeurs Objectifs plus Emploi, correspondant à la mise en place de 8 contrats d'apprentissage et a approuvé la convention d'objectifs afférente.

Pour l'année 2018, le total des aides apportées dans le cadre des contrats avenir et des contrats d'apprentissage en faveur d'Objectif Plus Emploi, s'élève donc à 149.800€, comme indiqué dans la convention d'objectifs jointe.

Concernant les modalités de paiement, la subvention sera versée en totalité dès la signature de la convention d'objectifs ci-jointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2010_A110 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative à validation du projet PRODAS ;

- La délibération n°2015_B064 du Bureau communautaire de la CPA du 29 janvier 2015 relative au soutien à des associations pour l'aide à la formation et à la professionnalisation d'éducateurs sportifs spécialisés ;
- La délibération n°HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017_CT2_444 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017 relative à l'attribution de subventions pour l'aide à la formation et à la professionnalisation d'éducateurs sportifs spécialisés en Contrat Avenir ;
- La délibération n°2017_CT2_521 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 relative à la modification de la délibération cadre du dispositif Projet de Développement des Activités Sportives ;
- La délibération n°2018_CT2_310 du Conseil de Territoire du 21 juin 2018 relative à l'attribution d'une subvention pour le développement de l'emploi et la formation d'éducateurs sportifs spécialisés en contrat d'apprentissage.
- L'avis de la Commission Culture et Sports du Territoire du Pays d'Aix du 14 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées deux subventions pour un montant total de 19.600 €. Une subvention à l'association Club Sportif Pertuisien Tennis de Table pour l'organisation d'animations sportives dans le cadre du PRODAS telle que décrite dans le tableau ci-joint pour un montant total de 1.000 € et une subvention de fonctionnement à l'association « Objectif Plus Emploi » pour le soutien à la mise en place d'un « Contrat Avenir » telle que décrite dans le tableau ci-joint pour un montant total de 18.600 € (Guichet unique n° 2018/01004).

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs relative à la mise en place d'un « Contrat Avenir » à conclure avec l'association « Objectif Plus Emploi ».

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la

convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 1005/ Chapitre 65 / Fonction 326 / Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018_CT2_627

PRODAS 2018 – Approbation d'une convention type relative au gardiennage et à la mise à disposition à titre gracieux de matériels sportifs et de formation à des associations, des centres socioculturels, des établissements publics ou des collectivités territoriales

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a adopté lors du Conseil communautaire du 24 juin 2010 la délibération cadre relative à la mise en place du projet PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives). Il convient de mettre à jour ce dispositif.

PRODAS est un dispositif sportif, éducatif et social répondant aux besoins sociaux et sociétaux des populations jeunes situés en ZUS (Zone Urbaine Sensible).

En partenariat avec les services des sports et Politique de la Ville des différentes communes répondant aux critères du nouveau « Contrat de ville » (loi n°2014-173 du 21 février 2014), le dispositif Prodas a pour ambition de fédérer les différents partenaires sportifs, clubs de haut niveau, clubs sportifs, associations de proximité ainsi que les centres sociaux culturels, autour d'un projet de développement des activités sportives au sein

même des quartiers prioritaires (actions en pied d'immeuble) ou au sein des clubs sportifs.

Le dispositif Prodas a pour objectif principal de favoriser l'accès au « Sport pour Tous » ; il répond notamment au besoin des jeunes d'accéder à des activités sportives, de rétablir l'égalité de la pratique sportive en supprimant les freins financiers.

Dans le cadre de la promotion et du développement de sa politique sportive, la Direction des Sports du Territoire du Pays d'Aix s'est dotée de matériels de sports (VTT, tatamis, panneaux de basket mobiles...) et de formation afin de contribuer au développement des activités sportives du Territoire du Pays d'Aix tel que décrit par le projet PRODAS.

Ce matériel sera mis à disposition des associations, des centres socioculturels, des établissements publics ou des collectivités territoriales du Territoire du Pays d'Aix qui en feront la demande.

Ce matériel gardienné par l'association, le centre socioculturel, l'établissement public ou la collectivité territoriale sera mis à sa disposition à titre gracieux après la signature de la convention ci-jointe.

Ladite convention lie la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix et l'entité utilisatrice permettant ainsi de fixer les droits et obligations de chacun en matière de gardiennage et d'utilisation à titre gracieux.

Il convient de noter qu'une convention type a déjà été approuvée par le Bureau communautaire du 20 février 2014 qui prévoyait dans sa délibération n°2014_B190, la possibilité de conclure cette convention avec des associations de proximité, des centres socioculturels, des communes et des établissements publics. Cette nouvelle convention type vient préciser les conditions de prêt et d'utilisation dudit matériel et les sanctions applicables en cas de non respect de ses engagements par l'entité utilisatrice.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2010_A110 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative à validation du projet PRODAS ;
- La délibération n°2014_B190 du Bureau communautaire de la CPA du 20 février 2014 relative à l'approbation d'une convention type relative au gardiennage et à la mise à disposition à titre gracieux de

matériels sportifs au profit d'associations, de centres socioculturels ou d'établissements publics ;

- La délibération n°HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017_CT2_521 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 relative à la modification de la délibération cadre du dispositif Projet de Développement des Activités Sportives ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 14 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention type relative au gardiennage et à la mise à disposition à titre gracieux de matériels sportifs et de formation à des associations, des centres socioculturels, des établissements publics ou des collectivités territoriales ;

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer les conventions ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Politique culturelle et sportive - Culture

2018 CT2 628

Modification du règlement intérieur de la médiathèque Les Carmes

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

A l'occasion de l'ouverture au public de la Médiathèque intercommunale les Carmes à PERTUIS le Samedi 20 Janvier 2018, un règlement intérieur de l'établissement a été élaboré, fixant les règles de son fonctionnement. Ce règlement intérieur est destiné à tous les usagers qui ont pour obligation d'en prendre connaissance et de le respecter.

Ce document permet notamment de formaliser les règles d'utilisation des différents espaces et des services proposés, les modalités d'inscription, de consultation et de prêt des documents ainsi que la responsabilité des usagers.

La charte informatique et la charte d'utilisation de l'espace de Fabrication (FABLAB) ont été jointes en annexe à ce document qui a fait l'objet d'une délibération n°2018_CT2_073 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018.

Après bientôt une année d'exploitation, il est nécessaire de procéder à quelques modifications et de joindre deux nouvelles annexes :

- la charte d'utilisation de l'Auditorium Henri Silvy
- la charte d'utilisation de l'espace Médiawork (ex-Cowork)

Le vote de ce rapport ne fait l'objet d'aucune incidence financière pour la Collectivité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 14 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de définir les règles et les conditions d'utilisation des différents espaces de la Médiathèque Les Carmes pour les usagers.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la modification du règlement intérieur de la médiathèque intercommunale Les Carmes à Pertuis.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 629

Attribution de subventions de fonctionnement aux associations culturelles "Murmures de cailloux" et "Ka Divers"

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la

Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations. La Communauté du Pays d'Aix a voté ensuite sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003_A080). Cette politique culturelle poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du Territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que le Territoire du Pays d'Aix, prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, étant ainsi un partenaire essentiel des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Le fonds d'intervention à destination des associations intéresse uniquement les manifestations sur la base des critères rappelés ci-après :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
- Les opérations sont en rapport avec la compétence intercommunale et dépassent le strict cadre communal.

La participation du Territoire du Pays d'Aix est cadrée de la manière suivante :

- 30% maximum du budget de l'opération, hormis les tournées intercommunales et le soutien aux grands opérateurs pour leur fonctionnement,
- L'instruction de la demande inclut la sollicitation de l'avis du Maire de la commune.

Toutes les demandes de subvention qui sont présentées dans ce rapport ont reçu un avis favorable des Maires des communes concernées.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles. (Article 12.3.3 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par la délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par la délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit : 80% de la subvention après la notification de la subvention,

20 % à la remise d'une attestation de service fait et des pièces comptables justificatives.

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution de 2

subventions pour un montant total de 4 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations.

N° GU	Nom Association	Commune (siège social)	Manifestation	Lieu de l'action	Dates Projet	Subvention N-1	Subvention N-2	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	subvention sollicitée ville	Montant proposé	Conversion d'objectif	Date commission	Date CT
2018_00267	Ka Divers	Aix-en-Provence	Festival Street Art Ka Divers	Pays d'Aix	Fevrier 2018 Festival : 1 mois 12 Actions jeunes pédagogues : 8 mois	7 000,00 €	0,00 €	41 200,00 €	7 000,00 €	Aix-en-Provence : 12 000,00 €	2 000,00 €	non	14/11/18	29/11/18
2018_00563	Murmures de Calissat	Aix-en-Provence	Contes en Vie dans les jardins	Aix-en-Provence	Aout 2018	1 000,00 €	1 000,00 €	9 950,00 €	2 000,00 €	Prélèvement de la ville : 2 000,00 €	2 000,00 €	non	14/11/18	29/11/18
Total : 4 000 €														

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 14 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du

territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions de fonctionnement aux associations culturelles, telles que présentées dans le tableau ci-dessus, pour un montant total de 4 000 €.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, fonction 311, nature 65748, LC 1008.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 630

Attribution d'une subvention complémentaire en fonctionnement à l'association « Festival International d'Art Lyrique d'Aix-en-Provence » pour l'exercice 2018 - Approbation d'une convention d'objectifs

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par la délibération n°2014_A282, le Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 a approuvé la convention triennale et multipartenariale 2015-2017, signée avec le Festival International d'Art Lyrique, l'État, le Conseil Régional, le Conseil Départemental et la ville d'Aix-en-Provence.

Par la délibération n°2017_CT2_523 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017, un avenant à la convention triennale et multipartenariale 2015-2017 a été approuvé pour l'exercice 2018, année transitoire dans la direction

artistique du Festival et a attribué une subvention de fonctionnement de 930 000 €, comme en 2017.

La convention 2019-2021, en cours d'élaboration par l'ensemble des partenaires publics, pourra prendre en compte les orientations artistiques du nouveau directeur, et les éventuelles évolutions budgétaires qu'elles pourront impliquer.

Pour l'exercice 2018, le budget de fonctionnement du festival avait été établi à 22 435 000 €.

Dans le cadre de la programmation 2018, le cours Mirabeau a accueilli un parcours et une représentation de l'opéra Orfeo et Majnun le 24 juin et le 8 juillet 2018.

Les contraintes de sécurité et de sûreté liées au Plan Vigipirate renforcé ont entraîné des surcoûts à la manifestation, non prévus au budget prévisionnel pour un montant de 25 275 € (voir budget annexé).

De plus, les contraintes de sécurité renforcées ont bouleversé les plans des aménagements techniques et scéniques prévus pour la représentation de « Orfeo et Majnun » et le parcours sur le cours Mirabeau. Elles ont entraîné des dépenses supplémentaires, pour un montant de 124 900 € (voir budget annexé).

L'association a donc sollicité une subvention complémentaire de 100 000 € auprès du Territoire du Pays d'Aix pour l'exercice 2018.

La Ville d'Aix-en-Provence a également été sollicitée à hauteur de 50 000 €

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau joint à la délibération, de procéder à l'attribution d'une subvention complémentaire de 100 000 € et d'approuver la convention d'objectifs avec le « Festival International d'Art Lyrique d'Aix-en-Provence ».

Le total des subventions perçues en 2018 s'élève à 1 030 000 € soit 4,50 % du budget du Festival d'Art lyrique (BP 2018 initial : 4,15 %) .

N° GU	Nom Association	Commune (siège social)	Manifestation	Dates Projet	Subvention N-1	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée	Subvention sollicitée ville	Montant proposé	Date CT
2018_01002	FESTIVAL INTERNATIONAL D'ART LYRIQUE	AIX EN PROVENCE	Opéra sur le cours Mirabeau	24 juin et 8 juillet 2018	930 000 €	442 657,00 €	100 000,00 €	50 000,00 €	100 000,00 €	29/11/2018

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017_CT2_523 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016

approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 14 novembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

- **Considérant** que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix est un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association culturelle « **FIAL** » une subvention complémentaire de 100 000 € en fonctionnement, telle que présentée dans le tableau ci-dessus, ce qui porte le montant total des subventions perçues à 1 030 000 € en 2018.

Article 2 :

Sont approuvés les termes de la convention d'objectifs 2018 avec l'association « Festival International d'Art Lyrique » annexée à la présente délibération.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la convention d'objectifs et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement fonction 311, nature 65748, LC 1008.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	0
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.